

Peace, Security and Post-conflict Reconstruction in
the Great Lakes Region of Africa

Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans
la région des Grands Lacs d'Afrique

This book is a product of CODESRIA's Great Lakes Initiatives.

Ce livre est issu de l'initiative du CODESRIA sur les Grands Lacs.

**Peace, Security and Post-conflict Reconstruction
in the Great Lakes Region of Africa**

Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans
la région des Grands Lacs d'Afrique

Edited by /
Sous la direction de

**Tukumbi Lumumba-Kasongo
Joseph Gahama**



CODESRIA

Council for the Development of Social Science Research in Africa
DAKAR

© CODESRIA 2017

Council for the Development of Social Science Research in Africa

Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Canal IV

BP 3304 Dakar, 18524, Senegal

Website: www.codesria.org

ISBN: 978-2-86978-720-9

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted in any form or by any means, electronic or mechanical, including photocopy, recording or any information storage or retrieval system without prior permission from CODESRIA.

Typesetting: Alpha Ousmane Dia

Cover Design: Ibrahima Fofana

Distributed in Africa by CODESRIA

Distributed elsewhere by African Books Collective, Oxford, UK

Website: www.africanbookscollective.com

The Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) is an independent organisation whose principal objectives are to facilitate research, promote research-based publishing and create multiple forums geared towards the exchange of views and information among African researchers. All these are aimed at reducing the fragmentation of research in the continent through the creation of thematic research networks that cut across linguistic and regional boundaries.

CODESRIA publishes *Africa Development*, the longest standing Africa based social science journal; *Afrika Zamani*, a journal of history; the *African Sociological Review*; the *African Journal of International Affairs*; *Africa Review of Books* and the *Journal of Higher Education in Africa*. The Council also co-publishes the *Africa Media Review*; *Identity, Culture and Politics: An Afro-Asian Dialogue*; *The African Anthropologist*, *Journal of African Transformation*, *Method(e): African Review of Social Sciences Methodology*, and the *Afro-Arab Selections for Social Sciences*. The results of its research and other activities are also disseminated through its Working Paper Series, Green Book Series, Monograph Series, Book Series, Policy Briefs and the CODESRIA Bulletin. Select CODESRIA publications are also accessible online at www.codesria.org.

CODESRIA would like to express its gratitude to the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), the International Development Research Centre (IDRC), the Carnegie Corporation of New York (CCNY), the Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD), the Danish Agency for International Development (DANIDA), the Rockefeller Foundation, the Open Society Foundations (OSFs), TrustAfrica, UNESCO, the African Capacity Building Foundation (ACBF), The Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), The Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA), Andrew Mellon Foundation, and the Government of Senegal for supporting its research, training and publication programmes.

Contents / Sommaire

<i>Préface</i>	vii
<i>Notes on Contributors / Note sur les contributeurs</i>	xi
1. Introduction <i>Bernard Lututala Mumpassi, Tukumbi Lumumba-Kasongo et Joseph Gabama</i>	1
2. Une cinquantaine d'années de conflits et de violences dans la région des Grands Lacs africains <i>Joseph Gabama</i>	9
3. Contemporary Theories of Conflict and their Social and Political Implications <i>Tukumbi Lumumba-Kasongo</i>	29
4. La Stratégie de diversification économique des pays des Grands Lacs, facteur de stabilité et de développement : une analyse du Burundi, du Congo et de la République Démocratique du Congo <i>Patricia Solange Gaboua Makaya</i>	49
5. Land Resource, Livelihoods and Ethnic Mobilization: A Comparative Study of Two East African Locations <i>Peter Wafula Wekesa</i>	83
6. Théorie critique et espace public : analytique de la gouvernementalité dans la communauté économique des pays des Grands Lacs <i>Jean-Marie Katubadi-Bakenge</i>	107
7. Land Politics and Conflict in Uganda: A Case Study of Kibaale District, 1996 to the Present Day <i>Baligira John</i>	157
8. Interdépendance économique et paix dans la région des Grands Lacs africains <i>François-Xavier Mureha et Idrissa Mohamed Ouedraogo</i>	185

9. From the Conventional towards New Frames of Peace Journalism : The Cases of Uganda and Burundi <i>William Tayebwa</i>	209
10. Conflits armés et exploitation forestière en République Démocratique du Congo : pour une action environnementale régionalement intégrée <i>Félicien Kabamba Mbambu</i>	237
11. Endangered Peace: Stocktaking from the Case of Post-Massacre Mucwini, Northern Uganda <i>David-Ngendo Tshimba</i>	271
12. Etats des grands lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ? <i>Célestin Tshimande Tukala</i>	299
13. Promouvoir la culture de la paix dans l'Afrique des Grands Lacs à travers des programmes radiophoniques : une évaluation de trois expériences <i>Jean Liyongo-Empengele</i>	327
14. Concluding Remarks: Where Do We Go from Here? <i>Joseph Gahama and Tukumbi Lumumba-Kasongo</i>	359
<i>Index</i>	367

Préface

La sous-région des Grands-Lacs en Afrique est assurément un casse-tête pour tout chercheur qui s'intéresse à la problématique des guerres et conflits et de leur résolution. En effet, après plusieurs décennies de turbulences politiques, de guerres, de conflits ethniques, y compris le fameux génocide au Rwanda, de rébellions, de massacres, de tueries, d'assassinats sous toutes leurs formes, de déplacements de population, de viols et violences basées sur le genre, et que sais-je encore, on est encore loin de comprendre les motifs profonds de ce qui se passe réellement dans cette sous-région. Et par conséquent comment y mettre fin. Les guerres ressurgissent presque aussitôt après la signature des accords de paix, la crise se perpétue, infecte tous les secteurs de la vie nationale, les programmes mis en place pour pacifier cette sous-région se révèlent vite inefficaces, la population crie son ras-le-bol et ne sait plus à quel saint se vouer, les Etats concernés se voient obligés de faire appel à la médiation ou à l'intervention directe de la communauté internationale pour les assister dans la résolution des conflits, en même temps la même communauté internationale est parfois accusée d'être complice dans les événements dramatiques qui se passent dans la sous-région.

En tant qu'institution vouée à mener des recherches multidisciplinaires sur les problèmes multiformes des sociétés africaines, et à mettre les résultats de ces recherches au service du développement, du bien-être de la population, de la paix et du panafricanisme, le CODESRIA a mis en place le programme « Initiative Grands Lacs » pour contribuer à une meilleure connaissance de ce qui se passe dans la sous-région des Grands Lacs, à sa pacification et à son développement. Il doit en être fortement applaudi et remercié ! L'ouvrage que voici est le fruit des recherches menées par la première cohorte des chercheurs qui ont été sélectionnés à cet effet dans le cadre de ce programme.

Cet ouvrage se focalise sur quelques faits, parmi tant d'autres, et plutôt dramatiques, qui se passent dans la sous-région des Grands Lacs. Il n'est pas une simple narration de ces faits, comme la presse locale et internationale nous y a habitués ; il va au-delà pour tenter d'en comprendre les soubassements. Le lecteur découvrira alors que ce qui se passe dans cette sous-région a des racines profondes dans un passé plus ou moins lointains ; que cette crise ne se limite pas et ne doit pas être limitée aux bruits de bottes et aux coups de kalachnikovs,

mais aussi à la mise en panne de la gouvernance des Etats de la sous-région, à la paralysie des institutions et à la tétanisation des populations; que les causes des conflits ne sont pas que politiques, elles sont aussi les conflits fonciers, les conflits inter ou intra-ethniques, l'exploitation forestière, etc.

L'ouvrage examine en outre les conséquences de cette situation, sur le plan économique, démographique, sociologique et politique. On y découvre qu'outre les millions de morts, de personnes déplacées et de femmes et filles violées, d'autres conséquences sont souvent tues alors qu'elles perpétuent les drames vécus par les populations : la privatisation des services de sécurité, l'instrumentalisation et le recrutement des enfants soldats, la création, parfois par les Etats eux-mêmes, des milices populaires pour contrer les assaillants, la création et le soutien des rébellions par les Etats voisins, etc.

Cet ouvrage évalue par ailleurs l'efficacité des solutions qui ont été préconisées pour en venir à bout et permettre alors aux populations de cette sous-région de vivre dans la paix et de s'adonner aux activités de développement. Mieux, il recherche des solutions plus pertinentes pour y parvenir. On y apprend alors qu'au delà des multiples sommets où les différents protagonistes doivent bien malgré eux se regarder dans les yeux et parvenir à signer des accords de paix, souvent sans trop y croire, il existe d'autres solutions, notamment la diversification et l'intégration économiques, la sensibilisation et la mobilisation des communautés ethniques, une meilleure gouvernance, une presse engagée dans la recherche de la paix et non d'attiser la non-paix, une économie verte et intégrée.

On l'aura compris, l'ouvrage ne traite que de quelques faits, et ne propose que quelques solutions. Il faut davantage de recherches, plus approfondies, pour mieux scruter les choses, avec des approches méthodologiques qui vont au-delà des sentiers battus, et un cadre théorique qui permette de sortir du déjà entendu et lu. Il faut des études longitudinales, pour mieux suivre l'évolution des faits, des causes et des conséquences. C'est pourquoi faire du Programme « Initiative Grands Lacs » un véritable laboratoire permanent – ou tant que durera la crise – sur cette sous-région est un appel que nous lançons au CODESRIA. C'est en tout cas ce qu'ont réclamé les chercheurs et autorités politiques réunis lors du séminaire de Kinshasa, co-organisé par le CODESRIA et le CERED-GL en septembre 2014, pour examiner la pertinence des premiers résultats des recherches menées dans le cadre de ce programme.

Il faut aussi espérer que les décideurs politiques s'approprient les résultats de ces recherches pour orienter leurs décisions sur cette sous-région. Mais ceci passe par deux préalables : 1) diffuser largement cet ouvrage et communiquer par d'autres voies comme des séminaires et colloques les réflexions qui y sont contenues ; et 2) que les décideurs politiques acceptent de prendre en considération les résultats des recherches dans le processus de leur prise de décision. On le sait, ceci n'est pas évident en Afrique, et l'est encore moins dans les pays de la sous-région

des Grands Lacs. La recherche et l'activisme politique continuent à se regarder comme des chiens de faïence, me semble-t-il. Et tant que le politique banalisera, voire réfutera les analyses menées si objectivement par les chercheurs, comme cela se passe actuellement, il faut craindre que l'on tourne en rond dans la recherche d'une solution durable sur la sous-région des Grands Lacs.

Bernard Mumpasi Lututala

Directeur général

Centre Régional de Recherches et de Documentation
sur les Femmes, le Genre et la Construction de la Paix
dans la région des Grands Lacs (CERED-GL)



Notes on Contributors / Note sur les contributeurs

Jean-Marie Katubadi Bakenge est professeur de philosophie et de communication dans les Universités au Burundi (Université du Lac Tanganyika, Université Lumière de Bujumbura, Université des Grands Lacs) et Instituts supérieurs en RD Congo (Institut Supérieur de Développement Rural de Fizi et Grand Séminaire de Murhesa à Bukavu). Il a déjà publié une dizaine d'articles parmi lesquels : « Les arcanes insondables de la quête des identités : vers une nouvelle identité africaine », – « Le code de la presse au Burundi : théorisation de l'éthique téléologique », – « Esquisse d'une éthique de Réveil », « Bâtir la cité humaine », – « Racisme et antiracisme : métamorphoses du racisme ou crise de l'identité ? », – « L'islamisme ou la naissance d'une nouvelle conscience en Islam : vers un projet d'une société ouverte », – Corruption et assumption de l'être humain : contours éthiques et politiques de la question, – « Rationalisation comme condition de l'humanisation de l'Afrique ? » ; et un ouvrage intitulé *Penser la crise africaine : Horreur et Aurore*. Ses investigations sont orientées vers l'anthropologie philosophique (l'existentialisme), la philosophie politique (théorie critique de l'Ecole de Francfort) et l'éthique de la communication. Les concepts de crise et de conflit en constituent la toile de fond.

John Baligira is a Lecturer in the College of Humanities and Social Sciences at Makerere University in Kampala, Uganda. He holds a BA (Social Sciences), MA (History) and a Post-graduate Diploma in Education from Makerere University. Apart from his teaching duties, he has conducted research on conflicts in Uganda and the neighbouring countries. He is a member of the CODESRIA network of researchers working on 'Issues of Peace, Security and Post-conflict Reconstruction in the Great Lakes region'. Currently, John is completing his PhD studies at the University of Cape Town. The title of his thesis is: 'Land Rights and Conflict in Uganda: A Case Study of Kibaale District Since 1962'.

Jean Liyongo Empengele, docteur en sociologie, est professeur associé à la Faculté des sciences sociales et en même temps chercheur au Centre d'Etudes Politiques (CEP) de l'Université de Kinshasa. Il enseigne les cours d'information et opinion publique, de sociologie approfondie : analyse des auteurs et de sociologie de l'Afrique et du Congo. Auteur de plusieurs articles publiés dans les revues scientifiques congolaises et dans La revue gabonaise de sociologie, il prépare en ce moment un

livre sur l'action des radios internationales en Afrique après la guerre froide.

Solange Patricia Gaboua épouse Makaya est Docteur en Sciences Économiques, option Économie de Développement Chercheurs au CERAPE (Centre d'études et de recherche sur les analyses et politiques économiques). Elle est Enseignante au Centre de la Statistique de Brazzaville et à la Faculté de Sciences Économiques.

Joseph Gahama est détenteur d'un doctorat en histoire des sociétés africaines et d'une habilitation à diriger des recherches (HDR) obtenus à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, respectivement en 1980 et en 1996. Il a une longue expérience d'enseignement et de recherches dans plusieurs universités africaines et européennes. Il a également occupé des postes administratifs à l'Université du Burundi, au Kigali Institute of Education et à l'University of Rwanda en tant que Chef du Département d'Histoire, Directeur de la Recherche et Doyen de la Faculté des Sciences sociales. Le Professeur Gahama a été consultant pour l'UNICEF, l'UNESCO, le PNUD, l'Union Africaine et diverses ONG internationales. Il a participé, avec présentation de communications, à plus d'une centaine de conférences et séminaires internationaux. Il est l'auteur de plusieurs livres, articles et chapitres dans des ouvrages collectifs sur l'histoire sociopolitique de l'Afrique des Grands Lacs, spécialement le Burundi et le Rwanda. Il est enfin membre de nombreuses associations scientifiques et culturelles nationales et internationales.

Tukumbi Lumumba-Kasongo is Professor of Political Science and Chair of the Department of International Studies at Wells College. A Visiting Scholar in the Department of City and Regional Planning at Cornell University, he has been serving as an External Examiner in the Department of Political Science at the University of Ghana since 2012. Also, he has taught political science in many universities and colleges, including the University of Liberia where he was the Chair of the Department of Political Science. Between 2003 and 2007, he served as a Visiting Research Fellow in the Centre for the Study of International Cooperation in Education (CICE) at Hiroshima University in Higashi-Hiroshima in Japan. He is the Co-Founder and Director of CEPARRED (Centre Panafricain d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales et en Éducation pour Développement) in Abidjan, Côte d'Ivoire. His research interests include world politics, higher education (comparative and international), international political economy, South-South relations, peace, security and development studies as well as Africa-Asia relations. He has published many books and over a hundred book chapters, monographs, and peer-reviewed articles. Among his published books are *The Dynamics of Economic and Political Relations between Africa and Foreign Powers: A Study in International Relations* (1999); *Rise of Multipartyism and Democracy in the Global Context: The Case of Africa* (1998); *Political Re-mapping of Africa: Transnational Ideology and the Re-definition of Africa in World Politics* (1994); *Who and What Govern in the World of the States?: A Comparative Study of Constitutions, Citizenry, Power, and Ideology in Contemporary*

Politics (2005); *Japan and Africa Relations* (2010). He has also edited several books, including *Liberal Democracy and Its Critics in Africa: Political Dysfunction and the Struggle for Social Progress*, (2005 and 2006); and co-edited *Structural Adjustment and the Crisis in Africa: Economic and Political Perspective* (1992). He is the editor-in-chief of *African and Asian Studies/Brill* and co-editor of *The African Journal of International Affairs/CODESRIA*. Tukumbi Lumumba-Kasongo is a graduate of Université de Kisangani where he obtained Diplôme de Licence (BA) with distinction and Diplôme d'Agrégation; Harvard University, where he earned a Masters degree; and the University of Chicago where he obtained another Masters degree and a PhD. He is also a recipient of Diploma of Popular Economics from International Institute in Popular Economics.

Félien Kabamba Mbambu est né en 1968 à Tshilenge en République Démocratique du Congo. Il est porteur d'un doctorat en sciences politiques et administratives de l'Université de Kinshasa. Il est professeur de sciences politiques au Département des Sciences Politiques et chercheur au Centre d'Etudes Politiques dans ladite Université. Auteur de nombreuses publications, ses recherches sont orientées vers les questions des ressources naturelles (forêts, mines, agriculture) en Afrique centrale avec un focus sur les thématiques de REDD+ et de climat. Parallèlement, il a une longue expérience de consultant sur les questions précitées et a travaillé avec de nombreuses agences de développement.

François-Xavier Mureha est enseignant-chercheur à l'Université du Lac Tanganyika (Burundi) à la Faculté des Sciences de gestion et d'économie appliquée. Il est titulaire d'un DEA/Master en économie internationale et poursuit actuellement une formation doctorale à l'Université Ouaga II (Burkina Faso) à l'UFR/SEG, au sein du Laboratoire d'analyse et de politique économiques (LAPE) dirigé par le Professeur Idrissa Mohamed Ouedraogo. Ses recherches doctorales portent sur l'intégration régionale et les conflits civils dans la Région des Grands Lacs africains dont le questionnement consiste à analyser l'effet réciproque entre les projets d'intégration économique régionale initiés dans la région et les conflits civils qui y sévissent. Il est membre du réseau des chercheurs du Codesria sur les « Questions de paix, de sécurité et de reconstruction post-conflit dans la Région des Grands Lacs ». Il est déjà auteur d'un article d'opinion sur « La traçabilité des minerais: vers la fin de l'instabilité dans la Région des Grands Lacs ? », publié en mars 2013 dans le Journal « Défis Economiques », un bimensuel économique édité conjointement par le Bureau ESSOR et le Laboratoire d'analyse et de politique économiques (LAPE).

William Tayebwa worked as a journalist for several Ugandan publications and is currently the Head, Department of Journalism and Communication at Makerere University in Kampala, Uganda. He holds a PhD in Communication from Concordia University in Canada and a Master of Philosophy in Media Studies

from the University of Oslo, Norway. He has held post-doctoral fellowships with CODESRIA, University of Cambridge in the UK as well as Oslo and Arkerhus University College in Norway, working on topics spanning the theme of radio for peace-building in the African Great Lakes Region.

David-Ngendo Tshimba is an African Great Lakes region dweller, having chiefly lived in the Democratic Republic of Congo, Rwanda, Kenya, and Uganda. A Social Research Fellow at the Centre for African Studies and Assistant Lecturer at Uganda Martyrs University, from where he earned both his BA (honours) in Ethics and Development Studies and MA (distinction) in Sustainable Peace and Conflict Management, David is currently pursuing his doctorate in the Interdisciplinary PhD in Social Studies at the Makerere Institute of Social Research (MISR), majoring in Political Studies. He has previously served on three research fellowships with African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD); the Council for the Development of Social Research in Africa (CODESRIA) and International Alert, focusing on topical issues pertaining to post-armed conflict governance. David also volunteers with the Global Peace Festival Foundation, Uganda Chapter, and associates with the Equator Peace Academy, a brainchild of the Communities Engaging Difference and Religion (CEDAR-Network).

Célestin Tshimande Tukala est doctorant en science politique, chercheur et secrétaire scientifique au Centre d'Etudes Politiques (CEP), Université de Kinshasa. Son domaine de recherche porte sur les questions de gouvernance et de sécurité en Afrique ; la trajectoire de l'État en Afrique, et la sociologie électorale.

Peter Wafula Wekesa is a Senior Lecturer in the Department of History, Archeology and Political Studies at Kenyatta University, Nairobi. He teaches and researches on African Political History with a special bias in border community relations, border resources and community claims, identity politics, conflicts and international relations. His articles have previously been published in *Africa Development*, *Journal of Third World Studies*, *Journal of Eastern African studies*, *East African Social Science Review*, *Chemichemi* among others. He is also a co-editor (with Kimani Njogu) of Kenya's 2013 *General elections: Stakes, Practices and Outcomes* (Twaweza 2015).

1

Introduction

Bernard Lututala Mumpasi, Tukumbi Lumumba-Kasongo,
Joseph Gahama

La sous-région des Grands-Lacs connaît ces dernières décennies des crises multiformes : conflits inter-ethniques, guerres, violences post-électorales, rébellions, etc. Ces crises entretiennent une insécurité quasi permanente dans la sous-région. On peut citer entre autres le génocide du Rwanda en 1994 ; l'assassinat de trois chefs d'Etat (Habyarimana du Rwanda, Ntaryamina du Burundi, Kabila de la RD Congo) ; la guerre dite de libération (1996-1997) puis celle dite d'agression (1997-2001) en RD Congo ; des rébellions qui continuent à semer la désolation en RD Congo et en République Centrafricaine ; des troubles post-électorales au Burundi, etc. Des bandes armées issues des pays voisins déstabilisent certains pays, c'est le cas notamment de l'Armée de Résistance du Seigneur de Joseph Nkuni (de l'Ouganda), des FDLR (du Rwanda), et même de plus en plus des Mbororo (du Soudan) qui opèrent en RD Congo. Les foyers de tension se déplacent ou se réactivent et leurs acteurs changent constamment.

Les conséquences relatives aux drames occasionnés par cette situation sont connues par tous : de milliers de morts, de millions de personnes déplacées, de milliers de femmes violées, des populations traumatisées et vivant dans la psychose de l'insécurité, ce qui ne leur permet pas de s'adonner aux activités économiques et agricoles. Ce contexte favorise la fragilisation des Etats, l'instauration des régimes autocratiques, le pillage des ressources, l'appauvrissement de la population, la non-intégration régionale, voire les risques de balkanisation de certains pays. Il explique par ailleurs le fait que les pays de la sous-région soient devenus les plus pauvres du monde, en dépit des ressources naturelles dont ils regorgent.

Plusieurs initiatives ont été prises au niveau mondial et africain pour mettre fin à cette situation : missions de maintien de la paix dans ces pays par les Nations Unies¹, de multiples résolutions de la CIRGL² pour « éteindre le feu » par-ci par-là où se

déclenchent les foyers de tension, une certaine volonté par les pays eux-mêmes de prendre les mesures qui favorisent la paix. De nombreux accords ont été signés entre les belligérants dans le même but. Et dans leur déclaration de Dar-es-Salam (2006), les pays de la CIRGL avaient proclamé « leur détermination collective à faire de la Région des Grands-Lacs un espace de paix et de sécurité durable pour les Etats et les peuples, de stabilité politique et social, de croissance et de développement partagés, un espace de coopération fondé sur des stratégies et politiques de convergence dans le cadre d'un destin commun qu'ils sont déterminés à réaliser, selon les aspirations de leurs peuples ». En dépit de cette volonté politique, la sous-région est toujours en ébullition.

Le CODESRIA s'est préoccupé très tôt de la situation de non-paix dans les pays de la CIRGL. Déjà avant le génocide du Rwanda, le CODESRIA a publié dans ses revues plusieurs articles qui indiquaient des signes prémonitoires des crises et des conflits qui allaient embraser toute la sous-région. Au lendemain du génocide, le CODESRIA a organisé du 4 au 7 septembre 1995 à Arusha (Tanzanie) une Conférence sur « Liberté académique, Recherche sociale et Résolution des Conflits dans la Région des Grands Lacs ». Une des recommandations de la Conférence invitait le CODESRIA à redoubler et à intensifier ses efforts pour assurer le suivi de la situation, en mettant l'accent sur la prévention des conflits et en engageant les pays sur la voie de la reconstruction nationale, des réformes étatiques et politiques, de la protection des populations et leurs minorités. Des programmes de recherche devaient être conçus et exécutés par le CODESRIA pour promouvoir la tolérance et circonscrire les acteurs et les causes de ces violences et crises. Lors de l'Assemblée générale de Kampala en 2002, le CODESRIA a consacré tout un panel sur « Les Grands-Lacs : conflit et reconstruction ».

Il aura fallu attendre décembre 2009 pour que le programme Initiative Grands-Lacs soit lancé, en lui assignant cinq objectifs autour desquels sont construits ces cinq axes d'intervention :

1. la redynamisation de la recherche pour permettre une meilleure compréhension des enjeux des crises et guerres dans la sous-région et pour contribuer aux initiatives en faveur de l'instauration de la paix et la sécurité dans cette sous-région ;
2. la formation et le renforcement des capacités à la recherche pour sortir les chercheurs de cette sous-région de l'isolement scientifique dans lequel les guerres et les crises les ont plongés ;
3. la mise en réseau des universitaires et des chercheurs de cette sous-région ;
4. l'organisation des conférences de dialogue politique pour s'assurer de la prise en compte des résultats de recherche dans les processus de prise de décision ;
5. les publications scientifiques pour une large dissémination des résultats de la recherche.

La première grande réalisation de cette Initiative aura été le séminaire de lancement organisé à Addis-Abéba en 2011 et qui avait réuni des chercheurs de renom travaillant sur cette sous-région. À cette occasion, une ébauche de programme de recherche fut élaborée pour être soumise à l'appréciation du CODESRIA. Elle reprenait les sous-thèmes à explorer. Par la suite, le CODESRIA a disponibilisé des fonds et a invité les chercheurs à participer à l'exécution du programme en soumettant des projets de recherche pris en charge financièrement par lui. Une première cohorte de chercheurs a été sélectionnée de façon rigoureuse et a réalisé des études et recherches sur des sujets variés et portant sur plusieurs pays de la sous-région. Depuis lors, le programme Initiatives Grands-Lacs a organisé deux ateliers pour discuter de l'état d'avancement des recherches voire de leurs résultats préliminaires. Le premier à Arusha en Tanzanie en 2013, et le second à Kinshasa en 2014 en partenariat avec le Centre Régional de Recherche et de Documentation sur les Femmes, le Genre et la Construction de la Paix dans la région des Grands-Lacs (CERED-GL).

Dès la nomination par le CODESRIA du Professeur Tukumbi Lumumba comme Coordinateur de ce projet, il a entamé la réflexion sur comment poursuivre cette œuvre d'une pertinence régionale et nationale et qui vise à faire la lumière sur les événements survenus dans la région des Grands Lacs en Afrique et comment prévenir une récurrence. Pour faire avancer les travaux, il fallait par conséquent, la mise en place un comité scientifique composé de Rémy Bazenguissa, Joseph Gahama, et de Bernard Lututala Mumpasi, qui était alors le Secrétaire Exécutif Adjoint du CODESRIA.

Après avoir établi les critères pour le recrutement des participants, le CODESRIA a publié le projet avant de réunir les mécanismes de gestion administrative du projet. Ainsi, un groupe de chercheurs/universitaires a été sélectionné à travers un processus rigoureux basé sur un examen critique de la qualité de la recherche, les publications et les engagements professionnels des candidats au niveau de la région.

Une vision critique du contexte de la région revêt une importance particulière dans le succès du projet en ce sens qu'elle permet de mieux saisir les enjeux du projet. Le contexte du projet et les questions à aborder devront être examinées de façon structurelle et historique. En effet, les efforts consentis dans le sens de la consolidation de la paix dans la région ont abouti à un échec faute d'une bonne compréhension des contextes des conflits ou des enjeux. Par conséquent, les bouleversements sociaux et la dégradation de l'environnement continuent d'augmenter dans un contexte de méfiance grandissante entre les populations, les gouvernements et les différents groupes armés. Ainsi, la vie continue d'être un cauchemar pour la majorité des populations. Par ailleurs, les pratiques démocratiques, par exemple, la gestion correcte des élections, la centralité de la présidence et le fonctionnement des institutions démocratiques, continuent d'être un défi dans la période post-conflit dans certains pays de la région. Que faudrait-il faire ?

Fondamentalement, ces travaux sont un projet scientifique social multidisciplinaire dont la finalité est de produire des connaissances et des paradigmes socialement définis. Sur la base des mémoires que les participants ont reçus, il faut également ajouter que ce projet offre une perspective afro centrique sur le long conflit et les processus de reconstruction post-conflit.

En particulier, ces travaux pourraient devenir un ambitieux projet de reconstruction. Que faut-il entendre par toutes ces catégorisations ? Nous voulons simplement dire que cette étude pourrait contribuer à l'obtention d'une paix réelle, la sécurité et le progrès dans le cadre des développements post-conflit dans la région des Grands Lacs. Dans ces catégorisations, nous devons tenir compte de la nature des acteurs impliqués, les structures de leurs intérêts et actions, et les forces derrière ces théâtres politiques et sociaux.

Ce projet de livre était fondé sur la forte conviction que les efforts véritables pour proposer certaines solutions durables et pacifiques à la crise et aux efforts de reconstruction post-conflit requièrent une appréhension globale et structuraliste de la nature multidimensionnelle de la crise elle-même – et que les connaissances importent. Par ailleurs, la vérité et l'objectivité sont socialement pertinentes; par conséquent, elles doivent être scrupuleusement appliquées dans la réorganisation de la région des Grands Lacs.

La région des Grands Lacs, avec ses 12 pays officiellement reconnus, nommément le Burundi, l'Angola, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie, a connu une période incroyable de violence et d'effusion de sang dans l'histoire des Etats post-coloniaux et le développement des économies politiques.

La dynamique de la région des Grands Lacs en Afrique, ses configurations par couches historiques et sociales des époques précoloniales à celles postcoloniales, la lutte pour le pouvoir au sein des Etats individuels durant et après les politiques de la Guerre Froide et l'expansionnisme incontrôlé du capitalisme sauvage et la faiblesse des Etats périphériques ont causé des guerres majeures, des perturbations sociales, et une instabilité politique quasi permanente dans cette région.

Les conflits naissent sur la base de suppositions, d'accusations et contre-accusations associées aux dynamiques géopolitiques. Les questions majeures à se poser sont : quelle est l'idéologie progressiste proposée par la région pour elle-même et ses populations ? Et comment espère-t-elle parvenir à ses objectifs de développement étant donné les impératifs du capitalisme mondial et du libéralisme mondial unipolaire ?

Sans disposition sécuritaire durable et pragmatique convenue ensemble avec la population, aucun progrès véritable ne saurait être obtenu dans la région des Grands Lacs, en dépit des actions juridiques et politiques dans le sens de la réconciliation. Les dialogues, les conférences nationales souveraines, ou les concertations

nationales initiés par les Etats parmi les élites politiques ne pourront que continuer de manœuvrer les domaines de partage du pouvoir, la lutte pour le pouvoir, au lieu d'être de véritables plateformes pour la construction progressive d'un avenir pour les gens ordinaires.

Il ne ressort d'aucun témoignage historique qui appuie l'hypothèse selon laquelle les conflits liés aux, ou causés par, les structures de l'Etat ou de l'Etat-nation contemporain et son économie capitaliste pourraient être résolus par enchantements, ritualisme général, ou par la psychologie du déni. Les théories dites postmodernistes, par exemple, de l'explication du monde en conflit et leurs solutions consacrées s'avèrent peu pertinentes en ce sens qu'elles n'ont pas de base historique et matérielle spécifiques dans la société.

Par ailleurs, les conflits ne sauraient être réglés par une simple description de leurs symptômes. Le règlement des conflits dans cette région devraient se faire sous une perspective structuraliste des relations entre l'Etat et la société, et du point de vue de l'Etat et des relations internationales sur l'analyse coût-avantages par laquelle les véritables causes sont identifiées et examinées. Ces conflits peuvent aussi s'installer dans la durée pour plusieurs années si des mesures préventives transformatrices ne sont pas prises en compte dans le cadre des accords. Les conflits dans la région des Grands Lacs ne font pas exception au raisonnement et aux principes généraux ci-dessus.

Les éléments suivants ont servi à faire l'évaluation à la fois de la qualité des projets de recherche et les résultats des projets de recherche eux-mêmes : la méthodologie de la recherche, la revue documentaire, les perspectives théoriques, l'analyse ainsi que les implications et recommandations en matière de politiques.

Après l'introduction générale dans laquelle on rappelle rapidement les objectifs du Projet de Recherche « Grands Lacs » et les résultats attendus, le chapitre 2 est consacré aux conflits et violences dans la région des Grands Lacs Africains. Joseph Gahama la décrit comme suit : « Elle a été la première à connaître des troubles à caractère politico-ethnique au Rwanda et expérimenter des sécessions et rébellions entre 1960 et 1965 au Congo, elle a connu à l'instar des autres pays africains des régimes militaires autoritaires avant de s'enfoncer dans un cycle de violences très meurtrières depuis plus d'une vingtaine d'années. Il analyse aussi les causes lointaines et récentes des conflits avant de montrer comment ils ont embrasé toute la région des Grands Lacs, la manière dont différents acteurs ont essayé de les gérer. Il projette enfin quelques pistes susceptibles de prévenir et d'apporter des solutions à ces problèmes.

Dans le chapitre 3 relatif aux théories contemporaines des conflits et à leur impact social et politique, Tukumbi Lumumba-Kasongo identifie et fait une analyse de certaines d'entre elles : (1) le Néo-réalisme/Classique ; (2) le Libéralisme/Néo-libéralisme ; (3) le Marxisme/Néo-marxisme ; (4) le Féminisme ; (5) le Constructivisme ; (6) le Post-colonialisme ; et (7) la Théorie Verte. Ces théories expliquent les origines des conflits, leurs causes et manifestations, leurs trajectoires

et leurs implications sociales, culturelles et économiques au niveau individuel, des groupes, du pays, de la région et au plan international. L'identification des causes des conflits sous l'angle culturel, sociologique, économique et politique, à travers un cadre analytique théorique, cherche à nous éclairer sur les pistes éventuelles de règlement du conflit.

Le chapitre 4 rédigé par Solange Patricia Makaya Gaboua étudie la stratégie de diversification économique des pays des Grands Lacs, facteur de stabilité et de développement à travers les exemples du Burundi, du Congo et de la RDC. Elle analyse leurs caractéristiques économiques ce qui « devrait permettre d'établir une corrélation entre stabilité politique et sociale et perspectives de développement économique. » Elle avance les arguments selon lesquels « les échanges commerciaux diversifiés inter-états devront devenir le principal levier et vecteur de la stabilité et du développement de la sous-région. »

Dans le chapitre 5, Peter Wafula Wekesa évoque les ressources foncières, la résilience et la mobilisation ethnique en s'appuyant sur une étude comparée de deux localités en Afrique de l'Est. Il explore des enjeux plus vastes tels que les ressources, la résilience et la mobilisation ethnique dans le Bunyoro en Ouganda et le Turkana au Kenya. A travers les approches historique et comparée se projetant dans une dynamique autour des récentes découvertes de pétrole dans ces localités, l'étude interroge les nouvelles tendances face à la mobilisation ethnique dans les deux zones. La mobilisation ethnique, le processus par lequel un groupe s'organise sur la base de critères ethniques à des fins collectives, sociales, économiques et politiques, a été perçue comme étant au centre de la stabilité de l'Etat et des questions de légitimité en Afrique et dans d'autres parties du monde.

Sous la plume de Jean Marie Katubadi Bakenge, le chapitre 6 évoque la théorie critique et l'espace public dans deux Etats de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) : le Burundi et la RDC. Il y développe successivement la théorie critique de l'Ecole de Francfort, l'étude de l'espace public menée par J. Habermas et de l'analyse foucauldienne de la gouvernementalité. La thématique de la recherche comprend deux parties qui restent inextricablement liées. Aussi, est-il important d'en définir non seulement les concepts clés, mais aussi d'en fixer autant que faire se peut la problématique, les objectifs et la délimitation de la recherche, le cadre théorique et méthodologique, l'analyse et l'interprétation des résultats.

Dans le chapitre 7, John Baligira fait une étude de la politique foncière et des conflits en Ouganda, en prenant l'exemple du District de Kibaale depuis 1996 jusqu'à nos jours. Il analyse la manière dont l'interaction entre les revendications concurrentes des droits foncières et la politique a contribué à l'éclatement des conflits. Il s'appuie sur les données obtenues par le biais d'entretiens approfondis avec des participants préalablement échantillonnés et des données secondaires sur le conflit foncier.

Le chapitre 8 François-Xavier Mureha et Idrissa Mohamed Ouedraogo tentent de tester l'impact réciproque entre les conflits civils et l'interdépendance commerciale des pays de l'Afrique des Grands Lacs. Pour ce faire, ils avancent ceci : « nous estimons deux équations : l'équation de conflit civil à partir de laquelle nous voulons mettre en évidence l'impact du commerce bilatéral sur l'occurrence des conflits civils et l'équation de commerce (modèle de gravité) qui nous permet de capter l'impact des conflits civils sur le commerce bilatéral ».

William Tayeebwa est l'auteur du chapitre 9 intitulé « Du modèle conventionnel aux nouveaux cadres du journalisme de la paix: les cas de l'Ouganda et du Burundi ». Il utilise les propositions des spécialistes du journalisme de la paix pour évaluer l'utilisation des cadres du journalisme conventionnel qui valorise souvent les conflits ou la violence au détriment de ceux qui font la promotion de la paix. Dans un premier temps, il cherche à examiner une hypothèse sous-jacente selon laquelle les journalistes dans la couverture des conflits manquent de cadres médiatiques bien formulés de ce que constitue la « paix » et continuent de présenter le contenu des médias en utilisant les cadres conventionnels bien élaborés et connus qui favorisent les conflits ou la violence. Dans un second volet, il cherche à savoir si les cadres d'information conventionnels qui favorisent souvent les conflits ou la violence – tels que le drame, la crise et les désaccords internes, l'extrémisme, les menaces, la destruction, l'ethnocentrisme, l'hostilité entre autres – sont encore considérés comme une valeur médiatique satisfaisante.

Le chapitre 10 parle des conflits armés et de l'exploitation forestière en République démocratique du Congo. Félicien Kabamba Mambu initie « une réflexion visant à mettre au cœur des conflits armés la question de l'exploitation forestière et de la gestion des aires protégées pour une meilleure saisie des dynamiques conflictuelles à l'œuvre dans cette région. ». Il insiste avec des données à l'appui « que la forêt de la région des Grands Lacs est menacée par les conflits armés avec la prolifération des milices qui ont investi les domaines forestiers et les aires protégées. La disparition rapide de cet écosystème forestier risque de bouleverser l'équilibre climatique de toute la région et impacter significativement les régimes des saisons dans une région de plus en plus vulnérable aux changements climatiques. »

Dans le chapitre 11, David-Ngendo Tshimba s'appuie sur une enquête de terrain ethnologique conduite dans le sous-comté de Mucwini dans le District de Kitgum du nord Ouganda où l'une des plus énormes atrocités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) a été commise en l'espace d'une nuit pour se poser les questions suivantes : Comment pouvons-nous au mieux réparer les torts passés dont on se rappelle à partir d'une perspective de victimisation par tous les membres d'une société ayant traversé une période de violence ? La recherche de la « paix » peut-elle être complémentaire et compatible avec les exigences de justice après des actes de violence collective ? La recherche de la justice comme réparation éclipsera-t-elle toujours la recherche de la paix et la cohabitation harmonieuse à la suite d'un conflit violent ?

Le chapitre 12 rédigé par Célestin Tshimande Tukala s'intéresse à la question de la privatisation de la sécurité dans les pays de l'Afrique des Grands Lacs. Cette problématique est envisagée du point de vue de l'investissement des entrepreneurs privés au regard de l'enjeu de la gouvernance dans un contexte où l'Etat est faible. Elle est illustrée par la R.D. Congo qui passe pour un exemple emblématique de la privatisation de la sécurité, notamment dans les villes de Goma et de Kinshasa qui constituent un terrain de prédilection pour l'observation du phénomène de la politisation de la violence et la dynamique de développement de l'entrepreneuriat sécuritaire privé.

Le chapitre 13 étudie les programmes radiophoniques en rapport avec la promotion de la culture de la paix au Burundi et en République Démocratique du Congo. Jean Liyongo Epengele montre clairement que les radios communautaires exercent une grande influence sur leur public et que par conséquent les journalistes peuvent contribuer à ramener la concorde au sein des populations de ces pays.

Dans le chapitre 14, en guise de conclusion, Tukumbi Lumumba-Kasongo et Joseph Gahama tentent d'analyser les perspectives d'avenir. S'il est évident que de nombreuses initiatives de prévention et de gestion des conflits ont été couronnées de succès, beaucoup reste encore à faire. Le Burundi est retombé dans une crise sociopolitique très grave, on ne sait pas ce que demain sera fait en RDC. Les deux auteurs rappellent qu'il n'y aura pas de paix sans le développement et qu'il n'y aura pas de développement sans la paix. La pauvreté est le plus grand ennemi de la paix. Son éradication passera inévitablement par un leadership et une gouvernance qui devront faire table du passé pour une reconstruction qui nécessitera une sécurité collective, de solides institutions démocratiques, la promotion des droits humains, l'égalité des genres et la protection de l'environnement.

Notes

1. Soit dit en passant, c'est dans cette sous-région que les Nations Unies ont déployé la plus importante mission de maintien de la paix de leur histoire, à savoir la MONUSCO en RD Congo, avec 19 000 hommes.
2. Conférence Internationale pour la Région des Grands-Lacs.

2

Une cinquantaine d'années de conflits et de violences dans la région des Grands Lacs africains

Joseph Gahama

Introduction

La région des Grands Lacs est la partie du continent africain qui a souffert le plus des conflits de tous genres depuis les indépendances. Elle a été la première à connaître des troubles à caractère politico-ethnique au Rwanda et à expérimenter des sécessions et rébellions entre 1960 et 1965 au Congo. Elle a connu, à l'instar des autres pays africains, des régimes militaires autoritaires avant de s'enfoncer dans un cycle de violences très meurtrières depuis plus d'une vingtaine d'années. Ces conflits, qu'ils soient internes ou qu'ils aient été causés par des agressions extérieures, ont beaucoup affecté la bonne gouvernance, détruit les économies et les sociétés.

Cette contribution voudrait revenir sur les causes lointaines et récentes de ces conflits avant de montrer comment ces derniers ont embrasé toute la région des Grands Lacs, la manière dont différents acteurs ont essayé de les gérer. Nous discutons enfin quelques pistes susceptibles de prévenir et d'apporter des solutions à ces problèmes.

Tout est parti du Rwanda

En 1959 se produisirent au Rwanda des violences de grande ampleur qui allaient avoir de lourdes conséquences les années suivantes non seulement dans le pays, mais aussi dans toute la région des Grands Lacs. Tout partit le 1er novembre 1959 lorsque des jeunes Tutsi¹ molestèrent le sous-chef hutu Dominique Mbonyumutwa qui venait d'assister à la messe de la Toussaint (Hubert 1965:30). Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Depuis 1957, une forte rivalité opposait les leaders politiques hutu à la monarchie rwandaise dominée par les Tutsi qui avaient été

associés très étroitement à l'administration coloniale belge. L'élite hutu avait produit un « manifeste » qui accusait les Tutsi, de manière globale, de monopoliser tous les pouvoirs. Les partis politiques créés à cette époque dans un climat de concurrence, voire d'affrontements, avaient une forte connotation ethnique².

La nouvelle de l'agression de Mbonyumutwa se répandit très rapidement parmi la population hutu qui s'en prit violemment aux Tutsi et à leurs biens³. En quelques jours, tout le pays était à feu et à sang : les pillages et les incendies accompagnaient généralement les tueries⁴ (Willame 1994). Après le rétablissement de l'ordre par les autorités militaires belges, le colonel Guy Logiest, devenu « Résident spécial », prêta main forte aux leaders hutu au moment de l'abolition de la monarchie et de la proclamation de la république le 28 janvier 1961. Le roi Kigeri Ndahindurwa se réfugia à l'étranger, comme des milliers de ses compatriotes. Le Rwanda venait de « produire » les premiers réfugiés d'Afrique, bien avant son indépendance qui fut proclamée le 1^{er} juillet 1962.

Durant le régime de Grégoire Kayibanda (1962-1973) basé sur des théories racistes⁵, les Tutsi étaient des citoyens de seconde zone. Leur situation se détériora davantage quand les *inyenzi*⁶ attaquèrent en décembre 1963, menaçant même de prendre Kigali, la capitale, avant d'être stoppés et battus par la Garde nationale. Ce fut alors l'occasion pour le gouvernement relayé par l'administration locale d'organiser une sévère répression des Tutsi partout dans le pays. Il y eut plus de 30.000 morts dans la seule préfecture de Gikongoro⁷. Il s'instaura alors un climat de haine interethnique entretenu par des discours qui qualifiaient les Tutsi de gens « arrogants » et « cruels », des « féodaux impénitents » et des ennemis éternels du « peuple nombreux » (Nkusi 2010:55). Le président Kayibanda n'hésita pas lui-même à les mettre en garde que si ce genre d'attaques se répétait, « ce serait la fin totale et précipitée de la race tutsi ».

La discrimination et l'exclusion des Tutsi continuèrent de plus belle sous la deuxième république dirigée de main de fer par le général Juvénal Habyarimana (1973-1994), mais cette fois-ci sous une forme astucieuse. La politique d'« équilibre ethnique et régional » préconisée alors déterminait des quotas selon le poids démographique des ethnies et des régions. Les Tutsi ne pouvaient donc que se contenter des 9 pour cent qu'on leur attribuait dans la fonction publique et dans le secteur de l'éducation, spécialement dans l'enseignement supérieur. Mais en réalité, les pratiques étaient tout autres. Les préfectures du nord du pays, d'où le président était originaire, avaient le plus de faveurs.⁸

A la question lancinante des réfugiés tutsi qui sollicitaient de rentrer, Habyarimana répondait ironiquement que le Rwanda, eu égard à ses fortes densités, était comparable à un verre rempli d'eau qu'une seule goutte pourrait déborder. En d'autres termes, ils n'avaient pas de place au Rwanda.

Le 1^{er} octobre 1990, des jeunes regroupés au sein de l'Armée patriotique rwandaise (APR) attaquèrent le pays à partir de l'Ouganda, alors que Habyarimana

assistait au Sommet mondial de l'Enfance à New York. Ayant appris la nouvelle, il rentra aussitôt après une escale à Paris et à Bruxelles pour demander l'intervention de la France et de la Belgique. Il fit également appel à son « grand frère » Mobutu Sese Seko du Zaïre qui envoya un contingent militaire sous les ordres du général Mahele. En dépit de la capitulation précoce de son commandement, l'APR réussit à tenir tête aux Forces armées rwandaises (FAR) peu motivées. Rappelé de toute urgence d'un stage aux Etats-Unis d'Amérique, Paul Kagame réorganisa ses troupes et « libéra » un territoire au nord et à l'est du Rwanda, ce qui lui permettra plus tard de négocier en force à Arusha.

Suite aux injonctions de La Baule par le président François Mitterrand, Habyarimana fut, à l'instar d'autres chefs d'Etat africains, obligé d'ouvrir le pays au multipartisme, d'un côté, et, de l'autre, de tenir compte des exigences du Front patriotique rwandais (FPR) lors des négociations d'Arusha, ce qui n'était pas du tout du goût des extrémistes du « hutu power »⁹.

Le 6 avril 1994, le président Juvénal Habyarimana, en compagnie de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira, trouva la mort lorsque son avion fut abattu avant son atterrissage à l'aéroport de Kigali. Aussitôt commença le génocide perpétré contre les Tutsi¹⁰, lors duquel le paroxysme des violences fut atteint. Cette tragédie, qui ne dura que trois mois, occasionna beaucoup de pertes en vies humaines¹¹ ainsi que la destruction et la paralysie des infrastructures économiques et sociales. Lorsque le FPR prit le pouvoir en juillet 1994 après avoir vaincu les FAR, les écoles et les centres de santé étaient en ruine, et avaient été pillés, les communications étaient inopérantes, le système administratif dévasté, etc. Si la victoire du FPR provoqua l'exil des partisans de Habyarimana qui se retrouvèrent dans des camps¹², principalement vers le Zaïre, elle permit le retour massif des réfugiés tutsi qui rentrèrent de l'Ouganda, du Burundi, du Zaïre, de la Tanzanie, etc.

La contagion du Burundi

Contrairement au Rwanda où la recherche de l'indépendance fut marquée par des rivalités et des violences d'ordre ethnique, au Burundi, la compétition opposa davantage deux lignées princières, les Batware et les Bezi¹³, qui avaient fondé les plus importants partis politiques. Le prince Louis Rwagasore, fils du roi régnant Mwambutsa Bangiricenge, réussit à mobiliser toutes les couches sociales au sein de l'Unité et progrès national (UPRONA), une formation qui souhaitait l'indépendance dans les plus brefs délais, alors que le pouvoir colonial incita quelques leaders batware¹⁴ à créer le Parti démocrate chrétien (PDC) qui était favorable à la colonisation belge (Gahama 1991:135-159 ; Chrétien et Gahama 1995:222-238).

L'assassinat du Premier ministre Rwagasore quelques jours après sa victoire aux législatives du 18 septembre 1961 laissa un grand vide sur le plan du leadership,

aucun de ses lieutenants ne pouvant s'imposer. L'apparition de l'ethnisme comme un tremplin pour se hisser au pouvoir et s'y maintenir date de 1961 quand le Hutu Paul Mirerekano réclama la direction de l'UPRONA, ce que lui contesta le Ganwa André Muhirwa qui venait d'être élu par l'Assemblée nationale pour remplacer Rwagasore au poste de Premier ministre¹⁵. Ces rivalités personnelles se transposèrent au Parlement qui se divisa *grosso modo* en deux ailes¹⁶ qui n'avaient rien de différent que l'appartenance ethnique de ses membres.

Les premières violences à caractère ethnique au Burundi eurent lieu en 1962 à Kamenge, un quartier populaire de Bujumbura : il s'agit de l'assassinat de syndicalistes hutu¹⁷ très proches du Parti du peuple (PP)¹⁸. Certains politiciens attribuèrent la responsabilité à des militants de la Jeunesse nationaliste Rwagasore, sous le couvert de l'UPRONA. En 1964, on déplora la mort de Mgr Gabriel Gihimbare, aumônier de l'armée nationale, lorsque celle-ci opérait de nuit des exercices dans la région de Kirundo, au nord du pays. Parce qu'il était Hutu, des soupçons furent dirigés vers les Tutsi.

C'est plutôt l'année 1965 qui inaugura des violences de grande ampleur et qui est considérée comme le départ des malheurs qui allaient s'abattre sur le Burundi pendant un demi-siècle. Elle démarra très mal pour se terminer de manière dramatique. Le 15 janvier 1965, le Premier ministre Pierre Ngandandumwe fut abattu par Gonzales Muyenzi, un Rwandais travaillant à l'ambassade des Etats-Unis. Ce dernier ayant réussi à s'évader de prison, les enquêtes judiciaires pour déterminer les auteurs du forfait n'aboutirent à rien.

Les élections législatives de mai 1965 se déroulèrent dans un climat de tensions ethniques : la majorité des élus étaient des leaders hutu, mais le roi refusa de nommer un des leurs comme chef du gouvernement. Il se tourna plutôt vers Léopold Biha, un Ganwa, qui n'appartenait à aucune formation politique. Cette initiative du monarque, qui correspondait aux procédés traditionnels de recourir à des personnalités extérieures aux forces rivales, provoqua la radicalisation de certains leaders hutu qui, avec l'aide de quelques officiers de l'armée et de la gendarmerie, organisèrent un coup d'Etat le 19 octobre 1965. Au même moment, des paysans tutsi à Muramvya au centre du pays étaient massacrés par leurs voisins hutu. Les méthodes utilisées étaient identiques à celles de 1959 au Rwanda. En 1969, une autre tentative similaire avorta. A chaque fois, les auteurs furent jugés, condamnés et certains exécutés¹⁹.

Beaucoup plus que 1965, c'est l'*ikiza* (tragédie) de fin avril 1972 qui demeure être la référence des divisions ethniques dans la mémoire collective aussi bien chez les Hutu que les Tutsi et dont les conséquences ont été déterminantes ces quarante dernières années. Autant les massacres systématiques des Tutsi par des Hutu principalement armés de machettes furent violents dans le sud du pays et dans plusieurs centres urbains, autant la répression menée par un pouvoir irresponsable fut impitoyable, visant surtout l'élite intellectuelle, sociale et religieuse hutu. Les

estimations avancent facilement le nombre de 300.000 victimes et plus d'un demi-million de personnes qui prirent le chemin de l'exil principalement vers le Rwanda, la Tanzanie et le Congo (Malkki 1995 ; Chrétien et Dupaquier 2007 ; Lemarchand 2008).

Le Burundi connut une paix relative sous le régime du colonel Jean-Baptiste Bagaza (1976-1987)²⁰ qui pensait que le remède des rivalités ethniques se trouvait tout simplement dans la réduction de la pauvreté. Il abolit en 1978 l'*ubugererwa*, un contrat proche du fermage ; l'impôt de capitation qui était perçu depuis la colonisation fut reconverti sous forme d'épargne obligatoire ; il releva sensiblement des prix du café et du coton payés au producteur à la base ; il mobilisa la population autour des infrastructures sociales, sanitaires, routières et énergétiques. Bref, il ouvrit le Burundi à la modernité. Mais son pouvoir autoritaire était de plus en plus contesté par l'Eglise catholique (Chrétien 1987 ; Gahama 1995). De plus il se heurtait à l'opposition armée du Parti de libération du peuple hutu (PALIPEHUTU) qui attaqua à partir du Rwanda deux communes au nord du Burundi en août 1988²¹. Le scénario était le même que lors des crises précédentes : des Hutu massacrèrent leurs voisins tutsi, l'armée intervint et réprima fortement les assaillants. En 1991, le PALIPEHUTU récidiva et mena des opérations de type commando à Bujumbura, à Cibitoke et à Bubanza, deux provinces au nord-ouest du pays (Thibon 1992).

Comme d'aucuns le craignaient, la réouverture du Burundi au pluralisme politique par Pierre Buyoya raviva les tensions ethniques. En dépit de l'adoption par voie référendaire de la Charte d'unité nationale en février 1992 après des débats à tous les niveaux sur la question ethnique, les partis²² qui furent créés à cette époque ne purent pas éviter de tomber dans le piège ethnique. Les élections présidentielles et législatives de 1993 furent gagnées par le FRODEBU dont la stratégie avait été simple : rendre sa rivale UPRONA, qualifiée de parti tutsi, seule responsable des malheurs qui s'étaient abattus sur le pays depuis l'indépendance. A peine cent jours après avoir accédé à la présidence, Melchior Ndadaye et ses grands collaborateurs furent assassinés par des militaires le 21 octobre 1993. Il s'ensuivit aussitôt des massacres des Tutsi par des Hutu qui voulaient « venger leur président ». Comme d'habitude, l'armée intervint et ne manqua pas de commettre des exactions. Depuis lors, le Burundi plongea dans une grave crise institutionnelle²³ et s'enlisa dans une longue guerre civile qui dura une dizaine d'années²⁴. Les récentes manifestations accompagnées de violences et de forte répression policière à l'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat à la présidence montrent à suffisance que le Burundi risque de tomber de nouveau dans le chaos.

L'embrassement régional

Ayant commencé au Rwanda à la veille de l'indépendance et touché le Burundi en 1965, les conflits et les violences de grande ampleur embrasèrent la région des

Grands Lacs à partir des années 1970 jusqu'à nos jours, particulièrement dans le Kivu, à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). Cela ne veut pas dire que tout allait pour le mieux dans le meilleur du monde. Loin de là. Au Nord Kivu, depuis le début des années 1960 a éclaté un violent conflit qui oppose les ethnies qui se considèrent comme « autochtones » et les « Banyarwanda »²⁵ qualifiés d' « étrangers ». Il s'agit évidemment ici d'un amalgame entretenu par des politiciens, car il faut faire des distinctions parmi les populations installées dans cette partie de la RDC. Il y a d'abord celles qui appartenaient à l'ancien royaume du Rwanda, comme le Bwisha, le Kinururusi, le Gishari et l'île Idjwi, qui se sont retrouvées au Congo après l'accord belgo-allemand de 1910. Il faut ensuite signaler ceux qui sont venus au Kivu entre 1943 et 1955 dans le cadre de la Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB) pour devenir des ouvriers agricoles, essentiellement dans le Masisi. Ces « transplantés » s'installèrent sur des terres qui appartenaient aux Hunde (Pabanel 1991 :32-34). Il convient enfin de signaler les réfugiés politiques tutsi de 1959 et 1973 ainsi que les exilés hutu de 1994. Les « Banyarwanda » ont un poids démographique très important, puisqu'ils représentent, respectivement, 66 pour cent et 20 pour cent de la population à Masisi et à Rutshuru. Juste après les Nande, ils sont le deuxième groupe ethnique le plus important au Nord Kivu (Pabanel 1991:34-35)²⁶.

Les conflits violents ont commencé avec ce qu'on a l'habitude d'appeler « la guerre kanyarwanda » (1963-1965). Lorsque le leader nande Denis Paluku, profitant de l'instabilité du Congo à cette époque, proclama l'autonomie du Nord Kivu, il fut contesté par d'autres politiciens, essentiellement banyarwanda. Les Hunde, avec l'approbation de leurs « frères » Nyanga et Tembo, massacrèrent les Banyarwanda du Masisi sous prétexte qu'ils prêtaient main forte à la rébellion « muléliste ». Ils purent ainsi bénéficier de l'appui du gouvernement central de Léopoldville (Rusamira 2003:149).

Les conflits s'intensifièrent suite à ce qu'Etienne Rusamira (2003) appelle « les ingérences politiques rwandaises ». Les régimes rwandais en place à Kigali entre 1961 et 1994 n'ont jamais cessé de dresser les Hutu contre les Tutsi, partout où ils se trouvaient. C'est ainsi que sous l'instigation de Juvénal Habyarimana, des Hutu congolais créèrent en 1982 la Mutuelle des agriculteurs des Virunga (MAGRIVI) qui excluait toute participation de Tutsi en son sein. C'était en quelque sorte un contrepoids destiné à contrebalancer l'essor économique du Masisi basé sur l'élevage du gros bétail aux mains des hommes d'affaires tutsi. Habyarimana aurait reçu de son ami Mobutu de vastes étendues de terres à Walikale et y aurait envoyé des gens pour les mettre en valeur. Les populations locales ne cessaient pas de dénoncer leur arrogance qui allait jusqu'à désobéir aux autorités de la place et se permettre même « de hisser le drapeau rwandais sur le territoire congolais » (Rusamira 2003:152). En mars 1993, la colère était telle que des miliciens hunde et nyanga massacrèrent plus de 14.000 personnes dans des violents combats qui durèrent plusieurs mois.

Au cœur de ces conflits et violences se trouve la question de la nationalité de ces « Banyarwanda » habitant la RDC. En partie à cause de leur réussite économique, voire politique²⁷ et surtout leur « manque d'intégration », ils étaient considérés globalement comme « étrangers », y compris ceux qui vivaient là avant la période pré-coloniale. Cela suscitait généralement des réflexes xénophobes lors des élections locales et nationales. En 1972, une loi accorda collectivement la nationalité zaïroise à tous ceux qui résidaient dans le Kivu avant l'indépendance. Elle disait ceci : « Les personnes originaires du Ruanda-Urundi qui étaient établies dans la province du Kivu avant le 1^{er} janvier 1960 et qui ont continué à résider dans la République du Zaïre jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi ont acquis la nationalité zaïroise à la date du 30 juin 1960 ». Cette loi fut abrogée par celle du 29 juin 1981 qui ne reconnaît la nationalité qu'à titre individuel par naturalisation.

L'arrivée massive des réfugiés hutu chassés par la prise du pouvoir du Front patriotique rwandais (FPR) à Kigali en 1994 a compliqué la situation. Parmi eux se trouvaient des soldats et des officiers des ex-FAR et des miliciens *interahamwe* qui continuaient de déstabiliser le Rwanda. En 1996, l'APR décida de traverser la frontière pour détruire les camps où ils étaient établis : une grande partie des réfugiés retournèrent au pays tandis que d'autres s'enfuirent et s'enfoncèrent dans les forêts congolaises. A la même période était créée l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo (AFDL) dont les premiers éléments étaient recrutés parmi les Banyamulenge – littéralement les gens de Mulenge – qui habitaient les hauts plateaux de l'Itombwe au Sud Kivu²⁸. Principalement éleveurs, leur cohabitation n'était pas toujours facile avec les Bembe et les Vira, essentiellement agriculteurs. En quelques mois, les forces de l'AFDL, appuyées par le Rwanda et l'Ouganda, s'emparèrent des principales villes et installèrent au pouvoir Laurent Désiré Kabila qui s'autoproclama président de la RDC le 17 mai 1997 (Tegera 2009:332).

Depuis la chute de Mobutu jusqu'à nos jours, un climat d'insécurité règne partout à l'est de la RDC. Pour essayer de comprendre un tant soit peu la situation qui y prévaut, il convient d'analyser ce que font les cinq principaux acteurs qui se sont progressivement imposés sur le terrain, à savoir les FDLR, les rébellions « tutsi », les milices « autochtones, les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO).

Une fois arrivés au Kivu après leur défaite, les ex-FAR et les miliciens *interahamwe* n'ont pas tardé à se réorganiser militairement pour reconquérir le Rwanda. Ils créèrent dans un premier temps l'Armée de libération du Rwanda (ALIR) avant de se regrouper en 1999 en FDLR qui sont très actives au Masisi et à Rutshuru au Nord Kivu où ils ont tué de nombreux Tutsi et obligé des milliers d'autres à fuir vers le Rwanda et l'Ouganda. Leur financement provient de

l'exploitation du bois et des ressources minières dans les zones sous leur contrôle, de l'imposition des taxes le long des routes commerciales et à proximité des marchés. Les FDLR collaborent avec certaines milices « autochtones » congolaises et ont prêté main forte aux FARDC pour combattre les « rébellions tutsi ». Selon plusieurs organisations humanitaires, elles se sont rendues coupables de nombreux crimes, vols et viols des femmes. Bien que les FDLR aient été considérablement affaiblies, réduisant leurs effectifs d'environ 6.500 hommes à 2.000, les opérations militaires²⁹ menées jusqu'ici contre elles n'ont pas pu les anéantir.

Les rébellions « tutsi » menées successivement par le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et le Mouvement du 23 mars (M 23) se justifieraient par la nécessité de protéger les populations tutsi de la RDC dont la sécurité et les intérêts économiques seraient menacés par les FDLR et les milices « autochtones ». Bénéficiant sans doute de l'aide du Rwanda, le général Laurent Nkunda arriva à mettre sur pied une solide armée de 7.000 hommes qui battirent à plate couture les FARDC en 2008 et se rendirent maîtres d'un tiers des territoires de Masisi et Rutshuru. Le 23 mars 2009, le gouvernement de la RDC signa un accord avec le CNDP qui s'engagea à mettre fin à son existence comme mouvement politico-militaire. Les deux parties convinrent d'organiser un retour rapide des réfugiés se trouvant à l'extérieur. Mécontents de la non application de cet accord, des anciens du CNDP déclenchèrent une rébellion qui se termina en octobre 2013.

Le troisième acteur responsable de violences est constitué des milices « autochtones ». De l'avis de leurs fondateurs, elles auraient été créées pour s'auto-défendre et protéger les populations locales. Elles sont animées d'un esprit de rejet total des « étrangers », en particulier les « Banyarwanda » tutsi. Les plus actives s'appellent Maï Maï qui sont divisées en deux groupes : celles constituées des Nande dans les territoires de Lubero et Beni et sympathisants de l'Allied Democratic Forces (ADF), une rébellion ougandaise, d'une part, et celles regroupant les Hunde et les Nyanga à Walikale et dans le Masisi qui sont en accointance avec les FDLR, d'autre part (Rusamira 2003:154). En 2007 a été créée la coalition des Patriotes résistants congolais (PARECO), spécialement pour combattre le CNDP.

Les FARDC constituent l'acteur principal qui aurait dû mettre un terme aux conflits et aux violences, mais elles sont loin d'être « une armée unifiée, disciplinée et en ordre de marche » (Pourtier 2009:7). Entièrement recomposées après les accords de paix de Pretoria, elles sont le produit d'un « brassage » qui n'a toujours pas réussi. Comme du temps de Mobutu, les militaires n'ont pas de solde régulière et sont contraints de vivre sur le pays ; les officiers sont souvent impliqués dans des histoires de corruption. Bref, les FARDC manquent d'enthousiasme pour s'engager au combat contre les milices congolaises et les FDLR.

Mise en place en juillet 2010, la MONUSCO³⁰ n'a malheureusement pas pu s'acquitter de son rôle, à savoir la protection des civils confrontés aux violences et aider la RDC à retrouver la paix. Certes, sa brigade d'intervention est parvenue à

forcer le M 23 à déposer les armes, mais son bilan est largement négatif, en dépit des moyens énormes dont elle dispose : plus de 25.000 personnes en uniforme et un budget annuel de plus d'un milliard et demi de dollars. Comme le souligne un spécialiste de la région, « il n'est ni exagéré ni provocateur de dire qu'elle a servi à verser de confortables salaires à ses militaires- fonctionnaires ; les populations du Kivu, en dehors des prostituées, de quelques chauffeurs recrutés localement et d'intermédiaires avisés (...) n'ont pas profité de sa présence » (Pourtier 2009:7).

Les causes des conflits et violences

Plusieurs causes expliquent ces conflits et violences. Il convient d'abord de mentionner les manipulations ethniques par les pouvoirs coloniaux qui ont classé de manière très hiérarchisée les populations africaines en groupes ethniques censés être très différents quant à leurs origines et arrivées dans le pays, leurs poids démographiques, leurs activités socio-économiques et leurs rôles politiques. C'est ainsi que les Tutsi seraient venus d'Ethiopie au XVI^e siècle, ne seraient qu'une minorité d'éleveurs et de seigneurs dominateurs de la majorité de Hutu agriculteurs qui se seraient retrouvés dans la région des Grands Lacs lors des migrations bantou au début de notre ère. La littérature missionnaire et coloniale s'est évertuée à mettre en exergue leurs différences sur le plan morphologique et leur comportement. Pour elle, tout opposait les « géants » et très intelligents Tutsi aux allures aristocratiques aux Hutu trapus, aux cheveux crépus et aux nez épatés (Gahama 2006:104). De plus, la colonisation belge choisit de s'appuyer sur les Tutsi qui devinrent de précieux auxiliaires de l'administration avant qu'elle ne se retourne contre eux et mette au pouvoir les Hutu, le « peuple majoritaire ». Les violences actuelles sont aussi imputables aux élites politiques post-coloniales qui ont mis en place des régimes militaires et autoritaires qui faisaient largement appel aux solidarités ethniques et pratiquaient ouvertement des politiques divisionnistes basées sur l'idéologie du génocide, de la haine et de l'exclusion.

Les problèmes structurels du sous-développement constituent le deuxième important facteur des violences. La région des Grands Lacs est constituée de pays dans lesquels la pauvreté monétaire et humaine est criante. Comme le secteur privé est insignifiant, on se bat à mort pour accéder aux services publics, sources de bien-être économique et d'ascension sociale. La question foncière est aussi au cœur des conflits. Comme plus de 80 pour cent de la population s'adonne aux activités agricoles, la terre est une richesse inestimable dont la possession détermine la vie de tout un chacun. International Crisis Group (ICG) souligne pour le Burundi qu'« en tant que ressource vitale qui se raréfie, la terre constitue de toute évidence un bien convoité, y compris de manière violente, mais le caractère préoccupant des conflits dont elle fait l'objet s'explique surtout par sa gestion politique »³¹(ICG 2014: 2). Au Nord Kivu, le transfert des populations banyarwanda au Masisi par la colonisation belge est à la base des violences entre les Hunde qui se considèrent comme victimes spoliées

de leurs terres et alimente des sentiments xénophobes envers les rwandophones (Mugangu 2008, 394-395). Au Rwanda, de nombreuses personnes coupables de génocide ont confessé lors des juridictions participatives *gacaca* avoir tué leurs voisins pour s'accaparer de leurs lopins de terres. D'aucuns ont évoqué la « malédiction des ressources naturelles » pour rendre compte de la situation presque chaotique à l'est de la RDC. Selon eux, des études menées un peu partout en Afrique ont fait ressortir que les pays riches en ressources naturelles étaient gangrenés par une forte corruption, gouvernés par des régimes autoritaires et couraient le risque des guerres civiles. Pour preuve, l'or et les minerais de colombo-tantalite (coltan) et de cassitérite du Kivu font depuis longtemps l'objet d'exploitation illégale par les milices congolaises et les FDLR, mais aussi par certains pays étrangers³² qui n'hésitent pas à venir se servir. De l'avis de plusieurs experts des Nations Unies, les FDLR contrôlent l'accès aux mines et imposent des taxes aux creuseurs et aux transporteurs des minerais : il existerait ainsi six barrages entre Bukavu et Shabunda. Il arrive que dans de rares cas, elles fassent elles-mêmes l'extraction (Mercier 2009:14).

En troisième lieu, les conflits et les violences s'expliquent par des facteurs psychologiques qui relèvent de la manipulation, de la haine, de la peur et des mécanismes de défense. Du fait que les groupes ethniques ont été présentés par les colonisateurs comme tout à fait différents, on leur a transmis des « héritages culturels » se basant sur des stéréotypes profondément enracinés dans les esprits et les comportements. Chaque ethnie a une image négative de l'autre et ne cesse de la diaboliser. A terme, cela conduit à avoir peur d'elle. Il se crée par conséquent une distance à la fois physique et psychologique qui se traduit par des ghettos ethniques³³. Comme l'a rappelé un psychiatre pour le cas du Burundi, les cycles de violences répétitifs ont engendré « un contentieux de sang », chaque groupe ethnique étant persuadé qu'il a le monopole de la souffrance et se sent menacé dans sa survie physique et dans son épanouissement (Barancira 1994:7).

Les violences ont fortement érodé les valeurs culturelles qui sous-tendaient l'harmonie et la cohésion des sociétés. En institutionnalisant les crimes et les tueries de masse, on a banalisé la sacralité de la personne humaine. La tolérance, la tempérance, la noblesse de cœur et la retenue qui caractérisaient les anciens ont cédé la place à des comportements peu recommandables. Il en a résulté une crise d'autorité à la fois parentale, éducative, administrative et même religieuse. Les gens ont perdu leur identité qui se traduisait par la conscience d'appartenir à la même nation. La confiance entre les composantes de la société a été ainsi perdue³⁴ (Gahama 2006:110).

Des conflits très difficiles à gérer

Parce qu'inter-groupes et mettant aux prises des communautés qui placent en avant leur identité commune et leurs intérêts liés au pouvoir, les conflits de la région des Grands Lacs sont très difficiles à gérer³⁵. Ils ont provoqué des violences de grande

ampleur lors d'incessants affrontements interethniques, des coups d'États qui se sont produits dans les différents pays et ont instauré des régimes militaires à partis uniques, lors des rébellions qui sont parvenues à prendre le pouvoir par la force (APR au Rwanda, AFDL en RDC, CNDD-FDD au Burundi) ainsi que lors de la constitution des milices et bandes armées qui continuent à semer la terreur au Kivu.

Pour résoudre ces conflits, tous les États ont d'abord cherché à trouver des solutions internes au cours des rencontres³⁶ qui ont vu la participation des partis politiques, des églises, des délégués des forces armées, des représentants de la société civile, des femmes et des jeunes. Mais l'essentiel des discussions pour retrouver la paix s'est déroulé en terres étrangères. Suite à l'attaque du Rwanda par l'APR en octobre 1993, ce pays fut obligé de négocier et de signer le 4 août 1993 un accord de paix³⁷ avec le FPR. Les deux parties convinrent de former un gouvernement à base élargie, de partager le pouvoir dans toutes les institutions politiques, de procéder au rapatriement des réfugiés et à la réinstallation des personnes déplacées, de mettre sur pied une armée nationale. Qualifié de « chiffon de papier » par le président Juvénal Habyarimana dans un meeting de son parti politique, car il aurait signé sous la pression des Occidentaux et contre l'avis de son entourage, cet accord n'avait pas encore porté ses fruits quand survint le génocide perpétré contre les Tutsi en 1994.

L'assassinat du président burundais Melchior Ndadaye le 21 octobre 1993 plongea le pays dans une longue guerre civile. Le retour de Pierre Buyoya au pouvoir en 1996 à la faveur d'un coup d'État radicalisa la rébellion du CNDD-FDD qui s'était peu à peu structurée depuis 1994. Là aussi, les négociations eurent lieu à Arusha et aboutirent à un accord entre les représentants du gouvernement de la République du Burundi, de l'Assemblée nationale et de 17 partis politiques. C'est un document qui comprend cinq protocoles: la nature du conflit burundais, les problèmes de génocide et d'exclusion et leurs solutions; la démocratie et la bonne gouvernance; la paix et la sécurité pour tous; la reconstruction et le développement ainsi que les garanties pour son application. Officiellement appelé « accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi », il accuse de nombreuses limites et contradictions. Premièrement, il a été signé le 28 août 2000 après de longues et interminables négociations qui ont duré quatre ans³⁸ sous la pression de la communauté internationale et sans la participation des rébellions du CNDD-FDD³⁹ et du Front national de libération (FNL)⁴⁰. Deuxièmement, il apparaît que les vraies causes du conflit n'ont pas été bien identifiées et discutées pour trouver des solutions durables et qu'on s'est focalisé sur le partage du pouvoir sur base ethnique, avec obligatoirement une présidence pluriethnique. Troisièmement, et c'est le plus grave, l'accord contient une liste de réserves exprimées par certains partis politiques (dont l'UPRONA, ancien parti au pouvoir) qui ont exigé qu'elles en fassent partie intégrante.

Après plusieurs années de guerres, un « accord global et inclusif sur la transition en RDC » fut signé le 21 décembre 2002 à Pretoria, en Afrique du Sud, par le gouvernement et les parties en conflit dont les principales étaient le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) dans toutes ses composantes, le Mouvement de libération du Congo (MLC), l'opposition politique, les forces vives et les *Maï Maï*⁴¹. Outre la cessation des hostilités, il prévoyait des institutions de transition pour une période de trois ans⁴², d'une part, et la création d'une armée nationale, « restructurée et intégrée », d'autre part.

Comme on le voit, la communauté internationale, à commencer par les organisations régionales, a essayé de s'impliquer de manière significative dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits. La Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), qui regroupe la RDC, le Rwanda et le Burundi et qui a été fondée à Gisenyi en 1976, bien que visant une coopération en matière économique, a donné depuis sa naissance la priorité à la sécurité. Les chefs d'Etat respectifs souhaitaient que les réfugiés ne soient pas des éléments déstabilisateurs à partir des pays voisins où ils étaient installés (Gahama 2000). L'*East African Community* (EAC) dont font partie le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie a comme principes fondamentaux: la confiance mutuelle, la volonté politique et l'égalité souveraine, la coexistence pacifique et le bon voisinage, le règlement pacifique des conflits, la bonne gouvernance et la distribution équitable des bénéfices. La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), composée de onze pays (Angola, Burundi, RCA, Congo, RDC, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan, Tanzanie et Zambie), a été créée en 2000 suite à la reconnaissance de la dimension régionale des conflits. En novembre 2004, un Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement de la région des Grands Lacs a été signé par tous les chefs d'Etats membres. Ils se sont engagés à résoudre et à prévenir les conflits armés internes et inter-étatiques, à éliminer les menaces qui pèsent sur la paix, la sécurité et le développement par le biais d'une sécurité collective, à veiller à ce que tous les différends soient résolus pacifiquement, et à interdire à tout Etat membre de servir de base arrière aux agressions.

Les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OUA puis de l'Union africaine (UA) ont toujours envoyé dans les pays en conflits des représentants pour suivre de près la situation. Qu'il s'agisse de la Mission des Nations Unies au Rwanda entre 1993-1996 avec ses 2.300 hommes, de la Mission de protection des institutions (MIPROBU) au Burundi en 1993-1994 puis du Bureau des Nations Unies au Burundi (BINUB) entre 2006 et 2013 composé d'un contingent de 5.650 personnes, de la MONUC en 1999-2010, puis de la MONUSCO entre 2010 et 2013, les forces de maintien de la paix ont essayé de faire ce qu'elles pouvaient. Leurs missions se sont cependant révélées être très lourdes et très coûteuses avec, malheureusement, des résultats très décevants⁴³.

Grâce à ces diverses interventions dont il vient d'être question plus haut, on note avec satisfaction des avancées significatives en matière de résolution des

conflits. Il y a eu partout dans ces pays des réformes des systèmes de défense et de sécurité, consistant notamment dans la création d'une seule armée nationale et des programmes de désarmement, de démobilisation, de réinstallation et réinsertion (DDRR) qui ont connu une certaine réussite. On peut se réjouir du retour des réfugiés chez eux au Rwanda et au Burundi, de la restauration de l'ordre public. En matière de réconciliation nationale, on peut saluer de nombreux efforts consentis et des gestes positifs posés comme l'adoption d'une Charte de l'unité nationale au Burundi en 1994 et la création d'une Commission nationale de l'Unité et réconciliation au Rwanda (CNUR) en 1999. Concernant la reconstruction et le développement, le Rwanda est cité en exemple pour avoir amorcé en peu de temps une rapide croissance économique. Cependant, de nombreux défis et inquiétudes demeurent. S'il est vrai qu'on a créé le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et que la Cour pénale internationale (CPI) de la Haye commence à traquer les coupables, ceux qui doivent être appréhendés pour leurs crimes ne sont pas souvent inquiétés : l'impunité est un des maux les plus odieux dont souffre la région des Grands Lacs. Enfin, la paix retrouvée est très fragile : en témoignent les récentes violences au Burundi causées par le président Pierre Nkurunziza qui postule à un troisième mandat, en violation flagrante de l'accord d'Arusha et de la constitution.

Solliciter davantage d'autres « faiseurs » de paix

Comme le disait Georges Clémenceau, « la guerre est une affaire très sérieuse pour la laisser aux seuls militaires », il faudrait de toute urgence multiplier des espaces de rencontres et solliciter tous les acteurs susceptibles de régler rapidement les conflits, en commençant par impliquer davantage les femmes et les jeunes dans leur gestion. Traditionnellement, la femme africaine joue un rôle important dans la gestion des différends. Pilier de la famille, car elle s'occupait de l'éducation des enfants, elle était au centre des actions de solidarité et d'assistance mutuelle avec le voisinage. Par son mariage, elle était le trait d'union entre les lignages, les clans et les groupes ethniques. Elle intervenait dans les moments forts de la célébration de la vie comme la préparation des cadeaux, de la nourriture et des boissons pour agrémenter les fêtes et entretenir l'ambiance par les chants et les danses. La société lui reconnaissait plusieurs qualités : la compassion, la patience, la réserve, la douceur, la modestie, etc. En matière de prévention et de résolution des conflits, elle intervenait par le biais de l'éducation aux valeurs de paix et de cohabitation pacifique qu'elle inculquait aux enfants et aux sages conseils qu'elle prodiguait à son mari. Elle jouait le rôle de modératrice et de conciliatrice quand un différend naissait entre voisins ou parents⁴⁴.

Dans la région des Grands Lacs, les femmes sont les victimes les plus privilégiées des conflits armés. Elles subissent notamment des viols et des violences sexuelles. Leurs corps sont devenus des « territoires » à conquérir (Rollinde 2012:5)⁴⁵.

Pendant et après les conflits, elles se retrouvent veuves et par conséquent chefs de ménages. Cela ne veut pas dire qu'elles sont totalement absentes dans la recherche de la paix. Au Rwanda, après le génocide perpétré contre les Tutsi en 1994, ce sont les organisations féminines qui ont été les premières à initier le dialogue à la base dans les différentes communautés. Au Burundi, au début des négociations à Arusha en 1996, il n'y avait que 2 femmes sur les 126 participants. Elles ont exigé et obtenu l'augmentation de leur représentation. A Bukavu en RDC, elles ont demandé qu'elles soient intégrées dans le processus de négociation de la paix et de la reconstruction du pays. Les gouvernements prennent de plus en plus en compte l'élément genre dans leurs politiques de gouvernance. Au début des années 1980, il y a eu création des ministères de la Promotion féminine et naissance de nombreuses organisations et associations. Les constitutions actuelles leur reconnaissent des quotas représentatifs.

Bien qu'également très affectés par les conflits au même titre que les femmes, les jeunes doivent jouer un rôle majeur dans leur gestion. En effet, de tout temps, la jeunesse a été sollicitée par les recrutements des chefs traditionnels dans leurs armées, les travaux obligatoires durant la période coloniale ainsi que les mouvements religieux et politiques, notamment pendant les campagnes électorales. De nos jours, de nombreux jeunes se retrouvent dans les milices et les bandes armées, tandis que les « enfants-soldats » servent de porteurs, de messagers, sont cuisiniers ou esclaves sexuels. Ils perdent ainsi leurs droits à l'éducation, sont éloignés de leur milieu familial et ne se nourrissent pas suffisamment. Un certain nombre d'expériences montrent que la jeunesse constitue un atout important de reconstruction : en 1995 à Bujumbura, 41.000 déscolarisés ont été mobilisés pour reconstruire les quartiers de la ville ravagés par les violences. D'une manière générale, les jeunes expriment un besoin de changement, car ils ne se reconnaissent plus dans les anciennes structures de la société. Autrement dit, pour réconcilier et reconstruire les communautés divisées, il faudra s'appuyer sur une nouvelle génération.

Les journalistes et tous les intervenants dans la communication doivent être aussi approchés dans cette vaste entreprise de règlement des conflits, notamment dans un combat sans pitié contre les journaux et les radios qui distillent le venin de la haine. Les médias sont capables du pire comme du meilleur dans la mesure où ils constituent une arme redoutable ou un outil précieux au service de la paix. On se rappelle comment au Rwanda, la Radio Télévision libre des mille collines (RTL) et le périodique *Kangura* créés par des proches du président Habyarimana se sont fait les apôtres de la violence en diffusant des messages de la haine contre les Tutsi. Quelques actions ont été tentées pour mettre en place des mécanismes opérationnels capables d'annihiler ou de contrer ces médias. Créée en 1995 à Lausanne par trois journalistes suisses qui estimaient qu'une bonne information permettait l'établissement ou le maintien de la paix là où

elle était menacée, la Fondation Hironnelle avait pour objectif de promouvoir un journalisme fondé sur l'exactitude et la rigueur professionnelle dans le but d'apaiser les tensions, de contribuer à l'établissement des sociétés démocratiques ouvertes au débat critique et citoyen. *Studio Ijambo* au Burundi, créé en 1998 par Search for Common Ground, prône le dialogue, la paix et la réconciliation. Ses programmes privilégient les points qui peuvent unir au lieu de diviser les Burundais⁴⁶.

Pour augmenter les chances d'une bonne gestion des conflits dans la région des Grands Lacs, il faudrait s'inspirer de la « régulation » traditionnelle de la vie sociale à la base. Au Burundi et au Rwanda, il existait dans les collectivités locales des notables appelés respectivement *abashingantabe* et *inyankamugayo*. C'étaient des hommes intègres, gardiens des coutumes, arbitres des conflits et garants des conventions. En plus du sens de la vérité, de l'honneur et de la dignité, la maturité⁴⁷ était une des conditions exigées pour être élevé à ce rang. Ces notables avaient des obligations morales, comme donner le bon exemple, inculquer à la société les vertus de la justice, de la vérité, etc. Par leur transcendance, ils incarnaient toujours et partout la force tranquille. Ils étaient aussi chargés de trancher les différends, de maintenir le bon ordre dans le voisinage, de protéger les faibles, notamment les veuves et les orphelins. Ils avaient enfin des devoirs politiques : c'est parmi ces notables que les autorités traditionnelles choisissaient leurs conseillers pour gouverner. Les pouvoirs de ces régulateurs de la vie sociale à la base ont été marginalisés et annihilés par les colonisateurs et les Etats post-coloniaux. Comme ils s'étaient révélés être de remarquables faiseurs de paix durant les conflits, leurs rôles devraient être rapidement remis à l'honneur⁴⁸.

Conclusion

Les raisons qui conduisent les populations de la région des Grands Lacs à entrer en conflit et à commettre des actes de violences sont loin d'avoir disparu. Les politiciens continuent de manipuler les identités politiques et ethniques pour se maintenir au pouvoir, les pays souffrent d'un déficit de développement qui se traduit par le chômage, la corruption, le pillage des ressources naturelles, les rivalités pour l'accès à la terre, etc. (Impunity Watch 2014:64).

Les initiatives de prévention, de gestion et de résolution des conflits, qu'ils soient internes ou conduits par des organisations régionales et internationales, n'ont pas eu les résultats escomptés, car elles ont souvent oublié d'impliquer les protagonistes à la base.

La tentation des chefs d'Etat de la région de s'éterniser au pouvoir en violant les constitutions ou en les modifiant n'est pas de bon augure. Pour preuve, le Burundi vient de replonger dans le chaos après une dizaine d'années de paix relative suite à une élection présidentielle contestée qui a porté Pierre Nkurunziza à la tête du pays pour un troisième mandat illégal.

Notes

1. Les Hutu et les Tutsi sont les principales composantes de la population au Rwanda et au Burundi. On en trouve aussi un certain nombre à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). La littérature coloniale les a qualifiés d'ethnies, bien qu'ils habitent le même territoire, parlent la même langue et partagent les croyances et la culture.
2. Alors que l'Union nationale rwandaise (UNAR) et le Rassemblement démocratique rwandais (RADER) mobilisaient essentiellement des Tutsi, le Parti du mouvement d'émancipation hutu (PARMEHUTU) et l'Association pour la promotion des masses (APROSOMA) avaient la faveur des Hutu.
3. La rumeur évoquait même la mort de Mbonyumutwa.
4. Ces violences étaient qualifiées de *muyaga* (ouragan) avant d'être appelées *revolusiyi* (révolution), terme devenu depuis lors consacré.
5. Selon les théories du peuplement développées par la littérature coloniale et missionnaire, les Hutu sont considérés comme les véritables propriétaires du pays, tandis que les Tutsi sont des étrangers à peine tolérables.
6. Inyenzi (cancelats) est le terme utilisé pour désigner les réfugiés rwandais qui prirent les armes pour reconquérir le pouvoir politique.
7. Dans cette préfecture, sur les dix que comptait le pays, les observateurs étrangers se sont fait écho des massacres que Radio Vatican qualifia de « génocide ».
8. Un article de *Kinyamateka*, le journal le plus lu dans le pays, montre comment, dans l'allocation des bourses d'études à l'étranger, les ressortissants des préfectures de Gisenyi et de Ruhengeri au nord du Rwanda avaient la part du lion, alors que ceux de Kibuye à l'ouest et Kibungo à l'est n'en bénéficiaient qu'en nombre très limité. En outre, des déséquilibres criants en matière d'origine ethnique étaient également observés à l'époque dans les effectifs des étudiants rwandais envoyés chaque année à l'étranger. A titre illustratif, entre 1981 et 1987, sur 224 d'entre eux bénéficiant des bourses dans les universités étrangères, 28 seulement étaient Tutsi.
9. Plusieurs observateurs font remarquer que l'assassinat du président burundais Melchior Ndadaye par des militaires tutsi a fortement contribué à la radicalisation des Hutu rwandais qui ne voulaient pas le partage du pouvoir avec le FPR.
10. Parler de génocide rwandais est inapproprié. Il s'agit bien d'un génocide perpétré contre les Tutsi, ce groupe étant identifié comme cible, même si des Hutu « modérés » ont été aussi tués.
11. Les rapports de l'ONU parlent de 800.000 morts tandis que le gouvernement rwandais soutient qu'il y aurait plus d'un million de personnes tuées durant le génocide. Le débat autour du nombre exact de morts paraît illusoire, c'est plutôt l'intensité et l'ampleur des violences qu'il convient de mettre en exergue. Le génocide n'ayant duré que trois mois, on compte en moyenne environ 9.000 morts par jour, 375 par heure.
12. Comme les militaires ex-FAR et les miliciens *Interahamwe* continuaient à attaquer le Rwanda à partir de l'est du Congo, l'APR prit la décision de démanteler ces camps. De nombreux réfugiés purent regagner le pays, tandis que d'autres s'enfoncèrent dans les forêts congolaises et organisèrent l'armée pour la libération du Rwanda (ALIR) qui devint quelques années plus tard les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).
13. Les Batware et les Bezi sont tous les deux des Ganwa, membres de la dynastie royale burundaise qui a régné de la fin du XVII^e siècle à 1966. Bien qu'assimilés aux Tutsi par le regard colonial et missionnaire, ils disent être ni Hutu ni Tutsi.

14. Les principaux leaders du PDC étaient le célèbre chef Pierre Baranyanka, très apprécié de l'administration coloniale et ses fils Jean Baptiste Ntidendereza et Joseph Birori.
15. Contrairement à certains écrits qui disent que Rwagasore aurait dû être remplacé par le Hutu Pierre Ngandandumwe, car il occupait le poste de Vice-Premier ministre, il y eut au sein de l'Assemblée nationale des élections qui furent remportées par André Muhirwa.
16. En référence aux villes qui abritèrent deux grandes conférences avant la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis Abeba en 1963, le groupe Casablanca réunissait des Tutsi dits « progressistes » désireux de coopérer avec les socialistes, tandis que le groupe Monrovia regroupait des Hutu et était ouvertement pro- occidental. On se souvient qu'on est à l'époque de la guerre froide qui a eu aussi son influence au Burundi. Mais il faut se garder de trop généraliser ; le Hutu Pierre Ngandandumwe, Premier ministre deux fois en 1963 et en 1965, faisait partie du groupe Casablanca, alors que Thaddée Siryuyumunsi, président de l'Assemblée nationale de 1961 à 1965, était un membre influent du groupe Monrovia.
17. Les noms de Jean Nduwabike, Sévérin Ndinzurwaha, André Baruvura, Mathias Miburo et Basile Ntawumenyakaziri sont les plus cités.
18. Ce parti politique créé à la même époque que l'UPRONA et le PDC était le seul à mettre en avant ses positions ethnistes, à l'instar du PARMEHUTU rwandais, comme on l'a vu plus haut.
19. Beaucoup de Hutu dénoncent deux poids deux mesures dans le traitement des dossiers judiciaires. Lorsque des militaires tutsi furent arrêtés en 1971 pour avoir fomenté un coup d'Etat, qu'ils furent condamnés à mort puis graciés, cela fut interprété et ressenti comme un déni de justice pour les Hutu qui n'avaient pas bénéficié de la même clémence en 1965 et en 1969.
20. Le colonel Jean-Baptiste Bagaza renversa en 1976 le général Micombero qui n'avait pas su bien gérer la crise de 1972.
21. Cette attaque eut lieu juste après que le major Pierre Buyoya eut fait un coup d'Etat. Mais selon plusieurs observateurs, ce coup avait été beaucoup préparé auparavant et visait la chute de Bagaza.
22. Le Front démocratique du Burundi (FRODEBU), le Rassemblement populaire du Burundi (RPB), le Parti du peuple (PP) et le Parti libéral (PL) recrutaient principalement parmi les Hutu, tandis que l'Union pour le progrès national (UPRONA), le Rassemblement pour la démocratie et le développement économique et social (RADDES), l'Alliance nationale pour le droit et le développement (ANADDE) rassemblaient des Tutsi.
23. Début 1994 fut mise en place une « Convention de gouvernement » dans laquelle on retrouvait tous les grands partis politiques. Elle obéissait sous les ordres du Président Cyprien Ntaryamira qui trouva la mort en avril 1994. Il fut remplacé par Sylvestre Ntibantunganya qui dut partir lui aussi en septembre 1996, suite au retour de Pierre Buyoya revenu « remettre de l'ordre » dans un pays en proie à des violences de grande ampleur. Après plusieurs années de négociations, la classe politique burundaise signa le 28 août à Arusha un accord de paix et de réconciliation nationale qui ouvrit une période de transition de 36 mois. Les élections de 2003 furent remportées par Pierre Nkurunziza, candidat du Conseil national pour la défense de la démocratie- Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD).
24. En 1994, Léonard Nyangoma, alors ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, créa le CNDD-FDD qui rejoignit le PALIPEHUTU pour combattre l'armée gouvernementale

et reconquérir le pouvoir. Ce n'est que neuf ans plus tard qu'un accord global de cessez-le-feu fut signé entre le gouvernement de transition du Burundi et le CNDD-FDD le 16 novembre 2003 à Dar-es-Salam, en Tanzanie.

25. Ici le terme « Banyarwanda » aussi bien hutu que tutsi désignent des populations rwandophones, à distinguer avec les Rwandais qui sont citoyens de la République du Rwanda.
26. Ils étaient estimés à 800.000 en 1990.
27. On cite généralement les cas de Cyprien Rwakabuba, membre du Comité central du Mouvement populaire de la révolution (MPR), et surtout de Barthélémy Bisengimana, directeur de cabinet du président Mobutu.
28. Comme au Nord Kivu, ces Banyamulenge dont la langue et la culture s'apparentent à celles du Burundi et du Rwanda sont considérés comme des « étrangers », bien que leur arrivée à Mulenge date, semble-t-il, du XVIIIe siècle. International Crisis Group (2013) relève également que le même type de relations conflictuelles oppose les Fulero et les « Barundi » dans la plaine de la Rusizi.
29. Comme *Umoja wetu* en janvier-février 2009 menée par les FARDC appuyées par l'armée rwandaise, *Kimia II* par les FARDC et la MONUC en mars 2009 ainsi que *Amani Leo* de 2010 à 2012.
30. La MONUSCO a pris le relai de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC) créée en 1999.
31. Le retour des réfugiés burundais venant surtout de Tanzanie après 2005 a occasionné des litiges fonciers entre les anciens propriétaires des terres occupées actuellement par de nouveaux occupants.
32. On parle généralement du Rwanda et de l'Ouganda, mais il semble qu'il faille y ajouter l'Angola et le Zimbabwe à un certain moment.
33. Les violences qui se sont produites à Bujumbura en 1994 et 1995 ont provoqué des épurations ethniques dans certains quartiers, une situation qui est toujours en vigueur.
34. Alors qu'au Burundi les gens étaient fiers de se présenter comme citoyens burundais, les différentes crises ont fait que certaines personnes préfèrent s'identifier plutôt comme Hutu ou Tutsi.
35. Ils diffèrent fortement des conflits de besoins pratiques pour des objets précis qui sont faciles à régler.
36. Appelées *imishyikirano* au Rwanda, *ibiganiro vyamahoro* au Burundi, ces rencontres ont précédé les négociations et les accords signés à Arusha, en Tanzanie, respectivement en 1993 et en 2000.
37. Cet accord fut parrainé par le président tanzanien Ali Hassan Mwinyi, le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni, le président burundais Pierre Buyoya, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), des représentants du secrétaire général de l'ONU et des pays observateurs (Allemagne, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Nigeria et Zimbabwe).
38. Les négociateurs burundais étaient davantage intéressés par la perception des *per diem* et ont pris tout leur temps. Avec l'argent récolté, certains d'entre eux ont construit à Bujumbura des villas qu'on a surnommées « Arusha ».
39. Cela explique pourquoi les politiciens du CNDD- FDD, une fois arrivés au pouvoir en 2003, ne se sentaient pas à l'aise avec cet accord.

40. La paix ne fut retrouvée qu'après la signature, le 7 septembre 2006, d'un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement du Burundi et les FNL.
41. La facilitation était assurée par Ketumile Masire, ancien président du Botswana.
42. La présidence comprenait un président et quatre vice-présidents.
43. La MINUAR a été incapable de protéger les Tutsi durant le génocide en 1994 au Rwanda, tandis que la MONUSCO, avec les gros moyens dont elle dispose, n'arrive pas à battre les FDLR !
44. Il faut cependant relativiser cette idée reçue qui fait des femmes des « êtres pacifiques », car certaines d'entre elles se sont illustrées de manière très négative dans les violences contemporaines.
45. Les femmes et les enfants représentent la moitié des 40 millions de personnes déplacées à cause des conflits.
46. Il en est de même pour Radio Okapi en RDC qui émet depuis 2002 en cinq langues et a des programmes promoteurs de paix et de démocratie.
47. C'étaient des hommes qui avaient une certaine expérience de la vie, atteint l'équilibre humain, capables d'avoir de la retenue et de contenir leurs émotions et passions.
48. Au Burundi, l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation préconise une rapide réhabilitation de l'institution des notables *bashingantabe*. Au Rwanda, les juridictions participatives *gacaca* pour juger les crimes de génocide s'inspirent largement des mécanismes traditionnels de gestion des conflits.

Références

- Barancira, S., 1994, « La crise d'octobre 1993 : les retombées psychiatriques », *Au cœur de l'Afrique*, N° 2, pp.11-17.
- Chrétien, J.P., 1987, « Eglise et Etat au Burundi : les enjeux politiques », *Afrique contemporaine*, N°145, pp.63-71.
- Chrétien, J.P. et Dupaquier, J.F. (2007), *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris : Karthala
- Chrétien, J.P. et Gahama, J., 1995, « Les options d'une indépendance sous tutelle au Rwanda et au Burundi : nationalismes ou révolutions internes », in Ageron, C.R et Michel, M. (sous la direction de), *L'ère des décolonisations*, Paris : Karthala, pp.222-238.
- Gahama, J., 1991, « Les partis politiques et la recherche de l'indépendance au Burundi », in Département d'Histoire de l'Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX-XXe siècle)*, Paris : Karthala, pp.135-158.
- Gahama, J., 1995, « Une crise politique et idéologique entre l'Eglise catholique et l'Etat au Burundi : les tenants et les aboutissants », Papier présenté au colloque sur « Dynamique religieuse et pouvoirs politiques en Afrique orientale », Paris.
- Gahama, J., 2000, « La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL): un bel exemple de l'échec d'intégration régionale », *Cahiers Lumière et Société*, n° 20, pp.54-74.
- Gahama, J., 2006, « Les causes des violences ethniques contemporaines dans l'Afrique des Grands Lacs : une analyse historique et sociopolitique », *Afrika Zamani*, n°s 13 et 14, pp. 101-115.
- Hubert, J.R., 1965, *La Toussaint rwandaise et sa répression*, Bruxelles.
- ICG, 2014, *Les terres de la discorde : la réforme foncière au Burundi*, Bruxelles.
- Impunity Watch, 2014, *Perceptions de citoyens sur la transformation des conflits dans la région des Grands Lacs*, Utrecht.

- International Crisi Group, 2013, *Comprendre les conflits dans l'est du Congo*, Bruxelles.
- Lemarchand, R., 2008, *The Burundi killings of 1972*, <http://www.massviolence.org> consulté le 2 mai 2010.
- Malkki, L., 1995, *Purity and Exile. Transformations in Historical National Consciousness among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago: University of Chicago Press.
- Mercier, B., 2009, *RDC : ressources naturelles et violence. Le cas des FDLR*, Bruxelles.
- Mugangu, S.M., 2008, « La crise foncière à l'est de la RDC », *Annuaire de l'Afrique des Grands Lacs 2007-2008*, p. 385-414.
- Nkusi, L., 2010, « L'exacerbation ethnique dans les discours du président Grégoire Kayibanda (1963-1973) », in CNLG, *Quinze ans après le génocide perpétré contre les Tutsi -1994-2005): défis et perspectives*, Kigali.
- Pabanel, J.P., 1991, « La question de la nationalité au Kivu », *Politique africaine*, N°41, p.32-40.
- Pourtier, R., 2015, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *Echo Geo*, <http://echogeo.revues.org> consulté le 9 juillet 2015.
- Rusamira, E., 2003, « La dynamique des conflits ethniques au Nord Kivu : une réflexion prospective », *Afrique contemporaine*, Volume 3, N°207, p. 147-163.
- Tegera, A., 2009, *Les Banyarwanda du Nord Kivu (RDC) au XXe siècle*, thèse, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Thibon, C., 1992, « Les événements de novembre-décembre 1991 au Burundi », *Politique africaine*, N°45, p.154-158.
- Willame, J.C., 1994, « Le *muyaga* ou la « Révolution » rwandaise revisitée », *Revue française de l'histoire d'outre-mer*, Volume 81, p.305-319.

3

Contemporary Theories of Conflict and their Social and Political Implications

Tukumbi Lumumba-Kasongo

Introduction: Objectives and General Issues

Africa's Great Lakes region has been known in the past four decades or so – as an area of violent conflict. An advanced research project on this region has to start with some reflections on theories of conflicts, as some parts of this region have been characterised by a devastating disease which has resulted in loss of human lives, degradation of the environment, pillage, banditry, rape of women and girls, and a general political instability of high magnitude. To explain what has happened, we need to build a good explanatory tool.

The beginning of wisdom is to be aware of one's limits of knowledge and be certain of one's areas of strength. For easy understanding, this chapter is divided into several sections. The first section describes the main objectives, clarifies the term 'contemporary' and raises general issues regarding the relevance or irrelevance of theories in this research project. The second section discusses the approaches used in the work; while the third, elaborates on theories of conflict, as well as their claims, assumptions and possible social and political implications. The study ends with some brief recommendations about these theories.

Let me start by saying that we cannot change all the phenomena around us or those things that are far from us – things we do not know about, or understand. We cannot explain social phenomena effectively without building some systematic and testable tools of explanations. Empiricism is central to building a critical theory.

The contemporary world system (or global system) has produced more conflicts because many of its malfunctioned infrastructures and institutions were built on neo-colonial values, practices related to trans-Atlantic slavery, outcomes

of European and American imperialist policies, post-colonial states' failures to decolonise, contradictions related to expansion of monopolistic capitalism, the claims associated with struggles toward multipolarity, consequences of intensification of illegal arms trafficking and arms race among nation-states in the name of national and regional security propositions. Thus, from the above perspective, the origin of conflict can be systemic.

More than 25 per cent of the populations in sub-Saharan Africa live in conflict-afflicted countries. For a variety of reasons and factors, various actors make more claims and grievances within their systems today than 50 or 60 years ago. Regardless of their origins and manifestations, grievances made by the nation-states, citizens, ethnic groups or communities imply the existence of an adversarial relationship, social and political tensions, and agencies of protests through which grievances are organised. Grievances are the most important components in the studies of conflict. *Nota Bene*, in this work, I use the expressions nation and state interchangeably.

There are many contemporary theories that explain the nature of disagreements, frictions, discomfort, tensions, political, religious, ideological and economic differences among social classes, gender, age groups, the states, and regional and international organisations. These theories explain the origins of conflicts, their causes and manifestations, their trajectories and their social, cultural and economic implications at the individual, group, country, regional and international levels. The location of the conflict culturally, sociologically, economically and politically through a theoretical analytical framework is likely to inform us how the conflict might be resolved. Thus, the nature of the explanations would provide knowledge and embody assumptions about how to proceed in changing a conflicting situation.

This chapter identifies and broadly examines elements of major theories that are used more specifically in the social sciences and humanities to explain how they deal with the origins of conflicts, their manifestations, both human and material resources, agencies and their ideological base, if any. The main questions about dealing with theories of conflicts are: (1) Why do conflicts occur? (2) How do they occur? (3) Who are their agents and what are their agencies? (4) How are they managed? (5) What resources are used to advance them? (6) What are their intended and non-intended consequences? Finally, (7) Can they be prevented both in the short as well as in the long run? In general, all theories of conflict address most of these questions though this may not be in order listed here.

It should also be emphasised that there are weak and strong theories of conflict. The 'weakness' and 'strength' of the theories depend very much on the schools of thought in which one is located. Weak theories are those that do not take seriously the context in its holistic manner. They do not pay enough attention to conditions that led to conflict. These theories are not sufficiently testable and not strongly applicable because they lack rigorous and systematic logic of explanation.

When theories are not capable of explaining what is being analysed, they become irrelevant.

Strong theories are relevant because they are functional. They not only take seriously the context, but also embody philosophical policy implications. These theories interrogate or cross-examine what is being studied in a systematic and consistent manner. Most theorists agree that theoretical knowledge is not an end in itself, but a starting point for actors to work their way through contemporary problems and, in the process, come to deeper forms of understanding (p. 54).

We should not explain things only for the sake of explaining them. Intellectualism should be avoided because it has epistemological limitations. Our explanations should have social purposes.

The main objectives of the theories are to: (1) Explain more effectively and systematically the world of humans (or the social world), the physical or economic world, and political world, the nature of the relationship between them, their actors, their events, their institutions, their histories and behaviours and their power base; (2) Acquire specific critical knowledge, both qualitative and quantitative, that is needed to understand what is being studied in specific and broad way; and (3) Produce a conceptualised direction of change or policy implications.

In short, with theories the intent is to know, to understand and to change. Theories are the tools for explaining the world out there but they are also tools for exploring ourselves. As human-made tools, theories are socially, historically and politically contextual. They are built and applied in a given social context but their scientific values and rules are produced by common agreements among scholars of different levels of. These common agreements are constantly challenged in the light of new discoveries and changing contexts. In other words, theories do not emerge from the blues nor are they applied out of whim. The context is as important as the values associated with theories.

By 'contemporary theories', I refer to theories or paradigms that either emerged or were consolidated and spread over between the end of the nineteenth century and now – the twenty-first century. That the time frame covers everything beginning from the colonisation of Africa, World War I, World War II, the post-War era, which includes Cold War era, the period of economic liberalization, the rise of multipartyism, and movements toward multipolarity. Contemporary also refers to what the majority of peoples of the world might remember as relatively recent.

All human habitats give rise to different kinds of conflicts. As revealed in this study, various types and different levels of conflict have characterised the world, particularly the Great Lakes region of Africa. In most cases, historically, a conflict, which might have started by or with a single cause or one factor, does have multi-layered explanations of its real origins and its real agents and agencies. For instance, the colonisation processes created multi-layered conflicts that touched on all the aspects of the African life. Within these processes, the land was appropriated or

new land tenures were imposed. New political systems were also established, and new social and collective relations were constructed. One of the primary sources of conflict relates to access, use and control of land. Others stem from access to, and control of, resources such as water, animal, plant and minerals.

In general, all human and social conflicts can alienate the individuals involved as well as the ethnic groups, larger societies and states from their own rules and established lifestyle. They might begin to question their set ways of life in a way that ultimately diminishes the social harmony of a given society.

Furthermore, it is necessary to distinguish between primary and *secondary types of conflicts*. *Primary types of conflicts* are those which relate to the fundamental or structural systems of individual, societal or state's functions. They are deeper than peripheral types of conflicts. For instance, they touch on the ontology of the systems, modes of societal organisations and governance; and they deal with individual social and political locations in a given society. *Secondary types of conflicts* address generally symptoms, behaviours, and atomistic individualistic claims. They might also be classified teleologically as instrumental. Thus, in a given social and political context, we have to pose the question of whether or not what we are observing historically or empirically as relations of conflict reflect primary or secondary types of conflict.

Elements of my Approaches

It is necessary that I clarify further where intellectually and philosophically I stand on. My approaches help to define and examine conflict, conflict resolution, peace and reconstruction within a historical framework. Humans embody the germ of the past and build the present on the past. But the past, the present, and the future each has its own specific distinctive moment, space, and time. The present should not sacrifice the past and vice-versa. From this perspective, a social progress agenda such as the one on peace, security and development, is perceived as being essentially a teleological and dialectically synthesised conscious effort. I use a historical-structuralist approach and its philosophical assumptions and claims with a dose of systems analysis as articulated by the advocates of the world system.

The way social classes, nation-states, and societies function in the world system is a result of the internal and external dynamics of their locations. But these locations are far from being historically fixed or static. The world is a system and an organic whole whose behaviours are conditioned by the actors' locations and how they come to be in the system. The actors and the subsystems do not act in the same way because their actions depend on their specific functions and attributes and their location within the system.

I consciously avoid intellectual extremism, historical determinism and conspiracy theory because they lack a good understanding of the forces of history. I interpret history as a changing phenomenon that is not predetermined

by any circumstances or forces. I build my arguments on historical-structuralist assumptions and in finding correlations between historical facts or causations/correlations and structures of the African contemporary society. Historical structuralism raises the question of origins of these phenomena and the nature of the evolution of their structures. Within the structures of the African societies, I place more emphasis on the political institutions or the states and their relations to the Immanuel Wallenstein's world system (1974, 1980, and 1989). Although concrete illustrations or experiences are used to support and/or clarify my assumptions and explanations, this chapter is more of theoretical reflection upon which a broad framework of analysis is constructed. Furthermore, my interests in historical causation of social phenomena and critical examination of their structures are shaped by social constructivism. Adler (1997, 2002) and (Fearon and Wendt 2002) take the social world of agreed collective social values more seriously in also a non-material world. Ideas, ideals, identities and images are all socially constructed based on shared norms and beliefs systems.

One of the most important characteristics of the world system at the end of the twentieth century was the movement of states and people's struggles to redefine themselves. This redefinition has been taking different forms and shapes, some tragically like in the Balkans, many parts of Africa and the Middle East, and others more gradually and peacefully. The substance or the content of this redefinition and its intellectual quality depends on the dynamics of the local political configurations, how a given people and state have become part of the world system; the location of these actors in the international political economy; what they are bringing into the global market; who the actors are; and who their alliances are. This process of redefining themselves is facilitated by the means and forces of globalization.

The existing form of liberal globalisation, the state-centric approach of the classical realism to peace, security and construction is being challenged by multinationals or multilateral and transnational organisations. The global forces are forcing the state or the centralised authority to make accommodations in order to survive or to redefine the limits and the strength of its notion of sovereignty. Privatisation of the state is one of the characteristics of the world system that is diminishing the power of the state to engage its citizens productively both economically and politically.

To use Johan Galtung's expressions, I am interested in 'structure-conflict' and 'actor-conflict' as historical agencies in a changing world system (1958).

Theories of Conflicts

Why are people and states drawn into conflicts? In international relations we say that individuals and states that have nothing in common or do not expect to have anything in common are not likely to be drawn into major conflicts. I agree with

Pierre Bourdieu, Frantz Fanon, Claude Ake and other scholars who posit that theory must be rooted in a particular social experience. There are many theories that explain the causes of conflicts and their impact. Only selected theories are examined here.

As earlier indicated, factors that lead to conflict include rapid or slow growth in human population, unequal distribution of material resources, national power struggle, struggles between the haves and have-nots, gender and social inequality, and the struggle over communal values and orientation between the older and younger generations. Other causes include exclusive political practices, inter-state and intra-state competition for power or a more visible positioning on the global scene, and the role of national interest and spheres of influence in the global political economy as well as the activities and needs of foreign powers.

Therefore, there is neither monolithic theory of conflict, nor is there any monolithic school of thought that explains the causes or effects of all conflicts in given context. However, within the current studies of international relations, there are seven major theories that explain why and how conflicts occur. They include (1) Classical/Neo-realism; (2) Liberalism/Neo-liberalism; (3) Marxism/Neo-Marxism; (4) Feminism; (5) Constructivism; (6) Post-colonialism; and (7) Green Theory. Within each of these theories, there are varieties of interpretations or approaches used by social scientists depending on their disciplines. However, in an analytical work, it is always necessary to identify what is common among them all and what characteristics distinguish them. It is necessary to briefly provide a summary of each of the main characteristics of these theories with the focus on conflicts, their agencies and their consequences.

Classical Neo-realism.

The main actor in classical realism in world politics is the state or the nation-state. Its core objective is to preserve the state as an autonomous entity. That is why the classical theory is also called the state-centric theory. City-state, state, or nation-state claims its own rights in pursuing its own interest of order and stability without any fear from its neighbours. The identities of these actors are shaped by the way they pursue their interests. Political systems can be examined in terms of their principles of order, and the way they help shape the identities of actors and the discourse they use to frame their interests.

Politics is the expression of the same human drives and it is subject to the same pathologies. According to (Dunne, *et al*, 200:55) politics is all about power struggle and the struggle is not separable from social life itself. In the contemporary world, social norms, justice, and institutions are instruments of the pursuit of the national interests though the concept of the national interest remains socially, historically and intellectually controversial, especially when examined through the prism of other theories.

The conflict is inherent to the nature of the state. As developed throughout nineteenth and twentieth centuries, classical realism was characterised by the theory of balance of power, unilateral militarism, and a sharp distinction between domestic politics and international relations. Additionally, neo-realism, which developed after World War II, places an emphasis on alliance and deterrence. For neo-realists, therefore, the political clout of nations correlates closely with their economic power and their military might. The only source of power is capabilities (Kenneth Waltz 1979:153). Balance of power serves as deterrence against war. But it could also create or intensify tensions among nations. By and large, conflicts are likely to emerge when there are:

1. Lack of trust among nation-states;
2. Imbalance of power among nations or a powerful nation has lost resources and the capacity to maintain the balance of power; it could be that one power is increasing in power much faster than other powers in the same region or sub-region;
3. Over-balancing and under-balancing of power;
4. Lack of sufficient communication among nations;
5. Poorly defined national interests; and
6. The rise of modernisation or the shifting of power through its instruments.

Thus, international relations, as perceived and defined within the prism of the neo-classical realism, is all about conflict management.

Classical Liberalism

The father of liberalism in West, Jean-Jacques Rousseau, has defined it as a unified principle of liberty and equality. These two expressions have been interpreted differently in both economics and political thought depending on the political context and school of thought of interpreters and users. However, in contemporary world, there is no one single theory of classical liberalism. According to Time Dunne, Milja Kurki and Steve Smith (2006:104), there are several variants of liberal theories such as actor-centred rationalist theory; actor-constructivist theory; rationalist democratic peace theory; and constructivist democratic peace theory. This chapter deals only with the one that is common to all, namely rationalism, individualism, and democracy.

Theorising about liberalism begins at the level of domestic politics. Domestic actors and structures matter as they can strongly influence the foreign-policy identities and interests of the state. Thus, domestic properties such as actors, institutions, practices are considered crucial explanatory variables, which also are called independent variables (2006, p. 90). At this level, people are defined as being essentially rational, ethical and moral creatures capable of controlling

their baser impulse. The unit of analysis is first at the individual level. Thus, human rationality and morality are the core elements in forming or reforming institutions in order to find solutions to social problems. The world or politics can be constructed without necessarily transiting from conflict and the human nature is not necessarily evil or bad.

The core elements of the liberal theory have two dimensions in explaining the world: (a) political level, which is about liberal democracy. It is about freedom of the individuals or emancipation of the individual from the forces of materialism of the world; and (b) it is about free market and free trade as articulated in the invisible hand thesis of Adam Smith, promoted and sustained by *laissez-faire* and freedom of goods and services (free trade). These two dimensions can be actualised at the domestic level. Their basic claim here is that domestic actors influence how states define their foreign policy interests and how they behave in international arena (Putnam 1988 and Milner 1997 and 1998).

Another dimension of liberal theory is its reflection on the bottom up of an analytical framework. It is about the dynamics of individual-societal relations. Rationalist and actor-centred liberal approaches theorise, in using a bottom-up perspective, about how policy interests are formulated and how attitudes and actions of national actors are shaped by domestic groupings as strategic rational actors.

It is assumed that there is no basic ideological distinction between domestic and foreign policies: one is supposed to be a continuation of the other. Contemporary liberal approaches in general place emphasis on communication, concrete benefits derivable from international relations or the international political economy or any intra-grouping relations. In democracies, citizens or communities do have incentives to maintain and advance their own interests.

It is assumed in these theories that most members of the communities are very likely to win from their bottom-up approaches to peace. The win-win theory is founded on the liberal principles of negotiations, cost-benefit analysis and rationalism, which is based on methodology that advances imperatives of individualism. And democratic peace is the main process through which communities or individuals can deal with real or potential conflict situation. As Dunne *et al.* indicate, in liberal republics, elected decision-makers are held responsible for all decisions (including foreign policy by their constituencies). Assuming that the citizens are cost – and risk – averse, the shadow of electoral sanctions would prevent republican governments from going to war too easily.’

The Neo-liberal approach, which has been dominating the world economy, was introduced at the end of World War II by the United States as part of the solutions to war. It was supposed to create the conditions that would sustain peace and support development. It also can be defined as the dominant political economic paradigm of our time which refers to the policies and processes whereby a relative handful of private interests are permitted to control as much

as possible of social life in order to maximise their personal profit. The various roles the United States' government, the United States-based multinational corporations and banks, its military science and technology, its foreign policy, and modernisation school of thought after the end of World War II between the 1940s and 1970s were central to the defining of liberal globalisation. The principles and policies used for the reconstruction of Western Europe after World War II with the Marshall Plan (1947), private U.S. banks, the formation of the North Atlantic Treaty Organization (NATO), and the creation of the International Bank for Reconstruction (the World Bank), the International Monetary Fund (IMF), and the General Agreements on Tariffs and Trade (GATT later the World Trade Organization/WTO), testify to the vital role that the United States has been playing in re-conceptualising globalisation. Moreover, the 'dollarisation' of the world market, followed by 'coca-colonisation' of the world has been playing an important role in this new globalisation in which the United States has been the major agent. Today, globalisation has reached even the domains of social and cultural aspects of individuals and communities such as arts, popular music and culture, and food as its processes have also been facilitated by the liberalisation of the world economy and financial resources.

The consequences of the implementation of these neo-liberal policies have created many social and political consequences. The question would be what are the real causes of these conflicts? Starting from early 1980s, the structural adjustments programmes (SAPs) in Africa were intended to deal with fiscal policy issues. The origins of the fiscal crisis were not seriously interrogated by the foreign donors but the symptoms were considered unacceptable. If and when the question of the origins of the crisis was examined it was dealt with technically, or it was associated with the behaviours of the regime types or political personalities involved instead of looking at it from structuralist perspective. It was believed that state's behaviour of spending money that they did not have and preventing corruption, would be possible with the imposition of classical austerity programmes.

Most of the adjustment programmes in Africa and South America, for instance, contain varying degrees of corrective policies focusing on devaluation of the currency, interest rates, reduction of government expenditures to line up with real resources, privatisation, liberalisation, and institutional reforms. Exchange rate policy is supposed to act to devalue currency so that those export commodities can become cheaper and more attractive to foreign buyers. Terms of trade are expected to be fully liberalised and to improve the movement of goods and fiscal policies by removing tax and tariff barriers. And interest rate policies are undertaken to encourage the population to save money and to tighten credit so that people borrow less. The government is encouraged to cut spending on subsidies and other services. In short, generally adjustment programmes (Lumumba-Kasongo 2005) include reforms to:

- Establish a market-determined exchange rate;
- Bring fiscal deficits under control;
- Liberalise trades;

And improve the financial sector, the efficiency of public enterprises and the coverage and quality of social services. The unit of analysis within liberal economics is the free market.

Privatisation of the state, the cutting of subsidies in several sectors of the economy, shrinking of the public sector, etc., all led to a rise in mass poverty and, consequently, popular protests. Concerning the sources of conflicts, one needs to seek them in the dysfunctionality of the free market. From a liberal market point of view, building of liberal institutions, the trust in the market values and those of individualism should be part of the package of solutions. At the political level, liberal democracy claims superiority as it puts individual rights at the centre of political discourse. It is assumed that electoral competition, the rule of law and legal procedures, periodic changing of the elected members of the administrations, individual rights, and so on emancipate people. The social location of the individuals does not matter much. The unit of analysis is the individual. Conflicts are, however, likely to occur:

1. When individuals are not allowed to participate in the political process through regular electoral procedures;
2. With dysfunctional liberal institutions;
3. When human and individual rights are disrespected.

All liberal/neoliberal theorists believe in agreements, treaties, and alliances and individual and institutional capabilities to achieve peace and security. Human nature is not ontologically bad. The principles of mutuality can be supported by win-win theories. However, the actors involved in social, economic and political reconstruction must believe in neoliberal democratic values, promote global interests and support collective security agenda or programme.

Marxism

Known also as a social conflict theory, Marxism started as a single theory in explaining the social relations of production in Western Europe by its father, Karl Marx. Over the decades, however, there have been many interpretations of Marxism both in industrial countries in the West and in the non-industrial Global South, which have produced a variety of explanations about Marxism. Marxism has influenced many thoughts in developing countries from Vietnam to Congo-Brazzaville, Mozambique, Angola, China and Cuba. It is not easy to measure effectively its level of influence. Most of radical leftist theories since the political decolonisation of erstwhile colonies and the rise of popular movements in various periods, including the most recent one at the end of Cold War, have

been influenced by some aspects of Marxist analytical perspectives, especially the theory of change, social class theory and proletarian revolution.

Marxism is, thus, an umbrella theory of radical leftist theories containing an ideology of organising new society, and it is also a progressive methodology. It has influenced other critical thoughts such as world system, *dependencia* theory, World Social Forum, African socialism, Marxism-Leninism, Maoism, critical theory, race theory, queer theory, feminist theory, especially in the West, and so on.

However, the core propositions of Marxism or Neo-Marxism deal with the contradictions of the capitalist system and capitalist conditions and how to change society. From the point of view Marxism, social conflict is inevitable within the evolution and the ethos of capitalism. And the location of the conflict is in the structure of the capitalist economy and its power base. It is in the ownership of means of production and social relations of production that one locates the origin of the social conflict. The process of labour control toward being the main objective of surplus accumulation leads to the alienation and social displacement. Marxism holds that the appropriation of labour and control over the means of production such as technologies, machinery and time by capitalists create dehumanization. The totality of these relations of production constitutes the economic structure of society, the real foundation on which arises a legal and political superstructure and to which correspond definite forms of social consciousness. The mode of production of material life conditions the general process of social, political and intellectual life. It is not the consciousness of men (sic) that determines their existence, but their social existence determines their consciousness.

As compared to other theories, all social relations in Marxism are defined as economic relations. And a human being is defined essentially and mainly as an economic animal. Economic conditions determine the quality and the life of ideology, philosophy, culture, and psychology or all what is known as the superstructures. Thus, in Marxism, conflict is:

1. A social class phenomenon (social consciousness);
2. Materially defined;
3. The outcome of unequal wealth distribution (social inequality);
4. Not natural or organic.

To a large extent, the Marxist theory speaks of the capitalist contradictions and capitalist order or what others have called capitalist disorder. It is in the class struggle and its logic of organization of labor that the theory locates possible or potential solution. According to the theory, it is through the proletarian revolution that the social conflict can be addressed effectively. The unity of analysis in this theory then is the social class.

Feminist Theory

First, it must be established that there are several and diverse feminist theories. These include liberal feminism, Marxist feminism, radical feminism, socialist feminism, and constructivist feminism. There are also regional and sub-regional feminisms such as Afro-centric feminism, African feminism, American feminism and European feminism.

However, there is a core of concerns and beliefs that unite a variety of feminist perspectives. Feminists of all stripes agree that traditional approaches and research have systematically excluded women and the issues of concern to them from public consciousness. For instance, the impact on women of such issues as war, sexual slavery, trade relations, migrations, have been neglected as compared to other issues directly concerning men. Most of feminists agree on the issue of equality between the sexes or equal rights. Feminist theorists also define a belief that women are entitled to enjoy the same rights and privileges as men. Thus, 'the feminist movement aims to bring changes that will end discriminatory practices and realise equal rights for women in *all* spheres of life' Steans, 1998:15). Therefore, gender, both as a social theory and an analytical category, has been central to feminist theory. Gender equality gives feminism its core identity and distinctiveness. Feminists also advocate political strategies for achieving equality with men.

Gender does not mean females, or women, or girls. It is about female-male relations. And even though gender is frequently used interchangeably with sex, it actually does not refer to what men and women are *biologically* or *naturally*, but to the *ideological* and *material* relations which exist between them. One can approach gender from the dynamic relations of male-female relations or from female-male perspectives. The generalized feminist approach to gender is being more advanced and accepted in various intellectual, social and political contexts because of the structure of female's centrality in most societies.

Feminists have argued that sex role and values are socially created and assigned. They also argue that the sexual division of labour follows this assignment. As Jill Steam states: 'Feminists pointed out rather than reflecting the personality traits of men and women, ideas about gender were used to justify unequal treatment and thus provided an important ideological justification for a specific form of social inequality.' (1998:11). It should also be noted that, like feminism itself, gender has also been approached and examined by other schools of thought and theories already discussed in this chapter. However, the unit of analysis in the feminist theory is gender inequality.

Are females in Africa, for instance, treated by the institutions and social relations as different but unequal or should they be treated as different but equal? Some scholars have argued that equality does not mean the right of women to

practise the same trades and wear the same types of clothes as men. Equality is defined as the recognition of the value of the contributions of men and women. Obviously, if one group or class establishes the system of values and imposes it on the other, then there cannot be merely difference but also inequality in favour of the group with the decision-making power resides (Assie-Lumumba 1997:298).

There are different categories of gender relations such as relations between men and women and those between boys and girls; relations between women and women, and relations between girls and girls, and relations between men and men and boys and boys. These types of relations are determined by the systems of socialisation and institutionalisation in a given society. Other types of gender relations, include the relations of categories of women to social phenomena (whether to state, division of labour, education systems, economic relations, political systems or other) and the different relations of groups of men to those of same phenomena. Like other forms of relations, gender relations are structured by ideologies and beliefs, practices, property and resources access and ownership, legal codes and so on (Iman 1987:5).

It is easy to identify gender inequality in some societal or political traditions and values that have become routine for a long period of time. All these relations are socially constructed and, thus, not absolutely fixed in time and space.

The critique of the feminists have been that ontologically and practically, the issues related to gender analysis are either missing or are weak toward the understanding of the implications and consequences of gender inequality. The situation cannot be changed without a critical analysis of the nature of this inequality and the various types of conflict it creates. There is no better place than that of the Great Lakes region to include the gender analysis and feminist theories to study various dimensions of violence against women and girls during the existing conflict in the region.

Another theory that was developed during the Cold War and which has been expanding rapidly since then, especially in sociology and international relations and which has also come to define conflict in social and values terms, is *constructivism*.

One of the most important manifesting characteristics of the world system at the end of the twentieth century is the movement of states and people's struggles to redefine themselves through either old values or new values depending on the nature of the ethos of change that is being pursued.

Heavily influenced by the pragmatism of technology and the failures of other theories to develop new languages and models of analysis, constructivist theory deals with the claim that with the possibilities and options that the world has, there is a need to reconstruct new value systems away from the dangerous past. Adler (1997, 2002) and Fearon and Wendt (2002) also take the social world of agreed collective social values more seriously in a non-material world.

Social constructivism is a sociological concept that describes a reality as a social construction. As a theory, it analyses how social phenomena develop and how an individual makes meaning of knowledge received within a social context. Reality exists only when people agree to create it. Thus, reality is a socially constructed phenomenon.

As Peter L. Berger and Thomas Luckmann argued in *The Social Construction of Reality*, all knowledge, including the most basic, taken-for-granted common sense knowledge of everyday reality, is derived from and maintained by social interactions. They also claim that when people interact, they do so with the understanding that their respective perceptions of reality are related, and as they act upon this understanding, their common knowledge of reality becomes reinforced. Since this common sense knowledge is negotiated by people, human typifications, significations and institutions come to be presented as part of an objective reality, particularly for future generations who were not involved in the original process of negotiation.

There is a general agreement (Adler 1997, 2002; Checkel 1998; Fearon and Wendt 2002; Wendt 1999) that the questioning and building of theoretical elements of constructivism are formed around the following templates:

1. A social reality does not fall from heaven;
2. Human agents construct and reproduce it through their daily practices;
3. Human agents do not exist independently from their social environment and its collectively shared systems of meanings;
4. Social structures and social agents are co-existential actors and re-enforce their collective rules in their social reproduction;
5. Collective norms and understandings define the basic 'rules of the game' in which they find themselves in their interactions.
6. All the shared values and beliefs should be agreed upon by all the members of the community.

In effect, a combination of structures of phenomena include those of the state and community, and collective practical values.

What are the sources of conflict in a community or among individuals?

1. Lack of respect for shared norms and rules of the game by individuals;
2. Inadequate participation of the individuals in the community's affairs;
3. Lack of understanding of the concept and practices related to collectiveness as compared to individualism.
4. Negative effects of liberal globalisation on individuals or communities.

The Green Theory

This is a relatively new theory in the social science disciplines. Within the dominant social paradigm (DSP), it translates to belief in science and technology,

values of the free market and those of individualism, environmental problems which were never key concerns during the Cold War era and even when many countries in developing world, including African countries, gained their nominal independence. It is only since early 1970s that autonomous departments or ministries/secretaries of environments with their own budgets were created within many governments, including those of industrial countries.

Modernisation school of thought, which has supported the assumptions of the DSP emphasised the importance of industrialisation, economic growth, and westernisation in development. However, it neglected the issues of environment until the period in which the symptoms of the environmental degradation started to appear and the rise of environmental activism. In Africa, for instance, the preoccupation of the advocates and supporters of modernization was mostly concentrated on the values and norms of state building, law and order, institutional stability and economic growth. It should be noted that the United Nations various conferences on the environment did play a central role in bringing the development of the green theory to public discourse as a powerful explanatory tool on the basis of the principles and values of natural and social sciences.

One of the problems that the world has been facing vis-à-vis the environment is that unlike military threats, for instance, which are deliberate and require an immediate response, environmental problems are typically unintended, diffuse, trans-boundary, operate over long time-scales, implicate a wide range of actors, and require painstaking negotiations and cooperation among a wide range of stakeholders. No wonder policy analysts describe them as 'wicked' problems because of their complexity, variability, irreducibility, and incidental character. Most environmental risks have crept up, as it were, on a rapidly modernising world as the unforeseen side-effects of otherwise acceptable practices (Dunne *et al.*: 249).

The Green theory is part of the analytical tools of green development, which is a relatively new concern in the debates and policies on the environment. In many institutions of higher learning, the environment and environmental issues were taught in the departments of biological and physical sciences until recently. But what is the theory about? How does it define sources of the conflict? And how do the conflicts manifest themselves? What are their possible, potential and real impacts and implications socially, politically and economically? What are the major concerns about green theory?

Like the liberal or feminist theories, there is no single green theory. Rather, there are green theories. As a result, many movements in the late 1980s, with distinctive character and message of green social and political theory did emerge. The new movements, which started to consolidate their message and voices in 1990s projected the environment as an issue that was interrelated with peace, anti-nuclear campaigns, women, global warming, and economic growth. What

do the green theories explain? What is the foundation of their analysis, arguments and their policy? Finally, what social and political implications do they portend? These questions embody some of the issues that will engage our attention next.

In Europe and the United States, the new movements and emerging green parties articulated their positions based on new green politics, which include ecological responsibility, social justice, non-violence and grassroots democracy. These pillars have provided common platforms for all new green party formations around the world, including Africa, South America and Asia.

Green political theory is both normative and empirical. It challenges both liberalism and socialism for not advancing the causes of the environment; and its normative dimensions put an emphasis on the questions of social justice, rights, democracy, citizenship, the state and the environment. This political theory has also been critical to the capitalist political economy, the enlightenment legacies; ecological, social and psychological effects and cost of modernisation process. They have also questioned the anthropocentric nature of the humans with their instrumental reason used for the manipulation and domination of nature.

Green theories must explain in a systematic manner the sources of the conflict, which are:

1. The contradictions and dysfunctionality of the capitalist economy;
2. The activities of humans related to the domination of nature at all costs;
3. Lack of systematic linkage between development and the environment;
4. Constraints of the State's authority and sovereignty in addressing the environmental issues;
5. Poverty, economic dualism (rural versus urban), and population growth without taking into account the finite limits of resources; and
6. Weak or poor systems of governance.

To address all these issues, a holistic perspective is needed. The relationship must be systematically understood. Hence, green theories emphasize the key tools of science, moral values, and political pragmatism.

Post-colonialism

How does one analyse post-colonialism? What tools, does it provide to analyse the world and how does it define conflict within the world of politics or the society at large?

Post-colonialism is a set of theories or an umbrella theory that seeks to explain the conditions and the structures of external domination and its local or national impact mostly on anthropology, education, literature, religion, history, politics, economics, gender studies, sociology, and human rights studies. As a generalised theory, it is among the most popular theories used in defining both the nature of

social conflict and its progress in historical terms. It is a complex theory that is intended to explain all the conditions, and societal and state structures related to a given situation after the colonial experience. It is a more comprehensive theory as it includes all the dimensions of human experiences and all the disciplines about learning process at a given time after the official period of colonisation. But it is often considered too general, too vague and with too many historically determined values. However, common intellectual and historical claims and their specificities are part of our inquiry.

It is a phenomenon that is found in all the former colonies. This umbrella theory in general deals with central questions of protests, decolonisation or self-determination and political reconstruction or rebuilding. These main items are the core expressions, which are intended to advance the building of a new state, new cultural identities, redefinition of new citizenry and new political territoriality and new international relations and in short new world politics.

Most of the revolutionary theories and political reforms in the former colonies have derived partly from post-colonialism. They bother on nationalism, self-determination, the struggle for independence, the means used to advance the struggle for independence and the outcome of such struggle. It also explains the agencies and the agents of such independence. This is so because they are historically, ideologically and politically founded broad theories. Decolonisation, which is the core element of post-colonialism, requires profound transformation of the former colonial conditions. Before various of the decolonisation processes can take place, the mindset of the former colonial elites must change as decolonisation is first of the mental magnitude, according to Fanon. In addition to the decolonisation of the mind, physical decolonisation of the space means to remake history according to the ambitions associated with independence.

Most theoreticians and advocates of post-colonialism agree about its meanings in the indigenous languages, including the implied nationalism and patriotism. It is a totalising theory built into the history of a critique of imperialism and its means of domination and its structures of oppression. It is an eclectic theory and yet it is the most clearly articulated theory in historical terms.

According to the theory, conflict emerges first on the identification of the characteristics of post-colonialism. The relationship between oppression and freedom is permanently conflicting. For instance, in Africa and many other former colonial regions, although the European colonial powers have physically left the colonized areas in most cases, but the basic structures of the states and the limits of the territoriality they created are still part of the independent states and other institutions they left behind. This situation creates not only institutional conflict but also latent instability within the existing dynamics of political institutions.

Post-colonialism also interrogates the relationship between former colonised countries and the current forms of globalisation. It examines the origins of

globalisation and the interests that its actors embody. When the interest of the states, those of the political elite and their relationship to liberal globalisation that promotes the interests of the former colonial powers through their multinational corporations are unequal, we have a scenario of national imbalance and conflict.

In short, the manifestations of the failures of decolonisation to achieve self-determination creates conflict, irrespective of whether or not there are currently former colonial powers' involvement in advancing their interest in a given country. We have to pose the question of how well or deep the states and the political leadership in the Great Lakes region have been decolonised.

Concluding Remarks

The most important aspect in this chapter is about identifying and discussing value of theories in social sciences. Thus, instead of repeating the importance of each theory of conflict that was developed separately or comparatively, I decided to focus on why in general theory matters in studying the conflict. The examination and classification of conflict in this chapter are based on an interdisciplinary and pluradisciplinary social science research premises, claims and propositions.

Although all the theories discussed in this chapter are interpreted and used differently in the disciplines of social sciences and the humanities, nevertheless, their logical bases, their deductive and inductive arguments and reasoning are similar. Thus, they can be used across the disciplines with a high degree of respectability and confidence. Also, the theoretical framework discussed here is one of the components of the scientific investigation in a research project; and other components being methodologies and the analysis. These two components should be enlightened by the researcher's theory or a theoretical analysis as it clarifies the assumptions related to core issues in a given work.

I concluded and recommended to the participants that this research project being a scientific social science work must be theoretically rigorous, systematic and consistent; and data or any information to be used should be credible; The final analysis should be socially relevant and the conclusion should be conclusive with clear and applicable policy implications.

And furthermore, I articulated that a qualitative theoretical analysis is not enough if it does not have any significant support of any empirical data base. The separation of perceptions from realities are emphasized in each of these theories. Built-in mental images (perceptions) are challenged, as they are distortions of realities.

Various types of statistics packages, theories, and principles can be used to complement, support, clarify and verify our hypotheses and our philosophical assumptions. Whether, it is structural equation model, factor analysis, multilevel models, cluster analysis, latent class analysis, item response theory, survey

methodology or survey sampling, we use them to also measure the quality of the analysis or to measure correlations among variables. Theories of conflict do not operate differently from the assumptions and theoretical imperatives discussed in this conclusion.

References

- Agyeman, Opoku, 2001, *Africa's Persistent Vulnerable Link to Global Politics*, Jose, New York, Lincoln, Shanghai: iUniversity Press.
- Ake, Claude, 1996, *Democracy and Development in Africa*, Washington, DC: The Brookings Institutions.
- Ake, Claude, 1992, *The New World Order: The View from the South*. Lagos: Malthouse Press. Ake, Claude, 1981, *New Colonialism in West Africa*. New York: Monthly Review Press.
- Ake, Claude, 1979, *Social Science as Imperialism: A Theory of Political Development*, Ibadan: Ibadan University Press.
- Amin, Samir, 1990, *Maldevelopment: Anatomy of a Global Failure*, London and New Jersey: United Nations University Press and Zed Books, Ltd.
- Amin, Sami, 1994, *Re-Reading the Postwar Period, An Intellectual Itinerary*, Translated by Michael Wolfers, New York: Monthly Review Press.
- Assie-Lumumba, NDri, 1997, 'Educating Africa's Girls and Women: A Conceptual and Historical Analysis of Gender Inequality,' In Ayesha Iman, Amina Mama, and Fatou Sow, *Engendering African Social Sciences*, Dakar: CODESRIA.
- Dunne, Tim, Milja Kurki, and Steve, Smith, 2007, *International Relations Theories: Discipline and Diversity*, New York and Oxford: Oxford University Press.
- Galtung, Johan, (1958, *Theories of Conflict Definitions, Dimensions, Negations, Formations: the States, the Movements and the Civilizations*, New York: Cambridge University Press.
- Kuhn, T. S., 1970, *Structure of Scientific Revolution*, Chicago: University of Chicago Press. Lenin, Vladimir Ilyich, 1917 and 1987, 'Imperialism, The Highest State of Capitalism,' in *Essential Works of Lenin. 'What Is to Be Done?' and Other Writings*, New York: Dover Publications, Inc.
- Lenin, Vladimir Ilyich, 1917 and 1987, 'Imperialism, The Highest State of Capitalism,' in *Essential Kandundu*, ed.) (2005 and 2006), *Liberal Democracy and Its Critics in Africa*, Dakar/Pretoria/London: CODESRIA/ UNISA/ Zed Books.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi (Ed.) 2005, *Liberalism and Its Critics in Africa: Political Dysfunction and the Struggle for Social Progress*, Dakar, Senegal: CODESRIA; Pretoria, South Africa: University of South Africa Press; London and New York: ZED BOOKS.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 2002, 'Reflections on Liberal Democracy and International Debt Issues in Post-Cold War Africa,' Paper Presented in Kampala, Uganda, for the 10th CODESRIA's General Assembly, 8-12 December.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 2001, 'Political Parties and Ruling Governments in Sub-Saharan Africa,' in Robert Dibia, ed. *The Politics and Policies of Sub-Saharan Africa*, Lanham, Maryland: University Press of America Inc. pp.133-163.

- Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 1998, *The Rise of Multipartyism and Democracy in the Context of Global Change: The Case of Africa*, Westport, CT and London: Praeger.
- Makinson, Larry, 1992, *The Cash Constituents of Congress*. Washington, D.C.: Center for Responsive Politics.
- Martin, Guy, 2002, *Africa in World Politics: A Pan-African Perspective*, New Jersey, Trenton and Eritrea, Asmara: Africa World Press.
- Mazrui, Ali A., 1979, *Africa's International Relations: The Diplomacy of Dependency*, Ibadan, London and Nairobi, Heineman.
- Flyvbjerg, Bent, 2001, *Making Social Science Matter: Why Social Inquiry Fails and How It Can Succeed Again*, New York/Cambridge: Cambridge University Press
- Steans, Jill, 1998, *Gender and International Relations: An Introduction*, New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press.
- Wallerstein, Immanuel, 1984, *The World Politics of the World Economy: The States, The Movements and The Civilizations*, New York: Cambridge University Press.

4

La stratégie de diversification économique des pays des Grands Lacs, facteur de stabilité et de développement : une analyse du Burundi, du Congo et de la République Démocratique du Congo (RDC)

Solange Patricia Makaya Gaboua

Introduction

Contexte

La région des Grands Lacs est marquée par une forte instabilité politique et institutionnelle à cause des conflits sociopolitiques et militaires à répétition. Presque tous les pays de cette région ont connu plusieurs guerres civiles, des coups d'Etat et de nombreux changements de régimes politiques. Les économies des pays des Grands Lacs sont essentiellement fondées sur la production et l'exportation de matières premières, produits faiblement créateurs de la valeur ajoutée. Le niveau des échanges entre ces pays reste faible (entre 1 et 2 %). Le niveau de transformation de leurs matières premières est aussi faible. Le défi du développement pour leurs économies est de parvenir à une diversification économique devant permettre d'élever le niveau des échanges commerciaux dans la sous-région. Pour ce faire, il revient à chacun de ces Etats de définir des stratégies idoines visant à développer leur capacité de production, de transformation et d'exportation.

L'analyse des caractéristiques économiques de ces pays devrait permettre d'établir une corrélation entre stabilité politique et sociale et de dégager des perspectives de développement économique. Dans cette analyse, les échanges commerciaux diversifiés inter-Etats devront devenir le principal levier et vecteur de la stabilité et du développement de la sous-région.

Aussi bien pour tous les trois pays, producteurs et exportateurs de matières premières, la diversification de leurs économies pourrait susciter des avantages comparatifs devant justifier le développement des échanges entre ces pays.

Une économie est dite diversifiée si sa structure productive est diversifiée en un grand nombre d'activités différentes les unes des autres par la nature des biens et services produits (Jean-Claude Berthélemy 2005).

Intérêt de la recherche

Il est d'un grand intérêt d'étudier la stratégie de diversification des pays des Grands Lacs pour plusieurs raisons.

La première raison porte sur l'importance des ressources naturelles de ces pays. En effet, ils sont considérés comme de pays possédant d'importantes réserves de matières premières agricoles, minérales et énergétiques. Or, les économies basées sur les ressources naturelles sont vulnérables et sujettes à des conflits internes et externes liés souvent au partage de la rente minière et pétrolière. La diversification est un moyen pour consolider ces économies et limiter les risques de conflits et d'instabilité politique.

La deuxième raison est qu'il importe d'étudier en profondeur les actions économiques contribuant à la diversification des économies des pays de la région des Grands Lacs afin d'éclairer ce processus qui est d'une grande complexité et qui nécessite des conditions préalables pour sa réalisation et son aboutissement. Quasiment tous les pays d'Afrique, aujourd'hui, sont engagés dans un processus de diversification de leurs activités économiques et souhaitent faire partie d'ici 15 à 20 ans du groupe de pays émergents.

Objectifs

- montrer les caractéristiques de leurs économies et de leur insertion sur le marché régional et international;
- analyser les stratégies de diversification mises en œuvre, les atouts et limites dans les trois pays;
- montrer en quoi la diversification est un facteur de stabilité et de développement économique et social à travers le renforcement des échanges inter-États.

Revue de la littérature

Les stratégies de diversification

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés en septembre 2000 ont été le nouveau cadre de formulation des politiques et des stratégies

de développement par l'ensemble des pays. Le principal but était d'atteindre les objectifs de développement d'ici 2015. La revue à mi-parcours des progrès réalisés a montré que très peu de pays africains avaient réalisé des progrès significatifs. Des modèles économiques adaptés à l'étude des pays en développement ont été développés par plusieurs auteurs pour tenir compte de la spécificité de ces économies en développement. La question sur la diversification économique n'est pas récente, elle fait déjà son apparition dans les années 1930 avec les travaux de Laughlin qui cherche à démontrer que la concentration des activités est à l'origine des crises. Entre 1930 et 1940, on constate un développement rapide des travaux sur la diversification, qui vont s'étendre jusque dans les années 1970 et constituer ce que les économistes dénomment le nouveau paradigme de réflexion sur la croissance et le développement.

Le retard de développement des pays d'Afrique a permis le retour sur la question relative à la diversification économique, à cause des faibles performances économiques des pays, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne (Romer 1990 ; Acemoglu et Zilibotti 1997; Stanley et Bunnag 2001).

D'autres auteurs montrent que la diversification limite l'instabilité politique et institutionnelle du pays car, elle oriente l'économie nationale vers une direction opposée à l'économie de rente, source de conflits permanents au sein de l'élite pour la capture et la redistribution de la rente provenant des ressources naturelles (Collier 2004).

Selon Jean-Claude Berthélemy (2005), l'analyse de la diversification comme moyen de réduire les risques peut être étendue à la question de la vulnérabilité d'une économie ou d'une région face aux changements technologiques ou à l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché. C'est grâce à la diversification de son économie que la Chine et l'ensemble des pays émergents résistent aux fluctuations du marché international.

Imbs et Wacziarg (2003) montrent que la diversification s'accroît avec le développement économique, mesuré par le revenu par habitant, et l'investissement contribue fortement aux dynamiques de la croissance et surtout à l'accroissement de la productivité des nouveaux secteurs économiques¹.

En ce qui concerne les investissements comme facteurs de diversification, on a constaté dans les années 80 une chute rapide des taux d'investissement pour l'Afrique qui sont passés de 24,56 à 17,2 pour cent, tandis que pour la même période, les taux d'investissement de l'Asie et de la Chine ont augmenté respectivement de 22,7 à 29,5 pour cent et de 21,2 à 27 pour cent². Au moment où les pays asiatiques maintenaient cette dynamique des investissements, malgré la crise de 1997, on a constaté un accroissement de leur compétitivité et leur insertion progressive sur le marché international, alors que les pays africains n'ont pas pu soutenir leurs efforts d'investissements, accentuant ainsi leur marginalisation sur le marché international.

La stratégie de diversification peut aussi viser la remontée des filières et la constitution de grappes d'entreprises dans les zones économiques spéciales dans lesquelles l'Etat développe des infrastructures et des services de qualité dont ont besoin les entreprises manufacturières spécialisées dans l'exportation. Les pays en développement, notamment les pays d'Asie et d'Amérique latine, ont effectué des stratégies de diversification qui ont connu des succès. C'est le cas du Chili, de la Malaisie, de la Thaïlande, et récemment de la Chine et de l'Inde (Lepage, AERC 2010). La stratégie de développement de ces nouveaux pays industrialisés avait pour but de remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles en faisant jouer les avantages comparatifs des ressources naturelles, de main-d'œuvre ou d'espace.

Les politiques utilisées dans ces pays ont consisté dans un premier temps à utiliser l'avantage que représente une main-d'œuvre bon marché et disciplinée afin de gagner des parts de marché à l'exportation sur des produits à faible valeur ajoutée (le cas du textile). Puis, dans un second temps, à entreprendre une remontée de filière, c'est-à-dire passer d'une production de biens de consommation à une production de biens intermédiaires et des machines. Il faut souligner que cette stratégie n'est possible que si les salaires restent bas afin de dégager l'épargne suffisante à la remontée des filières. L'Etat était intervenu pour coordonner et favoriser l'industrialisation (infrastructures, scolarité, contrôle et affectation des aides, protectionnisme) et une politique scolaire active, pour obtenir une main d'œuvre qualifiée et un ralentissement de la croissance démographique grâce à la planification familiale.

Une étude récente sur la diversification des exportations des pays de la zone franc entre 1995 et 2007 montre que les pays de la zone franc ayant un revenu par habitant équivalent se distinguent plus par une faible croissance des exportations industrielles que par un faible degré de diversification. Ce qui apparaît comme un facteur de blocage de la croissance des exportations et de l'économie dans son ensemble. Les auteurs constatent aussi que les nouveaux produits d'exportation ont peu contribué à la croissance des exportations totales en raison des difficultés à porter et à promouvoir de nouveaux produits en zone franc, ce qui limite l'émergence de nouveaux produits phares (Cottet *et al.* 2012).

Commerce international

Le commerce international a fait l'objet d'une analyse scientifique au cours du XVIIIe siècle avec les travaux d'Adam Smith, de David Ricardo, puis au XXe siècle par Eli Heckscher, Bertil Ohlin et Paul Samuelson ainsi que Paul Krugman.

A. Smith (1776), en s'opposant aux mercantilistes, évoque deux hypothèses majeures. La première hypothèse est celle de l'avantage absolu (coût de production inférieur aux autres pays) : l'importation est à l'origine d'un gain à l'échange et il convient d'acheter à l'étranger ce qui y est disponible à moindre coût. Réciproquement, l'économie nationale exportera les biens pour lesquels elle

produit dans des conditions plus avantageuses. En revanche, David Ricardo, en 1817, développe la théorie de l'avantage comparatif. Selon cette théorie, un pays peut bénéficier de la spécialisation en produisant les biens pour lesquels il possède un avantage comparatif, et ce, même s'il possède un désavantage absolu pour tous les biens qu'il produit. David Ricardo suppose que le travail est le seul facteur de production et que ce facteur est mobile à l'intérieur du pays, mais immobile internationalement.

Les économistes Heckscher et Ohlin ont basé leur théorie du commerce international sur les différences de dotation en ressources entre les pays. Selon les auteurs, un pays ne va exporter que la ressource ou le bien qui nécessite pour sa production l'utilisation intensive du facteur le plus abondant dans le pays (à bon prix) et importera le bien qui est disponible à moindre coût à l'étranger. Si un pays possède en abondance de la terre, il va se spécialiser dans la production des biens qui nécessitent ce facteur.

La théorie d'Heckscher–Ohlin a été enrichie par l'introduction d'autres facteurs que la dotation des ressources, notamment les coûts de transport, les économies d'échelle et la politique publique qui influent aussi sur l'avantage comparatif. Lorsque l'extraction de la ressource est difficile, les facteurs de production complémentaire peuvent être recherchés comme la technologie, le capital et la main-d'œuvre qualifiée. D'autres auteurs ajoutent des variables qui peuvent influencer sur la structure sectorielle du commerce des ressources naturelles, notamment l'éducation, les infrastructures et les institutions (Lederman et Xu 2007). C'est uniquement lorsque ces éléments de l'avantage comparatif sont présents que le pays qui possède une ressource en abondance va exporter vers un pays riche en capital et en main-d'œuvre qualifiée et importer en échange des biens à forte intensité de capital (Davis 2009). Autrement dit, les pays se spécialisent en fonction de leur avantage comparatif et échangent des biens différents.

L'évolution de la théorie ricardienne, reprise par Heckscher – Ohlin – Samuelson, insiste particulièrement sur la rémunération des facteurs de production qui dépend de la rareté ou de l'abondance de ceux-ci. La théorie de l'avantage comparé fait apparaître le tableau des échanges entre les pays développés, qui produisent les biens manufacturés à forte intensité technologique, et les pays en voie de développement exportateurs des matières premières. Cette image, qui est difficilement soutenable à notre époque, a permis à Paul Krugman de fonder son travail théorique. Il s'agit pour lui de proposer des explications sur l'existence du commerce intra-branches, ce qui l'a conduit à renoncer au principe des avantages comparatifs et à la concurrence parfaite, et à privilégier les rendements croissants comme l'une des raisons de la spécialisation et des échanges. Cette théorie permet d'expliquer les échanges entre pays ayant des dotations en ressources initiales identiques et un niveau technique comparable, d'une part, mais aussi de comprendre le développement des échanges intra-branches.

Une spécialisation trop poussée de ces pays peut entraîner une dépendance vis-à-vis des marchés instables qu'ils ne maîtrisent pas. C'est la situation actuelle du Congo, du Burundi et de la République Démocratique du Congo qui exportent essentiellement des produits primaires. Nous Il est souhaitable que ces pays optent pour un nouveau modèle de diversification basé sur la possibilité de développer le commerce intra-régional dans le cadre de leur intégration.

Il existe une contradiction entre la théorie du commerce international et la diversification. Les théories classiques et néoclassiques du commerce international mettent l'accent sur le fait que les différences de dotations en facteurs incitent les pays à se spécialiser et à exporter des biens et services pour lesquels ils possèdent un avantage comparatif. L'adoption des théories du commerce international en Afrique n'a pas permis le développement des pays africains, et les pays développés sont passés par la diversification pour s'industrialiser et se développer. C'est donc la diversification qui serait un facteur de développement pour les pays en voie de développement et non la spécialisation.

Malgré la similitude des économies de ces pays en termes d'exploitation et d'exportation des matières premières, il devra apparaître une gamme de produits que chacun de ces pays pourra offrir sur les marchés internationaux, à partir non seulement des avantages comparatifs, mais aussi des avantages compétitifs qui en découleront suite à leurs atouts naturels, mais aussi de leurs dotations factorielles.

Questions de recherche

La problématique de la présente recherche s'articule autour des questions suivantes:

- En quoi les économies des pays des Grands Lacs ne sont-elles pas diversifiées?
- Quelle stratégie de diversification peuvent-ils adopter pour stabiliser et développer leurs économies et quel est le gain pour les économies des pays des Grands Lacs?
- Quelles sont les implications politiques de cette étude?

Approche méthodologique

Indicateurs concernant la diversification économique³

Pour répondre à la première question, plusieurs indicateurs seront utilisés afin de faire la démonstration de la non diversification des économies et du faible degré de transformation des produits bruts des pays des Grands Lacs.

1) Le premier est le poids des produits manufacturés dans les exportations de ces pays. Cet indicateur se calcule de la manière suivante:

$$PXPM = VXM/XT*100 \quad (1)$$

PXPM : poids des exportations des produits manufacturés ; VXM : valeur des exportations des produits manufacturés ; XT : exportations totales.

Si cet indicateur est inférieur à 10 pour cent, cela signifie que les exportations sont essentiellement constituées de produits bruts.

2) Le deuxième indicateur est l'indice d'Herfindahl. Il vise à estimer le degré de concentration des exportations d'un pays. Il se formule comme suit :

$$H = \sum s_i^2$$

où S désigne la part des exportations du bien dans les exportations totales, avec la valeur des exportations du bien. Il est ensuite normalisé pour en simplifier la lecture (Cottet *et al.* 2012).

$$H' = H - \frac{1}{n} / 1 - \frac{1}{n}$$

où n correspond au nombre total de biens exportés. Cet indicateur n'est pas à proprement parler un indice de diversification mais, au contraire, un indice de concentration des exportations: il vaut en effet 0 lorsque la diversification est maximale (n biens exportés en quantités égales), et tend vers 1 à mesure que la concentration devient maximale (un seul bien exporté). Interprété en termes de vulnérabilité, lorsque l'indicateur vaut 1, le pays est donc entièrement dépendant d'un unique produit pour ses exportations.

La deuxième question trouve sa réponse dans le calcul de la valeur ajoutée des industries de transformation des matières premières. Des simulations ont été faites pour démontrer en quoi la transformation sur place de certains produits bruts devrait contribuer à un net accroissement des recettes d'exportation des pays des Grands Lacs.

Les différentes formules qui serviront à simuler une valorisation sur place des matières premières locales sont les suivantes :

$$VA = VPF - MPICI \quad (2)$$

$$NR = RMP + VA \quad (3)$$

$$AR = (RN - AR)/AR*100 \quad (4)$$

$$G = NR - AR \quad (5)$$

VA = valeur ajoutée; VPF = valeur du produit fini; MPICI = matières premières et consommations intermédiaires ; RMP = recettes d'exportation sur les matières premières.

AR = accroissement des recettes d'exportation; NR = nouvelles recettes ;

AR = anciennes recettes ; G = gain.

Sur la base des caractéristiques économiques de ces trois pays, il apparaît justifié la possibilité d'une stratégie de diversification sur la base des avantages comparatifs.

Certains avantages comparatifs pourront être transformés en avantages compétitifs au bénéfice de certains pays, notamment dans certains secteurs de base comme celui du bois. La compétitivité est la faculté des entreprises ou des industries d'un pays à conserver ou accroître des parts de marché en comparaison avec d'autres pays.

Les données utilisées proviennent des Banques centrales du Congo, du Burundi et de la RDC. La période retenue est l'année 2010 pour le Congo, 2005 pour le Burundi, et 2009 pour la RDC.

Caracteristiques des économies étudiées

Congo

L'économie congolaise est principalement basée sur l'exploitation et l'exportation de pétrole, une ressource qui représente près de 60 pour cent du PIB et 90 pour cent des exportations. Le commerce extérieur du Congo reste donc dominé par le pétrole brut (90% des exportations). Les autres produits exportés sont le bois brut (5%), le pétrole raffiné et le gaz (3,2 %), le sucre (1,8%).

Malgré la crise économique mondiale, la croissance économique congolaise se maintient⁴ et les perspectives à moyen terme demeurent favorables⁵. Cette croissance économique reste toutefois vulnérable, non inclusive, peu diversifiée et largement tributaire du marché international du pétrole.

Le secteur primaire ne concourt qu'à hauteur de 3,65 pour cent du PIB, dont à peine 3,35 pour cent pour l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche, et 0,30 pour cent pour la sylviculture et l'exploitation forestière.

Le pourcentage de la population occupée dans ce secteur est de 40,3 pour cent, réparti de la manière suivante : 50,4 pour cent pour les femmes et 32,2 pour cent pour les hommes (INS 2012)⁶. Le fort pourcentage des femmes occupé dans ce secteur s'explique par la prédominance des femmes dans l'agriculture.

Le secteur secondaire

Dans son ensemble représente 76,81%. Les industries manufacturières ne représentent que 3,55 pour cent ; celles extractives, notamment pétrolières, comptent pour 69,6 pour cent du PIB. Il convient toutefois de souligner la part non négligeable des BTP qui concourent pour près de 3 pour cent au PIB, avec des taux de croissance soutenus au cours de la période.

La population active occupée dans ce secteur représente 12,7 pour cent dans son ensemble, dont 5,7 pour cent des femmes et 18,4 pour cent des hommes (INS 2012)⁷. Le faible pourcentage des femmes dans ce secteur pourrait s'expliquer par leurs profils de formation qui ne leur permettent pas d'accéder à ce type de métier.

Le secteur tertiaire

Dans l'ensemble, représente 17,82 pour cent. Mise à part l'importance croissante de la branche commerce, restaurants et hôtels, qui concourt pour près de 5,5 pour cent au PIB, la branche transport et communication manque d'envol, puisqu'il ne représente plus que 4 pour cent, malgré les ressources importantes allouées à cette branche au cours de ces dernières années.

La répartition en pourcentage de la population active dans ce secteur se présente comme suit : 49,5 pour cent des hommes et 44 pour cent des femmes, soit 47 pour cent de la population active dans son ensemble (INS 2012)⁸. La forte présence des femmes dans le secteur tertiaire, comparativement au secteur secondaire, est due au fait que l'accès ne dépend pas d'une expertise donnée, notamment dans le secteur du commerce.

L'économie congolaise est fortement tributaire de la branche pétrolière qui n'offre que très peu d'emplois formels (moins de 2000 emplois directs et indirects). Toutefois, le développement des autres secteurs d'activité économique reste conditionné par l'apport de cette branche, qui lui procure l'essentiel des ressources.

Dans cette situation, le pays connaît un déficit d'offre agricole interne se traduisant, entre autres, par « l'insécurité alimentaire », déficit généralement comblé par des importations massives de produits les plus divers.

En outre, il convient de souligner la faible intégration des secteurs d'activité économique : les relations intersectorielles sont au plus bas. C'est un pays, pour l'essentiel, voué à l'activité d'import/export. Les quelques industries de transformation locales restent largement tributaires des importations et n'arrivent pas à développer des marges de compétitivité suffisantes, ce qui traduit une forte vulnérabilité de ces industries, vis-à-vis des chocs extérieurs. Cette vulnérabilité se répercute souvent sur le niveau des prix et donc sur le pouvoir d'achat des ménages

Burundi

L'économie burundaise est essentiellement agropastorale. La répartition du PIB au prix du marché se présente ainsi qu'il suit : le secteur primaire représente plus de 40 pour cent (environ 43%), le secteur secondaire 16 pour cent et le tertiaire 34 pour cent, les impôts et taxes 7 pour cent. La création des richesses dans ce pays est donc essentiellement impulsée par la production agricole comparée au secteur secondaire. C'est une économie rurale, basée essentiellement sur l'agriculture et l'élevage.

Le secteur primaire

La production agricole burundaise est répartie entre les produits destinés à l'exportation, comme le café, le thé et le coton, et les cultures vivrières. L'agriculture

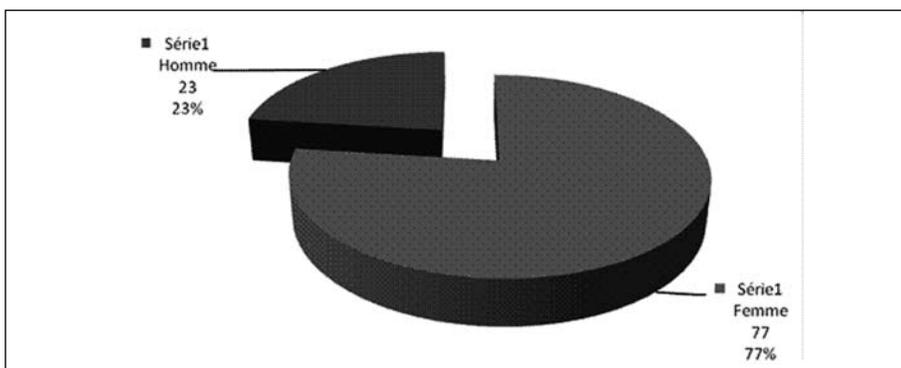
emploi plus de 90 pour cent de la main-d'œuvre. La contribution de la production vivrière au PIB est de 34,3 pour cent et celle du secteur de rente de 2 pour cent. Près de 81 pour cent de la superficie agricole potentielle est mise en culture.

Plusieurs contraintes limitent toutefois les performances de cette filière:

- une atomisation des exploitations agricoles résultant de l'accroissement démographique et de la faible disponibilité d'emplois non agricoles en milieu rural;
- une dégradation des sols causée par une forte exploitation ;
- une faible intensification des systèmes d'exploitation, les maladies des cultures ;
- et enfin les aléas climatiques.

La prédominance de la culture de rente a contribué à la réduction des revenus de nombreux ménages qui vivent désormais dans des conditions de précarité prononcée. Les mauvaises conditions de vie que connaissent les ménages dans les zones rurales ont un impact direct sur la pauvreté des femmes qui n'ont toujours pas accès à l'encadrement agricole, aux intrants et aux infrastructures agricoles.

La production agropastorale, qui représente 50 pour cent du PIB, constitue la ressource la plus importante du Burundi. Les données statistiques montrent que 94,3 pour cent de la population active dépendent de l'agriculture de subsistance. Le secteur agricole occupe près de 60 pour cent de la population active, avec un pourcentage des 77 pour cent des femmes. Le nombre des femmes occupé aux activités de culture et de maraîchage demeure élevé.



Graphique 4.1 : Population active par sexe dans le secteur agricole en pourcentage

Source : UNICEF, analyse de la situation de la femme et de l'enfant au Burundi, 2009

L'élevage

Le cheptel burundais est composé de plusieurs variétés d'espèces parmi lesquelles les bovins, les caprins, les volailles, les ovins et les porcins.

Tableau 4.1 : Evolution du cheptel de 2005 à 2007 (en milliers de têtes)

Libellés	2005	2006	2007
Bovins	395741	433800	479106
Caprins	1194780	1438713	1606717
Ovins	242933	266510	292916
Porcins	169572	178737	189505
Volailles	945318	1142102	1315788

Source : Direction générale de la planification et de la prospective du Burundi

La tendance est à la hausse de chaque catégorie d'animaux. Mais la totalité de la production est destinée à la consommation locale⁹.

En ce qui concerne la dimension genre dans le secteur de l'élevage et de la pêche, les données ne sont pas disponibles. Les femmes s'occupent de la transformation des sous-produits de ce secteur. Dans le domaine de la commercialisation, elles sont moins présentes.

Le secteur secondaire

Le secteur des industries extractives du Burundi est peu développé. L'exploitation du coltan a permis d'impulser une dynamique nouvelle dans le secteur en portant ses exportations à près de 10 pour cent des exportations totales. (A. Monkam 2010). Les contraintes à l'expansion et au développement des industries extractives résident principalement dans l'enclavement du pays, la vétusté des infrastructures de transport et la crise sociopolitique.

Le pays présente un potentiel agroalimentaire important, avec la production des fruits, des légumes et du lait. Le pays pourrait exporter les jus de banane, d'ananas, de fruits de la passion et de tomates dans la sous-région et éventuellement dans le monde.

Malgré l'important potentiel hydroélectrique du pays, le taux d'accès à l'électricité est de 2,1 pour cent en moyenne entre 2007 et 2010, l'un des plus bas du monde et la consommation moyenne ne dépasse pas 23 KWH/habitant/ an (profil Genre du Burundi, 2011, p.39).

Le secteur tertiaire

L'économie burundaise, longtemps tournée vers le secteur primaire, s'oriente vers le secteur de services qui se développe rapidement. Il a représenté 40 pour cent du PIB en 2013 (BAFD et OCDE 2014). En ce qui concerne l'emploi formel et informel dans l'ensemble des secteurs, les hommes et les femmes y participent. On trouve : 19 pour cent des femmes dans la fonction publique, 27 pour cent dans le secteur paraétatique, 28 pour cent dans le secteur privé et 70 pour cent

dans le secteur informel, notamment l'agriculture et l'artisanat (Profil Genre, p. 42). Même si le code de travail prône l'égalité, l'accès des femmes à l'emploi salarié est très limité.

RDC

La situation économique qui s'était dégradée suite aux turbulences socio-politiques a amorcé, depuis 2002, une phase de croissance, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB de 5 pour cent. L'activité économique de ce pays est soutenue en grande partie par les secteurs de l'agriculture (57,9%), des mines (14%), le commerce de gros (22%) et la construction (9%). Avec cette répartition sectorielle, le secteur agricole apparaît comme le principal pourvoyeur d'emplois (près de 66 pour cent de la population active). Les principaux produits exportés par la RDC sont : le cuivre, le cobalt, le coltan, le diamant et l'électricité¹⁰. La RDC exploite d'importants gisements de minerais et dispose d'une cinquantaine de minerais recensés, dont à peine une douzaine est exploitée.

Le secteur primaire

La RD Congo renferme le plus grand couvert forestier d'Afrique centrale, avec 128 millions d'hectares de forêts humides, soit 47 pour cent du massif forestier tropical. Le bois, qui peut contribuer davantage au revenu du pays, est malheureusement exporté à l'état brut (en grumes), ne pouvant générer qu'une très faible valeur ajoutée.

Le manioc est la culture la plus pratiquée en RDC et fait partie de l'aliment de base pour sa population. La stratégie du gouvernement est d'inciter à la transformation de ce produit dont les dérivés (l'amidon, le gari, la farine panifiable, l'atchéké, le tapioca, etc.) font l'objet des échanges entre pays de la sous-région et avec ceux de la CEDEAO. Dans le secteur primaire, les femmes sont les plus actives (70%). Dans le sous-secteur agricole, les femmes représentent 52 pour cent, mais les hommes, à un degré moindre (48%), y sont également actifs (Asdi 2009).

Le secteur secondaire

La RDC dispose de trois cimenteries dont deux dans le Bas-Congo et une dans le Katanga. Il est le 4ème producteur mondial de diamant. Cette activité constitue la majorité des exportations (717 millions d'USD, soit 52 pour cent des exportations en 1997).

L'industrie d'emballages est très peu développée en RDC. Quelques usines implantées à Kinshasa produisent des sacs en polypropylène (TISSAKIN), des cartons (PEGAL) et des flacons et emballages en plastique. Les PMI, qui œuvrent dans la production de boissons (laiterie, eau et jus), connaissent des ruptures de

stock de flacons. On note aussi l'existence de savonneries, d'entreprises textiles et des industries agroalimentaires produisant du beurre, du lait, des boissons, des entreprises pharmaceutiques, etc., filiales de grands groupes multinationaux.

Le secteur tertiaire

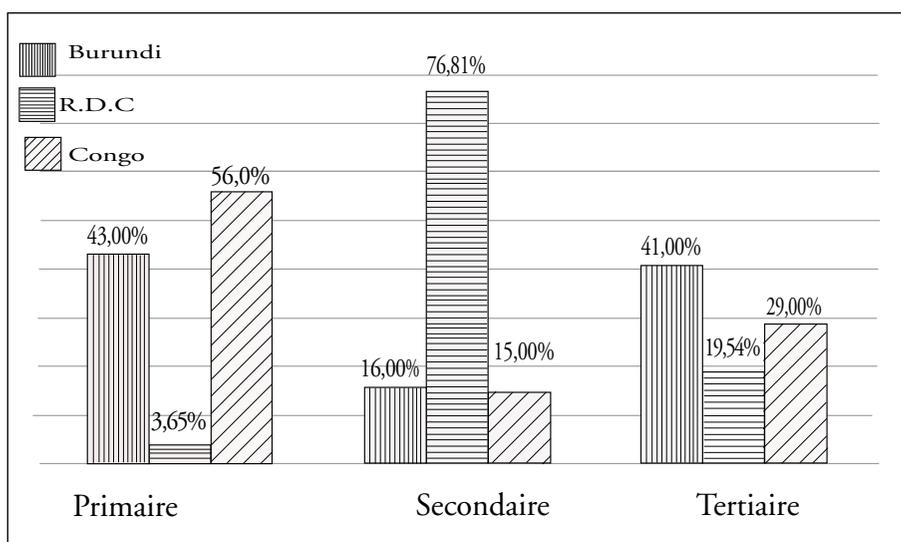
Dans le secteur du commerce et des services, les femmes représentent 25% de la population active.

Le poids des secteurs d'activités, les atouts et limites dans les trois pays

Sur la base de l'approche comparative, on peut constater que le secteur primaire possède un poids relativement important en RDC et au Burundi (56% et 43%), alors qu'il est très réduit au Congo (3,6%). Cela peut s'expliquer par le déclin du secteur agricole au Congo.

Le secteur secondaire se présente en revanche de façon différente. Il a un poids très important au Congo (76,8%) et faible en RDC et au Burundi (16% et 15%). Cette situation s'explique par la place dominante du secteur pétrolier au Congo.

S'agissant du secteur tertiaire, le contraste est moins accentué. Ce secteur dispose d'un poids relativement important au Burundi (41%), comparativement en RDC (29%) et au Congo (19,5%).



Graphique 4.2 : Répartition sectorielle

Source : Auteur, à partir des données du programme régional d'appui au développement du secteur privé pour les pays d'Afrique centrale, avril 2012.

Le tableau 2 ci-dessous montre les principales productions des trois pays et analyse les atouts et limites que présente chaque pays.

Tableau 4.2 : Principaux produits, atouts et limites des économies étudiées

Pays	Principale production	Atouts	Limites
Burundi	Thé, café, coton	Ressources agricoles Monnaie nationale	Capital humain(F) Réseau de transport et de communication(F) Qualité des institutions (F)
Congo	Pétrole, bois, sucre	Ressources naturelles Terres agricoles Enorme réseau hydraulique	Capital humain(F) Réseau de transport et de communication(F) Qualité des institutions(F) Manque de souveraineté monétaire
RDC	Cuivre, diamant, bois, cobalt, argent, uranium, coltan, or, étain, tungstène, manganèse	Importantes ressources naturelles Terres agricoles abondantes Plusieurs essences forestières Monnaie nationale	Capital humain(F) Réseau de transport et de communication (F) Qualité des institutions(F) Dollarisation de l'économie

Source : Auteur, à partir des données du programme régional d'appui au développement du secteur privé pour les pays d'Afrique centrale, avril 2012. NB. F=faible

Malgré des taux de croissance élevés, ces pays enregistrent une hausse de la pauvreté par manque de redistribution équitable des richesses et à cause du faible niveau d'investissement. La situation sociale est préoccupante dans ces pays où l'on constate une croissance sans création d'emplois. La principale explication est l'insuffisance du niveau de création de richesses et des politiques de redistribution inefficaces pour booster un développement économique et social. Ce sont des économies qui génèrent peu d'emplois formels du au niveau élevé du secteur informel et par le poids important de l'agriculture de subsistance.

Le Congo, dont les exportations sont très concentrées, est également le pays qui présente un niveau de sophistication plus important. Même si le pétrole constitue le principal produit d'exportation, ce pays arrive quand même à exporter des produits transformés, même si ces produits sont encore minoritaires (pétrole raffiné, sucre, bois transformé, butane, méthane).

Le Burundi et la RDC ont des exportations moins concentrées, mais la transformation reste faible. L'économie de la RDC reste caractérisée par la

prépondérance du dollar américain comme instrument de mesure, moyen de paiements et réserve de valeur. Selon la Banque centrale(2010), près de 90 pour cent des dépôts en banque sont libellés en dollars américains tandis qu'au moins 95 pour cent des crédits sont octroyés dans cette même devise.

Stratégies de diversification mises en œuvre dans chaque pays : atouts et limites

Les politiques de développement adoptées dans les différents pays dénommés Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) sont composés d'un certain nombre d'axes. Ces différents axes et priorités proviennent des DSRP des pays étudiés.

Les stratégies de Réduction de la Pauvreté mise en œuvre dans les trois pays

- Axe 1 : Amélioration de la gouvernance et consolidation de la paix et de la sécurité

Le Congo à travers son gouvernement, veut développer un programme dont l'objectif est de permettre à ce pays d'avoir un meilleur fonctionnement des institutions, des politiques sectorielles pertinentes dans le cadre du développement durable.

Le Burundia opté comme stratégie le renforcement de la primauté du droit et de la justice ainsi que la culture démocratique, la promotion d'une administration efficace, la mise en œuvre de la politique de décentralisation, d'un système de gestion transparente des finances publiques, du désarmement de la population civile afin de lutter contre la prolifération des armes légères.

En ce qui concerne la RDC, le DSRP-2 (2011-2015) fait suite au DSRP-1 (2006-2010) qui repose sur quatre piliers. Pour l'axe 1, la priorité concerne le renforcement de la gouvernance et la consolidation de la paix.

- Axe 2 : Promotion de la croissance et de la stabilité

Le Congo souhaite avoir une croissance qui bénéficie aux couches sociales les plus pauvres par la valorisation et la promotion des ressources naturelles en intégrant l'ensemble des secteurs porteurs de croissance (pétrole, forêt, agriculture, etc.).

Pour le Burundi, les priorités suivantes ont été retenues : la redynamisation des secteurs dotés d'un potentiel de croissance (cultures vivrières, secteurs d'exportation), la relance du secteur privé, la réhabilitation et la modernisation des infrastructures de transport, de production d'énergie et de télécommunication, et le rétablissement de l'équilibre macroéconomique.

Pour l'axe 2, la RDC préconise la diversification de l'économie en vue d'une accélération de la croissance et de la création d'emplois.

- **Axe 3 : Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base**

L'objectif ici, pour le Congo est de garantir l'accès de l'ensemble de la population à une éducation de qualité, d'améliorer leur état de santé, de satisfaire les besoins alimentaires des populations, d'améliorer l'accès à l'eau potable, aux logements décentes et le cadre de vie des populations.

Le Burundi, pour cet axe, a identifié les priorités dans les secteurs de la santé et de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement, de la planification urbaine ainsi que de la fourniture de logements décentes.

La RDC, pour cet axe, veut améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base et le capital humain.

- **Axe 4 : Environnement social et intégration des groupes vulnérables**

L'objectif, pour le Congo, ici, est d'étendre la protection sociale à l'ensemble de la population.

La RDC, pour cet axe, a retenu comme priorité la protection de l'environnement par des mesures visant à réduire l'impact du changement climatique.

- **Axe 5 : Lutte contre le VIH/SIDA**

Pour le Congo, il s'agit, pour cet axe, de réduire la prévalence du VIH/SIDA au sein de la population.

Le Burundi veut réduire la propagation du VIH/SIDA par la prévention et la fourniture des soins aux malades.

Les nouvelles politiques de développement

Pour chaque pays, l'analyse sera limitée à quelques secteurs d'activités.

L'agriculture et la chaîne agroalimentaire

Compte tenu des perspectives régionales et internationales du marché et de ses atouts, le Congo envisage d'asseoir sa stratégie de diversification basée sur la création des grappes de compétitivité (clusters). La stratégie du Congo, dans le secteur agricole, consiste dans le développement de l'agriculture à travers la mise en place des villages modernes, l'importation des machines agricoles, la création des stations de mécanisation en vue de l'amélioration des rendements.

Le Burundi se propose de faire de la modernisation et de la diversification de l'agriculture et de l'élevage une des priorités de la croissance économique.

La vision du développement de la RDC se matérialise à travers la stratégie harmonisée du secteur agricole et rural, adoptée en avril 2010, dont les axes stratégiques se déclinent comme suit : (i) améliorer l'accès aux marchés et aux infrastructures rurales ainsi que les capacités commerciales ; (ii) développer la production végétale, animale, halieutique et artisanale ; (iii) renforcer la gouvernance ainsi que les capacités institutionnelles et des ressources humaines ; (iv) organiser le monde rural en structures autogérées et assurer le financement du secteur.

Le pétrole et les hydrocarbures

La stratégie de diversification dans ce secteur consiste dans l'accroissement de la part du pétrole raffiné dans les exportations du Congo. La branche représente près de 70 pour cent du PIB, ce qui expose l'économie à des fluctuations du marché.

En République Démocratique du Congo, la production a régressé de 8,5 pour cent en 2010, soit 8,6 millions de barils (soit près de 30000 barils/jours), contre 9,4 millions en 2009. Cette contre-performance s'explique par le retard pris dans les travaux de reconditionnement de certains puits pétroliers.

Les mines

Le secteur minier est en plein développement en République du Congo. Il contribue à la diversification de l'économie et est susceptible d'accélérer durablement la croissance. Le Congo s'efforce également de développer ses infrastructures de transport et d'énergie afin de favoriser le secteur minier.

Au Burundi, l'Etat envisage de promouvoir le secteur minier en tant que composante importante de la croissance économique. Pour ce faire, un code minier attractif sera élaboré afin d'attirer les investisseurs étrangers pour l'exploitation des gisements qui ont fait l'objet d'une étude de faisabilité. Parallèlement, les recherches seront intensifiées sur les sites où les traces ont été identifiées et dont les études doivent être actualisées. Mais actuellement, sa production ne se limite qu'à la production de la cassitérite et au coltan, alors que son sous-sol regorge de nombreux minerais.

La RDC compte parmi les géants miniers actuels du monde. En effet, son sol et son sous-sol regorgent d'énormes potentialités inégalement réparties sur l'ensemble du pays. En effet, jadis moteur de l'économie nationale, le secteur minier a connu une grande régression pendant la décennie 90. Selon les statistiques de la Banque Centrale de la RDC, pour la même période, la part des industries extractives représente 45 pour cent du PIB, dont 38,91 pour cent pour le secteur minier. En 2013, le secteur minier représente plus que 13,6 pour cent du PIB et 14 pour cent des exportations du pays (CEEAC 2013).

Technologies de l'information

Le développement des technologies de l'information et de la communication est une composante importante de la croissance économique et de la création de nouveaux emplois au Burundi. Cette volonté sera matérialisée à travers une politique qui aura pour objectif de permettre aux Burundais d'accéder aux techniques modernes de l'informatique et de la télécommunication, de développer le secteur des services et la formation de l'expertise nationale.

La vision du gouvernement de la RDC par rapport à ce secteur consiste à améliorer significativement la contribution de la poste et des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au développement économique et social du pays, conformément à la stratégie de développement du secteur des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication adoptée par le pays.

Services

Les réformes au Burundi concerneront également la restructuration du système financier et fiscal qui constitue un goulot d'étranglement sérieux à l'essor du secteur privé. Les codes du commerce, des sociétés et des investissements seront également revus afin de les adapter à l'environnement des affaires. La participation d'un secteur privé bien structuré et efficient sera un des objectifs fondamentaux du Burundi afin de créer non seulement une classe moyenne d'opérateurs économiques, mais également de développer la base d'une croissance économique forte et durable, source de création de richesses et d'emplois.

Infrastructures

Le Burundi accordera une priorité aux infrastructures économiques sans lesquelles le pays ne pourra pas réaliser la croissance économique accélérée souhaitée.

Pays enclavé, son atout réside dans la densité du réseau routier national et sa position géographique. Au carrefour de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale et au centre de la région des Grands Lacs, le Burundi peut être la plaque tournante de la sous-région reliant la partie australe du continent via le Corridor Sud vers Durban en Afrique du Sud, l'océan Atlantique par le chemin de fer via Kalémie en RDC vers le port de Matadi, l'océan Indien par le Corridor Nord vers Mombassa et par le Corridor Central vers Dar-Es-Salaam.

C'est la même tendance au Congo et en RDC qui accusent un déficit important en infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques, etc. Les pays ont décidé de consacrer la plus grande partie de leurs ressources dans la réalisation des infrastructures.

A la fin de la guerre froide, les pays, par l'intermédiaire des Institutions de Bretton Woods, ont adopté des politiques de développement consignées dans des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté, dont l'objectif principal est la réduction de la pauvreté. Malgré l'adoption de ces politiques, la situation économique et sociale de ces pays ne s'est pas améliorée, le niveau de pauvreté n'a pas baissé de façon significative. Les insuffisances constatées dans les DSRP ont occasionné la mise en place des Documents stratégiques pour la croissance et l'emploi dans le but de promouvoir la croissance tout en réduisant la pauvreté (croissance pro-pauvre). Malgré ces stratégies en cours, la forte croissance observée dans ces pays n'a pas encore eu des effets réels sur la réduction de la pauvreté.

Diversification, commerce intra-régional et développement

Il existe dans les pays des Grands Lacs d'importantes possibilités qui permettent de développer le commerce régional et de réaliser leur développement, mais ces opportunités ne sont pas encore exploitées.

Caractéristiques du secteur industriel au Burundi, au Congo et en RDC

Evolution du secteur industriel par pays

Sur la base des données disponibles et d'une étude récente réalisée par la CEA (2013), nous analyserons le niveau d'industrialisation de ces trois pays.

Tableau 4.3 : Situation du secteur de l'industrie au Burundi, Congo et RDC

	Taux de croissance annuelle moyenne de la VAM(%)		Taux de croissance annuelle moyenne du PIB du secteur non manufacturier		Degré d'industrialisation ou VAM par habitant à prix constant (2000) US \$			VAM en pourcentage du PIB en dollars courant		
	2000-2005	2005-2010	2000-2005	2005-2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Burundi	3,32	1,57	2,10	4,27	8,21	8,44	22,0	7,72	8,40	13
Congo	11,85	5,48	3,33	4,80	34,95	55,58	198,3	3,48	5,10	7
RD Congo	4,78	6,43	4,37	5,37	4,05	4,09	13,5	4,76	4,59	7
Afrique	3,24	5,19	4,84	5,44	65,87	68,92	78,60	11,20	10,53	10,37
Pays développés	6,74	7,06	4,95	5,88	254,20	322,00	430,09	19,47	20,57	21,66

Source : Rapport final CEEAC (2013) sur la stratégie de développement du secteur industriel de l'Afrique centrale. Etat des lieux et diagnostic, p.24

Parmi les indicateurs qui permettent de comprendre le niveau du développement industriel, on peut retenir le degré d'industrialisation en tenant compte de la Valeur ajoutée du secteur manufacturier (VAM) et de la croissance industrielle et du taux de croissance annuelle cumulé de la VAM par habitant. Le degré d'industrialisation ou VAM par habitant permet de déterminer les pays qui ont une capacité manufacturière nettement élevée ou supérieure à la moyenne africaine (\$100), de même que ceux qui n'ont pas encore d'activité manufacturière de réelle importance (CEEAC 2013).

La croissance industrielle, en tenant compte du taux de croissance annuelle de la VAM, permet de déterminer les pays qui s'industrialisent avec le plus de dynamisme, ainsi que ceux dont l'industrialisation stagne ou régresse. Les pays dont la croissance est supérieure à 2,5 pour cent (niveau 3,5 fois plus élevé que la moyenne africaine) sont considérés comme ayant une croissance très élevée (CEEAC 2013).

Sur la base de ces indicateurs, la CEEAC a classé les pays de la région en quatre groupes.

Le premier groupe est celui des pays en progrès, dont le niveau d'industrialisation est relativement élevé et une croissance industrielle peu élevée.

Le second groupe est celui des pays en rattrapage, qui connaissent une croissance industrielle très élevée et un niveau d'industrialisation relativement supérieur à la moyenne africaine.

Le troisième groupe est celui des pays en retard, qui ont un niveau d'industrialisation relativement satisfaisant, mais qui ne sont pas parvenus à un niveau de croissance industrielle qui permettent d'améliorer suffisamment la situation.

Le dernier groupe est celui des pays qui sont encore à une phase initiale caractérisée par un niveau d'industrialisation et une croissance industrielle très faible.

Selon la classification de la CEEAC, le Congo se trouve dans la catégorie des pays en retard, c'est-à-dire le troisième groupe. C'est un pays producteur de pétrole, ayant connu des troubles sociopolitiques et dont le secteur industriel est encore embryonnaire. Le Burundi et la RDC sont classés dans le dernier groupe de pays. L'économie burundaise dépend du secteur rural, et la RDC, malgré la grande richesse du sous-sol, ne profite pas de cette richesse pour amorcer le développement industriel.

L'industrie joue un rôle stratégique dans le développement d'un pays, car c'est une source de demande pour les autres secteurs ; il peut avoir un effet d'entraînement sur le développement des autres secteurs tels que les banques, le transport, les assurances, les télécommunications, l'agriculture, etc.

La performance industrielle des trois pays

La diversification des exportations suppose de créer de nouvelles lignes d'exportations et de les promouvoir, mais aussi d'accroître et de maintenir les montants des produits qu'on exporte. A revenu par habitant semblable, les pays de la zone franc se distinguent davantage par une faible croissance des exportations industrielles que par un faible degré de diversification. Cette particularité apparaît comme un facteur de blocage de la croissance des exportations et de l'économie en général. La promotion des nouveaux produits va donc dépendre des performances des exportations traditionnelles (Cottet *et al.* 2012).

Au niveau industriel, l'innovation et la productivité sont des facteurs de compétitivité. Les entreprises qui subsistent dans ces pays ont du mal à trouver des financements pour développer leurs activités, ni les capacités financières pour s'adonner à la recherche et se procurer des équipements pour être concurrentiels sur le marché international. Ces facteurs réunis ne permettent pas aux entreprises d'être compétitives, ni de vendre leurs produits sur les marchés extérieurs.

Tableau 4.4 : Indicateurs de performance industrielle par pays en 2010

	Part des produits de moyenne ou haute technologie dans la VAM	Capacité d'exportation des produits manufacturés	Intensité de l'industrialisation ¹¹
Burundi	2	0,91	7,5
Congo	5	1,08	6
R D Congo	8	1,34	7,5
CEEAC	7	2,18	7,15

Source : Rapport final CEEAC (2013) sur la stratégie de développement du secteur industriel de l'Afrique centrale. Etat des lieux et diagnostic, p.82

L'intensité de l'industrialisation qui permet à la fois de connaître le degré d'industrialisation de l'économie et la qualité du tissu industriel dans les pays se situe autour de 7,15 au sein de la CEEAC. Soulignons que seul le Cameroun a une intensité de l'industrialisation se situant à 13,3. La moyenne par pays montre un faible développement du secteur industriel. Ces pays doivent changer leurs structures de production pour que leurs économies soient moins dépendantes des fluctuations de cours des matières premières.

Des économies faiblement diversifiées

Le poids des produits manufacturés dans les exportations

Tableau 4.5 : Contribution des différentes branches à la formation du PIB en 2010

	Burundi %	Congo %	R D Congo %
Part des industries extractives dans le PIB	1,1	70,3	13,5
Hydrocarbures	0,0	70,3	2,0
Mines	1,0	0,0	11,5
Part VAM dans le PIB	13,0	7,1	6,5
Contribution des branches à la VAM			
Industries alimentaires	70,0	37,0	30,0
Industries chimiques et pétrochimiques	13,8	18,0	6,0
Industries du bois et des produits dérivés (fabrication des meubles, papier imprimeries)	7,4	35,2	11,1
Industries textiles, vêtements, cuir	0,0	0,0	42,9
Industries métallurgiques	0,0	2,1	0,0
Fabrication des machines, équipements, matériels de transport	0,0%	3,5%	0,0%
Fabrication matériaux de construction, autres industries	0,0%	4,3%	9,8%

Source: CEEAC (2013), Rapport final CEEAC (2013) sur la stratégie de développement du secteur industriel de l'Afrique centrale. Etat des lieux et diagnostic, p.62.

Le tableau 5 montre une faible diversification de la structure productive, qui se traduit par une contribution sectorielle du PIB déséquilibrée. Le Congo, pays producteur du pétrole, est marqué par une prédominance de l'industrie extractive, avec une faible contribution des autres secteurs tels que l'agriculture. Le Burundi, pays non pétrolier, a une contribution de l'agriculture plus importante par rapport aux autres secteurs. En RDC, on voit la prédominance du secteur textile.

Une étude récente publiée en octobre 2010 conjointement par le bureau du Conseiller spécial de l'ONU pour l'Afrique, par l'OCDE et le NEPAD « *Economic Diversification in Africa: A Review of Selected Countries* » examine les facteurs de diversification dans les pays d'Afrique. L'étude recense six principaux facteurs de diversification qui pourrait inspirer les gouvernants des différents pays.

- Les gouvernements doivent établir un climat propice aux affaires, notamment un cadre réglementaire, porteur des mesures d'incitation pour le commerce international et une aide aux pôles économiques qui contribuent à la diversification.
- En raison de sa taille modeste et de ses difficultés d'accès aux capitaux, le secteur privé de l'Afrique a besoin de l'appui des pouvoirs publics pour tirer parti des opportunités, stimuler l'innovation et élargir ses activités.
- Le développement d'activités locales de transformation des ressources naturelles est de nature à stimuler la diversification et les recettes minières peuvent financer d'autres secteurs d'activité.
- Pour compenser la taille modeste des marchés nationaux, l'intégration régionale est indispensable, notamment en vue d'atténuer les obstacles qui freinent les échanges régionaux et d'investir dans l'infrastructure régionale.
- Les capacités institutionnelles et les ressources humaines doivent être renforcées.
- Une plus vaste coopération internationale permettrait aux partenaires, émergents et de longue date, de développer les marchés d'exportation des produits africains par le biais d'accords commerciaux favorables et d'investissements dans l'infrastructure économique de l'Afrique.

Relation entre commerce intra-régional, diversification et développement

Les économies et les marchés de ces pays sont de petite taille, enclavés, exception faite pour la RDC. Relier les différents marchés permettra d'augmenter les possibilités d'investissement et de croissance au-delà des villes. L'intégration régionale peut jouer un rôle important pour accélérer le développement dans les trois pays. La croissance économique de ces pays, basée sur l'exportation de leurs matières premières sur les marchés extérieurs, n'a eu que peu d'impact sur la baisse du chômage (particulièrement chez les jeunes) et de la pauvreté. Ces pays doivent avoir pour objectif non seulement de diversifier la gamme de leurs

exportations, mais aussi de penser à la transformation de leurs matières premières de manière à réduire la dépendance par rapport aux produits de base et à mettre en place des politiques qui permettront à la majorité de la population de participer aux échanges. Pour pouvoir satisfaire les besoins alimentaires de la population galopante de ces pays et alimenter les centres urbains, il est nécessaire de créer pour ces produits des marchés intra-régionaux. En dehors des produits agricoles, d'autres opportunités d'échanges peuvent exister à partir de la fabrication des produits manufacturés.

Les régions à excédents vivriers et celles à déficit vivrier, à cause des différences qui existent au niveau des saisons et des structures de production, peuvent développer des échanges. La valeur marchande de la production de denrées alimentaires de base africaine est d'au moins 50 milliards de dollars par an, ce qui représente l'équivalent de trois quarts de la valeur totale du produit agricole (Banque mondiale 2008).

Une enquête menée par la Banque mondiale en 2012 sur les commerçants exerçant le commerce entre la RDC et le Burundi, entre la RDC et le Rwanda et entre la RDC et l'Ouganda, montre que la majorité des commerçants sont des femmes (85%). Cette enquête a montré qu'elles versent régulièrement des pots de vin aux agents de sécurité, et font l'objet de harcèlement répété. C'est un commerce risqué, mais qu'elles ne peuvent abandonner parce que les recettes issues de ce commerce représentent la principale source de revenu du ménage. Ces commerçantes subissent donc régulièrement différentes formes de violences. Ce climat d'insécurité économique et physique compromet la source de revenu de ces ménages, mais aussi pose le problème de l'accès de cette couche sociale aux crédits et à l'information sur la réglementation commerciale (Paul Brenton *et al.* 2012).

Le commerce régional en Afrique présente de grandes possibilités de développement, mais qui demeurent encore inexploitées. Pour attirer les investissements dans les industries agro-alimentaires, manufacturières et les activités de services, il faut réduire les coûts de transaction qui peuvent limiter la capacité des entrepreneurs africains à se déplacer, à investir et à échanger des biens et services entre les différents pays.

Le secteur manufacturier peut ouvrir des perspectives importantes pour le développement du commerce intra-régional, car, au fur et à mesure que le revenu par habitant augmente, le modèle de consommation de la population se modifie. Les produits transformés peuvent offrir des perspectives intéressantes pour l'exportation et pour booster la croissance du commerce.

La plupart des économies des pays des Grands Lacs se caractérisent par une croissance élevée par rapport à la moyenne mondiale. Cette augmentation de revenus dans ces pays est propice au développement des échanges transfrontaliers dans les produits manufacturiers de base (matières en plastique) qu'il est coûteux

d'importer des marchés extérieurs. Le commerce transfrontalier des services est un secteur en pleine expansion qui peut être exporté et améliorer l'accès des populations et des sociétés à des services moins coûteux et plus diversifiés.

La situation géostratégique de la RDC, avec 9 pays voisins, membre de quatre communautés économiques régionales, lui confère un important rôle à jouer dans la région. En dépit des atouts de ce positionnement et malgré la libéralisation accrue du commerce international, les performances du pays en matière d'intégration commerciale restent faibles, la part de l'Afrique dans les exportations de la RDC représentant, en valeur, moins de 10 pour cent du total des échanges du pays. Le mauvais état des infrastructures portuaires, électriques et d'interconnexions routières, l'inefficacité et le coût élevé des services de transport et les innombrables tracasseries et prélèvements imposés par une multitude d'institutions entravent la réalisation des avantages de l'intégration régionale. Ces obstacles au commerce transfrontalier ont rendu ces échanges les plus lents, les plus onéreux et les plus risqués du continent. Les procédures transfrontalières prennent en moyenne 44 jours pour les exportations et 63 jours pour les importations, soit respectivement 12 et 15 jours de plus que la moyenne des autres pays de l'Afrique subsaharienne.¹²

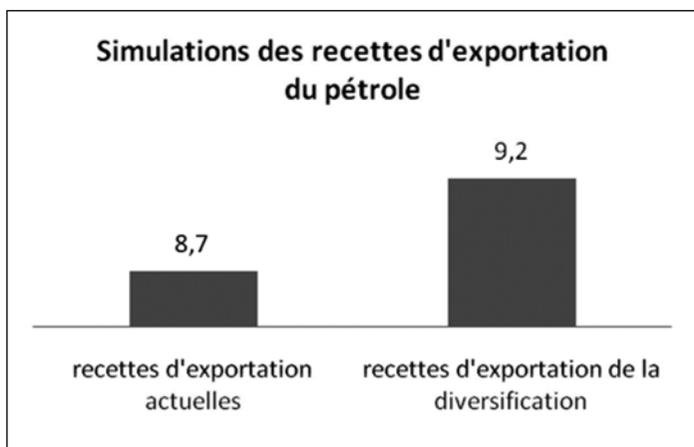
Le raisonnement souvent avancé est que l'intégration régionale dans les pays d'Afrique n'est pas très efficace, parce que les pays possèdent les mêmes ressources naturelles. Cela ne se justifie pas, parce que l'on ne tient pas compte des possibilités d'échanges transfrontaliers entre les différentes régions.

Les gains de la diversification

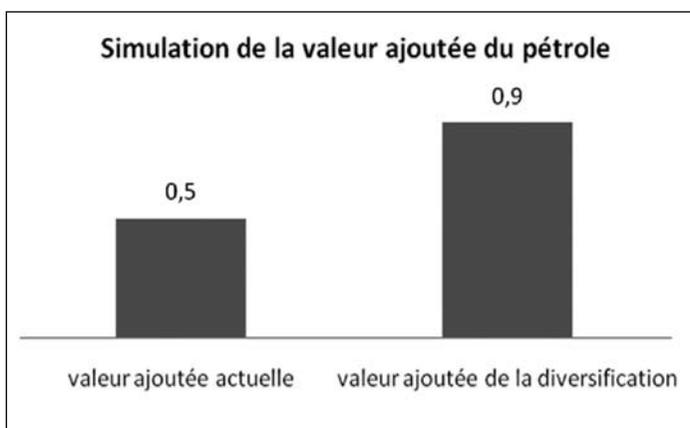
La stratégie de diversification, si elle est appliquée de façon effective et méthodique, comporte des gains substantiels pour l'économie nationale, comme le montrent clairement les simulations que nous avons faites. Ces simulations se basent sur les formules contenues dans l'approche méthodologique de cette recherche et se fondent sur la stratégie de transformation locale des matières premières. En effet, la diversification peut revêtir une orientation horizontale (élargissement de la gamme des produits) et/ou verticale (transformation des produits bruts en produits semi-finis et finis et remontée des filières).

Congo (2010)

La stratégie de diversification dans le secteur pétrolier du Congo montre que le gain qui découle de cette stratégie est élevé. Les recettes générées passent de 8,7 milliards de dollars à 9,2 milliards de dollars, comme le montrent les simulations reproduites dans le graphique suivant.



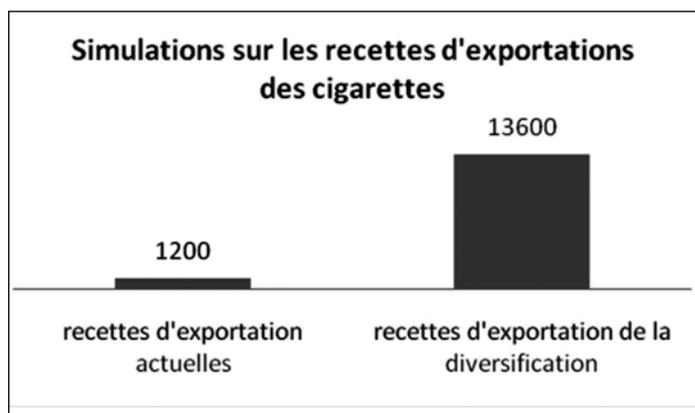
Graphique 4.3 : Simulations des recettes de la diversification du pétrole (en milliards de dollars)



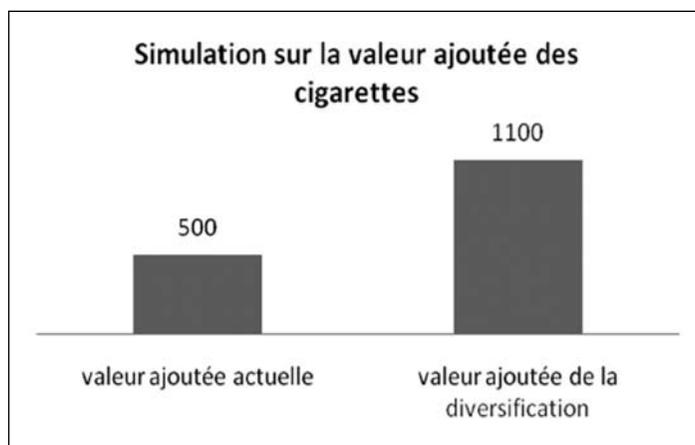
Graphique 4.4 : Simulation de la valeur ajoutée de la diversification du pétrole (en milliards de dollars)

Burundi (2005)

Les estimations montrent que si le tabac est transformé sur place, les recettes d'exportations ainsi que la valeur ajoutée passeront de 1,2 milliard de francs burundais à 13,6 milliards francs burundais.



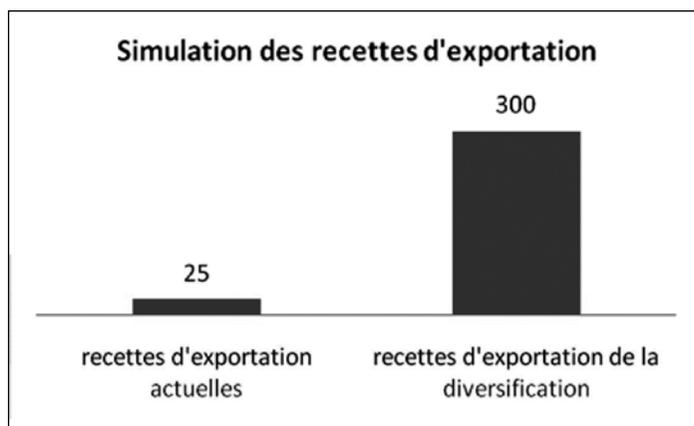
Graphique 4.5 : Simulations des recettes d'exportations des cigarettes (en millions de francs burundais)



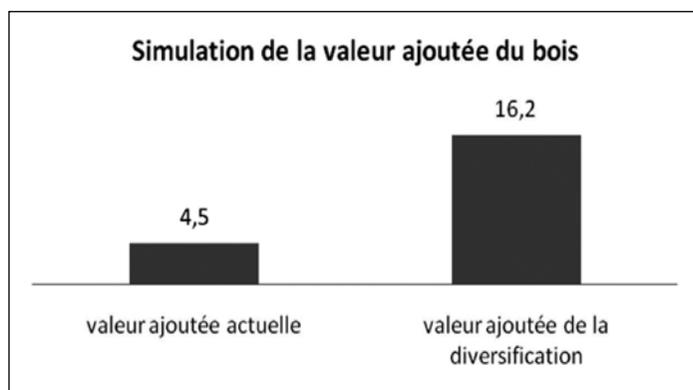
Graphique 4.6 : Simulations de la valeur ajoutée des cigarettes (en millions de francs burundais)

RDC (2009)

En RDC, la diversification de l'industrie du bois par la transformation locale de ce produit devrait apporter d'importants gains pour l'économie du pays. En effet, les simulations montrent que les recettes d'exportations passeraient de 25 millions d'euros à plus de 300 millions d'euros.



Graphique 4.7 : Simulations des recettes de la diversification du bois (en millions d'euros)



Graphique 4.8 : Simulations de la valeur ajoutée de la diversification (en millions d'euros)

Source : Auteur, sur la base des données de la DGF

Une partie des produits transformés à plus forte valeur ajoutée, du fait de l'exécution de stratégies de diversification et de transformation locale de matières premières, sera l'objet d'échanges intra-régionaux et l'autre partie sera échangée en dehors de la zone CEEAC, dans les pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Des gains importants découlant du commerce intérieur et extérieur sont possibles grâce à la diversification. Des politiques à moyen et long terme, volontaristes, conçues et appliquées méthodiquement par les Etats des pays des Grands Lacs dans le développement des infrastructures, le renforcement du capital humain et dans l'amélioration du cadre institutionnel, sont nécessaires pour atteindre cet objectif.

La diversification comme source de paix dans la région des grands lacs

Les pays riches en ressources naturelles sont souvent exposés à des risques de conflits en raison du taux de chômage élevé, des inégalités et des difficultés d'accès de la majorité de la population aux services sociaux de base (éducation, santé, etc.). Pour éviter les conflits, les Etats doivent prendre des mesures économiques qui atténuent les risques de conflit, notamment :

- la mise en œuvre d'une politique de diversification économique favorisant la production des richesses et la création des emplois et supprimant l'économie de rente, la vulnérabilité des économies et des institutions face aux chocs;
- une répartition plus équitable des richesses en vue de réduire les inégalités et la pauvreté ;
- l'adoption des politiques macroéconomiques qui favorisent les investissements publics et le développement des exportations autres que les ressources naturelles.

Conclusion et recommandations

Les trois pays, objet de notre étude, sont riches en ressources naturelles. Cependant, ces ressources sont exportées à l'état brut et font l'objet d'une transformation très limitée et qui n'apporte pas une grande valeur ajoutée. L'insuffisance des voies en communication, les contraintes d'intégration constituent les limites du développement des échanges commerciaux entre les pays. Mais les simulations présentées dans notre étude montrent des gains en termes de recettes d'exportations, de valeur ajoutée, d'industrialisation et des échanges entre pays.

En ce qui concerne les trois pays, il est nécessaire de donner plus de pouvoir aux collectivités locales tout en les contrôlant (politique de décentralisation) et d'instaurer une bonne gouvernance dans le sens de l'alternance démocratique. Le monopole du pouvoir par un groupe ne favorise pas la diversification économique. Le manque d'alternance démocratique est une source d'instabilité.

Le libéralisme intégral est un frein au développement économique de ces pays. Il favorise le capital étranger, les importations des produits étrangers au détriment de la production locale. Ces pays doivent penser à protéger une partie des activités économiques qui boostent l'économie nationale et favorisent son industrialisation.

La paix, la sécurité jouent un rôle important dans la mise en œuvre d'une véritable intégration régionale. La paix, la résolution des conflits doivent mériter une attention particulière pour créer un environnement propice pour le développement des échanges commerciaux.

Les restrictions sur la libre circulation de la main-d'œuvre qualifiée et des capitaux constituent des freins au processus d'intégration régionale.

Congo

Le Congo est un pays essentiellement dépendant du pétrole. Il demeure donc vulnérable aux chocs exogènes occasionnés par la baisse du prix du baril de pétrole, et le retard dans la production minière. Les secteurs capables d'améliorer la diversification économique sont l'agriculture et l'élevage, l'industrie manufacturière, les bâtiments et travaux publics, les transports et les télécommunications et, enfin, le commerce.

Au cours de la période 2011 à 2013, le total des dépenses d'investissement a augmenté au taux moyen de 30,0 pour cent. Les dépenses d'investissement ont représenté une moyenne de 56,0 pour cent des dépenses totales et elles représentent par an 35,3 pour cent du PIB en moyenne. Les infrastructures ont représenté plus de 39 pour cent du budget total durant la même période. En revanche, pour la même période, le secteur productif est passé de 7,6 pour cent à 5,1 pour cent en 2013 (Banque mondiale 2014 pour les statistiques). Le Congo a dépensé en moyenne entre 2008 et 2013 une somme de 600 millions de dollars US en électricité et en infrastructures routières. Le Congo a plus investi que la RDC par exemple dans les secteurs précités, mais le pays produit moins d'électricité et a toujours un pourcentage plus faible de routes revêtues (Banque mondiale 2014).

Le manque d'organes de contrôle ne permet pas d'améliorer la qualité des investissements publics, ce qui conduit à une évaporation des ressources publiques. Le Congo doit développer une politique monétaire qui traduit la souveraineté monétaire dans les pays de la zone.

RDC

Du point de vue de la superficie de la RDC et de sa forte population, le pays doit s'acheminer vers le fédéralisme. Ce système correspond à des grands pays. Le pays doit veiller à ce que les excédents miniers favorisent la diversification économique. La RDC doit lutter contre la dollarisation, qui rend le pays dépendant de la Banque centrale américaine.

Burundi

La transformation locale des matières premières va permettre de réduire le pourcentage d'exportations des matières premières brutes.

En ce qui concerne les données sur les budgets des pays, la difficulté dans l'accès à ces données, nous donnerons ici quelques indicateurs sur l'état des infrastructures des trois pays.

	Densité routière (Km/100km ²)	Routes revêtues (% du réseau routier total)	Indice de performance en logistique (1 = faible et 5 = élevée)
Burundi	44	77,1	-
Congo	5	9,7	2,48
RDC	7	0,48	2,68

Source : CEEAC 2013

Au Burundi, le coût du transport est très élevé en raison de l'éloignement des ports et de la faible densité du réseau des transports.

Le développement du secteur transport est prioritaire et l'amélioration de la qualité des infrastructures de transport est vitale pour permettre la baisse des coûts des importations et des exportations.

En RDC, le réseau routier est très altéré et son développement est un défi pour la réduction des coûts de transport et de l'implantation des zones économiques.

Les implications politiques de cette étude:

- le développement des échanges entre pays est un facteur de paix, de stabilité et de développement pour la sous-région ;
- la nécessité de développer des infrastructures transfrontalières de transport et de communication est un atout majeur pour la compétitivité des économies de la sous-région ;
- la libre circulation des personnes et des biens est un facteur déterminant dans la perspective de l'intégration économique de la sous-région ;
- la stratégie de diversification implique la conception et l'exécution des politiques volontaristes de filière dans l'agriculture, les industries de transformation et les services dans chaque pays.

Notes

1. Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Mustapha SadniJallad, « Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord », Revue économique, Vol. N°1, Janvier 2009, p.133-156.
2. Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Mustapha SadniJallad, « Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord », Revue économique, Vol. N°1, Janvier 2009, p.142.
3. L'analyse coût-bénéfice. Il aurait été intéressant d'utiliser l'analyse coût-bénéfice, mais l'indisponibilité des données ne nous permet pas d'appliquer cette méthode (voir annexe pour la formule).
4. Au cours de cette dernière décennie, le taux de croissance moyen annuel a été de 6% ;
5. Les perspectives de l'économie congolaise s'annoncent favorables, avec les travaux sur le champ pétrolier de Moho nord, mais surtout avec la mise en exploitation prochaine des mines de fer et de potasse.

6. INS : Institut national de la Statistique.
7. INS : Institut national de la Statistique.
8. INS : Institut national de la Statistique.
9. Les chiffres sont tirés du document sur la formulation de programmes d'appui au secteur privé dans les pays de la CEEAC, PADSP Régional, Diagnostic Burundi, André Moukam, juillet 2010.
10. La RDC est l'un des pays au monde disposant d'un potentiel hydroélectrique parmi les plus importants au monde, avec un potentiel identifié, supérieur à 100 000 MW. Le pays est déjà exportateur net d'électricité avec INGA.
11. Elle se mesure par la moyenne simple de deux indicateurs, la part du secteur manufacturier dans le PIB d'un pays et la part des activités faisant appel à des technologies moyennes de pointe dans la VAM (CEEAC, 2013).
12. Rapport(2010) de la Banque Centrale de la RDC (pour les chiffres).

Bibliographie

- Acemoglu D. et Zilibotti. 1997, « Was Prometheus unbound by chance? Risk Diversification and growth », *Journal of political economy*, n°105, pp. 709-751.
- Avom D. et Carmignani F., (2010), « Croissance économique et réduction de la pauvreté en Afrique centrale », *Revue Economie Appliquée*, tome LXI, n° 4.
- Banque Africaine de Développement, (2008), Document de Stratégie par Pays, 2008-2011, *Département Pays et Régional, Région Est A (OREA)*.
- Banque mondiale., 2014, Rapport de suivi de la situation économique et financière de la République du Congo, Première édition, septembre 2014.
- Banque mondiale (2012), La défragmentation de l'Afrique, approfondissement de l'intégration du commerce régional des biens et services, Washington DC 20433.
- Berthelemy, Jean-Claude, 2005, « Commerce international et diversification économique », *Revue d'économie politique*, Dalloz.
- Brenton Paul *et al.*, 2012, « Une activité risquée, la pratique du commerce transfrontières par les femmes pauvres dans la région africaine des Grands Lacs », Banque mondiale.
- C.E.E.A.C., 2013, Stratégie de développement du secteur industriel de l'Afrique centrale, *Etats des lieux et diagnostic*, Rapport final.
- CEA, 2004, « Trade Liberalization under the Doha Development Agenda: options and consequences for Africa », ATPC Work in Progress, août 2004, Addis Abeba, Ethiopia.
- CEEAC, 2007, Vision stratégique de la CEEAC à l'horizon 2025, 13ème conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, Brazzaville (République du Congo).
- CEEAC, 2013, Stratégie de Développement du Secteur Industriel de l'Afrique centrale. Etat des lieux et diagnostic, Rapport Final, Secrétariat Général.
- Collier, P., 2004, « Ressources naturelles, développement et conflits : liens de causalité et mesures politiques », *Revue d'économie de développement de Boeck*.
- Collier, P., Hoeffler, A. et Soderbom, M., (2004), « On the Duration of Civil War », *Journal of Peace research*.
- Cottet Christophe, Madariaga Nicole et Jégou Nicolas, 2012, « La diversification des exportations en zone franc : degré, sophistication et dynamique », *Revue Macroéconomie et Développement*, n° 3.

- Croissard, Steven, « L'économie internationale selon Paul Krugman », attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Grenoble II et à l'Université de Valence (France), article internet.
- Fontagne, Lionel, « Commerce International », *Revue Economie régionale et urbaine*, article internet.
- Gouzou, Jérôme (Team leader), Maria Eriksson-Baaz et Anna-Maria Olsson, 2009, « République Démocratique du Congo, Profil Genre », in *Develop-IPM International*, Asdi.
- Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Mustapha SadniJallad, 2009, « Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord », *Revue économique*, Vol.n°1, p.133-156.
- Hakim Ben Hammouda, Nassim Oulmane, Musatapha Sadni Jallad, 2009, « D'une diversification spontanée à une diversification organisée, Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord ? », *Revue économique*, Vol., 60, n° 1, janvier, p. 133-156.
- Institut National de la Statistique de la République du Congo, 2012, « Caractéristiques socioéconomiques de la population », Bureau Central du Recensement, p.55.
- Krugman, P., *L'économie auto-organisatrice*, traduction de la première édition américaine par F. Leloup.
- Maah Maah Samuel-Raoul et Touka Jules Rommel, CEEAC, 2013, Stratégie de Développement du Secteur industriel de l'Afrique Centrale : Etat des lieux et diagnostic, Rapport final.
- Moukam André, 2010, Programmes d'appui au secteur privé pour les pays d'Afrique Centrale, PADSP Régional, diagnostic pays, Centre pour le Développement de l'Entreprise(CDE).
- Rapport Fonds Monétaire International, (2013), FMI n°13/225.
- Rapports sur le Commerce Mondial (2010) « Théories du commerce international et ressources naturelles », pp.72-111.
- Romer, P., 1990, «Endogenous technological change», *Journal of political economy*, Vol. 98, n° 5, 1990.
- Sachs, J., & Warner, A., 2001, «The Curse of natural resources», *European Economic Review*, 45, p.827-838.
- Stanley, L., D. et Bunnag., 2001, «A new look at the benefits of diversification : Lessons fro, Central America», *Applied economics*, n° 33, pp. 1369-1383.
- Touré Zeneb Diarra Aïssé, Traoré Fatoumata, 2011, *Profil Genre du Burundi*, Tunis, Banque Africaine de Développement.
- Tokindang Sibaye Joël et Gbetnkom Daniel, Burundi, 2014, *Perspectives économiques en Afrique*, 2014, p. 1-14.
- World Bank, 2008, « Regional Trade in Food staples: prospects for stimulating Agricultural Growth and moderating Short-Term Food Security Crises in eastern and Southern africa» Report n°46929-AFR, World Bank, Washington DC.

Annexe

L'Analyse Coût-Bénéfice (ACB) consiste à évaluer les bénéfices afin de les comparer aux coûts sur la base d'un étalon de mesure commun qu'est l'unité monétaire. L'ACB peut porter sur des projets spécifiques (construction d'une autoroute), mais aussi sur des politiques plus larges telles que la lutte contre le changement climatique.

Les deux indices que sont le Ratio Bénéfice Coût (équation 1) et la Valeur Actualisée Nette (équation 2) permettent de synthétiser les résultats d'une ACB. Les projets ou politiques ayant les RBC ou les VAN les plus élevés sont à favoriser ; si les coûts sont supérieurs aux bénéfices (VAN < 0, RBC < 1), ceux-ci ne remplissent pas le critère coût-bénéfice et ne sont pas théoriquement à réaliser.

$$(1) \quad RBC = \sum_{i=t_0}^{t_0+T} \frac{B_i}{(1+a)^i} / \sum_{i=t_0}^{t_0+T} \frac{C_i}{(1+a)^i}$$

$$(2) \quad VAN = \sum_{i=t_0}^{t_0+T} \frac{B_i + C_i}{(1+a)^i} + Vr - I_0$$

Avec : a : taux d'actualisation, B_i : bénéfices réalisés durant l'année i , C_i : coûts durant l'année i , t_0 : année de mise en place, T : durée du programme, Vr : valeur résiduelle du projet,

I_0 : investissement initial.

Une évaluation économique peut être définie comme un processus faisant intervenir des techniques optimales d'allocation des ressources. Elle fournit au décideur les différents éléments pour lui permettre de faire un choix entre plusieurs programmes ou projets. Elle permet d'estimer la valeur des biens (ou des services) qu'il sera nécessaire d'acquérir pour chacun des projets ainsi que les avantages (en termes d'efficacité, d'utilité ou encore de bénéfice) que l'on peut en attendre. Le résultat est donné sous la forme d'un ratio coût-avantage pour chacun des projets.

Land Resource, Livelihoods and Ethnic Mobilisation: A Comparative Study of Two East African Locations

Peter Wafula Wekesa

Introduction

Since 2006, explorations by Tullow and other companies have led to major oil discoveries across the Albetine Graben in western Uganda and Turkana County in northern Kenya. Although the western Ugandan oil discoveries have been in the news for a while, it was only on 26 March 2012, that the then Kenyan President Mwai Kibaki announced to the nation that Kenya had finally discovered oil in Turkana County (DNA, 27 March 2012). Confirmed reports from the various oil exploration companies indicate that the two East African locations have between one and two billion barrels of oil, which if fully exploited would put the regions among the top fifty oil producers in the world (Kiiza *et al.* 2011; Kathman and Shannon 2011).

The news on the discoveries is however generating intense debates on the implications of this new resource find on the political economy of the two East African countries and the Great Lakes region as a whole. While some of the debates have clearly focused on the benefits of the oil discovery to the two countries in terms of the “windfall” oil revenues that will deliver substantial social, economic and infrastructural improvements, some analysts have adopted a cautionary stance. The latter, building on “resource curse” arguments have noted that the discovery of oil and other resources generally have often paradoxically led to economic stagnation, the death of other traditional and non-traditional exports and conflicts. The latter scenario is especially common in countries with poor records of public resource management, high levels of systematic corruption, weak institutions of governance and authoritarianism (Karl 1997; Collier and Hoeffler 2002; Oyefusi 2007).

While the above debates provide a meaningful approach in understanding the dynamics around and about oil discovery in both Kenya and Uganda, there is perhaps an urgent need to comparatively contextualize these debates within the broader realm of resource competition and its significance to the emerging trends towards ethnic mobilization in the two areas where oil has been discovered. Again, the historical and geographical dynamics shaping the nature of such claims need to be interrogated to ascertain their nuances within contemporary discourses. Historically, the two ethnic groups within the areas of oil discovery have over several centuries been at the centre of major social, economic and political transformations characterized by myriad forms of contestations. Geographically, on the other hand, these locations where the oil resource has been found have shared boundary spaces which have over the years continually defined broader questions around intra and inter-state relations. Both the Albertine Graben and Turkana oil resource explorations and discoveries have been made in key border (internal and international) areas which are experiencing frequent disputes over land claims, delimitation disputes, lawlessness, security alerts, and bitter political exchanges between governments (Okumu 2010:281) and conflicts between communities.

As new resource explorations and discoveries intensify therefore, it is certain that inter-community and inter-state tensions, whether real or imagined have increased in the two areas. On the other hand, anxieties by the local communities over a likelihood of exclusion are growing as local grievances related to marginalization within the two areas intensify. Both historical and contemporary issues are thus coming into play to shape the nature of debates and mobilizations around oil. Further, both Turkana and the Lake Albertine Graben are also ecologically sensitive areas with an enormous amount of biodiversity. The Albertine Graben specifically covers most of the national parks, game reserves and forest reserves and thus the environment and ecology is under threat, as well as the tourism sector. It is also a politically sensitive area that lies between two countries, Uganda and the Democratic Republic of Congo (DRC), with a history of violent border conflict. In addition the local inter-ethnic dynamics in Uganda surrounding the historical and cultural competitions around the various kingdoms and the identity politics around membership and non-membership have become critical issues to consider.

Turkana on the other hand which is the northernmost County in Kenya is a vast, hot and desolate region that borders Uganda to the west, South Sudan and Ethiopia, including the disputed Ilemi triangle to the north and northwest respectively. The area encompasses Lake Turkana which supports a huge pastoral economy from the four neighboring countries for provision of water and sustaining pasture. Fishing on Lake Turkana also complements local livelihood options. Turkana has historically also been a significant archeological location that has yielded huge evidence on early evolution of humankind. It is thus a prime tourist and research destination. More recently, results of an underground study have indicated that the region is sitting on an underground water reservoir

that could meet Kenya's entire water needs for over seventy years (DNA, 2013). The physical and ecological location of Turkana however remain susceptible to numerous internal and external disputes. The region has remained a volatile border hotspot prone to incessant inter-community conflicts especially between the neighbouring pastoral Turkana, Toposa, Pokot, Samburu, Dassenetch, Karamoja, Jie, Dodos, Diding'a and Nyang'atom communities (Mkutu 2007). Most of the cross-border conflicts between these groups, which have often been linked to competition over scarce resources, especially pasture and water, have negatively impacted on the security of the states in the region.

An important aspect that is under-represented in the emerging discourses around new resource discoveries in the Albertine Graben and Turkana areas relates to new forms of ethnic mobilization. Both the Banyoro and the Turkana communities who predominantly occupy the two respective regions are increasingly beginning to lay claims to not only their historical and cultural lands but also to a substantial share of the oil revenue. Indeed, the discovery of oil in these areas has raised hopes and expectations among the local communities to the fact that their historical sovereignty over the lands needs to be respected and restored. There have also been attendant demands by both the Turkana and the Banyoro for the respective governments to address the historical injustices and marginalization that have generated high levels of poverty and led to the rapid decline in the key livelihood options in the two regions.

The implication of the communal demands over local resources especially land and on the other age-old livelihood survival patterns of the local communities need to be emphasized in order to understand the basis of potential ethnic mobilization in the two areas. The "scramble" for oil seems to be escalating competition over land in Bunyoro and Turkana not only between the local communities and the multinational companies, but also between new emerging interests and immigrants. The competition between the former seems to be couched within the broader grievances over land rights and especially between who, the local population and the government, should have the final say with the multinational companies over land access and use in the respective areas. The latter scenario on the other hand seems to be generating new tensions around broader questions of indigenous and foreign land rights in the two areas. All these issues have important implications on local, national and regional redefinitions of space and boundaries between various ethnicities.

New Resources and Ethnic Mobilization: The Research Agenda

The discussions around ethnic mobilization in Bunyoro and Turkana need to be contextualized within the broader dynamics of location and the socially constructed boundaries through which ethnic groups ascribe difference. According to Barth (1969), competition stemming from overlap in the economic or political activities

of multiple ethnic groups becomes a key mechanism through which particular boundaries are reinforced. Ethnic boundary formation in both Bunyoro and Turkana needs to be analyzed within the collective dynamics shaping their separate history. Bunyoro has historically remained a fairly stable Kingdom in Uganda with well established centralized social, economic and political institutions that have maintained strong inter and intra ethnic relations not just in Uganda but even beyond. Turkana on the other hand runs on a decentralized socio-political structure whose organization is mediated at the clan level. This distinction is important given that ethnic mobilization, the process by which a group organizes along ethnic lines in the pursuit of collective social, economic and political needs ought to pay attention to the fact that ethnic solidarities tend to intensify in contexts where such groups occupy similar spaces and develop spatial and complementary niches.

The case of Bunyoro and Turkana as research locations is significant given that explanations around ethnic competition and mobilization are by nature contextual since they posit that contention among individuals and groups is in fact shaped by environments that lend themselves to perceived or actual contexts over available resources. While broader issues about state stability and legitimacy in Africa and other parts of the world have been at the centre of inter and intra state mobilizations, such discussions operate at the macro level. The case of the Great Lakes region has perhaps generated several of such studies given that the region has witnessed intense inter and intra state tensions and conflicts in the recent times. Although the causes of these tensions and conflicts which are still ongoing in some regions such as South Sudan and the Democratic Republic of Congo (DRC) are multiple, issues of competition over resources, ethnicity, boundary questions, struggles for power, religion and geopolitical considerations remain key factors. This study outlines how the discovery of oil and other resources in Bunyoro (Uganda) and Turkana (Kenya) has engendered new forms of ethnic mobilization in the respective areas.

While paying specific attention to the dynamics in the two locations this analysis draws from the competitive model of ethnic relations (Barth, 1969) that emphasizes the role of resource competition in the formation and mobilization of ethnic groups. However, while competitive dynamics become most striking when they result in sustained mobilization and sometimes protracted conflicts, the competitive model needs to stretch the analysis beyond the oil discovery narrative and perhaps provide more insights into the processes through which ethnic grievances translate into mobilized contentions within heterogeneous entities. The study investigates how certain aspects related to the debates around oil and other resources in Bunyoro and Turkana have restructured economic and political competition in ways that emphasize linguistic, religious and cultural differences among populations and in turn encourage mobilization on the basis of ethnicity. The ways in which these ethnic claims continue to appeal to new redefinitions of

space and boundaries as well as appeal to issues of self-determination in Bunyoro and Turkana form this study's fundamental research questions. More useful in this investigation however is understanding the nature and transformation of such ethnic claims over time, and if it is possible through research, to tease out areas where certain individuals and groups within communities mediate the coalescence of grievances to serve as crucial mobilization venues.

Specifically, this study was guided by the following objectives:

- Examine the historical nature of ethnic mobilization in both Bunyoro and Turkana areas of Uganda and Kenya respectively.
- Compare the livelihood patterns in both Bunyoro and Turkana before the massive resource explorations in the two areas.
- Analyze the impact of new land resource grabs in Bunyoro and Turkana on local livelihoods.
- Examine the nature of the new forms of ethnic mobilization in both Bunyoro and Turkana and its implications on broader issues of territoriality in the region.

State of the Literature

The literature on the broader issues of resources, livelihoods and ethnic mobilization is varied, vast and continues to grow. The way in which various scholars have tried to contextualize the dynamics related to the relationship between states and communities at the global, regional and local levels in regard to resources has provided interesting scholarly discussions. How these issues have come to be manifested in the recent times, especially with the global push by multinationals and the increasing challenges these pose on inter and intra state relations has been a critical research agenda. These analyses have obviously fed into the broader discussions on regionalism and territoriality. It is important that other discussions be contextualized within specific historical and comparative perspective as the case of Bunyoro and Turkana seeks to do.

The phenomenon of 'global land grab' has recently come to describe the current explosion of large scale transnational commercial land transactions, which are largely concentrated in the developing world. Given the speed and magnitude of this trend, the implication of this process is increasingly generating a rich body of literature around the issue of land as a key resource in deriving livelihoods for the great majority of the population. A significant amount of literature now exists on land grabbing in Africa. This either draws attention to the specific global crisis in the 2006-2008 period leading to international investments in biofuels or large scale food production in Africa for export (Borras et al. 2010) or places land grabbing within the context of the development of liberalization policies that created land markets and new avenues for international investments in large

scale land acquisitions (Zoomers 2010). Whereas this review seeks to draw on this large body of relevant literature, it particularly focuses on the consequences of land grabs in the identified study locations and on its implications to local livelihood patterns as well as on emerging ethnic mobilization within these two volatile trans-border areas. The latter theme has scarcely been addressed in the emerging literature and thus forms the context of this current study.

Since the global crisis of 2006-2008, there has been a substantial land rush on the global scale especially in the developing countries. This process has been characterized by the formal transfer of lands in the agrarian states from peasant farming and pastoral sector into the hands of large-scale producers and/ or speculators. The latter are both local and international and include not just private sector actors but foreign states or their parastatals (Deininger *et al.* 2010). There has been a great deal of both theoretical and methodological case study analysis that have focused on this process. There have been works sustained by development economists, especially those that are associated with the staple theory of growth, which have argued that this process is driven not only by the global crisis but indeed by natural resource abundance especially available in the developing countries (Collier and Hoeffler 2002; Oyefusi 2007). The argument is that the global rush for land and indeed for other natural resources would eventually help the backward states overcome their capital shortfalls and provide revenues for their governments to provide public goods and lift their citizens out of the doldrums of poverty.

Alden (2012) has made a very useful contribution to the debate on the phenomenon of land grabs by providing us with both the historical and legal dimensions of this process. The author observes that the land rush is indeed already or potentially detrimental to the land rights of thousands of land dependent households; that the surrender of lands is significantly involuntary on the part of those deprived of lands they believe to be their own, or at least they are ill informed or even misled about the benefits of surrendering these lands; and that so far, most of the lands being taken or proposed for land takings are in sub-Saharan Africa (2012:752). Looking back to the year 1607, the author examines the various phases of land rush in Africa from the pre-colonial to the present period while paying attention to the various trends, participants and consequences. On the legal status of such acquisitions, the author notes two different legal ways through which investors acquired different rights over land; first, depending on their counterparts and secondly, depending on the proprietary regime of the host countries. These are useful observations for this study for they raise important dimensions not only on the history of the process but also on the private and public nexus of the land grabbing debate in general.

Further useful contributions on land grabbing have been made by Shepard Daniel (2012) who specifically pays attention to the investment question within the land grab debate. The author notes that there have been four main investment types

in international land deals. First is the direct investment by sovereign wealth funds, second are state-owned enterprises, third is the government to government deals and finally the private sector investments (2012: 704). Kojo Sebastian Amanor (2012) on his part focuses on the issue of global resource grabs, agribusiness concentration and the small holder experience using two West African case studies. Particularly important for the current study is that the author offers a thorough examination of the impacts of recent transformations in agrarian accumulation upon small holder production, scales and economies of production and on livelihoods access to land. His observation that increasing competitiveness and concentration within agriculture creates pressure on small holders that results in dispossession is central to any analysis of the land grabbing phenomenon on both pastoral and agricultural economies anywhere in Africa. A similar useful case study is provided by Tom Lavers (2012) who analyses patterns of agrarian transformation and state mediated commercialization of land in Ethiopia.

Perhaps, a more sustained debate on land grabbing in Africa away from the foregoing agribusiness dimension regards biofuels. Over the last five to ten years there have been sustained oil explorations in Africa generally and in the specific locations of Turkana and the Lake Albertine Graben in East Africa. In East Africa specifically new oil explorations and discoveries have been accomplished due to what some scholars show as two interconnected reasons (Karl 1997; Snyder and Bhavnani 2005). On the one hand is the rise in the global demand for hydrocarbons and the related price increments whose consequence has been the push of companies into new zones of exploration to maximize their reserves. On the other hand, the big hydrocarbon consuming countries especially the USA have come to realize the danger of over-relying on the Middle Eastern petroleum sources in the wake of increased incidents of insecurity, terrorism and other political considerations. The need to diversify their sources has therefore pushed them into massive exploration programmes especially in Africa and East Africa mostly.

The consequences of the rush for biofuels in Africa on land grabbing and food security is emerging as a useful theme in current studies on Africa. In a recent edited work, Matondi, Havnevik and Bayene (2011) focus on this debate and assesses the manner in which the sharp expansion of worldwide interest in biofuels leads to land grabs in Africa, in turn impacting on the livelihoods of African small holder farmers and their communities. In particular, the contributions in the book attempt to evaluate whether land grabbing for large scale biofuels and food production-destined mainly for external markets- will contribute to the development of Africa and its people, or whether the latter will find themselves further marginalized and impoverished in the process. Anderson and Browne (2011) pay specific attention to the politics of oil in eastern Africa and discuss the economic and political implications of the new development of the petroleum industry in the region. These are indeed central concerns that are directly relevant to the two cases of Turkana and Albertine

Graben. The two areas have become prominent because of oil explorations and discoveries in the recent past that have led to massive cases of land grabbing and generated other social, political and economic dynamics.

The link between oil explorations and discoveries to the general debates on resource-curse, that is the tendency for resource rich countries to attain poor developmental outcomes than resource poor countries has been a sustained discourse in the recent literature on Africa (Auty 1993; Collier *et al.* 2004). A growing number of works have established that resource abundance has a number of socio-economic problems including slow growth, greater inequality and poverty for a larger majority of the population and corruption of political institutions (Oyefusi 2007; Deininger *et al.* 2010; Kiiza *et al.* 2011). Of all the natural resources, oil has been found to have the highest risk of civil conflict because of the large rents it offers and the shocks to which the government and the national economy are exposed (Collier and Hoeffler 2002). The usefulness of these debates to the general context of Turkana and the lake Albertine Graben cannot be understated. The ways in which resource curse could be a consequence or result of the new forms of ethnic mobilization in the respective areas is an issue that requires further comparative investigation.

Related to biofuels, land grabbing and resource curse debates are the emerging issues on the geographical locations where explorations and discoveries are being made. There are sustained discussions relating to the fact that most of these activities are taking place in volatile shared border areas thus making such locations key conflict hotspots (Okumu 2010). Resource explorations, discoveries and exploitations are thus transforming borderland areas, which are territorial spaces of political, cultural and economic power, into veritable locations of contestation. Heightened tensions and increased potential for intra and inter-state conflicts in the East African region especially in the resource rich border or borderland areas have become common (Okumu 2010; Wekesa 2010). Although the causes of these conflicts could be multifaceted and in most cases could precede such new resource finds, issues of territorial claims over lack of clearly defined and marked boundaries, the availability of trans-boundary resources especially fish and security related matters take centre stage. Trans-boundary conflicts over resources both in water and on land have arisen due to the dwindling economic fortunes in the region coupled with increased population pressure, external competition and poor management of such resources.

Key studies focused on the specific locations in East Africa are useful to this research. Kiiza *et al.* (2011) and Lay (2010) provide very useful insights on the Bunyoro question by raising important proposals on how to right resource curse wrongs in Uganda within the context of popular anxieties and expectations. An important observation by these authors regards the claims that are being made by the Banyoro to the government of Uganda and to the oil companies. As with

most governments, the Banyoro are quickly waking up to the reality that power concedes nothing unless there is pressure. The feeling therefore that people must organize and demand for proper compensatory mechanisms around the use of local resources is attaining credence in local discourse. Closer to the Turkana and focused on the pastoralists in Sudan, a recent study by Sara Pantuliano (2010) provides a useful interjection between oil, land and conflict. The author particularly examines the strategies employed by the Misseriya pastoralists in Sudan to cope with a number of external pressures ranging from adverse government policies, climatic changes, the impact of oil exploration, conflicts and the effects of Sudan's Comprehensive Peace Agreement. Whereas this current study examines the comparative context within the pastoral and agricultural economies, the studies on Bunyoro and Sudan are critical to the analysis.

Historical works that focus on Bunyoro and Turkana areas are clearly central to this analysis. On the whole, these studies succeed in contextualizing the entire debate of ethnicity and claims within the communities' narratives on their origin, migration and settlement. By so doing they emphasize not only the broader basis of inter and intra community relations in the two locations under study but equally raise important questions on the bases of the two communities' claims beyond the biofuel narrative. Doyle (2009) specifically focuses on the ethnic politics in colonial Buganda by paying attention to the lost counties dispute between the Banyoro and the Baganda that stemmed from the colonial period. Medard and Doyle (2007) have broadly made useful contributions on slavery in the Great Lakes region by paying specific attention to key examples from Buganda and Bunyoro. Another useful historical study is that of Karugire (1980). Among the Turkana useful works exist that specifically focus on long running ethnic conflicts between the Turkana and the Pokot (Bollig 1990 and Mkutu 2008). Most of the latter conflicts are premised on different communities' claims over resources. Such studies are useful to this analysis.

Specific works on ethnicity and especially on ethnic mobilization in the world and Africa particularly are central to the current research concerns. Ethnic mobilization as a process by which groups organize around some feature of ethnic identity (skin colour, language, customs etc) in pursuit of collective ends has been a dominant feature in numerous studies (Barth 1969; Horowitz 1985; Gellner 1983; Anderson 1983; Smith, 1986). In Africa specifically, it has been observed that the numerous problems that have beset many countries and affected the daily lives and material conditions of millions of people are associated with ethnicity (Ogot 1996; Nzongola-Ntalaja and Lee 1997; Collier and Hoeffler 2002). Conflicts arising from ethnicity have constantly challenged the different countries' abilities to forge national and regional harmony in order to effectively confront the numerous socio-economic and political needs of the people (Olukoshi and Laaso 1996; Mamdani 1996). Specifically in terms of ethnic mobilization

most works have emphasized the manner in which political coalitions, access to economic and political resources and patron-client relations in Africa are often organized along ethnic lines. But while these works are significant to this analysis the emerging trend towards ethnic mobilization in response to local and multinational pressure need further investigation. The impact of this pressure on local livelihoods in both pastoral and subsistence agricultural economies will certainly benefit from comparative outputs.

It is clear to note that in spite of the useful insights gained from the foregoing recent researches on land grabs, resources and ethnic mobilization in Africa and East Africa specifically, there seem to be a lacuna in terms of works that focus on the emerging relationship between land as a resource, livelihoods and ethnic mobilization. These emerging trends do not just arise from local interests but equally from transnational and multinational interests. Land as a resource is increasingly becoming an arena on which identity based tensions and mobilization are being played about, especially in the key areas where new resources are being explored and discovered. The fact that the land which is being grabbed for local, transnational and multinational interests had provided age-old livelihood survival options for the local communities needs to be emphasized in order to understand the basis of potential ethnic mobilization in the two study areas.

Both the Turkana and the Banyoro have historically derived their livelihoods from the land that is now currently under considerable competition. Being mainly pastoralists and subsistence based agriculturalists, the Turkana and the Banyoro respectively are perceiving the new competition over their land as a threat and direct onslaught on their traditional way of life, livelihoods and even cultural identity. A comparative focus on both agricultural and pastoral livelihood patterns and their impact on the escalating competition over land is critical to this analysis. This research sought to investigate the emerging trends towards ethnic mobilization in both Turkana and Bunyoro. Broader historical issues on the nature of mobilization, and grievances over land rights, access and use are examined within the context of the new tensions around indigenous and foreign land rights in the two areas. All these issues have important implications on local, national and regional redefinitions of space and boundaries between various ethnicities.

Ethnic Groups, Mobilization and Competition: Some Theoretical Issues

In recent times, several scholars have proposed a number of models in an attempt to examine the nature of intergroup conflicts, especially by demonstrating how variations in ethnic mobilization relate to intergroup struggles over scarce resources. Pioneering studies by Barth (1969) and Hannan (1979) have provided useful inspirations to more recent analyses. According to these scholars, the competitive

model, simply presented emphasizes the fact that ethnic conflicts and social movements based on ethnic (rather than some other) boundaries occur when ethnic competition increases. Based on various empirical research data from the 1960s and 1970s, the authors point out that the resurgence of ethnic movements within this period in the various multicultural societies resulted from increased ethnic competition, especially job competition. This increased competition is viewed as the result of modernization processes, especially urbanization, the expansion of the secondary and tertiary sectors of the economy, the expansion of the political sector and supranational organizations, and increasing scale of organizations (Nagel and Olzak 1986:3-4).

Although the ethnic competition theory has provided one of the most powerful explanations for intergroup relations in various contexts, it is useful to derive its relevant insights especially among the Banyoro and the Turkana of Uganda and Kenya respectively. By its very nature, this theory makes a persuasive argument, which is that ethnic solidarities intensify when members of groups occupy similar positions- most often associated with overlapping and competitive niches- and vie for scarce rewards. The basis for this conflict lies in the threat posed by competing groups, for whom ethnic identities take on enhanced salience in competitive contexts. Herein lays the major conditions that must apply for the competitive model to work. On the one hand, ethnic competition leads to ethnic conflict and ethnic movements if, and only if, the competition is perceived to be unfair. To what extent do the Banyoro and Turkana feel unfairly treated in historical and contemporary times to justify their claims? This study obviously assumes that claims of injustice and inequality follow from ethnic mobilization rather than cause it. In this regard competition at most leads to institutionalized collective action, as when competitors with a common ethnic background form an association to lobby for their interests through routine channels.

On the other hand, it is important to focus on both Banyoro and Turkana claims as collective and not individual claims. This is an important concern given that from the competitive model perspective, for conflict to be widespread and intense it must be social rather than interpersonal, and the competition must be intergroup rather than individual since the objects of competition are collective goods rather than individual goods. These observations are relevant from the global point of view. The current focus on Banyoro and Turkana is by its nature contextual and this is how it must be viewed. The contextual historical, social, economic and political environments that have shaped the nature of such claims among the two groups need to be emphasized. It is these environments, as diverse as they are, that have shaped the various competitions and claims and in turn sustained mobilized and protracted conflicts. What are the historical and contextual moments that have defined these claims? Have these claims been changing over time?

The foregoing questions are critical from a historical point of view given the new discovery of oil in Bunyoro and Turkana. By focusing on these two cases as the units of analysis, is it theoretically sustainable to argue for the link between the contextual conditions that translate into such claims and people's perceptions that they are being excluded and marginalized? While the relationship between contexts and grievances is often assumed rather than expressly demonstrated, it is clear that claims and competition among the various groups need to be viewed in broader historical, social, economic and political dynamics. They need also to be viewed and backed by relevant empirical data in order to delineate perceptions from realities. It could be possible that some of the perceptions that fuel ethnic claims and competitions are not necessarily and uniformly associated with conditions of unfairness but historically, materially and socially come to be encrypted and encoded within intergroup prejudice. Herewith could therefore be a possibility of a mismatch between the "objective" levels of competition and the individual's and group's sense of threats, marginalization and exclusion. These are relevant theoretical issues that provide useful insights into this study.

A Note on the Research Methodology

Data for this research was procured from both primary and secondary sources. These are broadly categorized into oral and written sources. In order to provide a useful background for field research, secondary evidence was consulted and analysed to provide the initial data and scrutinized to identify gaps for further research. These data also enabled the researcher to situate the study theoretically and supply the conceptual framework with which to work on the primary data. The secondary sources of data included mainly written sources such as published books, journals, unpublished theses, newspapers and periodicals among many others. These were derived from the various libraries in Nairobi and Kampala. More secondary information was also sourced from other external libraries. Also, considerable use of the resources available at the King's palace in Hoima in Bunyoro was made. Online journals accessible on the Internet also provided an important contribution to the secondary data for this research.

Useful sources of primary data were the archives located in Nairobi and Entebbe as well as any other private archives available in the respective research areas. From the archives we gathered information related to issues of land, livelihood patterns and ethnic mobilization in the two respective areas of Turkana and Bunyoro. Information on issues concerning petitions and complaints regarding land matters, border restrictions, legislative council sessional issues, court matters, land tenure and land policy issues, labour issues, taxation, demography and the plight of farmers and pastoralists in the respective areas, among many others was collected. Although data from such archival sources is rich, it was not entirely reliable and regular. As such, a critical analysis of the content was essential. It was necessary to complement

and corroborate the data derived from such sources with the secondary sources and analyse them together with that from oral sources.

Oral interviews constituted another important source of information for this research. Field visits to Bunyoro and Turkana provided a useful opportunity to observe and interview several respondents. Interviews were carried out in both Turkana and Bunyoro which are the research sites. A purposive sampling procedure was employed to identify and select the interviewees. The identification and selection of the prospective interviewees was based on the information yielding from primary, secondary and archival research. From these sources a temporary list of interviewees was drawn for both Bunyoro and Turkana. This list was eventually altered where necessary, by either inserting the names of different interviewees as mentioned by the others or withdrawing possible interviewees in case they are deceased. The selected interviewees were well informed, concerned and were expected to have participated in the various issues that the research was concerned with. Although no rigid age limit was observed, knowledgeable elders were given a priority. The researcher sought to interview a wide range of stakeholders (including local leaders, administrators, elders, youth, women, farmers, pastoralists, traders, representatives of government and oil companies and aid workers among others). Both in-depth personal interviews and focused group discussions were adopted. Generally, the data collection and field analysis strategies were focused on issues such as community assets, as well as livelihood strategies and outcomes, which were examined within the broader historical, environmental, social, political and economic contexts to take into account the institutions, policies and processes affecting the various changes in Turkana and Banyoro livelihoods. Special attention was paid to the relationships between different interest groups in the respective areas, to map evidence of competition over resources and to identify points of possible conflict.

The data gathered from the diverse sources outlined above formed the basis of analysis on the theme of land resource, livelihoods and ethnic mobilization. Oral data, which was recorded on tape recorder with permission from the interviewees, were transcribed before the process of analysis. The actual data processing and analysis was done in accordance with the objectives of the study. This was essential for ensuring that all relevant data for the specific themes to be discussed and for making contemplated comparisons and analysis was available.

The analysis and interpretation of data was done qualitatively. All the data collected from the various sources was edited to detect errors and omissions and to correct these where possible. The data was then classified according to their content and the specific historical time frame within which events and developments took place. Secondary data collected from written sources was carefully weighed against evidence from the archives and the field interviews to ensure the validity of the sources in terms of their content. On the other hand, the analysis of qualitative data gathered from interviews was done by breaking down

the information into various themes. All data was carefully scrutinised to ensure that it was accurate and consistent with other facts gathered from secondary sources and the archives, and was then uniformly recorded as completely as possible and arranged to facilitate the writing and presentation process. The importance of this strategy was to provide a chance to counter-check, compare, contrast and ultimately be able to corroborate the various kinds of information collected. The final outcome of the study was thus both descriptive and analytical.

Historical Nature of Ethnic Mobilization in Bunyoro and Turkana

There is a critical need to meaningfully understand the historical nature of ethnic mobilization in both Bunyoro and Turkana in order to appreciate the dynamic nature of the problem. The ways in which the new discoveries of resources, mainly oil, have led to the reconfiguration of the experiences of the two communities in relation to their neighbours and the respective states has unmasked dynamic questions surrounding the emerging claims, new forms of mobilization and attachment to territory. All these issues clearly raise important historical questions as the evidence from the respective areas demonstrate.

Bunyoro

The Albertine Graben specifically is a region that is predominantly occupied by the Banyoro and the Bunyoro Kitara Kingdom. The kingdom covers the mid western region of Uganda comprising the four districts of Hoima, Kibaale, Buliisa and Masindi. At the height of its power in the pre-colonial period Bunyoro Kitara Kingdom was very extensive, prestigious and famous (Nyakatura 1973). Having existed for over 1000 years and its status being entrenched into the present Uganda Constitution under Article 246, the officials of the kingdom have historically and culturally laid claims to the lands where oil has been discovered in Hoima, Kibaale and Buliisa districts.

The discovery of oil has raised hopes and expectations among the Banyoro just like other neighbouring communities in Uganda and beyond. Especially for the Banyoro, the fact that they have historically had sovereignty over the oil rich lands seems to present a new avenue to demand for a substantial share of the oil revenue. There has also been attendant demands by the Banyoro for the government to address the historical injustices committed against them in regard to the perennial issue of the Banyoro's seven lost counties, the historical destruction of Bunyoro's productive economy (such as ironworks, textiles) and the subsequent marginalization of the Banyoro (Kiiza et al. 2011). The people of Bunyoro perceive themselves as the poorest in Uganda. Whether these perceptions are real or imagined is a question that one gathers from qualitative interviews in the area. They have a poor road network, no railway line, poor education and

health services, no quality polytechnic or government funded university, no high value added manufacturing industries and hardly any access to electricity. Most of the people are poor small holder agriculturalists. This, according to Kiiza et al (2011), contrasts with the pre-colonial situation where the Banyoro were proud cattle keepers or skilled artisans. The discovery of oil has thus reignited hopes of restoring the glory of Bunyoro Kitara.

Specifically for the oil revenues, the Bunyoro kingdom has been asking for between 15 per cent and 50 per cent share of the revenue to be distributed to the locals. On the political side, violent conflicts between the central government and local political authorities have been noted in Buliisa and Masindi areas. According to Anderson and Browne (2011), a number of ethnic groups in these areas including the Bagungu, Alur, Banyankole among others are laying claims to “rights” in the oil resource and also raising contestations over land rights. Although most of these conflicts are a consequence of the new oil explorations and discoveries, some arise from age-old rivalries over fishing and herding rights between the various groups. The tensions are fuelled by the expectation that the new oil revenues will make their lives better. The revenue is expected to improve the local infrastructure, education, create jobs and generally shield the community from the negative consequences of oil exploration, mining, processing and marketing. In summing up the negative consequences Lay (2010) have noted that oil development in western Uganda is most likely to exacerbate poverty, distort the Ugandan economy, increase human rights violations, entrench the power of the military forces, escalate tensions across the border with the Democratic Republic Congo, create new health problems for local communities, increase both international corruption and revenue mismanagement, reduce Uganda’s wildlife stocks, and pollute the land, water and air. Certainly the Banyoro will bear the brunt of most of these negative consequences.

Whether the emerging tensions are real or imagined there is certainly a resistance site to them that needs to be carefully managed. As with most governments, the Banyoro are quickly waking up to the reality that power concedes nothing unless there is pressure. The feeling therefore that people must organize and demand for proper compensatory mechanisms around the use of local resources is attaining credence in local discourse. Until more specific legislation is made over local resources, identity based tension and mobilization will persist and this will affect local communities and the Uganda state as a whole. If, for example, the local resources especially oil is shared equitably between all Ugandans, the Banyoro grievances with the government should increase because it is on ‘their’ land that the resource is being exploited.

It is interesting to mention that the Bunyoro region has historically remained a volatile one. Right from the colonial days when King Omukama Kabalega mounted fierce anti-colonial wars against the British troops and their Baganda

allies, through the independence period the Kingdom's marginalization has been a source of build up rebel activity of different forms. Not to mention that its geographical location is proximate to or directly overlaps areas North of the country that have previously seen significant Lord's Resistance Army (LRA) resistance activity, the region itself has in the recent times been alive to two significant conflicts. First, there has been clear evidence of rejuvenated rebel groups around the oil exploitation issue pitting local groups against immigrants. The arrival of new immigrants in the area whose aim is to obtain future rents and other benefits from oil is increasingly generating serious social tensions. The arrival of the Bafuruki or immigrants has increased fears that further immigration will eventually lead to loss of jobs and political clout for the Banyoro. Secondly, the area's close proximity to war prone DRC has meant that it has and will continue to shoulder both direct and indirect consequences of the war. Directly, more and more civilians fleeing their DRC homes because of war have found their way in Bunyoro. Indirectly and as the case has been since the early 1990s, the high incidences of insecurity and insurgency backed by smuggled small arms have made the area prone to violence and instability.

The continued arrival of new immigrants into Bunyoro has created not only tensions but also new fears and ethnic mobilization among the local Banyoro population. As has already been indicated, these fears are not only limited to land concerns but also other livelihood survival patterns in the area. The fact that Bunyoro, like other areas of Uganda subsist on agriculture makes competition over land as a resource an important source of ethnic mobilization in the area. Yet, apart from agriculture other economic livelihood activities in the region such as fishing are not insignificant. There has for instance emerged anxieties among the local community in Kyehoro and other fishing villages that their fishing rights and access to Lake Albert are being interfered with. Apart from the section of the lake that has been declared a no go zone by Tullow, the discovery of oil beneath Lake Albert has also raised worries over the risk of oil spills that could suffocate the fish to death and cause irreversible damage to the lake, the fishing villages and the surrounding environments. All these issues have important research implications to ethnic mobilization in Bunyoro.

Turkana

Turkana area is located in northwestern Kenya within the Great Rift Valley. It is Kenya's largest county, with an area of 77,000 sq.km. Ethiopia, Sudan and Uganda form international boundaries with Turkana to the north and west. The area is sparsely populated, arid and inhabited mainly by the Turkana, an ethnic group of the Karamojong cluster, a group of languages which belong to the Eastern branch of Nilotic languages. Generally the Turkana have historically relied on several rivers, such as the Turkwel and Kerio to sustain their pastoral

economy, mainly for watering livestock and human consumption. Livestock has remained an important aspect of Turkana culture.

The most conspicuous feature in the area is Lake Turkana which has remained the lifeblood of the local community as a source of water and fish. The history of the Turkana is punctuated with a series of narratives surrounding their military power and wealth especially generated through livestock raids. This militaristic power enabled the Turkana to expand southwards conquering ethnic nations south of its borders. The Turkana people easily conquered groups they came in contact with by employing superior tactics of war, better weapons and military organization. By the 1600s, the Turkana basin had been fully occupied by Turkana people and allied friendly groups.

The onset of colonialism almost coincided with sporadic conflicts involving the Turkana, the Arabs, Swahilis and Abyssinian slave raiders and ivory traders. European colonization brought a new dimension to the conflict, with the Turkana putting up a lasting resistance to a complex enemy, the British. The Turkana put up and maintained active resistance to British colonial advances leading to a passive presence of colonial administration in the area. During the Second World War, the Turkana actively participated in the wars as allies of Britain against invading Italy. Turkana was used as the launching pad for the war against invading Italian forces leading to the liberation of Abyssinia, now Ethiopia. After World War II, the British led disarmament and pacification campaigns in Turkana, leading to massive disruptions and dispossession of Turkana pastoralists. The colonial administration practiced a policy of deliberate segregation of Turkana people by categorizing Turkana province as a closed district. This led to the area's marginalization and underdevelopment in the lead up to Kenya's independence.

The narratives of marginalization, poverty and underdevelopment have been at the centre of the Turkana experience during the colonial and post-colonial periods. Apart from these, there has been archaeological discoveries in the region. Four sites of Stone Age cultures have been located in Turkana demonstrating that the area is important in the history of man's earliest ancestors – *Australopithecus*, *Homo habilis*, *Homo erectus*. Until Tullow oil started making explorations in the area, various archaeologists, remarkably the Leakeys, had established critical historical sites in this region. Like in Bunyoro however the new oil discoveries in the area are raising new frontiers of debate in the region. Claims of inclusiveness, indigenous verses foreigners, and rights over land, pasture and water are emerging as central concerns.

Turkana has for a long time suffered from high levels of resource related intra and inter community conflicts, cattle raiding, and road banditry, as well as the spill over of conflicts from neighbouring states (Ethiopia, South Sudan, and Uganda). In the recent times there has been sustained arms flows across Turkana's long, porous border, such that the Turkana community has become the most

militarized in Kenya (HRW 2002). The region also has a small government and police presence which has fueled the claims by the locals over whether they are in “Kenya” or “outside”. The region is not only remote but its poor infrastructure equally curtails any external investment in the area. In a recent government survey, Turkana ranked as Kenya’s poorest county, with 94.3 percent of the people living in poverty (DNA 2011). This is the context that seems to be generating the feeling of marginalization and exclusion.

From March 2012 when Tullow oil intensified its explorations in Turkana and made significant oil discoveries in Twiga South-1, Ngamia-1 and Etuko-1 sites, the debate has centred on the relationship between the local community, the state and multinational companies. More important has been the ownership rights of the land on which the oil is being explored and the necessary compensatory mechanisms for the local community. Added to these have been the incessant demonstrations by the local community over employment rights in the oil firms, that have led to stoppages in the exploration exercise (DNA 2013). All these issues only represent a tip of the iceberg in the larger narrative on ethnic mobilization and resources. Not to be forgotten, there is the recent discovery of the massive underground water reservoir in Turkana that has equally ignited the interest in the area that initially seemed neglected by the state. The relationship of these issues to the politics of immigration, indigenous rights and sanctity or otherwise of internal and international borders present a lively interplay in this narrative and research.

Borders, Resources and New Forms of Ethnic Mobilization in Bunyoro and Turkana

As the new oil explorations and discovery in Bunyoro and Turkana continue to generate what Frynas and Paulo (2007) referred to as the “new scramble for African oil”, the ways in which this process is taking shape not only in remote areas but also within volatile border zones need to be clearly conceptualized. The battle over border resources, the tensions and fears occasioned by this at the community, national and regional levels is a theme that deserves greater attention. Analytically this theme is not far removed from the previous contestations over trans-boundary resources in the region. Within the Great Lakes region, like elsewhere in the world, boundaries (both internal and international) have remained important definitive forms of statehood, sites of citizenship and arenas of development. As territorial organizations of political, cultural and economic power, boundaries have, as Lord Curzon (1907) noted, become the razor’s edge on which hang suspended modern issues of war or peace, of life or death to nations. In the last five years alone there has been heightened tensions and increasing potential for intra and inter-state conflicts in the Great Lakes region due to inter-ethnic animosities usually fanned by political differences and growing discoveries or rumors of the existence of natural resources on borders or in borderlands.

The areas of Bunyoro and Turkana in Uganda and Kenya respectively are surrounded by a multiplicity of international and internal boundaries within the outlying areas. Lake Albert and Lake Turkana are perhaps the most conspicuous natural features in these two areas. Like in other hotspot border areas in the Great Lakes region the Albertine and Turkana border areas have been confronted by several border disputes in the recent times. As Okumu (2010) has pointed out, these disputes are mainly over territorial claims, and are most frequently caused by the lack of clearly defined and marked boundaries, the availability of transboundary resources and security related matters.

The proximity of Albertine and Turkana to DRC and South Sudan respectively pose an important dimension in the discussion around state borders, security and other related concerns including immigration and refugee flows. Although disputes over trans-boundary resources in the Albertine and Turkana have drawn attention only in the last five years, border security has been the main focus in border relations throughout the two regions over many years, with cattle rustling, drug trafficking, human trafficking, gun smuggling and auto theft all featuring in the economy of the borderland areas. Other security issues relate to terrorist activities, illegal and undocumented immigrations through illegal border points by communities that have relatives on both sides of the border, and illegal cross – border activities, such as the use of herds-boys as informers for human traffickers and monitoring the movements of the patrol teams (*ibid*).

Perhaps, the other most pronounced causes of the resource-driven conflicts in the region have been the dwindling economic fortunes coupled with increased population pressure, external competition and poor management of the trans-boundary resources both in water and on land. As Khadiagala (2010) has pointed out in reference to the resources of Lake Victoria, as these resources have declined, states are increasingly being forced to institute more restrictive maritime controls on the exploitation of its resources. The case of the Albertine Graben and Turkana is critical in analyzing this phenomenon. More specifically, these two areas which previously seemed neglected by the central administrations in Kampala and Nairobi are quickly emerging as key political and economic focal points.

The analysis of trans-boundary conflicts over resources cannot be restricted to water but land as well. As Tullow and other companies have made major oil discoveries across various border locations in the Albetine Graben and in Turkana, new forms of demands and mobilizations have come up. The news on the discoveries is generating intense debates on the implications of this new resource find on the political economy of these volatile border areas. While some of the debates have clearly focused on the benefits of the oil discovery to the region in terms of the “windfall” oil revenues that will deliver substantial social, economic and infrastructural improvements, some analysts have adopted a cautionary stance. The latter, building on “resource curse” arguments have noted that generally, the discovery

of oil and other resources has often paradoxically led to economic stagnation, the death of other traditional and non-traditional exports and conflicts.

The foregoing debates are important in understanding the dynamics around and about trans-boundary resources. As already observed, most of the trans-border regions where resources have been discovered are ecologically sensitive areas with enormous amounts of other meaningful resources that provide livelihood options to the various local communities. The broader grievances over land rights and especially between who, the locals or the governments should have the final say with the multinationals over land access and use in the respective study areas is a critical issue. The latter on the other hand seem to generate new tensions around broader questions of indigenous and foreign land rights. All these issues have important implications on local, national and regional redefinitions of space and boundaries between various ethnicities.

The local border communities are quickly waking up to the reality that power concedes nothing unless there is pressure. The feeling therefore that people must organize and demand for proper compensatory mechanisms around the use of local resources is attaining credence in local discourse. Until more specific legislation is made over local resources, identity based tension and mobilization will persist and this will affect local communities and the various states in general. Ethnic mobilization, the process by which a group organizes along ethnic lines in the pursuit of collective social, economic and political ends, has been noted to be at the centre of state stability and legitimacy questions in Africa and other parts of the world. Debates around oil discoveries in Bunyoro and Turkana are restructuring economic and political competition in ways that emphasize linguistic, religious and cultural differences among populations and in turn encourage mobilization on the basis of ethnicity. These ethnic claims continue to appeal to new redefinitions of space and boundaries as well as appeal to issues of self-determination in the various regions.

There are certainly great implications of the Bunyoro and Turkana experiences on the broader issues of local, national and regional redefinitions of space and boundaries between various ethnicities. Issues of cooperation and conflict generate diverse interpretations at different cultural levels and both international and internal boundaries play a key role in redefining their orientations in the region. Conflicts always presuppose a critical focus among social science and other researchers on some of the mechanisms that could ameliorate the problem. Although the concept of borders as has been articulated in the literature implies the widespread notion of their “artificiality” and “unnaturalness”, there is need for cooperation between economically and culturally linked border regions as a mode of strengthening regional cooperation. Also important is the need for proper management of common resources in border areas such as rivers, lakes and forests and the recognition by border populations of their role in addressing their own survival and developmental concerns.

Conclusion

By all indications both Bunyoro and Turkana regions are quickly emerging as important locations in the politics around oil explorations. While the new drive and resurgence in the interest around oil exploration in the two areas have been pitched at the broader state-multinational relations, the dynamics shaping the local communities' assertions and claims need to be further explored. More important are the implications of these ethnic assertions and claims to issues of state security and stability in the Great Lakes region. There is growing anxiety in the two study regions that the oil rush may fuel new economic and political conflicts at the community and state levels if they are not well managed. The potential of conflicts at the community level revolving around claims over land and the need to have a share of the proceeds from the oil is just but a tip of the iceberg. It is, like the case of Bunyoro and Turkana marked by longstanding and unresolved disputes that could go beyond the current debate on oil but which obviously emphasize issues of marginality and exclusion. The extent to which states are likely to deal with the internal political tensions by striking clear collaborations between the local communities and the multinational companies may mean that the oil revenues will have greater rewards to all. This will certainly dispel the possibilities of reducing the development of the oil sector to a simplistic choice between "blessing" and "curse" to states. But again, finally, there is all likelihood that the international oil prices are plummeting and no one seems to be sure what this new trend will portend for the massive explorations, expectations and anxieties already generated at the state and community levels.

References

- Alden Wily, L., 2012, Looking Back to See Forward: The Legal Niceties of Land Theft in Land Rushes, *Journal of Peasant Studies*, 39:3-4, 751-775.
- Anderson, B., 1983, *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London: Verso.
- Anderson D and Browne A, 2011, The Politics of Oil in Eastern Africa, *JEAS* Vol 5, No. 2 May.
- Auty, Richard M, 1993, *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*. London: Routledge
- Barth F., 1969, *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of Culture Difference*. Boston: Little, Brown & Co.
- Beattie, J., 1971, *The Nnyoro State*, Oxford: Oxford University Press.
- Bollig, M., 1990, *Ethnic Conflicts in North West Kenya: Pokot-Turkana Raiding 1969-1984*, *Zetschrift ft fur ethnologie* 115:73-90.
- Borras, S.M, McMichael P.M, and Scoones, I., 2010, The Politics of Biofuels, Land and Agrarian Change: Editor's Introduction, *Journal of Peasant Studies*, 37:4, 575-92.
- Collier, P. and A. Hoeffler, 2002, On the Incidence of Civil War in Africa, *Journal of Conflict Resolution*, 46(1).

- Collier, Paul, A. Hoeffler, and M. Soderbom, 2004, On the Duration of Civil War, *Journal of Peace Research* 41, May.
- Curzon, L., 1907, 'Frontiers', The Romance Lectures, London: Oxford University press
- Daily Nation (DNA), Several Issues
- Deininger, K, Arezki R and Selod H, 2010, *Rising Global Interest in Farmland: Can It Yield Sustainable and Equitable Benefits?* Washington, DC: The World Bank.
- Doyle S, 2009, Immigrants and Indigenes: The Lost Counties Dispute and the Evolution of Ethnic Identity in Colonial Buganda, *JEAS*, Vol 3, No. 2.
- Frynas, J. and Paulo, M., 2007, A New Scramble for African Oil? Historical, Political and Business Perspectives, *African Affairs*, 106 (423). Harvard University
- Gellner E., 1983, *Nations and Nationalism*, NewYork: Cornel University Press.
- Hannan M., 1979, The Dynamics of Ethnic Boundaries in Modern States, *National Development and the World system: Educational, Economic and Political Change, 1950-1970* edited by Meyer J and Hannan M, Chicago: Chicago University Press.
- Hobsbawn, E and Ranger, T.O (eds), 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Horowitz. D., 1985, *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley: University of California Press.
- HRW (Human Rights Watch), 2002, *Playing with Fire: Weapons Proliferation, Political Violence and Human Rights in Kenya*: Washington, DC: HRW.
- Karl, T. L., 1997, *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro States*, University of California Press, Berkeley, CA.
- Karugire, S. R, 1980, *A Political History of Uganda*, London: Heinemann.
- Kathman J. and Shannon M., 2011, Oil Extraction and the Potential for Domestic Instability in Uganda, *African Studies Quarterly* Vol 12, Issue 3
- Khadiagala, G. M. 2010, Boundaries in Eastern Africa. *Journal of Eastern African Studies*. Oxford : Routledge, Taylor and Francis Group.
- Kiiza J, Bategeka L., Ssewanyana, S., 2011, Righting Resource Curse Wrongs in Uganda: The Case of Oil Discovery and Management of popular Expectations, EPRC Research Series.
- Kojo Sebastian, Amanor, 2012, Global Resource Grabs, Agribusiness Concentration and the Small Holder: Two West African Case Studies, *Journal of Peasant Studies*, 39:3-4, 731-749.
- Lay, Taimour, 2010, Uganda's Oil Contracts Give Little Cause for Optimism, <http://www.guardian.co.uk/katine/katine-chronicles-blog/2010/jan/18/uganda-oilprofits>.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi (ed.) 2016, Land Reforms and Natural Resource Conflicts in Africa: New Development Paradigms in the Era of Global Liberalization, London, United Kingdom: Taylor & Francis Ltd.
- Mamdani M, 1996, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the. Legacy of Late Colonialism*, Oxford: James Currey.
- Matondi, P, Havnevik K and Bayene A., 2011, *Biofuels, Land Grabbing and Food Security in Africa*, London: Zed Books.
- Medard, H. and Doyle S eds, 2007, *Slavery in the Great Lakes Region of East Africa*, Oxford: James Currey.
- Mkutu A. K, 2007, Small Arms and Small Weapons among Pastoral Groups in the Kenya-Uganda Border Area, *Africa Affairs*, Vol. 106, No 422.

- _____, 2008, *Guns & Governance in the Rift Valley Pastoralist Conflict and Small Arms*. Kampala, Fountain Publishers.
- Nagel J and Olzak, S, 1986, *Competitive Ethnic Relations*, Orlando, Florida: Academic Press.
- Nugent P, and A.I. Asiwaju, eds., 1996, *African Boundaries: Barriers, Conduits and Opportunities*. London: Frances Printer.
- Nyakatura, J. W, 1973, *Anatomy of an African Kingdom: A History of Bunyoro-Kitara*, New York: Anchor Press.
- Nzongola-Ntalaja and M. C. Lee, 1997, *The State and Democracy in Africa*, Harare: A.A.P.S Books.
- Ogot, B. A, (ed), 1996, *Ethnicity, Nationalism and Democracy in Africa*, Maseno: Maseno University.
- Okumu W., 2009, Migingo Dispute: Replace Politicians with Experts. *The East African*. April 13-19.
- _____, 2010, Resources and Border Disputes in Eastern Africa. *Journal of Eastern African Studies*. Oxford: Routledge, Taylor and Francis Group.
- Olukoshi, O. A and B. Laaso, 1996, *Challenges of the Nation State in Africa*, Uppsala: Nordisca African Institute.
- Oyefusi, A., 2007, Oil-dependence and Civil Conflict in Nigeria. Department of Economics and Statistics, University of Benin, Nigeria retrieved October 12, 2014 from <http://www.csae.ox.ac.uk/workingpapers/pdfs/2007-09text.pdf>
- Pantuliano Sara, 2010, Oil, Land and Conflict: The Decline of Misseriyya Pastoralism in Sudan, *Review of African political Economy*, 37:123, 7-23.
- Shepard Daniel, 2012, Situating Private Equity Capital in the Land Grab Debate, *Journal of Peasant Studies*, 39:3-4, 703-729.
- Smith, A. D., 1986, *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford: Blackwell Press
- Tom Lavers, 2012, Patterns of Agricultural Transformation in Ethiopia: State Mediated Commercialization and the 'Land Grab', *Journal of Peasant Studies*, 39:3-4, 795- 822.
- Walter Oyugi, 2002, Politicized Ethnic Conflict in Kenya: A Periodic Phenomenon, Nairobi: Government of Kenya.
- Snyder, R and Bhavnani R., 2005, Diamonds, Blood, and Taxes: A Revenue-Centred Framework for Explaining Political Order, *Journal of Conflict Resolution* 49, 4.
- Wekesa, P.W., 2010, Old Issues and New Challenges: The Migingo Island Controversy and the Kenya-Uganda Borderland. *Journal of Eastern African Studies*. Oxford : Routledge, Taylor and Francis Group.
- Zoomers, A., 2010, Globalization and the Foreignisation of Space: Seven Processes Driving the Current Global Land Grab, *Journal of Peasant Studies*, 37:2, 429-47.

6

Théorie critique et espace public: analytique de la gouvernementalité dans la communauté des pays des Grands Lacs

Jean-Marie Katubadi-Bakenge

Position du problème et questions posées par la recherche

Les Pays de la CPGL sont souvent dépeints comme une région ravagée par les conflits. Leur image télévisuelle semble marquée du sceau de la misère amenée par des formes de la désontologisation humaine : guerres civiles, génocide, déplacements des réfugiés, viol des femmes et violations des droits humains, rébellions, etc. Ces formes de désontologisation sont soit des conflits “consommés”, soit déclarés, soit potentiels. Est-il possible de s’émanciper dans une telle société où la violence guette continuellement le citoyen et est capable de porter atteinte à l’intégrité physique ou morale de l’être humain, à ses biens matériels ou à ses idées de valeur en affadissant en lui tout amour d’existence ?

Ce qui semble ostentatoire dans la politique des Pays de la CPGL, c’est que celle-ci est vécue incessamment comme le lieu de heurt entre la forme constitutionnelle et la force dominatrice. Sinon on ne comprendrait pas pourquoi il y a eu tant de drames qui ont occasionné tant de morts dans un contexte social devenu favorable aux pratiques d’avilissement de l’être humain, à la fragilité des Etats, à l’instauration des régimes autocratiques, au tripatouillage de la loi fondamentale, au pillage des ressources, à l’appauvrissement des populations et de ces pays-mêmes.

Au Burundi et en RD Congo, les crises larvées ou ouvertes que les populations ont connues ces cinq dernières décennies ont eu pour la plupart des cas la même racine : la nature de l’Etat. Plusieurs dirigeants de ces deux pays ont considéré

l'Etat comme un bien personnel, un patrimoine pour leur clan ou tribu. L'appareil étatique s'est souvent ainsi retrouvé au service des intérêts personnels des autorités politico-militaires. Afin d'avoir une emprise sur l'ensemble de la société, ces dirigeants ont institué un système de gestion économique et financière fait de prébendes et de gabegie, et ce afin d'entretenir une large clientèle ainsi que leur entourage dans le but d'établir un pouvoir ploutocratique. Aussi faut-il plutôt ici réfléchir sur les solutions à proposer pour faire face aux conflits avant qu'ils ne se transforment dans les scènes de violence. Une lecture attentive de l'histoire des deux pays nous renseigne sur les causes profondes des conflits dont ils souffrent encore. Que pouvons-nous retenir brièvement de cette histoire ?

En effet, l'histoire nous apprend que ces deux pays ont été colonisés par la Belgique, ils ont accédé chacun, presque à la même période, à l'indépendance après une lutte politique menée par des leaders incarnant le changement. Au Congo, Patrice E. Lumumba a été le farouche opposant du système colonial belge. Son combat contre le colonialisme atteint son apothéose le 30 juin 1960, date à laquelle il prononce un discours programme. Il y dénonce la colonisation et ses pratiques d'humiliation imposées au peuple congolais, la décolonisation conservatrice. Il y promet de rétablir la justice sociale, de mettre fin à l'oppression de la pensée libre, de permettre aux citoyens de jouir pleinement des libertés fondamentales, de supprimer toute discrimination, de faire régner non la paix des fusils et des baïonnettes, mais celle des cœurs et des bonnes volontés (Gérard Althabe 1972:262).

Au Burundi, le prince Louis Rwagasore, fils de Mwambusa IV et fondateur du parti nationaliste de l'Union pour le Progrès National (UPRONA), remporte quarante-vingt pour cent, grâce à sa politique de dénonciation de la politique colonialiste et de son projet de société rassembleur du peuple burundais, le scrutin visant à élire l'Assemblée législative de la colonie. Il devient Premier ministre, avec la mission de préparer le pays à l'indépendance. Il écrit dans un rapport destiné au gouvernement de la République arabe unie :

« Je me suis penché plus particulièrement sur la vie économique et sociale de mes compatriotes pour les libérer de l'entreprise des capitalistes belges, grecs et juifs qui sur place détiennent presque la totalité de l'économie et du commerce du pays- car de cette indépendance économique sortira une indépendance politique sûre, stable, forte- pour leur donner à eux aussi la chance de vivre honnêtement, dignement, comme les hommes » (Christine Deslaurier 2012:81).

Ces principaux acteurs dans l'accession de leurs pays à l'indépendance ont été tués, pour la plupart, après une période courte de la prise de pouvoir. La période qui a suivi était riche en crise politique caractérisée par les coups d'Etat ou les tentatives de force pour accéder au pouvoir phagocytant ainsi tout l'appareil politico-juridique, tout le système socio-économique et militaire. Au Congo, Lumumba est renversé par Joseph Désiré Mobutu après un coup d'Etat réussi le 24 novembre 1965. Le règne de ce dernier est caractérisé par la "zaïrianisation"

(la nationalisation des petites et moyennes entreprises étrangères), l'affaiblissement des institutions démocratiques, la mise en place d'un vaste réseau de services de sécurité et d'espionnage, l'instauration d'un système de cooptation, de népotisme, de corruption et de coercition (violations massives des droits de l'homme). Le régime de Mobutu est renversé par la rébellion de l'AFDL menée par Laurent Désiré Kabila en 1996. Celui-ci prit effectivement le pouvoir en mai 1997. Il est assassiné en janvier 2001. Joseph Kabila lui succède. En 2006, il est confirmé président de la République après les élections générales. En 2011, il est réélu pour un second mandat lors des élections largement condamnées par les observateurs comme ayant été entachées d'erreurs et manquant de crédibilité.

Au Burundi, Le prince Louis Rwagasore est assassiné par le ressortissant grec Georges Kageorgis au mois d'octobre 1961. En juillet 1962, le Burundi accède à l'Indépendance en tant que monarchie sous le règne du roi Mwambutsa IV. En 1965, Mwambusa IV refuse de nommer un Premier ministre hutu alors que ceux-ci avaient remporté la majorité aux élections législatives. En juillet 1966, Mwambusa IV est déposé par son fils, le prince héritier Charles Ndizeye, qui prend le nom de Ntare V. En novembre 1966, Micombero, à la tête d'une junte militaire, accède au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat, abolit la Monarchie et se déclare président de la République. A l'issue d'un coup d'Etat, Jean-Baptiste Bagaza prend le pouvoir. Il dirige le pays de 1976 à 1987, année à laquelle il est destitué lors d'un coup d'Etat monté par Pierre Buyoya. Celui-ci accepte de démocratiser le pays et d'organiser les élections en 1993 que remporte Melchior Ndadaye, candidat du parti du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU). En octobre 1993, Ndadaye est renversé et assassiné lors d'un coup d'état militaire qui a déclenché des violences interethniques et la guerre civile. En février 1994, Cyprien Ntaryamira, cofondateur et membre du FRODEBU, fut nommé président du Burundi. Il mourut avec le président rwandais Juvenal Habyarimana lors de l'attentat contre l'avion qui les ramenait d'Arusha à Kigali. En avril 1994, Sylvestre Ntibantunganya devint président de la République. En 1996, Il fut renversé par Pierre Buyoya suite à un coup d'Etat militaire. En 1998, Buyoya signe un accord avec les rebelles du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) et accepte le partage du pouvoir. En 2003, Domitien Ndayizeye accède à la magistrature suprême. Au cours de son mandat (2003-2005), il supervise l'instauration de la constitution burundaise et organise les élections que le Conseil National pour la Défense de la Démocratie/ front pour la Défense et la Démocratie (CNDD-FDD) de Pierre Nkurunziza remporte. Celui-ci devint président de la République. Il est réélu en 2010 pour un second mandat lors des élections boycottées par ses opposants politiques.

Aujourd'hui, ces deux pays aspirent à plus de démocratie sans que leurs dirigeants soient capables de transcender la confusion entre le *potentia* et le *potestas*, c'est-à-dire entre le pouvoir et la domination, qui relève de ce que le philosophe Paul Ricœur appelle le paradoxe politique (1990:229). Le débat actuel, en RD Congo et

au Burundi, sur le possible ou réel tripatouillage de la Loi fondamentale en constitue un chevalement éloquent. Mais au-delà d'un simple fait de similitude, celui-ci révèle en revanche une des illustrations de la logique des vases communicants à laquelle ces deux pays ont vraisemblablement souscrit les vingt dernières années : situation de mi-paix, mi-guerre entre eux suivie ou précédée par les accusations réciproques.

La situation politique, sociale et économique que nous venons de décrire soulève une série de questions qui méritent une analyse approfondie. Ainsi, d'aucuns peuvent se demander :

1. Dans une région où la logique de la guerre semble l'emporter sur toute initiative de paix et où la convoitise des voisins s'érige pratiquement en mode de gouvernement, comment sauvegarder les souverainetés nationales ?
2. Dans ce contexte de guerre de chacun contre tous où les Etats se fragilisent ou se désétatisent davantage, est-il facile de prendre en charge les populations démunies, d'initier les projets de développement ?
3. Sans cela, est-il possible de concilier la reconstruction nationale post-conflit avec les impératifs d'un développement humain durable ?

Ces différentes questions sont intrinsèquement liées, et une bonne réflexion est celle qui en ferait une analyse comme un tout. Cela nous amène donc à formuler une question de recherche qui se veut globale et qui permettra d'apporter une approche de réponse à l'ensemble de ces questions évoquées.

Comment prévenir les conflits et favoriser une coexistence pacifique entre les nationaux, entre ceux-ci et les autres populations de deux pays dans le but ultime d'ériger une gouvernamentalité nationale et régionale ?

Pour répondre à cette question, nous avons formulé une hypothèse de recherche qui nous sert de fil conducteur : *l'absence de gouvernamentalité dans un espace public réellement commun est la source des conflits intercommunautaires et interétatiques qu'ont connus le Burundi et la RD Congo.*

Objectifs et limitation de la recherche

Dans tout travail de recherche, la définition des objectifs est importante. Ceux-ci en effet expriment l'intention générale du chercheur. Ils précisent par ailleurs le but général de la recherche en insistant sur les points ou les aspects du problème étudié et les opérations à mener par le chercheur pour atteindre l'objectif général formulé. Pour cette recherche, les objectifs sont de deux ordres :

Objectif général

L'objectif général est de contribuer à l'édification d'un "espace public" inter lacustre où les citoyens coopèrent et interagissent pour trouver des solutions efficaces aux crises cycliques afin de construire une communauté de paix, de sécurité durable et de convivialité.

Objectifs opérationnels : analyse et application

Les objectifs opérationnels de cette recherche se déclinent sous deux angles. D'une part, sous l'angle d'analyse, il est d'abord question : i) d'identifier les situations génitrices des foyers de conflits en vue de les prévenir ; ii) d'identifier les outils d'analyse et les méthodes d'approches nécessaires pour comprendre les conflits et y apporter des solutions efficaces en tenant compte de la nouvelle donne géographique au niveau sous-régional et international ; iii) d'examiner la situation sécuritaire et le comportement des populations face à la recherche de la paix.

D'autre part, sous l'angle des recommandations, il est question, pour les gouvernants et les citoyens de la CPGL, i) d'appliquer les règles de gouvernementalité démocratique afin de ramener la paix, la sécurité, la convivialité et le développement durable ; ii) d'évaluer la recherche de la paix, de la sécurité, de la convivialité et du développement durable par rapport au respect des normes d'un Etat de droit et de la démocratie. Cette dernière favorise le respect des droits humains, le respect de la loi sur le fonctionnement des partis politiques et de la société civile, l'alternance du pouvoir sur la base de la loi fondamentale, la lutte contre la corruption, le chômage et la pauvreté, la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes, la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays, l'investissement des nationaux et étrangers.

Délimitation du champ de recherche

Cette recherche est consacrée à la CPGL1. Nous allons nous intéresser particulièrement au Burundi et à la RD Congo. Les raisons du choix de ces deux pays sont à la fois d'ordre géographique et socio-politique. De fait, du point de vue géographique, nous sommes assuré de la faisabilité de la recherche. Vivant au Burundi, nous sommes proche de la RD Congo. Cette situation nous permet d'accéder facilement à notre champ de recherche. Sous un autre angle de motivation, malgré les différences dues à l'identité de leurs peuples, les deux pays ont connu sur le plan sociopolitique la même histoire. Citons, à titre d'illustration, la colonisation belge, la période des partis uniques, la politique d'intégration régionale avec la CEPGL, les guerres fratricides, les rébellions, l'aspiration à plus de démocratie. Bien évidemment, chaque médaille a son revers ; en fait, l'immensité de cet ensemble sous-régional pose le problème de la représentativité des données de notre enquête. Autant il est impossible de couvrir tout cet ensemble sous-régional dans le contexte de cette étude, autant les résultats évacuent toute généralisation sur ce que les populations de ces espaces politiques peuvent penser de l'analytique de la gouvernementalité. Et c'est cela la grande limite de cette recherche.

Théorie critique, espace public, gouvernance et gouvernementalité: esquisse de revue de littérature

Le présent point situe la recherche dans la littérature existante. Il apprécie les écrits et établit les liens entre les théories. Pour ce faire, il est construit pour délimiter le point focal de la recherche, pour en décrire ou en motiver les choix des concepts et leur opérationnalisation. L'attention est donc focalisée sur la théorie critique et les notions de gouvernance et de gouvernementalité afin d'analyser le monde vécu des deux pays de la CPGL.

En effet, la situation de crise de légitimité institutionnelle et de déchirement entre la domination et le pouvoir auxquels nous avons assisté ces deux dernières décennies dans la CPGL ont suscité un intérêt académique et sociopolitique considérable.

Un nombre important d'investigations se penchent sur la gouvernance et la démocratie (C.T. Barahanyi Bya-Dunia 1998:153-181; André Guichaoua 1998: 183-199 ; Mwamba Bibombe 1998:143-152). Certaines d'entre elles traitent du sujet de la gouvernance sans en présenter un travail de théorisation approfondie. D'autres limitent le sujet de la gouvernance et la question de la sécurité à la seule lecture économiste. D'autres encore estiment que la paix durable est une condition indispensable pour la construction des pays des Grands Lacs, surtout qu'elle requiert une volonté politique, traduite dans les actions menées par les autorités, avec le concours de tout un chacun. Ces auteurs susmentionnés parlent tous de la paix, mais oublient d'étudier la question du conflit.

En outre, dans ces études, force est de constater que la question du gouvernement démocratique est évoquée de manière rapide et abstraite, alors qu'il s'agit d'études portant sur la région des Grands Lacs, poussant à banaliser les conclusions auxquelles elles ont abouti. Entre les années 2003 et 2009, les investigations sur la gouvernance et la gouvernementalité dans les trois pays (Arsène Mwaka Bwenge 2003:73-94; Ir. Benoît-Janvier Tshibuabua-Kapy'A Kalubi 2006:45-61 ; Pierre Jacquemot 2009:93-108) ont montré qu'il existe un problème sérieux de manque de leadership et de création de cadre de gestion saine de la chose publique. Ce double manque est souvent géniteur de conflits et rébellions dans la région des Grands Lacs. Toutefois, pour les uns et/ou les autres, la question de la gouvernance se limite au choix de la meilleure forme de gouvernement. Le recours au concept de gouvernementalité n'a servi qu'à retracer la genèse des rébellions dans la région des Grands Lacs, sans toutefois prendre la mesure des conséquences qui en découlent afin de repenser la bio-régulation par nos Etats de ce qui fait la vie des populations prise sous le triple angle éthique-politique- économique. Récemment, les publications de Nestor Ntiranyibagira (2010:75-85) et de Siméon Barumwete (2014) s'intéressent encore à la gouvernance. Le premier révèle que la gouvernance peut se réduire à un non-sens si tous les acteurs ne s'engagent pas pour rendre pérenne la démocratie et si les médias ne jouent pas le rôle de l'arbitrage entre eux. Le second considère la bonne gouvernance

comme solution au problème du développement. Là où Nestor Ntiranyibagira fait un simple état des lieux de la gouvernance (gouvernance politique, sécuritaire, judiciaire, économique ou encore sociale) sans une fouille archéologique du concept de gouvernance en vue de son applicabilité idoine au contexte socio-politique burundais, Siméon Barumwete s'adonne efficacement à cette fouille archéologique du concept de bonne gouvernance, mais ne s'en sert que pour faire un état des lieux du mariage entre la gouvernance et le développement au Burundi.

De manière générale, ces travaux se concentrent sur la gouvernance pour traiter de la question de la crise et du conflit au Burundi et en RD Congo. Mais elles sont rares ces recherches qui abordent le sujet sous le double angle de la gouvernance et de la gouvernementalité à la lumière d'un modèle théorique, susceptible de leur permettre une critique profonde de l'espace public de deux pays. La présente recherche entend remplir ce fossé et justifie son originalité.

Théorie critique dans l'analyse de la région des Grands Lacs

L'analyse de la gouvernementalité de la région des Grands Lacs est faite à partir de la théorie critique afin d'examiner les questions posées au sujet de la paix, de la sécurité et de la reconstruction post-conflit dans cette sous-région. Pour comprendre la théorie critique, nous recourons à certaines thèses développées par l'Ecole de Francfort. Cette Ecole est associée aux grands noms de la philosophie et de la sociologie contemporaine dont Max Horkheimer, Theodor Adorno, Jürgen Habermas, Herbert Marcuse, Erich Fromm ou Franz Neumann inspirés par la pensée de Karl Marx jusqu'ici considéré comme le penseur inaugural. Ces différents disciples le montrent dans leurs écrits. Ainsi pour Herbert Marcuse, Karl Marx était préféré à tout autre philosophe parce qu'il pratiquait la philosophie concrète. Sa critique du capitalisme ne signifiait pas seulement une crise économique ou politique, mais une catastrophe de la nature humaine (Marcuse, H. 1968:249-270). Erich Fromm, à son tour, trouve que la critique de K. Marx de la société capitaliste confirme sa réflexion sur la vraie nature de l'homme. C'est pourquoi il soutenait que l'économie est le destin de l'homme ou encore que la société de classes, qui condamnait une grande partie de ses membres à l'infantilisme, était une réalité durable : se révolter contre elle était compréhensible, mais plus que raisonnable que s'en accommoder psychiquement (Rolf Wiggershaus 1993:57 et 59). Theodor Adorno démontrait que dans le capitalisme les hommes ne menaient pas une vie décente parce qu'ils se heurtaient contre un mur de verre. C'est pourquoi chez lui, l'histoire de l'homme se conçoit comme une catastrophe permanente et la domination prévaut à travers de multiples médiations : domination de la nature, domination de l'homme (Adorno paraphrasé par Jean Godefroy Bidima 1993:45).

Cependant, en 1937, date de la sortie de « *Traditionelle und kritische theorie* » (Théorie traditionnelle et théorie critique) de Max Horkheimer, l'expression "théorie critique" cessa de s'identifier à la théorie marxiste dans sa forme orthodoxe, fixée sur

la critique du capitalisme en tant que système économique avec la superstructure et l'idéologie différentes, mais plutôt avec ce qui était principal dans la théorie marxiste. Ce principe consistait essentiellement dans la critique concrète des relations sociales aliénées et aliénantes.

Jürgen Habermas plaide pour la maturité de la rationalisation du monde vécu avant qu'il ne soit possible d'y institutionnaliser par le droit l'économie de marché et l'Etat administrateur auxquels il impute la destruction des formes de vie traditionnelles propres à la société de la vieille Europe (1988:420). M. Horkheimer définissait les millionnaires comme ceux qui «non seulement exploitaient la misère des autres, mais en plus la produisaient et la renouvelaient pour pouvoir à nouveau en vivre, et étaient prêts à défendre cet état de choses au prix du sang d'autrui, tant qu'il en faudrait » (M. Horkheimer cité par Rolf Wiggershaus 1986:48). Franz Neumann avait adhéré à la théorie marxiste de la société, mais il restait politiquement un réformiste qui plaçait tous ses espoirs dans une politique meilleure des mouvements ouvriers dans le contexte d'un Etat de droit rétabli. Ainsi, pour lui, si le capitalisme dissimule la puissance véritable d'une certaine classe sociale et rend calculables les processus d'échange, toutefois il procure en même temps la liberté personnelle et la sécurité pour les pauvres (*Ibidem*: 214).

Mais au-delà, le vocable "Ecole de Francfort" désigne une pensée germanique moderne, ancrée dans la recherche sociale et soucieuse de dégager les moyens théoriques d'une critique du capitalisme et des pathologies qu'il est censé générer. Sans être le résultat d'une théorie unifiée, la théorie critique se présente toutefois comme le projet post-métaphysique d'une élaboration pluridisciplinaire et réflexive de la critique de toutes les forces contraires à l'émancipation des individus dans la société moderne². Au total, elle est la dialectisation de nos problèmes de domination. A ce sujet, Horkheimer dit que

« Prétendre appliquer des concepts de combat, tels que la domination de classe et l'impérialisme, aux seuls Etats capitalistes et non – tout autant – à ceux qui se prétendent communistes, n'a plus de l'opposition que les apparences et n'est pas moins contradictoire aux motivations qui restent les miennes. L'idée du socialisme, d'une démocratie réalisée comme contenu et non plus seulement comme forme, a été depuis longtemps pervertie dans les pays où règne le matérialisme dialectique et transformé en instrument de manipulation politique, de même que la parole chrétienne l'avait été par la chrétienté, pendant les siècles de sanglante oppression » (Horkheimer :1974:9).

Cette stigmatisation du rapport entre dominé/dominant s'applique à l'espace public des Pays de la CPGL. Mais pourquoi invoquer la théorie critique dans cette étude sur la CPGL ?

Comprendre la domination dans le contexte de la CPGL

Il est couramment admis que la théorie critique s'est voulue une déconstruction de la rationalité "instrumentalo-fonctionnaliste" concernant uniquement l'histoire de

l'Occident capitaliste, si bien que d'aucuns peuvent se demander si, en empruntant ce canon épistémologique, l'étude ne pourrait pas déboucher sur une situation paradoxale consistant à étudier la situation sociopolitique des deux pays africains à partir des prémisses méthodologiques et politiques hétéronomes.

Le choix de la théorie critique dans cette étude revêt une double motivation: d'abord, la théorie critique a été considérée comme un cri des marginalisés et a permis à ces derniers de se dresser contre la domination dans laquelle ils étaient en train de pâtir, une situation qui peut être relevée, *ceteris paribus*, dans la CPGL soumise à l'oppression des détenteurs du pouvoir. Puis, comme les populations allemandes de la première décennie frappées par la crise sociopolitique aspiraient à la paix et à la sécurité, les peuples de cette communauté, victimes de la situation d'infra-ontologisation, rêvent d'une région démocratico-aristocratique³ respectueuse des libertés fondamentales.

Parmi ces défenseurs de la théorie critique, la pensée d'Herbert Marcuse peut être un chemin de pensée pour analyser la situation sociopolitique du Burundi et de la RD Congo. En effet, dans *Eros et civilisation*, H. Marcuse s'interroge sur les causes des crises dans les sociétés modernes. Selon lui, en effet, celles-ci prennent un visage particulier de la répression et de la réalité qui rend compte du caractère irrationnel de la société industrielle. Le principe de réalité est remplacé par le principe de rendement, c'est-à-dire que l'individu n'est pas seulement contraint de renoncer au principe de plaisir qui régit les « processus primaires » pour se soumettre à la réalité (passages aux processus secondaires), mais se trouve contraint de sacrifier la plus grande partie de son temps et de son énergie pulsionnelle pour se soumettre à un rendement aussi absurde qu'inutile. (Marcuse, H., repris par Jean-Michel Palmier 2009:1285). Cette pensée insiste sur la domination (surtout inhérente au système capitaliste), un thème qui reste aussi central dans la pensée de J. Habermas, qu'il considère comme un fait politique primordial. La domination est un objet politique à analyser dans la CPGL et c'est le premier apport de la théorie critique à la compréhension de la gouvernementalité dans toute la communauté.

Ici comme ailleurs, souligne Habermas, on parle de domination lorsque certains individus (ou une minorité) agissent au nom de la collectivité en prenant des décisions de nature à influencer sur elle, si bien que leur volonté ou leurs intérêts supplantent la volonté collective et les intérêts véritables de cette collectivité. La critique de Habermas s'oriente vers la compréhension du rapport entre "pouvoir et domination". Dès lors, chez lui, penser la domination est en même temps penser l'émancipation, c'est-à-dire établir les voies qui peuvent permettre de l'éradiquer. Si la domination est le point de départ, l'objet effectif de l'analyse habermassienne sera bien le politique, et avec lui, en particulier, le pouvoir. Celui-ci désigne tout autant le fait d'être au pouvoir (et les actions qui s'y rattachent) que les processus par lesquels une collectivité est amenée à déléguer sa volonté de façon contraignante ou non.

Max Weber est par essence l'auteur qui a bien analysé la domination au-delà du seul schéma de la lutte des classes sociales chère à Marx. Il considère la domination comme la chance pour des ordres spécifiques de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus. Dans cette optique, la domination présente une situation dans laquelle il y a un maître et signifie donc la chance pour un ordre de rencontrer une docilité. Cet ordre peut alors être dit légitime en ceci qu'il se fonde sur la validité que lui accordent les agents. La domination n'est donc nullement une exploitation par laquelle un individu ou un groupe s'imposerait à la tête de la collectivité au moyen de la violence. C'est là que réside toute sa force : la domination se présente presque nécessairement comme stable et durable pour l'ensemble du groupe. Par cette dimension plurielle et cette tendance à la pérennité, la domination se révèle donc avant tout par un pouvoir politique (ou une autorité) de telle sorte que ceux qui y sont soumis reconnaissent la validité et la justification de ce pouvoir.

Ainsi, le terme "politique" doit être appréhendé selon deux dimensions étroitement liées l'une à l'autre : celle de l'obéissance et celle de la contrainte. C'est sur cette aporie que se construit le projet critique de J. Habermas, et peut s'organiser l'analyse sur les contradictions inhérentes au système politique. En fait, la domination comme fait politique provoque un intérêt pour l'émancipation qu'il faut fonder autrement ; or, si c'est vers un idéal de communication intersubjective que Habermas entend se tourner, c'est à l'aune de son articulation avec ce pouvoir qu'il prétend transformer, que pourra s'évaluer la validité critique de cet idéal. Une nouvelle vision du pouvoir pourra alors s'établir, un pouvoir résolument partagé entre sa dimension stratégique négative et sa dimension « communicationnelle » libératrice. On découvre chez Habermas la dénonciation critique de la domination comme fait historico-politique tout en prenant ses distances vis-à-vis de la condamnation radicale de la modernité que celle-ci a pu induire.

Horkheimer et Adorno ajoutent que la domination se manifeste certes comme phénomène politique, mais son origine réside dans le rapport de l'homme à la nature. Il faudrait donc concevoir le politique au travers de cette détermination, ou plutôt dire que ce rapport à la nature est toujours déjà politique. C'est cette structure monologique que Habermas réfute vigoureusement. Ainsi, selon lui, pour sortir de cette situation de dominant/dominé, seul le dialogue peut en établir les conditions de possibilité. Cela peut être considéré comme un autre grand apport de la théorie critique à la compréhension de la situation dans la CPGL.

L'importance du dialogue en tant que facteur inhibiteur de la dichotomie dominant-dominé

En effet, dans la Théorie critique, Habermas est celui qui a le plus théorisé sur l'importance du dialogue pour sortir de ce dualisme dominant/dominé. Il part de la critique adressée au scepticisme de Horkheimer et Adorno à l'égard de la raison. En introduisant le concept de raison instrumentale, dit Habermas

(Habermas 1988 : 143), Horkheimer et Adorno s'efforcent de faire le procès de l'entendement calculeur qui a usurpé la place de la raison. Dès lors, sous sa forme instrumentale, la raison a fini par se confondre avec le pouvoir, renoncer ainsi à sa force critique, annuler la différence entre prétention à la validité et conservation de soi. Ils se sont livrés à un scepticisme effréné vis-à-vis de la raison suite à la situation abracadabrante de rapport entre forces productives et bourgeoises qu'a connue l'Allemagne de la fin des années quarante. Si les deux avaient examiné les raisons qui permettent de douter du scepticisme lui-même, il eût été possible d'établir les bases normatives d'une théorie critique de la société à une profondeur telle qu'elle aurait échappé au dualisme dominant/dominé (1988:155).

A ce sujet, Habermas cherche un autre point d'Archimède et élabore ainsi sa conception du possible autour de la raison communicationnelle comme une autre voie pour sortir de la raison centrée sur le sujet. Celle-ci, dit Habermas, est «le produit d'une fission et d'une usurpation, c'est-à-dire le produit d'un processus social qui a vu, dans son déroulement, un moment subalterne prendre la place du tout, sans toutefois avoir l'énergie suffisante pour aborder la structure du tout» (Habermas 1988 : 373).

De ce point de vue, la prise en main, à travers la connaissance et l'instrumentalité, d'une nature et d'une société objectivées, et l'autonomie gonflée par le narcissisme (au sens d'une affirmation de soi obéissant à la rationalité téléologique) apparaissent, l'une et l'autre, comme des moments détournés qui, en regard des structures communicationnelles du monde vécu – c'est-à-dire en regard à la fois de l'intersubjectivité des relations d'intercompréhension et des relations de reconnaissance réciproque – se sont autonomisées (Habermas 1988:372).

A l'opposé donc, Habermas insiste sur le fait que la raison communicationnelle est mêlée au processus de la vie sociale par le fait que les actes d'intercompréhension jouent le rôle d'un mécanisme qui a pour but de coordonner l'action. Elle constitue par là le médium à partir duquel se reproduisent les formes de vie concrète. Partant, l'activité communicationnelle peut développer la rationalité éthico-spirituelle (c'est moi qui ajoute). C'est à la notion de la faute qu'il faut recourir pour justifier une possible présence de la rationalité éthico-spirituelle dans la philosophie de la communication de J. Habermas. Celui-ci parle de « la faute dans un sens intersubjectif, c'est-à-dire en un sens où la faute est comprise comme le produit involontaire d'une compromission, que ceux qui agissent de manière communicationnelle, doivent, indépendamment de leur imputabilité individuelle, attribuer à la responsabilité collective » (Habermas 1988:374). Dès lors, la rationalité éthico-spirituelle pratique une raison concrétisée dans l'histoire, la société, le corps (idem : 375). Ainsi, l'histoire est projetée et faite par des sujets qui, de leur côté, se trouvent déjà eux-mêmes plongés et formés dans le processus historique. La société apparaît comme un réseau objectif de relations, soit qui coiffe, en tant qu'ordre normatif, les sujets qu'il englobe dans une précompréhension

transcendantale, soit qui est instauré comme dispositif instrumental, par les sujets eux-mêmes, dans la lutte des objectivations réciproques.

Il ressort de ce qui précède qu'à partir de la critique de la rationalité instrumentale, J. Habermas construit la rationalité communicationnelle. Celle-ci prend pour point de départ le fait que les hommes parlent et agissent les uns avec les autres. De plus, elle cherche à démontrer que l'anticipation d'une communication sans distorsion est la condition de possibilité d'une action communicative. Aussi Habermas suggère-t-il la raison communicationnelle à la place de la raison instrumentale, le paradigme de la connaissance des objets par celui de l'entente entre les sujets capables de parler et d'agir, c'est-à-dire celui de l'intercompréhension. Dans l'entendement de Habermas, cette relation répond à une structure qui institue le dialogue. Faut-il lier l'absence ou la présence du dialogue à l'émergence ou à la gestion des crises violentes dans la CPGL ?

Au point de vue de la raison communicationnelle, la reconnaissance du dialogue pousse à admettre que la communication interpersonnelle doit prendre en compte les intérêts universalisables et les exigences ou prétentions à la validité d'une communication digne de ce nom, sans lesquels la césure entre les bourgeois et les forces productrices ira non seulement en grandissant, mais sera davantage légitimatrice de la domination. De ces exigences ou prétentions, Habermas retient la vérité (monde objectif), la sincérité (monde subjectif) et la justesse (monde de la communauté sociale). Elles constituent la base rationnelle de la communication pour la simple raison qu'elles sont reconnues comme des prétentions que destinataire et destinataire compétents sont présumés capables de démontrer et de défendre. Ainsi, les deux, sur la base d'une rationalité communicationnelle, doivent non seulement postuler simultanément à quelque chose qui appartient au monde objectif (celui de la vérité), mais encore au monde de la communauté sociale (celui de la justesse) et au monde subjectif (celui de la sincérité).

Chez Habermas, la communication idéale, c'est-à-dire celle qui peut permettre l'agir libre et en toute connaissance de cause, doit impérativement comporter trois aspects: une action langagière juste à effectuer au regard d'un contexte normatif donné, un énoncé vrai à produire, des opinions, intentions, sentiments, à exprimer de façon véridique. Vérité, justesse et véracité sont donc les trois moteurs de la communication pouvant conduire à l'agir.

Selon J. Habermas, deux cadres suffisent pour situer la prétention à la vérité. Il s'agit des contextes pratiques et des discussions (1996:97). Pour lui, la communication permet sans doute de résoudre des problèmes qui se déroulent dans le monde vécu des individus ou des contextes pratiques. Non seulement cela, parce qu'il existe déjà en elle une dominante éthique de la discussion. Il est donc possible de construire cette dernière sur les fondements d'une théorie de l'action, à condition qu'elle intègre une démarche procédurale et un principe d'universalisation comme règle argumentative.

Le développement des structures communicationnelles, l'autre apport de la théorie critique à l'analyse de la situation dans la CPGL Habermas a la conviction que seul le développement des structures communicationnelles, dans l'espace public démocratique, permettra l'articulation des revendications de justesse et de vérité. La vérité se comprend ainsi comme ce qu'une communauté politique projette spéculativement et hypothétiquement comme l'ensemble des intérêts particuliers et contradictoires qu'elle se doit de transformer par la discussion et l'argumentation rationnelle en aspirations universalisables. Les normes entretiennent alors un rapport immanent à la vérité en ceci qu'au lieu de « régler » des intérêts divergents, elles expriment des aspirations communes ; la vérité est ainsi communicationnelle, intersubjective et donc un bien politique. C'est dans *Droit et Démocratie* (1997) qu'il développe la notion de "politique délibérative" qui vient en droite ligne de sa théorie de l'agir communicationnel et de son éthique de la discussion.

La politique délibérative n'est possible que s'il y a prise en considération de la diversité des formes de communications qui conduisent à l'entente commune. Elle s'appuie donc sur les conditions de la communication. La procédure idéale de délibération démocratique est celle qui tisse un lien interne entre les négociations, les discussions sur l'identité collective et les discussions sur la justice. Cette procédure permet de supposer que des résultats raisonnables peuvent être obtenus. Néanmoins, Habermas sait que tout le monde ne peut pas participer à toutes les discussions dans l'esprit d'une démocratie directe. C'est pourquoi la théorie délibérative compte sur l'intersubjectivité supérieure de processus d'entente qui se déroulent soit sous la forme institutionnalisée de délibérations menées dans les corps parlementaires, soit dans le réseau des communications des espaces publics politiques. Ces espaces publics politiques sont des « arènes » où une formation plus ou moins rationnelle de l'opinion et de la volonté peut s'opérer à propos de thèmes pour la société entière sur la base d'un débat contradictoire.

L'idée de confrontation mise en évidence par Habermas montre la difficile cohésion entre l'idéal d'une société et le réel accompli. En s'engageant dans une argumentation, les participants savent que la discussion n'est jamais définitivement "épurée", mais toujours "polluée", des mobiles cachés et des contraintes de l'action. La raison communicationnelle est toujours enchâssée dans la dialectique d'une entente qui réussit ou qui échoue. Elle circonscrit de cette façon l'univers d'une vie communautaire où l'irrationnel n'est pas séparable du rationnel, ni l'ignorance de la connaissance. Dans un tel univers, aucune décision n'est prise sans discussion, ni délibération au préalable.

Il découle de l'idée habermassienne de la démocratie délibérative les inférences suivantes : 1) Le système de l'Administration publique gouverne, mais son pouvoir doit se régénérer à partir du pouvoir fondé sur la communication. 2) Le droit devient le médium d'une transformation du pouvoir fondé sur la communication. 3) Le principe de la souveraineté populaire qui découle du principe démocratique selon

lequel le pouvoir se déduit du pouvoir des citoyens fondé sur la communication. 4) La constitution du principe de légalité de l'administration qui exige que celle-ci respecte le pouvoir législatif sans y interférer. 5) Etant donné la capacité des citoyens à générer eux-mêmes le pouvoir communicationnel, le pouvoir législatif doit leur être transféré. 6) En plus du principe de souveraineté, il faut un autre principe qui garantit des espaces publics pluriels/autonomes et un principe de concurrence des partis.

Ce programme, qui résulte du débat entre les penseurs et écrivains de l'École de Francfort, fait état des questions essentielles auxquelles les deux pays de la CPGL sont confrontés. Voilà ce qui nous amène aux trois notions essentielles pour comprendre leur situation sociopolitique. Nous allons nous focaliser sur les notions d'espace public, de gouvernance et de gouvernementalité dans le contexte des deux pays en nous appuyant sur une littérature scientifique y relative.

Espace public dans la CPGL

Dans la pensée politique contemporaine, la question de la démocratie est liée à celle de l'espace public. Mais qu'est-ce que la démocratie ? C'est "le gouvernement du peuple par le peuple". L'idéal poursuivi en démocratie est l'égalité et l'autonomie : chacun en démocratie peut exercer le pouvoir sans condition de classe, de race, de religion ou de savoir, comme le souligne la pratique du choix des dirigeants par tirage au sort (Aristote 1990:327). Dans le but d'atteindre cet idéal, le système démocratique prévoit l'élection des représentants, la séparation des pouvoirs, l'instauration de l'Etat de droit. Ainsi, dans sa version représentative, la démocratie est la procédure par laquelle les gouvernés gouvernent, désignent et sanctionnent les gouvernants (Eric Dacheux 2008:7). Mais la démocratie, contrairement aux régimes totalitaires, est aussi un régime politique particulier marqué par l'instauration d'un espace de médiation entre la société civile et l'Etat qui favorise, par le débat contradictoire, l'émergence d'une opinion publique (Id.:8). Cet espace est appelé espace public. Le concept soulève de nombreuses difficultés qui ne rendent pas sa compréhension facile. Son analyse critique faite ci-dessous tient compte à la fois de la dimension normative et descriptive. Ce qui autorise un dialogue transdisciplinaire non sans en créer d'énormes incompréhensions.

Dans cette recherche, nous nous intéressons au concept d'espace public comme fondement de la démocratie. Une telle conception de l'espace public oblige à faire la différence entre l'espace commun (des solidarités primaires comme les clans, les tribus ou encore les ethnies) et l'espace public (les solidarités secondaires entre individus appartenant à des groupes culturels différents).

« La communauté, dit Etienne Tassin, tend vers la conversion, au sens strict de l'action de se tourner vers Dieu, vers une entité d'ordre supérieur en laquelle ses membres s'incorporent comme parties d'un tout identitaire et substantiel ; mais aussi au sens général de l'adhésion et de la transmutation de soi qui fait des membres de la communauté des fidèles, des frères, des camarades, des patriotes,

etc., bref, les membres d'un même corps. A l'inverse, on pourrait comprendre l'espace public comme ce qui oppose un mouvement de divergence à une tendance à la convergence, un mouvement de diversion à une tendance à la conversion, un mouvement de diffusion à une tendance à la confusion, bref, un mouvement de désunion à une tendance à la communion » (2008:116 et 117).

Mais, à sombrer dans cet antagonisme, ne risque-t-on pas de vider la communauté de son sens pour décrire ce qui ne serait que la plate juxtaposition d'instances disséminées dans l'espace, n'ayant plus de commun ? Etienne Tassin prend au sérieux cette objection. Aussi fait-il observer que la communauté intégrative et la société ségrégative sont en réalité l'endroit et l'envers d'une même idée de la communauté. La première est une figure centripète de la communion qui s'accompagne de la seconde comme figure centrifuge de la désunion (2008:118).

Dans l'histoire des idées politiques, les prémices de la notion d'espace public se trouvent dans *Les politiques* d'Aristote (cf. Livre I, 1990:85-133). Dans le Livre I, Aristote énonce le principe de la différence de nature entre la cité et les autres formes de communauté dont pourtant elle procède. Du point de vue génétique, la cité résulte d'un développement naturel : ainsi de l'union de l'homme et de la femme naît la famille, la formation de plusieurs familles engendre le village, de cette extension des familles surgit la cité. Cette dernière est donc née du rassemblement de plusieurs colonies. Il est donc clair que la cité fait partie des choses naturelles. Mais du point de vue de son concept, la cité est antérieure à une famille et à chaque être humain. La cité est la totalité, et à ce titre elle est antérieure à ses parties et elle est d'un autre ordre qu'elles. L'ordre de la cité est d'institution humaine qui vise l'établissement d'un espace public essentiellement politique affranchi des nécessités naturelles comme des compagnons, des commensaux ou encore des frères de lait. Par définition, le lien de la cité n'est ni celui de la nourrice, ni celui du compagnonnage, ni de la commensalité. Il est en revanche le lien de citoyenneté politique qui repose sur le principe démocratique d'égalité de tous les citoyens par rapport à la loi.

L'analyse la plus éclairante du concept d'espace public nous vient d'Emmanuel Kant. Chez celui-ci, en effet, le concept d'espace public renvoie à la publicité, qui signifie le fait de rendre public opposé à ce qu'on peut tenir secret. Kant dit à ce propos : « Toutes les actions relatives au droit d'autrui, dont la maxime n'est pas susceptible de publicité, sont injustes » (1991:51). C'est pourquoi « une maxime qu'on ne saurait déclarer tout haut sans renverser par là même le but que l'on poursuit, qu'il faut absolument tenir secrète sous peine de ne pas réussir, et que l'on ne pourrait faire connaître publiquement sans soulever inévitablement contre son dessein l'opposition de tous, une telle maxime ne peut devoir qu'à l'injustice dont elle menace chacun » (ibid.). C'est pourquoi, afin de bénéficier de ses droits civils, le citoyen doit être capable d'exercer publiquement sa liberté avec les autres.

Dans *Qu'est-ce que les Lumières*, Kant affirme que l'une des manifestations de la liberté, c'est de faire un usage public de sa raison. En conséquence, l'individu ne peut s'arracher tout seul à la minorité, il a besoin du public pourvu que l'Etat leur en laisse la liberté. L'espace public des Lumières est un espace de médiation entre l'Etat et les citoyens où ceux-ci délibèrent publiquement des questions politiques.

Au XXe siècle, J. Habermas est le philosophe qui a le plus vulgarisé le concept d'espace public. Revenant à la philosophie des Lumières, J. Habermas conçoit l'espace public comme un espace de discussion régi par le principe de publicité. La notion de « publicité » (au sens de la large diffusion des informations et des sujets de débats via les médias) est un élément phare de la théorie d'Habermas : celle-ci doit être comprise comme dimension constitutive de l'espace public et comme principe de contrôle du pouvoir politique. Pour Habermas, après son essor au XVIIIe siècle, l'espace public « gouverné par la raison » sera en déclin, puisque la publicité critique laissera peu à peu la place à une publicité « de démonstration et de manipulation », au service d'intérêts privés. Aujourd'hui, c'est tout l'enjeu de la démocratie délibérative ou participative qui doit composer avec la nécessité d'un débat uniquement commandé par l'usage public de la raison, et non des intérêts particuliers.

Dans *L'espace public* (Paris, Payot, 1997), J. Habermas livre l'essentiel de sa théorie de l'espace public en ces termes : i) le public est constitué de personnes privées, égales entre elles, qui débattent ensemble du bien public ; ii) l'espace public bourgeois est une arène où les personnes privées discutent des affaires publiques ; iii) la naissance de l'espace public bourgeois réservé en pratique au public qui lit ; iv) la possibilité de parvenir à l'établissement de normes universelles par une communication rationnelle.

Il faut également mentionner l'idée de monde vécu développée par Jürgen Habermas dans ses deux ouvrages dont les titres sont évocateurs : 1. *Les discours philosophiques de la modernité. Douze conférences* (Gallimard 1988). 2. *Morale et Communication. Conscience morale et activité communicationnelle* (Cerf 1996). En gros, Le philosophe y développe une vision pragmatique de la communication faisant coexister phénomènes d'expression, de domination et de participation à un monde démocratique évalué à l'aune de la reconnaissance intersubjective des prétentions à la validité, qui rend possible la réticulation des interactions sociales et des contextes procédant du monde vécu, divisé en culture, en société et en personne humaine. Ce triptyque est axé sur les droits individuels et le devoir de participation politique.

Ces points de vue ont été critiqués. C'est pourquoi, contrairement à lui, Hannah Arendt trouve la genèse de l'espace public dans l'antiquité grecque. Dans *La condition de l'homme moderne*, la philosophe décrit une démocratie athénienne où espace public et espace politique coïncident parfaitement et s'opposent à l'espace privé. Il consolide cette idée en affirmant :

« Dans la pensée grecque, la capacité d'organisation politique n'est pas seulement différente, elle est l'opposé de cette association naturelle centrée autour du foyer (oikia) et de la famille. L'avènement de la cité conférait à l'homme, outre sa vie privée une sorte de seconde vie, sa bios politikos » (1961 et 1983 : 61).

Ainsi donc, selon Hannah Arendt, il existe deux ordres différents: celui du domaine familial lié à la nécessité et celui du domaine de la "polis" lié à la liberté. Aussi, ajoute-t-elle, « s'il y avait un rapport entre les deux domaines, il allait de soi que la famille devait assumer les nécessités de la vie comme condition de la liberté de la polis » (Ibid.: 67, 68). Or, fait remarquer la philosophe, il existe de plus en plus l'emprise croissante de la nécessité sur la liberté à cause de l'intrusion des questions économiques et salariales dans le domaine des affaires publiques marquant ainsi le déclin de la démocratie. Par ailleurs, Hannah Arendt définit l'activité politique comme une mise en relation des hommes qui se réalise dans la cité, une action commune concertée qui obéit moins à la raison qu'à la figuration, plus à la présentation de soi qu'à l'argumentation (citée par Eric Dacheux 2008:18).

C'est la raison pour laquelle la philosophe s'est interrogée, à l'époque du stalinisme, sur les sociétés modernes d'un nouveau type de régime autoritaire appelé le totalitarisme. Dans ce régime s'est développée une forme d'oppression politique spécifique caractérisée par la dictature d'une idéologie s'exerçant au moyen de la propagande, de la violence, de l'extermination: les camps de concentration en constituent l'institution centrale (Jacqueline Russ 2003 : 491). Un tel régime nous place dans ce que le sociologue anglais Richard Sennet appelle « le brouillage des repères entre vie privée et sphère publique » qui sonne le déclin de la vie publique et s'efface au profit de l'affichage des sentiments intimes (Richard Sennet cité par Eric Dacheux, 17). C'est à juste titre que le sociologue anglais craint la conquête de l'espace public par des dictateurs aimés pour leur parcours et charisme. Au fond, Richard Sennet dénonce la fusion des individus rationnels dans une communauté émotionnelle (: pratique de la tyrannie de l'intimité) et la fin de la civilité (: socle des liens sociaux respectueux et protecteurs "du moi des autres moi").

Les thèses défendues par Kant, Habermas, Arendt ou Sennet offrent des instruments théoriques solides pour penser la démocratie et l'espace public. De nos jours, les travaux-tout aussi nombreux que variés-sur l'espace public permettent d'ancrer celui-ci dans la vie quotidienne, mais en même temps de vouloir dialectiser l'approche théorique à l'approche pratique, d'articuler le local au global pour en obtenir l'*osmose* « *glocal* ». Ainsi, pour Bernard Floris, l'espace public n'est pas un lieu abstrait de consensus démocratique idéal, mais un espace conflictuel exprimant des rapports sociaux d'inégalité et de domination (2008:98). Contre Habermas qui déplorait la colonisation de l'espace public par la marchandise via les médias, Peter Dahlgren fait remarquer qu'il existe d'autres configurations déterminantes de la sphère politique, à savoir la crise de l'Etat-

nation, la fragmentation des publics, l'apparition de nouveaux mouvements politiques sociaux, la relative liberté d'accès de consommateurs aux technologies avancées de la communication et de l'information (2008:65). Ainsi, selon lui, parler d'espace public, c'est aussi se situer sur le plan de l'engagement politique concret ; engagement qu'il est possible de mener après avoir compris que la notion d'espace public renvoie aussi bien à la structure institutionnelle (pour résoudre la question de la crise profonde de gestion et de légitimation à laquelle fait face l'Etat-nation) qu'au processus ambigu de la production du sens (en tenant compte de trois facteurs: les interactions entre les membres du public, l'interface entre médias et public, les produits médiatiques eux-mêmes) (p. 65, 73 et 80).

De même, des auteurs reprochent à J. Habermas: i) sa conception d'un dialogue égalitaire entre des locuteurs qui oublient leur différence au niveau des statuts sociaux et de l'accès à l'information ; ii) sa prétention de fonder les normes à partir d'une raison intersubjective qui ne tient pas compte des convictions profondes des participants ; iii) sa description de l'espace bourgeois sans prendre en considération la présence de l'espace public prolétarien ou oppositionnel (Eric Dacheux, 11-14).

J. Habermas a répondu à la plupart des critiques qui lui ont été adressées, même s'il a maintenu le fondamental de sa thèse sur le monde vécu telle que l'étude en a été faite ci-dessus. Cette explication du monde vécu peut être exploitée pour étudier les questions d'intégration sociale, de socialisation et de relations interpersonnelles légitimement réglées (c'est-à-dire les solidarités), ainsi que du dialogue entre les différentes identités au Burundi et en RD Congo. La capacité d'interaction de celles-ci passe par le rejet de la politique d'exclusion, le renforcement de la primauté de la légitimité d'un Etat de droit et le réaménagement des légitimités communautaires. En d'autres termes, il s'agit de la valorisation du bien commun qui doit passer avant la valorisation du bien communautaire, familial ou personnel; mieux, de la constitution d'un "nous" collectif, différent du "nous" communautaire, ethnique, lignager ou familial (F. Leimdorfer 1999: 74); ou encore de tout "esprit de curialisation"⁴ (Jean-Godefroy Bidima 2000:101-104) et d'affirmation "des identités de terroir"⁵ (Diaw 2004:37-46).

A la suite de Norbert Elias, J.-G. Bidima cite trois caractéristiques de "curialisation" : le système d'interdépendance, un processus de représentation et la notion de dépense. En fait, entrer dans un rapport curial, i) c'est s'intégrer dans des réseaux (partis politiques, fraternités de pensée, associations tribales, des affinités liées au genre, des groupes de prière) où toute parole, tout geste et tout regard sont adressés à et surveillés par autrui ; ii) c'est supposer l'identification du sujet à certaines représentations qui forgeront son moi ; iii) c'est s'investir dans le prestige et la consommation. Dépenser et se dépenser participent à la concurrence des signes du prestige et à la lutte pour les attributs et avantages de la puissance sociale.

S'agissant de l'Afrique, comment lire ces trois caractéristiques de curialisation ? J.-G. Bidima fait remarquer que la curialisation des comportements a envahi les strates de la société civile africaine. Avec la curialisation, argue-t-il, les Africains « entrent et restent dans l'espace public comme des êtres passionnels, irrationnels, "dupables", fascinés par le bruit et le visible, et épatés par les emblèmes ». Ce qui est nouveau, et qu'il sied de souligner avec l'auteur, c'est que l'espace public démocratique se fabrique par "la désincorporation". Dès lors, il est interdit aux gouvernants de s'incorporer au pouvoir ou de se l'approprier. Un tel espace public, d'après Aminata Diaw, ne l'est que par le nom, car il n'est régi ni par le droit, ni selon des normes et procédures consensuellement acceptées, mais devient plutôt un espace qui n'est pensable que comme lieu de l'obscénité, de la sortie de la société et de la culture et d'affirmation des identités de terroir. En conséquence, il en découle la déconstruction de la *res publica* fondée sur la politique d'exclusion et de radicalité de la différence.

Au Burundi et en RD Congo, l'esprit de curialisation entraîne souvent l'étatisation de la société dont le mode d'opérationnalisation repose sur le triptyque pouvoir-violence-accumulation. Du point de vue économique, il en résulte au Burundi et en RD Congo une situation d'improductivité aggravée généralement par la corruption, le népotisme, le clientélisme et la gabegie financière. Sur le plan politique, toute contestation du système de vérité et de ses signifiants selon le seul point de vue du pouvoir politique s'est vu opposer les forces de coercition de l'Etat. Ainsi, les arrestations arbitraires et tentatives de liquidations physiques d'opposants, l'interdiction ou la dissolution de partis, syndicats et médias, les violations des libertés académiques sont souvent des techniques utilisées pour prévaloir le régime de vérité du pouvoir politique par le monopole de la violence.

Peut-on dans ce cas imaginer un espace d'interaction où les affaires collectives sont mises en discussion, où les citoyennetés se définissent sur la seule base de la logique dialogique et non sur le fondement de la radicale différence et le principe de l'exclusion? Un espace public où la logique de monopolisation supplante la logique de discussion devient un espace privé. On ne peut s'inscrire dans un tel espace qu'en excluant l'autre, le privant d'espace, le délestant de toute signification politique, le ramenant au négatif du citoyen (Diaw 2004 : 43).

On peut prendre comme illustration les procédures d'effectuation de la citoyenneté au féminin au Burundi et en RD Congo pour montrer la gestation complexe des nouveaux contours de l'espace public. En effet, dans ces deux pays, les efforts pour la participation de la femme aux efforts de la gestion de la chose publique datent de longtemps. Depuis ces moments, ces pays ont entrepris des réformes législatives et institutionnelles pour promouvoir l'implication de la femme dans la prise des décisions dans les instances supérieures de la République. Les Lois Fondamentales de la RD Congo (18 février 2006 : articles 12 et 14) et du Burundi (18 mars 2005 : articles 13 et 51) reconnaissent que tout citoyen a le droit de participer équitablement – et à tous les niveaux – à la direction et à la gestion des affaires de l'Etat.

En RD Congo, la participation des femmes dans les instances de gouvernance au niveau national (Justin Nkunzi 2013:223) et provincial (pp. 226-258) n'est pas satisfaisante. La sous-représentation de la femme dans les postes de commandement étatiques est liée notamment aux obstacles politiques, culturels et religieux (p. 229, 238, 240, 243, 246, 250, 254, 256 et 258). En effet, du point de vue politique, il faut noter : i) l'absence des lois claires et précises sur la parité homme-femme due à l'égoïsme politique des hommes et au non-respect des dispositions de la Loi Fondamentale ; ii) la non scolarisation de la femme ; iii) le désintéressement par la femme de la vie politique lié essentiellement à l'éducation qui ne l'y prépare point. Par ailleurs, dans la coutume, la femme est considérée comme un outil de production et de procréation d'enfants. Dès lors, le seul espace d'épanouissement de la femme reste la famille. Cet enfermement de la femme la marginalise et l'exclut de toute activité dans la cité. Il en découle chez la femme la culture du sentiment de complexe d'infériorité et de manque d'estime de soi. Cette pratique de marginalisation, notent certains enquêtés de Justin Nkunzi, est aussi entretenue par certaines confessions religieuses. Celles-ci, en effet, ne permettent pas à la femme d'exprimer et de promouvoir ses capacités. Elles l'occupent de façon à ne pas la laisser s'épanouir. Aussi la Bible est-elle interprétée pour donner plus de considérations à l'homme qu'à la femme (p. 243 et 250). Anniversaire

Au Burundi, pays où domine le système patriarcal, les hommes et les femmes ont appris à remplir certains rôles et à adopter un comportement déterminé par leur sexe. Ainsi il est traditionnellement admis que c'est la femme qui fait la cuisine, qui s'occupe des enfants et des tâches de ménage. Aux femmes le *domus*, aux hommes la *polis*, dirait-on !

Le genre est donc une construction de la société burundaise. A titre d'exemple, citons quelques expressions du kirundi pour étayer cette thèse. Pour désigner la fille et la femme, les Burundais utilisent les termes qui leur assignent un espace des tâches domestiques: "umunyakigo, umuzenzwazu, umunyaruhimbi". Alors que la femme est embastillée dans l'enclos ou dans la maison, alors que son rôle est tourné vers l'intérieur du ménage, l'homme doit diriger la famille et s'occuper des relations extérieures ; ainsi l'homme, "*umugabo*" en kirundi, vient du verbe "kugaba", diriger ou céder un bien. L'homme est aussi appelé "umuganji", celui qui est appelé à régner, à dominer. Dans la division du travail, c'est à lui qu'il revenait les tâches de chasse, de construction, de guerre ou de forge.

Depuis 1962, date d'accession du Burundi à l'indépendance, les relations inégales de pouvoir entre les sexes ont souvent caractérisé les processus et institutions de gouvernance. Aussi devons-nous mentionner que c'est surtout à partir de 2000 que des progrès ont été fournis pour rééquilibrer la représentation hommes/femmes dans les processus et les institutions de gouvernance, aux niveaux national et local; les réformes électorales ont plus particulièrement permis d'intégrer plus de femmes au sein des instances gouvernementales, surtout au

niveau local. Malgré cela, ces mécanismes ne garantissent pas l'égalité dans la participation aux institutions et aux processus de gouvernance.

Dans un rapport publié portant sur "l'évaluation de la mise en application des mesures prises par le Gouvernement pour l'intégration de la femme dans les sphères de prise de décision", l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG), à la suite de l'enquête menée sur terrain, montre que la femme est vraiment sous-représentée, voire totalement absente des postes de responsabilité au sommet de l'Etat, dans les services de sécurité, les ministères. Pour exemple, le quota minimum de trente pour cent est seulement respecté au gouvernement, au Parlement, à la Cour suprême, à la Cour constitutionnelle et au Parquet Général près de la Cour Anti-corruption. Dans les autres postes, les femmes ne sont représentées qu'en hauteur de deux pour cent à la présidence des conseils communaux ; cinq pour cent pour les chefs des collines, huit pour cent pour les chefs de zone, quatre pour cent pour les conseillers techniques, etc. (OAG 2009 : v et vii).

Seules donc une prise de conscience par les femmes de discriminations dont elles sont victimes, une éducation de qualité des filles, une meilleure organisation des femmes pour la défense de leurs droits et une autonomie financière constituent des atouts pour l'exercice véritable de leur pouvoir dans l'espace public des deux pays. « L'analphabétisme et l'ignorance de leurs droits fondamentaux affaiblissent le pouvoir d'action des femmes et constituent un handicap majeur pour leur accès aux postes de décision et de responsabilité » (Tshibilondi Ngoyi 2005:17).

De nos jours, la problématique des enjeux de l'éducation des femmes s'étudie à partir de la prise en compte de la dimension du genre dans les interventions de développement et d'intégration des femmes dans le développement.

L'approche dite d'intégration de la femme au développement part de l'idée que le développement vise en premier lieu l'activité économique. Elle veut favoriser ainsi l'accroissement de la productivité de la femme et tend à solliciter de plus en plus sa participation à la production agricole, sans lui apporter les moyens de donner sa propre orientation au développement (Ibid.:22). De nos jours, les thèses centrales de cette approche sont vivement critiquées par les tenants de l'approche "acquisition de pouvoir" (empowerment approach). Depuis les années 70-80, ces derniers ont démontré « qu'on ne peut espérer améliorer la situation des femmes et promouvoir l'égalité entre les sexes que si l'on remet en cause les rapports historiquement et socialement valorisés entre hommes et femmes » (Ibid.:23). Le terme empowerment choisi à cet effet exprime à la fois, pour qualifier le projet intégrateur de la femme, le renforcement du pouvoir politique, l'autonomie économique, la capacité à exercer pleinement des droits juridiquement reconnus et la maîtrise de la destinée.

Il en découle que l'approche "acquisition de pouvoir" transcende le cadre strict de la production et s'étend à la sphère de la reproduction. « A partir des rapports sociaux des sexes, dit Albertine Tshibilondi Ngoyi, l'approche tente d'établir les

liens entre production et reproduction pour trouver la source de la marginalisation de la femme » (p. 24). Cette dernière repose principalement sur la division socio-sexuée du travail, souvent identifiée comme véritable empêchement de la femme à la participation au développement.

La politique de la marginalisation de la femme est non seulement incapable de mettre fin aux rapports d'inégalité entre hommes et femmes, mais elle ne saurait prendre en compte les besoins fondamentaux des uns et des autres. Maxime Molyneux en parle en établissant la différence entre les besoins pratiques et les besoins stratégiques (cité par A. Tshibilondi Ngoyi:25). Les besoins pratiques sont des besoins matériels des femmes et des hommes relatifs à leurs rôles actuels dans la société: ce dont ils ont besoin pour travailler facilement et efficacement. Les besoins stratégiques sont des besoins particuliers des femmes au nom desquels celles-ci luttent pour obtenir plus d'égalité et de responsabilité au sein de la société. En fait, c'est en raison de leur position politique de subordination, voire de domination à l'intérieur des sociétés, que certains groupes, dont les femmes, ont des besoins stratégiques à combler. Cela implique évidemment l'engagement du politique dans l'amélioration de la situation sociopolitique de la femme.

Au Burundi et en RD Congo, un tel engagement passe par la déconstruction de l'espace clos et l'édification de l'espace ouvert où la femme sera plus une actrice politique qu'une simple nourricière domestique. Voilà ce qui peut être le véritable projet fédérateur de la nation de chacun des deux pays que seule la gouvernamentalité est susceptible d'incarner. De quoi s'agit-il lorsqu'on parle de la gouvernamentalité ? Nous voudrions, avant de répondre à cette question, définir le concept de gouvernance pour en déceler le caractère à la fois ambigu et limité et justifier par conséquent le choix porté sur le concept de gouvernamentalité dans cette recherche.

Usages de la gouvernance et de la gouvernamentalité dans le contexte de la CPGL

La gouvernance: sens et puissance de la notion

En voulant comprendre le concept de gouvernance, Ali El Kenz passe par le lien qui existe entre l'Etat et la société. Le destin de l'Etat, dit-il, est lié inexorablement à celui de la société et la dérégulation du premier entraîne le dérèglement de la seconde dans une dialectique négative qui a entraîné plus d'une expérience nationale dans la guerre civile (2010:2). Mais ce lien entre Etat et société qui dévoile le sens de gouvernance n'a pas la prétention d'en déterminer une sémantique univoque. Selon Séverine Bellina, la gouvernance demeure une notion inachevée aux dimensions multiples. Le concept vogue en effet entre le monde des experts et celui des universitaires, vecteur d'analyses novatrices et simple déclinaison de l'idiome libéral (2008:7). Ce qu'admettent Guy Hermet

et Ali Kazancigil (2005:8-9), lorsqu'ils présentent une kyrielle de manières de caractériser la gouvernance : gouvernance comme mode de gestion d'affaires complexes, comme ce qui abolit la distinction entre public/privé pour ne plus réserver à l'Etat qu'un rôle d'arbitre, comme un processus de décision toujours révocable et provisoire, comme cadre des négociations, voire de marchandages et de trocs entre les différentes parties.

Jean-Christophe Mathias dénonce l'abandon du terme « *gouvernement* » au profit de celui de « *gouvernance* » en expliquant qu'il s'agit là d'une rupture du pouvoir décisionnaire de l'Etat garant de la souveraineté populaire, remplacé par une démocratie participative n'ayant – selon lui – aucun attribut réellement politique (Gouvernance sur "<http://fr.wikipedia.org/wiki/>", "<http://fr.wikipedia.org/wiki/>", article en ligne et consulté le 30 avril 2013).

La gouvernance est une notion polysémique, contradictoire et controversée. A propos d'elle, pense Guy Hermet, on est en droit de se poser, à la suite d'Aristote, deux questions primordiales sur l'exercice de la politique comme pouvoir. 1. Quel est le meilleur gouvernement ? 2. Qui est en droit de diriger (2005:19) ? Il n'est pas facile de traiter ces deux interrogations de façon cavalière dans la mesure où la première, technique, relève du "management des systèmes complexes", alors que la seconde, normative ou politique *stricto sensu*, se rapporte à la légitimation de l'autorité.

Le débat qui se pose s'oriente vers l'articulation des deux dimensions fondamentales de la gouvernance : la dimension technique et la dimension normative ou politique. Séverine Bellina (op.cit.) propose l'approche harmonisée ou intégrée dans la transcendance de l'exclusive approche gestionnaire. De la sorte, les deux dimensions technique et normative de la gouvernance sont rééquilibrées par sa force analytique: elle s'affirme comme une approche permettant de comprendre l'exercice du pouvoir légitime dans une société donnée grâce au respect des droits fondamentaux, à la réduction des inégalités économiques et sociales, à la construction de l'Etat de droit et au renforcement du pluralisme social.

Dans le contexte du Burundi et de la RD Congo, la dialectisation de deux approches technique et normative peut être bénéfique pour le mieux-être des populations. En fait, avec cette harmonisation, il y a lieu de remplacer le modèle linéaire (Maesschalck 2008:182), où il est prévu que toutes les décisions soient prises au sommet, par le cercle vertueux basé sur l'interaction, les réseaux et la participation de tous à tous les niveaux de la définition des politiques jusqu'à leur mise en œuvre (2008:182). Ainsi, l'accent est mis sur la nécessité d'une organisation planifiée de la collaboration en vue d'encourager le dialogue et la délibération entre les parties les plus concernées dans l'optique de se concentrer sur des processus adaptatifs de résolution de problèmes.

Michel Rocard (2003:21-31) livre la liste de ces problèmes : la guerre, la paix, l'organisation des pouvoirs publics, la pratique de la démocratie, la corruption et la surveillance, la dette, l'éducation et l'économie populaire. Dans la perspective

constructiviste, tous ces problèmes sont désignés par la seule expression de la sécurité. Développée par les organisations mondiales⁷, une telle sécurité englobe plusieurs dimensions de la sécurité dont la plupart des populations ne jouissent pas: la sécurité économique (revenu de base trop bas), la sécurité alimentaire (accès à la nourriture non garanti) ou sanitaire (difficile accès aux soins médicaux), la sécurité environnementale (populations toujours exposées et/ou victimes des menaces environnementales comme la désertification, les inondations ou la déforestation), la sécurité des personnes (victimes de la violence physique), la sécurité communautaire ou encore la sécurité politique (violation des droits élémentaires et libertés publiques) (Augé 2006 : 50).

Le Burundi et la RD Congo connaissent des problèmes de sécurité telle que perçue ci-haut. Pour l'illustrer, prenons l'exemple de la sécurité des personnes. Dans ces deux pays, on note une forte instrumentalisation des forces de défense et de sécurité par l'élite dirigeante au service de laquelle elles sont pour en pérenniser le régime. C'est pourquoi les faits suivants y sont souvent observés, quoiqu'à des degrés diversifiés: les actions aussi diverses que la protection du gouvernement en place plutôt que des citoyens abandonnés à une insécurité chronique, la criminalisation de l'opposition politique, le recours à des unités spéciales et privées de sécurité plutôt que de sécurité publique, le détournement des missions des forces de sécurité et de défense à des tâches de maintien de l'ordre politique, le renforcement du contrôle exercé sur les forces de défense et de sécurité par l'exécutif.

Seule une rupture politique dans la gouvernance peut permettre à la classe politique de ces deux pays de se démarquer de l'esprit "patrimonialiste" et "claniste", qui veut que les détenteurs du pouvoir bénéficient de tout, aient tout alors que le peuple s'appauvrit davantage et manque du strict nécessaire pour satisfaire ses besoins fondamentaux. L'idéal poursuivi par un bon programme de gouvernance n'est-il pas d'apprendre à vivre ensemble et à gérer pacifiquement la communauté politique, ou d'y assurer les conditions de survie, de paix, d'épanouissement et d'équilibre ? Un tel idéal ne peut être atteint par la seule forme de régulation, ici nommée la gouvernance. Celle-ci a besoin de la gouvernementalité pour mieux penser la société politique. Car « *le mot gouvernance (jadis utilisé aux USA dans la gestion de grandes entreprises) s'incarne dans une vision de reconfiguration, de diversification et d'assouplissement de l'art de gouverner, qui s'exerce sans trop d'antagonismes, de conflits ou de brutalité. Pour les auteurs les plus critiques cependant, tous ces concepts demeurent pleins de piège et d'illusion ; c'est pourquoi il importe de les déconstruire ou tout au moins d'en user avec des pincettes* » (Kazumba et Mukoka Nsenda 2013 : 397).

A la gouvernance s'associe aujourd'hui la notion de gouvernementalité. Celle-ci fait référence à l'historicité du mode de gouvernance (art de gouverner) comme ensemble des pratiques significatives dans la production de l'Etat et la fabrication de l'espace de domination ayant pour cible la population.

Gouvernementalité: étude du concept et son applicabilité à la situation de la CPGL

Foucault entreprend l'analyse généalogique des processus de subjectivation par lesquels nous gouvernons les autres (les arts politiques) et par lesquels nous intériorisons la gouvernance (les pratiques éthiques). Aussi se propose-t-il de survoler les grandes étapes qui mènent à l'avènement de la pensée généalogique par laquelle advint le concept de gouvernementalité. Ce que le concept recouvre, selon Véronique Dimier (2010), c'est un certain type de contrôle sur les populations, un certain mode d'exercice du pouvoir où gouverner, c'est exercer, par rapport aux habitants, aux richesses, aux comportements de tous et de chacun, une forme de surveillance, de contrôle tout aussi attentive que celle du père de famille sur la maison et les biens. D'où un double plan de perception: théorique et méthodologique.

Sur le plan théorique, on peut dire, comme le soutient Guillaume le Blanc (2003 : 27), que la défense sociale, assurée par le développement d'une nouvelle psychiatrie, se voit resituée dans une perspective élargie qu'a une société de se défendre: il s'agit de l'hypothèse de la guerre non plus seulement contre les ennemis intérieurs à son ordre social (les anormaux), mais extérieur à l'exercice de sa souveraineté (les nations étrangères). L'analyse des pratiques psychiatriques et celle des discours guerriers au fondement du pouvoir de souveraineté relèveraient donc d'une seule et même histoire: une histoire de la défense sociale dans laquelle l'hypothèse du pouvoir disciplinaire, d'abord analysée dans le cadre d'une médicalisation sociale contre les dangers sociaux intérieurs, se voit repositionnée dans le cadre élargi d'une défense contre les ennemis menaçant le corps social de l'extérieur.

Puis, sur le plan méthodologique, il faut voir que cette analyse du danger social (à travers la psychiatrie, la prison, les discours guerriers) amène Foucault à schématiser une microphysique du pouvoir magnifiant les économies du pouvoir à l'œuvre derrière les plus diverses institutions des sociétés occidentales: le pouvoir disciplinaire et le bio-pouvoir.

Dans son cours, *Le pouvoir psychiatrique*, Foucault cherche à dégager la présence d'un pouvoir disciplinaire à l'œuvre derrière les transformations que rencontrèrent les pratiques médicales et psychiatriques (2003c : 359).

De par ses erreurs et ses ignorances, il faut en effet comprendre que le médecin était plus d'une fois, et directement, intervenu dans le phénomène de contagion (par ses méthodes qui consistaient à palper ses patients, à passer d'un lit à l'autre, à utiliser les mêmes instruments chirurgicaux d'un patient à l'autre, etc.). On assista donc à l'avènement d'une pratique médicale reconduite vers l'infinitesimal du contrôle standardisé que seul pouvait permettre le lieu qu'était l'hôpital, c'est-à-dire un lieu d'enfermement, de confinement et d'observation généralisée.

Or ce déplacement épistémologique au cœur des pratiques médicales révèle autre chose qu'une simple innovation scientifique. Sans nier la réalité de cette

découverte, Foucault montre qu'elle s'articule à la charnière d'une disciplinarisation de la pratique médicale dans laquelle l'hôpital se transforme en véritable machine à guérir, voire en immense laboratoire, où chacun des éléments peut et doit être distingué et contrôlé de façon individuelle selon l'exigence corrélative d'une symptomlogie normée de façon claire. Pour tout dire, Foucault voit dans ce virage médical l'annonciation d'un nouveau régime de pouvoir. Celui-ci ne peut plus être appréhendé uniquement en termes de pouvoir disciplinaire, qui se concentre sur le corps individuel et qui est l'objet et *le telos* du dressage et de la normalisation. Ici, en effet, M. Foucault est obligé d'affiner ses instruments analytiques pour étudier le rapport entre les processus de subjectivation et les formes de domination (1994g, 785). De ceci découle sa perception du gouvernement. Celui-ci est en effet le point de contact où le guidage des individus par d'autres se relie à la manière dont ils se conduisent. « Gouverner les gens n'est pas une manière de forcer les gens à faire ce que le gouvernant désire, c'est toujours un équilibre changeant qui comprend une certaine complémentarité et des conflits entre des techniques qui assurent la coercition et des procédures par lesquelles le soi se construit et se modifie lui-même » (cité par T. Lemke 2004 : 20-21).

Dès lors, M. Foucault se livre à l'étude du bio-pouvoir. Celui-ci apparaît comme une économie du pouvoir qui prend en charge la population d'une manière totale, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des éléments supposément aléatoires et individuels qui la traverse ou la constitue au sein de stratégies d'ensemble (par exemple, la natalité, la vieillesse et la maladie). Plus exactement, le bio-pouvoir s'occupe de phénomènes globaux qui n'apparaissent qu'au sein même de la masse. La visée du bio-pouvoir n'est donc pas la modification d'un phénomène unique, singulier ou individuel, mais celle de phénomènes dans ce qu'ils ont de globaux (l'abaissement du niveau de morbidité, l'allongement de la longévité de l'espèce, la stimulation de la natalité et la réduction du nombre d'anomalies congénitales). Il ne s'agit plus d'un dressage individuel tel que l'opérait le pouvoir disciplinaire par un travail sur le corps, mais plutôt d'une action sur la globalité de l'espèce vivante visant l'obtention de niveaux d'équilibration et de régularité. Autrement dit, il ne s'agit plus de discipliner l'individu, mais d'en assurer la régulation profonde.

Cette économie, qui déborde les limites d'un pouvoir s'articulant à la charnière d'un corps-sujet, renvoie à l'apparition historique du problème de la gestion politique du sujet humain en tant que corps-espèce, et se veut précisément marquée par l'avènement d'une institution capable de la prendre en charge par la centralité de son relai politique: l'État. À ce titre, l'examen généalogique de la médicalisation des structures sociales qui double le rapport disciplinaire joue un rôle déterminant pour les analyses à venir au sujet de la gouvernementalité.

« Grâce à la gouvernementalité, dit T. Lemke, M. Foucault désigne les rationalités, les formes de comportement et les champs de pratique distincts qui visent, de diverses manières, à contrôler les individus et les collectivités et incluent

eux- mêmes des formes de comportement individuel comme des techniques de guidage des autres » (2004 : 18).

Dans *Sécurité, Territoire, Population*, M. Foucault se livre à l'étude de la gouvernementalité à travers le pouvoir pastoral. Il y esquisse quatre distinctions entre le pouvoir pastoral et les représentations hellénistiques ou romaines du pouvoir politique (2004 f, p. 169-187). D'abord, Foucault postule que ce pouvoir n'est pas un pouvoir qui s'exerce sur un territoire. Il s'exerce plutôt sur un troupeau qui se déplace d'un point à un autre. Contrairement à la représentation territoriale du dieu grec qui se voit rattaché à la protection d'une Cité, le dieu pasteur est un dieu qui marche, qui erre. Le dieu pasteur est en ce sens un guide qui prend la tête de son peuple, et qui montre la direction à suivre.

En deuxième lieu, le pouvoir pastoral est un pouvoir essentiellement bienfaisant. Chez les Grecs et les Romains, la bienfaisance n'était que l'une des facettes du comportement des dieux; un comportement qui prenait tout autant la forme de la luxure, de la suprématie, de l'indifférence, de la moquerie, de la conquête et de la débauche. Le pouvoir pastoral est, pour sa part, entièrement tourné vers le salut du troupeau qu'il protège contre ses ennemis extérieurs ou intérieurs (les dissidents). Ce pouvoir se veut donc une entreprise de soin, un art minutieux, juste et réfléchi. Si bien que la forme qu'il prend n'est pas la manifestation éclatante de sa puissance et de sa supériorité, mais la manifestation d'un zèle, d'un dévouement et d'une application infinie.

En troisième lieu, le pouvoir pastoral est un pouvoir individualisant. Afin d'être en mesure de diriger son troupeau, aucune brebis ne doit en effet échapper au bon pasteur. La sauvegarde du troupeau renvoie donc explicitement au soin et à la connaissance de chacune des brebis que le berger a l'habitude de dénombrer et de soigner quotidiennement.

En quatrième lieu, le pouvoir pastoral est un pouvoir prêt à se sacrifier lui-même, non seulement pour l'ensemble du troupeau, mais pour chacune des brebis. En effet, dans la tradition hébraïque, le berger doit tout à son troupeau, au point de se sacrifier lui-même pour le salut de celui-ci. Le pouvoir pastoral n'est donc pas un pouvoir d'aspect honorifique, mais une configuration tournée vers le sacrifice de soi-même au profit d'autrui. En résumé, on peut dire que le pouvoir pastoral est un pouvoir finalisé sur ceux-là mêmes sur qui il s'exerce, et non sur une unité de type supérieur tel que la Cité, l'intégrité du territoire ou le souverain.

C'est ainsi que, progressivement, le pastorat a donné lieu à tout un art de conduire les hommes, de les diriger, de les faire parler d'eux-mêmes, de les guider aussi bien collectivement qu'individuellement tout au long de leur existence. À ce titre, le pastorat devient pour Foucault l'arrière-plan historique du problème du gouvernement.

Aussi Foucault soutient-il que corrélativement à la formation de ce type de pouvoir qu'est le pastorat chrétien, surgirent des mouvements tout aussi spécifiques

ayant pour objectif d'autres conduites, médiatisées par d'autres objectifs et/ou d'autres méthodes au sein même de cette configuration du pouvoir pastoral. Il appert que plusieurs luttes sociales furent motivées par des désaccords concernant la forme de ce gouvernement pastoral qui prétend gouverner les hommes jusque dans leur vie quotidienne.

Reprenant la thèse énoncée dans « La volonté de savoir » : là où il y a pouvoir, il y a résistance (2003a : 221), Foucault cherche ainsi à valider de façon historique l'hypothèse d'une résistance dont les conditions de possibilité s'articulent au sein même des configurations de pouvoir dont elle cherche à se dissocier. Plus précisément, il étudie les différentes formes de résistance comme catalyseurs chimiques afin de retracer les relations de pouvoir là où elles s'inscrivent concrètement.

Ainsi, à la conception traditionnelle d'un pouvoir massif et unifié, qui ne serait que la traduction d'une répression perpétuelle, Foucault oppose les termes d'un pouvoir inventif et mobile; un pouvoir pleinement positif qui, dans le procès même de sa logique interne, va jusqu'à maintenir la possibilité d'une différence. En d'autres termes, la contre-conduite devient pour la relation de pouvoir une condition de sa possibilité; un point de sailli essentiel aux stratégies qui s'échangent de part et d'autre. On comprend de là que cette problématisation des pouvoirs ne constitue pas tant des luttes pour ou contre l'individu, mais qu'elle regroupe plutôt des luttes qui s'opposent à ce que Foucault nomme le gouvernement par individualisation (2001n : 1046).

Pour tout dire, l'exposition du pouvoir pastoral permet d'illustrer non seulement l'arrière-fond historique du problème du gouvernement, mais aussi d'exemplifier historiquement le jaillissement de contre-conduites non pas en termes de dissidence ou d'affirmation d'une liberté que l'on opposerait massivement à un pouvoir répressif, mais en termes de stratégies ou de tactiques. Vue sous cet angle, la liberté n'apparaîtra plus comme une impulsion indéfinie qui nous habite tous de façon essentielle et que l'on opposerait à la répression perpétuelle d'un pouvoir qui tente de l'étouffer, mais comme le résultat de luttes et de stratégies qui en redéfinissent perpétuellement les termes et les limites.

Fissuré par une série de schismes et de guerres intestines provoquée par la multiplication des contre-conduites au sein du pastorat, l'Empire chrétien n'est plus en mesure de rassembler les diverses principautés européennes sous une seule bannière religieuse. Surgit alors le développement d'une rationalité politique qui s'autonomise graduellement des principes cosmo théologiques. Progressivement, l'art de gouverner ne se conçoit plus en fonction de règles célestes, mais en fonction de règles immanentes à l'activité même de gouverner. Les structures du pouvoir pastoral propres à la gouvernementalité chrétienne se voient par conséquent profondément bouleversées. Sur le plan politique, nous avons un exercice de la souveraineté appelé à se charger d'une raison opérant selon ses

propres principes, donc appelé à se déchiffrer selon une science du gouvernement: la raison d'État.

Dès lors, le premier de tous les nouveaux problèmes de la raison d'État est celui de faire coïncider les intérêts des gouvernés avec celui des gouvernants au sein d'un régime politique désormais désinvesti de la téléologie chrétienne. Dès lors, les idées de bonheur et de prospérité terrestres deviennent au cœur d'une nouvelle rationalité politique insistant sur l'importance du sort de chacun en vue du bien-être de tous, c'est-à-dire l'État. Aussi se développe-t-il autour de ces nouvelles préoccupations tout un art de gouverner qui précise les considérations que le politique doit prendre en compte afin d'assurer le salut terrestre propre à l'État et à sa population.

Avec l'avènement de ce type de gouvernance surgit toute une série de reconfigurations éthiques dont il faut relever la teneur. D'abord, contrairement à la rationalité pastorale chrétienne, il faut voir que le pasteur (un rôle ici transféré à l'État) n'envisage jamais de se sacrifier pour l'une de ses brebis égarées. Bien au contraire, l'État peut aller jusqu'à exiger le sacrifice de l'une (ou plusieurs) de ses brebis pour assurer sa propre sauvegarde. Il y a donc là un renversement de perspective complet à ce sujet.

Ensuite, s'agissant de l'économie du salut propre au pastorat, Foucault resitue celui-ci dans la pratique du coup d'État, qui n'est alors pas simplement la confiscation d'un pouvoir politique d'un gouvernement les uns aux dépens des autres, mais la justification d'une violence qui outrepassa le droit naturel, positif, universel ou divin lorsque la nécessité de sauver l'État devient trop forte. Selon Foucault, les promesses salvatrices du pastorat se transforment ainsi en l'idée à la fois théâtrale et tragique selon laquelle on doit accepter certains sacrifices au nom du salut de tous et de chacun; un salut qui justifie les violences les plus graves comme étant la forme pure d'une rationalité qui se retrouve dans la restauration de la raison d'État.

Concernant le principe d'obéissance, Foucault s'appuie sur l'analyse de Bacon afin de démontrer la mutation de ce principe autour de la préoccupation et de la gestion des séditions comme étant des phénomènes naturels au sein d'un État (2004f, p. 273 et suivantes). Plus précisément, le problème de Bacon s'articule autour de la prise en compte d'une possibilité toujours présente de sédition avec laquelle il faut apprendre à gouverner. La sédition n'est donc pas pour Bacon un trouble de légitimité ou d'origine, mais un phénomène naturel aux populations.

Ainsi, nous trouvons le concept de gouvernementalité utile pour saisir les transformations sociales qui s'opèrent au Burundi et en RD Congo depuis les deux décennies. D'abord, ces deux États sont des techniques des gouvernements où les tactiques permettent (quoique difficilement) de définir ce qui doit relever de l'État et ce qui ne doit pas en relever, ce qui est public et ce qui est privé, ce qui est étatique et ce qui est non étatique. Ensuite, cette perspective théorique permet d'attirer l'attention sur la constitution de nouvelles formes de niveaux de

l'Etat comme la mise en place de systèmes de négociation, de mécanismes d'auto-organisation et des stratégies d'investissement de pouvoir. Enfin, le déplacement des techniques de gouvernement de l'officiel vers le non officiel et, du coup, l'apparition de nouveaux acteurs dans la sphère du gouvernement (les ONG, par exemple) révèlent des transformations fondamentales dans la nature de l'Etat de ces deux pays et les relations entre les acteurs de ceux-ci et de la société civile (Thomas Lemke 21). Ce qui doit les pousser à accélérer les transformations radicales pour passer véritablement des Ethnies-nations aux Etats-nations, et de ceux-ci vers des niveaux supranationaux.

Ce travail de transformations est perceptible dans les Constitutions des deux pays. Dans l'ensemble de ces deux pays, il existe une manifeste volonté politique de créer des institutions capables d'accélérer le passage des Ethnies-Nations aux Etats-Nations. Aussi les deux Constitutions (C.) insistent-elles sur la démocratie comme principe sacro-saint de la République. Le peuple reste le seul souverain par qui et au nom de qui le pouvoir est exercé (C. du Burundi : art.6 et 7; de la RD Congo : art. 5). En pratique, les dirigeants en fin de mandat doivent revenir au souverain primaire qui doit leur renouveler la confiance tout en admettant le principe d'alternance au pouvoir repris dans les deux lois fondamentales en ces termes : Burundi (art.96) et RD Congo (art. 69) : « Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois» (art. 96). Ceci a comme conséquences : 1. La reconnaissance du multipartisme et de l'opposition politique (C. du Burundi : art. 75et 76; de la RD Congo : art. 6 et 8). 2. L'accession au pouvoir par le suffrage universel (C. du Burundi : art. 8 ; de la RD Congo : art. 5). 3. Le financement des partis politiques légalement constitués aux fins de promouvoir la démocratie (C. du Burundi : art. 83 ; de la RD Congo: art. 6). L'élu au poste du président de la République représente la nation et il est le symbole de l'unité nationale; il veille au respect de la constitution; il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et des institutions ainsi que la continuité de l'Etat, il est garant de l'indépendance nationale; de l'intégrité du territoire, de la souveraineté nationale et du respect des traités nationaux et internationaux (C. Du Burundi : art. 95, de la RD Congo : art. 69). 4. Il y a haute trahison passible de mise en accusation lorsqu'en violation de la constitution, le président de la République ou le Premier ministre commet délibérément un acte contraire aux intérêts supérieurs de la nation qui compromet l'unité nationale, la paix sociale, la justice sociale, le développement du pays ou encore porte atteinte aux droits humains, à l'intégrité du territoire, à l'indépendance et à la souveraineté nationales (C. Burundi : art. 117 ; RD Congo: art. 165).

Ce qui précède est trop beau pour tranquilliser tout critique. Les deux Etats ont-ils été toujours respectueux des règles des jeux qu'ils ont définies dans leurs lois fondamentales ? Leurs dirigeants n'ont-ils pas été les premiers à en contrevenir ? Le débat actuel sur le tripatouillage de la constitution au Burundi et en RD Congo n'illustre-t-il pas une telle transgression ? Un tel agir politique ne transforme-t-il

pas progressivement ces Etats administratifs, c'est-à-dire de la gouvernementalité, en Etats qui s'arrogent de plus en plus des prérogatives sur la population? Ce questionnement attire l'attention sur un possible guidage de la gouvernementalité vers une analyse relativiste de l'Etat sur le plan normatif, et incomplète s'agissant de l'Etat comme organe de coordination des divers processus de disciplines étudiés sous la loupe d'une «microphysique» du pouvoir (Sébastien Malette 2006).

Ainsi donc, l'analytique de la gouvernementalité s'avère centrale pour une recherche comme celle-ci. Le concept vient élargir le champ lexical du langage politique de la gouvernance. Pour ce faire, la gouvernementalité saisit la matérialité étatique en marquant la volonté de s'arracher aux pratiques de l'Etat plus qu'à sa théorie ou à son essence. Il s'agit d'un concept qui renvoie plus à l'effectuation qu'aux bonnes intentions, plus à la concrétisation qu'au programme savamment élaboré. Le reprendre à notre compte est une manière d'élargir le champ des empiries des actions et des techniques des gouvernements des deux pays dans le but de repérer le degré de conflictualité de nos sociétés ainsi que l'élaboration des plans de reconstruction pour y faire face. Le choix des approches et techniques pertinentes de recherche est déterminant pour y être conduit afin d'en débattre.

Analytique de la gouvernementalité dans la CPGL : cadre des résultats

Méthodologie adoptée

L'analyse de la situation sociopolitique de deux pays de la CEPGL ne peut être faite sans recourir à l'expérience, sans plonger à la rencontre des acteurs. Dans cette analyse de la gouvernementalité dans la CPGL, nous adoptons l'approche de la triangulation qui recourt à une quintuple analyse, systémique, historique, interactionniste, dialectique, dialogique.

L'analyse systémique élabore un paradigme logique d'un objet concret total en tant qu'il est organisé (Nda 2002:59). Soucieuse donc de totalité, cette recherche se propose d'étudier la question de la sécurité dans la CPGL sous toutes ses dimensions, en montrant par exemple comment, à l'intérieur de ce que Marcel Mauss appelle le phénomène social total, elle ne peut être comprise et expliquée qu'en relation avec des éléments politiques, anthropologiques, techniques ou encore historiques.

L'analyse historique part du principe selon lequel l'histoire se répète et maints phénomènes sociaux se régénèrent d'année en année, de génération en génération. Le paradigme historiciste est utile dans cette recherche pour scruter les arcanes des crises et conflits de deux dernières décennies de l'histoire des pays de la CPGL. Ces crises et conflits, pour la plupart hérités d'une période antérieure et entretenus au fil de temps, ont engendré le génocide, les rébellions, les guerres ou encore les idéologies d'ostracisme de l'autre, ce qui prouve que cette histoire est tissée de contradictions et d'incohérences.

L'analyse dialectique s'intéresse à la question des contradictions. De fait, l'analyse dialectique est utilisée dans cette recherche pour comprendre les incohérences des choses, les oppositions, les ambivalences qui constituent souvent l'essence de la situation sociopolitique des pays de la CPGL, plus dynamique et moins statique. Pour ce faire, l'étude de ces contradictions permet de mieux analyser les rapports sociaux.

L'analyse interactionniste se charge de ces rapports sociaux. Elle est l'étude des relations entre les individus et la société. L'interactionnisme est l'activité dans laquelle les êtres humains interprètent leurs comportements réciproques, agissent sur la base des significations conférées par cette interprétation et font des choix orientés vers la recherche d'une fin (Gerstlé 2008 : 33). Nous y recourons pour traiter notamment des questions relatives aux conflits politiques, militaires, sociaux ou fonciers.

L'analyse dialogique tient compte de l'idée selon laquelle la légitimité réside dans le consensus obtenu par la discussion. Nous nous en servons pour réfléchir sur l'espace public des pays de La CPGL, terre arable pour semer le grain de la gouvernamentalité, monde vécu de discussion, c'est-à-dire un lieu de formation des consensus sur des questions pratiques et politiques, par une confrontation publique d'arguments. Nous analysons l'idée de démocratie délibérative et participative pour perforer les arcanes de ce double concept.

Cette approche de la triangulation se réfère à des techniques bien précises. Nous avons choisi la démarche qualitative en privilégiant ces techniques de recherche: la technique d'interview semi-structurée et l'enquête par questionnaire, l'observation directe sur un échantillon de répondants ressortissant des deux pays de la CPGL.

Description du milieu et de la population de recherche

L'enquête s'est déroulée au Burundi et en RD Congo (partie orientale) auprès des organisations de la société civile, des confessions religieuses, des partis politiques, des universités et instituts supérieurs. Au Burundi, trois organisations religieuses (catholique, musulmane et protestante), sept organisations de la société civile, cinq universités et quatre partis politiques ont répondu aux questions. En RD Congo, l'enquête menée dans la partie orientale du pays l'a été auprès de quatre organisations religieuses (trois protestantes et une catholique), huit organisations de la civile, deux instituts supérieurs et quatre partis politiques.

Ainsi, s'agissant des entretiens semi-structurés, les personnes interviewées ont été choisies parmi un échantillonnage typique tout en veillant néanmoins à la diversification des types d'associations (associations des hommes et des femmes), de confessions religieuses (catholique, protestante et musulmane), de partis politiques (mouvance présidentielle et opposition). Au total, 12 interviews de 45 à 60 minutes ont été menées toutes en tête à tête en juillet et août 2014.

Outre les interviews semi-structurées, la descente sur le terrain (au Burundi et en RD Congo) a été organisée; cette démarche de contact étant précédée par les rendez-vous sollicités au préalable. Les questions du questionnaire d'enquête et l'échantillonnage étaient similaires à ceux utilisés dans les interviews semi-structurées. Toutefois, deux différences importantes entre les deux sont à signaler: 1. S'agissant du nombre des répondants: 26 répondants pour le questionnaire d'enquête contre 12 répondants pour les interviews semi-structurées. 2. Concernant la représentation des répondants, le questionnaire d'enquête compte une catégorie en plus de celles déjà évoquées. Il s'agit de la représentation "Universités".

Analyse, interprétation et discussion des données recueillies au Burundi et en RD Congo

De l'approche de triangulation dans l'analyse des données recueillies

La récolte des données faite, nous avons procédé par la sélection des réponses pour ne retenir que celles complètes et pertinentes. L'enquête ne couvrant pas tout le territoire (cas de la RD Congo), elle ne peut offrir une base solide de généralisation.

Les informations recueillies lors des interviews ont été consignées dans un carnet de recherche pendant ou juste après les entretiens. Ces informations ont été étudiées dans le but: (i) d'identifier les informations relatives aux thèmes principaux de la revue de littérature, (ii) de les confronter les unes aux autres pour en déceler les différences et les contradictions, (iii) de vérifier les informations relatives aux objectifs assignés à cette recherche.

Cette investigation a nécessité l'approche compréhensive et herméneutique basée sur la quintuple analyse systémique, historique, dialectique, interactionniste et dialogique. L'aspect systémique a permis de comprendre que l'origine du conflit dans chacun des deux pays étudiés et son impact sur les relations intercommunautaires sont multidimensionnels: politique, économique, sociale, coloniale. L'aspect historique a aidé à comprendre qu'entre l'histoire événementielle et l'histoire sociale, il existe parfois un énorme fossé. Le leadership au Burundi et en RD Congo a souvent vécu en contradiction flagrante avec les principes de la gouvernamentalité. Un tel comportement politique a produit toutes les monstruosité (guerres, rébellions, massacres, techniques d'avilissement, génocides, etc.) que les deux pays ont connues. C'est donc grâce au double aspect dialectique et interactionniste qu'il a été possible de saisir les incohérences, les oppositions et ambivalences de la situation desdits pays pour mieux analyser les relations intercommunautaires. Ainsi, comme les données récoltées le révèlent, seuls les programmes sociaux sont susceptibles de rassembler les différentes couches sociales, de prévenir et de gérer les conflits qui les opposent les unes aux autres. C'est à cet étalon qu'il est possible de rechercher

et de sauvegarder la paix. Celle-ci reste la fin du programme social de deux Etats comme leurs lois fondamentales l'attestent. Aussi faut-il le concours de tous les citoyens ou presque pour le réaliser. L'analyse dialogique a permis de comprendre que seul le débat de tous les citoyens sur la gestion du bien commun peut prouver la libéralisation de l'espace public et jeter les bases d'un consensus sur le modèle de démocratie délibérative ou participative.

Nous allons ci-dessous procéder pays par pays, et conclure sur les aspects qui se recoupent et ceux qui sont spécifiques à chaque pays. Aussi, pour être méthodique, comptons-nous présenter les résultats question par question et l'interprétation qu'on peut en faire au regard de notre approche méthodologique.

Analyse et interprétation des données recueillies

Ce point analyse d'abord les points de vue des participants des deux pays de la CPGL (le Burundi et la RD Congo) dans le but de les confronter entre eux, puis cherche à les confronter à quelques thèses de la revue de la littérature. Ainsi donc, l'analyse est faite en tenant compte de deux types de confrontations : confrontation interne et confrontation externe. La discussion est menée à la lumière de trois outils du travail suivants : i) la question de recherche : « Comment prévenir les conflits et favoriser une coexistence pacifique entre les nationaux, entre ceux-ci et les autres populations des deux pays dans le but ultime d'ériger une gouvernance nationale et régionale ? » ; ii) l'hypothèse: « L'absence de gouvernementalité dans un espace public réellement commun est la source des conflits intercommunautaires et interétatiques qu'ont connus le Burundi et la RD Congo. » ; iii) l'objectif général : « *Contribuer à l'édification d'un "espace public" inter-lacustre où les citoyens coopèrent et interagissent pour trouver des solutions efficaces aux crises cycliques afin de construire une sous-région de paix, de sécurité durable et de convivialité* ».

Origine du conflit : Qu'avez-vous à dire sur les racines des conflits socio-politiques dans votre pays?

Au Burundi, pour la plupart des enquêtés, l'origine des conflits est fondamentalement politique: la volonté d'accéder au pouvoir et sa gestion faite souvent sur la base de la division et/ou de l'exclusion de l'autre. Ainsi, pendant la période coloniale, les colons ont exploité la fibre ethnique pour opposer les Burundais les uns aux autres alors que ceux-ci vivaient avant en parfaite harmonie. Grâce à la politique du "diviser pour régner", les colons ont dirigé sans partage le Burundi, causant l'antagonisme profond dont les Burundais n'arrivent pas encore à se sortir définitivement. Après l'indépendance, les politiques qui se sont succédé au pouvoir se sont servis des ethnies pour se hisser au pouvoir, s'y maintenir (instauration du parti unique ou volonté de l'instaurer) et diriger sur le mode d'exclusion de "l'autre de l'ethnie différente" et d'association "du

frère de son ethnie”. Les enquêtés reprochent à tous ces dirigeants la mauvaise gouvernance due à l’esprit du “patrimonialisme”/”clanisme” et d’avoir raté l’entrée en modernité politique.

En RD Congo, les enquêtés reviennent sur l’origine politique du conflit; toutefois ils y ajoutent les aspects économique, foncier et social comme autres sources de conflit. Pour l’illustrer, ils citent: i) l’exploitation frauduleuse des minerais par les étrangers et une partie de l’élite congolaise corrompue en défaveur de la masse, ii) la mauvaise répartition des terres arables, iii) le non-respect des limites territoriales héritées de la colonisation et les invasions du pays avec la complicité interne, vi) le repli identitaire et l’exclusion de l’autre.

Impact du conflit: Comment le conflit pèse-t-il sur les relations intercommunautaires dans votre pays ?

Le débat sur l’impact du conflit sur les relations intercommunautaires au Burundi couvre un vaste champ monolithique. Les représentants de quatre groupes cibles enquêtés donnent des réponses dont la substance fondamentale reste la même. Ces réponses dénotent les caractéristiques : i) morales: perte des valeurs d’ubuntu qui poussent les citoyens à ériger en mode de vie: la vengeance, la perte de confiance dans l’autre, la haine viscérale, la jalousie, la promotion de l’ethnie en défaveur de la nation, l’intolérance. ii) sociales: la déchirure du tissu social qui cause la ghettoïsation ou la balkanisation ethnique, la suspicion du compatriote de l’autre ethnie désormais considéré comme l’ennemi iii) psychologiques: repli identitaire (ethnique et politique), la peur de l’autre, celui-ci subissant par la suite l’ostracisme. Cela produit des conséquences néfastes tant au niveau social que politique. Sur le plan social, les communautés vivent indifféremment et se regardent en chien de faïence. A cause du repli identitaire, on a tendance à ne servir que ceux de son ethnie, de son parti politique ou de sa région sans se soucier des autres. Ce népotisme engendre, sur le plan politique, l’intolérance et le refus de toute critique. Le népotiste devient réactionnaire à toute contradiction. Seule l’élimination physique (cas des assassinats extrajudiciaires) de son adversaire devient l’unique arme de dissuasion. Une telle situation mine la cohésion sociale et tout processus vers le développement humain durable.

En RD Congo, les enquêtés parlent de situation de crise généralisée dont voici les conséquences: i) l’émergence des identités qui combattent d’autres identités, ii) le dénigrement de l’être humain (cas de la femme violée) qui, s’estimant exclu de la société, cherche à vivre en reclus, iii) la stigmatisation de l’autre groupe (rejet de l’autre) et la difficile cohabitation (interdiction de mariage intercommunautaire, perte de cohésion sociale), iv) l’hypocrisie (manque d’ouverture à l’autre) et la culture de l’esprit de vengeance (qui engendre la violence), v) la volonté de neutraliser l’autre, le favoritisme (certaines communautés sont plus privilégiées que les autres).

Résolution de conflit: Que faut-il faire pour prévenir et gérer des conflits ?

Au Burundi, pour la plupart des enquêtés, la prévention et la gestion des conflits: i) passent par le respect de la loi fondamentale. Au Burundi, cette dernière est construite sur les principes inaliénables comme la séparation des pouvoirs, la bonne gouvernance, la promotion de la démocratie et de la presse libre et responsable, l'impartialité de la justice, le respect des droits humains, le respect du contrat pour la paix nationale signé lors des différentes négociations inter-burundaises, la formation d'une armée républicaine et d'un leadership politique responsable et visionnaire. ii) Aussi, pour s'imprégner de la philosophie de la loi fondamentale, tout(e) citoyen(ne) doit-il recevoir l'éducation aux valeurs républicaines et civiques: vérité, respect de la parole donnée, tolérance, culture du dialogue, solidarité nationale. Au total, le citoyen et la citoyenne burundais doivent acquérir les valeurs de *bushingatahe* et de *bupfasoni*. Forts de ces valeurs, ils seront capables de s'impliquer dans les conflits au sein de la société, soit pour les prévenir, soit pour les gérer. iii) Pour ce faire, il faut tirer les leçons du passé. Pour en débattre, les enquêtés proposent la mise sur pied de la Commission-Vérité-Réconciliation, libre, indépendante et dotée de personnalité véritablement morale. Sa seule et noble mission : permettre aux Burundais : – de relire ensemble leur histoire événementielle et sociale, – de débattre des racines profondes des conflits afin de se réconcilier avec leur passé, présent et avenir. iv) D'où justement les défis à surmonter: rendre justice en punissant les coupables et en indemnisant les victimes, bannir l'impunité, créer les emplois pour les jeunes, lutter contre la pauvreté, rechercher la cohésion sociale.

En RD Congo, afin de prévenir les conflits et de mieux les gérer, les participants à l'enquête proposent de partir des éléments culturels et sociaux de la communauté congolaise. Dans ce cas, l'accent particulier doit être mis sur la situation endogène et l'approche proactive. Aussi les enquêtés recommandent-ils les mesures suivantes : i) sur le plan civique: éduquer la population aux valeurs du vivre ensemble, de la paix et de la culture politique (celle-ci lui évitera les manipulations de tous bords), ii) sur le plan juridique: lutter contre l'impunité, arrêter et juger les bourreaux, indemniser les victimes des conflits, iii) sur le plan politique: mettre en place les mécanismes de bonne gouvernance, faire la promotion de la justice distributive, promouvoir l'alternance au pouvoir à l'issue des élections libres et transparentes, instaurer un Etat de droit, iv) sur le plan socioéconomique: endiguer le chômage, lutter contre la corruption, créer des mécanismes de réelle intégration sociale (combattre l'esprit de sectarisme), v) sur le plan sécuritaire : renforcer la sécurité de l'Etat tant à l'intérieur que dans ses frontières (créer une armée et les forces de sécurité fortes et républicaines), vi) sur le plan de la résolution des conflits: créer un cadre de concertation et de dialogue entre les différentes communautés pour préserver la cohésion sociale, en cas de conflits, recourir aux mécanismes de justice traditionnelle pour les gérer.

Recherche de la paix et de la sécurité: Par quels indices et programmes sociaux pouvez-vous évaluer la recherche et la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans votre pays ?

Selon les enquêtés, l'évaluation de la recherche et de la sauvegarde de la paix et de la sécurité peut se faire en étudiant les programmes et indices ci-dessous. Au Burundi, i) Parmi les programmes, il faut citer les programmes de démobilisation et réinsertion des anciens combattants, la Commission Vérité-Réconciliation (CVR), la Commission Nationale, Terres et autres Biens (CNTB), les accords et traités de paix (Accord d'Arusha). ii) A ces programmes il faut ajouter les indices suivants: la libre circulation des personnes et des biens sur tout le territoire national, la construction des infrastructures routières, des écoles et hôpitaux. Toutefois, cette évaluation positive est écornée par: i) la gestion reprochable, par la CNTB, des questions foncières; ii) l'instrumentalisation des jeunes par les partis politiques, iii) le verrouillage du jeu politique, iv) la ferme volonté, par le parti au pouvoir, de museler l'opposition politique, de promulguer des lois liberticides, de prendre en otage la liberté d'expression par l'embastillement des militants des droits humains, d'instaurer un règne d'intimidation et de terreur.

En RD Congo: d'abord les programmes : i) programme de lutte contre la pauvreté, ii) programmes Starek et barza interethnique, iii) programmes Amani Leo et Kimya 1 et 2. iv) réforme de l'armée, construction et la réhabilitation des infrastructures routières; puis les indices: libre circulation de la population et des biens sur une partie du territoire, implication de la communauté internationale dans la recherche de la paix, timide retour des bailleurs de fonds pour investir. Toutefois, les efforts consentis sont insignifiants jusqu'ici. La paix reste encore précaire. Les conflits entre les communautés restent à l'état de latence, il suffit d'un « petit rien » pour qu'ils éclatent violemment. Pourquoi ? Parce que l'Etat s'attaque aux effets des conflits et non pas à leurs causes. Pour corriger cette carence de stratégie, il faut qu'il surgisse un leadership responsable et visionnaire à la tête de l'Etat.

Question émergente 1 : Quelles leçons pouvez-vous tirer en ce qui concerne la mise en œuvre de la gouvernance de la gestion de la République par votre gouvernement ?

La pratique de la gouvernance de la gestion de la République tient compte de la spécificité de chaque pays. En effet, pour le Burundi, les participants à l'enquête estiment que les pratiques de gouvernement au pouvoir torpillent la gouvernance démocratique. Ils étayaient leur affirmation par les quelques faits observés ci-après : l'existence des programmes de lutte contre la pauvreté sans résultats tangibles, la mise en place des institutions de lutte contre la corruption qui contraste avec la réalité, la confusion entre la chose publique et le bien domestique qui dénote un manque de transparence et de "rédevabilité", l'assujettissement des pouvoirs législatif et judiciaire au pouvoir exécutif, la tendance à réinstaurer le monopartisme et le présidentielisme qui dévoile la crise profonde du système démocratique, l'achat des opposants politiques.

En RD Congo, les points de vue des enquêtés sur la question sont adversatifs. Pour les uns, la gouvernance est calamiteuse (cette tendance se dessine nettement). Pour d'autres, la stabilisation du cadre macroéconomique, la réforme des services de sécurité et de la fonction publique, la réhabilitation des infrastructures routières, sanitaires, scolaires et aéroportuaires, le payement de la dette extérieure sont les signes de la bonne gouvernance. Mais ce tableau laudateur est contredit par le clientélisme, le chômage, la corruption structurelle et la pauvreté de la majorité du peuple qui révèlent la véritable nature d'un gouvernement ploutocratique. De plus, la situation de mi-paix, mi-guerre où se trouve le pays ne rassure pas les populations et phagocyte le gouvernement, condamné de facto à faire face à une sorte d'administration parallèle. Seule la formation d'un leadership responsable et la participation du peuple à la gestion du bien commun peuvent mettre le pays sur la voie de la bonne gouvernance. A ceci il faut ajouter le rejet de l'immobilisme à la tête de l'Etat, l'effectivité du processus de décentralisation locale, le renforcement de la diplomatie pour sortir le pays de son enfermement, la transparence et la traçabilité dans la gestion de la République.

Question émergente 2 : Comment le débat actuel sur la paix et la sécurité peut-il mieux être articulé avec le projet de reconstruction nationale ?

Au Burundi, la paix et la sécurité peuvent constituer le socle de la reconstruction nationale. D'après nos enquêtés, l'articulation de celle-ci à la paix et à la sécurité n'est possible que si: i) on respecte les recommandations de l'Accord d'Arusha, ii) la CNTB, qui semble être le programme réussi de cette articulation, œuvre pour la réconciliation nationale, iii) on moralise l'appareil étatique et l'espace public, iv) on continue à faire le travail de mémoire pour mieux comprendre le passé afin de préparer l'avenir du peuple burundais, v) il y a un encadrement civique de la jeunesse, vi) les organisations continuent à éduquer la population aux valeurs citoyennes, spirituelles et de solidarité nationale, vii) on s'interdit de tenir les discours bellicistes, viii) il existe un pouvoir réellement démocratique qui garantit le développement et les libertés fondamentales.

En RD Congo, la phase de reconstruction nationale sur laquelle se concentrent les enquêtés est tentaculaire. Elle doit tenir compte de la composante politique, socioéconomique. C'est pourquoi, sur le plan politique, il faut renforcer l'autorité de l'Etat afin que celle-ci travaille dans une administration publique adéquate. Cela signifie que les autorités politiques s'abstiennent d'emprisonner ou d'incarcérer arbitrairement, de poursuivre les citoyens pour une expression d'opinion. Le peuple congolais doit savoir que les libertés s'obtiennent au bout d'une longue lutte politique. C'est pourquoi le Congolais doit faire incessamment pression sur les pouvoirs publics pour démocratiser les régimes et libéraliser l'espace public. Seul un peuple éduqué aux valeurs de la citoyenneté est capable de mener inlassablement ce combat. Somme toute, pour les enquêtés, l'Etat congolais doit

continuer à accélérer le processus de démocratisation. Cela suppose de la part du peuple, souverain primaire, la participation à la prise des décisions, et de l'Etat la transparence dans leur mise en œuvre. Sur le plan socio-économique, les enquêtés font observer qu'il faut s'attaquer au problème de la pauvreté et du chômage, sans quoi la société congolaise ne sera jamais une base pour une quelconque démocratie. Il ressort de ces observations que la reconstruction nationale doit se réaliser avec la population locale. C'est pourquoi les pouvoirs publics doivent mettre en place des structures décisionnelles locales, donc procéder à une sorte de décentralisation de l'autorité. En plus de la thèse d'une reconstruction nationale orientée vers les décisions locales, les participants à l'enquête prônent l'ouverture du pays à la communauté internationale. La stratégie recommandée ici est la pratique de la diplomatie « de la porte ouverte au monde ».

Question émergente 3 : En quoi l'intégration régionale peut-elle être une solution aux conflits qui rongent les pays de la CPGL?

Les personnes enquêtées, au Burundi et en RD Congo, soutiennent l'idée d'intégration régionale comme voie de solution aux conflits qui rongent les pays de la CPGL. Les enquêtés du Burundi admettent que les projets intégrateurs restent les seuls à rendre possible l'intégration régionale. Ainsi, le désenclavement des trois pays (Burundi, RD Congo et Rwanda) – grâce à la construction des infrastructures routières, hospitalières, d'électrification –, permettra la rencontre entre leurs populations respectives. Mais ce possible n'est possible que si certaines conditions sont remplies : i) les trois pays doivent signer le pacte de non-agression et du respect de l'intangibilité territoriale et des frontières héritées de la colonisation. ii) ... combattre les forces anéantissantes et affadissantes de la vie des populations. iii) Ils doivent renforcer les institutions républicaines. iv) développer une bonne diplomatie de médiation en cas de conflit. v) sortir de la logique de nombrilisme et coopérer véritablement.

En RD Congo, la plupart des enquêtés font également l'apologie de l'intégration régionale. En voici l'argumentaire: l'intégration régionale favorise: i) les rencontres intercommunautaires, et celles-ci, par ricochet, éduquent les populations aux valeurs de la paix, de la tolérance, de la connaissance de l'autre, ii) la déconstruction des préjugés sur l'autre, iii) la coopération entre les Etats, iv) la création des cadres d'échanges et des débats sur des questions politique, socioéconomique et sécuritaire, v) la construction des projets intégrateurs, pivots de la modernisation des infrastructures et de la rencontre entre nations. Toutefois, des conditions doivent être remplies et respectées. Pour ce faire, les participants à l'enquête proposent que : i) des programmes de rencontres intercommunautaires, comme COSOPAX (Commerçante Solidaires pour la Paix), soient conçus et mis en pratique, ii) des campagnes des jeunes des Grands Lacs pour la paix soient organisées aussi bien à la base qu'au sommet de l'Etat, iii) chaque Etat respecte (à l'intérieur) la loi

fondamentale et libéralise l'espace politique sans exclure personne, (à l'extérieur) les frontières héritées de la colonisation (abandon de la politique de la déstabilisation de ses voisins et de la violation de l'intégrité territoriale).

Discussion des données recueillies

Les causes du conflit et ses implications sur la vie des populations

Le conflit au Burundi comme en RD Congo a pour racines la gestion calamiteuse de la République. Celle-ci a en effet reposé sur la recherche de l'intérêt personnel (le sien ou celui de son groupe ethnique) engendrant le patrimonialisme, le partage inéquitable du bien commun, l'enrichissement illicite de l'élite au pouvoir avec, comme conséquences, la corruption et la malversation économique, la recherche du pouvoir en recourant à tous les moyens, même les plus démagogiques, la violation des droits fondamentaux, le tripatouillage des textes réglementaires pour s'éterniser au pouvoir, l'élimination de ses adversaires politiques, l'instauration de la "timocratie".

Ainsi, au lieu de fédérer les populations autour d'une gestion républicaine du pays, l'homme politique a plutôt brillé dans la division sociale pour se maintenir le plus longtemps au pouvoir. De l'avis de nos enquêtés, cette situation a ravivé le conflit dont la menace directe sur les relations intercommunautaires est la désintégration de la communauté politique. En effet, le conflit a causé la méfiance entre les différentes couches sociales, amenuisant ainsi la chance de la recherche de la paix et de la cohésion sociale. A cause du conflit, la communauté politique semble sombrer dans un dualisme communautaire divisant la société en deux classes diamétralement opposées : les bantu, considérés comme véritables originaires ; les nilotiques, pris pour des étrangers envahisseurs.

Ces observations rejoignent les points de vue de Max Horkheimer et de J. Habermas. Le premier pour avoir montré que les hommes au pouvoir exploitent non seulement la misère des autres, mais en plus la produisent et la renouvellent pour pouvoir à nouveau en vivre, et sont prêts à défendre cet état de choses, au prix du sang d'autrui. Le second pour avoir insisté sur la domination et montré qu'elle entretient le rapport avec le pouvoir. C'est sur cette aporie que se construit tout le projet critique, et peut s'organiser l'analyse sur les contradictions inhérentes au système politique. En fait, la domination comme fait politique provoque un intérêt pour l'émancipation qu'il faut fonder sur un idéal de communication intersubjective.

L'intégration comme voie d'issue à la prévention et gestion des conflits nationaux et sous-régionaux

Les enquêtés interrogés sur la prévention et la gestion des conflits font remarquer qu'au niveau national il faut: i) le respect des principes régulateurs de la vie sociale (Loi fondamentale), ii) la saine et transparente gestion de la chose publique, iii) l'éducation du citoyen aux valeurs républicaines et son implication dans

la prévention et gestion des conflits, iv) la construction d'un Etat de droit, v) le bannissement de l'impunité, la lutte contre la pauvreté et le chômage, vi) la libéralisation de l'espace politique sans exclure personne, vii) la création d'un cadre de concertation et de dialogue national.

Au niveau sous-régional, il faut: i) le renforcement des institutions républicaines, ii) le respect des frontières héritées de la colonisation (abandon de la politique de la déstabilisation de ses voisins et de la violation de l'intégrité territoriale), iii) le développement d'une bonne diplomatie de médiation en cas de conflit.

Ces remarques appartiennent au domaine de réflexion de J. Habermas sur des structures communicationnelles du monde vécu, c'est-à-dire en regard à la fois de l'intersubjectivité des relations d'intercompréhension et des relations de reconnaissance réciproque. Selon le philosophe allemand, en effet, seul le développement de ces structures, dans l'espace public démocratique, permet l'articulation des revendications de justesse (du monde de la communauté sociale) et de vérité (du monde objectif). Dans le cadre des populations des deux pays, la vérité est ce qu'elles projettent comme l'ensemble de leurs intérêts particuliers et contradictoires qu'elles se doivent de transformer par la discussion et l'argumentation rationnelle en aspirations universalisables. Par exemple, Il s'agira pour elles de débattre des conditions de la valorisation du bien commun qui doit passer avant la valorisation du bien communautaire, familial ou personnel ; mieux, comme dit F. Leimdorfer, de la constitution d'un "nous" collectif, différent du "nous" communautaire, ethnique, lignager ou familial; ou encore de tout "esprit de curialisation" (Jean-Godefroy Bidima) et d'affirmation "des identités de terroir" (Aminata Diaw).

La pratique de la gouvernamentalité comme préalable à la reconstruction nationale

Nos informateurs insistent sur les traits suivants de la gouvernamentalité comme préalables à la reconstruction nationale: l'instauration du système de contrôle sur les provenances des biens et argents des citoyens nantis, la transparence dans la gestion afin d'éviter les détournements des deniers publics (la moralisation de l'appareil étatique et de l'espace public), la lutte contre le clientélisme, le chômage, la corruption structurelle et la pauvreté de la majorité du peuple qui révèle la véritable nature d'un gouvernement ploutocratique, la lutte contre l'assujettissement des pouvoirs législatif et judiciaire au pouvoir exécutif, la tendance à réinstaurer le monopartisme et le présidentialisme qui dévoile la crise profonde du système démocratique, la compétence des dirigeants, la promotion de l'excellence et non de la médiocrité, l'instauration d'un Etat éthique, et non de terreur et d'intimidation, la formation d'un leadership responsable et visionnaire, gage de bonne gouvernance dans les affaires publiques, l'existence des pouvoirs réellement démocratiques qui garantissent le développement et les libertés fondamentales, l'élaboration des

programmes multisectoriels et intégrateurs pour améliorer la vie des populations, le maintien de la sécurité.

Ces points de vue de nos enquêteurs corroborent les thèses foucaaldiennes, la perception du gouvernement. Celui-ci est en effet le point de contact où le guidage des individus par d'autres se relie à la manière dont ils se conduisent. « Gouverner les gens n'est pas une manière de forcer les gens à faire ce que le gouvernant désire, c'est toujours un équilibre changeant qui comprend une certaine complémentarité et des conflits entre des techniques qui assurent la coercition et des procédures par lesquelles le soi se construit et se modifie lui-même ». Là où il y a pouvoir, dit M. Foucault, il y a résistance. C'est pourquoi, à la conception traditionnelle d'un pouvoir massif et unifié, qui ne serait que la traduction d'une répression perpétuelle, il oppose les termes d'un pouvoir inventif et mobile; un pouvoir pleinement positif qui, dans le procès même de sa logique interne, va jusqu'à maintenir la possibilité d'une différence.

Dès lors, un des problèmes épineux de la raison d'État devient celui de faire coïncider les intérêts des gouvernés avec celui des gouvernants au sein d'un régime politique. Les idées de bonheur et de prospérité terrestres se placent ainsi au cœur d'une nouvelle rationalité politique, celle qui insiste sur l'importance du sort de chacun en vue du bien-être de tous. Aussi se développe-t-il autour de ces nouvelles préoccupations tout un art de gouverner qui précise les considérations que le politique doit prendre en compte enfin d'assurer le salut terrestre propre à l'État et à sa population.

Conclusion

Synthèse

Cette recherche a analysé la situation de la Communauté des Pays des Grands Lacs (Le Burundi et la RD Congo) souvent dépeints comme une communauté ravagée par les conflits. Leur image télévisuelle semble marquée du sceau de la misère amenée par des formes de la désontologisation humaine: guerres civiles, génocides, déplacements des réfugiés, viols des femmes et violations des droits humains, rébellions, etc. Ces deux pays de la CPGL sont l'exemple atypique de la crise de légitimité institutionnelle. Leurs structures étatiques vivent dans un déchirement entre la domination et le pouvoir. Cette situation soulève la question générale suivante à laquelle la présente recherche s'est consacrée : Comment prévenir les conflits et favoriser une coexistence pacifique entre les nationaux, entre ceux-ci et les autres populations des deux pays dans le but ultime d'ériger une gouvernamentalité nationale et régionale? Notre recherche a débattu de cette question. Aussi avait-elle eu pour tâche d'explorer l'hypothèse suivante: L'absence de gouvernamentalité dans un espace public réellement commun est la source des conflits intercommunautaires et interétatiques qu'a connus la CPGL. Plusieurs approches et techniques combinées ont été utilisées pour se pencher sur cette hypothèse. Il s'agit de l'approche qualitative

soutenue par une quintuple analyse: analyse systémique, historique, dialectique, interactionniste et dialogique. Celles-ci ont été appuyées par les techniques suivantes: interviews semi structurées, l'enquête par questionnaire, l'observation directe et échantillonnage. L'enquête de notre recherche a été menée au Burundi et en RD Congo auprès des organisations ou associations de la société civile (les militants des droits humains, les médias, les confessions religieuses), des partis politiques de l'opposition et ceux au pouvoir, les universitaires de quelques universités tant privées que publiques, des confessions religieuses.

L'analyse des résultats obtenus de l'enquête a confronté, d'une part, les points de vue des enquêteurs entre eux et, d'autre part, ceux-ci avec quelques théories et concepts de la revue de littérature. Cette double confrontation (interne et externe) révèle que « L'absence de gouvernementalité dans un espace public réellement commun est la source des conflits intercommunautaires et interétatiques qu'ont connus le Burundi et la RD Congo ». La confirmation de cette hypothèse de travail détermine en même temps l'objectif suivi par cette recherche, à savoir «contribuer à l'édification d'un "espace public" inter-lacustre où les citoyens coopèrent et interagissent pour trouver des solutions efficaces aux crises cycliques afin de construire une sous-région de paix, de sécurité durable et de convivialité ». La recherche a atteint cet objectif après avoir identifié les situations génitrices des foyers de conflits en vue de les prévenir, après avoir évalué la recherche de la paix et de la sécurité, ainsi que la convivialité et le développement durable par rapport au respect des droits humains et de la démocratie, au respect de la loi sur le fonctionnement des partis politiques et de la société civile, à l'alternance du pouvoir sur la base de la loi fondamentale, à la lutte contre la corruption, le chômage et la pauvreté, à la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes, à la libre circulation des personnes et des biens entre les trois pays, à l'investissement des nationaux et étrangers.

Recommandations

Gouvernements

- Construire, dans la sous-région, l'Ecole Supérieure des Médiateurs dont la formation sera basée sur la morale et l'éthique.
- Se désengager de la politique de déstabilisation des pays voisins par la formation et le soutien militaire aux forces nuisibles.
- Assurer l'alternance politique à la tête de l'Etat dans la non-violence et le respect de la loi fondamentale.
- Prendre des mesures structurelles de nature politique, économique, juridique, militaire, humanitaire, éducative et écologique pour la construction et le maintien de la paix.

Société civile

- Renforcer au niveau sous régional la synergie pour dénoncer et combattre l'idéologie du génocide et de l'ostracisme.
- Renforcer l'instruction et la formation des jeunes en organisant les activités d'éducation à la culture citoyenne.
- Jouer réellement le rôle de société civile comme force médiane neutre, sans appartenir ni au gouvernement ni à l'opposition politique.

Confessions religieuses

- Eduquer les populations au désarmement mental et à la renonciation à toute idéologie du génocide.

Partis politiques

- Chercher à conquérir le pouvoir dans le strict respect des règles démocratiques et sans recours à la violence.
- Mener une opposition réellement constructive.
- Conscientiser les populations par l'éducation à la culture politique.

Notes

1. L'appellation "Communauté des Pays des Grands Lacs" (CPGL) renvoie aux pays situés autour des lacs Tanganyika et Kivu qui ont partagé le passé colonial commun et voulu construire une politique d'intégration régionale commune pour la libre circulation des personnes et des biens. Il s'agit du Burundi, de la RD Congo et du Rwanda.
2. Ainsi, la théorie critique est inclusive et se trouve au carrefour de la philosophie, de l'anthropologie, de la sociologie, de l'art, de la science politique, de l'économie, de l'histoire et de la psychanalyse.
3. Cette expression paraît un oxymore. Je veux tout simplement soutenir l'idée selon laquelle nos institutions issues de nos démocraties doivent être dirigées par les hommes et les femmes compétents et intègres. Gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, le système démocratique dans cette sous-région doit veiller à l'éducation de nos populations aux valeurs citoyennes afin qu'elles soient capables de choisir les meilleurs dirigeants, les nomothètes.
4. La curialisation est caractérisée par un système d'interdépendance (l'intégration dans les réseaux des fraternités de pensée, des associations tribales ou amicales des ressortissants de telle région, des affinités liées au genre, des groupes de prière est fortement encouragée en Afrique), un processus de représentation (s'impliquer dans la curialisation suppose l'identification du sujet à certaines représentations qui forgeront son moi) et par la notion de dépense (en Afrique, pour prouver son intégration et son maintien dans un rang social déterminé, on encourage la pratique de dépense et consommation ostensibles).
5. Ce sont les identités ethnique, régionale, confessionnelle ou religieuse qui se construisent sur la base de l'exclusion et de la radicalité de la différence.

6. Le Kirundi est la langue nationale utilisée au Burundi.
7. Il s'agit de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes spécialisés (PNUD, UNICEF).

Références

- Arendt, Hannah, 1961 et 1983, *Condition de l'homme moderne*, Préface de Paul Ricœur, Paris, Calmann-Lévy.
- Aristote, *Les Politiques*, Paris, GF-Flammarion, 1990.
- Augé, Axel, 2006, «Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne: vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire», in *Afrique contemporaine*, n° 218.
- Althabe, Gérard, 1972, *Les fleurs du Congo*, Paris, François Maspéro.
- Barahanyi Bya-Dunia, C.T., 1998, La bonne gouvernance après une guerre de libération : la situation de la République Démocratique du Congo, in *Démocratie, Bonne gouvernance et Développement dans la Région des Grands Lacs*, colloque organisé à Bujumbura du 18 au 22 mai 1998, sous la direction de Joseph Gahama, Bujumbura.
- Barumwete, Siméon, 2014, « Bonne Gouvernance et Développement au Burundi : réalités et perspectives », in *Ethique et Société*, à paraître dans vol. 9, n°3.
- Bellina, Séverine, 2008, «Introduction», in *La gouvernance démocratique. Un nouveau paradigme pour le développement ?*, sous la direction de Séverine Bellina, Hervé Magro et Violaine de Villemeur, Paris, Karthala.
- Bidima, Jean-Godefroy, 2000, « Le corps, la cour et l'espace public », in *Politique africaine*, n°77, mars.
- Bidima, Jean-Godefroy, 1993, *Théorie critique et modernité négro-africaine. De l'Ecole de Francfort à la Docta spes africana*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Constitution du Burundi*, 2006, Bujumbura.
- Constitution de la République Démocratique du Congo*, 2006, Kinshasa.
- Dacheux, Eric, 2008, « *L'espace public: un concept clef de la démocratie* », in CNRS Hermès, coll. Les essentiels d'Hermès, Paris.
- Dahlgren, Peter, « *L'espace public et les medias: une nouvelle ère* », in CNRS Hermès, coll. Les essentiels d'Hermès, Paris.
- Deslaurier Christine, 2012, *Paroles et écrits de Louis Rwagasore: leader de l'indépendance du Burundi*, textes collectés par Christine Deslaurier, traduits par Domitien Nizigiyimana, Paris, Editions Iwacu et Karthala.
- Diaw, Aminata, 2004, « Nouveaux contours de l'espace public en Afrique », in *Diogenès*, n°206, avril-juin.
- Dimier, Véronique, 2010, *Etat et gouvernementabilité en Afrique*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.
- El Kenz, Ali, 2010, *Gouvernance et gouvernabilité*, séries de conférences publiques, Yaoundé, CODESRIA.
- Foucault, Michel, 1999, *Les anormaux, cours au Collège de France*, Gallimard/Seuil.
- Foucault, Michel, 2004f, *Sécurité, Territoire, Population : Cours au Collège de France. 1977-1978*. Édition établie sous la direction de F. Ewald et A. Fontana par Michel Senellard, Gallimard : Hautes Études, imprimé en France.
- Foucault, Michel, 2003a, *Histoire de la sexualité, volume 1: La volonté de savoir*. Gallimard: NRF, imprimé en France.

- Foucault, Michel, 2001n, *Dits et Écrits*, volume 2: 1976-1988. Quarto Gallamard, imprimé en France.
- Foucault, Michel, 2003c, *Le pouvoir psychiatrique : Cours au Collège de France. 1973-1974*. Édition établie sous la direction de F. Ewald et A. Fontana par Jacques Lagrange, Gallimard : Hautes Études, imprimé en France.
- Floris, Bernard, 2008, « Espace public et espace économique », in CNRS Hermès, coll. Les essentiels d'Hermès, Paris.
- Gerstlé, Jacques, 2008, *La communication politique*, 2ème édition, Paris, Armand Colin.
- Guichaoua, André, 1998, Bonne gouvernance et démocratie : l'état du débat sur les conditionnalités internationales en Afrique, in *Démocratie, Bonne gouvernance et Développement dans la Région des Grands Lacs*, colloque organisé à Bujumbura du 18 au 22 mai 1998, sous la direction de Joseph Gahama, Bujumbura.
- Habermas, Jürgen, 1997, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- Habermas, Jürgen, 1996, *Morale et Communication. Conscience morale et activité communicationnelle*. Paris, Cerf.
- Habermas, Jürgen, 1988, *Les discours philosophiques de la modernité. Douze conférences*. Paris, Gallimard, 1988.
- Hermet, Guy et Kazancigil, Ali, 2005, « Introduction », in *La gouvernance. Un concept et ses applications*, sous la direction de Guy Hermet, Ali Kazancigil et Jean-François Prud'homme, Paris, Karthala.
- Hermet, Guy, 2005, « La gouvernance serait-elle le nom de l'après démocratie ? L'inlassable quête du pluralisme limité », in *La gouvernance. Un concept et ses applications*, sous la direction de Guy Hermet, Ali Kazancigil et Jean-François Prud'homme, Paris, Karthala.
- Horkheimer, Max, 1974, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, traduit de l'allemand par Claude Maillard et Sibylle Muller, Paris, Gallimard.
- Kant, Emmanuel, 1991, *Projet de paix perpétuelle*, texte intégral, notes et commentaires de J.-J. Barrière et C. Roche, Paris, Nathan.
- Kazumba K. Tshiteya et Mukoka Nsenda, F, 2013, « Gouvernance et Etat devant la menace de balkanisation en RDC », in *La République Démocratique du Congo face au complot de la balkanisation et d'implosion*, Les Editions ICREDES.
- Le Blanc, Guillaume, 2003, « Les indisciplinés ou une archéologie de la défense sociale », in Foucault au Collège de France: un itinéraire, Pessac, Presse Universitaire de Bordeaux.
- Leimdorfer, François., 1999, « Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan: Discours d'acteurs », in *Politique africaine*, n° 74, juin.
- Lemke, Thomas, 2004, « Marx sans guillemets : Foucault, la gouvernementalité et la critique du néolibéralisme », traduit de l'anglais par Marc Chemali, in *Actuel Marx*, n° 36.
- Maeschalck, Marc, 2008, « Normes de gouvernance et enrôlement des acteurs sociaux », in *Multitudes*, n°34.
- Malette, Sébastien, 2006, *La Gouvernamentalité chez Michel Foucault*, Université Laval.
- Mathias, Jean-Christophe, 2013, *Gouvernance* sur "<http://fr.wikipedia.org/wiki/>" \ <http://fr.wikipedia.org/wiki/>, article en ligne et consulté le 30 avril 2013.
- Marcuse, Herbert, 1968, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit, coll. "Arguments".

- Mwaka Bwenge, Arsène, 2003, « *Les milices Mayi-Mayi à l'Est de la République Démocratique du Congo: dynamique d'une gouvernamentalité en situation de crise* », in *Revue Africaine de Sociologie*, 7, (2).
- Mwamba, Bibombe, 1998, « La problématique des libertés publiques, des droits de l'homme et de la démocratie dans les régions des Grands Lacs », in *Démocratie, Bonne gouvernance et développement dans la Région des Grands Lacs*, Colloque organisé à Bujumbura du 18-22 mai 1998, sous la direction de Joseph Gahama, Bujumbura.
- N'da, Paul, 2002, *Méthodologie de la recherche, de la problématique à la discussion des résultats*, 2ème édition, Abidjan, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire.
- Nkunzi Justin, 2013, *La pastorale justice et paix dans l'archidiocèse de Bukavu : 25 ans de combat pour la promotion de la dignité humaine*, Bukavu, Editions de l'Archevêché.
- Ntiranyibagira, Nestor, 2010, « Le droit à l'information, un support démocratique : cas du Burundi », in *Médias et bonne gouvernance en Afrique. Concept et cas pratiques*, UNESCO, janvier.
- Observatoire de l'Action Gouvernementale, 2009, *Analyse de l'implication de la femme dans la prise de décision au niveau local*, Bujumbura.
- Palmier Jean-Michel, 2009, « Marcuse Herbert, 1889-1979 », in *Dictionnaire des philosophes*, sous la direction de Denis Huisman, Paris, PUF, « Quadrige ».
- Ricœur, Paul, 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.
- Rocard, Michel, 2003, « Le développement de l'Afrique, affaire de volonté politique », in *Etudes*, tome 398.
- Russ, Jacqueline, 2003, *Philosophie, les auteurs, les œuvres*, Paris, Bordas.
- Tassin, Etienne, 2008, « Espace commun ou espace public ? » in CNRS Hermès, coll. *Les essentiels d'Hermès*, Paris.
- Tshibuabua-Kapy'A Kalubi, Ir. Benoît-Janvier, 2006, « Le fédéralisme et la gouvernance locale en République Démocratique du Congo », in *Mondes en développement*, n° 133.
- Wiggershaus, Rolf, 1993, *L'école de Francfort: Histoire, développement, signification*, Paris, PUF.

Annexes

Annexe 1 : Questionnaire d'enquête

Le présent questionnaire est élaboré dans le cadre d'une recherche avancée sur les questions de paix, de sécurité et de reconstruction dans la région des Grands Lacs parrainée par Le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA). Le thème sur lequel porte mon investigation est intitulé: Théorie critique et espace public: analytique de la gouvernamentalité dans la Communauté des Pays des Grands Lacs. En répondant aux questions suivantes, vous aurez énormément contribué à la bonne réussite de cette étude. Nous estimons que vous êtes les mieux indiqués pour nous fournir des informations relatives à cette recherche. Tout en vous remerciant, nous vous prions de répondre sincèrement aux questions posées et vous garantissons de la confidentialité de cette enquête, dont les données recueillies seront strictement utilisées à des fins d'investigation.

I. Circonstance de l'enquête

Date :/...../2014

II. Localisation

Province :

Territoire :

Pays :

Nom de l'organisation, de la confession religieuse, du parti politique ou de l'université :

I. Coordonnées de l'enquêté(e)

Prénom et nom :

Sexe : Masculin :

Féminin :

Fonction :

II. Questions d'enquête

- Origine du conflit : Qu'avez-vous à dire sur les racines des conflits sociopolitiques dans votre pays?
- Impact du conflit : Comment le conflit pèse-t-il sur les relations intercommunautaires dans votre pays ?
- Résolution de conflit: Que faut-il faire pour prévenir et gérer des conflits?
- Recherche de la paix et de la sécurité: Par quels indices et programmes sociaux pouvez-vous évaluer la recherche et la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans votre pays ?
- Question émergente 1 : Quelles leçons pouvez-vous tirer en ce qui concerne la mise en œuvre de la gouvernance de la gestion de la République par votre gouvernement ?
- Question émergente 2 : Comment le débat actuel sur la paix et la sécurité peut- il mieux être articulé avec le projet de reconstruction nationale ?
- Question émergente 3 : En quoi l'intégration régionale peut-elle être une solution aux conflits qui rongent le Burundi, la RD Congo et le Rwanda ?

Annexe 2 : Liste des organisations, confessions religieuses, partis politiques et universités participants

Organisations

- Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC)-Burundi, Bujumbura.

- Observatoire de Lutte contre la Corruption et Malversations Economiques (OLUCOME) – Burundi, Bujumbura.
- Collectif des Associations et Organisations Non Gouvernementales Féministes du Burundi (CAFOB) – Burundi, Bujumbura.
- Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) – Burundi, Bujumbura.
- La Ligue ITEGA) – Burundi, Bujumbura.
- Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme (SPPDF)-Burundi, Bujumbura.
- Association burundaise pour la Protection des Droits Humains et des personnes détenues (APRODH) – Burundi, Bujumbura.
- CJ-Femmes-RD Congo, Fizi.
- Société Civile de Fizi – RD Congo, Fizi.
- Solidarité Echange pour le Développement Intégral (SEDI)-RD Congo, Fizi
- World Rlief/Congo- RD Congo, Goma.
- Excellent Group – RD Congo, Goma.
- Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP) – RD Congo, Bukavu.
- Héritiers de la Justice (HJ) – RD Congo, Bukavu.
- Alliance du Kivu Congo – RD Congo, Bukavu.

Confessions religieuses

- Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECABU), Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP) – Burundi, Bujumbura
- Conseil National des Eglises du Burundi (CNEB)- Burundi, Bujumbura.
- Communauté Islamique du Burundi (COMIBU)- Burundi, Bujumbura.
- Conférence Episcopale Nationale du Congo, Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) – RDC, Bukavu
- Eglise du Christ au Congo, Programme Paix et Réconciliation (ECC/PPR)-RD Congo, Bukavu
- Eglise Gloire de Dieu (AGD) – RD Congo, Goma.
- Eglise Communautaire Internationale (ECI) – RD Congo, Goma.

Partis politiques

- Union pour le Progrès National (UPRONA)-Burundi, Bujumbura.
- Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU) – Burundi, Bujumbura.
- Conseil National pour la Défense de la Démocratie/Front pour la Défense et la Démocratie (CNDD/FDD) – Burundi, Bujumbura.
- Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD), Burundi – Bujumbura.

- Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), RDC, Bukavu.
- Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) – RD Congo, Bukavu.
- Union de la Nation Congolaise (UNC) RD Congo, Bukavu.
- Parti National pour la Démocratie et la République (PANADER) – RD Congo, Bukavu.

4. Universités et Instituts Supérieurs

- Université du Lac Tanganyika – Burundi, Bujumbura.
- Université des Grands Lacs – Burundi, Bujumbura.
- Université Sagesse d’Afrique – Burundi, Bujumbura.
- University Leadership International – Burundi, Bujumbura.
- Université Espoir d’Afrique – Burundi, Bujumbura.
- Institut Supérieur du Développement Rural – RD Congo, Fizi.
- Institut Supérieur du Développement Rural – RD Congo, Uvira.

Land Politics and Conflict in Uganda: A Case Study of Kibaale District, 1996 to the Present Day

John Baligira

Introduction

This chapter examines how the interplay between politics and the competing claims for land rights has contributed to conflict in Kibaale district since 1996.

It considers the case of Kibaale district as unique. First, as a result of the 1900 Buganda Agreement, 954 square miles of land (*mailo* land in Luganda language) which constituted 58 per cent of the total land in Buyaga and Bugangaizi counties of present Kibaale district was allocated by the British colonialists to chiefs and notables from Buganda. It is unique because there is no other district in Uganda, where most of the land is statutorily owned by people from outside that district. Second, people from elsewhere migrated massively to Kibaale district to the extent that they constitute about 50 per cent of the total population. No other district in Uganda has so far hosted new settlers constituting such a high percentage of its population. The chapter argues that the massive immigration and acquisition of land, the existence of competing land rights regimes, and the politicization of claims for land rights have contributed to conflict in Kibaale district (see map 1).



Map 7.1: Location of Kibaale district in Uganda

Source: Makerere University Cartography Office, Geography Department, 2010

The ownership of *mailo* land in Buyaga and Bugangaizi counties by mostly Baganda was vehemently opposed by the Banyoro who considered themselves the original land owners. By the time of Uganda's independence in 1962, the contentions over land ownership in the two counties had not been resolved. Despite the 1964 referendum by which the people of Buyaga and Bugangaizi counties voted to be returned from Buganda to Bunyoro Kingdom, the central government did not resolve the contestation over the ownership of *mailo* land in the two counties.

Consequently, the disappointed Banyoro launched fresh violent campaigns after the 1964 referendum, forcing the Baganda to return to their homeland (Buganda) with their land titles, where they have remained as absentee landlords. Although the Banyoro in Buyaga and Bugangaizi counties exercised their customary land rights without interference from the absentee landlords, it was later realized that they

were susceptible to dispossession by the state and non-state actors. Given that the majority of the Banyoro lacked the legal land ownership titles for the land they were occupying in Buyaga and Bugangaizi counties, they could not regulate the new land acquisitions. This made it easy for thousands of migrants to move from such areas as southwestern Uganda and the neighboring Rwanda to enter Kibaale district and acquire large tracts of land. At the same time, it became easy for the central government to resettle people from elsewhere at Kibaale district where the majority of the people lacked the legal land rights with which to demand compensation. In some instances, the new settlers either bought land from the Banyoro or got it through intermarriage with them. The massive entry and acquisition of land by new settlers in Kibaale district resulted in population explosion which in turn contributed to violent conflict over land from the late 1990s.

It was particularly after the resumption of competitive electoral politics in Uganda in 1996 that Kibaale district experienced more widespread violent conflicts. This chapter first examines the historical background to the violent conflict in this district since 1996, given that the high population pressure and the emergence of more competing claims for land rights were the results of massive movements of people from other parts of the Great Lakes region to Kibaale district. Second, it examines how the politicization of the claims for land rights has contributed to violent conflict in Kibaale district. In the process of gaining a deeper understanding of the conflict, the work relies mainly on data from in-depth interviews.

Research Methodology

The data for this work was collected in the field in Kibaale district and from secondary sources in different libraries. It was further reinforced with in- depth interviews with purposively sampled men, women and youths in order to understand their involvement and gain deeper experience of the conflict in Kibaale district. The researcher assured the respondents of their confidentiality and mostly used open-ended questions to minimize the interruption of interviewees. The interviewees included those who either experienced or lived through the conflict in the district for a long period of time. Among those interviewed were some individuals who entered Uganda as refugees and were admitted to refugee settlement camps such as Kyangwali and Kyaka II but who later acquired land and settled in Kibaale district. Through the brief interviews with them, it became clear why they left the refugee camps and how they gained access to land in Kibaale district. The researcher held more than two interview sessions with other interviewees at the time and locations of their convenience. Among the respondents were five of the oldest people, eight politicians who were active during the conflicts, the youth leaders and other residents of Kibaale district. With the permission from the respondents, their interviews were recorded using a voice recorder

As part of data processing, the audio recordings were transcribed, analyzed and coded. The emerging data sets were corroborated with those obtained from books and documents. The researcher also made efforts to corroborate the information obtained from the different interviewees to reduce distortions due to exaggeration and lies. The subsisting information after the verification and cross-checking were used to write up this work.

Literature Review

Some studies have suggested that the conflict in Kibaale district and other parts of the Great Lakes region was fueled by ethnic loyalties and cultural differences. For example, Espeland (2007: 5) argues that the 2002 electoral crisis and land redistribution threw ethnic divisions into sharper relief in Kibaale district. The violent conflict which occurred in Kenya during and after the 2007 elections has also been regarded by some scholars as an inter-ethnic affair. For instance, Yieke argues that it was in the Rift Valley province of Kenya (inhabited by the 'indigenous' Kalenjin and the 'settler' Kikuyu) where the fiercest and violent battles of ethnicity took place after the 2007 elections (Yieke 2011:15). The problem with this viewpoint is its outright assumption that conflicts in the seemingly multi-ethnic communities are always the result of ethnic differences when most of them are actually struggles for political power and natural resources.

There is some useful literature which regards land as one of the resources which have mostly contributed to conflict in Africa (Odgaard 2006:5). Using Rwanda as a case study, for instance, it is argued that matters worsened in the early 1990s when politicians who took advantage of land scarcity and land-related conflicts and promised rewards in the form of land to those who were prepared to kill the so-called enemies and ended up aggravating the genocide of 1994 (Takeuchi and Marara, 2011:120). It is also correctly stated that conflict over land in one country has triggered conflicts in neighboring countries due to large numbers of refugees who end up there. For instance, as a result of the 1994 genocide in Rwanda, over a million Rwandan refugees moved into Kivu province in southeastern DRC (Mamdani 2002:234). This was later followed by conflicts over land in Kivu between the refugees and the indigenous people such as the Hunde, Nyanga and Tembo who believed that their land rights were being threatened by refugees from Rwanda (Ngabirano, 2010:55).

The literature highlights complex socio-economic and political issues which have contributed to conflict in various countries, especially in the Great Lakes region. The conflicts in the Great Lakes region, generated by the politics of inclusion and exclusion have been highlighted in the literature by scholars such as Mamdani. In his book entitled: *When Victims Become Killers*, Mamdani highlights the politics of indigeneity in post-colonial Uganda, how it involved the exclusion of the non-indigenous group by the indigenous people in politics

and economy, and how this contributed to the return to Rwanda of thousands of Rwandans either as civilians or as part of the RPF forces in the early 1990s (Mamdani, 2002:159-184). Also pointing to issues of citizenship and exclusion is Geschiere's *Perils of Belonging*, which examines the idea of *autochthony* – to be born from the soil with reference to cases in Africa and Europe (Geschiere, 2009:2). He correctly argues that, given favorable factors, autochthony can lead to violent conflict. He refers to the conflict in Kivu province of the DR Congo since the late 1990s which resulted from attempts by the Hunde, Nyanga and other 'autochthonous' groups to enforce their ancestral land claims against any contention by the late settlers (Ibid., :122). It is mainly the ways of inclusion and exclusion analyzed by the current literature which informs this study about the conflict between the Banyoro and the new settlers in Kibaale district.

The main aim of this chapter is to examine the causes of conflict between the so-called autochthones (those who regard themselves as the true sons and daughters of the soil) in Kibaale district and the new-settlers from elsewhere. It focuses on the conflicting claims for land rights between the autochthones and the new-settlers because it serves best in highlighting the nature and causes of conflict in a wider region (the Great Lakes region). It undertakes to address the following questions: (i) Why did people from elsewhere in the Great Lakes region migrate to Kibaale district? (ii) How has the migration and acquisition of land by new settlers contributed to conflict in Kibaale district since 1996? And (iii) Why have the attempts to resolve the conflict in Kibaale district been largely a failure?

To address the first question, the chapter mainly draws on the push-pull theory to explain the migration of people from their original locations to Kibaale district. The second question is addressed by examining how massive migration of people led to population pressure, increased conflicting claims for land access, use and ownership, which stirred up conflict, particularly, during the election campaigns. And to address the third question, I analyze the factors which have undermined the post-colonial governments' ability to reform the system of overlapping land rights regimes in Kibaale district and particularly, the way how the claims for land rights have been politicized by local and national politicians. In respect to the first question, the following section highlights the factors which contributed to the migration of thousands of people from elsewhere to Kibaale district.

Reasons for the Migration of People to Kibaale District

The migration of various groups of people from mainly southwestern Uganda and other areas of the Great Lakes region to Kibaale district needs to be examined in order to understand the conflict it has generated. This chapter explains the migration mainly with reference to the push-pull theory, as formulated by Lee (1966). He argued that migration results from consideration of positive and negative factors at the origin and destination which push and pull migrants

towards (non)-migration, hindered by intervening factors, such as, migration laws and affected by personal factors. To Lee, the factors which shape people's decision to migrate and the process of migration include: association with the area of origin; association with the area of destination; ability to navigate through intervening factors; and consideration of personal factors (Lee 1966:50.). Lee contends that 'while migration may result from a comparison of factors at origin and destination, the balance in favor of migrating must be enough to overcome the natural inertia which always exists' (Lee 1966:51). In short, Lee posits that migrants perceive certain benefits out of moving to another location as they also assess the intervening factors such as distance, cost of travel, government policies and language barriers. Though it does not provide a systematic model of migration, Lee's push-pull theory is quite applicable to the migration of various groups of people to Kibaale district. As indicated in the subsequent sections of this chapter, the migrants from mainly Kigezi region of Uganda and from the neighboring countries such as Rwanda and the Democratic Republic of Congo were at different times forced by certain undesirable factors to move from wherever they were to as far as Kibaale district, which was either perceived or known to have abundant fertile land and other attractions.

Factors Aiding Migration of People from Kigezi Region since the 1940s

The migration of thousands of people from Kigezi region was mainly a result of unbearable factors which revolved around rapid population growth and acute land shortage. The population of Kigezi district doubled from 206,090 in 1921 to 493,444 people in 1959 (Uganda Government 1966:53). By the 1940s, some Kigezi counties such as Ndorwa and Rukiga had become so overpopulated that their inhabitants began to scramble for land. At the same time, the land scarcity in Kigezi did not only culminate in life threatening conflict but also led to serious food shortage throughout the 1940s and 1950s (Ngologozo 1998:84). By the late 1950s, land in Kigezi district had been excessively fragmented due to overpopulation. The fragmentation problem was worsened by polygamy and the inheritance practices. The increased competition over the land resulted in widespread conflict to the extent of leading to several cases of homicide, particularly from the 1960s (Kagambirwe 1972:161).

Violent conflict as a result of competing land rights and food shortage are reflected in my interviews with some people who migrated from Kigezi and the neighboring territories. One of the interviewees from Rubanda County recounted how members of his family were suffering in the early 1970s due to limited cultivable land. He narrated that he had rented some pieces of land, which were about four miles from home, to which his family members used to walk every morning to grow food crops. He noted that, even after such a tedious routine of going to till distant land, the food harvest was still insufficient. He told how he

was forced to sell the land in Kigezi and decided to migrate to Kasongi in Buyaga County in 1973, after learning from his son who worked at Kisaaru tea estate that there was a lot of fertile land in Buyaga (*Interview*, with J. R., Kasongi, 14 December 2011).

Another participant spoke of how he decided to migrate from Ndorwa County after getting involved in a bitter conflict with his elder brother over a piece of land. In this case, the two men had been given the land by their father who died later. The two brothers, who were from different mothers, lived in harmony for some time and even agreed to acquire a title to their land. Unfortunately, the elder brother who had registered the land in his name later turned against his brother. This led to accusations of bewitching as well as attempts to kill each other. He tried to use the local council leadership to resolve the matter but failed. After realizing that his life was under threat, he and his family migrated to Kasambya in Bugangaizi County in 1983 (*Interview*, with A.T., Kasambya, 18 January 2011).

The stories from other interviewees are similar; they involved circumstances in which they left Kigezi to settle in Kibaale district after selling their land. One of the respondents said he was encouraged to sell his land to a rich neighbour and politician in Rujumbura County, who told him that he could use the money to purchase large and fertile pieces of land in Kibaale district. The land buyer even provided money to transport him and his family from Kabaale in Kigezi to Kagadi in Kibaale district on a bus operated by Horizon Bus Company (*Interview*, with R.T., Mangoma – Buyaga, 17 December 2011). Although this appears to have been a good arrangement, the respondent explained that some rich and influential people had bought land cheaply in Kibaale district which they exchanged for the valuable Kigezi land owned by certain poor people (Businge 2002: 9).

These highlights show that rapid population growth and shortage of land caused widespread discomfort to the people of Kigezi region and led to mass migration from the area. As propounded in Lee's push pull theory, undesirable circumstances prevailed in Kigezi region and 'personal sensitivities, intelligence, and awareness of conditions elsewhere' (Lee 1966:51) encouraged the Bakiga to migrate. Indeed, the land scarcity and food shortage in Kigezi and the availability of land in other parts of Uganda contributed to the migration of several people from Kigezi from the 1950s. In order to alleviate the land-related crisis, the central government took steps to resettle the surplus people of Kigezi to other places such as Ankole, Tooro and Bunyoro. By the 1960s, Bunyoro which had a small population had also become a ground for surplus population from Kigezi and other parts of Uganda. The migrants found it easier and more rewarding to acquire land and settle in Kibaale district where land was not only fertile and in abundance (up to the 1990s) but also because of the favorable nature of the land tenure in the area.

How Kibaale District's Land Tenure Eased the Migration and Settlement of New Settlers

Since the 1970s, there has been a massive migration to, and acquisition of land in, Kibaale district than other parts of Uganda by people mainly from the southwestern Uganda and neighboring countries in the Great Lakes region. The migration and settlement of many new settlers in Kibaale district can be explained by not only the existence of abundant fertile land but also by the nature of land tenure. As earlier noted, the British colonialists allocated about 954 square miles of land (*mailo* land) in Buyaga and Bugangaizi counties of Bunyoro to individuals who mainly consisted of chiefs and notables from Buganda (Rugadya, 2009:6). The rest of the land in the two counties became crown land (owned by government) some of which was put under government forest reserves. The ownership of *mailo* land in the two counties by Baganda chiefs and notables provoked violent resistance from the early settlers (known as Banyoro). The violence became so serious that the government which took over from the British colonial masters in 1962 planned to conduct the 1964 referendum for the Banyoro in the two counties, to decide on where their territories were to be located – in Buganda or Bunyoro Kingdom?

Although the Baganda landlords were forced to flee Buyaga and Bugangaizi counties at the peak of the conflicts just before and soon after the 1964 referendum, they retained their titles to the *mailo* land in Buyaga and Bugangaizi counties. As a result, the Banyoro who were living on *mailo* land in Buyaga and Bugangaizi counties legally remained as tenants of the Baganda absentee landlords. Other people in Kibaale district lived on what had been declared as public land (earlier known as crown land) in 1962. In spite of the continued ownership of *mailo* land by absentee landlords, many people in Kibaale district were involved in land transactions in the context of customary law and local government regulations. As proof of any land transaction, an agreement (on paper) would be signed by the buyer and seller as well as by witnesses who included the neighbors and local chiefs. According to information from most of the interviewees, the buyers and sellers of land in Kibaale district were men; the women only served as witnesses. Given that land in Buyaga and Bugangaizi counties was still abundant in the 1970s and 1980s, its price was relatively low.

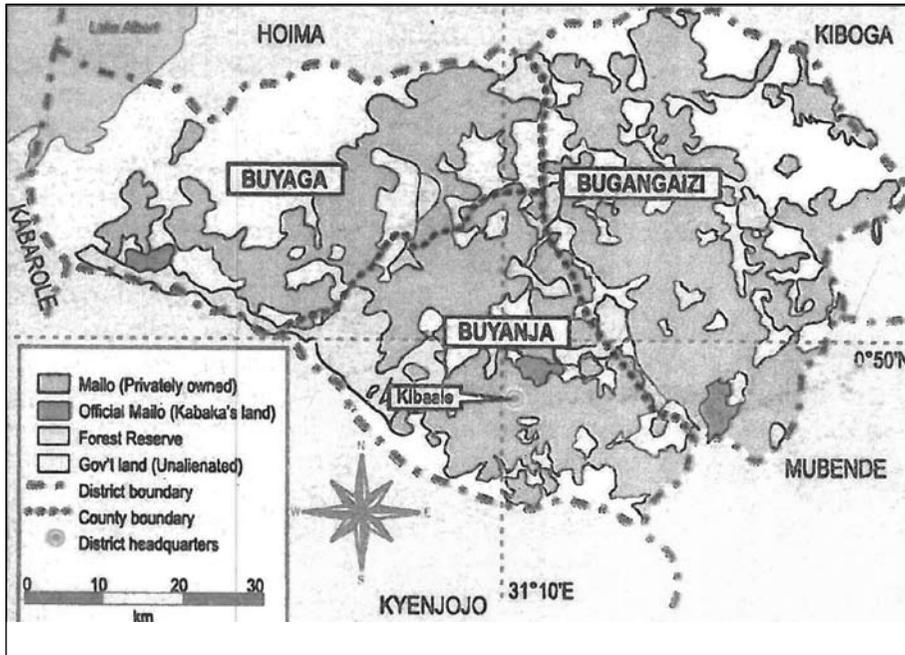
It was the abundance of this fertile and cheap land which attracted thousands of new settlers to Kibaale district. Throughout the 1970s and 1980s, many new settlers were able to access land in Buyaga and Bugangaizi counties through gifts and purchases. A big number of the new settlers entered Buyaga and Bugangaizi counties under two major government-aided schemes. The first largest government-aided group of settlers involved about 300 families of people from Kigezi district, who were resettled in Ruteete resettlement Scheme near Kagadi town in Buyaga County in 1973. At that time, there was no conflict between the

early settlers and the new settlers because land was in abundance and the new settlers were thought to be in the area on temporary basis (*Interview*, with R.P., Igayaza, 24 December 2011). The population in Ruteete resettlement scheme significantly increased between 1973 and 1985 from 3,000 to about 10,000 as a result of normal reproduction and the entry of more groups of migrants from western Uganda as well as the returnees from Tanzania (Mubende Banyoro Committee Memorandum 2005:7). The second major resettlement scheme was undertaken in Kisiita Sub-county of Bugangaizi County in 1993. This involved about 3,600 families of mainly Bakiga people who had been evicted from Mpokya forest and game reserve in Kabarole district (Uganda Government: Report of the Commission of Inquiry into Bunyoro Issues, 2006: 50). The Kisiita resettlement camp members quickly attracted more thousands of Bakiga and others to the camp and in the neighboring sub-counties such as Nkooko, Nyarweyo, Kasambya and Kakindo. The new settlers either bought land from the early settlers or just occupied the seemingly free land, including the forest reserves such as Guramwa. Within a decade, the population of the new settlers in Bugangaizi County had surpassed that of the early settlers.

Meanwhile, the new settlers had acquired the seemingly free land in the remote areas and the forest reserves in other parts as well. According to one of my interviewees, the main forests such as Kagombe, Kasaato, Nyakarongo and Ruzaire, which had served as sources of game, herbs and wood, were significantly depleted by the new settlers and some Banyoro in the 1980s and 1990s (*Interview*, with Z. S. Kamata 18 July 2014). As disclosed by a new settler whom I met on her family land on the fringes of the remaining part of Ruzaire forest reserve, most people were attracted to the forest by the high fertility of the soil, which contributed to high yields of bananas, cassava, potatoes, beans, sorghum and upland rice (*Interview*, with M.K., Kikonda, 5 February 2014). Indeed, after several decades without being cultivated, the forested land in Kibaale district remained fertile and attracted encroachers, especially due to weak forest management by the responsible government departments.

By the early 1990s, much of the land in Kibaale district had come under high population pressure from the new settlers and the early settlers. The population had increased from 83,683 people in 1969 to 220,261 people in 1991 (Uganda Government 1991 Population Census). The system of overlapping land rights regimes became more complex than before and contributed to widespread conflict. The Uganda government's attempt to address the land tenure problems was reflected in the 1995 Uganda Constitution and the 1998 Land Act. Sub-section 4(a) of Article 237 of the 1995 Constitution provides that 'all Ugandans owning land under customary tenure may acquire certificates of ownership in a manner prescribed by Parliament' and (b) 'land under customary tenure may be converted to freehold land ownership by registration' (Constitution of the

Republic of Uganda 1995:170). The 1995 Constitution which even restored *mailo* land ownership was more beneficial to the customary land occupants in the predominantly public land areas of Uganda than in Kibaale district where most of the land is owned by absentee *mailo* landholders. Instead, it gave way to a system in Kibaale district under which the statutory land rights, held by individuals, institutions and government and which were in conflict with the customary land rights' holders increasingly became the source of conflict (see map 2).



Map 7.2: Land ownership in Kibaale district

Source: Saturday Vision, Vol. 3, No. 35, 5 September 2009, p.1.

Despite government's attempts to carry out reform, the land tenure system in Kibaale district is still so ambiguous that most people are either not sure of their tenure status or they assume that they own certain land when it is actually owned by someone else. During this author's recent field work, he was able to establish that most people in Kibaale district did not have titles to the land they were occupying and were not even sure of whether they were on *mailo* or public land. Some parts of Kibaale district which were remote and appearing to be no-man's areas were occupied by the new settlers, especially the Bakiga and Banyarwanda, who even renamed those areas. At the moment, those areas such as Rugashari, Mpeefu and Kyebando, are predominantly occupied by new settlers. These areas became more densely populated after 1996 as chiefs welcomed more new settlers in a bid to boost the numbers of their supporters so as to outcompete the Banyoro

contestants for the local government and parliamentary seats in Kibaale district (*Interview*, with R.P., Paachwa, 25 July 2014). It was under such circumstances that hundreds of refugees moved from refugee settlements such as Kyangwali and Kyaka II to the predominantly new settler areas.

Refugees and Conflict in Kibaale District

According to the 1951 Geneva Convention and the 1967 Protocol, a refugee is a person who leaves his/her country for another country in fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, and membership of a particular social group or political opinion (The 1951 Geneva Convention, Article 1(2) and the 1967 Protocol, Article 1(2)). Indeed, thousands of people who fit into the above definition have so far settled in various parts of Uganda. In this section, I briefly discuss the factors which led to the coming of refugees from mainly Rwanda and the Democratic Republic of Congo to Uganda and examine how they acquired land in Kibaale district and, thereby, contributed to the existing conflict in the region.

The first largest numbers of refugees to Uganda originated from Rwanda as a result of the violent conflicts of 1959 and the early 1960s (Mamdani, 2002: 128). It can be argued that widespread land shortage contributed to increased social and civil conflict in Rwanda in the 1950s. By the early 1960s, Rwanda had become one of the most densely populated countries in Africa, at a ratio of 101 persons per square kilometer (Bruce, 2013:122). The land problem in Rwanda had by the early 1990s reached a point of less than 0.5 hectares of arable land per household (*Ibid.*). In the circumstances of land scarcity and poverty, people were easily mobilized to participate in violent conflict in Rwanda. How the Rwandan government handled the issues of land and refugees from the 1960s to the 1980s also exacerbated the conflict. The upheavals of 1959 – 1962 in Rwanda forced about 700,000 people to become refugees in the DRC, Tanzania and Uganda, leaving their land for occupation by the then pro-government Rwandans. Unfortunately, the Presidential Decree on the Reintegration of Refugees of February 1966 and the subsequent pronouncements emphasized that returnees would not be allowed to repossess their original land.

During the 1960s and 1970s, thousands of Rwandan refugees were accommodated in the major refugee camps in Uganda such as Kyangwali and Kyaka II. After settling in Uganda, most of them carried on their usual activities, such agriculture and trade. Others were able to move out of the official refugee camps to acquire land on their own. I personally studied at Mabaale Primary school in the 1970s with children of refugees whose parents had shifted from Kyangwali refugee settlement to Buyaga County in Kibaale district. With time, most of them were able to acquire as much land as they could and freely got involved in activities such as cattle herding and crop cultivation. Their integration

in the host communities progressed well until the early 1980s when they came under systematic repression by the Obote II regime which accused them of supporting the Museveni-led rebellion. As a result of the anti-refugee campaign which was dominated by Obote's Uganda People's Congress (UPC) youth wingers, houses belonging to several Rwandans were destroyed and in some cases land was confiscated and redistributed. Even after most of the affected Rwandans had been resettled in Kyaka II refugee camp, the government forces entered the camp in January 1985 and forced thousands of refugees and international staff to flee. It was only after the National Resistance Army rebels had taken control of western Uganda that about 30,000 Rwandan refugees, including those who had earlier been expelled from Uganda, were resettled in mainly Kyaka II camp (Legum 1987:380). It is possible that the uncertainties of the 1980s and threats to the refugees and other Rwandese who had settled in Uganda for a long time might have contributed to either their entry into the National Resistance Army led by Yoweri Museveni or their participation in the Rwandan Patriotic Front/Army (RPF/A) struggle which deepened the Rwandan conflict and culminated in the emergence of a new government in Rwanda in 1994.

Although thousands of Rwandan refugees returned to Rwanda soon after the genocide of 1994, there were fresh push factors which forced larger numbers of refugees out of Rwanda to other countries such as the DRC and Uganda. From the late 1990s, more refugees fled from eastern DRC due to violent conflicts which erupted in Kivu and Ituri areas. They were also settled in mainly Kyangwali, Nakivali and Kyaka II refugee camps. By 2004, Nakivali refugee settlement accommodated 12,635 Rwandan refugees out of the total 15,304 refugees (Kalyango 2006:3). However, many refugees were later involved in conflict with the host population mainly over land boundaries. Due to the conflict in Nakivali settlement, thousands of refugees moved to other areas such as Kibaale district, acquired land and some of them inevitably clashed with the early settlers in early 2006 (*Interview*, with G.W.B., Kagadi, 19 March 2011).

The analysis of the migration of different categories of people between the places of their origin and Kibaale district contributes to two ideas. First, the push-pull theory is applicable to the extent that there were land-related problems, food shortage and political problems which forced people to migrate from Kigezi and other parts of the Great Lakes region to as far as the attractive Kibaale district. However, the push-pull theory gives an impression of one directional migration of people, yet this chapter indicates that some refugees and other migrants often returned to their original countries. A modified migration model should cater for the migration of people on the basis of a two-way traffic, considering those who decide to return to their places of origin after some time because the conditions at their places of 'origin' and 'destination' could change either in favor of settlement or migration. The second idea is that the long-term process of migration from various places eventually contributed to population explosion, a more complex

system of overlapping land rights regimes and violent conflict in Kibaale district, especially following the resumption of competitive electoral politics in 1996. The following sections of this chapter examine the circumstances under which violent conflict has taken place in Kibaale district since 1996 and particularly highlight the extent to which the politicization of competing claims for land rights has contributed to the continuation of the conflict.

Competitive Electoral Politics and Conflict Intensification in Kibaale District since 1996

The resumption of competitive electoral politics in Uganda in 1996 should have reduced conflict in this district; instead it gave way to a highly political and partisan expression of land grievances which culminated in violent conflict in some parts of the country. One of the most affected areas is Kibaale district which has experienced a series of violent conflicts since 1996, especially during the election periods. As earlier indicated, massive migration of people from Kigezi and other parts of the Great Lakes region to Kibaale district eventually resulted in high pressure on land. This contributed to violent and highly politicized conflict over land rights, particularly due to increased competition for political positions at local and national levels. As a result, conflicts in Kibaale district often heightened during the election periods such as 1996-1998, 2001-2002, 2006, and 2011. The question to be addressed here is: what is the cause of these violent conflicts in Kibaale district since 1996 and why has it been difficult to resolve?

To address this question, it is necessary to consider a number of challenges in the region. Among these were the increased competition over land from the early 1990s, the shortcomings of land administration institutions, the competing land rights regimes, and the politicization of land rights. Prior to the general elections of 1996, there were legal and political reforms which contributed to increased competition over political power and resources. The reforms included those which enabled greater participation of women and youths in Uganda's political and economic development. After the adoption of the 1989 policy of affirmative action for women empowerment, their involvement in the struggle for political power and resources was boosted (Tamale 1999: 20). The involvement of women in policy formulation was enhanced after the affirmative action had led to the election and nomination of 41 women representatives to the National Resistance Council (NRC) of 1989 (Tripp 2000: 39). The role of 52 women in the 1994 Constituent Assembly (CA) of 286 delegates later contributed to the recognition of women's rights, especially in Article 33 of the 1995 Uganda Constitution. It was on the basis of these legal reforms that women in Uganda became more active than before in politics and other spheres.

The increased involvement of women and the youth was reflected at the local government level as well. At the village level, women and youths were able to

occupy some of the nine elective posts in a Resistance Committee (RC) which consisted of the Chairperson, Vice-Chairperson, General Secretary, Secretaries for Youth, Women, Information, Education and Mass Mobilization, Security and Finance. Like in many other parts of Uganda, officials in the Resistance Committees in Kibaale district were empowered by the Local Government Act to engage in things such as collecting fines from offenders and levying fees on local land transactions, (*Interview* with T. A., Kagadi, 19 October 2013). Through the RC system (which became Local Council or LC system after the enactment of the 1995 Uganda Constitution), the new settlers in parts such as Rugashari, Mpeefu and Kiryanga of Kibaale district dominated the local government positions which made it easy for them to allocate land to more people from Kigezi and other areas such as Rwanda. The new settlers who had occupied the local government positions were motivated to allocate parcels of land to more thousands of new settlers in 1996 and afterwards in order to boost the numbers of their potential political supporters during future elections (*Interview* with B. I., Kamata, 24 December 2013).

By the time of the 1996 presidential and parliamentary elections, various elective positions had increasingly become attractive to people in Kibaale district and other parts of Uganda. Like in most of the other 38 Ugandan districts, the parliamentary elections became more competitive than the presidential elections which took place on 9 May 1996. Although the parliamentary candidates were required to campaign for votes on the basis of individual merit, some of them did not only mobilize along sectarian lines but also used negative propaganda in relation to land rights. By using such negative propaganda in Buyaga County, Robert Kakooza (new settler) obtained 35 per cent of the total votes from the predominantly new settler areas which put him above his closest rivals, Tibyata Bigirwa (early settler) and Ignatius Besisira (early settler), during the parliamentary elections of 27 June 1996 (Uganda Government: Interim Electoral Commission Report, 1996). One of the candidates who campaigned for the 1996 Buyaga parliamentary seat and lost to Robert Kakooza said: Can you imagine! Some of my political rivals were spreading false rumors that I was a thief while others portrayed me as one of the people who were planning to chase the immigrants out of the land they were occupying in Kibaale district. This negative propaganda must have contributed to my failure to win the parliamentary seat (*Interview*, with B. I., Kamata, 2 March 2011).

Owing to the competition for votes with a view to securing to land rights along sectarian lines, the 1996 parliamentary elections were marked by violent conflict in places such as Kakindo, Kagadi and Mabaale (*Interview* with K.J., Kagadi, 4 November 2010). The violent attacks and counter-attacks were mainly carried out by the energetic male youth. Unfortunately, the victims of the attacks were mainly women and children who remained in their homes.

As noted above, the local council elections of 1998 were characterized by violent conflict in some parts of Kibaale district. This was because the elective offices from the lowest level up to five Local Council Chairpersons (District Chairpersons) had become attractive. The position of district Chairperson, elective by universal adult suffrage through a secret ballot (Lubanga and Villadsen, 2000: 53), became as competitive as that of a national parliamentary seat mainly due to its importance to the early and new settlers in terms of decision-making authority on land issues. By that time, most of the new settlers (especially the Bakiga and Banyarwanda), who had been told that the Banyoro were planning to evict them from their land in Kibaale district, were determined to vote for settler candidates. As remarked by one politician:

In 1996, I campaigned for the parliamentary seat of Bugangaizi County and got few votes from the *Bafuruki* dominated areas. In 1998, some members of the district council, such as Fred Rulemeera, Grime Atwongyeire, and Josephat Tumwesigye were not happy with the district chairman Sekitoleko who had not appointed them to membership of the district executive committee. They complained that the district chairman did not appoint them because they were *Bafuruki*. These three *Bafuruki*, are the ones who decided to campaign on sectarian basis, appealing for votes from the *Bafuruki*. Some *Bafuruki* candidates spread the propaganda that the Banyoro would chase them from Kibaale land if they did not vote the *Bafuruki*. So, we need to consider these issues if we are to understand the conflict in Kibaale (*Interview*, with A. K., 3 February 2014).

In consideration of the above, it can be argued that in order to ensure their victory against the Banyoro candidates in Kibaale district during the local and national elections, some new settler local council chiefs encouraged more people from Kigezi and other areas, which were characterized by push factors such as violent conflict and food shortages, to migrate into Kibaale district. This contributed to a rapid population growth in Kibaale district from 220,661 in 1991 to 405,882 in 2002. According to the 2002 census results, the biggest boost of Kibaale district's population was due to migrants from Kigezi region commonly known as Bakiga whose number dramatically increased from 25,000 in 1991 to 159,187 in 2002 (Uganda Bureau of Statistics 2002). After the 1998 local council elections, people (early and new settlers) in Kibaale district increasingly considered the local and national political positions as vital for their land tenure security. As a result, the continuous politicization of land rights led to higher competition for the elective positions in Kibaale district which in turn contributed to more widespread violent conflict.

It is important to note that the land administration framework has not been effective enough to either guard against or aid the resolution of conflict in Kibaale district. Article 240 of the 1995 Uganda Constitution provided for the establishment of a District Land Board (DLB) for each district in Uganda. By

Article 241 of the Constitution, the functions of a DLB include: (a) To hold and allocate land in the district which is not owned by any person or authority; (b) To facilitate the registration and transfer of interests in land; and (c) To deal with all other matters connected with land in the district in accordance with laws made by parliament (Uganda Government: The Constitution of the Republic of Uganda, 1995:171). The membership of the DLB is specified by the Land Act 1998 which requires one third of the members to be women. For the purpose of the resolution of land disputes, the 1995 Uganda Constitution provided for the establishment of a Land Tribunal in each district. Article 243(2) of the Constitution states the jurisdiction of a District Land Tribunal to include: (a) The determination of disputes relating to the grant, lease, repossession, transfer or acquisition of land by individuals, the Uganda Land commission or other authority with responsibility relating to land; and (b) the determination of any disputes relating to the amount of compensation to be paid for land acquired (Ibid, 172). The Land Act 1998 provides for the establishment of a Land Committee, consisting of at least three men and one woman in each parish (Muluka). The main function of the Land Committee is to determine, verify and mark the boundaries of the customary land for which a Certificate of Customary Ownership (CCO) has been applied.

Unfortunately, the image of Kibaale District Land Board has been tainted by corruption and sectarian tendencies. As demonstrated in the subsequent sections of this chapter, the DLB members were in some cases involved in the land redistribution exercises which were considered biased by the new settlers. Moreover, the members of the Kibaale district Land Tribunal were not only underfunded but were also accused of corruption before their services were formally suspended in 2006. To make matters worse, no effective land committees were established in most parishes of Kibaale district and where they existed, they were either corrupt or were biased in favor of particular categories of claimants for land rights. Owing to the ineffective and non-transparent land administration institutions in Kibaale district, it was inevitable for continued competition for the elective political positions to culminate in further violent conflicts between 2001 and 2003.

Elections and Violent Conflict in Kibaale District, 2001 – 2003.

By the end of 2000, tension had resumed in Kibaale district as people were preparing for local and national elections. The population pressure on land was increasing mainly due to massive migration of people from particularly southwestern Uganda, Rwanda and the Democratic Republic of Congo (*Interview with H.F.M., Kisugu, 12 September 2013*). Matters worsened in 2001 due to the activities of some local politicians who even aired sectarian messages on Kibaale Kagadi Community Radio (KKCR) (Uganda Government, 2002: 9). On 30 July 2001, Joseph Kazairwe called a meeting at Kibaale district headquarters and

reconstituted the Mubende Banyoro Committee (MBC). Among other things, the MBC resolved that 'the indigenous people should take control of the key affairs in Kibaale district and the top political posts should be left for them to assume, and remain in control of their motherland' (Minutes of the Mubende Banyoro Committee, 30 July 2001). Joseph Kazairwe issued further threats to the new settlers (locally known as *Bafuruki*) using the Kibaale Kagadi Community Radio (KKCR).

This provoked counter-threats from some new settlers who expressed their determination to fight against anyone who would try to chase them out of their land. In order to ensure their land tenure security in Kibaale district, some individuals of Kigezi origin decided to establish their own association in late 2001. They named their association as Bafuruki Committee (BC) and resolved to use it as a means of mobilizing the people of Kigezi origin and other new settlers for the purpose of security in Kibaale district. It soon became instrumental in the campaigns for their candidates whose political power they hoped to use to guarantee their stay on the Kibaale district land (*Interview* with K.B., Nyanseke, October 18, 2013). It was predominantly composed of people from Kigezi region and Rwanda.

Meanwhile, the campaigns for local council positions in Kibaale district increasingly turned violent as the Mubende Banyoro Committee (MBC) members worked for the exclusion of new settlers from the political space. The MBC's historical leaders such as Joseph Kazairwe portrayed the people from Kigezi as a new colonial force and compared them to people from Buganda who had occupied the land in the 'lost counties' up to 1964. This was followed by widespread use of provocative and hate language before and soon after the 14 February 2002 district Chairmanship elections. According to one of the new settlers, his colleagues decided to vote as a block for their candidate, Fred Rulemeera as Chairman of Kibaale district in the 2002 elections following rumors that the early settlers were planning to expel the new settlers from Kibaale district land (*Interview*, T.N., Mangoma, 28 November 2010). The Bafuruki voters believed that the occupation and retention of strategic political posts in Kibaale district could ensure against expulsion from their land. On the other hand, the early settlers believed that their land rights would be threatened if the new settlers dominated the parliamentary seats and the leadership positions in the district.

Owing to increased suspicion between the new settlers and the early settlers, the 14 February 2002 elections were held amidst violent conflict in Kibaale district. Matters worsened when the incumbent district chairman Sebastian Sekitoleko lost the electoral contest to his rival, a new settler, Fred Rulemeera who scored 55.9 per cent of the total votes (*The New Vision*, 15 February 2002). Though almost all the new settlers might have voted for Rulemeera, his percentage score also indicates that some early settlers, perhaps by his fellow Protestants, also

voted for him (Schelnberger, 2005:45). However, there is evidence that some early settlers in Muhooro sub-county did not mind voting for a new settler as long as he was related to a religious sect of the 'Faith of Unity' or 'abaikiriza' led by Desteo Bisaka with headquarters in Muhooro trading centre (*Interview*, B.Y., Muhooro, 13 January 2011). This religion teaches unity of people irrespective of their ethnic or racial inclinations as reflected in the Runyoro language words used when greeting: one starts by saying *okwahukana* (in English – disunity) and the other person answers *kukahwaaho* (in English – no more disunity). Since the majority of the leaders and members of this religious sect include new settlers and the early settlers, it is possible that the belief helped to demystify their assumptions that they were ethnically different. As a result, many early settlers in Muhooro and the neighboring Bwikara sub-county voted for a new settler, Fred Ruremeera as Chairman of Kibaale district in 2002. On the basis of this, and according to the views of most respondents from and around Muhooro area, conflicts were largely connected to conflicting land rights and not ethnicity. For instance, one old man called Matayo Barwogeza was in conflict with some new settlers who forcibly encroached on his land on block 23 in Bwikara sub-county.

The early settlers' opposition to Fred Ruremeera's election was mainly evident in other parts of Kibaale district, where some politicians attempted to create conditions for the exclusion of new settlers from the district leadership. For instance, Sebastian Sekitoleko was reported to have been involved in the mobilization drive with the aim of blocking Ruremeera from taking over the Kibaale district leadership. On 5 March 2002, he called for a demonstration against the new settlers, which was to involve thousands of early settlers from Kibaale district and the other parts of Bunyoro such as Hoima and Masindi (*The Monitor*, 13 March 2002). The demonstration was stopped by a heavy police deployment in most strategic parts of Kibaale district. According to the then Kibaale district police commander, Fabian Drazi, renewed campaigns against the Bafuruki had been instigated by self-seeking politicians such as the outgoing district chairman and some local parliamentarians (*The New Vision*, 6 March 2002).

The national leaders have also been cited for their involvement in the conflict of Kibaale district. There are allegations that some high-ranking government officials and businessmen from Kigezi region were involved in the purchase of land from peasants in Kigezi and aiding them to move and settle in Kibaale district (*Interview with G. B., Karuguuza*, 13 October 2010). It was also reported that some ministers from Bunyoro region were making incendiary comments by telling the early settlers of Kibaale district that it was their right to exclude foreigners (*The New Vision*, 13 March 2002). In an effort to resolve the violent conflict in Kibaale district in 2002, President Museveni intervened and advised Fred Ruremeera, whose election to the district chairmanship was being contested,

to give way for a compromise candidate George Nyamyaka. Though the President was interested in restoring peace in Kibaale district, his intervention was based on wrong advice from some politicians and the report of the Government Committee of Inquiry of 2002 that the conflict in Kibaale district was due to competition between members of the Banyoro and Bakiga ethnic groups. Unfortunately, the assumption that the ethnic factor was a major issue in the Kibaale conflict diverted the political authorities from the land rights' issues which were at the root of the conflict.

The security situation seemed to have improved after a 'compromise' candidate, George Nyamyaka was sworn in as chairman of Kibaale district on 26 July 2002. He was expected to implement a power sharing plan announced by President Museveni while delivering a Communiqué on the Political Situation in Kibaale district during a Meeting at State House on 8 June 2002 (Museveni 2002:3). On the contrary, the number of early settlers appointed to head the sectoral committees significantly outweighed that of the new settlers. This caused discontent among the new settlers who were members of the District Council (*Interview*, B.Y., Muhooro, 13 January 2011). Meanwhile, there were claims and counterclaims over land rights between the early and the new settlers in some parts of Kibaale district. The tension increased due to campaigns which were aimed at evicting the new settlers out of the land in Kibaale district. Youth groups among the early settlers embarked on the eviction of those considered to be illegal settlers from the land they were occupying. They started from Bwamiramira sub- county in February 2003 and proceeded to places such as Kakindo and Kenga in March 2003 (*Interview*, T.S., Paachwa, 16 October 2010). A more ambitious programme of land redistribution in Kibaale district was announced by MBC executive members during their meeting of 17 April, 2003. According to the MBC, the land redistribution exercise aimed to enable the early settlers to own land which had been alienated by people from Buganda during the British colonial period; and to halt further entry of new settlers into Kibaale district (*Interview*, K. K. M., Karuguuza, 7 February 2011).

Although the land redistribution exercise was unlawful, no immediate steps were taken by relevant government institutions to stop it. The MBC executive officials worked in conjunction with the Kibaale District Land Board (DLB) officials to carry out the land redistribution exercise, an indication that Kibaale district lacked transparent land administration institutions. Such weaknesses in the DLB provided room for extra-legal behavior which often led to violent conflict. One of the incidents of violent conflict involved the death of one Munyoro woman and her two children (*The New Vision*, 27 May 2003) and serious injury of about 50 people in Kabamba village in Buyaga County on 25 May 2003.

Between May and July 2003, there were more cases of confrontation between the youths of early and new settlers in some parts of Kibaale district. The youths

among the early settlers went to an extent of trying to burn a bus which operated on the route between Kabaale town (in Kigezi region) and Kagadi town (in Kibaale district) after caning the passengers in it (*The Monitor*, 29 May 2003). According to one interviewee, the act of caning the passengers from Kabaale and the attempt to burn the bus was mainly due to the early settlers' suspicions that there was a deliberate plan by new settlers to grab the land in Kibaale district (*Interview*, D.N., Kagadi Town, 20 December 2013). These violent acts were to some extent provoked by actual illegal occupation of some land in Kibaale district. For instance, the land which belonged to a youth among the early settlers in Kyakataba in KyanaISOKE sub-county became a source of conflict in 2003 after some new settlers had forcibly occupied it (The Republic of Uganda, 2006:129).

From late 2003 up to 2005, there was evidence of latent conflict between the early settlers and the new settlers in some places. According to one of my interviewees, the new settlers were indignant to an extent of boycotting the shops owned by the early settlers who were perceived as enemies, but the feelings were quite mutual between the two groups (*Interview*, K. E., Burora, 21 October 2010). The relative calm experienced in 2004 and 2005 in Kibaale district was partly due to three main reasons. First, the police had improved on its deployment in the district. Second, President Yoweri Museveni's intervention and the installation of George Nyamyaka, an early comer (who was acceptable to the Banyoro and the Bakiga), because his daughter was married to a Mukiga, had temporarily cooled the people's tempers. And third, there were signs that the government was likely to implement the much desired land reform programme because some government officials were reported to be surveying and demarcating the land of the absentee landlords in Kibaale district (*The Monitor*, 2 April 2005). Although the process of compensating the absentee landlords had not yet been effectively undertaken, there was some relief on the part of the early settlers that the government was getting committed to the land restitution plan. But it soon appeared that the government could not effectively implement the land reform programme. For instance, it could not compensate a significant number of the Baganda absentee landlords due to lack of adequate funds. At the same time, there was no clear way of determining the beneficiaries of the land bought or to be bought by government from the absentee landlords. Moreover, no appropriate steps were taken to improve land tenure security for all the people in Kibaale district and to discourage the politicization of competing claims for land rights. With all these factors remaining unresolved, it was difficult for Kibaale district to avoid violent conflict in the subsequent elections.

The Elections of 2006 and Violent Conflict in Kibaale District

After the 28 July 2005 referendum in which Ugandans voted for the restoration of a multi-party system, the Uganda Electoral Commission was mandated to organize the Presidential, Parliamentary, and Local Council elections. Like in the previous elections, the 2006 Presidential and Parliamentary elections were characterized by violent conflict in some parts of Uganda such as Kibaale district. The violence which took place during the 2006 parliamentary elections in Kibaale district proved the inadequacy of the previous conflict resolution strategies. The parliamentary campaigns which began on 16 January 2006 and ended on 21 February 2006 generated more conflict than the presidential campaigns. This was partly due to disagreements over continuous migration of large numbers of people affected by various push factors in their original homelands to Kibaale district. It is claimed that in order to boost their numerical strength, the leaders of the new settlers encouraged more people from Kigezi and other parts of the Great Lakes region to migrate and settle in Kibaale district. Some central government officials were also alleged to have contributed to the conflict by encouraging massive migration to Kibaale district. For instance, one of the cabinet ministers from Kigezi region was also accused of aiding the illegal transportation and resettlement of hundreds of people from Kigezi to Kibaale district (*Interview*, S.J., Karuguuza, 17 December 2011).

Though the parliamentary candidates were required to attend joint campaign rallies, they informally held their own meetings. Many things happened during the meetings held outside the official ones. In some cases, the candidates and their agents exaggerated the intentions of their opponents so as to win the votes. As expressed by one of my interviewees, a Member of Parliament for Buyaga County won the elections in 2006 after he and his campaign agents spread rumors that the early settlers were planning to chase the new settlers out of Kibaale district (*Interview* with B.G.A., Kagadi, 19 October 2013). At the same time, the competition for votes forced some candidates to entice voters with money and other materials. These items were delivered to individual families or homes in the process of vote gathering (locally known as *Kakuyege*) just before the election date (*Interview* with J.K.K., Isunga, 12 January 2011).

The Presidential and parliamentary elections, which were held on 23 February 2006, demonstrated the significant contribution of the land factor to the conflict in Kibaale district. The incumbent President Museveni won the election with 59.28 per cent of the votes at national level and 89 per cent of the 180,770 valid votes in Kibaale district. Kizza Besigye of the Forum for Democratic Change (FDC) scored 37.36 per cent of the votes at national level mainly from northern Uganda and 8.8 per cent of the votes in Kibaale district (Petersen 2006:17). The other three candidates who included John Ssebaana Kizito of DP, Abed Bwanika (Independent) and Miria Obote of UPC each scored less than 2 per cent of the votes (Uganda Electoral Commission: Report on the general elections, 2006).

The voting patterns during the 2006 elections indicate that ethnicity was not a major issue among the voters at national level and in Kibaale district. This was because Museveni defeated many candidates in their own homeland Buganda. Besigye got most of his votes from northern Uganda yet he is from Rukungiri in southwestern Uganda. Moreover, Besigye lost to Museveni in Kibaale district yet he is more of a Mukiga than Museveni.

Meanwhile, there was widespread violent conflict soon after the announcement of the 23 February 2006 Parliamentary election results for Bugangaizi and Buyaga counties. According to information from most of my interviewees, Bakeine Mabel (new settler lady) and Mr. Tinkasiimire Barnabas (new settler) won the parliamentary seats of Bugangaizi and Buyaga counties, respectively, due to their promises that they would continuously struggle for the land rights of the new settlers in Kibaale district (Group discussion, Kakumiro, 16 December 2013). Most of the violence took place in March 2006 as supporters of the early and new settler parliamentary candidates clashed. For instance, the 5 March 2006 violence which resulted in the death of women, children and some young men such as David Ndyabareeba and Barnabas Biryomumaisho and the injury of many people at Kasenyi in Kakindo sub-county was largely instigated by the supporters of a national legislator who had lost the 2006 elections to a new settler lady (*Interview*, K.S., Kakindo, 3 March 2011). In response, President Yoweri Museveni sent Brigadier (Retired) Matayo Kyaligonza, who was the National Resistance Movement (NRM) Vice-chairman of Mid-Western region to Kibaale district to explore ways of resolving the post-2006 election conflict. He held some public meetings in Nalweyo, Kakindo, Kakumiro, Kiryanga and Kagadi in early March 2006, trying to understand the causes of the conflict. In spite of the President's intervention, there remained strong suspicions among the different groups of people in Kibaale district (Rulekere 2006, Kampala: Ultimate Media).

At the same time, the President had appointed a Commission of Inquiry (2006) headed by Professor Ruth Mukama to investigate the Bunyoro issues, including the conflict in Kibaale district. Many people in the district presented their views and grievances to the commissioners hoping that the government would promptly intervene. In the 2006 Commission of Inquiry into Bunyoro issues' Report, it was observed that the historical injustices against the Banyoro contributed to the conflicts in Kibaale district. Accordingly, it was recommended that the government should take steps to rectify the injustices by restoring land ownership rights to the original owners of land in Kibaale district (The Republic of Uganda 2006:157). Another cause of conflict in Kibaale district was said to be the lack of effective monitoring and regulation of people's movements at Uganda's borders which leaves room for massive illegal immigration. To solve this problem, the Commission recommended the improvement of immigration control mechanism and the recruitment of adequate numbers of immigration officers to work at the borders (The Republic of Uganda, 2006:167). In spite of

the Commission's problematic conception of the conflict as largely an outcome of the struggle between ethnic groups, it made some useful observations and recommendations. Unfortunately, no steps were taken to implement some of the good recommendations of the Commission of Inquiry and particularly to address the sources of the conflicting claims for land rights in Kibaale district.

Vested Interests and the Continuation of Conflict in Kibaale District

On 4 June 2009, news spread that groups of early settlers were planning a massive demonstration in Kibaale district. According to the Mubende Banyoro Committee (MBC) chairman, Katta Musoke, the demonstration was aimed at protesting the retention of land titles for most of Kibaale district land by the Baganda absentee landlords and continuous massive immigration into the district (*Interview*, K.K.M., Karuguuza, 12 October 2010). By the time the demonstration was halted, it had destabilized some parts of Bugangaizi County as the Banyoro youth were attacking the suspected new settlers. One of the victims was a pregnant woman who was molested and injured by the youthful demonstrators in Kakumiro (Bakeine, *et al.*, 'Bafuruki memo to Museveni', *The Observer*, 10 August 2009). On the night of Thursday 4 June 2009, the Kakumiro – Mubende road was blocked by the youths who laid logs of trees across the road (*Saturday Vision*, Vol.3, No.22, 6 June 2009:5). Other protesters were intercepted in Bwamiramira sub-county carrying pangas and iron bars as they proceeded to attack the new settlers whom they accused of encroaching on the nearby forest reserve and illegally cultivating the land (*Saturday Vision*, Vol.3, No.22, 6 June 2009:5). The demonstrations were called off after President Museveni held a meeting with the MBC leaders at Nakasero State House on 6 June 2009 and promised to address the land grievances of the Banyoro in Kibaale district.

The President held more meetings with the leaders from Bunyoro region at the Entebbe State House on 15 June 2009 to discuss the conflict in Kibaale district as well as the land issues in the whole Bunyoro region. He reaffirmed the government's plan to compensate the absentee landlords for the land in Kibaale district and to implement the restitution of the land to the rightful owners. In another meeting with the new settlers, he explained that his government was committed to the restoration of harmony in Kibaale district to the benefit of the new settlers as well (*The Observer*, 13 – 16 August Vol.6, No.41: 2.). The President was merely repeating what he had promised to do six years earlier. It was likely that President Museveni would not easily sort out the land-related conflict in Kibaale district due to his vested interests in *mailo* land and political power. How could he take decisions against the *mailo* land owners when he himself owned *mailo* land in Buganda and Ankole? Moreover, how could Museveni's government embark on land restitution at the expense of the Baganda and the new settlers whose political support was needed as well?

Amidst this dilemma, President Museveni issued new guidelines, through a letter of 15 July 2009, to the Minister in charge of the presidency, Beatrice Wabudeya, on how to resolve the conflict between the Banyoro and *Bafuruki* (new settlers) in Bunyoro region. He argued that the problem of Bunyoro is the British colonial legacy, worsened by political marginalization of the Banyoro by the *Bafuruki* (Museveni, 2009), 'Guidance on Banyoro-*Bafuruki* question', *The Sunday Monitor*, 2 August 2009:4). Accordingly, Museveni proposed among other things that: (i) District and sub-county chairmanship positions in Bunyoro be ring-fenced for the early settlers; (ii) Positions of Members of Parliament in Bunyoro except for the special constituencies created around Ruteete and Kisiita resettlement schemes be ring-fenced for the Banyoro; and (iii) All early settlers who were on *Mailo* land in 1964 should be granted ownership and the absentee landlords should leave the land. All early settlers who have been on public land should be granted titles of ownership of that land. He noted that the *Bafuruki* in resettlement schemes already had their land and advised them to get land titles if they did not have them. He further advised the *Bafuruki* who had legally bought land in Kibaale district to have their rights recognized (Museveni 2009:4). Unfortunately, the President was instead reinforcing the autochthony claims which the early settlers of Bunyoro had been making and, thereby, contributing to conflict. Inevitably, the 'ring-fencing' proposals were outrightly rejected by the *Bafuruki* on grounds that their constitutional rights would be violated. The president's proposals in relation to the special constituencies around the resettlement schemes were also likely to be contested by the autochthons. In any case, how was it possible for Museveni to take the *mailo* land of Kibaale district away from the Baganda absentee landlords?

The 'ring fencing' proposals were certainly divisive and could instead worsen the conflict in not only Bunyoro region but Uganda at large. As Ogenga Latigo, leader of Opposition in Uganda's parliament at that time noted, the President was trying to apply the 'divide and rule' tactics that the British colonialists employed (*Sunday Monitor*, 2 August 2009: 3). By suggesting that certain top elective political posts be reserved for the early settlers of Bunyoro, the President was helping to concretize the boundary between the early settlers and the new settlers in Kibaale district. Moreover, with the case of Uganda, where a President's word is taken as a policy, his 'ring fencing' proposal was likely to send wrong signals to the whole country and provoke sectarian sentiments. However, the President's proposal appears to have been conditioned by the need to deal diplomatically with the early settlers of Bunyoro for political and economic reasons. After the discovery of large quantities of oil in the Albertine rift of Bunyoro, it was not only necessary for the President to consolidate Bunyoro's political support for himself but also to ensure co-operation with the early settlers in the exploitation of oil.

The period that followed the 'ring fencing' proposals was characterized by anxiety and suspicions in Kibaale district in particular and Bunyoro region at large. Although Museveni invited the representatives/leaders of the *Bafuruki* and

the early settlers of Bunyoro for a meeting at the State House Entebbe on 4 September 2009, there was no agreement on the 'ring-fencing' proposals. As one of the solutions to the conflict in Kibaale district, the Buyaga County Member of Parliament Barnabas Tinkasiimire requested government to implement the proposed Kagadi district and to divide Buyaga County into two constituencies so as to create more political space in Kibaale. Unfortunately, the division of Buyaga County into two constituencies and the proposal for the establishment of Kagadi district; hence it was not a solution to lasting peace because it was prompted by the selfish interests of the local politicians to increase their opportunities for winning parliamentary seats during the 2011 elections. For instance, by establishing Kagadi district, where the land in Mpeefu, Bwikara and Rugashari sub-counties was almost totally occupied by new settlers (Uganda Government, 2002:16), the new settler candidate, who was expected to guarantee the land rights of new settlers, was likely to face less political competition from the early settlers' candidate. Indeed, the splitting of Buyaga County into two parts enabled the new settlers' candidate (Barnabas Tinkasiimire) to easily win the parliamentary seat of the new settler dominated Buyaga west and provided an opportunity for the early settlers' candidate (Ignatius Besisira) to win the seat of the early settler dominated Buyaga East constituency.

Although the division of Buyaga County has led to relative calm, it is not likely to guarantee lasting peace if the issues of land ownership are not resolved. The splitting of constituencies on the basis of categories of people dominating them is likely to promote either sectarianism or group-oriented activities which may in turn cause more conflicts in Kibaale district. Moreover, if the new settlers encourage the formation of Kagadi district where they are in the majority and eventually dominate it politically and economically, they will most likely open new lines of conflict with the early settlers for two main reasons. First, they will be accused by the early settlers of partitioning and colonizing part of Bunyoro. Second, though minorities, the early settlers will most likely claim the land as theirs on customary basis.

Conclusion

On the whole, this chapter has highlighted the process through which competing land rights regimes evolved in Kibaale district and how the interplay between the claims for land rights and politics has contributed to violent conflict. It points out with reference to the push-pull theory that many people continuously moved from elsewhere in the Great Lakes region and acquired land in Kibaale district, where they initially lived quite harmoniously with the early settlers before getting involved in violent conflicts with them, especially after the resumption of competitive electoral politics in 1996. It indicates that the rapid increment of new settlers and the heightened conflict in Kibaale district was partly due to the central government's resettlement of thousands people from elsewhere to Kibaale district in 1992-1993.

I argue that the politicization of claims for land rights has greatly contributed to violent conflict in Kibaale district. Unfortunately, the government has often failed to take appropriate steps to resolve the conflict in Kibaale district due to its fear of antagonizing the potential political supporters. At the same time, it must be emphasized that the energetic youths have been the most active people in carrying out violent attacks and the victims have often been women and children. As a way forward, it will be appropriate to mount educational programmes and create more objective measures to streamline the issues of land rights in Kibaale district. Given that land-related conflicts in one part of the Great Lakes region has contributed to conflict in another part, there should be more effective co-ordination by the concerned authorities in the region, not only on political matters but also on issues of land use and ownership as well as the welfare of refugees.

References

- Aseka, E.M., 2005, *Transformational leadership in East Africa: Politics, Ideology and Community*, Kampala: Fountain Publishers.
- Asiimwe, W. and Nolan, P., 2001, *Land Reform and Sustainable Livelihoods in Kibaale district*, Kampala: Makerere Institute for Social Research.
- Atkinson, R., 2010, *The Roots of Ethnicity: Origins of the Acholi of Uganda*, 2nd Edition, Kampala: Fountain Publishers.
- Baganchwera, N. I. Barungi, 2011, *Parliamentary Democracy in Uganda: The Experiment that Failed*, Bloomington: Authorhouse.
- Berman, B., 1998, 'Ethnicity, Patronage and the African State: The Politics of Uncivil Nationalism' *African Affairs*, Vol. 97, pp.305-341.
- Blagojevic, B., 2009, 'Causes of Ethnic Conflict: A Conceptual Framework', *Journal of Global Change and Governance*, Vol.3, No.1.
- Bruce, J. W., 2013, 'Return of Land in Post-Conflict Rwanda: International Standards, Improvisation, and the Role of International Humanitarian Organizations', in Unruh, J. and Williams, R.C., eds, *Land and Post-Conflict Peacebuilding*, London: Earthscan.
- Doyle, S., 2006, *Crisis and Decline in Bunyoro: Population and Environment in Western Uganda, 1860-1955*, London: The British Institute in Eastern Africa.
- Espeland, R. H., 2007, 'When Neighbors Become Killers: Ethnic Conflict and Communal Violence in Western Uganda', Bergen: Chr. Michelsen Institute.
- Guschiere, P., 2009, *The Perils of Belonging: Autochthony, Citizenship and Exclusion in Africa and Europe*, Chicago: The University of Chicago Press.
- Kagambirwe, E. R., 1972, *Causes and Consequences of Land Shortage in Kigezi*, Kampala: Department of Geography, Makerere University.
- Kalyango, R. S., 2006, 'Land Conflicts and Their Impact on Refugee Women's Livelihoods in Southwestern Uganda', in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper No. 127, Geneva: UNHCR.
- Karugire, S. R., 1996, *The Roots of Instability in Uganda*, Kampala: Fountain Publishers.
- Rupensinghe, Kumar, ed., 1989, *Conflict Resolution in Uganda*, London: James Currey.
- Landau, P. S., 2010, *Popular Politics in the History of South Africa, 1400 – 1948*, Cambridge: Cambridge University Press.

- Lastarria-Cornhiel, S., 2003, *Uganda Country Brief: Property Rights and Land Markets*, Madison: Land Tenure Center, University of Wisconsin.
- Lee, E. S, 1966, 'A Theory of Migration', in *Demography*, Vol.3, No.1.
- Legum, C. ed., 1987, *Africa Contemporary Record, 1985 – 86: Annual Survey and Documents*, New York: Holmes & Meier Publishers.
- Lubanga, F. and Villadsen, S., eds, 2000, *Democratic Decentralisation in Uganda: A New Approach to Local Governance*, Kampala: Fountain Publishers.
- Mamdani, M., 2002, *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*, Kampala: Fountain Publishers.
- Munster, the Earl of, 1961, *Report of the Uganda Relationships Commission*, Entebbe: Government Printer.
- Mwenda A.M., 2007, 'Personalising Power in Uganda', *Journal of Democracy*, Vol.18, No.3. Ngologozo P., 1998, *Kigezi and its people*, Kampala: Fountain Publishers.
- Nsamba-Gyayiiya, E., 2003, *The Kibaale Land Question*, Kampala: Uganda Land Alliance. Odgaard, R., 2006, *Land Rights and Conflicts in Africa: The Tanzania Case*, Copenhagen: Country Policy Study, DIIS.
- Okoth, P. G. and Ogot, B. A., 2000, *Conflicts in Contemporary Africa*, Nairobi: Jomo Kenyatta Foundation.
- Okuku, J., 2002, *Ethnicity, State Power and the Democratization Process in Uganda*, Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet.
- Petersen, C., 2006, *Uganda: Presidential, Parliamentary and Local Council Elections*, Oslo: Nordem.
- Schelnberger, A. K., 2005, 'Decentralisation as a Means of Conflict Management: A Case Study of Kibaale District, Uganda, *IEE Working Papers*, Vol.181, Bochum: Ruhr University Institute of Development Research and Development Policy.
- Takeuchi, S. and Marara, J., 2011, 'Features of Land Conflicts in Post-Civil War Rwanda', *African Study Monographs*, Suppl.42.
- Tamale, S., 1999, *When Hens Begin to Crow: Gender and Parliamentary Politics in Uganda*, Kampala: Fountain Publishers.
- Tripp, A. M., 2000, *Women and Politics in Uganda*, Kampala: Fountain Publishers.
- Yieke, F. A., 2011, 'Ethnicity and Development in Kenya: Lessons from the 2007 General Elections', *Kenya Studies Review*, Vol.3, No.3.

Unpublished Materials

- Balimwoyo, M. M., 2002, 'Interim Report on the Tribal Tension in Kibaale District', Hoima: Mid-Western Region Police Headquarters.
- Green, E., 2006, 'Demography, Diversity and Nativism in Contemporary Africa: Evidence from Uganda', paper presented at the ASEN Conference on Political Demography, London School of Economics and Political Science.
- Miirima, H. F., 1998, 'The Kibaale Question: Past and Present', Unpublished paper presented to History and Reconciliation workshop in Uganda held on 8-9 July at Jinja.
- Museveni, Y. K., 2002, 'Communiqué on the Political Situation in Kibaale district during a Meeting at State House', 8 June 2002, point No.7, Nakasero: Uganda.
- Musheshe, M., 2003, 'The Recurrent Conflict in Kibaale District: Background, Analysis and Recommendations for Conflict Resolution and Unity', an unpublished paper.

Ngabirano M., 2010, *Conflict and Peace Building*, Kampala: Uganda Martyrs University Book series.

Primary Sources

Government Documents

- The Republic of Uganda., 2002, 'Report of the Government Committee of Inquiry into the Political Developments in Kibaale District,' Kampala: State House.
- The Republic of Uganda, 2006, 'Report of the Commission of Inquiry into Bunyoro issues,' Kampala: State House.
- Uganda Electoral Commission, 2006, Report on the General Elections, Kampala: Uganda.
- Uganda Electoral Commission, 2006, Report on the General Elections, Kampala: Uganda.
- Uganda Government, 1995, *The 1995 Constitution of the Republic of Uganda*, Chapter 29(2) a.
- Uganda Government, 1966, *Statistical Abstracts*, Entebbe: Government Printer
- Uganda Bureau of Statistics, 2002, *The 2002 Uganda Population and Housing Census*, Kampala.
- Uganda Interim Electoral Commission, 1996, Presidential Elections Final Results, Kampala: Uganda.
- United Nations: The 1951 Geneva Convention, Article 1(2) and the 1967 Protocol, Article 1(2).

Newspapers

- Bakeine, M., 2009, 'Bafuruki Memo to Museveni', in *The Observer*, 10 August.
- Businge, G., 2002, 'Your Ignorance Is Complicating Matters in Kibaale!' in *New Vision*, 13 March.
- Golooba-Mutebi, F., 2012, 'Where Are These Clean People that You Want the President to Appoint?', *The East African*, 15 September.
- Mamdani, M., 2009, 'Uganda: Buganda and Nation at Crossroads', *The New Vision*, 9 August, Kampala: The New Vision Publishing House.
- Miirima, H. F., 2001, 'The History of Kibaale District', *The New Vision*, Kampala: The New Vision Publishing House.
- Mugerwa, F., & Mulondo, E., 2006, 'Rugunda Named in Kibaale Land Disputes', in *Daily Monitor*, 13 March.
- Museveni, Y. K., 2009, 'Guidance on Banyoro – Bafuruki Question', *The Sunday Monitor*, 2 August.
- Museveni, Y., 2002, 'Historical Marginalization by Conflicts Has Made the Banyoro Very Sensitive: Kibaale Museveni's Plan' *The New Vision*, Wednesday, 24 April.
- Rulekere, G., 2006, '24 Arrested over Kibaale Tribal Conflict That Has Claimed 3', *UG Pulse*, Kampala: Ultimate Media.

Interdépendance économique et paix dans la région des Grands Lacs africains

François-Xavier Mureha et Idrissa Mohamed Ouedraogo

Introduction

La théorie libérale admet généralement que l'intégration économique régionale permet de promouvoir la paix et la stabilité politique des pays qui s'y engagent. Cette conviction est nourrie par le courant de « la paix libérale » inspirée de la thèse du « doux commerce » de Montesquieu (1748) et celle de la « paix démocratique » de Kant (1795). Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cette conviction libérale est portée par certains faits stylisés des retombées pacifiques de l'intégration économique régionale, notamment en Europe (UE), en Amérique latine (MERCOSUR) et en Asie du Sud-Est (ASEAN).

Montesquieu (1748), dans *De l'esprit des lois*, soutient que l'effet naturel du commerce est de porter à la paix, car, dit-il, deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes et, si l'une a intérêt à acheter, l'autre a intérêt à vendre (...). Dans le *Projet de paix perpétuelle*, Kant (1795), lui aussi, accorde une place de choix au commerce entre nations tant qu'élément catalyseur de relations internationales apaisées. Pour Kant, le commerce, incompatible avec la guerre dont il est le substitut, est un facteur de rapprochement des pays et des peuples. Les économistes classiques, Ricardo (1817), Smith (1776) et J. S. Mill (1848), fervents défenseurs du libre-échange, ont vanté les retombées pacifiques du commerce entre nations. Avant la fin de la guerre froide et la recrudescence des conflits civils dans les pays en développement dans les années quatre-vingt dix, ce sont surtout les partisans du courant libéral de la science politique et des relations internationales (Polachek 1980 ; Rosecrance 1986 ; Pollins 1985) qui ont vivement soutenu l'idée selon laquelle l'intégration économique, en tant que source d'interdépendance économique et commerciale, est source de stabilité et

de sécurité. Les partisans de la thèse libérales ou tiennent que le même mécanisme prévaut lorsqu'il s'agit de l'impact du commerce sur les conflits internes. Les économies ouvertes disposeraient d'importantes relations commerciales, à la fois internes et externes, susceptibles d'être mises à mal par un conflit civil, ce qui fait que pour de tels Etats, le coût d'opportunité d'un conflit interne est élevé (Magee et Massoud2011).

C'est ainsi que presque tous les projets d'intégration régionale comportent toujours un enjeu politico-sécuritaire, celui de promouvoir la paix et la stabilité de l'espace régional concerné. C'est le cas de la Région des Grands Lacs (RGL), une sous-région qui a connu des périodes mouvementées depuis les années soixante. En effet, l'Ouganda, l'est de la République Démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'ouest de la Tanzanie ont été, depuis les indépendances, le théâtre des violences qui rendent compte des conflits qui s'enracinent dans un passé à la fois récent et lointain (Gahama2005). A ces pays, que certains auteurs qualifient de noyau dur de la RGL (Chrétien 1986 ; Kabamba Kazadi 2000) et du Kenya relativement stable, il faut ajouter les pays situés à l'arrière-plan de ce « noyau » tels que l'Angola, la République Centrafricaine, le Congo et le Soudan qui ont eu à connaître des périodes plus ou moins longues de conflits armés internes. A la suite du génocide rwandais de 1994, les conflits armés de la RGL prennent une dimension véritablement régionale.

Les conséquences de ces conflits sur les populations locales, en termes de meurtres, d'actes de pillage, de viols sur les femmes et de déplacements de population, ont suscité des initiatives de la part de la communauté internationale et régionale en vue de gérer et de prévenir des conflits à la fois locaux, nationaux et régionaux. C'est ainsi qu'en 2000, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, à travers les résolutions 1291 et 1304, a appelé la tenue d'une Conférence Internationales sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) en vue de promouvoir la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans cette région ravagée par les conflits armés¹. De ce point de vue, la création de la CIRGL relève de la reconnaissance de la dimension régionale de ces conflits et de la nécessité d'un effort concerté en vue de promouvoir la paix et le développement durable dans la région². En cela, la CIRGL constitue en quelque sorte le lanceur et l'élargissement de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) qui, dit-on, apparaîtrait non seulement comme une piste de solutions aux problèmes économiques et sociaux que connaissent ces pays, mais également comme une voie vers la réalisation de la paix et la sécurité dans la sous-région³. Il apparaît clairement ici que l'idée selon laquelle l'intégration économique régionale peut contribuer à la promotion des relations de bon voisinage et pacifier la région a toujours guidé et motivé le politique ; en témoigne l'inscription du volet « développement économique et l'intégration régionale » aux programmes de la CIRGL. Cela relève, selon Mwaka(2010), de l'ancienne conviction CEPGLienne

que les échanges économiques ainsi que les projets économiques communs sont de nature à pousser non seulement les populations, mais aussi les gouvernements à voir plus objectivement le monde. Or, renchérit Mwaka, il n'est pas réaliste de construire un ensemble régional viable sur le plan économique et politique avec des États déchirés dans leurs pluralités politique, culturelle et identitaire.

Face à cela, la question que l'on est en droit de se poser est de savoir si l'intégration économique peut, dans la RGL, l'emporter sur les conflits armés qui y sévissent et ainsi promouvoir la paix ; ou si, au contraire, ces sont les mêmes conflits civils qui prennent en otage tout processus d'intégration économique pouvant être engagé dans la région. Concrètement, quel est l'effet réciproque entre l'interdépendance économique et l'occurrence des conflits civils dont sont victimes les pays de la région ? Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, nous voulons, dans le cadre de ce travail, prospecter le lien entre l'interdépendance économique et les conflits armés dans la RGL⁴. A cet effet, nous postulons que (i) compte tenu de la déliquescence de certains États de la région, la circulation des armes légères, les flux de réfugiés et les enjeux géopolitiques liés à la présence des ressources naturelles, l'intégration économique ne saurait avoir un impact sur l'occurrence des conflits civils dans la RGL, mais que (ii) ceux-ci freinent plutôt le processus d'intégration économique engagé dans les différents groupements économiques de la région. Ne pouvant pas aborder, dans le cadre de ce travail, toutes les formes d'intégration économique, nous considérons, dans la suite, l'intégration commerciale.

Les hypothèses formulées ci-dessus ont des implications importantes aussi bien pour la réussite de l'intégration que pour le choix des réponses à adresser aux cycles des guerres civiles dans la RGL. En effet, la thèse que nous voulons soutenir ici est que non seulement l'intégration économique régionale ne saurait être un instrument de promotion de la paix, mais aussi que cette dernière ne peut progresser tant que sévissent dans la région les conflits civils et transnationaux. Nous voulons abonder dans le sens de Mwaka(2010) pour dire que l'Afrique gagnerait à construire solidement sur ses problèmes politiques que sur l'économie qui est souvent ralenti et pris en otage par l'intrusion du politique, et que, contrairement à la conviction implicite portée par les projets de la CEPGL et de la CIRGL, la résolution des questions politico-sécuritaires, à la fois internes et externes aux pays membres, devrait précéder la promotion de l'intégration économique régionale au lieu de l'inverse. L'objectif de la présente recherche est de questionner la portée et la pertinence du volet « Intégration économique et développement » de la CIRGL en tant que stratégie de prévention des conflits armés dans la RGL. Pour ce faire, nous voulons nous servir d'un cadre théorique qui s'inscrit dans l'économie politique des relations internationales : l'interrelation entre l'interdépendance économique régionale et la paix.

Interdépendance économique régionale et paix : considérations théoriques

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il est généralement admis que l'intégration économique régionale, de par l'interdépendance économique qu'elle permet, conduit à la normalisation des relations entre les pays membres et est porteuse de paix. Dans la littérature classique, deux courants théoriques s'affrontent à ce sujet: le courant néo libéral et le courant structuralo-réaliste. Du point de vue des théoriciens du développement, Gunder Frank, Amin, Galtung montrent que le libéralisme occidental, loin de promouvoir la paix entre nations, maintient les pays en développement dans la dépendance envers le capitalisme global, entretient le sous-développement des pays du sud et alimente l'instabilité et le conflit.

La thèse libérale de la paix par le commerce

L'idée que l'interdépendance économique est un élément catalyseur de paix entre nations commence avec la thèse du « *doux commerce* » qui se développe au 18^e siècle, dit siècle des Lumières, en réaction à l'exaltation de la violence guerrière des conquêtes monarchiques comme moyen d'accumulation des États. Cette thèse s'inscrit, de ce point de vue, dans une critique libérale à l'idéologie mercantiliste qui domine au 17^e siècle considérée comme une entrave au libre-échange⁵. Les libéraux croient qu'il peut y avoir harmonie naturelle d'intérêts entre États et que le commerce est le moyen le plus efficace d'y parvenir. Ils prônent par conséquent la suppression des droits de douane, des quotas et autres formes d'ingérence dans les mécanismes de marché qui réduisent, selon eux, la prospérité, créent des tensions entre pays et augmentent la probabilité de la guerre. Les économistes libéraux, à l'instar de David Ricardo (1718) et Adam Smith (1776), seront les premiers à vanter les gains de l'échange entre nations et à prêcher les retombés pacifiques du commerce réciproque. Ils soutiennent de ce fait que l'élimination des barrières artificielles au commerce ne peut être que bénéfique pour créer un environnement international pacifique.

Alors quel es économistes libéraux se posent en fervents défenseurs du libre-échange, les philosophes des Lumières et les « *idéalistes* » des relations internationales prêchent la paix par le commerce. Tout commence avec Montesquieu lorsqu'il soutient, dans *De l'esprit des lois* (1748), que le commerce guérit des préjugés destructeurs et adoucit les mœurs et que l'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Kant (1795) ne rejette pas l'idée d'une prédisposition naturelle des nations à se faire la guerre, mais soutient que la paix est possible par la volonté politique des hommes, rendue possible par la morale et la raison. Car, dit-il, si la nature pousse les hommes à entrer en conflit avec leurs semblables, elle les réunit en leur faisant prendre conscience, au regard des effets destructeurs que crée leur instinct belliqueux, qu'il est préférable pour tous de renoncer à un usage immodéré

de la force. Dans son argumentaire, Kant insiste sur les vertus pacificatrices du commerce entre nations qui crée des liens transnationaux favorables à la stabilité du système.

Dans le courant néo libéral contemporain, les auteurs des sciences politiques et des relations internationales ont porté la thèse du « commerce pacificateur » et de la paix par l'intégration (Polachek 1980 ; Rosecrance 1986 ; Gasiorowski 1986 ; Pollins 1989). Sur le plan empirique, l'argument généralement mis en avant par ces auteurs est que, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les bénéfices associés au commerce et la coopération internationale surpassent dorénavant ceux provenant de la compétition militaire et des conquêtes territoriales. C'est dans ce sens que Rosecrance (1986) dit qu'à mesure que le commerce et les investissements étrangers se sont accrus, l'incitation à la conquête par les armes de nouveaux territoires s'est amenuisée. Pour lui, la fin de la Deuxième Guerre mondiale aurait signé l'apparition de l'Etat de type commerçant, en remplacement de l'Etat de type militaire. A l'issue de la chute du mur de Berlin, Fukuyama (1993) ira plus loin en émettant la thèse de la fin de l'histoire, car, selon lui, la totalité de la planète étant désormais potentiellement « réglée » par les lois du marché, il ne saurait plus y avoir d'autre « Histoire » qu'une série de décisions gestionnaires sans heurts ni violence [Fukuyama (1993) cité par Giraud 2010].

Sur le plan international, les partisans de la thèse de la paix libérale développent un certain nombre de mécanismes causaux qui permettraient d'expliquer la façon dont le commerce et les autres formes d'interdépendance économique créent des conditions de paix entre nations. L'argument central repose sur l'idée que l'interdépendance commerciale crée des intérêts mutuels qu'il serait coûteux d'interrompre en choisissant de recourir aux stratégies de conflit (Polachek 1980). C'est le coût d'opportunité de la guerre qui augmente en fonction de l'intensité des échanges et d'autres formes d'interdépendance économique entre deux pays partenaires. Le deuxième argument, qui sous-tend la thèse du commerce pacificateur et cher aux néo libéraux, consiste dans le fait que l'interdépendance promeut la communication et les contacts entre acteurs privés et publics dans différents pays, lesquels, à leur tour, faciliteraient l'établissement des relations politiques coopératives entre nations (Stein 2003). C'est dire que les gains induits par l'ouverture commerciale rendraient opérateurs privés et consommateurs dépendants du marché « commun » et peu enclins à voir des antagonismes politiques se conclure par des interruptions de commerce néfastes à leur bien-être. Le troisième mécanisme repose sur la théorie du signal. D'après Gartzke et Li (2003), la guerre est plus une séquence de problèmes d'information que de problèmes matériels. Les auteurs partent de l'hypothèse qu'un conflit est coûteux et que dans la plupart des cas, si deux parties belligérantes impliquées dans un conflit pouvaient négocier ex-ante l'accord qui clôt le conflit ex-post sans encourir les coûts du conflit lui-même, elles négocieraient cet accord sans entraver

en guerre. C'est l'asymétrie d'information et/ou l'incertitudes sur la répartition des coûts et des conséquences de la guerre qui expliqueraient alors pourquoi les Etats entrent en guerre et comment certaines guerres pourraient être évitées. Or le commerce entre deux pays partenaires constitue le révélateur par excellence du coût d'opportunité à encourir en cas d'escalade militaire.

Peu de travaux existent sur le lien entre le commerce international et les conflits internes. Pourtant, selon les libéraux, la même logique sous-tend la relation entre commerce et paix à l'échelle internationale prévaut lorsqu'il est question de conflits domestiques. Sur ce point, la théorie libérale avance un certain nombre d'arguments. D'abord, une économie ouverte dispose de beaucoup de relations commerciales pouvant être mises à mal par le conflit civil, ce qui fait que le coût d'opportunité d'un conflit interne devient élevé. Donc, il est possible que les coûts anticipés liés à la perte des échanges dissuadent les Etats très interdépendants de s'engouffrer dans les guerres civiles (Magee et Massoud 2011). Ensuite, le commerce extérieur d'un pays est censé promouvoir le développement économique, lequel devrait contribuer à la paix interne (Hegre *et al.* 2003). En effet, l'amélioration des conditions économiques consécutive au développement permis par le commerce extérieur devrait éroder les motivations pour les individus de s'engager dans les rebellions, rendant du coup difficile le recrutement des combattants pour les chefs de guerre. Soulignons, à toutes fins utiles, que cette logique procède de la thèse de Collier selon laquelle la cause majeure des conflits civils est l'avidité ou la prédation. Ceci serait en particulier vrai dans les pays à forte dépendance en matières premières exportables, dans lesquels ces dernières deviennent un objet d'attraction et de convoitise pour les groupes rebelles et les chefs de guerre. Il faut reconnaître cependant que, même dans les pays ou zones riches en ressources naturelles exploitables, dire que des rebellions sont toujours motivées par la seule avidité/prédation relève, à notre sens, d'une analyse tronquée et simplificatrice de la réalité. Ainsi que le disent Marchal et Messiant (2002), la guerre civile analysée sous le seul angle d'avidité/prédation est un conflit qui n'apparaît jamais dans sa durée, ses lieux, ses protagonistes et ses objectifs éventuellement changeants. Elle n'est nullement considérée comme un processus complexe impliquant un système politique, une économie et une société, comme productrice de recompositions sociales, voire ethniques ou étatiques. De l'avis de ces auteurs, cela revient en effet à considérer le gouvernement comme étant toujours le représentant du peuple, toujours légitime et par conséquent jamais fauteur de guerre civile, ne faisant que réagir et se défendre. De ce point de vue, il s'agit d'un modèle qui veut exclure l'histoire et les réalités sociales et politiques des terrains de conflits. Certes, dans les pays ou régions riches en ressources naturelles exploitables, les rebellions sont le plus souvent entretenues et financées par ces ressources. Elles enrichissent les chefs de guerre pour lesquels l'exploitation, la taxation des ressources et les activités de contrebande deviennent un enjeu majeur de la guerre. Mais toujours est-il qu'à l'origine, chaque conflit naît toujours de griefs et revendications socio-politiques réels et observables.

Le troisième mécanisme par lequel le commerce extérieur est censé réduire les conflits internes est que celui-ci est susceptible de réduire les inégalités et le contrôle de l'Etat par l'élite au pouvoir. Cela est rendu possible par le fait que lorsque le commerce international s'accroît, il crée des opportunités de création de richesse et l'élite au pouvoir n'est plus obligée de s'accrocher au pouvoir pour s'enrichir, ce qui atténue les griefs politiques à l'origine des conflits civils. Cependant, la capacité du commerce international à réduire les inégalités sociales est aussi contestable. Nous y revenons ci-après dans les thèses des structuralistes, des marxistes et des théoriciens de la dépendance.

Enfin, Gleditsch *et al.* (2003) montrent que le commerce entre deux Etats voisins peut impacter négativement les conflits civils dans la mesure où le degré d'incitation des Etats à soutenir tel ou tel groupe armé de leur voisin est, dans une large mesure, fonction de la sympathie ou de l'antipathie qu'ils éprouvent envers le régime en place dans ce pays. Or le commerce se révèle être un bon indicateur observable de la compatibilité entre les Etats. Cela semblerait d'autant plus vrai que, même si plusieurs études sur les effets des relations internationales sur les conflits civils se penchent sur les liens globaux, l'impact est, selon Gleditsch *et al.* (2003), censé provenir plus des pays voisins. Ainsi, le niveau des liens économiques avec les Etats proches semble être l'indicateur le plus approprié des coûts d'un conflit civil et d'incitations à résoudre les conflits par des voies non-violentes. L'hypothèse libérale laisse ainsi penser que plus l'intégration commerciale avec ses pays voisins est d'un degré élevé, moins élevé sera le risque pour un pays de connaître une guerre civile.

La contestation de la thèse libérale par les réalistes et les structuralistes

Dans la littérature classique, deux courants de pensées se sont particulièrement opposés à la thèse de la paix libérale: les réalistes sur le plan international et les structuralistes sur le plan interne. Le réalisme est le premier courant philosophique qui s'est opposé à l'idéalisme libéral. Ce courant connaît deux sensibilités différentes et chronologiquement successives : le réalisme classique (Morgenthau 1948) et le néoréalisme de Waltz (1979). Le réalisme classique de Morgenthau (1948) est un réalisme qualifié d'anthropologique qui s'appuie sur les traditions politiques de Machiavel et Hobbes et définit l'homme comme mauvais, accaparé par ses passions et assoiffé de pouvoir. Selon ce courant, il y a chez l'homme un désir inquiet d'acquérir puissance après puissance, désir qui ne cesse qu'à la mort. A la différence du réalisme classique, le néo réalisme de Waltz essaie de comprendre les causes de la guerre en interrogeant le rôle de l'Etat dans le système international plutôt que celui de l'homme en soi. Le néo réalisme se distingue du réalisme classique en ceci qu'il ne développe pas une hypothèse anthropologique de la méchanceté de l'homme comme source de la guerre, mais celle de la volonté de positionnement géopolitique des Etats sur l'échiquier international (Cartonn et 2011). De ce point de vue, le néoréalisme de Waltz emprunte une approche

systémique et considère que le caractère belligère des Etats vient de l'anarchie internationale et non de la méchanceté de l'homme lui-même.

Dans les deux cas, les réalistes rejettent l'idée de la paix libérale. Concernant la paix inter étatique, les réalistes attaquent la thèse de la paix libérales ur au moins deux points. D'abord, pour les réalistes, les rapports entre Etats souverains sont nécessairement caractérisés par la rivalité et la compétition, chaque Etat visant naturellement et constamment à défendre et à accroître sa puissance politique et militaire. Ils soutiennent leur point de vue par le fait que la puissance est inégalement répartie au sein de la société internationale et que les Etats sont principalement motivés par la puissance. Les réalistes considèrent en effet que l'Etat est rationnel et vise constamment à maximiser son intérêt national, ce qui peut périodiquement impliquer le recours à la force. Ainsi, ils voient dans le commerce un outil servant uniquement l'objectif ultime recherché de tout Etat, soit la quête constante de puissance et de sécurité. Ensuite, les réalistes considèrent que le commerce est fondamentalement une relation asymétrique, inéquitable, qu'il ne peut créer de gains pour les deux partenaires⁶. De ce point de vue, les réalistes font valoir que le commerce et d'autres formes d'interdépendance économique augmentent, en réalité, la probabilité de conflits inter étatiques au lieu de les réduire (Barbieri 2002), les conflits d'origine commerciale étant susceptibles de dégénérer en conflits armés, ce qui signifie que l'interdépendance est synonyme d'insécurité et de conflit potentiel.

En ce qui concerne les conflits civils ou domestiques, la thèse de la paix libérale est réfutée par les structuralistes. Selon ce courant, le principal mécanisme par lequel le commerce conduit aux conflits civils est le fait des inégalités créées à travers l'ouverture commerce et la globalisation. A l'instar des tiers-mondistes actuels, les structuralistes arguent que le développement permis par le commerce n'est pas du tout équitable et peut susciter des conflits à travers l'exploitation, les sentiments de privation, les luttes de classes et les crises économiques (Massoud et Magee 2011). Cela serait particulièrement vrai dans les pays dépendant de l'exportation des produits primaires. A ce sujet, Hegre *et al.* (2003) montrent que les pays qui exportent des produits primaires profitent moins de l'ouverture commerciale en termes d'impact sur la réduction de l'occurrence des conflits civils dans la mesure où cela se traduit le plus souvent par la hausse des inégalités susceptibles de dégénérer en conflits armés. Qui plus est, la pénétration du commerce international et des IDE dans les économies périphériques entraîne, selon les structuralistes, l'exploitation des ressources humaines et naturelles locales ainsi que le transfert du profit vers les centres impériaux, ce qui a pour conséquence l'appauvrissement, l'inégalité et l'injustice. La production des matières premières dans les pays pauvres ne permettrait pas de susciter les compétences et maintiendrait l'économie dans une position de simple exportateur de matières. Enfin, des liens sont tissés entre le pouvoir local et les intérêts étrangers, un phénomène de nature à exacerber les inégalités de revenu dans les pays pauvres. En effet, dans ces pays, l'économie minière est

souvent nourrie et structurée par des intérêts locaux et régionaux en contact avec les acteurs du marché international et des logiques géostratégiques. De ce point de vue, l'économie minière est une économie conflictuelle particulièrement opaque de nature à alimenter des mécontentements sociaux, ethniques et régionaux. Toute chose qui entraîne la déchirure sociale qui finit par dégénérer en conflit civil.

L'idée des structures selon laquelle le commerce international est source d'inégalités et de conflits civils est partagée par les théoriciens de la dépendance. Cependant, ces derniers situent leur argumentaire dans une perspective purement différente : la perspective historique de la domination du capitalisme global sur les périphéries qui s'est amorcée avec l'ère coloniale.

La théorie de la dépendance : une profonde remise en cause de la thèse libérale

Au-delà de la littérature classique, les théoriciens de la dépendance avancent que le sous-développement des pays du sud est le produit de relations historiques qui, à un moment donné, ont été développées entre deux entités socio économiques, l'une devenant, par la suite, une nation dépendante, et l'autre une nation dominante. Ce faisant, dans sa forme la plus radicale, la théorie de la dépendance constitue une remise en cause fondamentale de la thèse de la paix libérale. Les théoriciens de la dépendance avancent en effet que la thèse de la paix libérale et l'éloge du libre-échange ne sont qu'un instrument idéologique au service des intérêts des pays développés et de leur bourgeoisie (Gunder Frank 1979 ; Amin 1974). Pour ces théoriciens, les pays en développement subiraient une influence du capitalisme global qui les maintient dans une position de dépendance. Par conséquent, le système capitaliste, loin de promouvoir la paix, maintiendrait les pays en développement dans une position de subordination politico-économique, à telle enseigne que des conditions, décisions ou politiques économiques importantes, en vigueur dans les pays du sud, sont couramment influencées par des décisions ou mesures économiques prises dans les pays du nord. Pour les tenants de cette thèse, la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du sud sont la conséquence du processus historique mis en place par les pays du nord ayant comme résultat la dépendance économique des pays du sud. Ainsi, A. G. Frank (1979), dans son ouvrage, *Le développement du sous-développement*, montre que l'irruption des régimes militaires, la violence, la paupérisation, la corruption ne sont pas de simples étapes malheureuses sur la voie du développement politique, mais le produit de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

La dépendance économique se manifeste par diverses formes intimement liées : la dépendance commerciale, la dépendance technologique et la domination des intérêts étrangers dans l'exploitation des ressources économiques nationales.

Concernant le premier aspect, les théoriciens de la dépendance révèlent que dans le système du capitalisme mondial, les échanges commerciaux sont foncièrement inégaux et profitent aux pays développés. A ce sujet, Samir Amin

(1974) montre clairement que les pays capitalistes ont le pouvoir d'imposer les conditions d'échange inégales et inéquitables aux pays du sud et que, de ce point de vue, le marché international œuvre en défaveur de ces derniers. Ainsi, il montre que le blocage du processus d'accumulation au Sud et les disparités croissantes entre les économies du Sud et celles du Nord s'expliquent par l'échange inégal qui structure l'extension mondiale du système de production capitaliste. De son côté, A. G. Frank (1979) souligne que le monopole exercé par les économies développées fait que les prix des produits agricoles et les autres produits de base vendus par les pays du tiers monde baissent relativement aux prix des produits industriels vendus par les pays développés. Cela entraîne la détérioration des termes de l'échange en défaveur des pays du tiers-monde, ce qui implique que ceux-ci paient excessivement cher les produits importés des pays développés. Ce mécanisme est renforcé par la désarticulation des économies du sud, c'est-à-dire l'absence d'interconnexion entre les différents secteurs productifs des pays du sud, cela étant dû au fait que les systèmes productifs des pays de la périphérie ont, depuis la période coloniale, orientés vers les besoins du centre. Ce qui limite la transmission des revenus d'un secteur économique à un autre dans la périphérie et consacre la désarticulation des économies du sud (Amin 1973). Un autre style de dépendance commerciale résulte de ce qui est appelé la spécialisation internationale où les pays du sud sont condamnés à jouer le rôle d'exportateurs de matières premières et produits agricoles, toute chose à l'origine de l'extraversion des économies du sud.

Samir Amin indique que le mécanisme fondamental de l'échange inégal se trouve dans la structure de la rémunération du travail. A ce sujet, il dit que l'analyse des échanges entre les pays avancés et les pays en développement conduit à l'observation que l'échange est inégal du moment que le travail de la même productivité est rémunéré à un taux faible dans la périphérie tel qu'il est le cas aujourd'hui (Amin 1974). Pour Samir Amin, la surabondance de la main-d'œuvre dans les pays du sud n'est pas un effet du hasard, mais plutôt le fruit d'une politique de domination. Les classes dominantes dans la périphérie, toujours alliées à celles du centre et profitant de l'exploitation de leur propre pays, stimulent la création d'un « prolétariat inemployé » pour lequel les salaires puissent diminuer et, étant donné un certain niveau de productivité, que le taux de surplus puisse augmenter. Or, lorsque les salaires diminuent, les prix des biens baissent aussi. Sous l'hypothèse d'une égale productivité des travailleurs dans le centre et dans la périphérie, une quantité donnée de valeur (ou un certain nombre d'heures de travail) peut être obtenue par le centre avec moins d'argent que si la valeur avait été réalisée chez eux. Ainsi, le mécanisme central qui contribue au processus de l'accumulation à l'échelle mondiale est, selon lui, le transfert de la valeur, de la périphérie vers le centre.

La spécialisation internationale qui condamne aujourd'hui les pays du sud à n'exporter que des matières premières les expose à un autre type de dépendance :

la domination des intérêts étrangers dans l'exploitation des ressources nationales. Telle est l'une des formes de dépendance qui alimente dans beaucoup de pays africains l'instabilité et les conflits militaires. Cette forme de dépendance s'explique par le fait que dans beaucoup de pays de l'ASS, les multinationales qui œuvrent dans l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles (bois, pétrole, minerais) viennent du nord et servent les intérêts géostratégiques des puissances capitalistes (Kibanda Matungira 2013). Dans le cas de la RDC, l'auteur note que l'impression qui se dégage dans la mise en perspective historique de la guerre des minerais, c'est quel espoir de nautes bilatéraux et multilatéraux du Congo voudraient profiter de la déliquescence de l'Etat congolais pour arracher rapidement des concessions inacceptables dans un Etat normal, afin de garantir leurs intérêts dans l'avenir. Une politique qui n'a rien à voir avec celle de promotion des investissements directs étrangers dans une perspective de développement du pays en question, mais qui relève plutôt d'une stratégie des puissances extérieures et de leurs multinationales, pour élargir leurs affaires dans un terrain et un climat de pillage international. Or la conséquence d'une telle forme de dépendance est que les dividendes distribués, les combinaisons techniques de production, la croissance, les politiques de l'emploi sont, en réalité, fortement déterminées par l'extérieur. Ce faisant, les pouvoirs publics d'un pays dépendants ont, en réalité, incapables de prévoir, de gérer et d'orienter l'activité économique suivant un itinéraire choisi d'une manière endogène. Dans une telle situation, les mesures que ces autorités pourraient envisager de mettre en œuvre, à travers une manipulation de variables économiques telles que les salaires, la politique budgétaire, le taux d'intérêt, ne sauraient produire suffisamment les résultats mérités. L'explication de ces contre performances tient au fait que la plupart des variables économiques du pays dépendants ont été déterminées de l'extérieur. Dans de telles conditions, le souhait des pouvoirs publics de remédier à la pauvreté populaire, d'enrayer les disparités économiques régionales ne saurait se réaliser. Tant que sont maintenues les relations externes d'exploitation, l'économie dépendante est donc condamnée à la stagnation et au sous-développement, plongeant le pays concerné dans des cycles de violence et de dépendance qui s'alimentent mutuellement.

En ce qui concerne la RDC, la domination des intérêts étrangers dans l'exploitation des ressources nationales est bien illustrée par Kankwenda (2005), un phénomène que l'auteur désigne sous le vocable « prédatocratie ». A travers ce néologisme, Kankwenda veut dénoncer un système international de prédation des ressources naturelles opérant par le système marchand de développement (SMD), la fabrication des régimes politiques et leur soutien multiforme et surtout une vision stratégique des intérêts propres des puissances extérieures opérant à travers ce que l'auteur appelle la prédatocratie. A cet effet, Kankwenda identifie une multiplicité d'acteurs internationaux de prédation, dont les modes d'intervention passent par les dimensions politique, militaire, économique-militaire et les diverses modalités de vente des produits et services de développement.

La première catégorie d'acteurs est faite principalement des puissances occidentales tant que gouvernements ou partenaires bilatéraux. Selon l'auteur, les concurrences ou compétitions entre ces puissances ne manquent pas, ce qui a pour effet d'alimenter parfois des situations de crises et de conflits armés dans les pays concernés, des concurrences et compétitions qui prennent souvent la forme de parrainage des régimes et acteurs politiques en vue d'asseoir le système de prédation à leur profit. Si la situation de guerre froide a souvent justifié ce type de parrainage, celui-ci a permis et permet encore aux puissances occidentales de participer à l'exploitation et au pillage des ressources importantes et parfois stratégiques dont regorgent certains pays en développement.

La seconde catégorie d'acteurs est faite d'institutions financières internationales (IFI) et autres organisations multilatérales de financement comme les institutions de Bretton Woods et le Fonds Européen de Développement. Le système de prédation de ces acteurs passe par le fait de financer des « projets bidons » qui auront été étudiés techniquement par leurs services ou par des bureaux d'études qu'ils ont financés. Dans bien des cas, ces acteurs prennent aussi le soin de participer sinon de décider du choix de l'entreprise occidentale ou du consortium d'entreprises occidentales chargées d'exécuter les projets. Or, de cette façon, le financement devient profitable à ces entreprises (à travers des contrats juteux), à ceux qui ont prêté les fonds et aux membres de la prédatocratie locale aux dépens du pays en question et de sa population. Par ailleurs, le soutien économique et financier des IFI a toujours été déterminant pour l'aide financière des autres acteurs de la première catégorie, ce qui témoigne d'une sorte de connivence entre les premiers et les seconds.

La troisième catégorie de prédateurs est composée de différentes branches de sociétés privées. En plus des entreprises étrangères citées ci-dessus qui gagnent des contrats de réalisation des « projets bidons » et des contrats commerciaux, Kankwenda (2005) évoque le cas particulier des industriels qui établissent des réseaux et filières de prédation depuis l'exploitation jusqu'à leurs usines, avec toute une série d'intermédiaires, agents commerciaux, transporteurs, banques, organisations militaires ou semblables, pour assurer l'approvisionnement en matières premières pillées par les voies officielles ou non officielles. L'auteur montre enfin que les banques occidentales constituent un grand sous-groupe de prédateurs dans ce système dans lequel les opérations financières passent par les dites banques qui contrôlent les différentes transactions financières relatives au système de prédation et accueillent par là leurs fonds pillés.

De tout ce qui précède, il est clair que le débat autour de la thèse libérale de la paix par le commerce est loin d'être clos. Dans la section suivante, nous procédons par une analyse économétrique pour voir si, dans la RGL, le commerce bilatéral est à même de contenir l'occurrence des conflits civils ou si c'est l'inverse qui se produit, c'est-à-dire les conflits civils qui sapent le commerce intra-régional.

Méthodologie et sources de données

Nous présentons dans cette section les modèles à estimer, les méthodes économétriques utilisées ainsi que les sources de données des variables utilisées dans les régressions économétriques.

Les modèles à estimer et les méthodes d'analyse

L'objectif de ce travail est de tester l'impact réciproque entre les conflits civils et l'interdépendance commerciale des pays de la RGL. Pour cela, nous estimons deux équations : l'équation de conflit civil à partir de laquelle nous voulons mettre en évidence l'impact du commerce bilatéral sur l'occurrence des conflits civils et l'équation de commerce (modèle de gravité) qui nous permet de capter l'impact des conflits civils sur le commerce bilatéral. Concernant le modèle de conflits civils, nous nous inspirons de Martin, Mayer et Thoenig (2008) et de Mageet Massoud (2011). Les deux ont cherché à mettre en évidence l'impact de l'ouverture commerciale sur l'occurrence des conflits civils. Étant donné que le commerce bilatéral est partie intégrante du commerce international, il nous semble logique de remplacer dans le modèle de conflit civil la variable ouverture commerciale par celle du commerce bilatéral. À ce sujet, Gleditsch (2003) note que même si un pays peut avoir un degré élevé d'intégration commerciale avec des pays de par le monde, ces ont les relations commerciales avec ses voisins qui devraient davantage affecter sa sécurité. Pour ce qui est de l'impact des conflits civils sur les échanges bilatéraux, nous nous inspirons de Bayer et Rupert (2004), Long (2008) et Magee et Massoud (2011). Nous nous référons particulièrement à Long (2008) qui analyse l'impact des conflits civils sur le commerce bilatéral. Étant donné que le commerce bilatéral et les conflits civils peuvent refléter une causalité bi directionnelle, nous régressons les deux modèles en équations simultanées pour corriger l'endogénéité⁷. À l'instar de Long (2008), l'unité d'analyse pour les tests statistiques est la dyade orientée annuelle (directed dyad year), conforme avec le modèle de gravité théorique qui prédit le niveau du commerce du pays A vers le pays B. Par conséquent, chaque paire de pays a deux observations dans les séries, une pour le pays A tant que l'État i et le pays B tant que l'État j à l'année t , et l'autre pour le pays B tant que l'État i et le pays A tant que l'État j à l'année t . Cela nous est dicté par l'approche bilatérale que nous empruntons et le fait que les conflits civils sont par nature monadiques. Nos deux équations sont les suivantes:

(i) Impact du commerce bilatéral sur la probabilité d'occurrence de conflits civils

$$Conflit_{it} = b_0 + b_1 Trade_{ijt} + \sum_{i=1}^n b_i X_{it} + e_{ijt}$$

(ii) Impact des conflits civils sur le commerce bilatéral

$$Commerce_{ijt} = a_0 + a_1 Conflit_{it} + a_2 Conflit_{jt} + \sum_{i=1}^n a_i Z_{it} + \sum_{j=1}^n a_j Z_{jt} + e_{ijt}$$

Dans la première équation, la variable dépendante *Conflit civil*_{it} représente les conflits civils et prend la valeur 1 si dans l'année *t* le pays *i* se trouvait dans une guerre civile et 0 au cas contraire. Dans la deuxième équation, la variable dépendante *Commerce bilatéral entre A et B* représente les importations du pays A en provenance du pays B. La matrice des variables X_{it} dans l'équation (1) représente les différentes variables de contrôle censées impacter l'occurrence des conflits civils tels que le *PIB constant*, la *fragmentation ethnique*, *l'indice de démocratie*, l'indice de développement humain (*IDH*), le revenu par tête (*PIB/tête*), l'indice *d'abondance en ressources naturelles*, la *population*, *les conflits en pays A et B ent-1*. De la même façon, la matrice des variables *Z* dans l'équation (2) représente l'ensemble des variables de contrôle usuelles censées expliquer le commerce bilatéral dans le modèle de gravité. Il s'agit des *PIB constant* pour les pays de chaque dyade, *les PIB/tête* pour refléter le niveau de la population, *les accords commerciaux régionaux (ACR)*, *la distance* entre A et B, *la langue commune*, *l'enclavement* et le *passé colonial commun*. Les valeurs α et β représentent dans les deux équations les coefficients tandis que *E* représente chaque fois le terme d'erreur. La causalité inverse potentielle entre les conflits civils et l'interdépendance commerciale nous pousse à utiliser la méthode à équations simultanées pour traiter le problème de l'endogénéité. D'usage, le choix de la méthode d'estimation est dans ce cas guidé par le test d'indentification. Il est facile de vérifier que notre système d'équations qui présente 2 équations, 2 variables endogènes et 6 variables exogènes pour l'équation de conflits; 2 variables endogènes et 10 variables exogènes pour l'équation de commerce) est sur-identifié. De ce point de vue, la méthode des doubles moindres carrés (2SLS) a été utilisée pour estimer l'équation de commerce. Etant donné que la variable à expliquer dans le modèle de conflit est une variable binaire, le Probit (avec variable instrumentale) a servi à estimer le modèle de conflit civil.

Justification de l'échantillon et sources de données

Notre échantillon est composé des pays de la Communauté Est-Africaine (Burundi, Kenya, Rwanda, Ouganda et Tanzanie) + la RDC. Cet ensemble de six pays constitue, en réalité, le véritable noyau de la région des Grands Lacs. Au-delà de ce fait, et sans toutefois ignorer quel a délimitation de l'espace « grands lacs africains » fait l'objet de débats, le choix de notre échantillon est guidé par la volonté de considérer les pays ayant véritablement des échanges commerciaux et dont la plupart ont déjà expérimenté le conflit civil au moins une fois durant notre période d'analyse. Nos sources de données sont tirées de WDI pour les PIB constants et les PIB/tête, l'IDH et l'indice d'abondance en ressources naturelles, UN-COMTRADE et IMF-DOTS pour les échanges commerciaux, OMC pour les accords commerciaux régionaux (ACR), Corralate Of War pour les conflits civils, SYSTEMICPEACE pour les variables polity. La variable « fragmentation ethnique » est tirée de Danie N. Posner (2004). Les autres variables de l'équation de gravité (distance, langue commune, le passé colonial commun, l'enclavement)

sont tirées de CEPII. La période de notre étude se situe sur l'intervalle 1991-2009. Le tableau suivant récapitule les variables et les sources des données utilisées dans l'analyse économétrique.

Tableau 8.1: Variables et sources de données

Variables	Sources
Commerce bilatéral entre A et B	UNCOMTRADE et IMF-DOTS
Le revenu par tête (PIB/tête)	World Development Indicators, 2014
PIBconstant	World Development Indicators, 2014
Les accords commerciaux régionaux (ACR)	OMC
Distances géographiques bilatérales	CEPII
Langue commune	CEPII
Passé colonial commun	CEPII
Enclavement	CEPII
Occurrence des conflits civils	Correlates of War
Indice de démocratie (Polity)	SYSTEMICPEACE
Indice de développement humain (IDH)	World Development Indicators, 2014
Indice d'abondance en ressources naturelles	World Development Indicators, 2014
Fragmentation ethnique	Daniel N. Posner (2004)

Source : L'auteur

Présentation et discussion des résultats

Tel que nous l'avons déjà signalé plus haut, la causalité inverse potentielle entre les conflits civils et l'interdépendance commerciale nous poussent à utiliser la méthode des équations simultanées pour corriger l'endogénéité entre nos deux variables d'intérêt. Ainsi, la méthode des doubles moindres carrés (2SLS) a été utilisée pour estimer l'équation de commerce, tandis que le Probit a servi à estimer le modèle de conflit civil. Les méthodes MCO et logit ont été respectivement utilisées pour tester la robustesse et la constance des résultats (Robustness checks). Les résultats de nos estimations sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 8.2: Les résultats des régressions des équations de commerce et de conflits

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)
	Equation de commerce		Occurrence des conflits civils	
	MCO	2SLS	Probit (avec IV)	Logit
Conflit civil dans le pays A	-0.394**	-0.718***		
	(0.199)	(0.270)		
Conflit civil dans le pays B	-0.405**	-0.689***		
	(0.169)	(0.260)		
Ln PIB Constat du pays A	0.787**	0.739***	-1.741***	-3.044***
	(0.384)	(0.285)	(0.535)	(0.943)

Ln PIB Constat du pays B	2.200***	2.146***		
	(0.301)	(0.287)		
Ln PIB/tête du pays A	-1.613***	-1.862***	1.037	1.869
	(0.459)	(0.486)	(0.643)	(1.160)
Ln PIB/tête du pays B	-0.225	-0.457		
	(0.520)	(0.486)		
Enclavement du pays A	-0.0373	-0.108		
	(0.569)	(0.646)		
Enclavement du pays B	-0.253	-0.343		
	(0.544)	(0.712)		
ACR entre A et B	-1.020**	-1.074		
	(0.484)	(0.680)		
Ln distance entre A et B	-1.906***	-2.087***		
	(0.440)	(0.642)		
Langue commune	-0.533	-0.575		
	(0.620)	(0.565)		
Histoire coloniale commune	0.622	0.584		
	(0.494)	(0.586)		
Ln Commercecentre A et B			0.0438	-0.0407
			(0.0494)	(0.0674)
Indice de démocratie (Pays A)			-0.0683*	-0.144**
			(0.0352)	(0.0642)
IDH (Pays A)			-0.645	-2.888
			(1.452)	(2.601)
Abond. Ress. Naturelles (Pays A)			0.00742	0.0202
			(0.0184)	(0.0323)
Fragment.Ethnique (PaysA)			6.659***	11.53***
			(2.141)	(3.739)
Conflits civils-1 (Pays A)			1.896***	3.390***
			(0.179)	(0.327)
Conflits civils-1 (Pays B)			0.104	-0.0972
			(0.191)	(0.328)
Constant	16.25***	21.97***	2.705	6.836*
	(4.195)	(7.204)	(2.237)	(3.839)
Observations	546	545	545	545
Number of code	30	30	30	30

Les écarts types sont entre parenthèses

***singificatif à 1%, **significatif à 5%, *significatif à 10%

Source: L'auteur à partir des résultats des régressions à l'aide du logiciel Stata 11

La colonne (1) montre les résultats de l'équation du commerce bilatéral estimée avec les doubles moindres carrés. Les variables d'intérêt dans cette équation est le conflit civil dans les pays A et B. Comme il est postulé dans nos hypothèses, les résultats montrent que le conflit civil, aussi bien dans le pays A que dans le pays B, impacte négativement et significativement le commerce bilatéral entre les deux pays. C'est dire que quel que soit un conflit civil sévit dans un pays donné ou chez le pays voisin, le commerce bilatéral entre les deux pays diminue considérablement⁹. Donc, les conflits civils dans la RGL découragent le commerce bilatéral et par conséquent l'intégration commerciale. Les coefficients des autres variables explicatives du modèle présentent le signe attendu, sauf ceux des variables PIB/ tête, la langue commune et les accords commerciaux régionaux (ACR) qui n'affichent pas les signes attendus. Ainsi, conformément à la théorie, les PIB constants et le passé colonial commun influencent positivement le commerce bilatéral tandis que la distance et l'enclavement l'affectent négativement.

Selon la théorie, le PIB par tête prend en considération l'effet du pouvoir d'achat des consommateurs des deux pays partenaires, ce qui veut dire qu'une hausse du PIB/tête devrait avoir un effet positif sur la demande et par conséquent accroître le volume des échanges bilatéraux. Dans nos résultats, le signe négatif des variables « PIB/tête » pourrait traduire l'extraversion des économies africaines (Amin 1986). En effet, étant donné la faible industrialisation de la région et des systèmes économiques tournés vers l'extérieur, l'augmentation du pouvoir d'achat pousse les consommateurs à s'approvisionner davantage sur le marché des pays industrialisés (Europe, USA, Chine et les autres NPI asiatiques, les émirats arabes) où l'on peut trouver des produits industriels non encore disponibles sur le marché régional.

La variable « langue commune » présente aussi un signe contraire à la théorie avec un coefficient statistiquement non significatif. Cela montre que la langue n'est pas du tout un facteur déterminant dans les échanges intra-régionaux dans la RGL. En effet, les trois pays francophones de la région (Burundi, RDC, Rwanda)¹⁰ sont des pays qui affichent les économies les moins dynamiques et les moins industrialisées de la région. Du coup, ils sont obligés de s'approvisionner chez leurs voisins anglophones (Kenya, Uganda et Tanzanie). Par ailleurs, ces pays n'ont pas accès à la mer (du moins à l'est pour la RDC) et sont obligés d'utiliser les ports de leurs voisins pour les échanges internationaux. Ce qui n'est pas sans importance, car un éventuel biais statistique aurait pour effet de considérer les flux transitaires comme des échanges avec les pays voisins anglophones moins ou non enclavés.

Il est difficile d'expliquer le signe négatif du coefficient de la variable « accords commerciaux régionaux » qui devrait, selon toute vraisemblance, influencer positivement sur les échanges intra-zone. Pour le comprendre, il faut considérer le fait que dans la communauté est-africaine par exemple, certains entraves au commerce subsistent

encore en raison de l'applicabilité partielle des clauses dictées par les protocoles d'accords commerciaux¹¹. En outre, il faut aussi considérer, en cas de conflit civil, le rôle contraignant que les États voisins exercent sur un pays donné pour l'obliger à infléchir sa gouvernance autocratique ou négocier avec les groupes rebelles. Il en a été le cas lorsqu'en juillet 1996 les pays voisins (avec la Tanzanie en tête) imposent au Burundi un embargo économique pour contraindre le président Pierre Buyoya, qui venait de reprendre le pouvoir par un coup de force, à restaurer l'ordre constitutionnel. Un tel embargo ne manquerait pas d'impacter négativement les relations commerciales entre le pays en question et ses voisins partenaires et de peser sur les statistiques de leurs échanges commerciaux. Un autre exemple évocateur est la brouille diplomatique récente entre la Tanzanie et le Rwanda à la suite de la suggestion faite par le président Kikwete à son homologue rwandais de négocier avec les rebelles des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un groupe considéré comme partie prenante dans le génocide rwandais en 1994. Au président Kagamé de considérer cette demande comme un « affront ». La relation s'envenima au début du mois d'août lorsque la Tanzanie décida d'expulser de son territoire près de 20000 Rwandais en situation irrégulière. En représailles, l'envoi dur des Rwandais de la Tanzanie, le Rwanda a décidé de boycotter le port de Dar-Es-Salam et de faire transiter toutes ses marchandises par le port de Mombasa¹², ce qui ne manque pas de peser sur les échanges bilatéraux. Plus grave encore, depuis cet incident diplomatique, une communauté à deux vitesses semble se dégager, avec un sous-groupe composé du Rwanda, du Kenya et de l'Ouganda, et un autre qui réunit le Burundi et la Tanzanie. Tandis que le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda accélèrent les projets en commun (visa touristique, carte d'identité, corridor nord), l'autre groupe est de plus en plus écarté lors des réunions sectorielles. Ces tensions font craindre même un possible éclatement de l'EAC (Révillon 2013). La colonne (2) où l'équation du commerce est estimée par les moindres carrés ordinaires montre que les résultats restent fondamentalement les mêmes, ce qui témoigne de la robustesse des résultats.

Les résultats du modèle de conflits estimés sous Probit en équations simultanées sont présentés dans la colonne (3) du tableau 2. Il ressort de ces résultats que le coefficient de la variable « commerce bilatéral entre A et B » présente un signe positif. Cependant, le coefficient de cette variable n'est pas statistiquement significatif, ce qui veut dire tout simplement que, conformément à notre hypothèse de départ, le commerce bilatéral n'exerce pas d'effets sur la probabilité d'occurrence des conflits civils.

Il apparaît dans ces résultats que toutes les autres variables du modèle affichent le signe attendu sauf la variable « PIB/tête ». D'une part, les variables « PIB constant », « l'indice de démocratie » et « l'IDH » diminuent la probabilité d'occurrence des conflits, même si le coefficient de l'IDH n'est pas statistiquement significatif. D'autre part, les variables « fragmentation ethnique », « l'abondance en

ressources naturelles », « le conflit civil^{t-1} dans le pays A » et « le conflit civil en t-1 dans le pays B » influencent positivement l'occurrence des conflits dans le pays A. Il apparaît cependant que le conflit civil retardé en pays partenaire (pays B) est moins déterminant dans l'occurrence du conflit civil en A, car son coefficient n'est pas statistiquement significatif. L'abondance en ressources naturelles n'est pas non plus statistiquement significative, ce qui semble aller à l'encontre des thèses de Collier et Hoeffler (2004) qui privilégient l'avidité (greed) des acteurs comme cause principale de conflits civils en Afrique et dans la RGL. Le signe positif du coefficient de cette variable semble indiquer que les ressources naturelles exercent un certain rôle dans les conflits civils des Grands Lacs. En effet, dans la RGL en général et à l'est de la RDC en particulier, les guerres, initiées au départ pour causes de griefs sociopolitiques, se sont enlisées dans une sorte de compétition pour le contrôle et l'exploitation des ressources minières, celles-ci devenant par là même l'objet de conflit. Or, comme nous l'avons vu dans les discussions théoriques, de telles situations ont l'effet d'entretenir des convoitises étrangères et géostratégiques qui en profitent pour entretenir le chaos en vue de piller les ressources naturelles en toute impunité tout jouant en même temps aux sapeurs-pompier.

Le coefficient de la variable « PIB/tête » présente un signe positif, mais il est cependant statistiquement non significatif. La thèse libérale préconise que cette variable devrait affecter négativement l'occurrence des conflits civils. En effet, l'augmentation du revenu dans le pays devrait hausser le coût d'opportunité de s'engager dans le conflit pour les individus et rendant, du coup, le recrutement difficile pour les chefs de guerre. Cependant, les structuralistes et les théoriciens de la dépendance convergent sur l'idée que, souvent, la hausse du revenu dans un univers libéral s'accompagne d'une hausse des inégalités, de nature à susciter des frustrations et à dégénérer en conflit civil. L'absence de significativité de cette variable montre par ailleurs que les facteurs purement économiques ne sont pas les vraies causes de conflits et que les griefs sociopolitiques sont plus déterminants dans le déclenchement des conflits civils. L'estimation du modèle de conflit avec la méthode Logit [colonne (4) du tableau 2] montre que les résultats restent fondamentalement les mêmes, ce qui laisse supposer que les résultats sont robustes.

Conclusion

La thèse libérale de la paix par le commerce préconise que l'interdépendance commerciale et économique entre pays est source de paix et de stabilité à la fois inter et intra-étatique. Cela fait que des communautés économiques régionales sont initiées ici et là, en partie pour essayer de pacifier des zones touchées par des conflits armés. Dans la RGL, l'idée que l'intégration économique et les projets de développement commun permettraient, pour les pays, de vivre en harmonie

date de la création de la CEPGL. L'adoption du volet « Intégration régionale et développement économique » dans les principaux programmes de la CIRGL (qui n'est rien d'autre que l'élargissement de la CEPGL) relève aujourd'hui de l'idée véhiculée par certains travaux commandités par les institutions internationales selon laquelle les guerres de la sous-région procèdent de l'avidité et de la prédation des acteurs (Mwaka 2010).

Néanmoins, les résultats de l'analyse économétrique montrent que, dans la RGL, les échanges commerciaux bilatéraux n'ont pas d'impact significatif sur la probabilité d'occurrence des conflits civils. En revanche, il apparaît que les conflits civils constituent un blocage réel au commerce entre les pays de la région. Cela signifie que les conflits l'emportent sur les échanges commerciaux, ce qui voudrait dire qu'en l'absence d'autres mécanismes formels de règlement des conflits, l'intégration économique ne saurait être efficacement instrumentée pour stabiliser la région. En effet, les projets d'intégration économiques ont pris en otage par les mêmes conflits qu'ils sont censés résorber. Cela se remarque aisément à travers les désaccords et les climats de méfiance qui ont caractérisé dans le temps entre, d'une part, le Zaïre de l'époque et le Burundi et, d'autre part, entre le Burundi et le régime de Kigali d'alors. Les vieux démons semblent aujourd'hui avoir refaït un face pour créer des tensions entre Kigali et Dar-es-Salam (voir *supra*, p.21). Des tensions et des désaccords qui ont toujours su avoir gain de causes sur des projets régionaux d'intégration initialement mis en place. Cela donne suffisamment raison à Mwaka qui, déjà en 2010, faisait remarquer que les désordres et l'anarchie des politiques internes, tant qu'ils ne seraient pas résolus, risquent de se reproduire dans les projets communs et de pousser les États membres à s'accuser et à s'affronter (Mwaka 2010). En effet, comme le fait remarquer Kabamba, nous sommes en présence dans la région des Grands Lacs africains non pas d'États mais d'élites politiques, militaires ou civiles régnant sur des territoires déterminés (Burundi, Congo, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) selon des principes qui leur sont propres, axés sur la recherche perpétuelle de détention de monopoles des moyens militaires et financiers nécessaires pour assurer leur maintien (Kazadi 2000). On comprend aisément que dans un contexte pareil, on est face à la rationalité, non pas des États mais des individus et des groupes d'individus qui n'ont que faire de la stabilité régionale. Ce qui rend du coup inopérantes et la thèse libérale et la thèse réaliste et vide de sa substance, tout processus régional d'intégration économique destiné à promouvoir la paix et la stabilité de la région. C'est pourquoi nous sommes d'avis que la résolution des questions politico-sécuritaires à la fois internes et externes aux pays membres devrait précéder la promotion de l'intégration économique régionale au lieu de l'inverse. Par la suite, au lieu de se fier au mécanisme magique de l'intégration économique-commerciale pour résorber les conflits internes et transfrontaliers, les accords régionaux devraient prévoir des mécanismes et des outils formels de gestion des crises sécuritaires qui menacent les États membres.

Enfin, l'intégration économique régionale, pour contribuer à la stabilité et la paix dans la RGL, devrait être pensée autrement en vue de l'adapter aux spécificités de la région. Notamment, l'intégration par le bas et la dimension genres ont des éléments à capitaliser pour faciliter le rapprochement des pays et des populations. En effet, le petit commerce transfrontalier joue un rôle non négligeable dans la RGL en général et entre le Burundi, la RDC, le Rwanda et l'Ouganda en particulier. Or, d'après une étude menée par International Alert, ce commerce, souvent informel, est très largement dominé par les femmes qui totaliseraient 74 pour cent des commerçants sur quatre postes frontaliers. De ce point de vue, les accords d'intégration et les traités qui les régissent devraient, à tous les niveaux, intégrer les aspects genre, et tous les acteurs impliqués dans leur mise en œuvre devraient être sensibilisés aux problèmes spécifiques que rencontrent les femmes. Cela permettrait, pour les hommes, de les informer des problèmes rencontrés par les femmes, et pour les femmes, de leur défendre leurs droits. En particulier, et étant donné le rôle de premier plan joué par les femmes dans le commerce transfrontalier, et ce faisant, dans le contact entre les peuples, le Protocole de la CEPGL sur la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux devrait être révisé pour prendre en compte les défis particuliers que rencontrent les femmes commerçantes (International Alert 2012).

Notes

1. Par les résolutions 1291 du 24 février 2000 et 1304 du 16 juin 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies reconnaissait que la situation de guerre en RDC représente une menace pour la paix et la sécurité internationales, une idée qui fut à l'origine de la CIRGL, réunissant 11 pays : Angola, Burundi, République Centrafricaine, RDC, Kenya, République du Congo, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie considérés comme étant directement impliqués au conflit en RDC.
2. Voir l'historique de la CIRGL sur le site web www.icglr.org
3. CIRGL, Programme régional d'action: Développement économique et Intégration régionale, février 2006.
4. Bien qu'endroit international humanitaire on fasse la distinction entre conflit armé interne et conflit civil, nous allons employer indifféremment les expressions « conflit interne », « conflit civil » et « guerre civile » pour désigner, à l'instar de Singer et Small (1994), une guerre interne ayant causé la mort d'au moins 1000 personnes.
5. Les mercantilistes, économistes nationalistes, admettaient en effet que le commerce et la guerre se renforcent mutuellement. Ils prônaient de ce fait un système commercial fermé, car ils considéraient le commerce international comme un jeu à somme nulle susceptible d'enrichir les adversaires et d'accroître à long terme leur puissance militaire.
6. Les réalistes font valoir par exemple qu'au cours des années 30, le Japon et l'Allemagne étaient fortement dépendants de leurs pourvoyeurs en matières premières, ce qui aurait causé leur agressivité (David et Benessaïch 1997).
7. Dans le cadre du lien entre commerce et conflits armés, cette façon de faire a été utilisée par Hegre, Oneal et Russett (2010).

8. Nous donnons directement ici la forme linéaire du modèle de gravité, tout en sachant que sa forme initiale est une forme multiplicative.
9. Il est cependant difficile de donner ici l'ampleur exacte étant donné que la variable explicative est binaire et qu'elle n'est pas exprimée en logarithme.
10. Même si le Rwanda est actuellement anglophone, il n'est encore totalement « défrancophonisé ».
11. En guise d'exemple, nous pouvons citer la Tanzanie qui a du mal à accepter le principe du libre établissement régi par le principe du marché commun en raison de la tradition nationaliste de sa population.
12. Cfr. Burundi news du 01 septembre 2013.

Références

- Ake, C., 1995, « Approches et orientations socio-pour le développement durable en Afrique », *Afrique 2000*. N° 22, août, P. 79-100.
- Amin, Samir, 1970, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Nouvelle édition, Paris : Anthropos. 617 p. Coll. Economies.
- Amin, Samir, 1974, « Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Volume 29, Numéro 2 p.314 – 314.
- Amin, Samir, 1986, *La déconnexion : pour sortir du système mondial*, Paris : La Découverte, 333 p., Coll. Cahiers libres.
- Barbieri, Katherine, 1996, « Economic Interdependence : A Path to Peace or a Source of Interstate Conflict », *Journal of Peace Research* 33 (1), 29-49.
- Barbieri, Katherine and Reuveny, Rafael, 2005, « Economic globalization and civil war », *The Journal of Politics* 67, 1228-1247.
- Bayer, R. and Rupert M. 2004, « Effects of Civil Wars on International Trade », 1950-92, *Journal of Peace Research*, 41(6), 699-713.
- Cartonnet, Alexis, 2011, *Structuralisme et néoréalisme dans le champ des relations internationales. Le cas de Kenneth Waltz*, Astérior [Enligne], 9 | 2011, consultable sur <http://asterion.revues.org/2162>.
- Chrétien J-P., 1986, « L'Afrique des Grands Lacs existe-elle ? », *Revue du tiers-monde*, t. XXVII, n° 106, avril-juin, pp. 253-270.
- Collier, P. and Hoeffler, A., (2004), « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economics Papers*, 56, 563-595.
- Collier, P., 1999, « On the Economic Consequences of Civil War », *Oxford Economic Papers*, 51(1):168-183.
- Collier, P., Hoeffler, A. and Rohner, D., 2009, « Beyond Greed and Grievance: Feasibility and Civil War », *Oxford Economics Papers*, 61, 1-27.
- David, Charles-Philippe et Benessaïeh, Afef, 1997, « La paix par l'intégration ? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité » *Études internationales*, vol.28, n°2, p.227-254.
- Daviron, Benoit et Voituriez, Tancrede, 2005, *Commerce, développement et conflits*. Frank, André Gunder, 1967, *Le développement du sous développement*, Paris, Maspéro.
- Gahama Joseph, 2005, « Les causes des violences ethniques contemporaines dans l'Afrique des Grands Lacs : une analyse historique et sociopolitique », *Afrika Zamani*, Nos. 13 & 14, 2005–2006, p.101–115.

- Gartzke E., QuanLi, 2003, «Globalization and Peace: How Economic Integration Can Reduce the Incidence of International Conflict.», in *Globalization and Armed Conflict*, Nils Petter Gleditsch, Gerald Schneider, and Katherine Barbieri, eds. Boulder, CO: Rowmanand Little field, p.123-142.
- Gasiorowski, M.J., 1986, « Economic Interdependence and International Conflict: Some Cross-National Evidence», *International Studies Quarterly*, 30(1), p. 23-38.
- Giraud Gaël, 2010, « Violence et économie », CES Working Papers, Centred'Economie de la Sorbonne.
- Gleditsch, KristianSkrede, 2002a, *All Politics Local: The Diffusion of Conflict, Integration, and Democratization*, Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.
- Guichaoua, André, 1999, « Mobilité forcée dans la région des Grands Lacs », in Véronique Lassailly Jacob, Jean-Yves Marchal, André Quesnel (eds), *Déplacés et réfugiés : La Mobilité sous contrainte*, Paris : Éditions de l'IRD, p. 303-340.
- Hegre, Havard, Ranveig Gissinger and Nils Petter Gleditsch, 2003, «Globalization and Internal Conflict», in Gerald Schneider, Katherine Barbieri and Nils Petter Gleditsch, (ed.), *Globalization and Armed Conflict*, Lanham, MD: Rowman & Littlefield, p. 251–275.
- International Alert, 2012, *Marcher dans l'Obscurité : Le commerce informel transfrontalier dans la région des Grands Lacs*, Londres.
- Kabamba Kazadi Bob, 2000, Inter-régionalité des pays des Grands Lacs africains : Elaboration d'un modèle d'intégration régionale en Afrique et son application à la Région des Grands Lacs, thèse de doctorat, Université de Liège, Belgique.
- Kankwenda, Mbaya, 2005, *L'économie politique de la prédation au Congo-Kinshasa : Des origines à nos jours 1885-2003*, Leséditions de l'ICRDES, Kinshasa-Montréal- Washington.
- Kant, Immanuel, 1795, *Perpetual Peace*, Reprint, NewYork: The Liberal Arts Press.
- Keohane, R.O. and Nye, J.S., 2000, *Introduction, in Governance in a Globalizing World*, Eds J. S. Nye, andJ. D. Donahue. Brookings Institution Press, Washington, D.C., 1-44.
- Keohane, Robert, and Joseph S. Nye, Jr., 1989, *Power and Interdependence*, 2 ded. Glenview, Ill.: Scott, Foresman.
- Keshk Omar, Pollins Brian M. and Reuveny Rafael, 2004, « Trade still follows the flag: The primacy of politics in a simultaneous model of interdependence and armed conflict », *The Journal of Politics*, Vol. 66, n° 4, p. 1155-1179.
- Lanotte Olivier, 2003, *Guerres sans frontières en République démocratique du Congo*, T de_Wilde d'Estmael, G Prunier.
- Long Andrew G., 2008) « Bilateral Trade in the Shadow of Armed Conflict », *International Studies Quarterly*, 52, 81–101.
- Longo, R. and Sekkat, K., 2001, « Obstacles to Expanding Intra-African Trade » OECD Development Centre Working Paper169.
- Magee, Christopher SP & Tansa George Massoud, 2011, «Openness and internal conflict », *Journal of Peace Research*, 48 (1), 59–72.
- Marchal, R. et Messiant, C., 2002, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique Internationale*, n°16 (juillet), p.58-69.
- Martin, P., Mayer, T., & Thoenig, M., 2008, «Civil Wars and International Trade», in *Journal of the Europe an Economic Association*, 6, 2-3, 541-550.
- Matungira Kibanda, 2013, « Les ressources stratégiques comme fondement économique des guerres de balkanisation de la RDC », in Kankwenda Mbaya J. et Mukoka Nsenda

- (sous-ladir.), *La RDC face au complot de balkanisation et d'implosion*, ICREDES, Kinshasa-Montréal-Washington.
- Montesquieu, 1748, *De l'esprit des lois, Quatrième partie : Livres XX à XXIII*, Une édition électronique réalisée à partir du livre de Montesquieu, *De l'Esprit des lois(1748)*, Genève, Barillot.
- Morgenthau, H.J., 1948, *Politics among Nations*, New York: Knopf.
- Mwaka, Bwenge Arsène, 2010, «D'une CEPGL à une autre : quelles alternatives dans les stratégies actuelles d'intégration et de coopération pour le développement », in Codesria (2010).
- Polachek, Solomon W.,1980, «Conflict and Trade», *Journal of Conflict Resolution*, 24 (1), 55–78.
- Pollins, Brian M., 1989, «Does Trade Still Follow the Flag?», *American Political Science Review*,83 (2),465–80.
- Posner, Daniel N., 2004, «Measuring Ethnic Fractionalization in Africa», *American Journal of Political Science*,Vol. 48, n° 4, October 2004, p.849–863.
- Révillon, Jérémy, 2013, « L'intégration régionale rwandaise », *Mambo ! Travaux de Recherche sur l'Afrique de l'Est*, IFRA-Nairobi, VolumeXI, n°7-2013.
- Ricardo, David,1817, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt, Chapitres I à XVI*, Collection des principaux économistes,Tome13 ; œuvre complète de David Ricardo, Volume1, Paris : Osnabrück ; O. Zeller (1966), Réimpression de l'édition 1847, p.51-443.
- Rosecrance, Richard, 1986, *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*, NewYork: FreePress.
- Ross, Michael, 2006, «A Closer Look at Oil, Diamonds, and Civil War», *Annual Review of Political Science*, 9, 265-300.
- Smith, Adam, 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Une édition électronique de la traduction française de Germain Garnier.
- Stein, A. A., 2001, «Trade and Conflict: Uncertainty», Strategic Signaling, and Interstate Disputes, UCLA, mimeo, May30.
- Waltz Kenneth, 1979, *Theory of International Politics*, NewYork, Mac Graw Hill.
- Waltz, Kenneth, 1970, «The Myth of National Interdependence», in *The International Corporation*, éd. Charles P.Kindleberger, 205–23, Cambridge, M A: MITPress.

From Conventional Towards New Frames of Peace Journalism: The Cases of Uganda and Burundi

William Tayeebwa

Introduction

The debate in the peace journalism community has been unrelenting about the need to deconstruct the conventional journalism norms that until now favour conflict or violence and develop new frames that promote common ground and communal harmony (Ross and Tehranian 2008). Developed normative models have proposed a deconstruction of the war/violence media frames that Galtung and Ruge (1965) outlined and later reformulated (Galtung 1998). Scholars such as Lynch and McGoldrick (2005:28-31) have developed an elaborate list of 'dos and don'ts' of peace journalism that outline what differentiates peace or conflict-sensitive journalism from war or violence journalism. Tehranian (2002:80-81) uses Biblical language in what he called the 'ten commandments for peace journalism', proposing a blend of conventional journalism ethics based on values such as 'accuracy, veracity, fairness' tempered with peace-oriented ones such as 'giving voice to the oppressors and peacemakers'. Mutere and Ugangu (2004:71-72) propose what they call a 'diversity checklist for Conflict Sensitive Journalism' in which they also call upon journalists, despite deadline pressures, to always take an introspective look to examine how reports adhere to journalism ethics such as balance and fairness. Howard (2003:8-9) outlines a list he refers to as 'elements of conflict resolution journalism' in which he stipulates grand roles of journalism in society, such as to educate but also to bring parties in a conflict to a common ground.

While the profile of scholars proposing normative frameworks is long, the literature is grounded on a problematic assumption that journalists have a good understanding of what constitutes 'peace' and, therefore, appreciate the journalistic norms of peace. Yet, such an assumption ignores the complexities of conceptualising 'peace' and how to develop frames of peace reporting from field experiences and

practices (Lynch and McGoldrick 2012). This chapter, therefore, sought first to probe an underlying hypothesis that journalists covering conflicts lack well-formulated media frames of what constitutes 'peace' and continue to present media content using the well-developed and known conventional frames that favour conflict or violence. From a wide pool of Ugandan (n=183) and Burundian (n=58) journalists, the chapter probes whether conventional news frames that often favour conflict or violence – such as drama, crisis and internal discord, extremism, threats, destruction, ethnocentrism, hostility among others – are still considered of satisfactory news value. To the counter perspective, the chapter taps into scholarly conceptualisations of peace journalism to interrogate the journalists on whether the extrapolated values of peace could indeed be reframed into journalism norms. The chapter's original contribution is to provide empirical evidence from a wide pool of Ugandan journalists (n=183) and their Burundian counterparts (n=58) about the feasibility of deconstructing the conventional news frames that favour conflict or violence and develop peace frames that favour a common ground.

Conceptualising Peace Journalism

Shinar (2007: 5-7) makes a pointed observation that while a lot of work has been done on the 'deconstruction of war discourse', hardly has any work been done on the 'invention, development and marketing' of a media peace discourse. He observes, for instance, that while reporting peace, such as in peace processes, journalists were still using war jargon and frames. At an epistemological level, he calls for the development of clearer philosophical and conceptual norms that would encompass 'a deconstruction of journalism principles such as truth, objectivity, accuracy, responsibility ...' (Shinar 2007:5). However, Wolfsfeld (2004: 15), in what he calls a 'static model', belabours the point that conventional news values are so grounded in conflict to the extent that 'when peace appears to be taking hold in a particular area, it is time for journalists to leave.' In an enumeration of the conventional news values, he observes that journalists and their editors select what is newsworthy based on a sacrosanct set of values such as 'immediacy, drama, simplicity and ethnocentrism' (Wolfsfeld 2004:15). He argues that these news values are so well established so much so that even competing political actors use these frames to convey their messages effectively in order to gain the attention of the mass media. With regard to the Ugandan media practice, Birungi (2009) scrutinised the challenges of integrating peace journalism into conventional journalism practice by focusing on the coverage of the Lord's Resistance Army (LRA) peace process. After examining the coverage of the peace process in five newspaper articles as well as interviewing six journalists who covered the LRA peace process in Juba (Southern Sudan), she noted that the journalists covering the process exhibited a strong tendency to look for 'the drama, disagreements, clashes and irreconcilable positions' (Birungi 2009:102). While she established that journalists in the conflict zone of Northern Uganda appreciated what peace journalism had to offer in 'promoting

harmony and not stirring antagonisms', the overall view was that journalists in Uganda considered peace journalism a 'noble beat, but one that was not yet ripe for their kind and nature of reporting orientation' (Birungi 2009:86).

Nassanga (2007:6) also conducted a newspaper content study of media coverage of the Northern Uganda civil war and noted 'Confrontational articles took the stance that there was a 'zero-sum' conflict going on and used negative, emotionally charged words to characterise one of the sides, such as 'rebels', 'terrorists' etc, which tends to aggravate rather than reduce mistrust and fighting.'

Confrontational articles took the stance that there was a 'zero-sum' conflict going on and used negative, emotionally charged words to characterise one of the sides, such as 'rebels', 'terrorists' etc, which tends to aggravate rather than reduce mistrust and fighting.

Like Shinar (2004), she also calls for increased training of journalists in peace reporting in addition to other issues such as attention to media ethics, increased networking among journalists as well as the development of public relations skills (Nassanga 2007:8-9).

Taking the case of television, Hackett (2007:48) notes the framing of conventional journalism whereby warfare makes better television than reporting on peace because 'it is filled with highlighted moments, contains action and resolution, and delivers a powerful emotion: fear'; while 'peace is amorphous and broad' and 'the emotions connected with it are subtle, personal and internal ...far more difficult to televise.' The other argument advanced in the conventional model is that covering peace is hard because 'war satisfies all the news value demands of the present, the unusual, the dramatic, simplicity, action, personalisation and results' (Shinar 2007:5).

The middle ground of the reframing debate is occupied by the scholars who do not envision a new model altogether, but rather a repositioning of conventional journalism to re-focus on the norms that have fallen along the way at the behest of market-oriented journalism (Tehrani 2002). For instance, Galtung (2000:163), the first proponent of the peace journalism model, noted the failure of journalists to stick to the trade's basic conventional principles and stated that 'objective journalists are those who are able to cover all sides of the conflict' and who 'make an effort to tell it in their (protagonists) own words', which are features recognised as conventional journalistic norms of 'balance' and 'neutrality'. In the same line of argument, Howard (2003) perceives peace journalism as a more 'reliable journalism' that connotes 'practices which meet the international standards of accuracy, impartiality and social responsibility' (in Rukhsana 2010:338). These arguments are representative of those in the peace journalism community who are not positioning it as a new genre, but rather as a call to re-tool and re-focus on the conventional journalism norms of balance, truthfulness, accuracy, fairness, objectivity, neutrality/impartiality, detachment and social responsibility (Howard 2003, 2009; Hackett 2006; Kempf 2007; Rukhsana 2010).

Yet, despite the challenges highlighted above in distinguishing a peace journalism model, the literature outlining the normative propositions of the model keeps growing (Perez de Fransius 2013). The dominant argument of its proponents is that peace journalism is a positioned genre that focuses on covering conflict potentials with a view to ensuring they do not escalate into violence. Scholars, such as Lugalambi (2006), propose specific normative roles of journalism in peace-building. Among such roles are to 'champion a common vision based on those core principles and values around which citizens ought to be encouraged to unite'; focus citizens' attention on 'issues of collective concern, to generate agreement, and to persuade people to voice their opinion'; provide 'social intelligence that captures the essence of citizens' perceptions of issues at stake, thus identifying points of tension before they crack'; direct 'the current of public opinion by articulating the concerns of the few who may hold legitimate but contrary views from the dominant thinking held by the majority'; and finally 'critically engage with issues by rigorously inquiring into the motives of all the parties' (Lugalambi 2006:15).

Other proponents of the model such as Lynch and McGoldrick (2005) insist that the genre's uniqueness is to focus, for instance, on highlighting the work of peace actors as well as peace processes and initiatives wherever they happen; while diminishing the voice of promoters of war and violence. They further point out that it is only through the genre that journalists find ways of reporting on the invisible effects of violence or war such as the 'long-term consequences of psychological damage and trauma' since it is such effects that increase the likelihood for future spirals of violence (Lynch and McGoldrick 2005:28). It is such a specific genre that valorises 'pro-activity' by focusing on 'prevention before any violence or war occurs' as opposed to war journalism which is often 'reactive, waiting for violence before reporting' (Lynch and McGoldrick 2005:6). However, as Patindol (2010:193) points out, the peace journalism model is bound to meet significant opposition across the spectrum of the institutionalised media system since it is an intrinsic challenge to 'the main assumptions, paradigms and practices of traditional journalism.' That is why this chapter argues in support of Shinar (2007:4) that peace journalism ought to be developed as an independent normative framework with 'legitimate alternative frames of reference for journalistic coverage.' This chapter's plural contribution, therefore, is to evaluate using primary research data the rootedness of conventional journalism norms that favour conflict or violence, while at the same time presenting media frames of peace as an alternative.

Peace Journalism Practice in Burundi and Uganda

Journalists in Burundi were possibly the first on the African continent to immerse in the contemporary practice of peace journalism. In mid-1995, *Radio Rutomorangingo* started broadcasting anti-Tutsi diatribes into Burundi using the

same format as had been used in 1994 by Rwanda's genocidal *Radio-Television Libre des Milles Collines* (RTLM). While requests by the Burundian government to jam it were not readily implemented by the United States of America (USA), the radio was successfully jammed in 1996 with the help of the Israeli government (Des Forges 2007:53). However, as radio stations such as *Rutomorangingo* were trying to propagate incendiary rhetoric, the Swiss NGO *Fondation Hirondelle* was busy laying the foundation of a flourishing network of peace media in the region.¹

Taking a cue from what *Fondation Hirondelle* was doing in then Zaire (now Democratic Republic of Congo) and the region, an American non-governmental organisation (NGO) known as Search for Common Ground (SCG), with funding from USAID, set up in August 1995 'Studio Ijambo' (Kirundi for 'wise words'), as an independent radio production studio to produce programmes promoting dialogue, peace, and reconciliation (Hagos 2001; Burton 2006). While most 'Studio Ijambo' productions air on *Radio Isanganiro* 89.7 FM under the slogan of 'Dialogue for the Future', several of the Studio's programmes were also broadcast on the RTNB (*Radio Télévision Nationale Burundaise*) as well as seven more radio stations in Burundi, Tanzania, the Democratic Republic of Congo and via the internet; reaching an estimated 12 million people throughout the Great Lakes region.²

The Communication Initiative Network states that *Studio Ijambo* journalists produce about 100 radio programmes per month, including radio drama, live interactive programmes, roundtables, magazine programmes, documentaries, children's programmes and other diverse formats such as sports and music. For instance, one of the most popular programmes for years was *inkingiyubuntu* (Pillars of Humanity) which exposes real-life stories of people who, during the Burundian civil war, risked their lives to save the life of someone of another ethnic group. A popular radio soap opera, *Umubanyi niwe Muryangoro* (Our Neighbours, Our Selves), based on the daily challenges of two neighbouring families – one Hutu and one Tutsi – inspires listeners to identify with the problems of others, and to appreciate positive, non-violent ways of resolving conflicts (Hagos 2001; Burton 2006).

In addition to the Search for Common Ground's *Studio Ijambo* productions, radio audiences in Burundi benefitted from other peace radio programmes produced by:

- Studio Tubane, which was started in 1996 by the Burundian diasporas in Bruxelles, Belgium. Its programmes were initially run on *Radio Umwizero* (now *Radio Sans Frontière Bonesha* FM) until 2000 when the Studio moved to Bujumbura (Burton 2006).
- BINUB (*Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi*) created their own studios in June 2004 and continue to produce content that feeds into Radio and Television broadcasts (Ibid.).
- Studio Transworld Radio (TWR) is an American Christian NGO, which produces programmes for Radio *Ivyizigiro* and Radio Burundi (Ibid.).

- The IRIN (Integrated Regional Information Networks) Radio productions started in 1999 and diffuse on *Radio Kwizera* in Tanzanian refugee camps as well as on several other stations within Burundi (Ibid.).

As in Burundi, Peace journalism practice in Uganda can also be traced mainly from the radio broadcasting sector. In the two decades between 1987 and 2006, the three million inhabitants of Northern Uganda experienced a civil war between the Lord's Resistance Army (LRA) and the Uganda People's Defence Forces (UPDF), which left half a million people dead (Murithi 2002; International Crisis Group, 2004). To end the insurgency, several initiatives were undertaken, including the use of 'peace radio' programming. The first peace radio initiative was in 2002 and was flagged off by *Radio Wa 89.8 FM*, 'Our Radio' in the local Luo language, based in the conflict-prone Lira District. It aired in early 2002 a weekly talk-show programme known as *Karibu*, Swahili language word meaning 'welcome'. The programme called upon LRA combatants to disarm and return home under the 2000 government amnesty. When dozens of LRA combatants started to isolate themselves from the main fighting parties and escaping, the LRA leadership were enraged, attacked the station on 27 September 2002 and burnt it.³ The radio station re-opened in March 2003 and was soon in December 2003 joined on the airwaves by another radio station, *102 Mega FM*, based in neighbouring Gulu District, which started its own weekly radio talk show known as *Dwog cen Paco*, meaning in the Luo language 'Come Back Home'; an open invitation to the LRA combatants to lay down their arms. A September 2004 report by the *Christian Science Monitor* captured the views held by several civil society groups claiming that many former rebels who laid down their arms attributed their change of heart to the reassuring messages heard over *Radio Wa* and *Mega FM* from their former colleagues who had returned and were living a normal life.⁴

Another peace journalism initiative in Uganda is a project known as 'promoting peace journalism through Radio in Uganda' implemented by the Uganda Media Development Foundation (UMDF) with funding from the Church Development Service of Germany (EED). The UMDF is a non-governmental organisation (NGO) founded in 1994 by a group of journalists who wanted to see the mass media more engaged in the democratic and development processes of the country. Since its inception, the UMDF has been central in the mid-career training of journalists across the country in various genres including investigative, environment, health, human rights and democracy, and most recently peace journalism. The first phase of the UMDF-EED project was implemented for twenty-four months from January 2009 to December 2010 with the core objective of promoting peace through radio programming as well as nurturing a functional network of mass media practitioners in partnership with Church workers to reduce and resolve regional conflicts.⁵ The second phase covered the years 2011 and 2012.

The project focused on the four regions of the country that had been affected by armed insurgency over the years. During the first two years of its implementation, the UMDf targeted one hundred media practitioners working in radio stations. These included journalists, talk-show presenters as well as programmers in the four conflict-prone regions of the country, namely, Rwenzori (Western), West Nile (North Western), North Eastern, and Northern. The UMDf also trained ten church media personnel engaged in peace and justice work for their respective churches. These trained church-based media personnel ensure that any media house that makes incendiary broadcast is brought to the attention of the peace journalism network for concerted action.⁶ The project also runs two Google group platforms under the rubrics of ‘peace journalism’ and ‘conflict-sensitive reporting’ where the trainee peace journalists share their experiences and post news stories for peer review.

Whereas the forty-two radio stations – seven in West Nile, sixteen in Northern, ten in Eastern, and nine in the Rwenzori region – benefitted from the training, one radio station was chosen to be a programming model. In the Eastern region, *Kyoga Veritas Radio (KVR 91.5FM)* based in Soroti town runs a ‘peace radio’ programme known as *Teso mai koton* (meaning the ‘Teso we want’). The programme is a talk-show that runs every Saturday from 10:00hrs to 12:00 noon. The hosts endeavour to present topical issues on human rights, justice and governance. While previously the station dwelt on negative news pitting the various warring ethnicities in the region against one another, programming now deliberately promotes communal harmony by focusing particularly on the perennial conflict between the warrior ethnic Karimajong and the Ateso. The breakthrough in programming was to change the approach to newsgathering by providing more sound bites to proponents of peace. By so doing, the station is sending a message to the public that if you want your voice to be heard, don’t propagate incendiary talk, but be conciliatory.⁷ The main challenge remains the limited local voices due to the inability of programme producers and journalists to access distant areas in the vast region often in control of ethnic warriors.⁸ As of August 2011, however, KVR had been besieged by management challenges, including poor administration of the financial facilitation for the model programme. This model station has been replaced by *Voice of Teso 88.4 FM* in Soroti. In the second phase of the UMDf-EED project, *99.8 Step FM* in Mbale was added for support in the Eastern region.⁹

In the West Nile region (North Western), *Radio Pacis (90.9 FM)* based in Arua town runs the appropriately titled ‘*Let’s Talk Peace*’ programme every Wednesday at 17:00hrs for thirty minutes. Through the programme station has been able to handle a wide range of issues on governance, border conflicts, government programmes implementation, religious conflicts such as the emergence of cults, drug abuse and environmental degradation among other social vices.¹⁰ The outstanding challenge

remains sustainability of the programme which is currently sponsored by the Justice and Peace Commission of Arua Catholic Diocese. There is also the problem of the programme being in English while the majority of people speak local languages.¹¹ To cater for local language issues, *Radio Paidha 87.8 FM* broadcasting from Nebbi town was added in the second phase of the UMDF-EED project.

The model radio station chosen in the Rwenzori region (Western Uganda) was *Grace FM 94.2* in Kasese town. Until August 2011, it ran a programme calling to mind the concept of citizenship titled *Uganda Neyoha?* (meaning in the local Runyakitara language 'To whom does Uganda belong?'). The programme was a two-hour talk-show aired every Saturday from 8:00 hrs to 10:00 hrs. From its inception in June 2010, the show had been so successful that, quite routinely, 'in the 25 minutes [the station] opens for listeners to call in, an average of 30 calls is received.'¹² When *Grace FM* shifted from its original operation area in Kasese to Rubiriizi district, its performance deteriorated. Despite the UMDF's intervention which included instituting better management systems, it was already facing several challenges by the end of 2011.¹³ Following the many internal problems, *Grace FM*, like its counterpart *KVR* in Soroti, lost the privileged status of model peace journalism station. It was replaced by *Guide FM (90.3)* in Kasese town, while *Life FM (93.8)* in Fort Portal town is the second project station in the region.

In Northern Uganda, the region most affected by the Lord's Resistance Army (LRA) rebellion in the last two decades, the chosen peace journalism model station was *Luo FM (92.4)* in Pader district. The station runs the '*Pem*' programme (meaning 'Let us debate') every Saturday from 10:00 hrs to 12:00 noon, with an allowance for an extension of an extra hour if the issues being discussed draw immense public interest as indicated by calls. The station puts a premium on identifying the conflict issues in the community and highlighting them before they reach violence level. The station also puts a premium on giving voice to all parties to state their positions in their own voices without journalists interpreting the events. The main challenge for the station, however, remains insufficient financial and logistical resources to facilitate grassroots guests from communities to come to the station since most of them are situated far from the station.¹⁴ There is also the problem of political interference whereby the station has on occasions been ordered to change a scheduled topic. In the second phase of the UMDF-EED project, *Radio Wa 89.8 FM* based in Lira town was added as a model station.

This presentation of the initiatives in Burundi and Uganda, while not necessarily exhaustive in scope, provides a good case study of places where peace journalism practice has taken root. As indicated in the methodology section, the majority of journalists who participated in the evaluation of the peace journalism model in Burundi and Uganda were from the aforementioned peace radio stations. The model radio stations presented above subscribe to the concept of communitarian

media where local participation in programming is central. The ownership of the stations is mixed, but concentrated in the hands of private individuals and religious institutions. The funding, however, remains a thorny issue with western donors financing the peace journalism programmes. Government also still has some control on the kind of issues discussed on radio by ensuring nothing contradicts the positions of the ruling National Resistance Movement (NRM) government. While the topics discussed on the shows are relatively open, covering the broad spectrum of social justice and development issues, it is also a fact that ownership/ sponsorship dynamics, as well as government's media regulatory mechanisms, impinge on the freedom of expression, notably through self-censorship.¹⁵

Theoretical Framework

The arguments developed in this chapter are informed by three theoretical frameworks namely; normative theory, agenda-setting and framing theory.

According to Baran and Davis (2006:33), the normative theory 'explains how a media system should operate in order to conform to or realise a set of ideal social values.' McQuail (2000:8) points out that normative theory is 'concerned with examining or prescribing how media *ought* to operate if certain social values are to be observed or attained.' In formulating the normative theory, Christians et. al. (2009:74) point out the need to engage in a 'legitimizing process' where the moral claims of all major actors in a particular public communication context are taken into account. While it is not easy to find an acceptable formula to respect the moral claims of all major actors, it is key to engage in that process by making recourse to values and norms that have societal appeal; such as the peace journalism norms proposed in this chapter.

Bringing normative media theory to bear on the specific genre of peace journalism, Shinar (2007:2) defines the model as:

A normative mode of responsible and conscientious media coverage of conflict, that aims at contributing to peace making, peace keeping, and changing the attitudes of media owners, advertisers, professionals and audiences to wards war and peace.

Likewise, Lynch and McGoldrick (2005:5) point out that 'peace journalism can be seen as a set of tools, both conceptual and practical, intended to equip journalists to offer a better public service.' In an elaboration of a 'media peace discourse', Shinar (2004:2) argues that normatively, 'the code-of-conduct that calls for media responsiveness to social change also calls on the media to join in peacemaking efforts.'

In this chapter, Ugandan and Burundian journalists evaluate the normative propositions by proponents of the peace journalism model. The chapter further discusses the feasibility of operationalising normative journalism values of peace coverage. The frames of peace coverage that are extrapolated from the

peace journalism literature for evaluation in this chapter include 'patience and moderation'; 'cooperation and consensus'; 'calm belligerents'; 'processes e.g. peace negotiations'; 'humanisation of enemies'; 'civil society and community players'; as well as 'institutions involved in peace processes' (Galtung 2000; Wolfsfeld 2004; Lynch and McGoldrick 2005).

On the other hand, the agenda-setting theory is grounded on the principle that the mass media, or journalists for that matter, have the capacity to either positively or negatively influence public perceptions on any given issue. The media scholar credited with refining the agenda-setting theory is Bernard Cohen (1963). He coined a widely cited foundational statement worth stating in detail:

'The press is significantly more than a purveyor of information and opinion. It may not be successful much of the time in telling people what to think, but is stunningly successful in telling its readers what to think about. And it follows from this that the world looks different to different people, depending not only on their personal interests, but also on them apt hat is drawn forth em by the writers, editors, and publishers of the papers they read'(Cohen,1963:13).

Other scholars such as McCombs and Shaw (1972), after conducting widespread studies on the effect of media campaigns on USA political voting decisions, expounded on the theory observing that by choosing and displaying news, media gatekeepers play a key role in influencing political reality: 'Readers learn not only about a given issue, but how much importance to attach to that issue from the amount of information in a news story and its position....' (in Baran and Davis, 2006:316).

Proponents of the theory argue that the issues the mass media decide to emphasise inevitably take a central place on the public agenda. In so doing though, Berger (1995:63) points out that those issues not emphasised are consigned 'secondary status or, in some cases, relative obscurity.' At the micro level, an acknowledged level of agenda-setting is the role played by individual journalists who by way of their biases and prejudices interpret events and relay their subjective perceptions to the public. Rukhsana (2010:339) points out that at the time of reporting, it is 'journalist-the-individual whose words are being read or heard, whose images are being seen and whose interpretation of the events forms the 'first draft of history'.' This process, according to some scholars, is linked to what is referred to as the gate-keeping role of the media; the view that individuals in media organisations (reporters and editors) determine what issues or personalities would make news and the importance to accord to each (Scheufele 2000).

Bringing the theory to bear on the specific practice of peace journalism, Lynch and McGoldrick (2005:5) define the model in agenda-setting terms as 'when editors and reporters make choices – about what to report, and how to report it – that create opportunities for society at large to consider and to value non-violent responses to conflict.' In this definition, the agenda of society is dependent upon

the choices made by the journalists reporting on conflicts and the editors who decide on what to include in the reports. On his part, Shinar (2007a:56) argues that while the mass media 'can contribute to war, genocide, terrorism, oppression, and repression', they also have the potential to contribute to 'security, dignity, growth, and decision-making by citizens on the basis of accurate, credible, and manageable information.' But in her study to assess the application of the peace journalism model to the peace process in Northern Uganda, Birungi (2009:114) established that the potential of the mass media to impact on the agenda-setting process had been overstated; noting how the conflicting parties actually set the agenda by fine-tuning their messages to attract the attention of the media since they knew what stories the journalists wanted. Her work highlights the influence news sources have on the process of determining which issues are to be fronted to journalists for eventual dissemination.

Whatever the scope of argumentation on how media agendas are set, the overarching realisation is that the mass media and its actors have incredible capacity to not only highlight the issues that society ought to think about, but also the presumed importance of those issues as determined by placement on front pages or prime time as well as the frequency of coverage. With that hindsight, this chapter argues that journalists as the first chroniclers of events can use their power to set an agenda for peace.

Finally, framing theory, according to Baran and Davis (2006:281) is grounded on the notion that 'people use expectations to make sense of everyday life.' Resse (2010:17) defines frames as 'organising principles that are socially shared and persistent over time, that work symbolically to meaningfully structure the social world.' As a mass media theory, Entman (1993:52) conceptualises framing as 'to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communication text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation.' Resse (2010:18) highlights the role journalists play in frame construction and calls for a good understanding of journalism routines and values, which would inevitably help elucidate how and why certain frames are favoured over others.

In their framing role, journalists play a key function of assisting citizens to determine what is common sense or socially normal through both regular repetition and a preference for particular framings of events (Scott 2001:137). D'Angelo and Kuypers (2010:1) take it further and point out the important dialectical relationship that exists between news sources who frame topics to make information interesting and pleasant to journalists, and the journalists who adopt such frames or often overlay their own set of frames to come up with the final hybrid framing of the events.

In the specific situation of news making, Perry (2002) cites extensively the frames developed by Galtung and Ruge (1965) that continue to guide reporters

and editors in their news selection decisions. These conventional frames of news include the frequency with which events occur, the cultural proximity or relevance of the event or issue, the unexpectedness of an event as well as whether a particular event concerns elite nations and elite people. The other key news value is whether the event has negative consequences. He argues that 'the more of these factors an event embodies, the more likely that it will become news' and that 'if an event is low on one factor, it will have to be high on another to become newsworthy' (Perry 2002:107). In his study of news framing, Lugalambi (2006:134) argues that by selectively determining what to include and exclude, journalists allow some frames to emerge at the expense of others, thus allowing the dominance of frames that support the status quo. He argues that 'a frame is important insofar as it can determine whether people notice, understand, and remember an issue [as well as] how people assess and decide to act upon an issue' (op.cit.:131).

Bringing the conceptualisation about framing to bear on the discussions about peace journalism, Rukhsana (2010:336) puts it succinctly: 'Thus it follows that if the agenda of the media is for peace and the framing is done in a manner that aims to promote rapprochement, then it can influence public opinion towards the resolution of conflict.' For instance, in her analysis of media coverage of the LRA and Government of Uganda peace talks in 2008, Birungi (2009:112) highlights the problematic framing of the peace process whereby 'the journalists found themselves looking for news values of prominence, conflict, drama, novel and trivial.' She notes that the framing was influenced by several factors, including the journalists' lack of confidence in the peace process, the unpredictable actions of the actors on the negotiating table as well as editorial policies and journalistic routines (ibid.). This chapter applies the framing theory in the evaluation of the applicability of the conventional news frames in the light of newer ones as proposed by proponents of the peace journalism model (Lynch 1998; Galtung 2000; Tehranian 2002; Wolfsfeld 2004; Shinar 2004, 2007a-b; Lynch and McGoldrick 2005).

Conceptual Framework

The arguments in this chapter are grounded on the need to evaluate the extrapolated frames of conflict/violence for deconstructing and reframing to progressively pave the way in journalism practice for the frames that favour peace

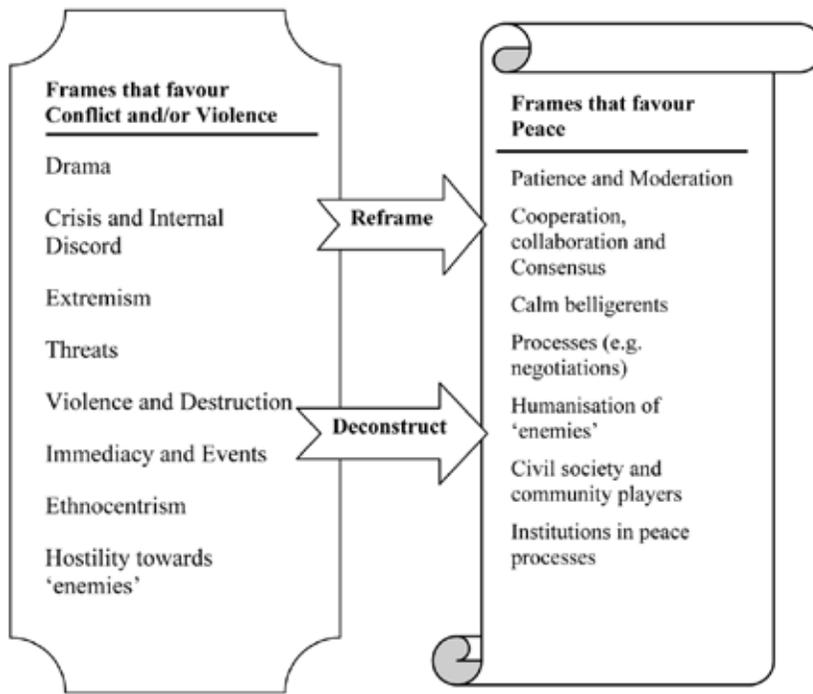


Figure 9.1: Deconstructing and (Re)framing the values of peace, conflict/violence

Methodology

In both Burundi and Uganda, the main data gathering method was a survey involving journalists across all the five traditional geographical regions (North, South, East, West, and Central). As Hansen *et. al.* (1998:225) observe, survey research 'seeks to provide empirical data collected from a population of respondents on a whole number of topics or issues.' They, as well as Wimmer and Dominick (2006), suggest that the key research instrument in a survey research is a survey questionnaire. They state that the standard questionnaire comprises 'closed-ended questions' whereby several choices are suggested to the respondent, albeit with some 'open-ended' options for respondents to present independent responses (Wimmer and Dominick 2006:181-182).

In the design of the questionnaire, this study used the Likert scale, which Reinard (2008:139) describes as comprising 'statements that reflect clear positions on an issue, for which subjects indicate their agreement on typically five-point scales from 1-5, i.e. Strongly Agree, Agree, Neither Agree nor Disagree, Disagree, Strongly Disagree.' Based on Reinard's argument for adjusting scales based on the nature of subjects under investigation, this study used three scales of

‘Strongly Agree’, ‘Somewhat Agree/Disagree’ and ‘Strongly Disagree’ so as to have a more robust aggregation of respondents’ extreme views, with a middle ground (somewhat agree) that represented for some ‘a neither agree nor disagree’ scenario, but for some a framing that leaned to an agreement than a disagreement position (Tayebwa 2012:316-321). The choice of having more closed-ended questions was borne from an understanding of newsroom dynamics whereby journalists do not have much time to work on a long questionnaire that demands open-ended responses. However, to capture the views of those who wanted to provide detailed responses, the questionnaire had an option for a follow-up telephone interview as well as fields for additional comments.

It ought to be pointed out that in both Uganda and Burundi, the study was conducted during an opportune time when peace journalism workshops were being conducted in Uganda across the country in 2010-2011 by the Uganda Media Development Foundation (UMDF) as well as by the United States Agency for International Development (USAID) under the auspices of Park University of the USA on ‘the Peace, Development, and Electoral Journalism Project’ (Youngblood 2011). The first phase of research in Burundi in early 2010 coincided with preparations for provincial and presidential elections that took place in the middle of that year. Using a longitudinal approach, more fieldwork in Burundi was done in 2014 at a time journalists had become more wary of government actions as the country prepared for the May/June 2015 provincial and presidential elections.

Overall, the completion rate of all distributed questionnaires in Uganda was 78 per cent (n=183 of 250); while it was 44.6 per cent (n=58 of 130). The sampling criterion was to target half the estimated population of journalists in each country; with Uganda (n=500) and Burundi (n=260). However, sending the questionnaires to journalists in all the provinces of Burundi was a challenge. Hardly was any returned from the provinces. The provincial gap was bridged on the understanding that journalists based in Bujumbura, where most respondents were based, serviced the provinces.

The data was entered into and analysed using the SPSS (Statistical Package for Social Scientists) computer software (Mike et. al. 2009:18-25). In addition to generating descriptive statistics in cross-tabulated tables, SPSS also helps aggregate research data for more analysis to probe correlations between variables, thus helping the researcher to tell a more compelling story using what the data presents. In the determination of relationships between variables, this chapter uses the Pearson Chi-square measure whereby the closer the values are to zero, the more statistically significant is the relationship between the variables. Mike et al. (2009: 25) note that in the social sciences, any probability point less than or equal to $p < .05$ is considered significant since the relationship is 5 per cent less likely and 95 per cent most likely; meaning that random chance was unlikely to

have resulted in the observed test statistic. For instance, in measuring whether the experience of journalists impacts on given variables such as the appreciation of news values of violence, a Pearson Chi-square test score of $p < 0.02$ is an alert that the measured correlation is statistically significant; and therefore there may be an association between experience and appreciation of violence as a news value. However, if the Pearson Chi-square test score is $p < 0.568$, this confirms that the observed differences (or association) could most likely be by chance.

The analysis of data takes into account views about the framing of peace, conflict or violence by gender whereby females are in Uganda ($n=41$ of 183 , 22.4 per cent) and Burundi ($n=15$ of 58 , 25.8 per cent). The males are in Uganda ($n=142$ of 183 , 77.6 per cent) and in Burundi ($n=43$ of 58 , 74.2 per cent). The analysis is also done based on the experience of journalists by assessing views of those less than six years (Uganda, $n=101$ of 182 , 55.2 per cent; Burundi, $n=39$ of 58 , 67.2 per cent) and the experienced ones of more than five years practice (Uganda, $n=81$ of 182 , 44.5 per cent; Burundi, $n=19$ of 58 , 32.7 per cent). The results presented below are responses to two main research questions:

RQ1: How did Ugandan and Burundian journalists evaluate the rootedness of what peace journalism scholars consider conventional journalism values that favour conflict or violence?

RQ2: What was the assessment by Ugandan and Burundian journalists of the extrapolated frames of peace journalism?

Data Presentation and Discussion

Evaluating Media Frames of Conflict or Violence

The first general research question sought to assess the rootedness of the conventional news frames that often favour conflict or violence. One of the foundational questions in the evaluation sought to assess the perspective of some peace journalism critics such as Hackett (2007: 48) who claim that war or violence will always make better news than 'peace' because it delivers powerful emotions, while the latter is amorphous with subtle emotions. While the question was admittedly a mix of an evaluation and substantiation, when taken together the answers provide an insight into the appreciation of why war journalism remains more entrenched than peace journalism. The assessment, as shown in Figure 2, is by years of journalism experience.

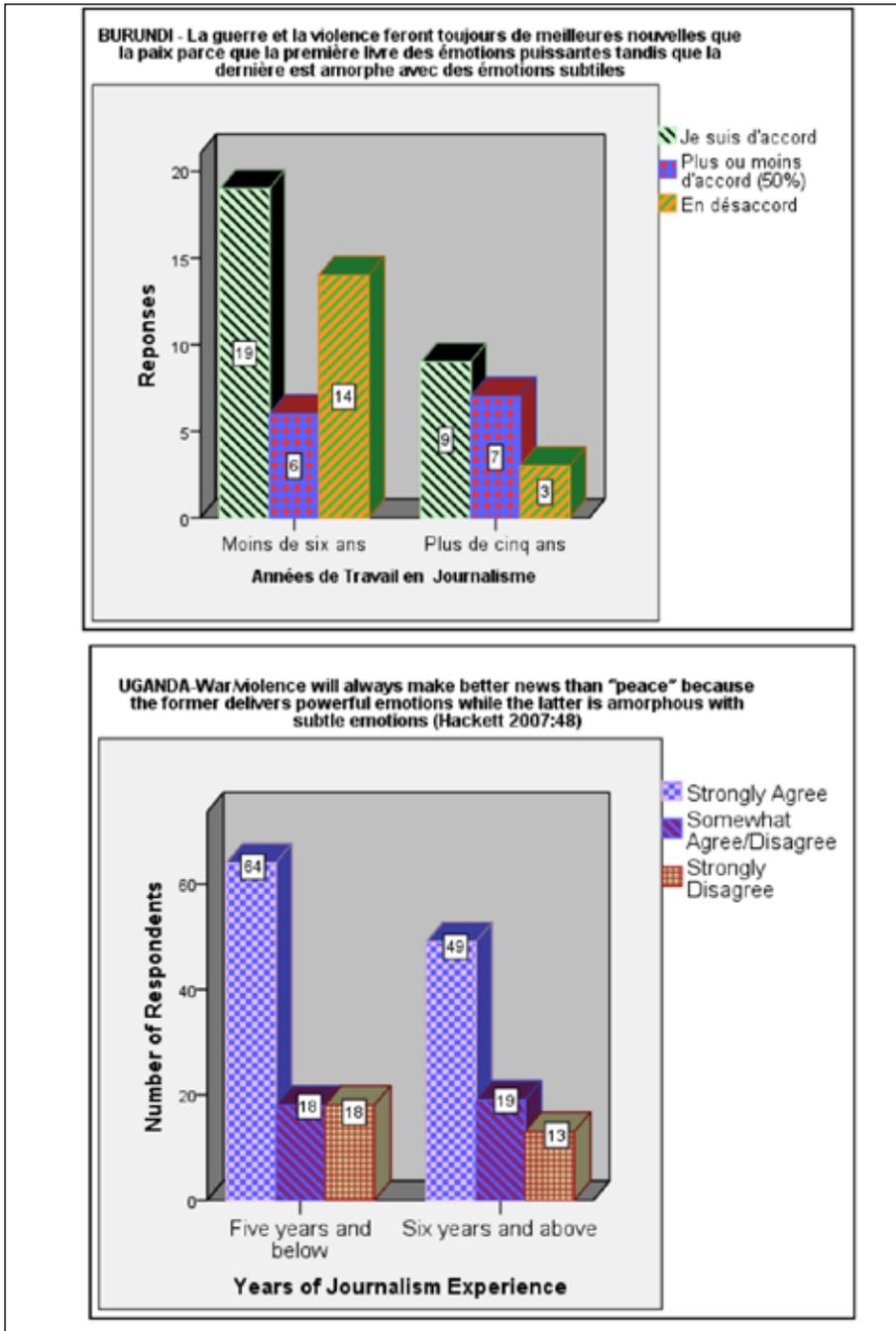


Figure 9.2: Evaluation by Ugandan and Burundian journalists of whether war or violence makes better news than peace

The results in Figure 2 combine an evaluation of war/violence news framing by years of experience in Burundi and Uganda. In both countries, the bar charts show 'strong agreement' with the proposition that war or violence makes better news than peace, which conforms with the conventional framing of news that often favours conflict or violence (Wolfsfeld 2004:15-16; Hackett 2007:48; Shinar 2007:5). When the statistics are computed for Uganda, the Pearson Chi-square value of $p < 0.002$ is a confirmation that the observed agreement levels by experience, particularly the combined 'strong agreement' (62.4 per cent, $n=113$) contrasting with 'strong disagreement' (17.1 per cent, $n=31$) is not by chance. The high percentages, combined with the low Chi-square test score, confirm that the appreciation of war/violence framing is the same across years of experience. For Burundi, the Pearson Chi-square value of $p < 0.193$ shows that the levels of agreement or disagreement with the proposition across years of experience, based on the relatively spread percentages, is not significant. The results in Figure 2 present a challenge for peace journalism proponents to package 'peace' to also deliver those powerful emotions that Hackett (2007:48) is referring to. It is a call for journalists to package peace events, actors and processes in such a way as to tap into the emotions of readers, viewers and listeners to spur empathy and a move to action.

In another question, respondents were asked to assess a hypothesis that African journalists lacked well-formulated media frames of what constitutes 'peace', thus the reason why they continue to produce media content using frames of conflict or violence. Again this question presents to the respondent a mix of an evaluation and substantiation. When taken together, however, the answers provide an insight into the appreciation of why war journalism is more entrenched than peace journalism.

Table 9.1: Whether African journalists lack well-formulated frames of 'peace'

African journalists lack well formulated media frames of what constitutes 'peace' and therefore continue to flame media content using frames of conflict				
Uganda-Years worked in journalism ($p < 0.048$)	Strongly Agree (%)	Somewhat Agree/Disagree (%)	Strongly Disagree (%)	Total
Five year and below	N=21(21)	N=61(61)	N=18(18)	N=101
Six years and above	N=17(21)	N=49(60.5)	N=15(18.5)	N=81
Les journalistes africains manquent de modèles de médias bien formulés pour ce qui concerne « la paix », donc ils/elles continuent à utiliser des modèles de conflit				
Burundi- Nombre d'années de travail en journalisme ($p < 0.352$)	Je suis d'accord (%)	Plus ou moins d'accord (50%)	En désaccord (%)	Somme
Moins de six ans	N=5(12.8)	N=14(35.9)	N=20(51.3)	N=39
Plus de cinq ans	N=1(5.3)	N=5(26.3)	N=13(68.4)	N=19

The results in Table 1 show that the majority of journalists in Uganda, irrespective of experience, showed an ambivalent position on the proposition by 'neither agreeing nor disagreeing' with the proposition. For Burundi, however, the majority of journalists across years of experience 'strongly disagreed' with the proposition. The 'strong disagreement' among Burundian journalists is noteworthy since journalists there have a much better appreciation of formulating media frames of what constitutes 'peace', taking the example of initiatives such as '*Studio Ijambo*' earlier discussed. The Burundian journalists, especially the more experienced (n=13 of 19, 68.4 per cent), do not believe that they have continued to present media content using frames of conflict. Even the less experienced journalists in Burundi of less than six years strongly disagreed with the proposition.

For Uganda, the combined Chi-square value of $p < 0.048$ shows that the observed ambivalence across years of experience is a product of reflection and not by chance. For Burundi, however, the high Chi-square value of $p < 0.352$ shows there is no association between experience and levels of agreement with the proposition. Overall, there is confirmation among Ugandan journalists across years of experience that the lack of well-formulated media frames of peace favours the entrenchment of the more developed frames that favour conflict or violence.

In Tables 2 and 3, a more detailed evaluation of the rootedness of the frames of conflict or violence in journalism practice is done on the specific norms of peace coverage or of war journalism as extrapolated from peace journalism literature (Galtung 2000; Wolfsfeld 2004; Lynch and McGoldrick 2005).

Table 9.2: Evaluation by Ugandan journalists of the media frames of conflict or violence* by years of experience

Drama is a good news value				
Years worked in journalism	Strongly Agree (%)	Somewhat Agree/Disagree (%)	Strongly Disagree (%)	Total
Five years and below	N=35(35.7)	N=45(45.9)	N=18(18.4)	N=98
Six years and above	N=36(48.6)	N=30(40.5)	N=8(10.8)	N=74
Crisis/internal discord is a good news value				
Five years and below	N=52(52.5)	N=29(29.3)	N=18(18.2)	N=99
Six years and above	N=41(57.7)	N=23(32.4)	N=7(9.9)	N=71
Extremism is a good news value				
Five years and below	N=27(27.8)	N=38(39.2)	N=32(33)	N=97
Six years and above	N=27(37.5)	N=25(34.7)	N=20(27.8)	N=72
Threats are a good news value				
Five years and below	N=50(52.1)	N=17(17.7)	N=29(30.2)	N=96
Six years and above	N=21(28.4)	N=31(41.9)	N=22(29.7)	N=74
Violence/destruction is a good news value				
Five years and below	N=59(59.6)	N=18(18.2)	N=22(22.2)	N=99

Six years and above	N=45(63.4%)	N=18(25.4)	N=8(11.3)	N=71
Ethnocentrism is a good news value				
Five years and below	N=35(36.1)	N=40(41.2)	N=22(22.7)	N=97
Six years and above	N=19(26.8)	N=28(39.4)	N=24(33.8)	N=71
Hostility towards 'enemies' is a good news value				
Five years and below	N=28(29.5)	N=29(30.5)	N=38(40)	N=95
Six years and above	N=20(27.8)	N=23(31.9)	N=29(40.3)	N=72

Table 9.3: Evaluation by Burundian journalists of the media frames of conflict or violence* by years of experience

Le drame fait de meilleures nouvelles				
	Je suis d'accord (%)	Plus ou moins d'accord (50%)	En désaccord (%)	Somme
Moins de six ans	N=12(31.6)	N=9(23.7)	N=17(44.7)	N=38
Plus de cinq ans	N=8(44.4)	N=7(38.9)	N=3(16.7)	N=18
La crise/la discorde interne fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=14(38.9)	N=8(22.2)	N=14(38.9)	N=36
Plus de cinq ans	N=9(47.4)	N=7(36.8)	N=3(15.8)	N=19
L'extrémisme fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=6(17.1)	N=8(22.8)	N=21(60)	N=35
Plus de cinq ans	N=4(22.2)	N=4(22.2)	N=10(55.5)	N=18
Les menaces font de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=13(33.3)	N=9(23)	N=17(43.6)	N=39
Plus de cinq ans	N=9(50)	N=5(27.8)	N=4(22.2)	N=18
La violence/la destruction fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=18(46.2)	N=6(15.4)	N=15(38.5)	N=39
Plus de cinq ans	N=12(63.2)	N=2(10.5)	N=5(26.3)	N=19
L'ethnocentrisme (l'emphase sur « nos » problèmes et non les « leurs ») fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=7(18.4)	N=8(21)	N=23(60.5)	N=38
Plus de cinq ans	N=3(15.8)	N=12(63.1)	N=4(21.1)	N=19
L'hostilité envers les ennemis fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=9(25)	N=7(19.4)	N=20(55.5)	N=36
Plus de cinq ans	N=4(21)	N=10(52.6)	N=5(26.3)	N=19

In Uganda across both categories of journalists by experience, there was a joint 'strong agreement' for the majority that 'violence/destruction' as well as 'crisis/discord' are good news values. The same level of 'strong agreement' for those same frames of conflict/violence is observed among the majority of Burundian journalists. For the

'extremism' frame, the majority of both categories of journalists in Burundi 'strongly disagreed' that it is a good news value. On the other hand, the majority of the more experienced Ugandan journalists of six years and above 'strongly agreed' (n=27 of 72, 37.5 per cent) that 'extremism' is a good news value, while their junior colleagues were ambivalent. On the frame of 'ethnocentrism' being a good news value, the majority of both categories of Ugandan journalists were undecided. However, the majority of the Burundian journalists of less than six years' experience 'strongly disagreed' (60.5 per cent) and those of six years and more were ambivalent. On whether 'hostility towards enemies' is of good news value, the majority of Ugandan journalists across both categories of experience 'strongly disagreed'. Their Burundian counterparts of less than six years' experience also 'strongly disagreed' (n=20 of 36, 55.5 per cent), while their more experienced colleagues were ambivalent. In one case of 'drama' as a good news value, the majority of the older generation of journalists in both Uganda and Burundi 'strongly agreed'.

A look at the column of 'strongly disagree' in Burundi shows that in six of the seven variables, except the 'violence' frame, the percentages of the younger generation of journalists who 'strongly disagree' that frames of conflict or violence make good news are higher than those of the older generation. While overall Ugandan journalists show a higher appreciation of frames of conflict/violence as good news values, still the younger generation exhibit a lesser appreciation than the older generation. For Uganda, the overall higher appreciation of the conflict or violence frames being good news values by the older generation of journalists could be based on their longer situatedness in the reality of conventional journalism that tends to favour those frames.

A comparative examination of the evaluation of the frames by Ugandan and Burundian journalists clearly shows that the many years of peace journalism training and practice in Burundi are evident. It is also clear that Burundian journalists are more sensitive to some frames such as 'extremism' and 'ethnocentrism' that have defined their practice in the country more than their Ugandan counterparts. It is also a fact that in both Uganda and Burundi, it is the younger generation of journalists who are being targeted in the peace journalism training workshops. In the particular case of Uganda, the questionnaire was administered mainly during the peace journalism workshops facilitated by the UMDf and Park University of the USA, which were dominated by younger journalists.

An analysis by gender for both Burundi and Uganda of the frames of conflict or violence does not show significant disparities. When Pearson Chi-square tests are conducted on all the frames of conflict or violence with gender for Ugandan journalists, all the values are more than $p < 0.05$, meaning no significant disparity in the views of female and male journalists. Other than the 'ethnocentrism' frame where the majority of female journalists in Uganda 'strongly agreed' (47.4 per cent, n=18) and majority of males 'somewhat agreed' (43.8 per cent, n=57), their views

are the same in the rest of the frames. In the case of Burundi, the majority of female and male journalists 'strongly agreed' that 'crisis/discord' and 'destruction' were good news values. They also 'strongly disagreed' that 'extremism', 'ethnocentricism' and 'hostility towards enemies' were good news values. The Burundian female journalists differed with their male counterparts in only two frames of 'drama' and 'threats' where they 'strongly agreed' as opposed to their male counterparts who 'strongly disagreed'.

The above analysis of the news frames of conflict/violence based on gender shows no marked difference, which implies that the appreciation of news values of conflict or violence is a professional one and not gendered.

Evaluating Media Frames of Peace

The second research question sought to evaluate whether what peace journalism scholars identify as frames of peace reporting make good news values. Such frames as extrapolated from the literature include 'patience and moderation'; cooperation and consensus'; 'calm belligerents'; 'processes e.g. peace negotiations'; 'humanisation of enemies'; 'civil society and community players'; as well as 'institutions involved in peace processes' (Galtung, 2000; Wolfsfeld 2004; Lynch and McGoldrick 2005). Like in the 'frames of conflict or violence' analysed in Tables 2 and 3, responses as provided in Tables 4 and 5 were sought based on years of journalism experience.

Table 9.4: Evaluation by Ugandan journalists of the frames of peace* by years of experience

Patience/moderation is a good news value				
Years worked in journalism	Strongly Agree (%)	Somewhat Agree (%)	Strongly Disagree (%)	Total
Five year and below	N=36(37.5)	N=41(42.7)	N=19(19.8)	N=96
Six years and above	N=32(44.4)	N=29(40.3)	N=11(15.3)	N=72
Cooperation/consensus is a good news value				
Five year and below	N=49(50.5)	N=37(38.1)	N=11(11.3)	N=97
Six years and above	N=24(33.3)	N=37(51.4)	N=11(15.3)	N=72
Calm belligerents are a good news value				
Five year and below	N=24(26.1)	N=55(59.8)	N=13(14.1)	N=92
Six years and above	N=14 (22.2)	N=28(44.4)	N=21(33.3)	N=63
Processes such as peace negotiations are a good news value				
Five year and below	N=58(61.1)	N=29(30.5)	N=8(8.4)	N=95
Six years and above	N=34(49.3)	N=30(43.5)	N=5(7.2)	N=69
Humanisation of enemies is a good news value				
Five year and below	N=47(47.5)	N=43(43.4)	N=9(9.1)	N=99
Six years and above	N=28(41.2)	N=25(36.8)	N=15(22.1)	N=68

Civil society and community players are a good news value				
Five year and below	N=54(54.5)	N=34(34.3)	N=11(11.1)	N=99
Six years and above	N=35(47.3)	N=33(44.6)	N=6(8.1)	N=74
Institutions in the peace process are a good news value				
Five year and below	N=46(47.4)	N=37(38.1)	N=14(14.4)	N=97
Six years and above	N=33(47.1)	N=31(44.3)	N=6(8.6)	N=70

Table 9.5: Evaluation by Burundian journalists of the frames of peace* by years of experience

La patience/la modération fait de meilleures nouvelles				
	Je suis d'accord (%)	Plus ou moins d'accord (50%) (%)	En désaccord (%)	Somme
Moins de six ans	N=29(76.3)	N=4(10.5)	N=5(13.2)	N=38
Plus de cinq ans	N=8(44.4)	N=5(27.8)	N=5(27.8)	N=18
La coopération/le consensus fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=22(57.9)	N=12(31.6)	N=4(10.5)	N=38
Plus de cinq ans	N=9(47.4)	N=8(42.1)	N=2(10.5)	N=19
Les belligérants discrets font de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=9(23.1)	N=13(33.3)	N=17(43.6)	N=39
Plus de cinq ans	N=6(33.3)	N=6(33.3)	N=6(33.3)	N=18
Les processus (ex: les négociations de paix) font de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=26(68.4)	N=9(23.7)	N=3(7.9)	N=38
Plus de cinq ans	N=14(73.7)	N=5(26.3)	N=0(0.0)	N=19
L'humanisation des ennemis fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=18(48.6)	N=14(37.8)	N=5(13.5)	N=37
Plus de cinq ans	N=10(52.6)	N=6(31.6)	N=3(15.8)	N=19
La société civile et les gens qui participent au bien-être de la communauté fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=24(63.2)	N=10(26.3)	N=4(10.5)	N=38
Plus de cinq ans	N=15(78.9)	N=3(15.8)	N=1(5.3)	N=19
Les institutions impliquées dans le processus de paix fait de meilleures nouvelles				
Moins de six ans	N=20(52.6)	N=17(44.7)	N=1(2.6)	N=38
Plus de cinq ans	N=12(63.2)	N=6(31.6)	N=1(5.3)	N=19

The Ugandan data in Table 4 shows that neither category of journalists 'strongly disagreed' in the majority that the proposed frames of peace are not good news values. Furthermore, the majority of both categories of journalists by experience share 'strong agreement' in four of the seven values analysed ('peace processes', 'humanisation of enemies', 'civil society actors' and 'institutions of peace'). They

differ in opinion in two frames, namely, 'patience/moderation' and 'cooperation/consensus'. The majority of both categories 'somewhat agree' with the proposition that the 'calm belligerents' frame is a good news value.

The Burundian data in Table 5 presents a unique scenario because journalists across years of experience 'strongly agree' that six of the seven frames of peace reporting are good news values. It is only in the 'calm belligerents' frame where the majority of journalists below six years of experiences 'strongly disagreed' (n=17, 43.6 per cent).

An analysis by gender for Burundi and Uganda, like in the case of the values of conflict or violence above, does not show a significantly differentiated position on the values of peace reporting. For Uganda, the majority of male and female journalists share 'strong agreement' in four of the seven values ('peace processes', 'humanisation of enemies', 'civil society actors' and 'institutions in peace processes'). In Burundi, the majority of male and female journalists share 'strong agreement' in all the frames of peace reporting except 'calm belligerents' whereby females are ambivalent (n=8 of 15, 53.3 per cent) and males 'strongly disagree' (n=18 of 42, 42.9 per cent).

What emerges from the analysis of female and male journalists in both Burundi and Uganda is that they have the same 'strong' appreciation of the proposed news values of peace, which again points to a non-gendered mindset to news framing.

Conclusion

The main task of the study was to evaluate, from the perspective of Burundian (n=58) and Ugandan (n=183) journalists the feasibility of making operational the normative frames of peace reporting as expounded by peace journalism scholars against the more entrenched news frames that favour conflict or violence. As Christians *et al.* (2009) point out, there is always a need to engage in a 'legitimising process' when faced with competing moral claims. In the case of journalism, one normative moral claim is based on the entrenched conventional journalism frames first catalogued by Galtung and Ruge (1965) that favour conflict or violence (Wolfsfeld 2004; Hackett 2007). The other normative moral claim is to promote frames that would propel creativity in resolving conflicts by building common ground (Galtung 1998; Shinar 2004, 2007; Lynch and McGoldrick 2005).

While such a 'legitimising process' has for a while been playing out in academic discourses (Lynch and McGoldrick 2005; Ross and Tehranian 2008), this chapter has acknowledged some of the projects in Burundi and Uganda designed to operationalise the peace journalism model in newsrooms (Hagos 2001; Youngblood 2011; Tayeabwa 2012). However, given the entrenched nature of news frames that favour conflict or violence, what chance does the peace journalism model stand?

The findings discussed in this chapter show that, overall, Burundian and Ugandan journalists still emphasise the frames of conflict or violence as viable news values. The survey results confirm the claim by scholars who have observed that conventional journalism frames that favour conflict or violence are well-entrenched and routinely influence media content (Wolfsfeld 2004: 15-16; Hackett 2007:48; Shinar 2007b: 5; Mutere and Ugangu 2004:16). The rootedness of the frames of conflict or violence is evident across gender and years of journalism experience. This rootedness is most likely due to the training which is still dependent on literature and models of what Galtung and Ruge (1965) identified as favouring the conflict or violence framing of news (Mencher 2006; Itule and Anderson 1994). However, the appreciation of frames of conflict or violence could also be due to entrenched institutional newsroom routines that still favour such framing in news reports (Wolfsfeld 2004; Hackett 2007; Birungi 2009). Evidence for this claim can be observed in the higher appreciation of the frames of conflict or violence among the more experienced journalists of more than six years in both Burundi and Uganda.

Furthermore, the findings confirm the lack of well-formulated frames of peace as well as the fact that violence frames are preferred because of their emotional appeal (Hackett 2007:48). This, therefore, calls for more engagement by proponents of the peace journalism model in the academia as well as in practice to work towards a deconstruction of the conflict or violence news frames given their diminishing popularity among journalists covering events in the field and those framing them for public consumption in newsrooms (Figure 1). It also calls for a pedagogical and practical engagement to develop frames of peace reporting in an equally emotionally appealing manner (Shinar 2007:7; Tayeebwa 2012: 266).

Looking at the findings on the normative values of peace coverage, it is noteworthy that Burundian and Ugandan journalists showed a high appreciation of those values, with none across all categories (gender and experience) 'strongly disagreeing' in the majority.

While the entrenchment of peace journalism will pose some challenges due mainly to the institutional nature of mass media as observed by Patindol (2010: 193), it is also true that the more appreciation of the frames of peace reporting by individual journalists as this chapter has shown will lead to a progressive change in their attitudes and propel a natural and nuanced deconstruction of the conflict or violence frames to inform their agenda-setting roles. When that happens, peace journalism will have taken its place as an independent normative framework with 'legitimate alternative frames of reference for journalistic coverage' (Shinar 2007:4).

Notes

1. 'Since its founding in 1995, Hirondele has established and managed Radio Agatashya in the Great Lakes region of Africa; Star Radio in Liberia; the Hirondele News Agency at the ICTR in Arusha, Tanzania; Radio Blue Sky in Kosovo; Radio Ndeke Luka in Bangui in Central African Republic; MorisHamutuk, a radio programme for refugees in Timor; Radio Okapi, a national network in the DRC; Radio Miraya, a national network in Sudan; as well as a support project with the Radio-Television of Timor-Leste (RTTL)' (Dahinden 2007:382).
2. See 'Studio Ijambo' by Communication Initiative Network at <http://www.comminit.com/en/node/119655/36> as well as 'Studio Ijambo' website at <http://www.studioijambo.org/>.
3. Catholic World News, 2002,. 'Ugandan Rebels Destroy Catholic Radio Station; 2 Killed.'
4. Palmer, 21 September 2004, 'The Power of Radio Helps to End Uganda's Long War.' URL: <http://www.csmonitor.com/2004/0921/p07s01-woaf.html>.
5. Interview with John Bosco Mayiga, UMDf National Coordinator, Kampala, Uganda, 23 July 2010
6. UMDf-EED Final Evaluation Report, 'Promoting Peace Journalism through Radio in Uganda', Project Period January 2009-December 2010, (Kampala, UMDf Headquarters)
7. Interview with Rebecca Kaikara, Hostess and co-producer of *Teso mai koton*, Soroti, Uganda, 11 January 2011
8. Interview with David Opio, Station manager, Kioga Veritas Radio 91.5 FM (KVR), Soriti, Uganda, 11 January 2011
9. Email Interview with Mathias Mayombwe Mulumba, UMDf-EED Coordinator, Kampala, Uganda, 25 August 2011
10. Email Interview with Sam Anecho, Programs Manager, *Radio Pacis (90.9FM)*, 29 August 2011
11. Nkata, I., 'Consultant's Report: Promoting Peace Journalism through Radio in Uganda', 30 September 2010, (Kampala, UMDf Headquarters), 12
12. Op.cit., 14
13. See Wilson Akiiki Kaija, 'Six Grace employees dismissed', Uganda Radio Network, 3 August 2011, <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=35825>
14. Interview with Evelyn Abbo, Hostess of 'Pem' programme, Gulu, Uganda, 12 January 2011
15. Interview with David Opio, Station manager, Kioga Veritas Radio 91.5 FM (KVR), Soriti, Uganda, 11 January 2011

References

- Baran, J. S. and Davis, D. K., 2006, *Mass Communication Theory: Foundations, Ferment, and Future*. 4th ed., Toronto: Thomson Wadsworth
- Birungi, M., 2009, 'Challenges of Integrating peace journalism into Conventional Journalism Practice: Case Study of the LRA Peace Process in Uganda', The Faculty of Peace and Conflict Studies: European University Center for Peace Studies, Stadtschlaining-Austria. Unpublished Masters Dissertation

- Burton, C., 2006, 'Débat autour du concept de journalisme de paix', Bruxelles: Université Libre, Unpublished Master's Dissertation. URL: http://www.memoireonline.com/07/07/532/m_debats-autour-du-concept-de-journalisme-de-paix21.html . 10 November 2014
- Catholic World News, 2002, 'Ugandan Rebels Destroy Catholic Radio Station; 2 Killed', URL: <http://www.catholicculture.org/news/features/index.cfm?recnum=19024>. 10 November 2014
- Christians, C. G., Theodore, L. G., McQuail, F., Nordenstreng, K., and White, R. A., 2009, *Normative Theories of the Media: Journalism in Democratic Societies*, Urbana and Chicago: University of Illinois Press
- Dahinden, P., 2007, 'Information in Crisis Areas As a Tool for Peace: The Hironnelle Experience', in Thompson, A. ed., *The Media and the Rwanda Genocide*, Kampala: Fountain Publishers and London: Pluto Press
- D'Angelo, P. and J.A. Kuypers, 2010, *Doing News Framing Analysis: Empirical and Theoretical Perspectives*, Routledge: New York.
- Entman, R. M., 1993, 'Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm', *Journal of Communication*, 43: 51-58
- Galtung, J. 1998, 'High Road, Low Road – Charting the Course for Peace Journalism,' *Track Two* 7(4). *Cape Town: Journal of the Centre for Conflict Resolution and the Media Peace Centre*.
- Galtung, J. and Ruge, M. H., 1965, 'The Structure of Foreign News', *Journal of Peace Research* 2 (1), pp. 64-91
- Galtung, J., 2000, 'The Task of Peace Journalism', *Ethical Perspectives* Vol. 7, Nos 2-3, pp. 162-167
- Hackett, R. A., 2006, 'Is Peace Journalism Possible? Three Frameworks for Assessing Structure and Agency in News Media', *Conflict & Communication online* Vol. 5, No. 2, Available at: http://www.cco.regener-online.de/2006_2/pdf/hackett.pdf. Retrieved on 5 February 2015
- Hackett, R. A., 2007, 'Journalism Versus Peace? Notes on a Problematic Relationship', *Global Media Journal-Mediterranean Edition* Vol. 2, No. 1.
- Hagos, A., 2001, 'Media Intervention in Peace Building in Burundi – The Studio Ijambo Experience and Impact', *Washington: Management Systems International*. URL: http://www.cidcm.umd.edu/ICT/research/ICT_and_Conflict/DEC%20Post%20Conflict%20Evaluations/burundi%20studio%20ijamba%20hsgos.pdf. Retrieved on 10 November 2014.
- Hanitzsch, T., 2004, 'Journalists as Peacekeeping Force? Peace Journalism And Mass Communication Theory', *Journalism Studies* Vol. 5, No. 4, pp. 483-495.
- Hansen, A., Cottle, S., Negrine, R. and Newbold, C., 1998, *Mass Communication Research Methods*, London: Houndmills.
- Howard, R., 2009, *Conflict-Sensitive Reporting: State of the Art, a Course for Journalists and Journalism Educators*, Paris: UNESCO.
- Howard, R., 2003, *Conflict Sensitive Journalism: A Handbook for Reporters*, Vancouver and Copenhagen: IMPACS.
- International Crisis Group, 2004, 'Northern Uganda: Understanding and Solving the Conflict', *Africa Report* No. 77. Available at: <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=2588&l=1>. Retrieved on 15 November 2014.
- Itule, B. D. and Anderson, D. A., 1994, *News Writing and Reporting for Today's Media*, 3rd ed., New York: McGraw-Hill.

- Kaija, W., 2011, 'Six Grace Employees Dismissed', Uganda Radio Network. Available at: <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=35825>. Retrieved on 15 November 2014.
- Kempf, W., 2007, 'Peace Journalism: A Tight Rope Walk between Advocacy Journalism and Constructive Conflict Coverage', *Conflict & Communication Online* Vol. 6, No. 2. Available at: http://www.cco.regener-online.de/2007_2/pdf/kempf.pdf. Retrieved on 25 November 2014
- Lugalambi, G. W., 2006, 'Media, Peace-Building and the Culture of Violence', in Mbaine, A. E., ed., *Media in Situations of Conflict: Roles, Challenges and Responsibility*, Kampala: Fountain Publishers.
- Lynch, J. and McGoldrick, A., 2005, *Peace Journalism*, Gloucestershire, UK: Hawthorn Press
- Lynch, J. and McGoldrick, A., 2012, 'Responses to Peace Journalism', *Journalism* Vol. 14, No. 8, pp. 1041-1058.
- McQuail, D., 2000, *McQuail's Mass Communication Theory*, 4th ed., London and New Delhi: Sage Publications.
- Mencher, M., 2006, *Melvin Mencher's News Reporting and Writing*, 10th ed., Boston: McGraw-Hill.
- Mike, A., Scott, T. and Stephen, K. H., 2009, *Quantitative Research in Communication*, London and New Delhi: Sage.
- Murithi, T., 2002, 'Rebuilding Social Trust in Northern Uganda', *Peace Review* Vol. 14, pp. 291-295.
- Mutere, A. and Ugangu, W., 2004, 'Conflict Management: A Training Manual for Journalists', Nairobi: The African Council for Communication Education (ACCE).
- Nassanga, G. L., 2007, 'Peace Journalism Applied: An Assessment of Media Coverage of the Conflict in Northern Uganda', *Conflict & Communication Online* Vol. 6, No.2. Available at: www.cco.regener-online.de/. Retrieved on 10 November 2014.
- Nkata, I., 2010, 'Consultant's Report: Promoting Peace Journalism through Radio in Uganda', Kampala, UMDF Headquarters, p.12
- Palmer, J., 2004, 'The Power of Radio Helps to End Uganda's Long War'. Available at: <http://www.csmonitor.com/2004/0921/p07s01-woaf.html>. Retrieved on 10 November 2014.
- Patindol, J.L.C., 2010, 'Building a Peace Journalists' Network from the Ground: The Philippine Experience', in Keeble, R. L., Tulloch, J. and Zollmann, F., eds., *Peace Journalism, War and Conflict Resolution*, New York and Oxford: Peter Lang.
- Perez de Fransius, M., 2013, 'Peace Journalism Case Study: US Media Coverage of the Iraq War', *Journalism* Vol. 0, No.0, pp. 1-17.
- Perry K. D., 2002, *Theory and Research in Mass Communication: Contexts and Consequences*, 2nd ed., New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates, Inc.
- Reinard, J. C., 2008, *Introduction to Communication Research*, 4th ed., Montreal and London: McGraw-Hill.
- Resse, D.S., 2010, 'Finding Frames in a Web of Culture: The Case of the War on Terror', in D'Angelo, P. & Kuypers, J.A. *Doing News Framing Analysis: Empirical and Theoretical Perspectives*, Routledge: New York.
- Ross, S. D. and Tehranian, M., eds., 2008, 'Peace Journalism: In Times of Wars', *Peace and Policy* 13, Tokyo: Toda Institute for Global Peace and Policy Research.
- Rukhsana, A., 2010, 'Perspectives on Conflict Resolution and Journalistic Training', in Keeble, R. L., Tulloch, J. and Zollmann, F., eds., *Peace Journalism, War and Conflict Resolution*, New York and Oxford: Peter Lang.

- Scheufele, D. A., 2000, 'Agenda-setting, Priming, and Framing Revisited: Another Look at Cognitive Effects of Political Communication', *Mass Communication and Society*, Vol. 3, pp. 297-316
- Scott, P., 2001, 'On the Fringe: Journalism, Representation and Cultural Competence', in Tapsall, S. & Varley, C., *Journalism: Theory in Practice*, Oxford/New York: Oxford University Press.
- Shinar, D., 2004, 'Media Peace Discourse: Constraints, Concepts and Building Blocks', *Conflict and Communication Online* Vol.3, Nos 1-2. Available at: www.cco.regener-online.de/. Retrieved on 5 November 2014.
- Shinar, D., 2007a, 'Democracy, Development, Peace and Communication: An Overview of their Roles and Interaction', *GMJ: Mediterranean Edition* Vol. 2, No. 1.
- Shinar, D., 2007b, 'Epilogue: Peace Journalism – The State of the Art', *Conflict and Communication Online* Vol. 6, No. 1. Available at: www.cco.regener-online.de. Retrieved on 16 October 2014.
- Tapsall, S. & Varley, C., 2001, *Journalism: Theory in Practice*. Oxford/New York: Oxford University Press.
- Tayeabwa, W., 2012, '(Re)framig Mass Media Values: The Prospects and Challenges of Peace Media in Uganda', Montreal, Canada: Concordia University, Unpublished doctoral dissertation. Available at: <http://spectrum.library.concordia.ca/974686/>. Retrieved on 5 October 2014.
- Tehrani, M., 2002, 'Peace Journalism': Negotiating Global Media Ethics', *Harvard Journal of Press/Politics* Vol. 7, No. 2, pp. 58-83.
- Wimmer, D. R. and Dominick, J. R., 2006, *Mass Media Research: An Introduction*, 8th ed., London & Belmont, CA: Thomson, Wadsworth.
- Wolfsfeld, G., 2004, *Media and the Path to Peace*, Cambridge: University Press
- Youngblood, S. 2011, 'Document: Uganda PJ Project Assessment'. Available at: <http://stevenyoungblood.blogspot.com/>. Retrieved on 25 November 2014.

Biographical Information

Dr. William Tayeabwa is a Lecturer in the Department of Journalism and Communication at Makerere University, Uganda. Email: william@chuss.mak.ac.ug

Funding and Acknowledgements

The Ugandan set of field data reworked for this chapter was obtained towards the attainment of a Doctorate in Communication (Tayeabwa 2012) funded by the Pierre Elliott Trudeau Foundation of Canada. Supplementary fieldwork in Burundi was sponsored by the Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) as well as the Alborada Trust Fund through University of Cambridge. The writing fellowship at the University of Cambridge was funded by the Carnegie Corporation of New York through the Cambridge-Africa Programme for Research Excellence (CAPREx). I am grateful to the staff and graduate students in the Department of Politics and International Studies (POLIS) at University of Cambridge for providing insightful commentary to this paper through the Seminar Series.

Conflits armés et exploitation forestière en République Démocratique du Congo (RDC) : Pour une action environnementale régionalement intégrée

Félicien Kabamba Mbambu

Introduction

La République Démocratique du Congo est en proie à des conflits armés violents depuis 1996. De nombreux observateurs estiment qu'ils trouvent leur origine dans la lutte pour le contrôle des ressources naturelles. Ce lien entre exploitation des ressources naturelles et conflits armés est plusieurs fois évoqué pour expliquer la prolifération des mouvements armés dans une vaste zone où l'Etat en déliquescence a cédé le terrain aux seigneurs de la guerre et aux milices armées dont le nombre et la dynamique opérationnelles ont devenus des sujets à controverse.

En 1998, alors qu'il engageait ses troupes au Congo-Kinshasa, le président rwandais Paul Kagamé déclarait : « Les conflits congolais s'autofinancent ». Dans ces propos, transparaît de la bouche d'un des principaux acteurs du conflit cette consubstantialité du conflit congolais avec sa source de financement, l'exploitation des ressources naturelles devenant, de surcroît, l'objectif principal de cette guerre.

Parfois appelés « Première Guerre Mondiale Africaine » à cause de l'implication directe de plusieurs pays, les conflits à l'est de la RDC connaissent l'immixtion d'un nombre très élevé des mouvements armés aussi bien locaux que ceux des pays voisins. Certains¹ sont organisés en forces d'autodéfense et d'autres en groupes d'intérêt.

En 1994, l'afflux de plus d'un million des réfugiés rwandais en RDC avait occasionné une forte pression sur les terres des communautés locales. La

compétition pour l'accès aux terres et aux moyens de survie comme l'eau et le bois devinrent des facteurs de conflits entre groupes condamnés à cohabiter² (Pierre Jacquemont 2009a:1). Ces conflits furent mal arbitrés autant par les instances coutumières que par les pouvoirs de l'Etat. C'est donc toute la base infra structurelle, sociale et économique de cette région qui a été ébranlée par des bouleversements et des déplacements de populations autant que par des destructions et des pillages.

De nombreux travaux de diverses inspirations aliment la littérature sur les conflits armés liés aux ressources naturelles, les entrées analytiques se faisant soit par les conflits, soit par les ressources. Ce qui reste cependant constant, c'est le lien causal que l'ensemble des travaux sur la RDC établit entre l'abondance des ressources et l'émergence des conflits violents.

La complexification de l'analyse découle de l'abondance des acteurs impliqués (allant du local au global) que des motivations officiellement présentées, mais souvent éloignées des réels enjeux qui déterminent les systèmes de domination dans une région où prolifèrent de nombreuses enclaves territoriales soustraites au rôle de l'Etat.

Nous nous proposons, à travers ce papier, d'initier une réflexion visant à mettre au cœur des conflits armés la question de l'exploitation forestière et de la gestion des aires protégées pour une meilleure saisie des dynamiques conflictuelles à l'œuvre dans cette région. Car la forêt de la région des Grands lacs est menacée par les conflits armés avec la prolifération des milices qui ont investi les domaines forestiers et les aires protégées. La disparition rapide de cet écosystème forestier risque de bouleverser l'équilibre climatique de toute la région et d'impacter significativement les régimes des saisons dans une région de plus en plus vulnérable aux changements climatiques.

Méthodologie utilisée

Dans cette étude, la forêt n'a pas été considérée comme un champ de recherche autonome, mais plutôt comme une porte d'entrée pour la compréhension des dynamiques conflictuelles dans la région des Grands Lacs africains. Dans certaines zones de conflits, l'enjeu forêt nous a permis d'accéder à la naissance des différentes motivations qui ont déterminé les comportements des acteurs.

Pour pénétrer les pratiques en vigueur dans les zones de conflits, nous avons eu recours à la revue documentaire et à l'enquête socio-anthropologique de terrain. Si une littérature abondante existe sur les ressources minières et les conflits armés (rapports des consultants, rapports des organismes des Nations unies, études du gouvernement congolais, publications scientifiques, etc.), celle relative au lien avec les écosystèmes forestiers est à la fois rare et imprécise. Nous avons donc jugé nécessaire d'entreprendre les enquêtes socio-anthropologiques de terrain étant donné que celles-ci nous permettaient de mettre en évidence les logiques des acteurs

et les représentations populaires. Notre enquête a été essentiellement qualitative. Le principal outil utilisé a été l'entretien libre avec les acteurs issus des divers segments de la population (anciens rebelles, gestionnaires des aires protégées, représentants des ONG locales, fonctionnaires desservi ces environnementaux, exploitants forestiers, etc.). Cette enquête a été menée dans les provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu qui sont les plus touchées par les conflits armés. Au total, 34 entretiens ont été effectués, soit 21 dans le Nord Kivu et 13 dans le Sud Kivu.

Conflits armés et ressources naturelles : discours et paradigmes

La question des liens entre conflits armés et ressources naturelles est diversement abordée. De nombreux travaux alimentent une littérature qui est de plus en plus écartelée entre plusieurs grilles de lecture.

Les ressources naturelles, une causalité historique des conflits armés

De manière générale,

« Les ressources naturelles ont été employées dans le passé, et le seront dans l'avenir, comme outils ou cibles de guerres, et en tant que buts stratégiques motivant les combats ». La pensée occidentale stratégique vis-à-vis des ressources a été dominée par une équation reliant le commerce, la guerre et la puissance, dont les instruments principaux étaient les ressources précieuses d'outre-mer et la navigation maritime »³ (Pierre Jacquemont, 2009b:2).

Pendant la période mercantiliste du XVe siècle, le commerce et la guerre étaient intimement liés. Comme l'on peut observer:

« Les puissances navales ont cherché à accumuler la richesse du monde, la plupart du temps sous forme de métaux précieux sur lesquels une grande partie de l'équilibre des forces semblait être déterminée. Puisque la puissance navale elle-même reposait en partie sur l'accès au bois de construction maritime, son approvisionnement était devenu une préoccupation essentielle des principales puissances européennes du XVIe siècle, influençant alliances, commerce et construction d'empires. L'Angleterre a, en particulier, poursuivi une politique de libre circulation maritime « à tout prix » qui amena à plusieurs interventions armées en mer Baltique »⁴ (Philippe LeBillon 2009:299).

Replacé dans le contexte africain, le mercantilisme avait pris une tournure assez particulière. L'Europe considérait que :

l'accumulation de la richesse devait se faire selon le principe d'une balance commerciale positive avec les pays tiers. Il était assumé que ses exportations excédaient ses importations, alors une nation pouvait s'enrichir. Pour établir ce mécanisme économique, les nations européennes ont préconisé la découverte et la mise en place de nouveaux marchés par le biais de processus de colonisation⁵. (Espace économique mondial 2011:2-4).

Une connaissance accrue du monde et de ses ressources était alors nécessaire au mercantilisme.

Avec la signature des traités de Berlin (1885) et de Bruxelles (1890), imposition était faite aux puissances coloniales d'occuper rapidement et effectivement de vastes zones qu'elles s'étaient accordées. Pour faire face aux convoitises des différentes puissances coloniales, le roi des Belges Léopold II suggère que le bassin du Congo soit ouvert au commerce international sans aucune restriction, décision qui sera consacrée par l'acte général de Berlin du 26 février 1885.

Pour exploiter les ressources naturelles congolaises, le pouvoir colonial belge adopte les stratégies suivantes⁶ : i) s'appuyer sur l'initiative privée pour réaliser des investissements qui étaient planifiés pour la mise en valeur d'immenses ressources naturelles trouvables au Congo, ii) octroyer des concessions aux groupes privés qui devaient, en contrepartie, payer les impôts à l'Etat indépendant du Congo, iii) prendre des participations dans les sociétés créées et obtenir le droit aux dividendes, iv) apporter par l'Acte de Bruxelles signé le 2 juillet 1890 un amendement à l'Acte Général de Berlin autorisant le roi Léopold II à percevoir sur les marchandises importées du Congo une taxe *ad valorem* pouvant atteindre dix pour cent, v) prendre des participations dans la plupart des sociétés naissantes à partir des recettes réalisées dans le cadre de l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890. Cette politique permit à Léopold II puis à la Belgique de mettre rapidement la main sur les ressources naturelles du la RD Congo.

Cette donne historique situe les origines lointaines des conflits dont l'explication est repérable dans la lutte pour la conquête des ressources naturelles (Pour plus d'information sur ce thème, voir Tukumbi Lumumba-Kasongo, Land Reforms and Natural Resource Conflicts in Africa 2016). L'inclinaison dans l'histoire coloniale comme schéma d'analyse est également proposée par Jacques Tshibwabwa qui a le mérite *d'établir un lien entre les situations coloniales de domination et d'hégémonie et les situations post-coloniales de mise de la RDC sous la tutelle de certaines puissances occidentales, tout comme celles de pillages de ses ressources naturelles, matérielles, humaines et financières*⁷ (Jacques Tshibwabwa 2011a: 4).

Une telle posture analytique amène à *une réorientation épistémique qui permet d'alimenter le débat sur les origines coloniales de la domination occidentale sur la RDC et sur ses richesses, ainsi que toutes les tentatives visant à placer ce pays sous une tutelle politique et économique internationale*⁸ (Jacques Tshibwabwa 2011b:5).

Profondément ancrée dans un historicisme critique, cette lecture qui réinterprète l'histoire revendique une certaine continuité du travail analytique amorcé par Kankwenda Mbaya. Celui-ci présente la prédation des ressources naturelles non comme une particularité des africains mais comme un phénomène qui puise sa source dans les ingénieries léopoldiennes au service de l'œuvre coloniale belge. Ainsi, ces pratiques se sont perpétuées durant l'ère post-coloniale en changeant non seulement les acteurs, mais aussi les règles et les modes opératoires.

La nouvelle approche onusienne

Si la pertinence des analyses sur les origines coloniales de la prédation est incontestable, celles-ci semblent cependant valoriser davantage l'acteur Etat. Pourtant, l'exploitation des ressources naturelles n'intéressait pas grand monde à l'époque coloniale. Le système mondial fut relativement fermé avec un nombre restreint des producteurs⁹, ce qui rendait possible un contrôle systématique de la ressource et limitait l'accès par le truchement d'une réglementation souvent contraignante¹⁰. Après les indépendances des pays africains, le système s'est ouvert et un nombre de plus en plus grand d'acteurs s'y est introduit.

Aujourd'hui, l'accès aux ressources naturelles n'est plus uniquement un enjeu géopolitique opposant les grandes puissances, les pays de la région jouent plus directement le jeu dans un circuit ouvert à une multitude d'acteurs. Le contrôle de cette ressource naturelle devient un enjeu sociopolitique et économique local générateur de tensions et de conflits entre les acteurs locaux, les conglomerats financiers et les milieux militaro-politiques.

Les Nations unies se montrent de plus en plus préoccupées par ces conflits d'une toute nouvelle nature. Dans ce cadre, le Groupe d'experts mandaté par le Conseil de sécurité des Nations unies¹¹ pour enquêter sur les conflits armés en République Démocratique du Congo est formel :

La source de financement la plus profitable aux groupes armés demeure l'exploitation, le commerce et le transport de ressources naturelles. Le fait est que les intérêts économiques des groupes armés illégaux, des entreprises légitimes et des populations locales se confondent à telle enseigne que l'on a du mal à bien faire la part entre ceux qui violent l'embargo et les acteurs légitimes. Toutes les chaînes d'approvisionnement à partir de zones contrôlées par des groupes armés sont touchées¹² (Nations unies 2007:8).

Soucieuses de renforcer les mesures contre l'exploitation illicite des ressources naturelles, ce groupe d'experts donne quatre attributs à l'illégalité dans son rapport d'avril 2001: i) activité violant la souveraineté du gouvernement congolais, ii) le non-respect du cadre réglementaire dans l'exploitation des ressources naturelles, iii) divergences entre pratiques acceptées et celles en vigueur en milieux rebelles, iv) activités commerciales enfreignant le droit international, y compris le soft law.

Cette conception de l'illégalité a essuyé plusieurs critiques. On lui reproche d'avoir contribué à une analyse réductionniste du conflit congolais. *Une représentation commune du conflit a été celle d'une course aux ressources par des rebelles congolais et leurs alliés externes. Pourtant, des réseaux complexes composés d'officiels du gouvernement, de leaders rebelles, d'entrepreneurs locaux, de membres des cartels criminels et de représentants des compagnies minières ont été décrits comme principaux acteurs du pillage des ressources du pays*¹³ (Joroen Cuvelier 2009:192).

La relation ressources naturelles-conflits armés a conduit à la mise en place d'un train de mesures destinées à réduire l'impact de l'exploitation desdites ressources sur la perpétuation des conflits. Le processus de Kimberley¹⁴ qui est un système de certification du commerce international du diamant brut a servi de base à l'extension de ce genre de précautions à d'autres types de ressources naturelles.

La thèse de la malédiction des ressources

Prenant appui sur la mise en valeur de la dimension économique des conflits, on assiste à l'expansion de la thèse qui explique les conflits du Congo par le postulat dit de «la malédiction des ressources naturelles». Celui-ci met en valeur le scandale géologique dont la RDC est l'incarnation et les différents conflits qu'il suscite. La malédiction des ressources fait ressortir l'idée que l'abondance des ressources naturelles engendre les conflits et est donc consubstantielle avec ceux-ci.

Ces analyses cherchent à expliquer, voire prédire, les conflits en fonction du rôle de la violence dans l'organisation politique et économique d'un pays ou d'une région. Certaines isolent ainsi des mécanismes causaux (parfois très complexes) liant, de manière linéaire, les ressources naturelles aux conflits¹⁵ (Bruno Hellendorff 2012: 8).

La consubstantialité irréversible des conflits armés avec l'abondance des ressources semble une hypothèse dangereuse. De nombreux Etats du Sud disposent d'importantes ressources naturelles sans pourtant basculer dans les conflits armés. C'est notamment le cas du Botswana, de la Namibie, de la Zambie et de nombreux autres dont les économies reposent essentiellement sur les ressources naturelles. L'idée à soutenir ici est que *les ressources naturelles ne sont pas en elles-mêmes facteurs de conflit; ce sont les processus d'interaction humaine s'y rapportant qui peuvent l'être. Ou, comme le dit Wennmann, « ce qui importe, ce n'est pas la simple présence des ressources naturelles mais la façon dont elles sont gérées*¹⁶ (Bruno Hellendorff 2012:6).

Le nouveau regard environnementaliste

Dans le même temps, la relation entre ressources naturelles et conflits telle que développée par les Nations unies a considérablement évolué. Désormais, la prise de conscience environnementale est devenue plus forte au sein de l'organisation. La conférence de Stockholm sur l'environnement organisée en 1972 fut ainsi la première grande conférence internationale à se concentrer sur les liens entre l'humanité et l'environnement. Elle donna lieu à la création du PNUE, qui est l'agence des Nations unies traitant des questions environnementales.

Cette conférence a eu le mérite d'insister sur la nécessité d'une gestion optimale des ressources naturelles au bénéfice des générations actuelles et futures. Le concept de développement durable va alors recevoir un contenu beaucoup plus explicite: «*Un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*»¹⁷ (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987).

C'est l'agenda 21 adopté à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en 1992 qui fixera les conditions du développement durable en six points¹⁸ :

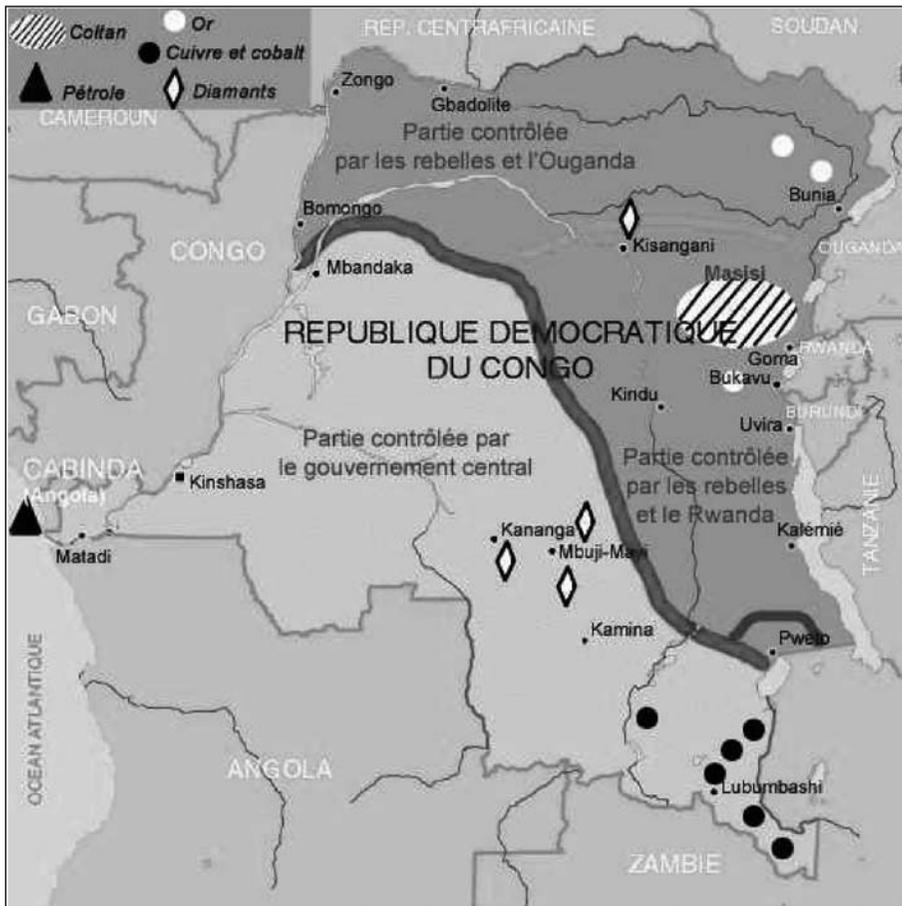
- i) L'individu et son bien-être deviennent l'objet et le centre du développement durable;
- ii) La relation entre l'individu et la nature n'est plus la même, d'une relation d'exploitation elle devient une relation d'harmonie. L'individu est appelé à redéfinir ses modes de production, de consommation et d'échange afin de respecter l'environnement ;
- iii) L'altruisme est un comportement à adopter pour le bien-être des générations futures. Les activités des générations présentes ne doivent pas compromettre les générations futures. » (Nations unies 1992) ;
- iv) L'environnement devient un bien commun planétaire, d'où la nécessité de la coopération de tous les pays et de la participation de tous les citoyens dans la préservation de l'environnement ;
- v) Une externalité environnementale planétaire est reconnue. Il faut internaliser les coûts au moment de la prise des décisions de production, de consommation et d'échange ;
- vi) La paix et la sécurité sont des conditions nécessaires au développement durable. Les conflits et les guerres détruisent les ressources nécessaires au développement et portent préjudice à l'environnement, ce qui renforce l'incapacité des pays pris dans un conflit armé de sortir du cercle de la pauvreté. « La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables » (Nations unies 1992, principe 25).

L'importance accordée aux questions environnementales conduit à insister sur la nécessité de mieux gérer les ressources forestières. Car, si les ressources comme le coltan, l'or et le diamant sont des matières épuisables, la forêt est une ressource reproductible qui fournit à l'humanité des services écosystémiques nécessaires à la survie de l'humanité¹⁹ (services d'approvisionnement en bois et alimentation, services culturels, services de régulation climatique) et son exploitation en temps de guerre se fait dans un chaos institutionnel qui ne permet ni son contrôle, ni sa régénération. Pourtant, les forêts des pays des Grands Lacs jouent un rôle majeur dans l'atténuation du changement climatique en stockant un volume très important du carbone mondial. Leur rapide disparition devra, à courte échéance, affecter l'équilibre climatique de toute cette région. A l'opposé, une action environnementale régionalement intégrée aurait le mérite de rendre compte de *«la nature collective du processus de construction d'un espace collectif, entrepris de façon consciente, négociée et irréversible, par des partenaires ayant choisi de partager un même destin, dans un cadre politico-institutionnel préalablement établi et choisi par eux, sur une base négociée, en se fondant sur une vision stratégique de leur avenir en commun»*²⁰ (Bourenane Naceur 1996:18).

Bref contexte de la guerre en RDC

La première guerre encore appelée guerre de libération débute en 1996 sous l'égide de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaïre. Il est aujourd'hui établi que les pays voisins comme le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et l'Angola avaient déployé des troupes et participaient directement aux combats. Pour le Rwanda et l'Ouganda, la présence en RDC des rebelles issus de ces deux pays posait le problème de sécurité. L'Angola mettait en exergue le rôle joué par le régime Mobutu dans la déstabilisation de l'Angola au travers du soutien congolais aux rebelles de l'UNITA. En 1997, cette guerre a débouché sur le renversement du régime du maréchal Mobutu et la prise du pouvoir par Laurent Désiré Kabila.

Accusé de n'avoir pas bien géré ses alliances extérieures, le nouveau pouvoir est désavoué par ses anciens alliés. Le 2 août 1998, sous prétexte de sécuriser leurs frontières devant les menaces que représentaient les groupes rebelles opérant au Congo-Kinshasa, les armées rwandaise, burundaise et ougandaise envahissent de nouveau le territoire congolais. Nous avons affaire à une seconde guerre appelée guerre de rectification²¹. Cette fois-ci, les commanditaires s'appuient sur des collaborateurs locaux d'origines politique et militaire différentes. Ils sont composés des mobutistes partis en exil au lendemain de la chute du régime Mobutu et des anciens partisans de Laurent Désiré Kabila devenus opposants à son régime. Ces acteurs aux ambitions divergentes créent le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD en sigle, un mouvement proche du Rwanda. À ce premier mouvement rebelle viendra s'ajouter un deuxième, le Mouvement de Libération du Congo, M.L.C en sigle, connu comme ayant des liens très étroits avec l'Ouganda. Par fractionnements successifs naîtront d'autres groupes politico-militaires ainsi que des milices. C'est là le début du processus de morcellement d'un vaste territoire qui, désormais, échappe au contrôle du pouvoir central.



Carte 10.1 : Répartition géographique du territoire par les mouvements rebelles

Acculé par ses anciens amis, le gouvernement de Kinshasa trouve des alliés. Ils sont Zimbabwéens, Angolais, Namibiens et Tchadiens. Une longue guerre dans laquelle n'émerge pas de vainqueur fait rage. On la croyait financée de l'extérieur, c'est plutôt de l'intérieur qu'une grande partie de revenus est tirée. Il sera donc établi, à la suite des développements ultérieurs, que le vrai enjeu de cette guerre était le pillage des richesses naturelles du pays dont l'exploitation a été pendant longtemps le privilège des oligarques de Kinshasa²² (Nganga 2006:3).

Ce vaste territoire d'une superficie de 2.345.000 Km² va être morcelé et classé en trois zones d'influence²³:

- la zone d'influence zimbabwéenne correspondant à la partie du pays occupée par le gouvernement de Kinshasa. Cette partie du territoire couvrait les provinces du Bas-Congo, du Bandundu, du Kasaï oriental (une partie), du Kasaï occidental (une partie) et du Katanga (une partie);

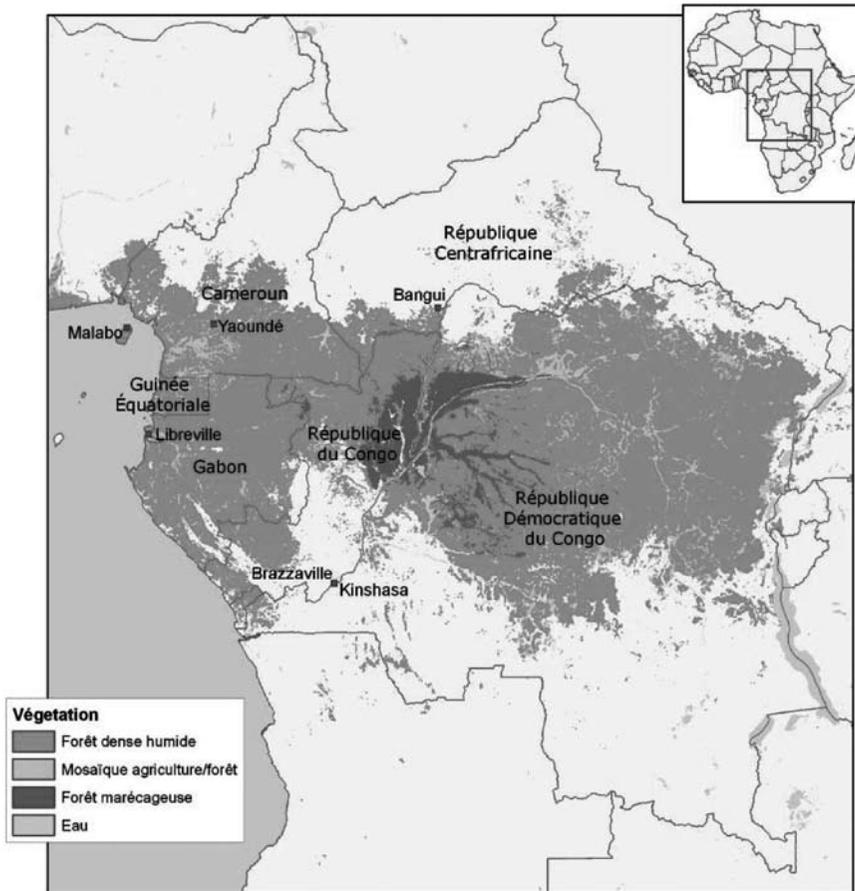
- la zone d'influence rwandaise couvrant les provinces du Sud Kivu, du Nord Kivu (une partie), du Katanga (une partie) et la province orientale (la ville de Kisangani et ses alentours). Elle était sous le contrôle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, R.C.D. en sigle;
- la zone d'influence ougandaise qui s'étendait de la province du Nord Kivu jusqu'à celle de l'Equateur en passant par la province orientale. Tout en restant sous influence ougandaise, une bonne partie de ce territoire a plusieurs fois changé de mains avec la prolifération des mouvements rebelles. Ici opéraient notamment le R.C.D/Kisangani, le M.L.C., Le R.C.D/KML, le R.C.D/N.

Ce vaste territoire qui échappe au contrôle du gouvernement est aussi devenu une zone de non-droit où prolifèrent de nombreuses milices armées. En 2013, on comptait plus de 40 groupes armés dans cette région²⁴. La liste en annexe, qui n'est pas exhaustive, renseigne sur l'ampleur du phénomène.

Ce conflit avait engendré une situation dans laquelle tous les détenteurs d'une portion de territoire économiquement exploitable avaient de quoi entretenir une guerre. La guerre à laquelle ses ont livrés différents acteurs illustre mieux l'idée selon laquelle quand un pays ne sécurise pas ses ressources naturelles, les autres acteurs de la globalisation viennent s'en accaparer. Cette tendance qui a été observée lors des conflits armés en RDC mérite d'être élucidée, notamment en ce qui concerne la forêt, une ressource qui joue un rôle déterminant dans la régulation climatique et dont l'épuisement aurait un effet dévastateur sur les autres secteurs de l'économie de la sous-région.

Quand les conflits armés déciment la forêt

Les forêts du bassin du Congo couvrent une superficie de plus de 200 millions d'hectares des forêts réparties entre plusieurs pays de la région. Il y a les pays du bassin du Congo et ceux du bassin du Nil.



Carte 10.2 : La forêt du bassin du Congo

Source: WRI, des forêts du bassin du Congo pour le climat global

Les forêts de la République démocratique du Congo couvrent environ 155 millions d'hectares, ce qui représente 67 pour cent du territoire national. On a donc affaire à une grande réserve de bio diversité au cœur du continent africain²⁵ (Félicien Kabamba 2009:127). Les forêts denses humides représentent près de 99 millions d'hectares, dont un peu plus de 83 millions en basse altitude. On estime que 60 millions d'hectares de ces forêts seraient aptes à la production de bois d'œuvre, ce qui équivaut environ à l'ensemble des autres pays forestiers d'Afrique centrale²⁶ (World Resource Institute 2009:9).

Les conséquences des conflits armés sur les écosystèmes de la région ont nombreuses : déforestation, écosystèmes ravagés, aires protégées dangereusement anthropisées, cycles agricoles bouleversés, etc.

Corrélation entre recul de la production industrielle du bois et croissance du réseau informel

Promulgué en 2002, le code forestier congolais avait comme objectif d'instaurer une gestion saine et durable des forêts en RDC. Cette volonté va alors se traduire, entre autres, par : i) l'adoption de 37 textes d'application du code forestier ; ii) l'entrée en vigueur du moratoire avec le décret n° 05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière ; iii) le démarrage des négociations de l'APV/FLEGT entre la République Démocratique du Congo et l'Union Européenne ; iv) le développement et la mise en place du projet de renforcement des capacités de l'administration en charge des forêts pour la validation des plans d'aménagement ; v) la volonté de consacrer dix-sept pour cent du territoire à l'érection des aires protégées, etc.

Cependant, le contrôle des vastes territoires de la RDC par les mouvements armés avait consacré la fin du monopole de régulation du secteur forestier par l'Etat congolais. Il s'ensuit qu'avec le recul et/ou le retrait observé de l'Etat, on a assisté simultanément à l'émergence des acteurs non étatiques qui s'est traduits sur le terrain par la croissance de la part souterraine de l'économie du bois à la faveur de la prise en main du secteur par les acteurs issus des milieux militaro-affairistes.

Après la réunification du pays intervenue avec les accords de Sun-city, les structures et les institutions qui gèrent le secteur forestier de l'Etat se trouvent parasitées par de nombreux réseaux d'élites politico-commerciales. Elles sont devenues des structures d'appui au secteur informel du bois dont les modes opératoires sont dénoncés dans une lettre ouverte²⁷ adressée au Premier ministre congolais par la Coalition Nationale contre l'Exploitation Illégale du Bois en RDC, CNCEIB en sigle :

- i) l'octroi de permis illicites par les autorités centrales et décentralisées ; ii) l'opacité dans la gestion des contentieux ; iii) les contradictions entre certains textes légaux et réglementaires ; iv) les conflits de compétences entre l'administration centrale et décentralisée ; v) l'inadéquation et/ou modicité des peines encourues ; vi) l'implication de divers services (Police Nationale, Direction Générale des Migrations, Armée, etc.) favorisant l'exploitation et l'exportation illégale de bois ; vii) l'augmentation de l'économie parallèle dans le secteur ; viii) L'implication des étrangers et personnes morales dans l'exploitation artisanale en violation de la loi ; ix) l'opportunité à tous d'exploiter et d'exporter le bois sans orientations d'aménagement ; x) l'inefficacité des services de contrôle²⁸ (CNCEIB:2014:2).

A tout considérer, le secteur productif du bois congolais s'est complètement ébranlé. Les conflits armés qui sont advenus ont aggravé une situation déjà chaotique. Pendant ce temps, la perversité des comportements économiques des élites politiques et économiques a conduit à la vassalisation de l'Etat et a largement contribué à l'insignifiance de l'économie forestière, le secteur formel s'étant considérablement contracté.

Aujourd'hui, le secteur industriel (formel) avec les 75 concessions forestières produit environ 300000m³/an; le secteur artisanal, formel avec ses 45 artisans déclarés, exploite environ 40000m³/an, le secteur informel /illégal s'estime à plus de 4 millions de m³ (90 % du total exploité), dont 1 million de m³ pour Kinshasa et plus de 600 000 m³ exportés à l'est de la RDC.²⁹ (CNCEIB 2014:2).

Tableau 10.1 : Production des grumes de bois par année

Année	Production	Production moyenne	Nombre de compagnies exploitantes	Proportion de la production totale 3 productions principales	Proportion de la production totale Compagnies principales
1989	394.481	14 089	28	60,19	37,08
1990	446.857	13 541	33	56,24	34,96
1991	295 635	9 855	30	64,79	46,89
1992	330 333	11 798	28	67,81	47,82
1993	287 514	10 268	28	62,21	47,87
1994	272 209	10 888	25	69,81	51,21
1995	204 868	9 756	21	70,30	52,08
1996	281 808	11 272	25	70,22	50,74
1997	235 963	13 109	18	74,48	59,11
1998	262 874	16 430	16	66,50	39,99
1999	34 003	3 778	9	84,52	38,64
2000	61 998	5 166	12	78,34	45,27
2001	38 045	2 927	13	72,23	39,30
2002	44 320	4 029	11	81,13	51,69
2003	76 063	5 433	14	70,68	46,00
2004	183 010	11 438	16	69,97	37,45
2005	169 947	9 997	17	65,42	46,25
2006	193 416	12 089	16	73,09	40,60
2007	278 187	18 546	15	54,75	22,11
2008	254 658	19 589	13	62,90	25,41

Source: Direction de gestion forestière

L'économie informelle du bois, en dépit du fait qu'elle opère dans l'ombre, est en liaison organique avec l'extérieur au travers des réseaux transnationaux de production et d'évacuation vers l'extérieur. Il semble bien que l'on soit entré dans une nouvelle ère où l'architecture de gouvernance forestière tout entière a été habilement contournée au gré des conflits armés ayant entraîné une bousculade des acteurs vers les ressources naturelles.

Une déforestation incontrôlée dans les régions en proie aux conflits armés

Des études basées sur l'imagerie satellitaire indiquent que pour la période allant de 1990–2000, les taux annuels de déforestation en Afrique centrale et plus particulièrement en RDC sont respectivement de 0,21 pour cent et 0,25 pour cent³⁰ (Duveiller *et al.* 2008a:4). Ces valeurs cachent de grandes disparités régionales.

Les régions les plus affectées sont le nord des provinces de l'Équateur et orientale et la région du Kivu³¹ (Duveiller *et al.*, 2008b:17). La région du parc des Virunga présente le taux annuel de déforestation le plus élevé de 0,57 pour cent, soit presque 3 fois supérieur à la moyenne nationale³² (Lindquist *et al.* 2010:6).

Une opinion largement répandue ou tient la thèse que *le patrimoine forestier de la RDC a été largement protégé de manière passive par l'instabilité politique et les conflits chroniques*³³... (Banque mondiale 2013:7). Les conflits armés sont alors présentés comme consubstantiels à la conservation de la forêt. Cette thèse n'est nullement sous-tendue par les faits matériels. Visiblement, l'erreur de lecture des experts de la Banque mondiale a consisté à partir de la moyenne nationale de déforestation, laissant de côté les ravages et la cruauté des destructions forestières vécues à l'est du pays.

Présenter les conflits armés comme une opportunité ayant permis la sauvegarde de la forêt paraît être une grosse erreur d'analyse. Une telle perception du problème semble à la fois dangereuse et impertinente. Elle contredit les observations faites aussi bien dans les aires protégées que dans la forêt de l'est du pays où la vitesse de déforestation est l'une des plus importantes en RDC.

Contrôle des circuits de production des produits forestiers par les milices armées et privatisation de la fonction fiscale

Le gouvernement ayant abandonné des larges territoires de l'Etat, l'exploitation de la forêt est rapidement devenue une activité lucrative pour les groupes armés. Les revenus tirés du charbon de bois contribuent à alimenter les conflits dans cette partie du pays où les milices armées et certaines composantes de l'armée nationale contrôlent les circuits de production et de commercialisation de ce combustible. Pour le chef du site du parc national de Virunga, Monsieur Emmanuel de Mérode, « *Tous les groupes armés, y compris les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, FDLR en sigle, et quelques individus de l'armée régulières ont impliqués dans le trafic de Makala*³⁴ »³⁵ (IRIN2009:9). Il évalue à plus de 30 millions de dollars par an les revenus que génère l'exploitation illégale du bois dans la région.

La plus grande partie de ces revenus revient aux groupes armés qui contrôlent les sites boisés. L'approvisionnement en énergie-bois des centres urbains comme Goma, Bukavu, Butembo, Béni et Uvira est majoritairement entre les mains des hommes en armes qui s'assurent le bénéfice d'une activité qui procure de l'énergie à plus de quatre-vingt dix pour cent de la population vivant dans la partie est de la RDC.

Dans le Nord Kivu, une bonne partie du bois provient du territoire de Rutshuru où les FDLR contrôlaient l'ensemble du circuit de production et de commercialisation de l'énergie-bois. Ainsi, les domaines boisés étaient en permanence contrôlés par les FDLR qui percevaient des taxes allant jusqu'à trente dollars pour tout exploitant désireux couper du bois sous leur contrôle.

Au-delà de la taxe d'abattage illicitement prélevée, les hommes du CNDP devenu par la suite M23 avaient instauré des barrages qui ressemblaient bien aux postes de péage. Chaque sac de charbon qui transitait par ce poste de péage était taxé de un à deux dollars. Cependant, les rebelles n'étaient pas les seuls à tirer bénéfice de l'activité bois-énergie, les militaires de l'armée régulière « FARDC » organisaient, eux aussi, des filières d'exploitation et de commercialisation du bois impliquant des tiers. Ces filières allaient des bûcherons aux charbonniers jusqu'à atteindre les petits et les grands vendeurs.

Une étude menée par International Crisis Group soutient que:

les FARDC sont illégalement impliquées dans bien d'autres activités économiques et de nombreuses opérations qui ont été présentées comme des interventions contre les groupes armés visaient en réalité à s'emparer de leurs ressources. En juillet 2012, les affrontements répétés entre les FARDC et les combattants de la coalition APCLS-FDLR dans la zone de Mweso avaient pour but le contrôle du marché de Kashuga où les uns et les autres ont pris l'habitude de percevoir des taxes³⁶ (International Crisis Group 2011:4).

D'après M. de Mérode, près de quatre-vingt douze pour cent des « Makala » produits au Nord Kivu provient d'arbres abattus dans le parc. Comme il le dit : *Le Parc national est un site du patrimoine mondial qui se distingue par sa chaîne de volcans actifs et la richesse de sa diversité d'habitats abritant des espèces en danger. Selon lui, à ce jour, vingt pour cent du parc, c'est-à-dire environ 790 000 hectares, ont été détruits par la déforestation illégale et la production du charbon de bois, et au moins 120 gardes forestiers ont été tués par divers groupes armés*³⁷ (IRIN2009:13).

La réappropriation des conflits armés par la femme

La femme congolaise est la première victime des conflits armés en RDC. C'est le discours émergent développé tant par les ONG locales, la presse nationale et internationale que par les organismes spécialisés des Nations unies. Il repose sur une factualité déshumanisante faite à la fois des violences sexo-spécifiques avec sa cohorte de cruautés se traduisant souvent par une conversion de la sexualité en champs de bataille. L'hôpital Panzi du docteur Denis Mukwenge spécialisé dans le traitement des femmes victimes des violences sexuelles est devenu le symbole de la lutte contre un fléau dévastateur à l'est de la RDC. En période de conflits armés, la prolifération de la violence alimente la peur, la haine et l'insécurité. Elle favorise la cruauté et entraîne la dégradation des relations personnelles.

Cependant, le récit fourni par Kathy est révélateur d'une évolution des rôles dans un contexte de perpétuation des violences et des atrocités:

Des milliers de filles ont été enrôlés tantôt de leur plein gré, tantôt sous la contrainte, au sein des différents groupements armés. Les rôles qu'elles y ont joués sont divers: poser des mines et déminer le terrain, porteuses, espionnage, « femmes des commandants », cuisinières, domestiques* (Kathy Barnett 2005:10).

Dans l'exploitation illégale de la forêt, les femmes sont présentes à toutes les phases de l'activité forestière en partant de l'exploitation illicite de la carbonisation jusqu'à la commercialisation. Dans cette entreprise, elles sont devenues de plus en plus des collaboratrices des milices armées.

Ainsi, le stéréotype de la femme tel que construit dans ces milieux assez conservateurs s'éloigne davantage du vécu quotidien. Contrairement à un cliché reposant plus sur la commisération internationale que sur l'expérience factuelle, on assiste à une évolution du statut de la femme entre mes de collaboratrice directe ou encore d'appui aux groupes armés.

Une anthropisation des aires protégées à la lisière du chaos

En règle générale, la bio diversité est protégée soit en milieu naturel, ce qui correspond à l'approche de la conservation *insitu*, soit en dehors de celui-ci, auquel cas on évoque le concept de conservation *exsitu*. Dans la première catégorie, on retrouve des espaces comme les parcs nationaux et les domaines de chasse. Dans la seconde, il y a les jardins botaniques et zoologiques. La RDC expérimente depuis l'époque coloniale les deux approches de conservation et un arsenal juridique est mis en place pour réglementer l'ensemble du réseau national des aires protégées.

Le réseau national des aires protégées est constitué de sept Parcs nationaux, soixante trois Réserves et Domaines de Chasse. Cinq des sept parcs sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Il s'agit du parc national de Virunga, de la réserve de faune à Okapi, du parc national de Kahuzi Biega, du parc national de la Salonga et du parc national de la Garamba.

Pour figurer sur la liste du patrimoine mondial, les sites doivent avoir une valeur universelle exceptionnelle et satisfaire au moins à un des dix critères suivants³⁸: (i) représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain ; (ii) témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ; (iii) apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnels sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ; (iv) offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative (s) de l'histoire humaine ; (v)

être un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible; (vi) être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle. (Le Comité considère que ce critère doit préférablement être utilisé en conjonction avec d'autres critères) ; (vii) représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles ; (viii) être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le transigeassent-elles processus géologiques encours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification ; (ix) être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques encours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins; (x) contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

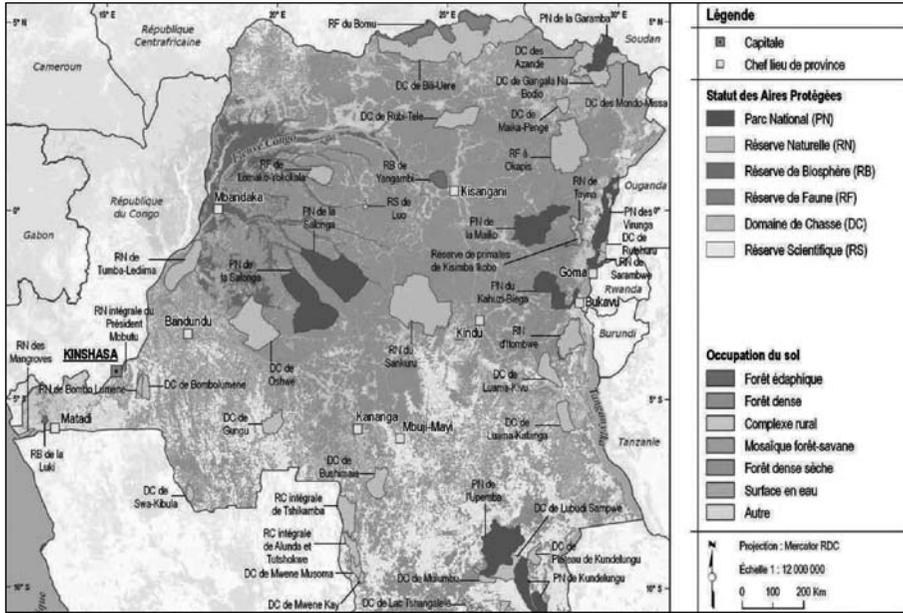
Les aires protégées de la RDC, un trésor riche en bio diversité

Les aires protégées de la RDC ont une valeur écosystémique très élevée en raison de l'importante couverture *des forêts classées* dont dispose le pays. Ces forêts classées sont soumises à un régime juridique qui restreint considérablement les droits d'usage et d'exploitation.

Il y a une gamme variée de forêts dans les aires protégées :i) les forêts denses et humides, ii) les forêts marécageuses, iii) les mangroves, etc.

Les forêts classées³⁹ représentent à peu près 11% de la superficie totale du territoire national. Le classement s'effectue par arrêté du ministre après avis conforme du conseil consultatif provincial des forêts concernées, fondé sur la consultation préalable de la population riveraine. Toutefois, la création des réserves naturelles intégrales, des parcs nationaux et des secteurs sauvegardés relève de la compétence du président de la République⁴⁰ (Cosma Wilungula 2012:77).

Pour mieux gérer ses aires protégées, la RDC avait adopté la loi n°69/041 du 23 août 1969 relative à la conservation de la nature⁴¹. Elle a été remplacée par celle du 11 février 2014.



Carte 10.3 : Les principales aires protégées de la RDC

Conflits armés et dénaturation des réserves naturelles

En 1994, plus de 700.000 réfugiés rwandais traversent la frontière et s'établissent sur le territoire congolais à proximité des parcs nationaux du pays, en particulier le Virunga et le Kausi Biega. La même année, *ce campement va entraîner un déboisement de 150 km² de forêts et de bambous de Mont Mikeno dans le parc national de Virunga*⁴² (Paul Vikanza Katembo 2009a:4). Du fait de la destruction de l'habitat, *certaines espèces de la faune et de la flore étaient menacées d'extinction au niveau local. C'est le cas notamment du rhinocéros blanc du Parc national de la Garamba, des gorilles de montagne, des hippopotames du Parc national de Virunga et des Bonobos à l'Equateur*, etc.⁴³ (République Démocratique du Congo 2009a:17).

En 1998, il a même été proposé de délocaliser vers le Kenya tous les rhinocéros blancs restant dans le parc de Garamba, proposition⁴⁴ fortement critiquée par le lobby de la société civile nationale et internationale. A ce jour, cette espèce de rhinocéros a complètement disparu du parc national de Garamba et donc de la planète, car il était l'unique parc au monde à disposer de cette espèce animale.

Lors de cette première guerre de 1996, les troupes de l'AFDL soucieuses d'avancer sur le front et celles du gouvernement fuyant les combats avaient littéralement pillé les matériels roulants des gardes des parcs nationaux, les laissant dans une situation logistique inadaptée. Cela a été l'une des causes de l'affaiblissement des institutions de gestion des aires protégées avec comme conséquence la nuisance des programmes d'entretien et de surveillance des aires protégées.

Dans les régions où se déroulaient les combats, les troupes belligérantes se sont livrées régulièrement à la chasse des grands mammifères pour se nourrir. Cette pratique a eu des conséquences désastreuses sur les populations d'animaux sauvages. Les grandes espèces dont le rythme de reproduction est lent ont été particulièrement vulnérables et ont été les premières à disparaître⁴⁵ (République démocratique du Congo 2009b:9).

Par ailleurs, un des effets secondaires du conflit armé au Soudan a été l'exploitation massive de la faune du Parc national de la Garamba de la RDC. Aujourd'hui, l'Institut pour la Conservation de la Nature établit que le parc national de Garamba a perdu plus de soixante-cinq pour cent de ses espèces animales⁴⁶.

Parcs nationaux ou sanctuaires des mouvements armés

Les principales aires protégées du pays abritent les milices armées qui y ont établi leur base arrière (Nalu, Mai-Mai, Fdlr, Cndp, etc.). *Ils constituent leur garde-manger autant qu'ils leur servent de cachette*⁴⁷ (Paul Vikanza Katembo 2009b:6).

Il en résulte une destruction massive de la bio diversité des aires protégées. *C'est le phénomène qui a quasiment anéanti le cheptel des hippopotames du parc national de Virunga, passant, en une décennie, de plus de 30.000 têtes à environ 300* (Paul Vikanza Katembo 2009c:6). La perte de cette bio diversité animale est à l'origine de la diminution drastique de la production piscicole du lac Edward, jadis l'un des plus poissonneux au monde. Nourriciers des poissons, les hippopotames constituaient une chaîne alimentaire pour les poissons avec leurs capacités à déféquer chacun 20 à 30 kilos d'excréments par jour. Il leur est également reconnu la propension à récolter des tonnes d'herbes et qu'ils digéraient pour les déposer au fond du lac à la portée des poissons.

*Ils ne constituent pas seulement une viande pour les prédateurs, mais c'est toute une chaîne alimentaire qui s'en est trouvée brisée. Les populations quine dépendaient que du lac comme source de protéine n'ont plus qu'à en pâtir*⁴⁸ (Paul Vikanza Katembo 2009c:7).

D'après une ONG locale, en 2008, *les combattants abattaient en moyenne 10 hippopotames par jour. Et cela n'a pas été sans impact sur la vie des hommes, car sans hippopotame, il n'y a pas de poisson. Chaque jour, ces mammifères produisaient 260 tonnes de crottin qui constitue un engrais naturel. Il nourrit un minuscule phytoplancton dont se régèrent des larves et des vers qui, eux-mêmes, nourrissent les poissons. Conséquence : c'est dans les champs des paysans que les hippopotames viennent désormais se nourrir, ce qui pousse les habitants d'Uvira à les abattre* (Radio Okapi 2012).

En octobre 2008, *des affrontements entre les Forces armées de la République Démocratique du Congolaise (FARDC) et les rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) ont donné lieu à l'occupation d'une importante partie du parc national de Virunga par le CNDP qui a contraint le personnel de l'ICCN à fuir la station de Rumangabo tombée sous le contrôle du groupe rebelle*⁴⁹ (ICCN 2007:8).

Depuis la décennie 1990, les rebelles ougandais de la LRA ont envahi le parc national de la Garamba. Aujourd'hui, l'Institut pour la Conservation de la Nature établit que le parc national de Garamba a perdu plus de 65 pour cent de ses espèces animales.

Dans la Réserve de faune à Okapi, *des résultats des inventaires de la grande faune entre 1995 et 2006 montraient quel es effectifs d'éléphants de la RFO avaient diminué de 48 pour cent suite à l'intense braconnage armé durant la guerre. Cette tendance s'est confirmée par la comparaison des chiffres de 2007 et de 2011, où une nouvelle diminution de 43 pour cent a été estimée*⁵⁰ (J. P. Huart 2014a:13).

Pendant la guerre de 1995-1996, les différents belligérants avaient occupé de vastes étendues du parc. *En 1998, moins de 30 pour cent de la Réserve étaient sous le contrôle de l'YCCN*⁵¹ (J. P. Huart 2014b:13).

Aujourd'hui, les opérations de liquidation des milices armées enclenchées par les Forces armées de la RDC avec l'appui de la brigade spéciale des Nations unies vont, à coup sûr, accentuer l'envahissement des parcs nationaux par des groupements armés où ils ont constitué les campements de fortune.

A tout considérer, les conflits armés ont été à la base de la rupture d'équilibre entre la valeur économique et les impératifs écologiques des aires protégées. La situation de victime dans laquelle se trouvent les gestionnaires des aires protégées contribue à accroître la vulnérabilité de celles-ci. Pourtant, la bio diversité de ces aires protégées sont des biens communs mondiaux et inter-générationnels, dont la préservation nécessite la coopération à l'échelle sous-régionale.

Un Etat squatté

L'image d'un Etat congolais, source de tous les maux, hante aujourd'hui beaucoup de monde. Il est devenu une source d'accumulation pour les groupes d'intérêt et les nombreuses milices armées qui l'ont squatté. En regardant attentivement la région du Kivu, on se rend vite compte que l'on est en face d'une zone de non-droit, riche en ressources naturelles et devenue, par la force de l'histoire, le lieu d'enrichissement privé par la violence. Sûrement, la théorie des vases communicants⁵², encore appelée « théorie du vide » qui établit une corrélation étroite entre la montée en puissance de ces acteurs de l'ombre et le recul d'un Etat devenu incapable d'assurer les fonctions ordinaires, trouvera ici un champ bien fertile. Mis en compétition autour de la source forestière, ces différents acteurs s'affrontent et/ou s'associent.

L'exploitation forestière se retrouve dans cette partie du pays au service d'intérêts camouflés : les multinationales, les seigneurs de la guerre, les milices armées, les conglomérats financiers internationaux et locaux, les milieux criminels de la sous-région, etc.

Le système qui s'est alors installé est de type criminel, privatisé, militarisé, très profitable et dont la particularité est sa violence. La description que fait Pierre Jacquemont traduit mieux la situation vécue sur terrain :

« Chaque chef de guerre des FARDC, des FDLR ou d'une milice Maï-Maï contrôle son territoire, sa mine et son propre circuit de commercialisation; si l'un débordé sur l'aire de jeu de l'autre, c'est la guerre des clans. Les contrôleurs de la mine et du circuit de commercialisation s'efforcent de préserver leur position ; ceux qui cherchent à s'en emparer luttent militairement pour y parvenir. L'absence d'ordre public associée à la culture de l'impunité héritée des dernières années du régime de Mobutu, a permis l'épanouissement de cette économie qui se nourrit de la prédation et qui s'auto détruit à la longue parla surexploitation des sols, des sous-sols et des hommes »⁵³ (Pierre Jacquemont 2009c:17).

La croissance de la part souterraine de l'économie des produits forestiers à l'est du pays, en raison de la corruption, de la grande inventivité et de l'adaptation des acteurs aux trafics illicites, nous permet de mieux comprendre les pratiques qui se pérennisent et s'inscrivent dans un processus de prédation routinière. Elle traduit aussi la difficile insertion de cette région avec ses nombreuses ressources naturelles dans l'économie capitaliste mondiale, phénomène qui s'accompagne d'une sorte de mondialisation de la criminalité.

CNDP, M23, Armée nationale : à la conquête des ressources naturelles

L'accord dit global et inclusif avait permis la réunification du pays et le partage du pouvoir par toutes les parties avec la formule 1+4 (Un président et 4 vice-présidents) en 2002. Issus de l'ancienne rébellion du RCD, le général NKUNDA et ses hommes refusent d'intégrer l'armée nationale. Il va d'abord créer la Synergie pour la concorde et la paix qui deviendra parla suite un mouvement rebelle appelé Congrès national pour la défense du peuple, CNDP en sigle. Ce mouvement qui bénéficie d'un appui total du Rwanda fait plier Kinshasa qui n'a d'autre choix que designer un accord de paix le 23 mars 2009. Celui-ci prévoit une réintégration des éléments du CNDP dans l'armée nationale.

Quand les anciens du CNDP se mutinent le 29 mars 2012, un nouveau mouvement est annoncé, il portera le nom de M23 et sera dirigé par Sultani Makenga après une scission d'avec le général Bosco Ntaganda. Comme il est décrit ci-dessous :

A partir de l'intégration du CNDP jusqu'à la défection de Bosco Ntaganda et de ses officiers du M23, les deux commandements des FARDC dans les Kivus sont opposés pour le contrôle de la principale zone de production de minerais du Nord Kivu, le territoire du Walikale.⁵² Dès mars 2009, le contrôle des taxes et de l'exploitation de plusieurs mines est l'enjeu d'un affrontement entre le général Bosco Ntaganda et les officiers de l'armée régulière. Les rivalités entre ces deux factions se sont traduites par des rotations fréquentes de troupes, des refus de mutation qui reflètent l'absence de discipline dans le commandement, voire des heurts entre unités de l'armée⁵⁴ (International Crisis Group 2012:6).

A cela s'ajoute le contrôle de plusieurs taxes illégalement perçues.

Pour la construction d'un espace environnemental régional ment intégré

Les pays des Grands Lacs présentent des homologues géophysiques marquées par l'abondance à la fois des sources naturelles et d'aires protégées. À l'opposé, les analogies sociopolitiques de la région reposent sur l'existence de nombreux épisodes d'instabilités politiques récurrentes. Voilà qui amène à l'échelle sous-régionale en vue «*de transformer la Région des Grands Lacs en une zone de croissance et de développement partagé, une zone de coopération fondée sur des stratégies et des politiques de convergence*»⁵⁵ (CIRGL 2014).

Avec les destructions causées à l'environnement du fait des conflits armés, une plus grande intégration des politiques environnementales au sein des espaces écologiques est nécessaire. En mettant en œuvre les projets régionaux relatifs à la protection de l'environnement dans le cadre de la coopération régionale en matière de l'exploitation mesurée de la forêt, les États de la région des Grands Lacs peuvent, par cette volonté, témoigner non seulement de solidarité environnementale, mais aussi d'esprit communautaire.

De notre point de vue, la dimension régionale devra prendre une importance cruciale, car le couvert forestier de la région ne correspond pas aux frontières politiques. Et pourtant, les dégâts causés à cet espace écologiques ont été ressentis par l'ensemble des populations de la région. Ainsi donc, une volonté politiquement exprimée par l'ensemble d'acteurs en présence permettrait, en revanche, une réponse tout aussi régionale.



Carte 10.4 : Espace géographique CIRGL.

Source : site WebCIRGL

Dès lors, cette intégration devra se fonder sur une redéfinition de l'espace géographique commun, une résolution des conflits par le dialogue et/ou la force pour *in fine* déboucher sur l'adoption et l'application des politiques de préservation des écosystèmes et de relance de l'industrie touristique. L'existence d'un tel espace apparaîtra comme une nécessité dans l'émergence du sentiment d'appartenance à un espace collectivement construit autour du concept « Grands Lacs » dont les politiques et les programmes dans le secteur environnemental peuvent former une toile de fond sur laquelle il est possible de faire avancer l'intégration régionale.

Conclusion

Les guerres et les conflits armés ravagent la région des Grands Lacs. Le contrôle des ressources naturelles et leur exploitation sont des motivations principales de

ces guerres dans une région où les pillages des dites ressources ne prend pas des formes pacifiques. Si l'appropriation des ressources naturelles par les puissances impérialistes avait justifié le phénomène colonial et le partage du monde, les conflits post-indépendance ont impliqué à la fois les pays voisins et une panoplie d'acteurs locaux et étrangers. L'imbrication des différents acteurs dans un espace qui a pendant longtemps échappé au contrôle de l'Etat congolais est un indicateur de l'incapacité de l'Etat congolais à mieux gérer ses ressources forestières dans un contexte de mondialisation du capital. *Car une économie mondialisée peut à la fois forcer la marginalisation des économies artisanales d'Afrique, maintenir le quasi monopole de grands groupes miniers tout en s'alimentant aux sources les plus criminelles lorsque le marché le demande et faire reporter les conséquences tragiques sur les populations* (Philippe Le Billion 2012:1).

Les dégâts causés à l'environnement sont énormes, au point qu'il est aujourd'hui pressant de trouver des solutions urgentes. Pour ce faire, *la mise en place d'un modèle de développement durable exige par conséquent une approche plus globale où la paix, les droits humains, la démocratie, la justice et l'équité sociales s'associent avec la protection de l'environnement et le développement*⁵⁶ (Khazri, A. 2011:15).

Notes

1. Le nombre des milices armées est aujourd'hui assez imprécis en raison de la disparition et de la réapparition sous de nouvelles formes d'anciennes milices engagées dans le processus de démobilisation et de réinsertion. La radio Okapi, qui avait mené une enquête dans la région, avait recensé au moins 44 groupes armés.
2. Jacquemont P., 2009, Les dynamiques de l'instabilité dans l'est de la RDC, <http://www.fmreview.org/fr/RDCongo/jacquemot.htm#sthash.0SwFZXVi.dpuf>, consulté le 27 Mai 2014, p. 1.
3. Jacquemont P., 2009, Les dynamiques de l'instabilité dans l'est de la RDC, <http://www.fmreview.org/fr/RDCongo/jacquemot.htm#sthash.0SwFZXVi.dpuf>, consulté le 27 Mai 2014, p. 2.
4. Philippe Le Billion, 2003, «Matières premières, violences et conflits armés», in *Tiers monde*, tome 44, n° 174, *Persée*, p. 297-322, p 299.
5. Espace économique mondial (2011), Mercantilisme et révolution industrielle, people.hofstra.edu/jean-paul_rodrigue/.../EEM%20Chapitre%202.pdf, consulté le 17 Juin 2014, p 2-4.
6. Ces stratégies sont exposées dans le document stratégique du ministère des Mines du Congo belge en vue de la mise en place d'un plan minier élaboré par les experts du ministère des Mines.
7. Tshibwabwa K. 2011, Conflits armés, pillages de ressources naturelles du Congo et perspectives postcoloniales. Vers la décolonisation des discours hégémoniques, CODESRIA, p4.
8. Tshibwabwa K. 2011, « Conflits armés, pillages de ressources naturelles du Congo et perspectives postcoloniales. Vers la décolonisation des discours hégémoniques », CODESRIA, p.5.

9. Les producteurs des matières premières congolaises étaient peu nombreux et vendaient généralement dans les marchés connus comme ceux de Londres ou d'Anvers.
10. En RDC, le colonisateur avait institué deux zones bien distinctes. La première, appelée zone A, englobait le chantier d'exploitation des mines, la seconde, zone B, était contiguë à cette première et destinée à la protéger. Les mesures de police imposées par le décret dans ces deux zones sont les suivantes : dans la zone A : l'accès de la zone n'est permis qu'aux personnes munies d'un permis de circulation ou de séjour; Sont dispensés de ces permis les magistrats et les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, le personnel employé aux mines, les indigènes établis dans la zone et recensés. Le colportage y était interdit. Nul ne pouvait entrer dans la zone ni en sortir sans passer par un poste de contrôle. Tout véhicule, colis ou objet quelconque sortant de la zone peut être visité par un officier de police judiciaire à la demande du directeur de la mine, etc. Quant aux zones B, leurs limites sont également fixées par les ordonnances, elles étaient très étendues et servaient en quelque sorte de zones de couverture aux zones A. Ces zones ne présentaient d'ailleurs de l'intérêt pour la société qu'en ce qui concernait le droit de visite qui ne pouvait être exercé que par des fonctionnaires dans cette zone. On y avait instauré l'interdiction du colportage.
11. Le Groupe d'experts mandatés par le Conseil de sécurité des Nations unies pour enquêter sur les pillages des ressources naturelles de la RDC avait enquêté dans la partie est du pays et dans les pays voisins. Ce rapport d'enquête avait incriminé à la fois les pays voisins engagés dans les conflits à l'est du pays: le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Le rapport avait également mis à nu le rôle joué par les milieux politiques et militaires de la RDC dans les pillages des ressources naturelles du pays.
12. Nations unies (2007), Lettre datée du 13 juin 2007, adressée au président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) par le Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo, p.8.
13. Joroen Cuvelier *et al.*, 2009, «Pluralisme juridique dans le conflit congolais», dans *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Bruxelles,192.
14. Le processus de Kimberley a permis la certification du diamant congolais, mais n'a pas empêché le trafic illicite du diamant issu des conflits armés.
15. Hellendorff B., 2012, «Ressources naturelles, conflits et reconstruction de la paix en Afrique de l'Ouest», *GRIP*, p8.
16. Hellendorff B., 2012, «Ressources naturelles, conflits et reconstruction de la paix en Afrique de l'Ouest», *GRIP*, p6.
17. Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987). *Notre avenir à tous*, Nations unies.
18. Khazri, A., 2011, « Le développement durable et les conflits armés », *Télescope*, vol. 17, n° 2, p. 114-130, p.116-117.
19. Les services écosystémiques rendus par les forêts peuvent être classés en 3 catégories: i) Des *services d'approvisionnement*, comme le bois de construction d'habitats, les aliments d'origine sauvage, le bois de chauffage et le charbon utilisés comme combustible pour cuisiner, les plantes médicinales, des services, ii) Des *services culturels*, notamment en contribuant à la formation des identités culturelles, religieuses et spirituelles des populations vivant dans les forêts, iii) Des *services de régulation* qui contrôlent les processus naturels tels que le climat (y compris la température et les pluies), les débits et la qualité des eaux. Le rôle que pourraient jouer les forêts tropicales dans la régulation du cycle du carbone à l'échelle planétaire et

- donc leur participation à la lutte contre le changement climatique (en stockant le carbone dans les arbres et les sols des forêts).
- 20 Bourenane Naceur, 1996, *Des fondements théoriques et stratégiques de la construction communautaire intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest*, Karthala.
 - 21 Le concept de guerre de rectification fait allusion à la seconde guerre déclenchée par les anciens alliés rwandais, ougandais et burundais contre le chef de l'Etat, Laurent Désiré Kabila, considéré comme infidèle à ses anciens alliés.
 - 22 Nganga J., mars 2006, Rubriques internationales, N°34, www.solidarité.ch/journal/index, consulté le 27 juin 2009 à 17h37.
 - 23 Ces zones d'influences que nous estimons être au nombre de trois traduisaient les rapports de force entre les forces africaines qui se partageaient les ressources naturelles du pays.
 - 24 On avance le chiffre de 44 groupes armés présents dans la province orientale, dans le Maniema, le Sud Kivu et le Nord Kivu. Ce chiffre est approximatif étant donné les phénomènes de naissance-fusion-alliance-disparition des groupes armés souvent difficiles à suivre au quotidien.
 - 25 Kabamba F., 2009, « Les écosystèmes forestiers en République Démocratique du Congo. Entre Exploitation et Préservation », *African sociological review* 13, CODESRIA, p 1.
 - 26 World Resource Institute, 2009, Atlas forestier interactif de la République démocratique du Congo, version 1.0, document de synthèse, p. 9.
 - 27 Il s'agit d'une note technique adressée à son excellence monsieur le Premier ministre de la République Démocratique du Congo par la Coalition Nationale contre l'Exploitation Illégale du Bois en RDC, « CNCEIB » en sigle. Cette note technique avait pour objet la nécessité du renforcement de la gouvernance et de la lutte contre l'exploitation informelle/illégale du bois en République Démocratique du Congo.
 - 28 Lire le mémorandum de la Coalition nationale contre l'exploitation illicite du bois en RDC, p.2.
 - 29 Lire le mémorandum de la Coalition nationale contre l'exploitation illicite du bois en RDC, p.2.
 - 30 Duveiller, G., P. Defourny, B. Desclée et P. Mayaux, 2008, « Deforestation in Central Africa: Estimates at regional, national and landscape levels by advanced processing of systematically distributed Landsat extracts », *Remote Sensing of Environment* 112:1969–81, p.4.
 - 31 Duveiller, G., P. Defourny, B. Desclée et P. Mayaux, 2008, « Deforestation in Central Africa: Estimates at regional, national and landscape levels by advanced processing of systematically distributed Landsat extracts », *Remote Sensing of Environment* 112 : 1969–81, p.4.
 - 32 Lindquist, E., A. Altstatt, M. Hansen, C. Justice, D. Slayback and B. Adusei, 2010, Tree cover cleaning in the Congo Basin from 1990 to 2000 to 2005 : Exhaustive monitoring of forest loss with Landsat and MODIS. Note technique, p. 6.
 - 33 Banque mondiale 2013, Dynamique de déforestation dans le bassin du Congo, réconcilier la croissance économique et la protection des forêts, p.7.
 - 34 Makala est un concept local utilisé pour désigner le charbon de bois utilisé par quatre-vingt-dix pour cent des Congolais comme énergie-bois. Il sert en particulier à la cuisson des aliments, au repassage, au séchage et à beaucoup d'autres usages nécessitant l'utilisation de l'énergie.

- 35 IRIN, 2009, Les profits du charbon de bois alimentent les conflits dans l'est de la RDC, <http://www.irinnews.org/fr/report/85525/rdc-les-profits-du-charbon-de-bois-alimentent-le-conflit-dans-l-est>, consulté le 27 Avril 2014, à 13h11.
- 36 International Crisis Group, 2012, L'est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué, Nairobi, p. 4.
- 37 IRIN, 2009, Les profits du charbon de bois alimentent les conflits dans l'est de la RDC, <http://www.irinnews.org/fr/report/85525/rdc-les-profits-du-charbon-de-bois-alimentent-le-conflit-dans-l-est>, consulté le 27 Avril, 2014 à 13h37.
- 38 Ces critères de sélection pour figurer sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité ont été définis par l'UNESCO, <http://whc.unesco.org/fr/criteres/>.
- 39 Le concept "forêt classée" est évoqué pour désigner les forêts présentes dans les aires protégées et qui l'ont été par un acte de classement signé par l'autorité de l'Etat. Les *forêts classées*, souvent appelées aires protégées, mais à ne pas confondre avec les forêts protégées, sont celles soumises, en application d'un acte de classement, à un régime juridique restrictif concernant les droits d'usage et d'exploitation; elles sont affectées à une vocation particulière, notamment écologique. Les forêts classées doivent représenter au moins quinze pour cent de la superficie totale du territoire national. Le classement s'effectue par arrêté du ministre après avis conforme du conseil consultatif provincial des forêts concernées, fondé sur la consultation préalable de la population riveraine. Toutefois, la création des réserves naturelles intégrales, des parcs nationaux et des secteurs sauvegardés relève de la compétence du président de la République. L'arrêté de classement détermine la localisation et les limites de la forêt concernée, sa catégorie, sa dénomination, le mode de gestion de ses ressources, les restrictions qui lui sont applicables, les droits d'usage susceptibles de s'y exercer et l'institution chargée de sa gestion.
- 40 Cosma Wilungula, 2012, Processus de construction de sens et évolution de la politique publique en matière de conservation de la nature en République Démocratique du Congo (1885-2011). Une approche cognitive par le référentiel, thèse de doctorat, Université de Kinshasa, Département des Sciences Politiques et Administratives, p. 77.
- 41 Cette loi est souvent qualifiée de vieille et inadaptée. Le contexte qui a présidé à sa mise en place a radicalement changé. Les conflits armés actuels devront être en principe un argument de poids pour sa révision et son renforcement.
- 42 Vikanza K., 2009, Aires protégées en RDC, Numéro spécial. Les actes du Forum de Brazzaville. Lorsque l'Afrique s'éveille au développement durable. Passages, Paris ; 158, p 97-99 <http://www.passages-forum.fr/>, p 7.
- 43 République Démocratique du Congo, 2009, Quatrième rapport national sur la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique, p.17.
- 44 Cette proposition était également soutenue par les Nations unies qui souhaitaient mettre les rhinocéros blancs à l'abri des braconniers et des milices armés.
- 45 République Démocratique du Congo, 2009, Quatrième rapport national sur la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique, p. 9.
- 46 Le parc national de la Garamba est l'un des plus menacés étant donné sa situation géographique limitrophe de deux autres pays frontaliers en proie aux conflits armés, il s'agit de la République centrafricaine et du Soudan du Sud.
- 47 Vikanza K., 2009, Aires protégées en RDC, Numéro spécial. Les actes du Forum de Brazzaville. Lorsque l'Afrique s'éveille au développement durable. Passages, Paris ; 158, p 97-99 <http://www.passages-forum.fr/>, p. 6.

- 48 Vikanza K., 2009, Aires protégées en RDC, Numéro spécial. Les actes du Forum de Brazzaville. Lorsque l'Afrique s'éveille au développement durable. Passages, Paris ; 158, p. 97-99, <http://www.passages-forum.fr/>, p.7.
- 49 ICCN, 2007, Etat de conservation du parc national de Virunga, <http://whc.unesco.org/fr/soc/936>, Consulté le 27 Février 2014 à 21h43.
- 50 J.P. Huart, 2014, Rapport de mission de suivi réactif de la réserve de faune à Okapis, République Démocratique du Congo (RDC), p. 13.
- 51 J.P. Huart, 2014, Rapport de mission de suivi réactif de la réserve de faune à Okapis, République Démocratique du Congo (RDC), p. 13.
- 52 Clifford Shearing, qui étudiait la sécurité privée, a formulé une théorie connue sous le nom de « vacuum theory » selon laquelle le recul d'un Etat devenu incapable d'assurer la paix publique et d'exercer le monopole de l'usage de la violence légitime s'accompagne d'une montée en puissance de la sécurité privée.
- 53 Jacquemont P., 2009, Les dynamiques de l'instabilité dans l'est de la RDC, <http://www.fmreview.org/fr/RDCongo/jacquemot.htm#sthash.0SwFZXVi.dpuf>, consulté le 27 Mai 2014, p 17.
- 54 International Crisis Group, 2012, «L'est du pays, pourquoi la stabilisation a échoué», *Briefing Afrique*, n° 91, Kinshasa, Nairobi, Bruxelles, p. 6.
- 55 Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, 2014, <http://www.icglr.org/index.php/fr/developpement-economique-et-integration-regionale>.
- 56 Khazri, A., 2011, « Le développement durable et les conflits armés », *Télescope*, vol. 17, n° 2, p. 114-130, p.115.
- * Barnett K., 2005, « Une approche genre. Retour à la réalité pour les filles retournant à la maison en provenance des forces et regroupement armés », in *Printemps* (éd.), numéro 13, consulté sur <http://www.child-soldiers.org> le 22 mai 2006.

Références

- Avocksouma Djona Atchénémou, 1994, « *Les alliances multi-institutionnelles des organisations de santé dans la perspective de l'intégration économique en Afrique noire* », Montréal (Canada), Université de Montréal.
- Banque mondiale, 1989, *L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable*, Washington (D.C.), Banque mondiale.
- Benachenhou Abdellatif (dir.), 1992, « Environnement et développement », *Revue Tiers-Monde*, vol. 33, n° 130, Paris, Presses universitaires de France.
- Bourenane Naceur, 1996, *Des fondements théoriques et stratégiques de la construction communautaire intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest, Karthala*.
- Brah Mahamane, Pradelle, Jean-Marc, et Agostino Victoire Dr, *Coopération et intégration régionales en Afrique de l'Ouest : contribution à la connaissance à partir des travaux entrepris dans le cadre CILSS/Club du Sahel/Cinergie Unit, réflexions des bailleurs de fonds sur leurs programmes dans ces domaines*, Paris, OCDE, Club du Sahel, (SAHID 93, 401).
- Brooks D., 1990, « Au-delà des slogans: que signifie exactement le développement durable ? », *Explore*, Ottawa (Canada), CRDI.

- Communauté économique européenne, 1988, *Coopération régionale en Afrique au sud du Sahara: évolution de l'idée régionale et expériences des Conventions de Lomé 1-11-111*, Bruxelles, CEE.
- Drahamane S.A., (1990), « La coopération interafricaine en matière d'environnement », *Cahier du GERPE*, vol. 2, Québec, Université Laval.
- Engelhard Philippe et Abdellah Taoufik Ben (1992), « Environnement, développement et pauvreté », *Le Courrier*, vol. 133, pp. 73-77.
- Falloux F. et Mukendi A., 1990, « Lutte contre la désertification et gestion des ressources renouvelables dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest »,
- Falloux F. et Talbot L., 1992, *Crise et opportunité : environnement et développement en Afrique. L'expérience des plans nationaux d'action pour l'environnement*, Paris.
- Hellendorff B., 2012, Ressources naturelles, conflits et reconstruction de la paix en Afrique de l'Ouest, GRIP.
- Hugon Philippe, 1990, *Les différentes formes d'intégration régionale en Afrique subsaharienne et les programmes d'ajustement structurel*, Nanterre (France), Laboratoire de recherche en économie appliquée (LAREA), Université de Paris X.
- International Crisis Group, 2012, «L'Est du pays, pourquoi la stabilisation a échoué», *Briefing Afrique*, n° 91, Kinshasa, Nairobi, Bruxelles.
- Jacquemont P., 2009, Les dynamiques de l'instabilité dans l'est de la RDC, <http://www.fmreview.org/fr/RDCongo/jacquemot.htm#sthash.0SwFZXVi.dpuf>.
- Kankwenda M., 2005, *L'économie politique de la prédation au Congo Kinshasa. Des origines à nos jours, 1885- 2003*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES.
- Kibanda, M., 2003, *Les ressources géostratégiques, les conflits armés (1996-2003) et les défis de la paix et de la reconstruction en République Démocratique du Congo*, Conférence sous-régionale sur l'Afrique centrale, Douala, 4-5 octobre.
- Kalpers, J., Volcans en état de siège : impact d'une décennie de conflits armés dans le massif des Virunga, <http://www.woldwildlife.org/bsp/pdf>, site consulté le 29-03-2006.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi (ed) (2016), *Land Reforms and Natural Resource Conflicts in Africa: New Development Paradigms in the Era of Global Liberalization*, London, United Kingdom: Taylor & Francis Ltd.
- Malam-kandine Adam, 1993, « Les faiblesses des structures institutionnelles comme frein au processus d'intégration en Afrique de l'Ouest », exposé présenté lors de la conférence sur l'intégration en Afrique de l'Ouest (11-15 jan., Dakar), Centre de recherches pour le développement international.
- Marchal A., 1965, *L'intégration territoriale*, Paris, Presses Universitaires Françaises.
- Mudimbe V.Y., 1980, « La dépendance de l'Afrique et les moyens d'y remédier », Actes du Congrès international des études africaines de Kinshasa, Paris, Agence de coopération culturelle et technique.
- Nganga, J., mars 2006, Rubriques internationales, N°34, www.solidarité.ch/journal/index.

Nations unies (2007), Lettre datée du 13 juin 2007, adressée au président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) par le Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo.

OUA, 1991, *Traité de la Communauté économique africaine*, Abuja (Nigeria).

République Démocratique du Congo, 2011, Evaluation environnementale post-conflit. Synthèse à l'intention des décideurs, PNUD, Nairobi, Kenya.

Sall E., 1992, « Sénégal : territoires, frontières, espaces et réseaux sociaux », Travaux et Document du CEAN, n° 36, pp.1–28.

Streeten P., 1992, « Des institutions pour un développement durable », *Revue Tiers-Monde*, vol. 130, pp.455–470.

Annexe : Répertoire des principales milices armées opérant à l'est de la RDC

Forces démocratiques alliées (ADF)

C'est un groupe rebelle islamiste ougandais opérant autour du massif de Ruwenzori. Il est constitué d'au moins 1300 combattants, selon la MONUSCO. Après la fin de la rébellion du M23, l'armée congolaise, appuyée par la brigade d'intervention de l'ONU, a lancé l'opération "Sokola" pour neutraliser ces rebelles ougandais. Ces derniers se sont retranchés dans le parc de Virunga. Certains ADF auraient même fui vers l'Ituri pour échapper à la traque menée par les FARDC. Leur alliance supposée avec les Shebab n'a pas encore été confirmée par des sources indépendantes. Ce groupe opère dans l'axe LUBERO-BENI Son chef militaire s'appelle Jamil Mukulu.

Force œcuménique pour la libération du Congo (Folc)

Le chef de la milice et plusieurs de ses hommes se sont rendus, début octobre 2013, à l'armée congolaise. Avant reddition, les hommes de Sultani Selly s'étaient distingués dans des attaques contre les prisons et les positions de l'armée dans les territoires de Beni et de Lubero. Le chef militaire est Sultani Selly, alias Kava wa Selly.

Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC)

Groupe armé créé par des dissidents du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), après la signature de l'accord du 23 mars 2009, transformant la rébellion du CNDP en parti politique. La plupart de ses combattants avaient rejoint la rébellion du M23, défaite début novembre 2013. Son chef militaire s'appelle le « Général » Ngabo Gad (aux arrêts à Kampala le 29 juin 2010).

Maï-Maï Shetani

Malgré l'arrestation de leur chef militaire par l'armée congolaise ("Shetani" a été appréhendé alors qu'il sortait d'un débit de boissons à Kiwanja), les miliciens maï-maï dit "Shetani" continuent à commettre des exactions sur l'axe Kiwanja-Nyamilima, dans le territoire de Rutshuru. En coalition avec les FDLR, ils ont attaqué fin décembre les positions des FARDC à Tshondo, dans le territoire de Rutshuru. Le Chef militaire de ce groupe porte le nom de Kakule Muhima, alias Shetani (satan, en swahili) aux arrêts depuis le 23 décembre 2013.

Nduma défense du Congo (NDC)

Son chef, Ntambo Ntaberi Sheka, candidat aux législatives de 2011 à Walikale, figure sur la liste noire du Conseil de sécurité des Nations unies. Un mandat d'arrêt congolais pèse également sur lui pour des "viols massifs" en août 2010. Les experts onusiens le qualifient de "collaborateur" de l'armée rwandaise en RDC. Après la scission et la défaite du M23, son ancien allié, le NDC s'est rapproché de la milice Raïa Mutomboki pour combattre les FDLR. Mais des sources locales et onusiennes accusent cette nouvelle alliance d'être responsable de plusieurs exactions contre des civils sur les axes Walikale-Goma (Raïa Mutomboki) et Walikale-Bukavu (NDC). Son chef militaire s'appelle : Ntambo Ntaberi Sheka.

Forces de défense congolaise (FDC)

Ces miliciens surnommés "les guides" sèment la désolation dans le territoire de Masisi. La société civile locale les accuse notamment des pillages et extorsions des produits agricoles. Ancienne alliée du M23, les FDC affrontent souvent d'autres milices locales hostiles. Le dernier accrochage en date entre groupes armés a fait, à la mi-février, 12 morts dans le Masisi. Son Chef militaire s'appelle «Colonel» Luanda Butsi

Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS)

La milice prétend défendre les intérêts du groupe ethnique hunde contre "l'invasion rwandophone" incarnée, selon elle, par le M23. Mais après la fin de la rébellion des hommes de Sultani Makenga, les combattants APCLS n'ont toujours pas déposé les armes. Conséquence : l'armée a lancé début mars une contre-offensive pour tenter de les déloger dans leurs bastions de Nyabiondo, Masisi et Kasherebe. Le 15 mars, Lukweti, le fief de la milice dans le Masisi a été repris par les FARDC. En débandade, les combattants APCLS tentent désormais de se regrouper avec les autres milices (NDC et Raïa Mutomboki) pour résister aux assauts des forces régulières congolaises. Son chef militaire s'appelle Colonel Janvier Buingo Karairi.

Maï-Maï Nyatura

Ex-combattants des Maï-Maï patriotes résistants congolais (Pareco), les miliciens Nyatura constituent une branche résiduelle de déserteurs des FARDC. Ils sont essentiellement constitués de combattants hutus et comprennent plusieurs factions (FDDH, M26, ...). Ils ont annoncé leur volonté de déposer les armes mais ils continuent à commettre des exactions contre les civils : 15 maisons et une école brûlés début mars à Bulinda, Matala et Muturi, dans le Nord-Kivu. À ce jour, seuls les Nyatura de Marcel Habarugira semblent avoir réintégré l'armée. Son *Chef militaire s'appelle* «Colonel» Kasongo (FDDH, Forces pour la défense des droits de l'Homme).

Maï-Maï Kirikicho

Cette milice fait partie des groupes armés qui refusent jusqu'ici de déposer les armes. Les Maï-Maï Kirikicho érigent des barrières entre le nord de Kalehe et le sud de Masisi pour percevoir illégalement des taxes.

Maï-Maï Kifuafua

Les miliciens Kifuafua ont accepté début janvier de déposer les armes pour laisser à la brigade onusienne et aux FARDC la tâche de «traquer les FDRL et autres groupes armés, responsables des exactions des civils». Ils avaient déjà intégré l'armée en 2011 à la suite de l'opération «Amani Leo». Aujourd'hui, ces miliciens sont signalés entre Kalehe et Masisi et tenteraient de nouer une alliance avec les Raïa Mutomboki de Kalehe. Son chef militaire s'appelle Colonel Delphin Mbaenda.

Raï Mukombozi

Le Raïa Mutomboki/aile Meshe, qui se considère comme un groupe d'autodéfense, a rendu ses armes aux forces gouvernementales le 19 novembre 2013, soit deux semaines seulement après la défaite militaire du M23, le principal groupe rebelle du Kivu. Son chef militaire s'appelle Daniel Meshe.

Alliance pour la libération de l'est du Congo (Alec)

Milice créée en juillet 2012 par un groupe de Banyamulenge, des Congolais d'expression kinyarwanda. Objectif : l'indépendance du Kivu. Son actuel responsable, Tommy Tambwe, est un ancien vice-gouverneur de la province du Sud-Kivu. Son chef militaire s'appelle Tommy Tambwe.

Raïa Mutomboki

C'est un groupe armé divisé en plusieurs factions. Ces dernières sont éparpillées dans le Nord Kivu, principalement à Walikale, et dans plusieurs territoires du Sud Kivu, notamment à Shabunda, son fief. Si un de ses responsables, Albert Kahasha (alias Foca Mike), s'est rendu aux FARDC quelques semaines après la fin de la rébellion du M23, son ancien allié, le groupe armé, n'a pas pour autant cessé ses activités. Même si quelques-uns de ses combattants (742, selon les experts onusiens) ont également déposé les armes et les autres ont manifesté l'intention de le faire. D'autres factions des Raïa Mutomboki ont, par ailleurs, toujours été en bonne entente avec l'armée congolaise. Son chef militaire s'appelle "Commandant" Sisawa.

Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), secteur Sud Kivu

Au Sud Kivu, les FDLR, estimées à quelque 500 combattants, ont établi leur quartier général à Kadoshomwa, dans le territoire de Mwenga. Ces rebelles rwandais, qui bénéficiaient jusqu'ici du laxisme de l'armée congolaise, ne sont pas épargnés par la traque désormais engagée contre tous les groupes armés du Kivu. Leur chef militaire, le "colonel" Habimada Hamada, a déserté et a été vite remplacé par son adjoint. Son chef militaire : « Colonel » Boniface Mugabonake (alias Josue Hagenimana).

Maï-Maï Fudjo (désordre)

Milice alliée à l'armée congolaise en échange de la nomination de son chef au poste de commandant de la police du territoire de Masisi en 2011. Mais au décès du chef Zabuloni, son fils reprend les commandes de la milice. Son chef militaire s'appelle « Colonel » Fudjo Zabuloni.

Parti pour l'action et la reconstruction du Congo-Forces armées Alléluia/Yakutumba (PARC-FAAL)

Le chef de la milice a annoncé depuis plus d'une année son intention d'intégrer l'armée, mais il reste méfiant à l'égard de la présence des "rwandophones" au sein des FARDC. Un autre groupe des miliciens Yakutumba sont signalés à Misisi, au sud de Fizi. Jusqu'à fin 2012, ils étaient en alliance avec les rebelles burundais FNL. Plusieurs autres groupuscules Maï-Maï (Bwasakala, Mulumba, Aoci, Chochi, ...) semblent obéir aux ordres du chef Yakutumba. Il y aurait donc entre tous ces groupes une sorte de "chaîne de commandement unifiée". Son chef militaire s'appelle « Général » William Amuri, alias Yakutumba.

Mouvement du peuple pour la défense du Congo (Mpdc)/Maï-Maï Mayele

Les miliciens Maï-Maï du groupe Mayele ont annoncé depuis janvier 2013 leur intention de rejoindre l'armée régulière pour "combattre la rébellion du M23". Depuis, ces miliciens vivent en parfaite harmonie avec les FARDC qui tiennent les barrières à l'entrée et à la sortie de Ake II, le fief de la milice. Son chef militaire s'appelle "Général" Mayele Wilondja.

Front du peuple Murundi (FPM)

C'est un groupe armé burundais, connu jadis sous le nom de Fronabu. Un mouvement rebelle créé en 2006 sur le sol congolais par le "général Moïse", un ancien soldat de l'armée régulière du Burundi. Après une tentative avortée de rapprochement avec le MCC, allié du M23 dans le Sud Kivu, le FPM aurait été neutralisé par l'armée congolaise entre le 13 et le 16 août à Mutarule, selon les experts onusiens. Son chef militaire s'appelle Guillaume George Majambere, Burundais résidant en Belgique.

Maï-Maï Asani

La milice du "chef Asani" a accepté de rejoindre l'armée régulière congolaise, début janvier 2013, pour "combattre la rébellion du M23". Plusieurs sources indiquent que la milice ne serait plus active sur le terrain. Son chef militaire s'appelle Asani.

Endangered Peace: Stocktaking from the Case of Post-massacre Mucwini, Northern Uganda

David-Ngendo Tshimba¹

Introduction

Members of a given human community can hardly be detached from the history of their community. This sense of belonging to a past is not only treasured by community members, as it fully explains their origin (both mythical and historical); it is also what shapes their primary conviction of good or evil, what they hold onto as communal 'values'. What is even more specific is the fact that a people's past becomes the most referential element to reckon with in the aftermath of a violent conflict. In this respect, Ngabirano (2008) posits that people are born within a community that possesses a past; certainly this past becomes the past of the newly born as well as the past of those yet to be born. Indeed, the stories of individuals affected by narrative conflicts are thus embedded in the grand story of the definite community from which they belong, and hence from where they derive their identities.

Informed by an empirical field study, this chapter examines community narratives in post-massacre Mucwini (one of the 10 sub-counties of Kitgum District in northern Uganda) as they echo concerns about justice from different perspectives of two conflicting clans; namely, the Pubec and the Pajong. The raw material for analysis in this chapter consists of a specific aftermath of a Lord's Resistance Army (LRA)-commanded massacre instigated by a Pubec clan member, which claimed the lives of 56 people on the night of the 23rd of July 2002 with the majority of the dead (21) having been Pajong clan members. The study took keen interest in this case due to the ongoing tensions between the now two polarised communities. Some members of the Pubec clan, namely, those from the Pamong family lineage to which the instigator of the massacre belongs

were still held in former internal displacement camp premises – over a decade since the massacre occurred – as a result of non-acceptance of their resettlement by Pajong clan members. The intricacies of this LRA-commanded massacre in Mucwini, culminating in more than a decade of post-massacre hostilities, make it an outstanding case of the unfinished business of mass violence.

Admittedly, post-war northern Uganda is not an exceptional case as such. Nor is it an isolated one. Post-independence Africa and Latin America are in fact replete with scenarios where opposing demands for righting past wrongs threaten the yet fragile peace (absence of direct violence) in the aftermath of mass violence. This too is even more evident in many scenarios in the African Great Lakes region characterised by post-war and in some instances ongoing mass violence, to date. The 2002 LRA-commanded massacre in Mucwini, however, has left behind two distinctly framed communities: on the one hand, a community considered as victims (Pajong Clan) and a community perceived as offenders (Pubec Clan), on the other. The extent that some members of Pubec clan (those belonging to the Pubec-Pamong lineage) have so far been denied the right for resettlement in Pajong-A village – where they lived peacefully prior to the forced encampment policy dictated by the ruling government during the LRA insurgency (and evidently prior to the occurrence of the massacre) more than a decade after the massacre had occurred – makes this case of mass atrocity uniquely perturbing. Unlike the massacres that took place in Ariak, Namokora and Barlonyo where LRA rebels killed civilian populations in the most indecent ways in their terror-for-recruitment campaigns, the Mucwini massacre is essentially considered a revenge by the LRA to civilian populations in Pajong-A village due to a problematic escape by one of its abductees who hailed from there.

Specifically focusing on the fragility of post-war communities of Acholi sub-region in the district of Kitgum – undeniably considered the epicentre of the two-decade long horrendous LRA insurgency in northern Uganda – the fieldwork for this study delved into the challenges facing the application of transitional justice mechanisms in the aftermath of mass violence (massacre). A decade over ever since the war that pitted the Government of Uganda's armed forces against the LRA, together with all direct violent confrontations, ceased; however, peace still is utterly disturbed by the continuing voices calling for 'justice' for the past evil deeds.

Both scholars and civil society practitioners have acknowledged that a recent move from a retributive type of justice to restorative justice and reconciliation has seriously sparked off an ongoing debate in most post-war societies. In this highly contentious debate about transitional justice, Huyse (2008) argues that political leaders, members of the civil society organisations, and academics – at the local and international levels – are divided on numerous points. The less conspicuous but more significant challenge is how to balance the demands of justice against the many political, economic, social and cultural contingencies.

Given the complexities that almost always characterise civil wars in post- Cold War Africa, and more so the intricate context in which the Mucwini massacre occurred, all varied processes currently informing transitional justice praxis, including the famous Acholi's *Mato Oput* tradition in the case of Uganda's Acholiland, ought to be subjected to thorough scrutiny and tested against many prerequisites of peace with justice. While these processes and forms of transitional justice (traditional justice mechanisms) have lately emerged as a way to best serve the interests of a post-violence scenario, cultural anthropologists, Bartlet (2009) noted, remain divided about their significance in ushering sustainable peace after mass violence. The objective that undergirded the field study now presented in this chapter was two-fold: (i) to identify the stakes fuelling conflict between the now antagonistic clans of Pajong and Pubec in post-massacre Mucwini and Uganda's *Acholiland* as a whole, and (ii) to establish whether Acholi traditional justice mechanisms, more particularly the *Mato Oput* tradition, can contribute or not toward the attainment of peaceful coexistence among conflicting in today's Acholi sub-region.

It is perhaps no exaggeration to note that the impediments to peace building may differ according to contexts, but peaceful communities do have many things in common. On the whole, the overarching argument made in this chapter maintains that peace-building is not a destination; in fact, no one can really say: 'we have finished building the peace; now, we can live in the built peace!' Peace-building, whatever the context, will always be an ongoing task that requires constant attention to the thread that keeps society bound together. Such thread with which the previously torn socio-economic and political fabric may be woven is what this study sought to examine in the context of post-massacre Mucwini in particular and today's northern Uganda in general.

Contextual Background

Beginning from 1986 the Acholi sub-region (commonly referred to as *Acholiland*) of northern Uganda was the site of armed conflict between the guerrillas of the Lord's Resistance Army/Movement (LRA/M) and the ruling government armed forces (the National Resistance Army, NRA, later turned into Uganda Peoples' Defence Forces, UPDF). This war in the north of the country had dragged on for long, involving multiple causes and actors, and with cyclic forms of violence greatly affecting civilian populations. The roots of this armed struggle had been intertwined with other conflicts in Uganda and beyond, and the coming to power of the National Resistance Army/Movement (NRA/M) of Yoweri Museveni in 1986. Ginyera-Pinywaha (1992) pointed out that this bloody conflict has been attributed to a number of factors, including poverty and general underdevelopment, the loss of economic opportunities and jobs by former army officers, and political repression as well as a struggle for political power. Adler (1997) argued that,

like any other social institution, war is socially constructed and partly depends – for its persistence – on collective ideas about the inevitability of war and its desirability for achieving political gain, riches and glory.

As Museveni's NRA captured Kampala in January 1986, soldiers and supporters of the previous governments fled northwards, towards *Acholiland* (Gulu, Kitgum, and Pader districts) bordering the then Sudan. Museveni's army followed hard on their heels, crossing the symbolically significant border of the Nile-Karuma bridge at the middle of the country's South-North divide. Finnström (2005) wrote that killings, rape and other forms of physical abuse aimed at the non-combatant population became rife when Museveni's former guerrillas reached *Acholiland*, which was foreign to them. Simultaneously, from within the then Sudan, opposition elements regrouped and launched the Uganda People's Democratic Movement/Army (UPDM/A). Other insurgency movements were also formed, of which Alice Lakwena's Holy Spirit Movement (HSM) is well-known. As war evolved, Finnström 2005 further notes, people in the war-torn region came to differentiate between two dimensions of armed resistance: the first called 'the army of the earth' (*mony me ngom*) and the second 'the army of the heaven' (*mony me polo*).

At the initial stage, the uprisings led by Lakwena's HSM which later metamorphosed into Joseph Kony's LRA had considerable support among the grassroots population who found their homes, belongings and cattle herds destroyed and looted *en masse* by the intruding soldiers (the NRA which too later on metamorphosed into the UPDF). In their view, *Acholiland* was under occupation, something they resisted in the name of social justice. The evolving war between government forces and the renewed insurgency however caused an enormous humanitarian catastrophe in the Acholi sub-region of northern Uganda. At the height of the war, some 800,000 or 70 per cent of the Acholi population were forced into large internally displaced camps cynically called 'protected villages' (Finnström 2005; Latigo 2008; Komakech 2008).

The LRM/A led by Joseph Kony, who is alleged to have taken over his cousin Alice Lakwena's HSM, abducted tens of thousands of minors into their fighting ranks, which eventually alienated them from the local population (Angucia 2010). Originally composed largely of ethnic Acholi from northern Uganda, the composition of the lower ranks of the LRA has changed as they have replenished their numbers through abduction of civilians across the region, including northern Uganda, north-eastern Democratic Republic of the Congo, south-western Central African Republic, and southern South Sudan. From this protracted armed conflict that spanned over two decades, an unspecified number of civilians perished, both in forced displacement in squalid camps and through abduction accompanied by forced conscription.

Since the 1990s, there has been a consensus in the Uganda officialdom that the LRA can only be stopped by military intervention; this consensus was internationally

backed up by the United States' Africa Command (AFRICOM). To date, Uganda's armed forces (UPDF) have led the offensive across the region and claimed that LRA numbers are low and the movement is near defeat (Conciliation Resources 2011). In fact, in 1992, the first military intervention by Uganda's armed forces known as 'Operation North' resulted in large numbers of IDPs being housed in camps across northern Uganda. The second military offensive, known as 'Operation Iron Fist' was launched against the LRA ten years later (2002 through 2005), aiming at attacking LRA rebels from the rear in South Sudan. Again the operation's failure had severe humanitarian consequences, including increased abductions and IDPs in northern and eastern Uganda. This finally culminated in the failed attempts to end the conflict through dialogue in the Juba peace talks from July 2006 to April 2008 following the LRA's active relocation from the Ugandan soil. The third military offensive, which came to be known as 'Operation Lightning Thunder' and the subsequent joint military intervention by the Democratic Republic of Congo (DRC) armed forces, Central African Republic (CAR) armed forces and the UPDF, was successively launched from the end of 2008 through 2011. However, evidence on the ground, in the aftermath of these military campaigns, still pointed out that the LRA/M is operating in new areas, notably in the Sudanese-controlled Kafia Kingi enclave of South Darfur (Agger 2013).

In northern Uganda, nonetheless, the second half of the year 2006 which followed the signing-off of 'Agreement on Comprehensive Solutions' under Agenda Item 1 of the Juba Peace Process ushered in a relatively tranquil northern Uganda. Subsequently, civilian populations (former IDPs) resettled in their respective home areas. This, however, was not the case for all formerly displaced families of Pajong-A village, who had been taking shelter in the vicinity of the headquarters of Mucwini sub-county. More conspicuous, some family lineages from the Pubec clan were still being held in the then established IDP camps neighbouring the sub-county headquarters for having been denied resettlement by members belonging to Pajong clan.

Living within such circumstantially distinct communities of belonging, particularly since the 2002 massacre, these clan members (Pubec and Pajong) separately possess their own beliefs, codes and myths; their own trajectories, stories told and retold over time (community narratives); their own obligations and taken-for-granted worlds; their own flavours and tastes; in brief, their own understandings of home and destiny. In this respect, Seligman (2004) argues that individual members from a common group will categorise ways of understanding, moral judgments, boundaries of what is permissible and prohibited, basic frames of meanings, fears and desires, pleasure and suffering, and so create a strong sense by which their community is framed. Inevitably, the framing of a community of belonging (the clan in this case) is the result of a deliberate endeavour of *othering*: 'we/us' as victims and 'they/them' as perpetrators, with only one prevailing community narrative – that of victimhood across the divide.

Antagonist community narratives being recounted by the differing clans (the Pubec and the Pajong), who are now considered as parties to the conflict, could make it possible for recurrence of mass violence. Conventional wisdom in today's northern Uganda continues to echo the need for contextualised transitional justice mechanisms (a place of honour to the Acholi traditional justice system in this case) in a bid to secure lasting peace in the aftermath of numerous atrocities during the LRA insurgency. Such traditional justice mechanisms are largely considered as restorative, for they aim at community reconciliation and peaceful co-living following mass atrocities. Can justice, as perceived by those who were victimised, be complementary to and compatible with the pursuit of peace as conceived by those who effectively victimised them? What, in the final analysis, would justice be about in an intricate post-violence context such as post-massacre Mucwini? These are questions that preoccupied this field study.

Scope of the Study

Conceptually, the study limited itself to the concept of transitional justice in the aftermath of mass violence, with a bias toward the assessment of traditional restorative justice mechanisms. Three concepts remained key as in shaping the research endeavour throughout fieldwork and in the subsequent analysis: (i) community 'memories' of evil; (ii) community demands for 'justice' after evil; and (iii) possibility of a peaceful 'post-violence coexistence.'

As its temporal scope, this study specifically looked into a 5-year span from 2008 to 2013 engulfing developments in the aftermath of the collapse of the Juba peace talks, although cognizant of the fact the Ugandan Parliament enacted the Amnesty Act relating to the LRA insurgency in 2000. Geographically, fieldwork covered the administrative area of Mucwini sub-county of Kitgum District in northern Uganda. Specifically, the parish of Pajong (the largest in the sub-county) and Pajong-A village in particular (where the massacre ultimately took place) constituted the area where most of the primary data were collected. Apart from the aforementioned areas, additional primary data were collected in the urban areas of Kitgum Town and Gulu Municipality as well as Kampala City as some key respondents were based there.

Methodology

Principally, this field study took narrative analysis as its approach. As a methodological orientation, the narrative analysis is part and parcel of the qualitative research method. In line with the arguments advanced by Gerring (2007) which, among other things, underscore both epistemological and methodological shifts about researching social reality in recent decades – which have enhanced the attractiveness of the case-study format in social sciences – this

study sought to undertake a case-study method. Amin (2005) further argues that in a case-study research, the qualitative researcher seeks to derive and describe findings that promote greater understanding of how and why people behave the way they do. This approach, hence, explains and gains insight and understanding of phenomena through intensive collection of narrative data, in order to get a feel of people's lived experiences without imposing foreign meanings on them (Hesse-Biber 2010).

In this qualitative inquiry, different knowledge claims as well as strategies of inquiry (including in-depth interviews and focus-group discussions) were employed. Because this study was qualitative in its research design, the sample size was not arrived at under considerations of numerical representativeness but rather on prospects for in-depth information until when saturation point was attained – a point at which no substantively new information could be obtained. In line with this, “the range and completeness of experience studied is not as important as picking experiences that can be said to be insightful revelations, a good contribution to [rich] understanding” (Stake 2010:57).

The study made use of both random and non-random sampling techniques. One of the random sampling techniques used consisted in *stratified sampling* as demonstrated by Ahuja (2001). Different categories of respondents (mainly the youth, women, and elders) whose voices were captured by this study were grouped in accordance with their population size and then subjected to a *systematic sampling*. Purposive and snowball sampling techniques were also used as non-random techniques to identify key informants. *Purposive sampling* mainly served in the selection of elders as “unique cases that are specially informative” (Neuman 200:143) and considered satisfactory to the research needs (Cohen and Manion, cited in Odiya 2009). The key informants who were critically identified by using purposive sampling led to the identification of other valuable participants (who otherwise would not have been captured) by using *snowball sampling*. The latter consisted of “beginning with the few respondents known who subsequently give other names of those who meet the criteria of research, who in turn give more new names” (Ahuja 200:167).

In-depth interviews, focus-group discussions, participant observation and review of literature (documentary analysis) were used as data collection methods. This methodological triangulation was aimed at cross-checking data and enhancing their credibility (Hesse-Biber 2010) through various methods of verification. In Berg's supportive view, “by combining several lines of sight [data collection methods], researchers obtain a better, more substantive picture of reality; a richer, more complete array of symbols and theoretical concepts; and a means of verifying many of these elements” (Berg 2001:4). Apart from questions seeking for bio-data, all the questions in the research tools were open-ended. As suggested by Patton, “the purpose of gathering responses to open-ended questions is to enable the researcher to

understand and capture the points of view of other people without predetermining those points of view through prior selection of questionnaire categories” (Patton 1990: 24). Such questions were also found effective in soliciting in-depth data from which to draw direct quotations to report.

The final sample size consisted of 75 respondents, including 30 male and female single youths (between the ages of 15 and 24); 15 married women with offspring (between the ages of 24 and 50); 18 male clan elders from both Pubec and Pajong clans (between the ages of 50 and 90); 6 opinion leaders who included elites from religious and educational institutions, civil society and non-governmental organisations; and 6 government officials, who included elected local government officials, civil servants and army officers attached to district local government. Data quality control measures in light of reliability and validity were ensured through methodological triangulation.

Furthermore, ethical considerations both during fieldwork and through data analysis entailed (i) strict observance of cultural sensitivities of respondents, (ii) consented participation (by way of receiving verbal or written consent by the respondent) of study respondents with no degree of inducement or duress whatsoever, (iii) privacy and confidentiality in dealing with respondents' bio-data as well their feedbacks collated either through interviews or FGDs, that were guaranteed during and after fieldwork, and (iv) a do-no-harm approach both during collection of data and in reporting of the study's findings. This do-no-harm approach encompassed reimbursement for costs associated with the respondents' participation in the study as well as protection against research-related injuries, harm, exploitation and any other forms of abuse as stipulated in the national guidelines for research involving humans as research participants (Uganda National Council for Science and Technology 2014).

Study Findings: Presentation and Analysis

A Revengeful LRA-commanded Mass Violence

In the early morning hours of 24 July 2002, it was reported that the LRA had attacked the villages of Mucwini sub-county, in a massacre that claimed the lives of 56 civilians (men, women and children) in a night. To date, ten years after the massacre had occurred, many a survivor still perceive this dreadful event as a deliberate and ruthless retaliation by the LRA rebels, which came as a result of deep-seated betrayal by a local dweller in Pajong (belonging to the Pubec Clan), having escaped from the LRA abduction with the rebels' gun after having allegedly misrepresented the family of another Pajong dweller (belonging to the Pajong Clan) in a statement recorded by the LRA at the time of his abduction.

The retired Anglican Bishop of Kitgum, Rt. Rev. Macleord Baker Ochola II, who had been the chairperson of the Mediation Team (a joint stakeholders'

intervention to mediate between the people of Pajong and Pubec Clans in Mucwini) since 2008, reported the following during an in-depth interview:

[...] What happened before the massacre had taken place is something to reckon with. The people of Pajong and Pubec clans [had] lived together harmoniously for ages, earning their living through communal farming in the aker equitably divided into cleared farming fields, known as kitaara, per households. It was only when the people of Pubec Clan – spearheaded by Otim Katende with the support of the then LC III of Mucwini, Onek Atube (a member of the Pubec clan) – claimed singular ownership of parts of the communal aker in the year 1992 that the deep-seated land dispute became manifest, leading the antagonism that still characterise the relationships of the two clans to date. The abduction of Otim Katende by the LRA in 2002, the misrepresentation of the family of Okello Manweri, who was a respected Pajong clan elder, and the subsequent massacre itself fuelled and escalated this long-standing antagonism.

In the aftermath of the massacre in Mucwini and general turbulent times caused by the LRA-led insurgency in north of the country, Pajong returnees who were previously mixed up in IDP camps at the peak of armed conflict (2002-2005), have persistently denied some displaced people from the Pubec Clan the right to resettle in their perceived homeland in Pajong-A village. Precisely, members from the Pamong lineage who are, in a biologically direct way, linked to Otim Katende – the instigator of the LRA-commanded massacre – are still not accepted to either dwell or till the land in Pajong-A village, where they previously co-lived with their neighbours (Pajong clan members).

Surviving victims from Pajong Clan, precisely those related to the family of the late Okello Manweri (a respected prominent Pajong clan elder) continue to consider the occurrence of the massacre as a purposely orchestrated venture by Pubec clan members to finalise the long-standing land dispute by exterminating Pajong members. This, they affirm, was evidenced by the LRA-targeted killing of Okello Manweri, his wife Acen Duculina Okello, and their first-born son Toowili Okello together with 53 other people gathered along the rebels' way to Okello's home, majority of whom (21 individuals) reported to have been Pajong clan members. In its detailed report on the Pajong-Pubec conflict produced in November 2008, Justice and Reconciliation Project (JRP) alluded to the fact that, in the aftermath of the massacre, victims from Pajong still accuse Otim Katende – who escaped from LRA abduction with the rebels' gun – of purposely orchestrating the massacre to resolve the long-standing dispute over land for farming in Pajong.

Ten years after the dreadful LRA attack in Mucwini had occurred different communities of belonging (clans) continue to tell various tales of victimhood. The latter is manifested in the attitudes each group portrays vis-à-vis the other. On the one hand, Pajong clan members almost always tend to emphasise the victimisation they incurred in the course of the massacre and so justify the cold-

blooded relationship with their Pubec neighbours. The Pubec-Pamong people, on the other hand, underscore the sheer marginalisation they have been undergoing for now a decade. Clan elders of Pamong argue that their people have not only become destitute following the displacement from their homeland to the so-called protected camps, but they have also been denied any chance to get out and farm in the communal *aker* in Pajong.

In a decidedly interactive focus-group discussion with nine Pajong male youths, one of them (directly linked to the family of Okello Manweri) said:

These people of Pubec-Pamong are indeed stubborn. Our elders emphatically told us they should not be allowed to come and dig in any of the fields here in Pajong anytime soon, for we in Pajong are still nursing our wounds of the massacre they brought to us. It is as if they always want to test our position; we still can see them come and endeavour to till the prohibited land with no prior notice whatsoever. Such are some of the attitudes which are fuelling the on-going conflict up to date.

Drawing from yet another occurrence, almost a decade since the massacre took place, one respected Pubec-Pamong elder, described what recently happened to him as a clear manifestation of the prolongation of animosity between Pajong and Pubec clan members:

One gentleman from the Pajong clan had just passed on having succumbed to a chronic disease. The ceremony for his funeral was organised and conducted at his home in Pajong-B. I had to make sure that I attend the funeral given the fact that he was a friend but even most importantly a person who married from the family of my wife. Surprisingly, upon my arrival to the funeral at his home, I was ridiculously told to vacate the place, for this was considered a Pajong affair! I just could not argue with anyone there... I simply found myself chased out. This, I think, shows you [the researcher] the extent of harshness we are faced with.

Some seven Pajong clan elders at the helm of decision-making processes in the village persistently put forth the defence for their non-acceptance of Pubec-Pamong members (to settle back and co-live with Pajong members) by reiterating the following:

It is well known to any Acholi person that there always is responsibility for wrongdoing in any human society. According to our Acholi tradition, this responsibility is to a certain extent collective. The massacre, although perpetrated by the LRA rebels, clearly fell within the collective responsibility of Pubec-Pamong people. As the latter continue to deny any sort of responsibility for this past evil, we thus find no reason to accommodate them back into this village. After all, it is not that easy for a community (previously victimised) to live again side by side with the other community of wrongdoers unless important milestones are achieved. And this is well known to the Pubec-Pamong people. Besides, we the elders of Pajong continue to watch over and so discourage any eventuality of violence in our village. Chances of violence are higher if Pubec-Pamong people simply come back and live with us without sorting out critical issues.

That some members of Pubec clan, particularly those of Pubec-Pamong are still living in former IDP camps ten years after the massacre is ample evidence of demands for justice in post-massacre Mucwini. Justice per se seems to mean different things to different people in today's Mucwini, and consequently, clashes about what justice after violence ought to mean seem to invigorate tension in such a post-massacre context. In line with this, Webber (2012) argues that more often than not, arguments between or among parties to a conflict or those emerging from violent conflicts are over different conceptions of justice, not merely the balance between justice and expediency or even between justice and forgiveness. By and large, members from the Pajong clan, on the one hand, consider their Pubec neighbours as wrongdoers who must bear the collective duty of reparation for the past evil suffered. Pubec-Pamong members, on the other hand, consider their Pajong neighbours as much crueller following the dreadful massacre inflicted on them.

There seems to be a tendency by most external interveners in the Pajong-Pubec conflict, including non-state actors as well as government officials (both the local and central governments) to believe that since both Pubec and Pajong clan members are Acholi people in the first place, there is no doubt that they do have a shared understanding of justice after violent conflict, given their shared culture and tradition. Greatly ignored is the fact that following the dreadful massacre, different clans in present Mucwini have been framed in different categories (victim-offender communities) based on what happened (remote past), what has just taken place or is taking place (recent past/present) as well as what is envisioned to take place in the future. Accordingly, at a much deeper level, the understanding of justice (what it ought to mean) for one given community in post-massacre Mucwini tends to differ and even clash with that of another community of belonging in the same context, regardless of their shared Acholi culture and tradition. Seligman (2004) further notes that members from a given community of belonging, framed by the thread of community narratives, always search for bits of characterisation in terms of some 'us' as against some 'other.' This development of *othering* further bestows a socially acceptable reason for compensation or restitution to members of the in-group (considered as victims) on the one hand, and a call for retribution or punishment to members of the out-group (considered as offenders), on the other hand, in the aftermath of violent conflict.

Justice itself is no doubt a complex and contested notion, but even more so in many transitional societies, those emerging from a violent past. Webber (2012) posits that there are at least two substantially different forms of justice at issue and, indeed, often, a third. Webber terms the first two forms as 'retrospective' (backward-looking) and 'prospective' (forward-looking) justice and the third, 'adjustment of contending legal and political orders' (Webber 2012:99). No doubt, most debates in the transitional justice literature concern the tension among these forms of

justice. Noll (2011) too acknowledges that the notion of justice per se has a lot of different meanings: retributive, restorative, distributive, or social justice as different interpretations of the notion of justice. From the viewpoint of mediation after violent conflict, Noll ascertains an inherent tension between criminal accountability and peace-making and so argues that peace mediators “must have a firm grasp of the many meanings of justice” (Noll 2011:206).

In an engaging focus-group discussion with some seven women of Pubec-Pamong, whose families have been refused the right to settle back in Pajong-A (considered to be their homeland for the past four generations) following the end of the LRA insurgency, one woman shared her burden thus:

[...] We have been made to [become] silent on all our claims, following the LRA attack. Is it really fair that we and our subsequent generations should be doomed? What kind of justice do we have] if we have lost any say after the massacre? The very fact that this conflict has got to be mediated by third-party interveners confirms that the understanding of justice held by Pajong people has been different from ours. We believe in justice in accordance with a third-party's stand, including cultural and religious leaders, government and NGOs. The massacre cannot in any way be taken to be a Pajong affair given that some of our members too were mercilessly killed.

In post-massacre Mucwini, clans remain divided over what justice means and/or ought to mean following the devastating massacre in the area. In the very first fact-finding report by the Justice and Reconciliation Project of November 2008, it was reported that among the 56 people killed on that fateful night some were abducted on the rebels' way from Namokora (the bordering sub-county on the west side of Mucwini), and one of those killed was a Sudanese citizen. In Mucwini itself, the damage of the massacre (death and loss of property) extended to other many clan communities including the Pajong, Pubec, Yepa, Bura, and Akara, Pachua and Okol. While the people of Pajong still emphasise their primary victimhood (considering themselves as targeted and direct victims of the massacre, in addition to having been the most killed) the people of Pubec together with other communities (especially the people of Bura) persistently insist that what took place in Mucwini in 2002 should never be considered a Pajong clan affair in terms of victimhood.

At the core of these viewpoints, much of the squabble between criminal liability (retributive) and negotiated peace (reconciliatory) settlement is actually an argument about whose understanding of justice should be applied in order to settle the conflict in Mucwini. Additionally, there seems to be existing alliances among the different communities both in terms of sympathy and defence. On the one hand, key decision-makers of the Pajong clan, in consonance with their allies from Akara clan, untiringly echo the call for reparation or compensation in a bid to restore the broken relationships. On the other hand, clan elders of the Pubec-

Pamong, who are at one with their allies from the Bura clan, underscore that the call for compensation in the context of post-massacre Mucwini falls outside the realm of possibility in two ways: first, the realisation of compensation by the Pubec-Pamong is entirely impossible given the fact that the massacre consisted of a merciless killing by LRA rebels, and second, due to the vulnerability of the people of Pubec-Pamong, who were and still are equally victimised and impoverished by the massacre.

Consequently, sheer disagreements tend to interrupt the methodology of forgiveness and reconciliation following a violent conflict. In present Mucwini, some stress that reconciliation and peace (*kuc*) will only come as a result of reparation for wrongdoing (*culo kwor*) while others argue that the emphasis on *culo kwor* [compensation] is actually what puts *kuc* [peace] outside the realm of possibility. In the same spirit, Webber (2012) draws attention to one key realisation: given that individuals strongly argue over the meaning and implications of justice, one of the great challenges facing any community is how to persuade people to acquiesce in the decisions made by a community's institutions even when they espouse a differing conception of right.

Habermas (1996) emphatically puts it that the recourse to violence by the in-group as a legitimate form of action is done away with by the formation of a public sphere as a deliberative space across the out-group (enemy) lines; with this, comes the transformation of the public discourses of all parties to the conflict. The post-massacre scenario in Mucwini, however, seems to stress hegemonic discursive structures that legitimise violence on the part of Pajong clan members. These hegemonic discursive structures, as in the understanding of Habermas (1996), in Mucwini, cause the 'in-group' (Pajong clan) compliance or inhibit dissent (Pubec-Pamong members) to perceptions, attitudes and behaviours, and so run counter to discourses of non-violence and peaceful co-living.

During a focus-group discussion with four clan elders of Pajong, one elder said:

The responsibility for the dreadful massacre which took place here in Pajong rests on the shoulders of Pubec-Pamong people for peace to be restored; the letter written by the LRA and later found at the scene of the massacre says it all. This responsibility entails compensation for the dead as per the Ker Kwaro Acholi [cultural institution] arrangements. This is what our tradition dictates.

While discussing with some five elders from Pubec-Pamong lineage, most of whom still live in previous IDP camp premises around the sub-county headquarters, one Pamong elder stated:

The dreadful massacre was but perpetrated by the LRA rebels in their fight with the national government, which utterly failed to protect all of us, civilian populations. The rebels' tactics of warfare consisted of abducting innocent civilians who then were forced to serve the rebels' purpose. If anything, it is therefore up to the

government to compensate the unfortunate losses (human lives and properties) for which we [Pubec-Pamong] should all be beneficiaries. This is the type of justice we look forward to.

It, therefore, appears that negotiating a nuanced understanding of justice in the aftermath of the massacre is of paramount importance for peace to be imagined and to prevail in Mucwini. What justice means vis-à-vis what it ought to mean remains one of the greatest contestations among different communities in post-massacre Mucwini. Furthermore, prescriptions about the understanding of and demands for justice as per the established Acholi tradition seem not to accommodate fully the intricacies of this massacre: its circumstances, actors, and scale. More specific, the institution of *Ker Kwaro Acholi*, which constitutes the supreme cultural decision-making body in *Acholiland*, appears to be overwhelmed by the nitty-gritty of this massacre and hence ill-equipped for a long-term settlement of tension between Pajong and Pubec-Pamong clans.

Perhaps, one exceptional trait of this massacre that differentiates it from other dreadful ones that took place in the very *Acholiland*; namely, Barlonyo, Atiak and Namokora at around the same period, is the subsequent polarisation of different understandings about what sort of justice is to be pursued in the search for peaceful coexistence among the different clans in post-massacre Mucwini. For some, it is urged that the fear to accept responsibility is what undermines the attainment of peace with justice in such post-massacre context. Others argue that the understanding of what is just and what is wrong is not and cannot be the sole prerogative of a few individuals over the rest. At the bottom line of all claims, a lingering argument tends to suggest that although truth and justice per se may never vary, people do approach them in various (and often conflicting) ways. Hence, if epistemological claims to truth and justice can be known, the understanding of what these notions mean is a matter of debate, more especially in a context of communities emerging from a bloody past such as the Pajong and Pubec-Pamong clans in Mucwini.

Referring to Volf's *Exclusion and Embrace*, McAdams (2006) underscores the complexity in achieving a balance of sorts between these twin objectives of justice after violent conflict. In the pursuit of justice after mass violence, embrace and justice (to borrow Volf's usage of the two words) have, on numerous occasions, assumed mutually exclusive proportions. On the one hand, proponents of the more aggressive perspective (aggressive truth-seeking and retribution), McAdams (2006) notes, have been inclined to define reconciliation as, above all, a victim-oriented enterprise (exclusion) which presupposes that the instigators of injustice first be forced to own up to their offenses and proven themselves worthy of the trust and respect of full citizenship. On the other hand, another opposing group of activists has tended to emphasise the inclusionary side of reconciliation (embrace), which presupposes a largely offender-based activity that is meant to

bring outsiders back into the public fold and to restore harmonious relations among all of society's diverse parts. In this regard, truth and justice are considered as, at best, secondary pursuits along the path to unity and peace. Again, as seen in the case of post-massacre conflict between Pajong and Pubec clans, the tension seems to be powered by the potentially destabilising consequences of pursuing both victim-centred and offender-based strategies simultaneously.

It was reported that in the aftermath of the massacre, and given the tense atmosphere that prevailed in Mucwini, the Office of the then Resident District Commissioner (RDC) in the very first instance took up the matter and so endeavoured to reconcile the two antagonist clans (Pubec and Pajong) through some cultural reconciliatory practice of animal slaughter. This RDC's intervention, however, did not yield any successful outcome, for it was never wholly embraced by the people who perceived it to be a mere government hand-out. In the second place, the contested Acholi Paramount Chief, *Rwot* David Onen Acana II (whose paramouncy is especially hotly contested among the Acholi hailing from Kitgum as compared to those from Gulu), to whom the matter was referred by the *Rwot* of Chua, gathered together Pubec and Pajong clan members in a mediated dialogue and implored the prevalence of forgiveness and reconciliation for harmonious co-existence. This too did not yield any satisfactory result. Subsequently, in mid-2008, the then Kitgum District Local Government Chairperson, Ogwok Komakech, contacted retired Anglican Bishop M.B. Ochola II and requested him to initiate a mediation process between the two conflicting clans, due to the frustration the ongoing conflict has brought in the implementation of government policies in Mucwini and the district at large.

It is surprising that, more than decade after this outbreak of violence and despite the large population of the internally displaced persons involved, the central government has so far remained indifferent to, not to talk of finding a permanent solution to the social dislocation of Mucwini. However, the ongoing tension seems fuelled by the sheer lack of an agreed prioritisation regarding the content (and not the form) of the pursued transitional justice. Beneath this lack of agreement to constitute any such culturally based restorative justice mechanism are economic undertones of which land still remains key. These economic undertones also include the expected compensation package (especially material) from the government (whether local or central, or both) in its bid to secure harmonious co-existence between Pajong and Pubec-Pamong members.

Equally important to note is the fact that, since the resettlement campaign started in 2006, there has been a proliferation of non-state (community-based, faith-based, non-governmental) organisations in Mucwini, which have emphatically prioritised peace building on their interventionist to-do list. Following the interest expressed by the Kitgum District Local Government in resolving the spiral effect of the massacre, World Vision Kitgum Office is reported to have been

the first key non-state player to mediate in the conflict under the chairmanship of the retired Anglican Bishop M.B. Ochola II, who fittingly represented his faith-based organisation, Acholi Religious Leaders Peace Initiative (ARLPI). Much as the State too – namely through its Amnesty Commission (AC) and Northern Uganda Social Action Fund (NUSAF) interventions – has slackly endeavoured to show interest in the post-massacre development undertakings in Mucwini, the circle of non-state stakeholders on the ground in post-massacre Mucwini, until recently, kept on expanding with the presence of other international humanitarian organisations, including among others United Nations High Commissioner for Refugees, United Nations Human Rights, United States Agency for International Development (USAID)-funded project of Northern Uganda Transition Initiative (NUTI), United Kingdom Department for International Development (DfID)-funded project of CARITAS, International Rescue Committee (IRC), Norwegian Government-funded Justice and Reconciliation Project (JRP), and the Makerere Law School's Refugee Law Project (RLP).

Yet, with the plethora of interveners and accumulative endeavours to stabilise the ongoing tension in post-massacre Mucwini, there is still little to point to regarding the socio-economic situation in Mucwini. One key respondent during fieldwork and a dweller in Mucwini's trading centre complained in the following terms:

I am sure that for many of these NGOs this massacre has served as their money – and – fame-making scheme to the detriment of the suffering people here [Mucwini]. In fact, one can ask whether they [NGOs] are even interested in seeing peace re-established and the people getting back to their previous lifestyles. The compensation being asked by those of Pajong is actually far less than the money they continuously put in to organise the gatherings whenever they come here. Yet, these people of Pubec have clearly mentioned to them that any external bail-out is most welcome. Why can't they do the obvious and let people move on?

Local peace activists from the civil society organisations, on their part, do present a different agenda for the resolution of the precarious conflict. A locally – based NGO worker whose organisation has recently been at the forefront of the mediation process between Pubec and Pajong clans stated the following in an interview:

We [our organisation] approach this mediation process from within the understanding of the mediation of conflicts in Acholi tradition: that there are some key milestones for peace and reconciliation, which include truth-seeking through acknowledgement of wrongdoing, accountability for the wrong done by reparation or redress, and rebuilding of broken relations through communal dialogues and sharing. With this in perspective, it is equally important to consider this particular conflict as something way beyond Pubec and Pajong clans per se; all stakeholders are called for to contribute toward the realisation of the above milestones.

The above approach to the settlement of the ongoing tension between the two antagonist clans seems to be in tandem with what Zehr (1990) identified to be the five main needs of survivors of victimisation; namely, the need to speak the truth about what happened to them; to receive ‘answers’; to be awarded compensation and/or restitution; to receive guarantee of non-repetition; and lastly to be actively involved in the judicial process. Of all these specificities, Herman (1992) too points out that remembering and telling the truth about terrible events are “prerequisites both for the restoration of the social order and the healing of individual victim” (Herman 1992:1).

In a remarkable twist during fieldwork, views emerging from the grassroots themselves tended to converge on the way forward to the pacification in post-massacre Mucwini. Pajong clan elders, on the one hand, unambiguously reiterated their deep-seated call for justice through compensation. Pubec clan members (precisely the Pubec-Pamong) too, on the other hand, still look forward to any bail-out from the government (whether local or central) or any such well-wishers (non-state stakeholders) in a bid to respond to the demand from Pajong clan members. A highly esteemed elderly member of Pajong clan made the following revelation:

So far I believe that we [Pajong clan] have maintained a reasonable demand for justice following this devastating massacre. That the first three people killed in Okello’s compound be fully compensated and that a memorial school be built in form of compensation of the rest killed as per the recommendations of Bishop Ochola II’s mediation team. The last time he came here President Museveni pledged to build that school. We are still waiting up to now...

In another interview with another esteemed clan elder from Pubec-Pamong lineage, the interviewee revealed:

The LRA rebels came and killed people here [Mucwini] whose lives ought to have been protected by the government. More importantly, Otim Katende who is said to have been the cause of the whole problem first reported the matter to the government military barrack in Orom, and where he handed over the rebels’ gun. It is so sad that people here in Mucwini eventually got killed by the rebels who were coming after Otim even after they [government soldiers] had been briefed by Otim about the issue at hand. First, LRA rebels are the ones who perpetrated the massacre. Second, we have been impoverished, not even able to look after our own lives. Let government then come in [and] settle this matter. We [Pubec-Pamong members] also welcome other parties to assist us...

If any transitional justice mechanism, as Bickford (2004) argued, is concerned with re-ordering a society emerging from a past violence to promote a more just, less repressive Post-violence society that seeks to overcome past trauma and account for past injustice, the imagination of such mechanism appears to be quite far-fetched from within the realm the Acholi cultural prescriptions.

A massacre Beyond the Reach of the Mato Oput Tradition

Following the massacre in 2002, many interest groups have attempted to resolve the Conflict. These groups included cultural and religious institutions, non-governmental organisations as well as the Local Government of Kitgum. Of special mention in this process are arguments for traditional justice mechanisms to ensure reconciliation among conflicting communities. Undoubtedly, the civil society and international non-governmental organisations have played a crucial role in advocating and assisting in the design of these mechanisms at the time of transition. The *Mato Oput* tradition, from the Acholi ethos (*Mato*, which culturally signify 'to drink' and *Oput*, a uniquely bitter root of tree grown in the wilderness of *Acholiland*) is heralded by the Acholi people as the venerated reconciliatory practice which has the ability to midwife peace after a deadly conflict.

Based on the existing literature and ongoing debate about transitional justice in practice, it can be said that the scope and boundaries of transitional justice remain molten. The measures and mechanisms advanced within the framework of transitional justice cannot, and should not indeed, be prescriptive, for these ought to be context-dependent. More often than not, the state-sanctioned measures typically used within transitional justice are truth commissions, prosecutions of individual perpetrators of human rights violations, reparations, vetting and lustration, and judicial institutional reforms. Brankovic (2010), nonetheless, notes that while these measures can be used in isolation, with a state only pursuing prosecutions, for instance, they are increasingly been employed in a more all-inclusive manner that sees the measures as interdependent and combines elements of both retributive and restorative justice. To illustrate this, in the aftermath of the Juba peace talks which led to the signing of an agreement on reconciliation and accountability in June 2007, it was noted that the application of Acholi reconciliatory rites, including among others *Mato Oput*, were appropriate mechanisms to address the issues of accountability and reconciliation (Huyse 2008).

However, it is worth bearing in mind that such performance of *Mato Oput* as a cultural transitional justice mechanism among the Acholi people is decided upon by a much smaller group of individuals who are regarded as custodians of the tradition. More specific, Latigo (2008) refers to "the traditional masters of ceremony, conciliators, and elders from both clans" as attendants of the *Mato Oput* ritual performance (Latigo 2008: 104). Furthermore, from a deeper interrogation about the performance of the *Mato Oput* tradition, the latter seems to be uncalled for in the case of this massacre. Regardless of the reason that ignited its occurrence and circumstances under which it was perpetrated, the Mucwini massacre consists of a mass killing carried out by LRA rebels. Culturally, the performance of the *Mato Oput* reconciliatory rite is warranted by direct killing, whether deliberate or accidental, of person(s) from clan A killed by person(s) from clan B (Latigo 2008).

Hence, the stance of all Acholi respondents aged 50 and above, mostly clan elders in Mucwini, vis-à-vis the performance of *Mato Oput* in the aftermath of the massacre, reiterated a clear-cut rationale for the inapplicability of the *Mato Oput* tradition in this context. While the *Mato Oput* tradition among the Acholi people still remains one of the most revered cultural practices of settlement of conflict after shedding of blood (whether of one individual or group of individuals by another or group of others), the Mucwini massacre seems not to warrant the performance of the *Mato Oput* reconciliatory rite, which essentially emphasises compensation – material or symbolic, depending on the context of the killing. The case of the Mucwini massacre defies what Teitel (2000) argues about reparations as having a strong dimension of prospective justice, in that, they often respond to the past precisely in order to place the descendants of the original victims in a better position today. The *Rwot* (Traditional Chief) of Chua, who doubles as the Chairman of the County *Ker Kwaro*, said:

In the case of the Mucwini Massacre where the killing was done by a third party (the LRA rebels) it is culturally impossible to conduct the reconciliatory performance of *Mato Oput*. Traditionally, *Mato Oput* can only take place where a person (a) from clan (A) went on to kill a person (b) from clan (B) with direct means; such a killing warrants the performance of *Mato Oput* by which they may reconcile and restore the previously broken relation caused by evil (killing). In my opinion, the three things expected to be done in a way to reconcile Pajong and Pubec clan members consist of the following: *culo kwor*, which in this case ought to be a third party (the Uganda government with or without support from other NGOs), followed by *ngonyo laa*, a cleansing ceremony before Otim Katende could come back to his homeland, and finally *ribe ki kelo ber bedo* which implies the sharing of food and drink after a detailed dialogue for reconciliation and peace.

It is, therefore, imperative to bear in mind that the performance of such restorative kind of justice as *Mato Oput* remains context-dependent. What might have happened in the course of violence (the times of abuse) has much influence on what ought to be done in the aftermath of violence (transition). *Mato Oput*, just like any other restorative justice mechanism, should be called for on a case-by-case basis. In an interview with a Mucwini-born influential civil society activist, deeply concerned with the resolution of the Pajong-Pubec tension, the latter said:

[...] I am still of the view that many peace scholars as well as practitioners who have taken interest in the war which devastated northern Uganda have so far terribly failed to grasp the ingredients of the Acholi culture. Agonisingly, they always tend to push for things they have little or no knowledge about. For instance, one often hears these researchers and peace activists, most of whom are outsiders as well as unfamiliar with [the] Acholi tradition, lobbying for *Mato Oput* to be performed for peace to be restored. To remain true to [the] Acholi tradition, the issue between Pajong and Pubec does not warrant *Mato Oput*; what is required is a mediated settlement of conflict. *Mato Oput* is therefore out of context, the reason

being that the alleged perpetrator did not commit the act in person as required by this traditional justice system.

This shows that the custodians of the tradition (clan elders and community chiefs) fully understand what ought to be done to respond to the killing of such scale and in such context. These custodians of tradition (cultural wardens) do know what course of action to take to restore peaceful coexistence in post-massacre Mucwini and post-war northern Uganda as a whole. Whereas a peaceful resolution of disputes in today's Pajong could be midwived by clan elders and community leaders, the hardest challenge tends to revolve around the pedagogy of dealing with what one key respondent during fieldwork referred to as *nipoo pi jami ma otime* – to remember what took place in terms of memory, both individual and collective. As Osiel (1997) noticed, parties previously involved in a violent conflict watch over one another, in even the most private settings, with extreme sensitivity to the possibility of betrayal; the fragile tissues of social life having worn precariously thin.

It seems that conflicting communities, more especially emerging from brutal mass violence, tend to reaffirm their categorical attributes (identity, communal narratives as well as collective memory) in an even more pronounced way. The case of post-massacre tension in Mucwini testifies to this manifestation and so does it urgently call for Habermas' dialogical framework (1996) consisting of an inherently inter-subjective communicative rationality, together with Freire's pedagogy of hope (1992) and Seligman's pedagogy of tolerance (2004). The resort to violence, Habermas (1996) notes, as a seemingly adequate strategy to deal with latent conflicts neither results from the non-availability of other conflict resolution strategies nor from the fact that pro-peace, non-violent voices are absent from the public discourse altogether. Rather, the resort to violence ensues from hegemonic discursive structures that cause in-group members (considered victims) to accept, proclaim and rationalise violence (not only directly, but even structurally) as a legitimate means to enforce in-group interests against out-group members (considered perpetrators). Borrowing a leaf from Habermas' discourse ethics, Jabri (1996) suggests a counter-discourse of peace, which challenges the discursive and institutional continuities that legitimise war and violence as a form of human conduct. The force of the model in conceptualising peace, Jabri (1996) argues, is in its capacity to locate a process that allows for the emergence of dialogical relationships. This model, therefore, does not provide "a substantive definition of the contents of peace, but provides a framework through which war [violence] as an institution may be put to question" (Jabri 1996:166).

The dialogical framework Jabri (1996) is referring to points to Habermas' communicative rationality, which ensures free and transparent communication by which a shared, inter-subjective consensus could be reached. Such inherently inter-subjective communicative rationality is characterised by two premises. First is the

principal possibility of unhindered and equal participation of all social actors in the discourse, and second, the evolvment of undistorted communication which implies the right to question the underlying validity claims of all utterances put forward by any member participating in the discourse (Habermas 1996). With more than a decade since the guns went silent in northern Uganda, the ongoing tensions between post-war communities – as is the case of the tension between Pubec and Pajong clan members – continue to frustrate the attainment of full post-war recovery and durable peace not just for Mucwini Sub-county or Kitgum District, but even the region of northern Uganda as a whole. No doubt, the sheer lack of praxis of Habermas’ communicative rationality and discursive ethics by Pajong and Pubec clan members in post-massacre Mucwini has made the search for sustainable peace a highly priced venture there.

Given such ongoing antagonism in post-massacre Mucwini and post-war northern Uganda in general, Freire’s *Pedagogy of Hope* (1992:8) attempts to invigorate the imagination of peace after violent conflict when it noted:

There is a hope, however timid... a hope in each and every one of us [...] To attempt to do without hope, which is based on the need for truth as an ethical quality of the struggle, is tantamount to denying that struggle one of its mainstays.

But what is even more insightful about the construction of a framework within which sustainable peace could be imagined and pursued in post-war northern Uganda, consists of Freire’s earlier argument for dialogue (Freire 1970:69-70) according to which:

Dialogue is the encounter between men, mediated by the world, in order to name the world... dialogue is thus an existential necessity. And since dialogue is the encounter in which the united reflection and action of the dialoguers are addressed to the world which is to be transformed and humanized, this dialogue cannot be reduced to the act of one person’s ‘depositing’ ideas in another, nor can it become a simple exchange of ideas to be ‘consumed’ by the discussants... Because dialogue is an encounter among women and men who name the world, it must not be a situation where some name on behalf of others.

In reference to the socio-economic situation in post-massacre Mucwini, Freire’s *Pedagogy of the Oppressed* (1970) reminds us that the dehumanisation resulting from an unjust order or a brutal past should not be a cause for despair but for hope, leading to the incessant pursuit of the humanity denied by injustice. It is this sort of collective consciousness (to make usage of Freire’s words), which can turn out to be instrumental both in the design and the implementation of a roadmap to sustainable peace in post-massacre Mucwini and post-war northern Uganda as a whole. More intriguing, Freire’s *Pedagogy of Hope* is meant as “a defense of tolerance,” not to be confused with connivance and radicalness; it is equally

meant as “a criticism of sectarianism” (Freire 1992:9). Seligman (2004:155) adds a staunch observation to this imagined scenario of peaceful coexistence after violent conflict, pointing out that tolerance is a very circumscribed virtue, for it is applied from within boundaries:

[...] groups have boundaries. They cannot exist without boundaries... Tolerance, then, is a virtue that has everything to do with boundaries and with margins. It does not have to do with all-out threats to who we are, whether those threats come from outside or from inside, or whether those threats are physical or symbolic in nature. Rather, tolerance has to do with behaviors and/or beliefs that exist on the ‘margins’ of the group’s identity.

The predicament of peaceful coexistence in the aftermath of violent conflict as in the case of post-massacre Mucwini seems to lie in the search for compromise between ‘peace’ and ‘justice.’ In the very end, therefore, the search for justice as the most wanted virtue in post-violence scenarios should not eclipse the manifestation of peace, just as the pursuit of peace as the ultimate value should not undermine the realisation of justice. Else, for so long as these communities (Pajong and Pubec clans) continue to claim monopoly of victimhood through endangering narratives of self-righteousness, peace – whatever the cost – in post-massacre Mucwini as in many other instances in today’s northern Uganda, will still remain elusive in the long run.

Conclusion: What Sort of Justice in the Aftermath of a Massacre?

Peace-building, more so in the aftermath of mass violence, is a highly contextualised venture. It, therefore, seems that each post-war context dictates both the content and the shape of the type(s) of transitional justice mechanisms to be applied therein. The post-massacre situation in Mucwini, as with many scenarios of mass atrocities committed during civil war elsewhere in the Great Lakes region and the African continent in general, presents a vivid case contrasting criminal liability to societal reconciliation through restorative justice. Indeed, while the need for charting peaceful coexistence and harmonious living in the aftermath of violent conflict cannot be overemphasised, a fragile society emerging from a bloody conflict as is the case of communities in post-massacre Mucwini still grapples with questions about how best to deal with the bitter legacy of evil deeds. Yet, addressing such questions in a timely fashion remains paramount to the survival and sustainability of such fragile post-war society.

More than anything else, the ongoing conflict between Pajong and Pubec clans in post-massacre Mucwini is a result of clashing views about what justice ought to mean and how it ought to be pursued in response to the devastating massacre that claimed the lives of 56 people in one night. Can the pursuit of a restorative type of justice, in the aftermath of violent conflict, have an opportunity to work towards a non-violent resolution, workable accountability options, and so give peaceful

co-living a chance? Assessing the merits and application of the Acholi traditional justice mechanism of *Mato Oput* reveals the pertinent need for contextualisation of such restorative type of justice in societies emerging from violent conflicts as in the case of post-massacre Mucwini. In the meantime, a plethora of interventions by non-state actors (whether local, national or international) in post-massacre Mucwini notwithstanding, the dividends of a holistic peace – what Galtung (1996) calls ‘positive peace’ – continue to elude this former LRA-invaded area. Frustratingly, even ‘negative peace’ (the absence of direct violence) still eludes most of severely LRA-affected sub-counties of northern Uganda, including Mucwini.

This study, therefore, underscores that any attempt to ensure peaceful settlement of tension as well as harmonious co-living in the context of post-massacre Mucwini must delve into negotiating and then reconciling the differing understandings of justice held by the antagonistic clans. Such negotiating of ways in which to right past wrongs, which does entail bringing the considered offender-community (Pubec clan members) and the considered victim-community (Pajong clan members) together with other member of the wider society, including sympathisers and bystanders alike, may culminate in a set of restorations as argued by Marshall (1997). These include restoration of the considered victim, restoration of the considered offender to a law-abiding life, and then restoration of the damage caused by the crime to the community. Marshall (1997) further argues that restoration is not solely backward-looking; it is equally, if not more, concerned with the construction of a better society in the present and the future.

Basing on her lessons from the end of the apartheid regime in South Africa, Gobodo-Madikizela (2003:125) asserted the following:

To dismiss perpetrators simply as evildoers and monsters shuts the door to the kind of dialogue that leads to an enduring peace... Daring, on the other hand, to look the enemy in the eye and allow oneself to read signs of pain and cues of contrition or regret where one might almost have preferred to continue seeing only hatred is the one possibility we have for steering individuals and societies toward replacing long-standing stalemates out of a nation's past with genuine engagement.

The prevailing normative expectation that has significantly shaped the so-called appropriate response to a wrong has been largely influenced by the notion of *lex talionis* – more often used to refer to a set of legal categories of punishments proportionate to a crime committed. Vis-à-vis this approach towards righting a past wrong, described as ‘retributive justice,’ Pillay (2009) posed a series of questions of Kantian order, asking whether retributive justice is a categorical imperative. Put differently, Pillay (2009) interrogated whether justice-as-punishment is something that must always be carried out when a wrong has been committed. Insightfully, in the quest for justice in the context of post-mass violence as may as well be the case of post-massacre Mucwini, it is worth bearing in mind – at least for a long pondering moment – the words of Mamdani (2014:28):

Human rights may be universal, but human wrongs are specific. To think deeply about human wrongs is to wrestle with the problems that give rise to acts of extreme violence, which in turn means that victim narratives must be circumscribed within a 'survivor narrative', less fixated on perpetrators and particular atrocities, and more alert to continuous cycles of violence from which communities can eventually emerge. For this to happen there can be no permanent assignation of a victim identity or a perpetrator identity...

Those who, on the one hand, emphasise the beneficial effects of prosecution, such as Vinjamuri and Snyder (2004) as well as Bass (2005), propose two sets of arguments. The first argument is victim-oriented: it is argued that a post-conflict society has a moral obligation to prosecute and punish the perpetrators because retribution is exactly what most victims want. It serves to heal their wounds and restore their self-confidence due to the fact that it publicly acknowledges who was right and who was wrong and, consequently, clears the victims of any labels of 'criminal' that were placed on them by the authorities of the past or, indeed, by the very wrongdoers or the new elites. The second set of arguments, Huyse (2008) notes, has to do with establishing and upholding peace and stability. It is thus argued that prosecutions (trials) will avoid unbridled private revenge. Otherwise, victims may be tempted to take justice into their own hands. Therefore, the survival of a newly established order in the aftermath of violent conflict, so it is argued, depends on swift and firm judicial action against the perpetrators of the gravest violations of human rights.

On the other hand, advocates of restorative justice, such as Wierzyńska (2004) and Latigo (2008), question whether outright punishment is the appropriate response in any and every context. The end of a civil war or a period of violent repression creates an intricate agenda, including rebuilding the political machinery and the civil service, guaranteeing a minimum of physical security, disarming rebel movements and re-organising the army and police, rebuilding the socio-economic infrastructure, stabilising the economy, establishing a non-partisan judiciary, healing the victims, repairing the damage inflicted on them, and guaranteeing a reliable security force for civilian protection among other items. It is argued that dealing with the perpetrators, possibly by means of criminal prosecutions, is only one of many challenges. More often than not, it will be impossible to tackle all tasks simultaneously. Choices, therefore, have to be made; it is said that the place of justice in general, and or prosecution (trials) in particular, on the post-violence agenda depends on the particular conjunction of political, cultural and historical forces. Other problems and needs may be more important and even more urgent than seeking justice through trials. Furthermore, proponents of this argument believe that prosecutions are ambivalent in certain transitional contexts; they can even have highly destabilising effects on a peaceful settlement process.

Preoccupied with the thread with which a previously violence-torn society such as post-massacre Mucwini could be woven, the empirical material marshalled for

this study enables this chapter ultimately underscore that what the aftermath of mass violence calls for is neither victims' justice (categorical retribution) nor perpetrators' justice (mere amnesty). Singly applied, both elude the possibility of durable peace after evil. Instead, a rather taxing yet much more rewarding application in such context as post-massacre Mucwini is that of survivors' justice. The idea of survivor, taken in its truly ontological sense, helps us open wide the horizons of peaceful coexistence after large-scale evil, for it concerns itself with whomever survives the violence, whether categorised as victims, perpetrator, sympathiser of either category, or simply bystander. For sustainable peace, at any rate, is essentially a future-oriented endeavour, a pursuit of justice in the aftermath of mass violence should allow for measures that simultaneously “take note of the wrongs committed” and are amenable to “principled compromises for the sake of reconciliation and peace” (Pillay, 2009:350). Only then can peaceful coexistence among hitherto antagonistic communities be imagined and sustained in the context of the post-mass violence.

Note

1. The author is Assistant Lecturer in the School of Arts and Social Sciences at Uganda Martyrs University (UMU), and currently PhD Fellow at the Makerere Institute of Social Research (MISR) – Kampala, Uganda. Email: dntshimba@gmail.com

References

- Adler, E., 1997, “Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics.” *European Journal of International Relations*, Vol. 3, No. 3, pp. 319-363.
- Agger, K., 2013, “Blind Spots: Gaining Access to Areas Where LRA Operates” Enough Project, November. Available at <http://www.enoughproject.org/files/BlindSpots-GainingAccessToWhereLRAOperates.pdf> Retrieved on 29 November 2013.
- Ahuja, R., 2001, *Research Methods*. New Delhi: Rawat Publications.
- Amin, E. M., 2005, *Social Science Research: Conception, Methodology and Analysis*. Kampala: Makerere University Printery.
- Angucia, M., 2010, *Broken Citizenship: Formerly Abducted Children and Their Social Reintegration in Northern Uganda*. Amsterdam: Rozenberg Publishers.
- Bartlet, M., 2009, “Forgiveness, Reconciliation and Judicial Process in Northern Uganda: The Lord's Resistance Army and the International Criminal Court” in *Africa Peace and Conflict Journal*, Vol. 2, No. 2, December, pp. 42-57.
- Bass, G. J., 2005, “Managing Amnesty” A paper presented at the Transitional Justice and Civil War Settlements' workshop in Bogotá, Colombia, 18-19 October.
- Berg, B. L., 2001, *Qualitative Research Methods for the Social Sciences*, 4th ed. Boston: Allyn and Bacon.
- Bickford, L., 2004, “Transitional Justice” in D. L. Shelton, ed. *Encyclopedia of Genocide and Crimes Against Humanity*, Ann Arbor: Macmillan.
- Brankovic, J., 2010, “Advocating Justice: Civil Society and Transitional Justice in Africa” [Workshop Report] 30-31 August, Centre for the Study of Violence and Reconciliation. Johannesburg: CSVR Publications.

- Cohen, L., Manion, L. & Morrison, K., 2007, *Research Methods in Education*, 6th ed. London and New York: Routledge.
- Conciliation Resources, 2011, “‘When Will This End and What Will It Take?’ People’s Perspectives on Addressing the Lord’s Resistance Army Conflict” [Report] November, London: CR Publications. Also available online at www.c-r.org/
- Finnström, S., 2005, “‘For God and My Life’ War & Cosmology in Northern Uganda” in P. Richards, ed. *No Peace, No War: An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*. Oxford & Athens: James Currey Ltd. & Ohio University Press, pp. 98-116.
- Freire, P., 1970, *Pedagogy of the Oppressed*. [Translated by Myra Bergman Ramos]. London: Penguin Books.
- Freire, P., 1992, *Pedagogy of Hope: Reliving Pedagogy of the Oppressed*. [Translation of: *Pedagogia da Esperança*]. New York: Continuum.
- Galtung, J., 1996, *Peace by Peaceful Means: Peace and Conflict, Development and Civilization*. London: Sage Publications.
- Gerring, J., 2007, *Case Study Research: Principles and Practices*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Ginyera-Pinyawha, A., 1992, *Northern Uganda in National Politics*. Kampala: Fountain Publishers.
- Gobodo-Madikizela, P., 2003, *A Human Being Died That Night: A South African Story of Forgiveness*. Boston: Houghton Mifflin Company.
- Habermas, J., 1996, *The Inclusion of the Other: Studies in Political Theory*. Cambridge: Massachusetts Information Technology Press.
- Herman, J. L., 1992, *Trauma and Recovery*. London: Pandora.
- Hesse-Biber, N. S., 2010, *Mixed Methods Research: Merging Theory with Practice*. New York: The Guilford Press.
- Huyse, L., 2008, “Introduction: Tradition-Based Approaches in Peacemaking, Transitional Justice and Reconciliation Policies” in L. Huyse & M. Salter, eds. *Traditional Justice and Reconciliation after Violent Conflict: Learning from African Experiences*. Stockholm: International Institute for Democracy and Electoral Assistance, pp. 1-21.
- Jabri, V., 1996, *Discourses on Violence: Conflict Analysis Reconsidered*. Manchester and New York: Manchester University Press.
- Justice and Reconciliation Project (JRP), 2008, “Massacre in Mucwini” [Report] Field Notes No. 08, November, Gulu: The JRP Publications. Available at www.justiceandreconciliation.com/
- Koerner, M., 2011, “World Development Report (WDR) 2011—A Breakthrough or Not?” [Online Blog]. Available at: http://www.internationalpeaceandconflict.org/profiles/blogs/world-development-report-wdr?xg_source=activity. Retrieved on 17 October 2011.
- Komakech, L., 2008, “Exploring the Place of Traditional Justice in Post-Conflict Uganda” [A seminar paper presented at Radboud University Nijmegen in October]. Radboud, the Netherlands: The Nijmegen Institute for Mission Studies.
- Latigo, O. J., 2008, “Northern Uganda: Tradition-Based Practices in the Acholi Region” in L. Huyse & M. Salter, eds. *Traditional Justice and Reconciliation after Violent Conflict: Learning from African Experiences*. Stockholm: International Institute for Democracy and Electoral Assistance, pp. 85-120.

- Mamdani, M., 2014, "The Logic of Nuremberg" *CODESRIA Bulletin*, Nos. 1&2, pp. 25-28.
- McAdams, A. J., 2006, "The Double Demands of Reconciliation" in D. Philpott, ed. *The Politics of Past Evil: Religion, Reconciliation, and the Dilemmas of Transitional Justice*. Notre Dame, Indiana: University of Notre Dame Press.
- Marshall, F. T., 1997, "Seeking the Whole Justice" in S. Hayman, ed. *Repairing the Damage: Restorative Justice in Action*. London: ISTD.
- Neuman, W. L., 2007, *Basics of Social Research: Qualitative and Quantitative Approaches, 2nd ed.* Boston: Pearson Education, Inc.
- Ngabirano, M., 2008, *Typology of Victimhood: The concept of Justice between the Biblical Conflict of Cain-Abel and the Great Lakes Conflict of Hutu-Tutsi*, Monograph Series No. 21, African Research and Documentation Centre, Nkozi: Uganda Martyrs University Press.
- Noll, E. D., 2011, *Evasive Peace: How Modern Diplomatic Strategies Could Better Resolve World Conflicts*. New York: Prometheus Books.
- Odiya, J. N., 2009, *Scholarly Writing: Research Proposals and Reports in APA or MLA Publication Style*. Kampala: Makerere University Printery.
- Osiel, M., 1997, *Mass Atrocity, Collective Memory, and the Law*. New Jersey: Transaction Publishers.
- Patton, Q. M., 1990, *Qualitative Evaluation and Research Methods, 2nd ed.* Newbury Park, California: Sage Publications.
- Pillay, S., 2010, "Conclusion" in C. Sriram & S. Pillay, eds. *Peace versus Justice? The Dilemma of Transitional Justice in Africa*. Durban: University of Kwa-Zulu Natal Press, pp. 347-357.
- Seligman, B. A., 2004, *Modest Claims: Dialogues and Essays on Tolerance and Tradition*. Notre Dame, Indiana: University of Notre Dame Press.
- Stake, E. R., 2010, *Qualitative Research: Studying How Things Work*. New York & London: The Guilford Press.
- Teitel, G. R., 2000, *Transitional Justice*. New York: Oxford University Press.
- Uganda National Council for Science and Technology (UNCST), 2014, "National Guidelines for Research Involving Humans as Research Participants" [Draft, June]. Kampala: UNCST.
- Vinjamuri, L. & Snyder, J. 2004, "Advocacy and Scholarship in the study of International War Crime Tribunals and Transitional Justice" [Online] *Annual Review of Political Science*, Vol.7 No.1, pp. 345-362. Available at: <http://dx.doi.org/10.1146/annurev.polisci.7.012003.104755> Retrieved on 17 March 2012.
- Webber, J., 2012, "Forms of Transitional Justice" in M. S. Williams, R. Nagy, and J. Elster, eds. *NOMOS LI: Transitional Justice*. New York: New York University Press, pp. 98-128.
- Wierzynska, A., 2004, "Consolidating Democracy through Transitional Justice: Rwanda's Gacaca Courts" *The New York University Law Review*, Vol. 79.
- Zehr, H., 1990, *Changing Lenses: A New Focus for Crime and Justice*. New York: Herald Press.

Etats des Grands Lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ?

Célestin Tshimande Tukala

Introduction

Problématique

Le phénomène de privatisation de la sécurité est devenu une question de société dans un monde de plus en plus mondialisé. Elle traverse aussi bien les nations industrialisées, épargnées par le fléau de guerres, que l'ensemble des pays en développement. L'Afrique et la région des Grands Lacs n'ont pas dérogé au principe. Cette situation se traduit par la reconfiguration du monopole de la violence « légitime » dans le sens où l'entend Max Weber.

En République Démocratique du Congo, l'ouverture du secteur de la sécurité aux privés n'est pas la résultante de la prise du pouvoir d'Etat par l'AFDL. Elle prend toute sa pertinence depuis la Deuxième République. Elle s'inscrit dans le long processus de la privatisation de l'Etat congolais entamé depuis le règne du maréchal président Mobutu qui a modifié l'offre traditionnelle de la sécurité, passant d'un bien public dont l'Etat congolais se doit d'assurer le monopole de production, de distribution et de contrôle, à un produit commercial. En d'autres termes, la sécurité devient une activité pour laquelle le monopole d'Etat est concurrencé et, parfois, nié au profit d'acteurs privés qui proposent et offrent des services de proximité.

Cette réflexion s'intéresse au dilemme sécuritaire dans la sous-région des Grands Lacs. Elle envisage la problématique de la sécurité du point de vue de l'investissement des entrepreneurs privés au regard de l'enjeu de la gouvernance dans un contexte où l'Etat est faible. Elle porte sur la R. D. Congo qui passe pour un exemple emblématique de la privatisation de la sécurité. Les villes de Goma et de Kinshasa

constituent un terrain de prédilection pour l'observation du phénomène de la politisation de la violence et la dynamique de développement de l'entrepreneuriat sécuritaire privé. En tant que siège des institutions politiques, Kinshasa s'illustre comme le cadre des transactions et des marchandages entre l'Etat et les diverses sociétés de gardiennage. En revanche, Goma, en raison d'une histoire particulière, vécue dans les circonstances d'exacerbation des conflits armés, de crise humanitaire régionale, des catastrophes naturelles, et de l'absence de l'Etat gouvernemental, permet de comprendre les interactions entre le public et le privé dans l'offre et la gestion de la sécurité, à partir d'un certain nombre d'exemples.

Mais, comment comprendre cette notion de « sécurité » qui jouit d'une fortune croissante au sein des sciences sociales et du discours de la mondialisation? Dans son entendement le plus restreint et le plus classique, dit Buzan (Belomo 2007:17), le terme signifie « l'absence de menace ». Hermet *et al.* distinguent trois types d'approche, qui constituent la façon de saisir sa portée sociale et politique. Il s'agit premièrement de la sécurité internationale, équilibre résultant d'un accord entre Etats. Deuxièmement, c'est la sécurité collective transcendant les Etats pour leur imposer un système de sécurité valable pour l'ensemble de la communauté internationale. Et, enfin, la sécurité nationale, produite par chaque Etat pour se protéger des menaces pesant sur ses ressortissants (Hermet *et al.* : 2005:305).

Ainsi l'Etat est et/ou devient l'objet de référence de la sécurité. Il s'agit avant tout d'assurer sa survie comme entité souveraine et de garantir son indépendance politique, ainsi que son territoire (Delcourt 2007:11). Ce qui revient à dire que la sécurité est une compétence régaliennne de l'Etat. Ceci nous amène donc à introduire les notions de : la sureté de l'Etat, les risques du système autoritaire, la sécurité physique des individus en termes de répression de l'Etat et de sécurité publique, les guerres, l'impact du crime organisé, etc., dans ce que l'Etat a comme prérogatives.

Comme dans la plupart d'études de sécurité qui se rattachent au paradigme réaliste des relations internationales, cet article s'inscrit dans le prolongement de la perspective stato-centrée, dans la mesure où les guerres civiles qui sévissent dans cette région, ne peuvent être appréhendées que dans un cadre régional. Elles sont intimement liées à des enjeux relevant de la « modernité » et de la globalisation (Marchal:2004).

Dans ce contexte de globalisation qui magnifie la libre entreprise, on assiste à l'émergence de deux catégories des sociétés privées de sécurité. D'une part, on a les sociétés militaires privées et, d'autre part les sociétés de sécurité privée et de gardiennage. Les sociétés militaires sont celles qui fournissent un service à un gouvernement ou à une organisation internationale lors d'un conflit. Ce service peut aussi bien être technique (construction et surveillance des installations, entraînement des troupes, ravitaillement en vivres et matériels ou conception des simulations de conflit) qu'humaine (interrogateurs, conseilles tactiques ou stratégiques, ou encore gardes du corps). Il arrive également que certaines sociétés militaires privées fournissent un véritable service de mercenariat lorsque ses membres participent à

des combats. Par contre les sociétés de sécurité privée et de gardiennage exercent des activités de surveillance, de gardiennage, de transport de fonds ou de protection physique des personnes et de leurs biens.

Dans cette étude, nous limiterons notre réflexion aux sociétés de gardiennage du fait qu'elles abondent et interagissent avec l'Etat dans le champ sécuritaire¹. Nous entendons par champ sécuritaire un lieu de partage de prérogatives de l'Etat avec les acteurs sociaux internes et/ou externes.

Objectif de la recherche

L'objectif central de cette réflexion est celui d'analyser le dilemme sécuritaire dans les Grands Lacs où la coexistence des logiques étatiques et non-étatiques de sécurité n'en résout pas moins l'équation sécuritaire. En effet, la permanence et la cristallisation de l'instabilité à l'Est de la RDC, la faible gouvernance, etc. anéantissent la sécurisation de la population malgré l'expansion et le recours quasi-systématique à l'option sécuritaire privatiste et la prolifération des sociétés de gardiennage.

Ce qui nous amène à observer leur usage des espaces, leur projection sur des territoires et leur carrière d'intéressement. Il s'agit aussi de mettre en évidence les stratégies d'entreprises de gardiennage au regard des modalités inter relationnelles qui structurent leurs relations avec les autres acteurs, sécuritaires ou non dans le contexte de la globalisation économique et politique. Il s'agit de l'Etat congolais et de son voisinage, des acteurs internationaux dont il n'est pas rare d'en constater l'implication dans la gestion de la sécurité à l'Est du Congo et, enfin, les acteurs locaux qui sont autant des demandeurs que des pourvoyeurs de sécurité

Question

Nous formulons ici la question de la configuration des enjeux sécuritaires dans les Grands Lacs et, précisément, les défis que soulève et représente pour l'Etat congolais en particulier l'offre sécuritaire dans ses villes de Goma et de Kinshasa. En effet, la gouvernance de la sécurité met ainsi en exergue la capacité de l'Etat à occuper son territoire et à préserver sa souveraineté sur celui-ci. L'Etat est-il encore capable d'assurer la sécurité de ses populations dans cette région ? A-t-il abandonné cette prérogative aux entrepreneurs privés de la sécurité ? Toute la question est de savoir quel Etat pour une sécurité aboutie en République démocratique du Congo, est-ce un Etat démocratique, nationaliste ou dictatorial ?

Hypothèse

Dans le contexte de mondialisation hégémonique et de *libéralisme sans âme* où le principe de moins *d'Etat et plus d'économie* est érigé en code de conduite, nous formulons et soutenons l'hypothèse selon laquelle la participation à l'offre de la

sécurité par les sociétés de gardiennage ne constitue pas une alternative suffisante pour la protection et la sécurisation de la population et la fortune publique.

Il s'agit précisément de soutenir, sur le fondement et l'éclairage de cette hypothèse générale, d'une part que la privatisation de la sécurité contribue à une offre plus fracturée de celle-ci. D'autre part, nous envisageons la question du renforcement de pouvoirs d'Etat congolais pour pallier aux carences du processus de privatisation de la sécurité qui s'accompagne et se déroule dans un contexte d'inexistence d'une politique nationale et des politiques locales de gouvernance des entités urbaines et même de la capitale Kinshasa. Il s'agit, enfin de repenser le type d'armée et de police susceptible d'assurer la protection de l'intégrité du territoire et garantir l'ordre public.

Méthodologie de la recherche

L'étude est fondée sur l'observation empirique des interactions des entreprises pourvoyeuses de sécurité privée et l'administration de la sécurité publique. La technique d'entretien nous a permis de recueillir les points de vue et les logiques des acteurs. Il s'agit d'une part, l'Etat, c'est-à-dire l'Administration de la sécurité publique et la police nationale. D'autre part, des acteurs non étatiques, c'est-à-dire, les entreprises pourvoyeuses des services de sécurité privée, des commerçants, les membres de la société civile et les particuliers. Enfin des acteurs supranationaux qui regroupent les agences des Nations-Unies, les ONG internationales, etc. L'analyse documentaire nous a facilité l'accès aux documents relatifs aux dispositifs réglementaires régissant l'offre de sécurité privée, les textes autorisant l'ouverture, le fonctionnement et l'étendue des entreprises de sécurité privée et toute littérature relative à la privatisation de l'Etat sous la forme de la sécurité et l'apport de l'Internet.

Etat de la question

Cet état de la question prend en charge deux dimensions pertinentes. La première est une perspective historique de la notion de la sécurité. Le deuxième aspect planche sur la privatisation de la sécurité et, donc sur l'interaction entre le public et le privé sur la gouvernance de la sécurité. L'objectif ici est de montrer, dans perspective historique, comment a évolué le concept de sécurité depuis sa mise en route par des auteurs classiques qui l'ont fermement attaché d'abord à l'Etat, et ses mutations actuelles dues à des dynamiques sociopolitiques nouvelles dont le point de chute semble être une tentative d'élargissement des fonctions sécuritaires des puissances publiques à la sphère privée.

Les hommes vivant dans l'état de nature ne sont pas sûrs d'eux. Ils sont en quête de la sécurité. Pour ce faire, ils abdiquent leur prérogative souveraine au profit d'un pouvoir commun, un pouvoir qui transcende la volonté individuelle

des membres de la société, et qui prend en charge des intérêts communs du groupe. Ce pouvoir institutionnalisé, c'est l'Etat, dont la mission fondamentale est d'assurer l'ordre et la sécurité des personnes et de leurs biens.

L'Etat comme titulaire abstrait et permanent du pouvoir n'est pas un phénomène « naturel », il est un phénomène « culturel » et « historique ». C'est au cours du XVI^e siècle, qu'il a été construit par l'intelligence humaine. Et l'a mis au service de la société. Il s'agit bien ici de l'Etat-nation. Plusieurs penseurs classiques ont théorisé la question de la sécurité des personnes et de leurs biens en la rattachant à la naissance de l'Etat envisagé dans ses interactions avec la société civile.

Théorisant sur la mise de l'Etat au service de la société, Hobbes estime que, la raison d'être de l'Etat est de protéger les membres de la société contre la démesure de leurs désirs innés de gloire et de richesse qui, sans contrôle, déchaîneraient la lutte de tous contre tous, c'est à dire l'état de nature. Par état de nature, on entend avec Hobbes, non seulement l'état effectif de conflit violent, mais aussi où la paix précaire n'est assurée que par la crainte réciproque, c'est où la paix n'est rendue possible que par la menace de la guerre (Hobbes 2000:224).

Hobbes juge bon que les hommes doivent abdiquer volontairement tous leurs pouvoirs au profit d'un seul Etat afin d'être défendus contre eux-mêmes, non pour s'occuper des affaires de l'Etat, mais pour jouir en paix, en sécurité de leurs biens acquis. Dans cette perception, l'obsession de sécurité prédomine chez Hobbes.

Rousseau explique la mise de l'Etat au service de la société, en termes de contrat social, que passe un homme avec ses semblables (Rousseau, 1966). En effet, pour atteindre ces buts, ni conserver les avantages obtenus en l'absence d'une régulation sûre des rapports de tous avec tous (état de nature), l'homme mesure ce qui est à l'idéal d'un contrat conclu entre êtres, qui mettent leurs avantages durables au dessus de satisfaction immédiate de l'amour de soi, contrat donc entre hommes naturellement égaux, naturellement conduits par les mêmes désirs, naturellement portés à la recherche de la sécurité.

Machiavel plaide pour plus de pouvoir en faveur de l'Etat (Machiavel, 1962). En effet, seul, l'Etat fort à l'intérieur comme à l'extérieur peut donner à ses citoyens ce que ceux-ci regardent légitimement comme droits fondamentaux : la sécurité de leur vie, de leur honneur, de leur fortune. Machiavel veut une société morale, c'est à dire une société où règne la confiance mutuelle à l'abri d'un pouvoir respectueux des membres de la société, quand bien même il se contredit dans le fait, lorsqu'il conseille au fondateur d'un tel Etat l'emploi de tous les moyens même immoraux.

Machiavel révèle un point saillant, lorsqu'il affirme que, la sécurité n'est pas seulement un besoin, mais plutôt un droit inhérent à la vie humaine. La sécurité apparaît alors comme un impératif catégorique à la construction de l'Etat, et un référent pour l'épanouissement des citoyens d'un Etat.

Comme Hobbes, Locke est un théoricien du contrat qui dénonce aussi la violence dans l'état de nature. Il préconise la formation d'un corps, pour la conservation mutuelle de vie, de liberté et des biens des membres de la société. C'est la sauvegarde de la « propriété » (Locke 1962:236-240). Locke exige de l'Etat d'assurer la sécurité et la tranquillité des citoyens, sinon, c'est de la désobéissance.

Les débats sur la privatisation de l'Etat en général, la privatisation de la sécurité en particulier, ont fourni des études importantes aussi bien dans la société occidentale qu'en Afrique subsaharienne. La synthèse de ces débats relève une dimension binaire à travers les sociétés industrielles et les sociétés subsahariennes. Dans les nations occidentales, la privatisation de la sécurité est le résultat du développement du marché de la sécurité des personnes et de leurs biens.

C'est dans ce contexte que, Benoît Dupont et Massiliano Mulone (2008) constatent que la sécurité est de plus en plus exploitée en tant que « bien marchand » et non comme « bien collectif » encore moins comme « service public ». Ce fait est vu comme une opportunité pour bon nombre des Etats de diversifier des pratiques de commercialisation. Ainsi s'appliquent-ils à décrire les différentes formes de commercialisation que peut prendre ce bien. Il s'agit d'abord des produits et services de la sécurité. Somme toute, la privatisation de la violence implique l'émergence des nouveaux acteurs et l'affaiblissement du monopole de l'Etat sur l'usage légitime de la force. Ensuite, ils trouvent que l'industrie de la sécurité de la société est en forte croissance dans la société occidentale.

En revanche, la privatisation de la sécurité en Afrique, dit Belomo Essono, est tributaire de l'absence de l'Etat, voire de son incapacité à assumer la fonction sécuritaire. Ainsi pour mieux comprendre l'émergence et le développement de la privatisation de la sécurité, il faut bien s'appuyer sur les formations, mécanismes et la crise de l'Etat post colonial dit Jean-François Médard.

En analysant l'Etat post indépendance, Jean-François Médard parvient à mettre en lumière les paradoxes qui participent de son fonctionnement. L'Etat en Afrique, dit-il, est faiblement institutionnalisé et peu différencié avec la société. Ce qui amène à constater que l'interface entre le politique, l'économique, le sociétal est à peine visible. Il y a donc interpénétration totale. Il y a lieu de relever un télescopage permanent entre acteurs sociaux et régime politique tout en se confondant. On assiste ainsi à la confiscation, colonisation de l'Etat à l'intérieur par ses agents, disposant d'un capital soit-il politique, économique ou social, voire symbolique. Somme toute, la gouvernementalité de l'Etat post indépendance à travers le système « néopatrimonial » abouti délibérément entre le système de pouvoir personnel des dirigeants et le régime politique. Ce qui entraîne un estuaire de la privatisation de celui-ci.

Dans le même registre, Tshiyembe Mwayila étudiant l'Etat post colonial, estime que celui-ci est un facteur d'insécurité en Afrique pour la simple raison

qu'il est le produit de la colonisation, qui n'est qu'une histoire inachevée et fondée sur la violence (Tshiyembe 1990). Par contre Jean François Bayart, dans un article intitulé « Le crime transnational et la formation de l'Etat » pense que les différentes pratiques transnationales de criminalité concourent à sa construction et non à sa déconstruction, donc la faible gouvernementalité de l'Etat post indépendance participe de sa construction (Bayart 2004).

En revanche, Béatrice Hibou *et al.* nient le retrait et encore moins l'abandon de l'Etat de ces prérogatives, ni même la primauté du privé sur le public. La privatisation de l'Etat mieux de la sécurité traduit seulement les processus concomitants de diffusion de l'usage d'intermédiaires privés pour un nombre croissant de fonctions antérieurement dévolues à l'Etat. Réfléchir, renchérissement-ils sur l'hypothèse de la « privatisation de l'Etat », c'est se laisser la possibilité de penser d'éventuels nouveaux modes de pouvoir et de gouvernement, d'entrevoir des nouvelles représentations du politique. Certes, la décharge sur les intermédiaires privés peut correspondre à un décalage entre demandes en augmentation et une capacité limitée de la part de l'Etat d'y répondre de façon institutionnelle et formalisée. Cette décharge peut prendre plusieurs orientations : les réseaux clientélistes, l'exercice néo-patrimoniale, le népotisme, etc. (Hibou *et al.*, 1999).

Dans le même ordre d'idées, Jean-François Bayart, Béatrice Hibou et Steph Ellis, reviennent sur la décharge et mettent exergue l'une des caractéristiques de ce mode de gouvernement. Il s'agit de captation par les groupes sociaux dominants ou par les acteurs dominants, de toute une série de rentes générées par l'Etat. Ce qui semble apparaître comme le modèle africain d'une « expérience démocratique » du post colonialisme.

Dans une perspective historique, Guy Aundu, dans une étude qu'il a mené sur l'Etat en RD Congo, abouti à une conclusion selon laquelle, l'Etat post colonial congolais repose sur une tare congénitale, celle de la fragmentation du monopole de violence. C'est avec cette fragmentation que celui-ci devient indépendant. Et cette fragmentation, renchérit-il, favorise davantage l'émergence et l'emprise des nouveaux acteurs aussi bien supra qu'intra étatiques sur lui. Au demeurant, la privatisation de la sécurité apparaît comme l'une de ces résultantes (Aundu 2013).

Dans un contexte d'Etat dit faible, Pélouse de Montclos s'emploie à décrire les modes d'organisation qui conduisent à la fragmentation du monopole étatique sur la violence. En décortiquant les relations des différentes organisations qui participent à la gestion de la sécurité avec l'Etat. Il démontre que la police en Afrique n'est pas développée en tant que service public, elle est avant tout un instrument de répression, souvent dotée d'une force paramilitaire, parfois au service d'intérêts privés. In fine, il rejoint Aundu, Tshiyembe et Bangoura sur la tare congénitale ou sur une histoire inachevée des armées et les services d'ordre en Afrique post coloniale.

C'est à partir de ce défaut intrinsèque, que nous essayions de construire la trajectoire de la privatisation de la sécurité. Nous prenons comme point de départ la période du règne du président maréchal Mobutu. Notre choix est justifié par une simple raison. Pendant le règne de Mobutu, on a assisté à la construction d'un Etat patriarcal marqué par l'avènement du parti national, voire unique, la concentration de l'ensemble des pouvoirs par un seul homme ainsi que l'absence des libertés fondamentales (Mukoka 2012:16).

Regard historique sur la privatisation de la sécurité en RD Congo.

Premier moment privatif : déficit de la stabilité institutionnelle entre 1965 et 1997

C'est en 1965 que Mobutu prend le pouvoir grâce notamment au soutien des services de sécurité américain et belge. A l'aube du 24 novembre 1965, en effet, le haut commandement militaire sous la férule du général Mobutu prend le pouvoir. Le tout premier geste que ce dernier pose est de retirer la sécurité des compétences du ministre de l'intérieur pour la mettre sous son contrôle en tant que ministre de la défense. Ensuite, il accumule à son profit tous les pouvoirs parce qu'il est le seul apte à les exercer dans l'intérêt de tous.

Il est alors chef de l'Etat, premier ministre, ministre de la défense, chef des armées et de la sécurité. Il exerce l'ensemble des prérogatives du gouvernement ; notamment il assure la sécurité des personnes et leurs biens. En 1967, c'est la création du Mouvement populaire de la révolution. Le MPR, deviendra trois ans plus tard, le parti unique et national, fondement de la vie politique du pays. Ce parti sera institutionnalisé au terme de la loi n° 70-001, du 23 décembre 1970. De droit, toutes les institutions lui sont subordonnées. Le MPR devient la source du pouvoir, de l'autorité et de la sécurité. Dans ce contexte, tous les membres du MPR sont également membres de structure de la sécurité, celle-ci étant organisée au sein de chaque structure du MPR du sommet à l'échelle locale.

Pendant tout le règne de Mobutu, le MPR sera composé des structures de sécurité de proximité. Il ne s'agit pas bien sûr de la sécurité de la population d'abord, mais celle du régime. Le parti a non seulement opprimé, mais aussi réprimé la société civile qui était mise au pas. Mais par effet d'entraînement, cette dictature soutenue par le CIA et d'autres gouvernements occidentaux, a contribué à l'unité du pays et relativement à la sécurité des personnes et des biens, mais surtout empêché l'éclatement des rébellions et l'agression de la RD Congo par les pays voisins qui eux-mêmes subissaient le leadership de Mobutu dans la sous-région des Grands Lacs.

En 1989, c'est la Perestroïka ou la libération de l'espace politique du monde. Ce vent de démocratisation a laissé à travers le monde, les conséquences, telles que l'Afrique et le Congo n'ont pas été épargnés. En RD Congo, Mobutu va

instaurer des consultations populaires qui vont déboucher sur le fameux discours du 24 avril 1990, qui a déclenché le processus de démocratisation.

Cependant, Mobutu lui-même sera le premier à torpiller ce processus de démocratisation. C'est ainsi qu'après avoir déstabilisé la Conférence nationale dite « souveraine », il crée un climat de violence politique pour décourager et intimider les citoyens par le biais du terrorisme d'Etat. En outre, il renforce et tribalise sa garde (Garde présidentielle) et multiplie les services de sécurité (Snip, Sarm, etc.) et les milices (Brigades Hibou, Garde civile). Il faut indiquer que ses propres collaborateurs se sont lancés dans la même dynamique, chacun se constituant sa garde en rassemblant autour de lui des éléments de l'armée. Dans un tel contexte où chacun doit assurer sa propre sécurité et où se multiplient les attaques contre les opposants politiques et leurs familles voire leurs unités de production, les entreprises privées et les citoyens disposant de moyens financiers n'avaient pas d'autre choix que celui de recourir à la sécurité privée qui devenait un moyen de se protéger contre un Etat criminel et contre des réseaux criminels.

Second moment privatif : émergence des conflits armés à l'Est du Congo/Kinshasa

Dans le contexte d'enlisement du Congo/ Kinshasa dans les différents conflits armés de la sous région, il intéressant de noter que le monopole de la violence n'est plus détenu par l'Etat mais par les forces politiques, au détriment de ce dernier. En particulier en ce qui concerne sa capacité de défense externe (Bangoura, 1996). Il s'agit des différents groupes politico-militaires. C'est donc dans ce registre de l'incapacité de l'Etat à assumer la fonction sécuritaire que se développe la privatisation de celle-ci.

Le champ de la sécurité intérieure au regard de l'Etat congolais.

L'analyse des interactions entre public et privé dans la production de la sécurité en RD Congo se fera sous les auspices de la théorie des vases communicants et de celle dite pluraliste qui a l'avantage de mettre en exergue le partenariat, la collaboration entre le public et le privé, en l'occurrence le ministère en charge de l'administration du territoire et de l'ordre public et les entreprises pourvoyeuses de sécurité privée, en l'occurrence les sociétés de gardiennage.

La thèse des vases communicants : montée en puissance de la sécurité privée par défaut de l'Etat

La théorie du vide ou des vases communicants établit une corrélation étroite entre la montée en puissance de sécurité privée et le recul d'un Etat devenu incapable d'assurer la paix publique et d'exercer son monopole sur l'usage de la violence légitime (Pérouse De Montclos 2008:18). En effet, la théorie des vases communicants se concentre en l'occurrence sur les lacunes des forces de l'ordre

et de la défense. Autrement dit, elle met l'accent sur les régulations situées aux marges de l'Etat, dans les espaces qui échappent à son contrôle.

L'Etat congolais répond à ce principe. C'est un Etat qui génère des décisions tant en ce qui concerne la production, la distribution et le contrôle de la sécurité. En même temps, il est influencé par des règles qui se définissent en dehors de lui. C'est dans cette perspective que l'on peut faire la lecture de tous les accords de paix ratifiés en RD Congo. L'Accord global et inclusif conclu en Afrique du Sud et l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République démocratique du Congo et la Région signé à Addis Abeba, rendent compte de cette logique pour ne citer que les deux.

La « théorie du vide » constate le déficit des forces armées et la police nationale. Elle met en évidence la déliquescence de l'Etat congolais d'une part et, d'autre part les stratégies des groupes armés tant locaux qu'étrangers (FDLR, LRA, Mai-Mai, etc.). Ce qui illustre bien à tous égards l'échec de l'opérationnalité des mécanismes de désarmement, démobilisation et de réinsertion mis en place depuis plus d'une décennie. L'échec qui favorise la privatisation de la violence publique et la résurgence d'économies et espaces privatisés et criminalisés (Reyntjens 2012:12), qui sont reliés à l'économie mondiale, mais largement déconnectés du pouvoir de Kinshasa. C'est dans ce contexte où les sociétés de gardiennage sont appelées à sécuriser les économies privées de prédation que l'interconnexion entre les multinationales et ces sociétés est plus que visible à l'Est du pays, notamment dans la ville de Goma et ses périphéries. Dans un tel environnement, il s'avère pratiquement difficile pour l'Etat congolais de contrôler et d'imposer des normes et des règles devant régir le champ sécuritaire, à l'instar de l'arrêté ministériel 98/008 du 31 mars 1998, relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage en RD Congo.

Cet arrêté énonce l'obligation pour ces sociétés d'être de droit congolais. Cependant plusieurs sociétés refusent d'adhérer à cette norme. C'est notamment le cas de Kenya Kazi Security et G4A prestataires dont les services couvrent une bonne partie du territoire national. Ces deux sociétés disposent des capitaux humains et économiques étrangers. La première est de droit américain et la deuxième est une personne morale britannique. Ce qui illustre clairement la difficulté de contrôle et de régulation efficiente de l'Etat sur le champ de la sécurité.

Le vide que laisse l'Etat congolais entraîne la perte du contrôle de la violence. L'Etat devient alors incapable d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Face à la montée de cette insécurité produite par les policiers, les soldats et les milices, etc., l'élite économique, les organisations humanitaires n'ont pas d'autre choix que celui de recourir à la sécurité privée qui devient un moyen de se protéger contre un Etat criminel, un Etat générateur de violence politique et d'insécurité pour parler comme Dominique Bangoura. Conscient de ce vide en matière de

sécurité, le ministre des affaires intérieures a même déclaré sur les antennes de la télévision nationale en date du 11 décembre 2013 « *que celui qui se voit en insécurité peut recourir aux sociétés de gardiennage pour assurer sa sécurité* ».

En RD Congo, comme ailleurs partout dans la région des Grands Lacs, bien sûr à des degrés différents, l'insécurité n'est plus l'apanage de la violence d'Etat. Elle est aussi par la suite l'œuvre des réseaux privés de criminalité, constitués des enfants de la rue, des soldats déserteurs et retraités, les sportifs « *Bato ya makasi* », les brigands, surnommés « *Kuluna* » qui plantent l'insécurité tout au long des carrefours dans les villes congolaises. La violence construite à partir des quartiers urbains revêt plusieurs formes. On peut alors parler de la violence débridée, des viols, des actes d'incivisme à la criminalité organisée en passant par la délinquance juvénile, etc.

Certains enquêtés de cette catégorie laissent entendre que leur présence dans les rues est la conséquence de l'invisibilité d'Etat congolais. « Il n'y a pas de travail, disent-ils, nos parents non plus sont moins payés ou irrégulièrement payés. Il faut donc chercher de quoi mettre sur la dent ». « *D'ailleurs, beaucoup de 'vieux'* », entendez policiers, viennent récupérer les biens que nous volons moyennant quelques arrangements. Certains d'entre nous travaillent pour quelques uns de ces vieux »². Une fois de plus, c'est l'incapacité de l'Etat à produire le bien-être social qui engendre la déviance et creuse davantage la distance entre les gouvernants et les gouvernés. On assiste donc à une autre des formes de production de la violence par l'Etat pour reprendre l'expression de Dominique Bangoura.

C'est dans ce cadre que peut être inscrite l'instrumentalisation des jeunes délinquants par le pouvoir en place. Deux exemples devraient suffire à illustrer ce point. En 2011, l'ancien shégué plusieurs fois mis en prison pour vandalisme et assassinat, se voit récupérer et confier la direction d'une compagnie des policiers pour sécuriser le processus électoral de 2011 à Kinshasa. Interrogé sur les antennes de Radio France internationale au micro de Bruno Minasse en date du 25 novembre de la même année, c'est au surnom de « *chaleur* » qu'il reconnaît entraîner avec lui les éléments de la police nationale et les autres *shégués*. Sa mission étant de sécuriser le processus électoral. Dans la même veine, les sportifs d'une commune périphérique de Kinshasa (Masina) ont organisé conjointement des patrouilles avec la police nationale pour traquer les délinquants qui échappaient à l'allégeance de ces sportifs et du contrôle de la police nationale. Ces deux illustrations renforcent l'impression déjà existante de la privatisation pure et simple de la violence publique (Mukulu 2014:62). Dans le cas de figure l'Etat congolais a pour collaborateur un repris de justice.

La vacance de l'Etat en matière de sécurisation autorise aux populations de s'organiser en groupes d'autodéfense et de vigilance. Ces organisations sociales occupent des quartiers et tentent de se protéger contre l'Etat belliqueux et/ou des entrepreneurs de la violence. Le cas des Balala Rondo dans la cité d'Uvira

(Sud Kivu) est un exemple parlant. Les Balala Rondo occupent des « espaces sécuritaires vides » tels que Kalundu, Kasenga, Kakombe, Mushengu, Runenge et Kavimvira et tentent de se substituer à la police nationale. Organisés en comités, les Balala Rondo effectuent à tour de rôle les patrouilles nocturnes en prévision du crime. Et grappillent quelques rentes grâce à la magnanimité de la classe des « nouveaux riches » du coin. La prise en charge de la sécurité par ce groupe d'auto-défense devient une obligation permettant tant soit peu de sauver l'ordre social.

En revanche, dans la ville de Goma, la sécurité privée n'est pas tellement organisée en termes de groupe d'autodéfense. Elle est produite surtout au travers de la présence visible et imposante des sociétés de gardiennage pour la sécurisation d'une économie de prédation, extravertie et « *dollarisée* »³ et des organisations internationales. Ainsi, il est facilement observable aujourd'hui que toute la classe économique, les agences des Nations-Unies, les organisations internationales humanitaires sollicitent les services des sociétés de gardiennages, non seulement par conformité au système de sécurité des Nations-Unies, mais aussi par la perception de la montée de l'insécurité et de la dégradation du travail de la police et de l'armée dans l'Est du pays. Un agent d'OCHA déclarait que la police pendant le jour se montre comme un organe de sécurisation, la nuit, se transforme en monstre pour se livrer aux actes de vandalisme, de viol, etc.

La récupération, au mieux l'instrumentalisation des forces publiques et privées (malfrats et des groupes d'auto-défense) à des fins partisans constitue l'évidence de la faible gouvernance politique de l'Etat congolais. Censé protéger la majorité contre une minorité malveillante, le pouvoir congolais se retrouve alors au travers de la police et les malfrats à défendre les intérêts d'une minorité contre la majorité des populations, ainsi que le remarquait un militant de droits de l'homme à Goma. Dans les pays post conflit de la région des Grands Lacs, l'Etat n'est pas encore arrivé à jouer son rôle d'arbitrage et de régulation, mais il joue pleinement celui de l'usage de la violence : la force publique sert le pouvoir et non les populations. Dans cette optique, d'ailleurs ce qui fait dire à Bagoura que le monopole étatique de la violence n'est pas détenu par l'Etat post colonial, mais par le pouvoir politique, au détriment de l'Etat en ce qui concerne sa défense (Bagoura 1996:42).

Un homme d'affaire de Goma dira à ce propos « la police est une affaire de ceux qui sont au pouvoir. La plupart des policiers en service devant les édifices publics et les résidences, ne le sont que pour les officiels et leurs proches. Le Gouverneur à lui tout seul dispose d'au moins 25 policiers rien que pour son cortège alors que chaque jour on assiste à la montée du banditisme urbain et de la grande criminalité ».⁴

La présence aussi bien de la police que de l'armée laisse dubitatives les populations pour leur sécurité. Et pèse sur le degré de confiance que l'opinion publique porte sur les soldats et les policiers Deux points de vue se complètent

et se contredisent à la fois et rendent compte de cette réalité. En premier lieu, on soutient que les populations peuvent compter sur l'apport des policiers et militaires qui, à la différence des agents de gardiennages détiennent les armes à feu, ont la possibilité de procéder aux arrestations et ont accès à toute une série d'informations réservées. En ce second lieu, l'opinion la plus répandue, soutient que les éléments de la police et de forces armées sont auteurs d'opérations arbitraires voire d'exactions et nourrissent la crainte des populations qu'ils sont censées sécuriser.

En RD Congo, l'irruption des acteurs non étatiques dans le champ sécuritaire apporte son lot d'insécurité. Que l'on soit à Kinshasa ou à Goma ou d'ailleurs dans d'autres villes du Congo/Kinshasa, le recrutement des agents se fait au mépris de l'arrêté ministériel n° 98/008 du 31 mars 1998, relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage. Le 4^e article énonce que ne peuvent intégrer les sociétés de gardiennage, les agents qui n'ont pas fait partie des groupes armés, des milices, des rébellions armées, de police nationale et de l'armée républicaine. Dans les faits, toutes ces entreprises n'observent pas scrupuleusement cette clause, surtout dans une ville comme Goma, qui semble disposer de plusieurs « zone de non droit », c'est-à-dire les espaces où l'administration n'est pas fiable et quasi démissionnaire. A la suite de Patrice Mukulu, on peut dire que ces entreprises de sécurité privée, dans la plupart des cas engagent les militaires, les policiers retraités voire actifs sous fausses identités. C'est donc dans un pareil environnement que plusieurs sociétés opèrent au pays et à l'Est en particulier. On en dénombre au moins 18 dans la seule ville de Goma sans pour autant se pencher sur ses périphéries.

Bien plus, dans une ville comme Goma et ses périphéries, bon nombre des agents recrutés par les entreprises de gardiennage font partie des jeunes qui sont nés dans un environnement de guerre, de violence et de viol. Nés dans cette crise profonde et persistante, ces jeunes n'ont pas de repères culturels, religieux et sociologiques. Ils magnifient la violence et le recours à la force. Leur présence au sein des sociétés de gardiennage fait de celles-ci les sources potentielles d'insécurité dans les zones d'exploitation desdites sociétés. Dans leur imaginaire, ils pensent être soldats, ils prennent la liberté de porter les effets militaires et policiers, tels le ceinturon, les bottines, etc. Cette catégorie de jeunes n'est pas l'exclusivité des sociétés de gardiennage, on la retrouve au sein des autres segments de la sécurité nationale, telle l'armée et police nationales, la garde minière, dans les résidences privées voire dans le trafic routier de motos dans les villes de l'Est du pays.

Ce qui fait dire un commerçant de la ville de Goma que « lorsque vous avez au sein d'une société de gardiennage des éléments comme ses jeunes gens, c'est le chaos, c'est la démission pure et simple de l'Etat qui autorise l'armement d'un groupe d'individus. Vous savez ? Ces jeunes opèrent soit seuls ou en réseaux avec les hommes sous le drapeau et de quelle manière ? Lorsqu'ils sont en service devant un hôtel ou tout autre bâtiment, ils choisissent un moment de préférence la nuit

dans une ville comme Goma où le problème de fourniture de l'énergie électrique est un sérieux problème de politique publique, pour braquer et racketter les paisibles citoyens. Ils barricadent le passage moyennant un « passe-droit ».

Dans cette perspective, la sécurité a non seulement besoin des ressources, mais elle a fondamentalement besoin du monopole de la violence légitime. C'est ce qui manque cruellement à l'Etat congolais malgré la multiplication de différents accords et conférences sur la Paix, la Reconstruction de l'Etat et les différents mécanismes de brassage entre différents groupes armés et l'armée républicaine. Et l'absence d'une politique publique destinée à assurer la gouvernance de ce processus de privatisation de la sécurité.

La théorie pluraliste : un partenariat entre l'Etat congolais et les sociétés de gardiennage.

Si la théorie des vases communicants semble bien expliquer l'essor de la sécurité privée à l'Est du pays et à Goma en particulier, la théorie pluraliste donne une grille de lecture pour la gouvernance de la sécurité privée dans la ville de Kinshasa. Cette théorie souligne que pour plusieurs raisons les Etats développés tout comme les pays en développement n'ont pas renoncé à leurs responsabilités en matière de sécurité et qu'ils ont plutôt cherché à encadrer la collaboration entre opérateurs publics et privés (Pérouse De Montclos 2008:23). C'est ce que Béatrice Hibou et les autres qualifient de « décharge », par laquelle la puissance publique confie à des agents privés l'accomplissement d'un nombre choisi de tâches de souveraineté et de coercition (Belomo Essomo, 2007).

Dans cette optique, la sécurité intérieure cesse d'être une prérogative et une fonction exclusivement régaliennne de l'Etat pour devenir un champ de collaboration entre l'Etat et les acteurs privés que sont dans le cas de figure les sociétés de gardiennage. C'est à travers la gouvernance comme cadre analytique que la sécurité comme action de partage entre le public et le privé que doit être appréhendée ce partenariat. Le partenariat doit alors être compris comme un instrument d'action, en vue de contribuer à résoudre la crise de la production et la distribution de la sécurité.

En RD Congo la sécurité des personnes et de leurs biens, le maintien et le rétablissement de l'ordre public est une charge qui revient à l'Etat au travers de la police nationale. (Constitution 2006:124, Loi organique de la police). Pour des raisons invoquées plus haut, ce domaine régalienn est aujourd'hui est partagé avec les privés. Ce partage s'articule autour de l'arrêté ministériel 98/008 du 31 mars 1998 portant agrément, fonctionnement et organisation des sociétés de gardiennage. C'est donc à travers cet acte réglementaire que le partenariat entre l'Etat et les privés a pris corps et fonctionne. Pour le dire en d'autres mots, l'arrêté ministériel organise ainsi l'« espace du jeu » où la sécurité comme bien économique s'acquiert entre l'Etat et les sociétés de gardiennage au profit des citoyens.

Les sociétés privées de sécurité sont assujetties à l'acte réglementaire dont l'objectif est de les encadrer et les contenir. Leurs activités se limitent à assurer la protection des personnes aussi bien morales que physiques et de leurs biens sans pour autant se substituer aux forces de l'ordre. Le ministère des Affaires Intérieures a limité le domaine de la sécurité privée. Il interdit aux entreprises privées de faire la patrouille, de détenir, de porter et d'utiliser les armes à feu, les engins spéciaux et autres matériels réservés à l'usage militaire et policier. Dans la même veine, il interdit à ces entreprises d'avoir à leur disposition des éléments actifs de l'armée et la police nationales. Il leur impose le respect de la législation en vigueur en matière d'arrestation et de détention des délinquants (Arrêté ministériel 1998).

Ce désir de « contrôle » s'inscrit dans la mouvance du cadrage du nouveau secteur susceptible de générer les ressources pour l'Etat, dicté par le processus de la globalisation et les politiques néolibérales. Dans cette optique, le partenariat public-privé devient un vaste champ de pratiques sociales où les dimensions économiques, sociales et politiques sont enchevêtrées. En d'autres termes, le partenariat apparaît comme un lieu où peut s'observer le formel et l'informalité, qui met en exergue des pratiques rebelles aux cadres juridiques et institutionnels légitimes en mettant en interaction différents acteurs déployant une diversité des logiques, mobilisant une pluralité des normes tantôt dans une dynamique de collaboration tantôt celle d'affrontement (Ayimpam 2014).

C'est ici l'occasion pour nous de mobiliser le concept de « normes pratiques » telles que définie Olivier de Sardan, à savoir que les « normes pratiques » sont les diverses régulations informelles, de facto, tacites ou latentes, qui sous-tendent les pratiques des acteurs ayant un écart avec les normes publiques ou les normes sociales (Olivier de Sardan). Ce concept a l'avantage d'aborder le « problème des écarts » que l'on retrouve dans l'exécution de l'acte réglementaire en rapport avec les pratiques qui assurent au quotidien la gouvernance de la sécurité privée. Ce qui va davantage permettre de comprendre l'enjeu de la gouvernance sur la privatisation de la sécurité en RD Congo, aussi bien au niveau du public que du privé.

La création d'une société de gardiennage au Congo/Kinshasa soulève un ensemble des conditions qui méritent une attention soutenue. Nous retiendrons pour cette recherche trois. Le rapport formel pour la constitution de la société, le détachement des éléments de la police au sein des entreprises pourvoyeuses de la sécurité privée, et enfin les propriétaires de dites sociétés de gardiennage.

Le Rapport formel

Nous entendons par le rapport formel, l'acte ou la première démarche administrative que toute personne tant physique que morale désireuse de produire la sécurité privée, entreprend au près des instances habilitées à lui permettre de connaître ses droits et ses obligations en matière de sécurité privée. Cette démarche s'articule autour de trois instances relevant du ministère des affaires intérieures, c'est-à-dire

le ministère en charge de la sécurité publique. La première concerne le cabinet du ministre. La deuxième met en exergue le service du secrétariat du ministère. Le dernier service fait référence au contact permanent ou à la liaison permanente entre le ministère et les différentes entreprises pourvoyeuses de la sécurité privée sur le territoire national et enfin la direction de protection civile.

Le Cabinet du Ministre des Affaires intérieures

Le Cabinet du Ministre des Affaires Intérieures délivre le permis d'exploitation moyennant 10.000 FF au travers de la DGRAD à Kinshasa après avis favorable de la commission ad hoc. La commission ad hoc est une instance où siègent plusieurs services qui s'occupent d'une manière ou d'une autre de la sécurité publique. Dans cette catégorie rentre le service de la présidence de la République ; du ministère des Affaires Intérieures ; de l'Agence nationale de renseignements ; DEMIAP/intérieur ; de la police nationale et enfin de l'office national d'emploi. In fine c'est un comité de sécurité d'Etat qui est attaché directement aux services de la présidence de la République. Elle a pour mission d'examiner les différents dossiers introduits pour exploitation des activités de gardiennage en RD Congo. Ce qui frappe de premier abord, c'est le grand nombre de « demandeurs » de permis d'exploitation.⁵ C'est vraiment un secteur en plein développement dans la région des Grands Lacs et particulier dans la ville de Goma et ses périphéries.

L'entrée en possession du permis d'exploitation est conditionnée par le paiement de deux taxes. Une première taxe à 100 FF pour recensement de société de gardiennage en tant que personne morale, distinctement de son personnel. Une deuxième taxe est alors payée pour identification à titre individuel les agents et personnels de la société, qui, elle s'élève à 20 FF par personne. C'est qui implique que le champ de la sécurité privée apparait sans nul doute comme un vivier qui fait un appel de phares à tous prédateurs. Prenons une moyenne de 100 agents par société et par province, il y a de quoi à capturer les ressources pour l'Etat congolais.

En ce qui concerne l'implantation d'une entreprise en dehors de Kinshasa, l'Ordonnance-loi de 2013 énonce que l'implantation d'une société dans un espace autre que la ville de Kinshasa exige au préalable un paiement de 3000. FF dont 2000 FF vont devoir être retenus pour la capitale et 1000FF réservés à l'administration de la province du secteur d'exploitation de la société en question par l'entremise de la direction provinciale de DGRAD à titre de couverture des différents frais administratifs.

Le Secrétariat du ministère des Affaires Intérieures

Comme son nom l'indique, le Secrétariat du ministère des Affaires Intérieures, est un service d'appoint ou technique qui s'occupe au quotidien de l'administration

du ministère, c'est-à-dire, qu'il s'occupe de la conformité à la lettre et à l'esprit de l'acte réglementaire stricto sensu. Le Secrétariat du ministère des Affaires Intérieures s'inscrit dans le continuum du cabinet du ministre en octroyant le permis d'exploitation provisoire de six mois non renouvelable, après le visa de plusieurs autres services, en plus de ceux qui siègent à la commission *ad hoc*. On peut citer la fédération des entreprises du Congo, l'institut national de préparation professionnelle et l'institut national de sécurité sociale.

Pour rester dans la logique de contrôle permanent du champ de la sécurité privée, et consolider le partenariat public-privé, le Ministre a décidé de placer une « Antenne », c'est-à-dire, établir une liaison permanente, constituée d'un ou plusieurs agents de services d'intelligence aussi bien militaires que civils dans chaque société pour rendre compte quotidiennement de l'activité de gardiennage à la hiérarchie immédiate ou la plus haute hiérarchie.

Lors de nos enquêtes à Goma et/ ou à Kinshasa, presque tous les enquêtés (gestionnaires) sont revenus sur la double taxation. Ils disent volontiers que, l'on paie deux fois une même taxe pour une seule formalité, que l'on soit à Kinshasa ou dans la province du Nord-Kivu. L'Ordonnance-loi énonce que certains frais connexes des actes générateurs des recettes doivent être payés seulement et alors seulement à Kinshasa quelque soit le lieu d'exploitation de l'entreprise de sécurité privée. Cependant cette norme constamment proclamée, est souvent contredite dans les faits. Les mêmes frais sont repris dans les Arrêtés de gouvernement provincial du Nord-Kivu, contraignant toutes les sociétés à se conformer en plus de l'Arrêté ministériel du gouvernement central mais aussi à l'esprit et à la lettre de l'Arrêté du gouvernement provincial.

Prenons les exemples courants, ceux du versement de 0,2 pour cent de l'enveloppe salarial à l'ONM ; l'affiliation à l'INSS ; à l'INPP ; le paiement de la taxe à la DGI. Ainsi, les sociétés se trouvent dans l'obligation de s'acquitter de ce qu'on peut appeler « pratique citoyenne » sous peine de se voir refuser l'accès au champ de la sécurité qui, du reste très lucratif Par ailleurs, les perdants dans cette pratique restent en premier lieu les populations. Non seulement que cette sécurité coûte chère, mais de surcroit, les populations paient deux fois pour le même service, d'abord sous la forme d'impôts alors que des services pour lesquels ces impôts sont payés ne sont pas finalement fournis par l'Etat congolais, puis une deuxième fois en recourant directement à des sociétés privées de sécurité. La volonté délibérée de l'autorité provinciale de violer l'acte réglementaire en taxant par deuxième fois pour un même service et le consentement des entreprises pourvoyeuses de sécurité privée prennent place dans les mutations sociopolitiques intervenues dans la ville de Goma.

En effet, au cours des 15 dernières années, il s'est formé une nouvelle « classe » ou « élite » économique dans la ville de Goma. Appelée les « nouveaux riches » pour reprendre l'expression de Buscher et Bongenia, ce petit nombre de « grands

barons » dispose d'un puissant capital économique et entreprend plusieurs activités commerciales dans le domaine économique, on citera entre autres : l'exploitation des ressources naturelles ; l'achat et vente du carburant ; l'immobilier ; l'aviation et bien entendu le commerce tourne vers le Proche et Moyen-Orient et l'Afrique de l'Est (Buscher & Bongenia 2013).

En plus du « boost économique » de la ville, la présence visible de la MONUSCO et d'autres agences des Nations-Unies ainsi que plusieurs organisations internationales humanitaires de l'aide, considérées à juste titre comme une nouvelle source d'opportunités d'offre de sécurité privée, expliquent aussi l'agir sinon la culture professionnelle de la double taxation et de la violation de l'Arrêté ministériel portant organisation et fonctionnement des activités de gardiennage. Cette culture professionnelle illustre à merveille la perception erronée de la décentralisation en tant que la politique publique encadrant et influant sur les autres politiques et créatrice d'arènes locales, d'Etats locaux et de pouvoirs locaux territorialisés fondateurs d'une démocratie à la base (Tshibwabawa 2010), pourtant formulée et codifiée dans la Constitution de la République démocratique du Congo.

En fonction des situations et des enjeux que nous avons énoncés ci-dessus, les sociétés de gardiennage sont susceptibles de faire des choix, et malgré toutes les contraintes réglementaires, elles disposent des marges de manœuvres permises par la régulation informelle et par les « zones d'incertitudes » (Ayimpam 2014) qu'elles ont pu se créer, à l'intérieur desquelles elles peuvent discuter les normes et jouer avec les règles. Acteurs importants de la sécurité privée à l'Est du pays comme à Kinshasa, les sociétés de gardiennage sont, à la fois, inventrices et manipulatrices du partenariat. C'est dans ce sens qu'elles acceptent le jeu de la double taxation pour en faire une norme, où chacun trouve son compte (Etat-Société de gardiennage), une sorte d'arrangement « gagnant-gagnant ». Il y en a qui vont jusqu'à bénéficier de l'exonération totale des taxes par arrangement ou par détournement de procédures ou par recommandation. Dans ce registre entrent les multinationales de sécurité privée qui couvrent une bonne étendue du territoire national ; celles qui débarquent de Kinshasa avec les recommandations obtenues au plus haut niveau de l'Etat gouvernemental ; et enfin celles qui sont couvertes ou protégées par les anciens seigneurs de guerre, devenus depuis les hommes les plus puissants de la contrée.

Dans la même lancée, par le rapport du ministère des Affaires Intérieures, l'Etat congolais reconnaît une faible observation ou une forte manipulation de la norme relative à l'octroi du permis obligatoire, permettant l'autorisation de l'exploitation des activités de gardiennage sur l'étendue de la République (Arrêté ministériel, 2007). En effet, le rapport de la commission de contrôle et de suivi des activités des sociétés de gardiennage de 2007, indique que sur un total de 100 entreprises en activité, identifiées et auditées, seules 10, soit 0,1 pour cent

des sociétés sont en ordre. Ce qui constitue un manque à gagner et contribue énormément au déficit budgétaire de l'Etat congolais. Alors que l'exploitation est autorisée sur base de permis délivré par le Ministre de l'Intérieur dont la validité est d'une année renouvelable. Ce permis détermine le ressort et le domaine d'exploitation (Arrêté ministériel, 1998, art 3). La facilité avec laquelle cette autorisation est accordée semble engager directement la responsabilité au sommet de la République.

Ledit rapport regroupe les entreprises au regard de paiement de la redevance vis-à-vis de l'Etat en trois catégories. La première concerne les sociétés de gardiennage en ordre de paiement. La deuxième reprend à son compte les sociétés de gardiennage disposant de permis mais, ne s'acquittent pas de leurs redevances annuelles. La dernière catégorie concerne un bon nombre d'entreprises de sécurité privée qui ne disposent pas de permis d'exploitation et, ne s'acquittent pas non plus de leurs redevances annuelles. Elles fonctionnent sur base d'autorisation provisoire ne pouvant excéder six mois, délivrée par le Secrétariat du ministère en charge de la sécurité des personnes et de leurs biens (ministère des Affaires Intérieures, 2007).

Ce rapport est un exemple parlant de ce que T. Trefon, cité par Ayimpam (2014) qualifie de l'anomie qui caractérise aujourd'hui l'administration du pays. Trefon fait allusion à la faillite de l'administration et des services publics, échecs de la modernisation et du développement. Cependant, l'Etat continue à être omniprésent dans le quotidien de la vie des Congolais, notamment à travers les agents qui continuent à délivrer « à leur manière » les services publics, et bien souvent en agissant s'ils ont une motivation particulière. Ce qui peut s'expliquer en termes de corruption ou d'une initiative de la hiérarchie de l'agent etc.

La Direction de la protection civile

Au terme de son septième article, l'Arrêté ministériel énonce qu'il est prohibé, tout détachement des éléments actifs des forces armées et de la police nationale auprès des entreprises de sécurité privée. Cependant ce dispositif peut être levé en sollicitant le ministère de l'Intérieur à partir de la direction de la protection civile.

La direction de la protection civile est un bataillon de garde de la police nationale chargée de détacher les agents de la police auprès des acteurs sociaux. Le détachement est un dispositif qui consiste à mettre à la disposition des acteurs sociaux autres que les hautes autorités, la protection rapprochée à ceux qui en font une demande expresse pendant une période plus ou moins longue. Rentre dans cette catégorie : les élites, les opérateurs économiques, les personnes physiques ou morales, les sociétés de gardiennage. Cette dernière catégorie mérite qu'on s'y attèle.

En tant acteur social de la sécurité, les sociétés de gardiennage ne sollicitent pas une protection, bien au contraire une collaboration, un partenariat pour la production de la sécurité. Si le détachement peut être compris dans le sens de collaboration, de partenariat pour les sociétés de gardiennage, par contre, il dénote la finalité pour l'Etat congolais. Il s'inscrit dans une quête de garder une emprise, une domination sur un secteur à la fois juteux sur le plan économique et délicat sur le plan sécuritaire, il y va de la protection des citoyens et de leurs biens donc de la fonction régaliennne de l'Etat.

A la lumière des dynamiques sociopolitiques à l'œuvre à l'Est du pays et dans le reste du pays, il est de plus en plus évident que le détachement est une opération lucrative, susceptible de produire le revenu à la police. Mais on constate que, cette opération est de plus en plus réalisée dans le contexte d'accords explicites entre les commissaires de police nationale d'un côté et de l'autre, les gestionnaires des sociétés pourvoyeuses de sécurité privée mais dissimulée envers la direction de la protection civile (bataillon de garde). C'est dire que les agents de la police affectés à la disposition de ces sociétés de gardiennage par exemple pour la surveillance des pompes à essence, des antennes des sociétés de communication, d'escorte des fonds et des matières premières, les parkings, les bâtiments et autres édifices publics ne répondent pas tous et toujours de la direction de la protection civile.

Lors de nos enquêtes, plusieurs entretiens ont validé notre hypothèse. Plusieurs policiers interviewés à tour de rôle ont abouti à la même observation. Certains étaient de service devant le supermarché d'un sujet asiatique n'ont pas hésité un seul instant à dire : qu'ils sont détachés dans une société de gardiennage sur initiative de leur « vieux », entendez un parent proche au sein de la hiérarchie de la police, qu'ils n'avaient pas de compte à rendre à quelqu'un d'autre qu'à leur « vieux », qui a proposé cette « coopération » moyennant une retenue de 10 pour cent sur leur rémunération. Tandis que pour un autre groupe, leur présence aux côtés des gardiens relève du choix du vieux de leur « pire ». C'est, racontent-ils, sous l'initiative du sujet indien, propriétaire d'une entreprise de gardiennage qui a saisi directement le « vieux ». Celui-ci a accepté de s'engager dans un arrangement qui nous permettra tous de tirer profil. Dans ce pays, attendre le salaire, disent-ils est un calvaire. Ce pays marche avec le coop.

Ce faisant, les policiers acceptent que leur « vieux » se réserve le droit de regard total ou en partie sur leur rémunération. A l'instar des autres agents de l'administration d'Etat qui sont sous payés depuis des mois, le vieux doit, comme tout le monde, chercher et trouver les moyens de survivre (Ayipam 2014). La seule ressource dont il dispose quasi exclusivement et qu'il peut monnayer pour tirer un bénéfice, c'est le pouvoir de choisir les éléments à détacher auprès des sociétés de gardiennage.

Dans la même veine, un militant de défense des droits de l'homme à Goma revient à peu-près sur les mêmes dires. Pour lui, il est quasi certain qu'il y a un

consensus de fait sur une norme pratique en ce qui concerne le détachement des éléments de la police. Ce dire que les gestionnaires des sociétés ne s'adressent pratiquement plus directement à la direction de la protection civile. Le détachement est un arrangement avec la hiérarchie qui leur envoie des éléments de police « pires petits », fidèles et loyaux qui sont sous-payés ou qui doivent chaque fois retourner auprès du commissariat ou sous commissaire pour être rémunérés, moyennant une retenue sur le montant à percevoir. Il faut signaler que le montant à payer aux policiers relève de l'accord après discussion entre commissaires et gestionnaires en dehors de tout cadre officiel et à l'insu des éléments de la police nationale en détachement.

Les responsables du commissariat disent que le dispositif « détachement » est une opération risquée qu'il faut bien gérer pour éviter les ennuis avec la hiérarchie immédiate voire la plus haute hiérarchie. Très souvent, il arrive que la haute hiérarchie de la police soit actionnaire ou propriétaire ou serve de couverture politique et sécuritaire de la société.

Lorsqu'on essaie de faire usage de son pouvoir de contrôle et de sanction qu'on détient, on est vite rappelé à l'ordre par la haute hiérarchie ou la hiérarchie par une demande d'explication, une mise à pied ou une nouvelle affectation. Il se dégage un sentiment d'impunité, renforcé par l'existence fréquente de « protections » influentes. Pour pallier à ce genre d'inconvénients, nous avons quasiment formalisé un mode opératoire en contradiction avec la norme officielle en mutualisant des gains que les policiers amènent aux commissariats en réservant un quota pour la hiérarchie. Et aussi, il y a presque un consensus de fait entre commissaires au tour de la rotation des policiers. En effet, les policiers ne doivent plus faire plus de six mois au sein d'une même société pour occasionner des frais de « rotation » à charge des sociétés. Enfin, en plus de ces arrangements, nous avons une gratification lorsqu'il faut faire un constat en cas d'incidence. In fine, ces détournements de procédures amputent sérieusement sur la gouvernance du champ sécuritaire.

Comme le dit Ayimpam avec justesse, les rapports de dépendance interpersonnelle qui se construisent alors, sont faits d'accommodations, de négociation, de séduction parfois d'arrangements et de compromis souvent tacites, souvent illégaux, qui jouent un rôle majeur (Ayimpam 2014) dans la gouvernance de la sécurité privée.

Propriétaires des entreprises pourvoyeuses de la sécurité privée.

Lors de nos enquêtes, il nous est pratiquement difficile d'identifier les propriétaires des sociétés en charge des activités de gardiennage. A la place, nos interlocuteurs n'ont été que les gestionnaires voire les chargés du personnel. A titre d'hypothèse, nous pensons qu'il peut s'agir de ceux qui représentent l'Etat qui, évitant d'être sous les phares de la critique, d'avoir privatisé la violence publique à des fins

lucratives. Il peut également s'agir des expatriés qui, en principe ne répondent pas aux critères fixés par l'Arrêté ministériel. Enfin, les propriétaires peuvent aussi être des ex seigneurs de guerre, qui depuis ont intégrés l'armée et la police congolaises. Ce qui semble expliquer la stratégie de camouflage qui nous a accompagné tout au long de nos enquêtes à Kinshasa comme à Goma. Dans la perspective de cette hypothèse, les propriétaires tordent le cou à l'acte réglementaire, notamment en son article deuxième relatif à l'identification et la qualité des exploitants et des gestionnaires.

L'analyse de quelques conditions d'ouverture et les pratiques de fonctionnement au quotidien des entreprises de sécurité privée ont pu démontrer à suffisance que la logique du marché imprègne le champ de la sécurité privée. Cette logique du marché suscite une question majeure à notre sens, celle de s'interroger sur l'enjeu pour la gouvernance dans ce processus de privatisation de l'Etat ?

L'enjeu de la gouvernance pour le processus de la privatisation de la sécurité en RD Congo.

L'enjeu central de la gouvernance dans le processus de privatisation de l'Etat est de reconfigurer de manière dynamique des formes nouvelles de régulation du champ de la sécurité. Une telle épreuve exige de la part de l'Etat congolais de mettre en jeu toute une série de batteries de stratégies, de compétences ou de capacités pour mener des réflexions assez profondes sur les écarts qui résultent de la norme publique, légale des pratiques qui régulent au quotidien le secteur. Les écarts vus par Sylvie Ayimpam et Olivier de Sardan comme « culture professionnelle », « culture organisationnelle », aujourd'hui largement partagées dans le milieu professionnel de la sécurité privée aussi bien par les acteurs étatiques et que non étatiques. Mener une pareille réflexion exigerait quelques préalables qui peuvent se décliner en défis à relever. Nous en citons au moins quelques uns parmi tant d'autres.

Le défi de l'édification d'un Etat démocratique.

Dans le contexte de post conflit, caractérisé par une démocratie cosmétique fragilise davantage l'Etat. Le défi à relever ici est celui du passage d'une expérience apparente à une expérience d'enracinement et d'élargissements à la base, seul gage d'une démocratie active et réelle, concrète (Mukoka 2012). Ce qui implique la reconstruction d'institutions dignes d'un Etat de droit. Dans cette perspective la démocratie n'est pas seulement un mode de légitimation de pouvoir, c'est plutôt une fin à poursuivre par l'intégration des citoyens à la prise de décisions publiques (Cavalière 2007). Ce qui favorise l'épanouissement des facultés politiques et sociales de l'individu et son identification à la communauté. Un tel Etat pourrait être un bon préalable à l'instauration d'une gouvernance du champ de la sécurité en général et en particulier, la sécurité privée.

Construction du cadre régulation pour la sécurité privée.

Il est malheureux de constater qu'un pays comme la RD Congo ne dispose pas d'un cadre juridique régissant une matière aussi délicate que régaliennne de l'Etat comme celle de la sécurité privée. En effet, malgré la prolifération des activités de la sécurité privée, ce secteur n'est régulé que par un acte réglementaire. A notre avis, cet acte est laconique (neuf articles), très rudimentaire, inadapté aux mutations sociopolitiques intervenant et donne des réponses bricolées, précaires ou opportunistes à des circonstances.

Il est impérieux qu'un travail législatif soit entrepris dans le sens de doter le pays d'une « Loi-cadre » organisant son cadre juridique. Une loi-cadre qui doit imposer de nouvelles normes pratiquement adaptées aux contingences, aux nouvelles ressources et aux nouvelles contraintes du contexte de l'économie mondialisée, des avancées technologiques en matière de surveillance. Une loi-cadre qui prend en charge les mutations intervenues au niveau de la géopolitique et de la géostratégie dans la région des Grands Lacs. Une Loi-cadre susceptible de contenir tant soit peu le pluralisme normatif qui caractérise le champ de la sécurité privée.

Formation des agents de sécurité privée

Cela nous amène à évoquer le troisième défi concernant la formation des agents de sécurité privée. La formation des agents se joue sur deux dimensions. D'une part, elle crée une identité de groupe, un lien entre individus, une manière de penser la sécurité, d'apprendre le langage de la sécurité, de permettre de construire un habitus, dirait Bourdieu. D'autre part, il faut professionnaliser l'agent de sécurité, c'est-à-dire lui donner un capital culturel, une formation spécifique technique pour qu'il puisse se dégager de l'image du simple gardien aux compétences limitées. Cette professionnalisation va permettre l'émergence d'une culture de la sécurité privée (Dupont et Mulone 2008). Somme toute, la formation permet l'efficacité des opérations.

Création des associations professionnelles

Devant un environnement de l'absence de l'Etat, il est avantageux pour les entreprises pourvoyeuses de sécurité privée de se constituer en association professionnelle. L'association professionnelle permet le développement d'un langage commun en recevant les informations. Elle permet le partage des problématiques et des solutions, de travailler avec la police de manière concertée avec la police lorsqu'il s'agit de déférer un cas devant la justice, de partager les informations avec la police dans la mesure où elle possède des informations utiles et cruciales susceptibles d'assurer une bonne sécurité privée. Enfin, l'association permet de mettre sur pied des stratégies d'embauches d'agents bien formés. De constituer une forme de syndicat.

Armée et Police nationales

Plusieurs mécanismes et stratégies ont été élaborés pour refonder ou reconstruire les armées et police nationales. A notre niveau, nous faisons appel à la volonté politique de pouvoir mettre tout en œuvre pour fonder une armée et une police susceptibles d'assurer la protection de l'intégrité du territoire et garantir l'ordre public.

L'élite congolaise

La gouvernance est avant tout une question de leadership qui impulser doit une vision. Ce qui manque cruellement au Congo/Kinshasa. C'est ici que doit intervenir l'élite congolaise. L'élite congolaise doit se remettre en question sur la débâcle totale de l'entreprise « Congo ». Elle doit se donner suffisamment le temps d'une profonde réflexion sur les causes de la crise multiforme et récurrente qui ne quitte pas le Congo, comme à l'occasion de la conférence nationale dite « souveraine ». Ce faisant, à la suite François Mukoka, nous pensons qu'elle est appelée de s'investir dans ce que Ronsavallon appelle la sociologie de la légitimité, qui s'assigne comme objet d'étude la conformité des modes de gouvernement aux exigences de la démocratie, de la représentation populaire, de l'intérêt ou du bien commun, en analysant entre autres les phénomènes de la privatisation de l'Etat, d'impolitique et de mal gouvernance qui sont à l'origine du mal développement (Mukoka, 2014:9).

Conclusion

Notre objectif initial dans cette étude était d'analyser le processus de privatisation de la sécurité, ainsi que les stratégies des agents sociaux qui en sont impliqués pour en comprendre leurs rationalités. Ce qui de manière ultime nous a informé sur l'enjeu de la gouvernance de la sécurité privée. Au cours de cette réflexion, nous sommes arrivés à quelques constats dont les plus récurrents sont les suivants :

Dans le contexte de crise multiforme et de post conflit, le champ de sécurité privée est pensé en termes de gain, son objectif étant de générer des profits, aussi bien en ce qui concerne non seulement les sociétés de gardiennage mais aussi et surtout l'Etat congolais. Celui-ci ne se démarque pas des entreprises pourvoyeuses de la sécurité privée, il mesure l'efficacité de la sécurité en termes monétaires. La privatisation de la sécurité contribue à une offre plus fracturée de celle-ci et coûte chère.

Nous sommes arrivés à une dichotomie très avancée en analysant la manière dont les modes de collaboration entrent publics et privés. En effet, le partenariat entre les sociétés de sécurité privée et l'Etat et la police s'écartent des canons, ou des formes dûment reconnus et codifiés de la gouvernance de la sécurité privée. Nous sommes arrivés à observer que les acteurs publics ont « privatisé » les pouvoirs et prérogatives attachés à leurs fonctions de contrôle légal. Nombre d'entre eux sont passés maîtres du « double jeu » qui consiste à invoquer la loi et les règlements

pour peser dans les arrangements avec les gestionnaires et responsables de sociétés pourvoyeuses de sécurité privée. Une faible régulation a entraîné la perméabilité ou la porosité du champ de la sécurité privée.

In fine, le pluralisme normatif, les écarts, les déviances expliquent ou sont expliqués par le déficit criant du leadership politique, la faiblesse pathologique de l'Etat congolais. L'Etat congolais est là où il ne doit pas être, c'est-à-dire dans les réseaux clientélistes, dans l'exercice néo-patrimonial. Il n'est là où il doit être, c'est-à-dire dans la production, la distribution et/ou le contrôle de la sécurité.

Notes

1. Cependant, s'il s'avère important d'illustrer nos propos ou de procéder à une comparaison jugée nécessaire, nous nous n'empêcherons pas de recourir au cas des sociétés militaires privées en charge de la sécurité privée, opérant dans l'Est, voire sur l'ensemble du territoire national de la République démocratique du Congo et pourquoi pas dans les autres pays de la région des Grands Lacs.
2. Briguant du rond-point Ngaba, octobre, Kinshasa 2014.
3. Economie dollarisée est une économie où la monnaie nationale n'a presque pas de cours légale.
4. Entretien avec un opérateur économique, bénéficiaire des services de sécurité privée, Goma, le 11/08/2014.
5. Un agent du ministère des Affaires intérieures parlait d'une centaine de dossiers sur le bureau du secrétariat général du ministère.

Liste des abréviations

1. AFDL : Alliance démocratique pour la libération du Congo est un cadre politique de collaboration pour combattre le régime du Président Mobutu. Les partis liés à cet accord sont : le Parti de la Révolution Populaire (PRP) ; le Conseil National de Résistance pour la Démocratie (CNRD) ; le Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ) ; l'Alliance Démocratique des Peuples (ADP).
2. Coopération : offre d'un service fondée sur base d'une relation personnelle ou affective.
3. DGARD : Direction générale des Recettes, Judiciaire, Domaniale, et de Participation
4. FF : Franc Fiscal
5. DEMIAP : Détection militaire des activités anti-patrie
6. SNIP
7. SARM
8. Shégué : Enfant de la rue
9. MONUSCO : Mission des Nations-Unies
10. Pire : plus proche
11. Petit : Terme familier qui exprime le rapprochement affectif, de transcende l'instance professionnelle.
12. Pire petit plus proche
13. Vieux : personne disposant d'une influence hiérarchique, matérielle, quelqu'un qui de l'ascendant, qui dispose d'un capital social

Références

Ouvrages

- Aundu Matsanza, G., L'Etat au monopole éclaté. Aux origines de la violence en RD Congo, Paris, l'Harmattan, 2013.
- Bayart, (J.F.), Ellis, (S), et Hibou, (B), La criminalisation de l'Etat en Afrique, Bruxelles, Editions complexes, 1997.
- Gazibo (M) et Thiriot (C), (dir), Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche, France, Karthala, 2009.
- Hibou, B., (dir), la privatisation des Etats, Paris, Karthala, 1999
- Hufty, (M), Dormejer Freire, (A), Plagnat, (P), Neumann, (V), Jeux de gouvernance. Regards et réflexions sur un concept, Paris, Karthala, 2007
- Kankwanda Mbaya, J., et Mukoka Nsenda, F., la République démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion, Kinshasa-Montréal-Washington, Icredes, 2013
- Mappa, S., (dir), Puissance et impuissance de l'Etat. Les pouvoirs au Nord et au Sud, Paris, Karthala, 1996.
- Mbaya KANKWENDA, (dir), Dynamiques des conflits et crises de développement en Afrique centrale, Paris, Editions Dubois, 2004.
- Pérouse De Montclos, M-A., Etats faibles et sécurité privée en Afrique noire. De l'ordre dans les coulisses de la périphérie mondiale, Paris, L'Harmattan, 2008.
- Olivier de Sardan, JP., Les normes pratiques et agencéité, WWW. Lasdel.net
- Pole Institue, Repenser l'indépendance : la RD Congo 50 ans plus tard. Acte du Colloque du cinquantenaire, Goma, 2013
- Roche, J-J., Insécurité publiques, sécurité privée ? Essais sur les nouveaux mercenaires, Paris, Economica, 2005.
- Weber, M., Economie et société /1, les catégories de la sociologie, Paris, Pocket/ Plon, 1995 et (1971)
- Augé, A., et Klaousen, P., (dir), Réformer les armées africaines. En quête d'une nouvelle stratégie, Paris, L'Harmattan, 2010.
- Bourdieu, P., « la représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », Actes de la recherche en sciences sociales n°36/37, pp.3-24.
- Médard, J F, « L'Etat néopatrimonial en Afrique noire », in Médard, J F, (éd), Etas d'Afrique noire, formations, mécanismes et crise, Paris, Karthala, 1991, pp328-330
- Gaham, J., « Les causes des violences ethniques contemporaines dans l'Afrique des Grands-Lacs : une analyse historique et socio-politique », in Afrika Zamani, Codesria, n°13&14, 2005-2006, pp. 101-115.
- De Villers, G., et Willame, J.C., République démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux-guerres. Octobre 1996-Juillet 1998, Cahiers Africains, n° 35-36, Institut Africain-CEDAF-Turvuren-Paris, L'Harmattan, 1998.
- Mathieu, P., et Willame, J.C., (dir), Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands-Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale, Cahiers Africains, n° 39-40, Institut Africain – CEDAF, L'Harmattan, 1999.
- Hobbes, P., Léviathan, Traduction française, Paris, Sirey, 1971.
- Locke, J., Traité du gouvernement civil, traduction française, Paris, GF-Flammarion

- Tshiyembe Mwayila, l'Etat post colonial facteur d'insécurité en Afrique, Dakar, Présence africaine, 1990.
- Bayart, JF, Ellis, S., Hibou, S., La criminalisation de l'Etat en Afrique, Paris, Editions complexes, 1997
- Mukoka Nsenda, F., Etat et gouvernementalité au Congo (RD), Kinshasa, Montréal, Washington, Icredes, 2012.
- Reyntjens, F. ; La Grande guerre africaine. Instabilité, violence et déclin de l'Etat en Afrique centrale (1996-2006), Paris, Société d'édition les Belles Lettres, 2012.
- Rousseau, J-J., Du contrat social ou principes du droit politique, Paris, GF-Flammarion, 1966 Machiavel et autres textes, Paris, Gallimard/ Folio, 1980.
- Locke, J., Traité du gouvernement civil, Paris, GF-Flammarion, 1962 GBABENDU Engunduka et EFOLO Ngobaasu, *Volonté de changement au Zaïre*, tomes 1 et 2, L'Harmattan, Paris, 1991.

Rapports, études et thèses

- Belomo Essono, P. C., « L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'Etat au Cameroun », Thèse de doctorat présentée et soutenue publiquement en vue de l'obtention de doctorat en science politique de l'Université Montesquieu IV, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, Centre d'Etudes d'Afrique Noire, 2007.
- Kengoum C., « La grande guerre africaine », Thèse de doctorat présentée et soutenue publiquement en vue de l'obtention du diplôme de doctorat en droit de la sécurité internationale et de la défense de l'Université de Grenoble, Volumes 1, 28 mai 2010 (à consulter au Centre d'Etudes Politiques, Université de Kinshasa).
- Mba talla, M., P., «Emergence, « fragmentation », et perpétuation des rébellions au Congo-RDC (1990-2010). Une politologie des groupes armés. Thèse soumise à la Faculté des études supérieures et post doctorales dans le cadre des exigences du programme de doctorat. Ecole d'études politiques. Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, 2010.
- Mba talla, M., P., « A la conquête du dernier Far West : Gestion des ressources naturelles et dynamiques des conflits au Congo, Dissertation présentée en vue de l'obtention du diplôme de Master de Saint Mary's University, Halifax, Nova Scotia, 11 Aout 2003.
- Mukulu, (P), « Privatisation de la Sécurité à Kinshasa : Un dessaisissement des prérogatives régaliennes de l'Etat à la lecture des sociétés de gardiennage, Université de Kinshasa 2014

Revues et journaux

- Bangoura, D., « Etat et sécurité en Afrique », in Politique africaine, n°61, mars 1996, p 30-53
- Marchal, R., « Anatomie des guerres en Afrique », in Questions internationales, n°5, janvier-février 2004, p 25-34
- Mbida Onambe, M., « Territoires et filières du tantale dans les Grands-Lacs », in Enjeux, n° 49 juin, 2003, p 27-36.
- Médard, J F., « L'Etat néopatrimonialisé » in Politique africaine, n°39, 1990, p 25-36
- Bayart, J F., « Le crime transnational et la formation de l'Etat », in Politique africaine, n° 93, mars 2004, p. 93-104

Documents administratifs

Arrêté ministériel 98/008 du 31 mars 1998.

Arrêté ministériel n°25/cab/Ministerdesc/084/2007/ portant création de la commission de contrôle et de suivi des activités de gardiennage.

Constitution de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, 2006.

Ordonnance-loi n°13/078 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central.

Sites internet

www.benoitdupont.net/sites/www.../MuloneDupont_SecuriteetCapital.pdf...

w3.lisst.univ-tlse2.fr

lamc.ulb.ac.be/IMG/pdf/Sardan_Enquete_de_terrain_LASDEL_13.pdf

www.gemdev.org/publications/cahiers/pdf/24/cah_24_Bangoura.pdf

Dictionnaire de la criminologie

<http://www.criminologie>

Promouvoir la culture de la paix dans l’Afrique des Grands Lacs à travers des programmes radiophoniques : une évaluation de trois expériences

Jean Liyongo-Empengele

Introduction

Partant de la nécessité d’intégrer les spécialistes en sciences sociales dans la recherche des pistes de solutions à la crise que connaît l’Afrique des Grands Lacs depuis 1994, à la suite du génocide rwandais, la présente étude trouve sa pertinence à partir de deux évidences qui peuvent justifier la récurrence des violences dans cette région : 1) *l’institutionnalisation de ces violences* (Mwaka 2010), une réalité qui induit l’idée des violences « installées » dans les esprits au niveau des sociétés visées ; 2) le fait que *certaines milieux aux niveaux tant national, régional, qu’international s’efforcent de banaliser ces violences* (Gahama 2006), ce qui pour eux [milieux de la haute sphère internationale et nationale] est une manière de « perturber » la conscience des gens résistant encore aux sollicitations bellicistes.

Il se fait voir de cette façon qu’une appréciation conséquente du problème de « culture de la paix » dans les Grands Lacs doit être celle qui intègre la réalité contraire de « culture de la violence » dans l’analyse. Celle-ci a toute sa place ici, pour avoir été construite au fur des ans dans cette région meurtrie : il faut donc essayer de la déconstruire progressivement. Une telle option fournirait de la matière pour identifier les actions pertinentes pouvant servir à la rentabilisation des programmes radiophoniques qu’il importe d’exploiter dans l’entreprise projetée de promotion de la « culture de la paix ». Elle doit aussi suggérer la nécessité de rechercher le changement envisagé (des comportements) d’abord dans les esprits. Cela cadre avec l’approche préconisée, à ce sujet, par l’UNESCO, à travers sa pertinente idée

suivante : *les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.*

Suivre ce principe, dans des situations des esprits « surchauffés » à une vaste échelle à l'instar de celle des Grands Lacs, fait supposer l'usage des stratégies justes de communication de masse. Certaines actions incarnées dans des programmes radiophoniques typiques peuvent s'avérer efficaces pour un conditionnement positif des esprits. Ceci étant donné que la radio a déjà « conquis les publics africains » (Tudesq 2002 ; Frère 2008 ; Fall 2011) grâce à sa force déterminée, selon C. Meadel (1986), par ses caractéristiques : *instantanée, rapide, légère, elle court-circuite le temps et les distances pour diffuser partout ce qui se passe partout.*

L'Afrique des Grands Lacs, à travers trois pays (Burundi, RDC, Rwanda) retenus pour servir de terrain de la présente étude, est l'espace géographique africain où ces atouts de la radio ont facilité une des expériences de communication médiatique les plus dévastatrices

dans le monde ces dernières décennies : celle qui avait fait de la *Radio-Télévision Libre des Mille Collines (RTL)* un facteur accélérateur du génocide au Rwanda. C'est un indicateur de la perméabilité de cet espace géographique face aux actions de la radio, et de la possibilité que les programmes radiophoniques arrivent à transformer les esprits dans le sens de la RTL ou dans un autre. Ces faits significatifs en fournissent des repères utiles de compréhension :

L'engouement des acteurs sociaux dans la création des entreprises radiophoniques

L'élargissement, de manière spectaculaire, du paysage radiophonique de cette région en fait sans doute foi. Ces chiffres le prouvent : la R.D.C comptait « 216 radios, toutes catégories confondues » en 2012, selon le *Baromètre des médias africains, RDC 2012* ; le Burundi, 17 chaînes en 2013, selon le « Rapport annuel 2013 » du *Conseil National de la Communication* (burundais); le Rwanda, « 16 stations enregistrées et actives » en 2008, d'après IREX (2008).

L'engouement des individus pour la radio plus que d'autres médias (TV, Internet...)

La démonstration en est faite par une « Etude d'auditoire », à l'échelle de la région, commanditée par l'*Institut Panos Paris* et dirigée par Marie-Soleil Frère (2012). Les résultats de l'enquête menée, dans cinq villes ciblées, indiquent que la radio est le média le plus préféré à la hauteur de 84 pour cent de répondants à Bujumbura (Burundi) ; 85 pour cent à Bukavu et 78 pour cent à Goma (R.D.C) ; 58 pour cent à Butare et 56 pour cent à Kigali (Rwanda). Le « poids social » de cet outil est donc réel dans cette partie du continent. Les acteurs avisés doivent s'en être rendu compte puisqu'ils ne font pas échapper les occasions de s'en servir utilement.

Une sorte d'immunité sécurisant les radios à succès et leur offrant les occasions d'accroître leurs crédibilité et auditoire

Il se constate, dans les trois pays, qu'en dehors de quelques actes d'intimidation, leurs pouvoirs d'Etat (aux velléités dictatoriales incontestables) n'osent pas, curieusement, envisager des actions plus radicales contre les radios à succès. Ils s'efforcent, au contraire, de les courtiser. Plusieurs cas l'attestent à Bukavu, à Bujumbura et à Goma, où les représentants du pouvoir d'Etat se voient régulièrement contraints d'aller vers ces radios pour solliciter des « services » difficiles à obtenir par eux-mêmes. Un exemple frappant, un épisode insolite, nous est relaté sur le terrain en août 2014 par un ténor de l'une des radios : la demande formulée auprès de sa chaîne par les dirigeants de son pays confronté à une rébellion armée, dans le but d'obtenir les « coordonnées de contact » du leader de cette rébellion qui venait de faire signe de vie sur les antennes de la chaîne précitée après un long temps dans la clandestinité.

Une telle sollicitation et beaucoup d'autres de même sens confirment le poids social de ces radios, lequel leur fait acquérir la crédibilité auprès de bien des structures et/ou institutions nationales ou internationales et les renforce dans leur engagement social. L'intégration des informations de *Radio Kivu 1* (de Goma), dans le Monitoring de la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo), par exemple, à côté de celles de *Radio Okapi* et de *Radio France Internationale (RFI)*, en constitue une des illustrations.

Ainsi en réussissant, comme on le constate, à se forger une forte identité personnelle, les principales radios à grande audience peuvent se présenter comme des facteurs importants du changement social dans le contexte singulier des pays des Grands Lacs. La présente étude s'y intéresse, dans le but d'explorer quelques exigences (pratiques) pour la rentabilisation des processus de communication radiophonique visant la promotion de la culture de la paix dans cet ensemble régional. Une question principale de recherche nous oriente : comment organiser les expériences de communication médiatique (radiophonique) dans les Grands Lacs, visant la promotion de la culture de la paix aujourd'hui plus qu'hier ?

Une réponse à cette question viendrait après une évaluation rapide des expériences de trois radios réputées et reconnues à grande audience là-bas.

Nous posons ces hypothèses :

- Les radios à succès des Grands Lacs ne garantissent pas une « rentabilité satisfaisante » de leurs actions pour la promotion de la culture de la paix, en dépit de leur poids social et de l'originalité de leur travail, puisqu'étant « non encadrées socialement ».
- La culture de la paix vue comme une « thérapeutique » contre la culture de la violence, le succès de l'outil radiophonique dépendrait de la pertinence de la prise en charge des publics ; une prise en charge concertée, de niveau régional, doit être une nécessité.

Revue de la littérature

La question du rôle des médias dans les expériences de promotion de la paix dans les sociétés rongées par la conflictualité attire l'attention des scientifiques mais aussi des experts. Quelques travaux à notre portée, produits par ces deux sources, nous ont assez bien éclairé dans la réalisation du présent travail :

Des travaux d'experts

Essentiellement les travaux de l'UNESCO, à travers ses experts. Ils ont le caractère de travaux d'« orientation » pour une organisation conséquente de la communication médiatique destinée à la promotion de la paix en Afrique. Le premier, « Communication pour la paix : cadre conceptuel et stratégie » (Unesco 1998), est issu de l'*Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique*, (« instituée dans le but de favoriser l'édification d'une culture de la paix au moyen de la diffusion, par le truchement des médias, des programmes pour la paix »). Mettant en exergue, entre autres, le fait que les médias ne sont pas souvent associés à la promotion ou à l'instauration des idéaux de la paix, ce travail reconnaît l'importance de la radio pour les Africains et pour les entreprises de « communication pour la paix » en Afrique. Entreprises pour lesquelles ledit travail propose l'idée de l'élaboration des « plans d'action » à l'échelle régionale et nationale, jouant le rôle de « mécanismes de coordination » chargés de veiller à « l'exécution harmonisée des actions entre pays voisins et à l'échelle sous-régionale ».

Le deuxième travail, le « Rapport final du Forum panafricain sur la culture de la paix » (Unesco 2013), abonde dans le même sens en visant la création d'une coordination (générale) des actions pour la paix. Ce forum, organisé conjointement par l'UNESCO, l'Union africaine et le gouvernement angolais, à Luanda (Angola), du 26 au 28 mars 2013, a en effet mis en exergue quelques objectifs pertinents assortis de recommandations et propositions d'actions. Par exemple : créer un « Mouvement continental en faveur de la paix, sous l'égide de l'Union africaine et de l'UNESCO... capable de mobiliser les Etats africains, le secteur privé, les artistes et leaders africains, les organisations internationales et les acteurs du développement régional, ainsi que les ONG et les associations de terrain ». C'est donc dire que même en se présentant à bien des égards comme des « acteurs du développement régional » parmi les plus incisifs, les radios étudiées ne peuvent parvenir (à elles seules) à transformer suffisamment les esprits dans la durée pour faire asseoir solidement la culture de la paix.

Des travaux d'universitaires

Bien des travaux d'universitaires de ces dernières années font valoir implicitement ou non l'argument ci-dessus qui enrichit la notion de « pouvoir des médias » exploitée en filigrane dans ce travail. Au sujet justement de ce pouvoir, G. Derville (2005)

indique qu'il *n'est ni nul ni exorbitant, mais qu'il est variable selon les circonstances, selon les types de médias, selon le public auquel on s'adresse...* Ainsi, on peut dire, par exemple, que ce sont les circonstances de vive émotion et de colère des partisans du président rwandais Juvénal Habyarimana après l'attentat meurtrier contre l'avion de celui-ci qui accentueront le pouvoir de la RTLTM jusqu'à en faire ce facteur du génocide mondialement connu. Il y a lieu toutefois de reconnaître qu'au-delà des circonstances évoquées, la RTLTM média, contrôlée par les tenants du pouvoir d'Etat, devait de toute évidence bénéficier d'un « accompagnement politique » à ce moment. Ainsi, logiquement, l'ampleur du pouvoir démontré devait avoir un rapport avec l'ampleur du niveau d'ébranlement de ces tenants du pouvoir qui semblaient tout à coup dans une incertitude sans égale pour eux, suite à la disparition brutale de leur leader charismatique.

Les faits compris de cette façon dans le processus à courte durée de transformation des esprits, celui entretenu par la RTLTM, se révéleront plus porteurs de sens dans les processus s'étalant dans la durée. Une étude de Th. E. Vittin (1995) sur « Les radios internationales en Afrique noire », relevant de ce registre des processus de transformation des esprits dans la durée, est à considérer. Les visées de leur action s'étalent bien dans la durée, à la lumière de l'argument de l'UNESCO (1980) selon lequel les Puissances du Nord entretiennent de manière constante la sous-information et l'ignorance dans les pays du Sud à travers leurs performants moyens d'information collective desservant les sociétés du Sud.

Cette étude de Vittin a démontré le succès du rapport entre le pouvoir des radios internationales et l'accompagnement politique dont elles bénéficient de leurs gouvernements. Cherchant à comprendre pourquoi et comment ces radios agissent en Afrique, avant de mettre en évidence l'ampleur de l'écoute de celles-ci et les conséquences y afférentes, l'étude fait remarquer l'existence d'un lien étroit entre les principales radios internationales desservant l'Afrique et la politique africaine de leurs gouvernements. L'objectif implicite visé doit en être ce résultat, parmi tant d'autres, trouvé par Vittin au sujet de l'action de RFI en Afrique : *les radios internationales jouent largement une fonction de détermination de l'ordre du jour* [dans les échanges de tous les jours entre Africains].

Ce résultat, mettant en exergue ce phénomène qualifiable autrement de « blocage des esprits », ne rend-t-il pas compte du succès d'un travail, dans la durée, voulu par certains Etats diffuseurs qui tiennent à perpétuer leur domination de l'Afrique [cf. par ex. les « manœuvres » imputées à *La Françafrique* (Verschave 1998)] ?

Une autre étude, de Marie-Louise Thiaw (2010), « Les ondes de paix en Afrique, l'exemple de Radio Okapi en République démocratique du Congo », n'est pas moins édifiante sur le succès du rapport « pouvoir de médias/accompagnement politique » assuré par certaines forces de la société. Consacrée à *Radio Okapi* dont la mission est d'« accompagner le processus de paix » au Congo (www.okapi.net),

l'étude a conclu à un « impact » de l'action de ladite radio, se reflétant notamment dans « les choix politiques des populations locales lors des élections démocratiques et, indirectement, sur les processus de paix » en RDC. Elle justifie cela par le fait que Radio Okapi « a su être un acteur clé de la société civile, jouant avec celle-ci le rôle de contre-pouvoir, une des missions des médias ». Le « poids politique », conféré indirectement par les Nations Unies à travers son accompagnement politique et diplomatique manifeste, ne doit pas être étranger à cette situation.

Une étude plus spécifique, dirigée par Marie-Soleil Frère (2005), au titre de « Afrique centrale : médias et conflits, Vecteurs de guerre ou acteurs de paix », portant sur les médias dans l'Afrique centrale qualifiée à juste titre de « réservoir de conflits » au vu de l'embrassement de cette région depuis deux décennies, réserve une place de choix aux médias des Grands Lacs, mettant l'accent sur les trois pays phare connaissant des conflits aux dimensions régionales. Son originalité, à la différence des travaux précédents, se fait voir davantage avec l'attention accordée aux apports théoriques et méthodologiques des spécialistes de renom (Loretta Hieber, Dusan Relijk, Ross Howard, etc.). Cherchant à « mieux comprendre les dynamiques qui sont en jeu dans les paysages médiatiques de ces États et, d'autre part, à identifier des voies pouvant contribuer à les renforcer ou à les freiner » (Frère 2005:8), elle a dégagé des propositions utiles des résultats obtenus par les radios d'ailleurs (Kosovo, Afrique du Sud...) supposés être profitables aux cas des Grands Lacs. Il s'agit, à titre illustratif, de :

- promouvoir un « journalisme proactif » (celui au service de l'humanitaire et de la paix) ;
- changer les attitudes du public en appuyant des processus par lesquels « les gens passent d'une position de compétition à une approche de coopération » ;
- encourager les radios à recourir à des formats novateurs comme les feuillets ou les programmes de divertissement destinés aux jeunes ;
- encourager les radios à proposer de courtes émissions de fiction illustrant l'importance de la négociation en lieu et place de la violence, ainsi que la nécessité du dialogue.

Cette étude, aux propositions pertinentes susceptibles d'accroître les performances des radios des Grands Lacs, renforce notre position sur le rapport entre le pouvoir de radio et l'accompagnement de la société. Car, par-là, nous croyons apporter une des réponses qui seraient adaptées au souci exprimé par l'étude d'« identifier des voies pouvant contribuer à renforcer ou à freiner les dynamiques des médias en jeu dans la région ».

S'agissant de ces dynamiques, une récente étude, déjà citée, de la même Marie-Soleil Frère (2012), fait état, par exemple, de la dynamique caractérisée par la suprématie des médias privés sur l'échiquier régional en défaveur des médias d'Etat sur les plans de l'audience ou de la crédibilité. En effet, les premiers occupent systématiquement les premières ou parfois la totalité de places dans différents classements des indicateurs

de la vie du champ médiatique des Grands Lacs. Exemple : les trois radios à succès au Burundi, en RDC et au Rwanda sont du secteur privé ; les trois émissions les plus suivies sont produites par ces trois chaînes, dans lesquelles on trouve les journalistes et animateurs vedettes plébiscités dans la région.

Cette situation de la communication médiatique en Afrique centrale et dans les Grands Lacs, où les faibles (les radios privées) se présentent en « forts » alors que les forts (les radios et télévisions d'Etat) se présentent en « faibles », la solution qui nous semble réaliste pour rentabiliser les initiatives de communication pour la paix à l'échelle régionale serait celle des compromis. Compromis autour des préoccupations visant l'« invention » d'un nouvel espace régional sécurisant, à l'aide de la radio. D'où la « communication médiatique persuasive », c'est-à-dire *celle destinée à agir explicitement sur l'attitude, les représentations et les comportements individuels* (Courbait 2004), dont il est en fait question ici appelle de l'intelligence stratégique pour parvenir à agir sans trop faillir face à l'incontournable défi pour la paix partagé par les pays de la région : « le poids de l'imaginaire et de la symbolique dans la perpétuation de la conflictualité » (Mwaka 2010:147).

Tous ces développements justifient notre première hypothèse et valide la seconde. Et les objectifs du travail, tels qu'ils se différencient de ceux de nos prédécesseurs, nous imposent des choix méthodologiques bien raisonnés.

Méthodologie de travail

« Les initiatives en matière de construction de la paix doivent dépasser le cadre strict du champ médiatique ». Cette idée exprimée dans le travail de Marie-Soleil Frère (2005:22) suggère une construction large de la méthodologie de travail. Ainsi, notre étude a dépassé le cadre traditionnel du rapport « Pouvoirs, médias et conditionnement de l'imaginaire collectif » exploité généralement dans les études semblables à la nôtre. Elle tient compte des capacités et des actions réfléchies que peut offrir l'Afrique des Grands Lacs à travers certaines de ses entités vivantes que sont les gouvernements, les institutions internationales, les associations des radiodiffuseurs, les organismes de régulation des médias, les ONG de développement...

Face à notre étude dont l'objet évoque un travail exploratoire à faire, la préoccupation ci-haut nous a inspiré dans un premier temps un effort de cadrage des actions préliminaires à entreprendre. A cet effet, nous avons eu à :

- cibler les pays à considérer, parmi la dizaine que compte l'Afrique des Grands Lacs, pour faciliter l'organisation de notre travail. Le Burundi, la RDC et le Rwanda ont été choisis du fait que leur « cercle » se présente en l'épicentre des crises connues ;
- cibler les radios « représentatives » de la « puissance radiophonique » censée produire des effets palpables dans le cercle en question. *Radio Maendeleo* de Bukavu et *Radio Kivu 1* de Goma en RDC, *Radio Publique Africaine (RPA)* de Bujumbura au Burundi ont été retenues ;

- scruter les « grilles de programmes » de ces trois radios, dans le but de nous faire une idée sur les programmes pertinents censés servir une paix durable dans la région. Les émissions *Kabizi* (RPA), *Paix et Développement* (Maendeleo) et *Focon Focon* (Kivu 1) sont dans les critères de par la richesse et l'originalité de leurs contenus ;
- cibler les « personnes ressources » à contacter, lors de notre descente sur le terrain [nous avons séjourné à Goma, à Bukavu et à Bujumbura, en août 2014]. Nous nous y sommes entretenu avec les « chefs de programmes » de chacune des radios ciblées.

En dehors de cette première partie méthodologique sous forme d'actions préliminaires du travail, la partie suivante a consisté en un effort de repérage des « lieux » et des moyens utiles de récolte des données. La difficulté d'ordre pratique de faire une grande investigation sur l'ensemble du cercle circonscrit des Grands Lacs nous a amené à deux solutions réalistes à notre avis : 1) visiter un « lieu » précieux : la documentation significative constituée de la revue *Le Cahier Médias pour la paix* (Institut Panos Paris, s.d) consacrée à l'information qui traverse les frontières des pays des Grands Lacs, mais surtout de cette enquête pionnière (« Etude d'auditoire ») scientifiquement menée à une assez vaste échelle par Marie-Soleil Frère (2012) ; 2) gagner les villes sélectionnées (Bukavu, Bujumbura, Goma) pour pouvoir visiter les trois stations de radios ciblées, avec un objectif : faire des « évaluations utiles » de leurs expériences de communication médiatique, avec leurs personnes ressources respectives.

Les arguments justificatifs de la crédibilité à accorder à cette enquête, qui démontrent sa scientificité, sont : a) la stratégie de départ, de mettre en place cinq panels d'auditeurs dans cinq villes de l'espace régional circonscrit au départ : Bukavu, Bujumbura, Butare, Goma et Kigali ; b) ces panels se sont réunis à quatre reprises, dans chacune de ces villes, sur une période de 15 mois ; c) il y a eu un nombre raisonnable de questionnaires complets récoltés : 1.536 ; d) l'attention attirée au sujet des chiffres présentés, qui ne relèvent pas d'un traitement statistique, car l'« enquête a été avant tout qualitative ». Ceci est important pour justifier le fait que nous ayons produit des tableaux exposant des chiffres aux totaux « incohérents » ; ils ont une logique particulière qui sera comprise plus loin.

À l'étape du traitement des données, nous nous sommes vu obligé de tenir compte de deux niveaux de travail à faire qui s'imposaient à nous : un premier niveau, pour apprécier (évaluer) les expériences actuelles de ces trois radios en rapport avec les besoins de leurs pays et de la région en matière de paix et de culture de la paix ; un deuxième niveau, pour dégager les limites des actions médiatiques structurant ces expériences à la lumière des impératifs de construction d'une société de Grands Lacs plus paisible et harmonieuse. Pour cela nous avons recouru à l'analyse inductive enrichie par le schéma de communication persuasive.

Présentation et analyse des résultats de la recherche

A cette étape, nous présentons, dans un premier temps, les résultats totalement tirés des sources documentaires signalées qui se présentent à notre avis comme un « état des lieux » de la communication médiatique dans les Grands Lacs... Dans un second temps, il sera question d'en faire une analyse, dont l'argumentation sera appuyée par les résultats de nos évaluations faites avec des personnes ressources rencontrées sur le terrain.

Résultats de l'enquête sur la communication médiatique dans les Grands Lacs

Ces résultats rendent compte de diverses réalités (les choix justifiant l'audience d'un certain nombre de médias et les déterminants de leur réception ou du rejet d'autres, dans les Grands Lacs), à partir des indicateurs pertinents ci-après arrêtés par la directrice de l'enquête : « radios préférées » ; « émissions préférées » ; « journalistes préférés » ; « ce que les auditeurs n'aiment pas » ; « médias ciblés en priorité pour s'informer sur les pays voisins » ; « informations importantes reçues sur les pays voisins » ; « informations manquantes sur les pays voisins ».

Par ailleurs, pour reprendre une remarque faite dans ladite enquête, les chiffres exposés dans les différents tableaux du présent travail proviennent d'une enquête qualitative et « on peut sans doute en déduire des ordres de grandeur, des degrés de popularité... ». Il y a donc lieu de ne considérer que le nombre de répondants par ville et le nombre de leurs « préférences », pour dégager les pourcentages. Car ils ont agi différemment (en « participants/panelistes », « enquêtés du panel 1 », « enquêtés du panel 2 », « enquêtés du panel 3 »... et même en « enquêtés rencontrés individuellement »). Dans ces conditions, il est inutile de chercher les totaux des chiffres, seules la disponibilité et la spontanéité des répondants peuvent suffire pour apprécier leurs préférences.

Des radios préférées (RPA, Maendeleo et Kivu1)

Bujumbura (306)	Bukavu (286)	Goma (225)			
RPA (178)	58%	Maendeleo (182)	64%	Radio Kivu1(83)	37%
Radio nat. (39)	13%	Radio Okapi (104)	36%	Radio Okapi (77)	34%
Isanganiro (22)	7%	RFI (88)	31%	RFI (67)	30%
Ivyizigiro (22)	7%	Neno La Uzima (45)	16%	Michapi Voice (59)	26%
Bonesha FM (21)	7%	RTNK (26)	9%	BBC (50)	22%

Ce premier tableau montre que RPA, Radio Maendeleo et Radio Kivu1 ont réuni les plus grands nombres de préférences des répondants de leurs villes. Leurs arguments [qui n'appellent pas de commentaires], pour justifier leurs préférences, sont les suivants :

Au sujet de Radio publique africaine :

- Ne cache rien ; radio d'investigation ; n'a pas peur ; ose dire ce que les autres médias ne disent pas, elle n'est pas influençable
- Traite toutes les informations en temps réel ; informations chaudes ; informations et émissions intéressantes ; diversités des informations
- S'intéresse à la vie quotidienne de la population ; voix du peuple, proche du peuple, répond aux aspirations du peuple, « ses journalistes aiment le peuple »
- Accorde la parole à tout le monde (sans distinction), organise des débats contradictoires pour ses débats et émissions politiques
- Journalistes indépendants ; impartialité ; réalité et vérité ; information bien fouillée et sûre (vérifiée) ; informations fiables (sans mensonge), impartialité,
- Appuie la démocratie

Au sujet de Radio Maendeleo :

- Son caractère apolitique, son indépendance
- Ses informations vraies, infos fouillées, vérifiées, détaillées, réelles, fiables, neutres ; des informations marquantes pour la population, différente des autres radios
- Elle a une bonne programmation d'émissions
- Elle crée un lien entre les communautés
- Elle a de bons journalistes, fidèles
- Elle couvre tous les territoires du Sud-Kivu
- Elle n'a pas d'interférences ni de problème de coupure d'électricité : on l'entend avec netteté et elle a des relais dans les territoire
- Ses émissions sont participatives, impliquent la population dans ses programmes
- Elle fait un travail de proximité ; met l'auditeur au courant de ce qui se passe dans les quartiers
- Elle propose des informations sur le développement
- Grande liberté d'expression des intervenants. La radio livre les informations sans crainte
- Elle présente de l'information locale, provinciale, nationale et régionale (information sur les Grands Lacs)

- Informations amusantes et utiles (par exemple les nouvelles des radios clubs)

Au sujet de Radio Kivu 1 :

- Donne des infos vraies, bonnes informations exactes (elle ne cache pas la réalité), informations vérifiées et justes, détaillées, diversifiées et de proximité
- Rapidité et souplesse dans la livraison de l'information, en temps réel, infos rapides
- Des journalistes courageux et efficaces (qui n'ont pas peur des autorités)
- Divertissement
- Bonne programmation des émissions, bonne animation
- Grâce à ses émissions OGL, beaucoup de reportages
- Radio active
- Infos locales, nationales et internationales, fraîches, d'actualité
- Radio locale (radio de proximité)
- Débats politiques
- Elle a des correspondants (dans les provinces et tout le pays)
- Matériels adaptés
- Respect de l'heure dans le programme

Des émissions préférées

Bujumbura (306)	Bukavu (286)	Goma (225)			
Kabizi (131) (RPA)	43%	Paix et Dépt (79) (Radio Maendeleo)	28%	Focon-Focon (56) (Kivu 1)	25%
Journal parlé (89) (RPA)	29%	Dialogue entre Congolais (25) (Radio Okapi)	9%	Dialogue entre Congolais (52) (Radio Okapi)	23%
Nomukura Hé (35) (RPA)	11%	Journal parlé en français et swahili (22)	8%	Bakolo Muziki (30) (RTNC)	13%

Kabizi, Paix et Développement et Focon-Focon, s'il faut compter les trois premières, connaissent un succès sans égal devant des émissions à succès comme celles de Radio Okapi en RDC. A Bujumbura, Kabizi s'impose et, avec elle, deux autres programmes bien placés de sa chaîne, RPA. Une petite exégèse des contenus de ces émissions en démontre l'importance, à travers ces commentaires justificatifs des préférences des répondants :

Au sujet de « Kabizi » (Radio publique africaine) :

- Aide à comprendre les réalités politiques, les faits politiques et sociaux, thèmes
- d'actualité du jour ; dit ce qui se passe partout dans le pays, cherche les informations en impliquant les concernés, donne des éclaircissements sur les différentes questions posées
- Les auditeurs s'expriment ; on répond aux questions de la population ; information sur la population burundaise/société civile ; donne la parole aussi aux paysans (et aux hommes politiques), les auditeurs ont la parole pour faire des critiques ; chacun a la parole pour apporter sa contribution
- Débat contradictoire entre politiciens, confronte les politiciens sans peur
- Emission bien préparée, bon choix des sujets : traite des problèmes qui menacent le pays

Au sujet de « Paix et développement » (Radio Maendeleo) :

Elle touche tous les aspects du milieu, infos détaillées dans tous les domaines, actualité

- politique et sociale du pays, infos actuelles
- Concerne les acteurs de développement
- Parole donnée à tous, participation citoyenne

Au sujet de « Focon-Focon » (Kivu 1) :

- Ton de l'émission : commentaire sur la politique sous forme de satire, dit la vérité,
- dénonciation, informations importantes sous forme confidentielle, se moque de la politique
- Bons reportages, retrace la vie dans les provinces, parle de la réalité
- Emission en français
- Interpelle toutes les couches de la société, en particulier les autorités, critique de la politique du pays, dénonce
- Satire de la politique

De « Ce que les auditeurs n'aiment pas »

L'enquête a dégagé un certain nombre de faits, de trois ordres, qui mettent mal à l'aise les auditeurs et par là affectent négativement les processus de communication engagés. Nous négligeons les « problèmes techniques » pour ne mettre en exergue que les « comportements des journalistes » qui sont fustigés et les « types de programmes » détestés.

A Bujumbura

Des comportements des journalistes :

- Le mensonge, les journalistes qui donnent de fausses informations, la déformation de l'information

- Pourquoi ? Les auditeurs ont besoin d'une information vérifiée ; le mensonge peut détruire le pays ; ça ne rassure pas la population ; ça peut créer un manque de confiance entre différentes couches sociales ; ça peut mettre le pays en danger ; ça perturbe la population, crée des confusions ; en particulier, mensonge sur la situation sécuritaire qui crée des confusions pour la population

Des types de programmes :

- Les débats politiques mal gérés
- Pourquoi ? Parfois les invités s'énervent et s'insultent, les contradictions des politiciens perturbent la population, tissus de mensonges, agressivité des intervenants, les mensonges des hommes politiques créent la haine ; émissions agressives/débats extrémistes

A Bukavu

Des comportements des journalistes :

- La démagogie, les mensonges, les propos vicieux, les déclarations fausses, les informations erronées, non vérifiées, démentir des faits pourtant réels (comme les bilans des accidents ou de guerre par des sources officielles)
- Pourquoi ? La différence avec la réalité de terrain (vécu), les faits non réels protègent les intérêts des politiciens, induit la population en erreur, suscite la haine et la révolte
- Font perdre la confiance, insécurisent la population et créent la confusion

Des types de programmes :

- Les salutations
- Pourquoi ? C'est inutile

Des problèmes techniques

- Les coupures de courant qui interrompent la diffusion

A Goma

Des comportements des journalistes :

- Les mensonges, les fausses informations, les informations non vérifiées, les prévisions erronées
- Pourquoi ? Diffusion d'informations non vérifiables qui peuvent avoir des conséquences

Des types de programmes :

- Les émissions de propagande des hommes politiques
- Pourquoi ? Ça met la population à l'attente des choses qui ne se réaliseront pas, ça crée des haines. Ce n'est pas dans l'intérêt des auditeurs, ça désoriente les auditeurs

- Les politiciens ne donnent pas des infos réelles. Ils promettent des choses non réalisables
- Ça peut provoquer la haine, la colère

Des problèmes techniques :

- Les interférences (on perd le goût d'écouter)

Ces données démontrent qu'en dehors de quelques attitudes négativistes vis-à-vis de l'une ou l'autre émission considérée comme pas importante (émissions sportives par ex.), la plupart des répondants détestent les émissions considérées comme étant en déphasage avec l'éthique de la vie politique et celle de médias dans les Grands Lacs.

Des journalistes préférés

Bujumbura (306)	Bukavu (286)	Goma (225)			
Domitille Kiramvu (189) Journal parlé en Kirundi (RPA) (RPA)	62%	Jolly Kamuntu (18) Paix et Développement (Radio Mandeleo)	6%	Magloire Paluku (109) Focon Focon, journal parlé, Club de réflexion (Kivu 1)	48%
Serge Nibizi (109), Kabizi (RPA)	35%	Jean-B. Baderha (14) Paix et développement, Pleins feux (Radio Maendeleo / Canal futur)	5%	Hubert Furuguta(23) Focon-Focon, et Journal parlé (Radio Colombe) et (Kivu 1)	10%
Gilbert Niyonkuru (16) Nomukura Hé ? (RPA)	5%	Pacifique Zikomangane (14) Journal des radios clubs (Radio Maendeleo)	5%	Juan Gomez (26) Appels sur l'actualité (RFI)	12%

Ici, le constat est que deux radios parmi les trois à succès ont vu leurs journalistes «rafler» toutes les places du classement de ceux que les répondants ont considérés comme les meilleurs journalistes sur la liste des journalistes des principales radios suivies dans les Grands Lacs. Par ailleurs, la troisième radio a aligné deux journalistes, devant le célèbre Juan Gomez (présentateur de l'émission *Appels sur l'actualité*) de RFI, qui occupent la troisième place. Les justifications des préférences des répondants sur les trois premières sont les suivantes :

Au sujet de Domitille Kiramvu (Radio publique africaine) :

- Elle donne des informations vérifiées, elle dit la vérité, elle est professionnelle, donne des informations fouillées, rien ne lui échappe, elle cherche l'information ; prépare bien ses émissions ; expérience professionnelle ; elle affronte la réalité ;

- Elle est courageuse, n'a pas peur, n'est pas influençable, ose dire ce qu'elle pense ;
- Elle est éloquente, a un langage particulier, un style, s'exprime bien, a du charisme, de l'humour ;
- Elle aime son travail, est disponible, n'est pas arrogante.

Au sujet de Jolly Kamuntu (Radio Maendeleo) :

- Compétente dans la gestion des débats, courageuse, belle voix radiophonique, clarté du message.

Au sujet de Magloire Paluku (Radio Kivu 1) :

- Il est actif et donne l'information à chaud, il est professionnel, il permet de comprendre la réalité de la vie congolaise, il est compétent, il cherche les infos en temps réel, sur le terrain, il donne les infos à la une dans les Grands Lacs ;
- Il est comique, ton satirique ;
- Il dit la vérité, courageux, descend sur terrain, prend des risques ;
- Il est impartial, talentueux, analyse sur des idées de confrontation, franc-parler, efficace et objectif ;
- Il implique la diaspora congolaise.

Des médias ciblés en priorité pour s'informer sur les pays voisins

L'enquête a cité ces médias, suivant l'ordre de préférence des auditeurs. Trois tableaux correspondant aux trois villes retenues en exposent ces éléments significatifs :

A Bujumbura

Radio en général :

- Accessible, moins chère, riche en actualité étrangère, accessible à tout le monde, même les pauvres

BBC

- BBC donne les nouvelles de la sous-région (émission spécialisée sur la région des Grands Lacs)
- Elle diffuse des informations en kinyarwanda en swahili, en anglais
- Nouvelles de l'Afrique
- Information vérifiée, récente
- Facilité d'accès, accessible partout, informations approfondies

RFI

- Actualité de tous les pays, parle de tous les sujets sensibles
- Information actualisée toutes les 30 minutes, disponible à tout moment, facile à capter
- Informations en français très abondantes

À Bujumbura, pour s'informer sur les pays voisins, on s'attache plus à BBC et RFI à cause de leur large rayon d'action, de la variété de leurs informations, de la rapidité de leurs services, bref, de leurs performances éprouvées.

A Bukavu

Radio en général :

- Bonnes émissions (habari za ma kanisa)
- Informations sûres et fiables (importantes)
- Pour savoir ce qui se passe au Rwanda et au Burundi
- Elle est d'accès facile
- Elles ne cachent pas les informations
- Atteint tous les auditeurs
- Donne diverses informations (BBC Deutsch Welle, RFI, Maendeleo)

RFI

- Actualité de tous les pays, parle de tous les sujets sensibles
- Information actualisée toutes les 30 minutes, disponible à tout moment, facile à capter
- Information en français très abondantes...

Télévision en général :

- Parmi les moyens simples d'accéder à l'information
- Elle permet de voir l'image pour mieux faire des commentaires
- Elle associe l'image au son (France 24, VSTV, Télé Rwanda)

Ces détails montrent qu'à Bukavu, tous les types de médias audiovisuels sont exploités, mais avec une certaine proportion d'écoute des radios internationales (BBC, RFI, Deutsche Welle).

A Goma

Radio en général :

- Rapidité, diversité de l'information, objectivité et exactitude, moyen le plus facile, infos directes et sûres ;

BBC

- BBC donne les nouvelles de la sous-région (émission spécialisée sur la région des Grands Lacs) ;
- Elle diffuse des informations en kinyarwanda en swahili, en anglais ;
- Nouvelles de l'Afrique
- Information vérifiée, récente
- Facilité d'accès, accessible partout, informations approfondies

Radio Okapi

- Informations objectives, réelles
- Fiabilité des infos, impartialité, rapide, sans crainte d'agir

Goma se différencie de Bukavu et ressemble quelque peu à Bujumbura : avec plus de préférences des répondants pour les radios internationales (BBC et Radio Okapi).

Des informations importantes reçues sur les pays voisins (les derniers mois)

A Bujumbura

Sur le Rwanda (Mars 2012) :

- L'arrestation et le procès de Victoire Ingabire (suivie sur RFI, BBC, RPA, Radio nat.)
- La visite du président Kagamé en France (sur RFI, RPA, BBC, Radio nat. du Rwanda)
- Conflits avec certains opposants du régime (BBC)

Sur la R.D.Congo (Mars 2012)

- Elections présidentielles / Rejet des résultats par l'opposition / Autoproclamation de Tshisekedi (suivi sur RFI, RPA, BBC, Isanganiro, Radio Maendeleo, TV nat., France 24)
- Mort de l'activiste des droits de l'homme, Floribert Chebeya (Radio...)

Sur le Rwanda (Août 2012)

- La célébration du cinquantenaire de l'indépendance (Radio...)
- Les plaintes de l'UE contre Paul Kagamé (RPA, RFI)
- Les accusations du Congo contre le Rwanda concernant l'appui au M23 (BBC, RFI, RPA)

Sur la R.D Congo (Août 2012)

- L'apparition d'une nouvelle rébellion dénommée M 23 et nouvelle guerre au Congo
- (RFI, TV nationale, RPA, BBC, RTNB)
- La présence de la maladie Ebola au Congo (Radio... n'ont pas précisé)
- La chasse des réfugiés burundais (RFI)

Nous sommes là en face d'informations « sensibles » dans les pays où les événements y relatifs s'étaient produits et censurées dans les radios d'Etat (au Rwanda et en RDC). Les Burundais en ont pris connaissance à travers les radios internationales et leurs radios privées (RPA, Isanganiro), la *Radio-Télévision Nationale du Burundi* en parlait timidement.

A Bukavu

Sur le Rwanda (Mars 2012)

- Visite du président Paul Kagame en France (suivie sur T.V Rwanda, Maendeleo)
- Saisie des minerais qui entrent par fraude au Rwanda (Radio Okapi)
- Menace d'extradition de la femme d'Habyarimana (Neno la Uzima)

Sur le Burundi (Mars 2012)

- Renvoi des étudiants congolais au Burundi, suite à la non présentation de leurs diplômes d'Etat (Maendeleo, RFI, RPA via Maendeleo)
- Massacres de Gatumba : Burundi (RFI)

Sur le Rwanda (Août 2012)

- Le Rwanda aide le M23 en munitions et en hommes pour combattre la RDC (RFI, Maendeleo, BBC, Mishapi, TV Rwanda)
- L'auto-prise en charge au Rwanda / La collecte de fonds internes pr se passer de l'aide (Radio Okapi)

Sur le Burundi (Août 2012)

- *Situation des pygmées du Burundi/ Batwa* (Maendeleo)
- *Le FNL utilise le Congo comme base arrière* (RFI)

Cela montre que les répondants voient les informations « réelles » (5 sur 9 titres) qui font état de la marche des sociétés des Grands Lacs telle que les faits le démontrent. Pas trop d'informations à caractère sensationnelle (4 sur 9 titres), du genre de celles dont RFI ou BBC sont spécialistes.

A Goma

Sur le Rwanda (Mars 2012)

- Procès de Victoire Ingabiré (VOA, BBC, RFI)
- Rapport/juge d'instruction français sur le génocide et mort d'Habyarimana
- (Internet)
- Remise par le Rwanda de minerais trafiqués au Congo (Radio...)

Sur le Burundi (Mars 2012)

- Enterrement de Ntare, assassiné en 1972 au Burundi
- Le gouvernement burundais s'attaque à la presse (radios, Internet)

Sur le Rwanda (Août 2012)

- Agression du Congo par le Rwanda et l'Ouganda (RFI, Kivu 1, journaux, télévision)
- Rencontre Kabila, Museveni et Kagamé (Kivu 1, RTGA, BBC, Okapi, RFI)
- Le Rwanda soutient le M23 (Internet ; France 24, Kivu 1, RTNC)

Sur le Burundi (Août 2012)

- Insécurité à l'est de la RDC causée par les pays voisins (?)
- Arrestation d'Hassan Ruvakuki et sa condamnation (?)

A l'opposé de l'expérience de Bukavu, celle de Goma est trop marquée par l'influence des médias occidentaux. Conséquence logique : 9 sur 10 titres d'informations sensationnelles.

Des informations manquantes reçues sur les pays voisins

A Bujumbura

Sur le Rwanda

- Le climat politico-économique actuel
- Economie rwandaise / Le développement économique / Le fonctionnement des banques
- Comment le Rwanda devient un pays important dans le développement de l'EEAC ?
- La liberté d'expression / Liberté de la presse
- Histoire rwandaise (dont l'histoire du génocide) / La vérité sur l'histoire du Rwanda et du génocide

Sur la R.D Congo

- L'exploitation des richesses minières : comment un pays aussi riche en minerais reste pauvre ?
- La situation sociale et politique
- La vie et l'histoire des Banyamulenge / Les responsabilités dans la situation des Banyamulenge (qui est coupable ?)

Ici on voit l'expression du souci pour les répondants de trouver des réponses à leurs interrogations sur des questions de la vie de leurs Etats, qui sont « négligeables » dans la logique de l'« information marchandise » sur la base de laquelle fonctionne le système occidental d'information que les médias africains ont adopté malgré eux.

A Bukavu

Sur le Rwanda

- Information sur la gestion financière et administrative au Rwanda
- Infos à caractère politique : pourquoi une nouvelle guerre à l'Est de la RDC
- Relation entre le gouvernement rwandais et les Interahamwe vivant au Congo
- Les relations diplomatiques entre le Rwanda et le Congo
- Génocide rwandais et traitement prisonniers, identification des responsables du génocide
- Sur le Burundi

- Les vrais auteurs du massacre de Gatumba, la justice après Gatumba, les Congolais tués à Gatumba
- La gouvernance

Ici ce sont les informations non sensationnelles, mais tout à fait utiles pour les Grands Lacs qui manquent, selon les répondants. C'est de la bonne diffusion de ces informations que dépend le succès des entreprises d'apaisement des esprits et du développement de la région.

A Goma

Sur la Rwanda

- Situation économique, politique
- La situation de la liberté d'expression et d'opinion (Pourquoi la liberté de presse est-elle freinée au Rwanda ?)
- Information sur le général Kayumba Nyamwassa

Sur le Burundi

- Situation économique et politique (informations moins superficielles)
- Infos concernant leurs cultures, leurs sociétés

A Goma aussi, ce sont les mêmes soucis en matière d'informations dans la région que ceux présentés au cas précédent de Bukavu.

Analyses et interprétation des résultats

Les résultats sélectionnés de l'enquête exploitée ont démontré la « force » de *Radio Publique Africaine*, *Radio Maendeleo* et *Radio Kivu 1*, à travers leur capacité à mobiliser les attitudes, les représentations et les comportements individuels dans leurs rayons d'action (aux niveaux national et régional). Ils ont également, dans la foulée, montré les limites de celles-ci que comblent les radios et télévisions internationales. Aucune mention quelconque à l'endroit des radios et télévisions d'Etat qui, pourtant, sont plus nanties et protégées par leurs puissances étatiques respectives. L'enquête de M-S Frère démontre leur marginalisation manifeste par les répondants : pas de places prépondérantes dans les différents classements établis, allusions aux anti-valeurs dans les médias correspondant à leurs pratiques médiatiques connues, etc. D'où le « rejet » dont elles sont l'objet lequel ne serait pas étranger à une psychologie des populations, perturbée par des expériences persistantes de mauvaise gouvernance politique dans leurs pays.

Cela étant, un examen minutieux, d'une part, des faits exposés relatifs aux deux axes du constat relevé et, d'autre part, des faits inédits enregistrés par nous sur le terrain nous a instruit sur les conditions pratiques et sociologiques nécessaires de succès pour des entreprises de communication médiatique dans les Grands Lacs. Aujourd'hui, elles sont soit insuffisamment remplies, soit imprudemment « négligées ».

Des conditions pratiques d'une communication médiatique persuasive : comment se négocient-elles aujourd'hui dans les Grands lacs ?

Il s'agit des conditions pratiques liées au fonctionnement des radios de la région, pour lesquelles l'« attention particulière » des enquêtés ne s'est centrée favorablement que sur cinq radios sur la multitude connue (cf. Introduction), même si nous n'en avons retenu que trois des pour besoins d'analyse. Elles se sont alors présentées comme des radios-types, répondant plus ou moins au « modèle de radio » rêvé presque unanimement par les répondants des trois pays. Bien de leurs programmes sont considérés comme des émissions utilitaires (qui fournissent des informations nécessaires à l'épanouissement des populations et à l'apaisement des esprits) et les producteurs de ces dernières (les journalistes, les animateurs) appréciés à la mesure de ce que les auditeurs attendent de leurs prestations. Une certaine convergence des préférences « typiques », y relatives, des répondants à l'enquête en question, qui font office de « critères de validation » des modèles étalés (de radio, d'émission, de présentateurs), est donc établie au sein de chacun desdits modèles. Ainsi :

- Des radios préférées il y a, par exemple, ces critères : « le fait d'accorder la parole à tous », « donner les infos en temps réel », « informations fouillées », « s'intéresser à la vie quotidienne de la population », « infos locales, nationales et régionales »...
- Des émissions préférées : « celles qui traitent de tous les problèmes, de tous les aspects du milieu », « celles qui accordent la parole à toutes les couches sociales »...
- Des journalistes préférés : « ceux qui sont courageux, affrontent la réalité », « qui sont compétents : cherchent les informations de terrain, informations vérifiées »...

Cette synthèse nous donne de la matière pour la discussion que nous allons engager.

Ainsi, en prenant la communication médiatique dans un des sens considérés par D. Courbet (2004), celui des « interactions production-dispositif et dispositif-réception, dans une optique psychosociale », il y a nécessité, comme l'indique cet auteur, de connaître d'abord les objectifs visés par les organisations médiatiques engagées pour espérer progresser dans la réflexion. Pour notre cas, l'engagement social « sans faille » de RPA et de ses semblables démontre qu'elles visent à réaliser ce que le même Courbet (*op. cit.*) appelle *des objectifs sociopolitiques de bien public (informer : les actualités ; éduquer : les rubriques de vulgarisation scientifique...)*. Il va ainsi sans dire que dans les conditions d'adversité politique dans leurs pays et région, les initiateurs ou les journalistes des entreprises médiatiques ciblées ont eu un choix cornélien à faire : ils devaient soit persister dans leur devoir d'informer les populations suivant l'éthique de leur métier, soit verser dans les sentiments de résignation face aux forces « obscures ».

Un certain nombre de faits suivants démontrent que les trois radios ont bien opté pour la première attitude ; ces faits doivent servir d'indicateurs significatifs de la force persuasive qui caractérise RPA, Radio Maendeleo et Radio Kivu 1 :

Le « courage » et autres vertus comme facteurs déterminant la production du service médiatique apprécié par les populations

Dans la synthèse des arguments justifiant les préférences mises en exergue, de bien des répondants à l'enquête, le courage des initiateurs des radios et de leurs journalistes et autres présentateurs est la vertu cardinale qui guide ces derniers. Nous l'avons mesuré sur le terrain lors de nos entretiens et compris ce que signifient leurs expressions « ces radios présentent des informations fouillées », « ces radios accordent la parole à tous » (tenants des pouvoirs d'État, ténors des oppositions politiques, leaders des rebellions..). Ces expressions doivent démontrer que, dans leurs actions, ces radios « vont à la limite de l'intolérable » ; elles offensent ou lèsent leurs pouvoirs d'État respectifs au regard de certaines situations compromettantes pour ceux-ci, aux niveaux national ou régional. Cela n'insécurise pas moins les journalistes ou encore les responsables de l'un ou l'autre de ces médias.

Les renseignements fournis à Bujumbura et à Goma attestent bien de ce courage, entre autres : a) lorsque *Radio Publique Africaine* « n'a pas hésité » à recevoir l'ex-général rwandais Kayumba Nyamwasa comme invité du jour de son émission interactive Kabizi (très suivie aussi au Rwanda), sans avoir peur des représailles connus et non connus que le pouvoir d'État du Rwanda voisin est supposé infliger à bien des « opposants » rwandais et, par ricochet, à ceux qui les côtoient ; b) lorsque *Radio Kivu 1* « se permet », comme nous le disait Magloire Paluku, son responsable, de se donner la périlleuse mission de « dénoncer les méfaits de la société et des autorités pour changer les choses » dans sa société criminogène (il dénoncera par ex. « la complicité entre les militaires de l'armée congolaise avec la rébellion du CNDP qui perturbera longtemps la sécurité au Nord Kivu »).

Au-delà du courage, d'autres vertus plus souhaitées dans la communication médiatique guident les mêmes hommes de radio. Ce sont d'abord tout ce qu'on peut remarquer en eux de qualités humaines « forgées » peut-être par leur engagement social ; ensuite, il y a les qualités professionnelles attribuables aux multiples formations spécifiques (en termes de séminaires de recyclage) auxquelles ils acceptent de se soumettre. A ce sujet, le rôle de la « coopération », à travers quelques organismes occidentaux spécialisés dans la communication médiatique, leur a été d'un grand apport. Il s'agit notamment de l'ONG française *Institut Panos Paris* à travers son projet « Ondes des Grands Lacs », de la Deutsche Welle Academy et de la Coopération suisse. Le projet Ondes des Grands Lacs avait même eu à lancer une expérience prometteuse mais non relancée, un « journal de la sous-région » au titre de « Hebdo Grands Lacs », fait des contributions envoyées depuis les trois pays par Internet et diffusé à tour de rôle.

Le rapport production-supports médiatiques « régulé » par le respect de l'éthique des médias ou servir la culture de la paix par le sens de la responsabilité

Les différents séminaires suivis doivent avoir édifié quelque peu les journalistes et responsables des trois radios sur la portée de l'adage « celui qui détient l'information, détient le pouvoir ». Car leurs actions se montrent globalement imprégnées de la substance de cet adage qui suggère implicitement la nécessité pour tout homme de médias de toujours agir en tenant rigoureusement compte de l'« éthique de la transmission de l'information » (éthique des médias). *L'Académie des Sciences Morales et Politiques* (2003) nous en dit qu'« en termes pratiques, l'éthique n'est ainsi rien d'autre pour le journaliste que le souci du travail bien fait et la conscience de la responsabilité de ses actes dans la société ». Cela garantit la qualité de l'information et préserve la société des impondérables des informations mal conçues ou mal transmises. On le constate par l'absence de scandales produits par les informations de ces radios, donc pas de débordements notables des journalistes dans le sens de transformer leur courage tant encensé ou leur crédibilité en « fonds de commerce ».

Les préférences des répondants au sujet des « journalistes préférés » nous éclairent à travers l'unanimité qui se dégage autour de la « compétence » de ces derniers, en plus de leur courage éprouvé. Il en transparait une sorte de communion d'esprits (entre les hommes de médias concernés et les auditeurs représentés) dans leur conception de la paix et de la culture de la paix, chez eux : celles bâties sur des principes supposés les éloigner des anti-valeurs.

Des supports médiatiques en termes de « programmes à succès » comme outils de promotion de la culture de la paix : la pertinence qui se justifie

A part quelques problèmes d'ordre technique, les répondants ont mal apprécié bien des actions d'un grand nombre de radios de la région. Ils s'expriment à travers leurs réponses à la question « ce que les auditeurs n'aiment pas », en fustigeant quelques antivaleurs dans la vie des médias autres que les trois radios retenues. Cet avis, globalement exprimé à travers les réponses qui suivent, est constaté de la même manière à Bujumbura, à Goma et à Bukavu :

- Au sujet du comportement des journalistes : « les mensonges », « les mensonges sur la situation sécuritaire » « les informations non vérifiées »...
- Au sujet de types de programmes : « les émissions de propagande », « les émissions de débats politiques mal gérés »...

Les trois radios à succès n'incarnent aucunement ces antivaleurs. L'étroitesse de leurs moyens ne semble pas être jusqu'à présent un facteur majeur pouvant infléchir leur position dans l'engagement d'informer plus ou moins objectivement leurs publics cibles. C'est pour ces raisons qu'elles sont propulsées, de manière constante, au sommet des classements des préférences récoltées dans leurs villes respectives. Alors, comment apprécier leurs efforts ou leur contribution dans la promotion de la culture de la paix dans les Grands Lacs ?

Partant de leurs vertus considérées, on peut supposer que la communication médiatique persuasive menée par ces radios puisse bien atteindre les cibles et amener des transformations attendues à la mesure de la pertinence de l'offre et de la demande en présence. La demande (en informations), provenant des auditeurs, donnant déjà les signes de sa pertinence (cf. la qualité non contestée par les répondants du service fourni par les trois radios), il ne reste qu'à vérifier les signes de la pertinence de l'offre (en informations) proposée par ces radios.

Notre première observation part des retombées de leur vertu cardinale. Celle-ci les a contraints à forger des émissions de promotion des échanges humains productifs, indispensables pour faire face au climat généralisé d'insécurité connu. Leur préoccupation majeure depuis le génocide au Rwanda étant la paix, ils créeront des émissions destinées à y apporter quelques solutions. *Kabizi, Paix et Développement* et *Focon-Focon*, créées pour cela, récoltent le succès que l'on connaît aujourd'hui. Succès attribuable, à bien des égards, à l'exploitation par les animateurs de ces programmes de leur vertu cardinale (le courage). Les fiches signalétiques suivantes, de chacune de ces émissions, déclinées par nos interlocuteurs (à Bujumbura, Bukavu et Goma), en donnera une idée plus ou moins précise :

Emission *Kabizi* (RPA)

- Créée en 2009
- Emission interactive en langue Kirundi
- Forum pour des débats à téléphone ouvert avec obligation aux intervenants de décliner leurs identités
- Appels téléphoniques masqués non reçus
- Traite des questions de consolidation de la gouvernance et de la paix
- Accueille les décideurs politiques qui répondent en direct aux questions des journalistes et du public

Emission Paix et Développement (Radio Maendeleo)

- Créée en 1995
- Emission non interactive pour « éviter des dérapages »
- Publics cibles : les gouvernants, les gouvernés, les jeunes, les femmes...
- Reçoit les SMS des auditeurs
- Entretien une page Facebook (et y tire les réactions des auditeurs)
- Traite des questions de paix et de développement avec accent sur la paix, car « celle-ci conditionne tout »
- Lance toujours des bandes d'annonce des sujets à traiter dans l'avenir

Emission Focon-Focon (Radio Kivu 1)

- Emission satirique, passe généralement par la dérision pour traiter des questions importantes : conflits, criminalité, gouvernance...

- Publics visés : les gens d'en bas (émissions en langue swahili) et les gens d'en haut (émissions en langue française) – Recours aux éléments culturels (contes, saynètes...)
- Diffusée chaque matin

Ces émissions connaissent une solidité et une longévité soutenue par la pertinence des principes qui les organisent et leur font attirer une grande audience, et les conduisent, par ricochet, à enrichir les entreprises de promotion de la culture de la paix. La démonstration en sera faite à travers certains résultats produits, exposés dans la partie suivante du travail axée sur la réception de ces émissions.

Notre deuxième observation part des « retombées » du second type de vertus acquises certainement à travers les séminaires de recyclage suivis, qui peuvent justifier d'autres choix utiles de programmes pertinents exploités. Nous pouvons citer ceux qui prennent en charge deux catégories de personnes jouant généralement des rôles importants dans les situations de conflictualité pathologique : les jeunes et les femmes. Savoir les gérer, dans les contextes africains, ne constitue-t-il pas un enjeu dans les entreprises de promotion de la paix envisagée dans la durée ? Chacune des trois radios en a saisi la portée stratégique et s'y est investie en créant des émissions spécialisées pour femmes et jeunes. A ce sujet, nous nous attardons seulement sur le cas de *Radio Publique Africaine* qui nous paraît typique :

- Emission destinée aux jeunes : « Iruriro » (signification : « Rentre en dessous du baobab »)
- Emission destinée aux femmes : « Mukenyezi Wokora Iki » (signification : « Femme, quelle est ta contribution ? »).

L'évocation du baobab fait penser à la symbolique du baobab en Afrique, représentant une fonction noble de cet arbre : celle de servir de « lieu de palabres ». Et comme on le sait, les palabres africaines riment avec les discussions constructives pour l'harmonie dans la société. L'évocation de la « contribution...de la femme », quant à elle, fait certainement penser aux rôles traditionnels que celle-ci est appelée à jouer dans cette Afrique que ces radios cherchent à activer. En clair, ce ciblage doit s'expliquer, pour les jeunes, à cause de leur « disponibilité » face aux sollicitations des entrepreneurs de l'insécurité et, pour les femmes, à cause de leur capacité légendaire à gérer les âmes dans les foyers et les hommes.

La réception de ces programmes et leurs limites par rapport à la question de la promotion de la culture de la paix

Trois groupes d'indicateurs, au moins, et un questionnement suggestif donnent un sens profond à la réception des programmes proposés. D'abord ces indicateurs comme illustrations sur l'intérêt accordé aux radios et à leurs émissions phare par l'ensemble de l'auditoire visé, sous trois formes de manifestations différentes:

- Une certaine « allégeance » des autorités étatiques vis-à-vis des radios en question

Nous avons été tenu informé d'un certain nombre de faits inédits démontrant comment les autorités des pays des Grands Lacs arrivent à « s'incliner » devant l'une ou l'autre des dites radios à succès du secteur privé. Cette attitude démontre que ces radios ne sont pas reçues que par les gens d'en bas, ceux d'en haut (les gouvernants surtout) en ont tout aussi besoin pour se faire entendre auprès des premiers qui, dans leur majorité, ont tourné le dos aux médias publics dépourvus de « punch ». L'épisode déjà évoqué du passage du général rwandais Kayumba Nyamwasa à l'émission interactive Kabizi de RPA en fait une démonstration éclatante.

Les réactions enregistrées en termes de coups de fils des auditeurs sont venues, très nombreuses, selon l'animateur de l'émission, de Bujumbura mais aussi du Rwanda. Parmi les auditeurs comptés ce jour : le « porte-parole » de l'armée nationale du Rwanda. Il intervenait en direct depuis Kigali, comme tous les autres auditeurs de RPA pour « contredire » le général invité. L'autre cas : à Bukavu, il nous a été révélé, par exemple, que le gouverneur du Sud Kivu en personne était passé récemment sur les antennes de *Radio Maendeleo* pour s'adresser à ses administrés (dont nombreux sont supposés être des fidèles auditeurs de Maendeleo)...

- Un indicateur à ne pas négliger : la réception symptomatique dans les lieux publics

C'est l'expérience d'agrégats d'écoute de l'émission Focon-Focon observée par nous à Goma, dans la rue (à l'aide des postes portatifs et les téléphones portables), dans les marchés publics (à l'aide des mêmes moyens), et dans les taxis et taxis-bus (à l'aide des autos-radios). Il est vrai que les comportements des agrégats sociaux ne peuvent servir d'instruments sérieux de mesure de l'impact des programmes radiophoniques, mais le symbole représenté par ces comportements est très fort. Nous pouvons aller plus loin en relevant le cas de la propension des conducteurs des véhicules en question à se brancher chaque matin sur *Kivu 1* aux heures de diffusion de Focon-Focon et de celle des clients transportés, à réclamer ce service auprès des conducteurs qui oublient de l'offrir. Certains observateurs ont enrichi notre observation en faisant voir la relation entre l'acuité de ces comportements et celle des situations locales ou régionales d'insécurité exigeant les éclairages des médias.

Ainsi, cette autre façon, pour les citoyens, de s'informer sur la marche de leur société en prenant *Radio Kivu 1* et son émission phare Focon-Focon comme des outils de références confirme les places de médias types et de programmes type des radios plébiscitées dans les classements fournis par *Etude d'auditoire* de M-S Frère (2012).

- *Un indicateur plein de sens : la réception au-delà des frontières*

On croirait qu'en Afrique une réception abondante des programmes d'une radio au-delà des frontières du pays d'origine de celle-ci dépendait beaucoup plus de son « ouverture par les langues » vers leurs publics cibles étrangers. Mais les radios à succès des Grands Lacs ont démontré que la réputation d'une radio peut mieux être forgée partant de ses performances professionnelles, en plus de l'apport de leurs langues de travail. L'expérience de RPA avec le général Kayumba le confirme : l'attrait des

Rwandais, jusqu'aux autorités du pays, pour cette émission ne peut se justifier par le seul fait d'être produite en langue kirundi (bien comprise par les Rwandais). C'est l'effort pour RPA de trouver les sources d'information digne de foi et le sérieux de ses journalistes dans les investigations qui font la réputation de cette chaîne dans la région. Ces derniers et mêmes indicateurs prévalent aussi à Bukavu pour Radio Maendeleo qui, en plus de son rayonnement national reconnu dans le Sud Kivu, revendique un assez large auditoire étranger à Cyangugu (Rwanda) et cibitoke (Burundi).

Plusieurs indices nous avaient été brandis par nos interlocuteurs au sujet de cette pénétration réussie chez les voisins : 1) les réactions régulières des auditeurs, reçues des trois pays, par Internet puisque toutes ces radios disposent d'un site Internet fonctionnel et des comptes dans les réseaux sociaux (facebook et tweeter) ; 2) les appels téléphoniques quotidiens (par GSM) ; 3) les courriers des auditeurs (par lettres manuscrites et SMS).

S'agissant ensuite du questionnement suggestif signalé, nous partons de cette sorte de paradoxe de l'insatiabilité des récepteurs de la région pour chercher à savoir s'il n'y avait pas de rapport entre la promotion d'une « information de portée régionale » et la promotion de la culture de la paix dans les Grands Lacs. Car les données étalées ici font voir la volonté des récepteurs d'être servis prioritairement par les trois radios « idéalisées » et leur tendance à privilégier l'écoute des radios internationales à la recherche des informations plus pertinentes sur la marche non seulement de leurs pays respectifs, mais de toute leur région. L'éclairage en est donné, toujours dans *Etude d'auditoire*, à partir des préférences de répondants à la question « Quels médias ciblés en priorité pour s'informer sur les pays voisins ? ».

Une unique réponse caractérise les préférences des répondants de Bujumbura, Bukavu et Goma : « la radio en général ». Dans les détails il s'agit, essentiellement, de RFI, de BBC et de Deutsche Welle ou de Radio Okapi. Ces radios connaissent un déploiement extraordinaire en Afrique, pour les trois premières et dans les trois pays étudiés des Grands Lacs pour Radio Okapi. Les justifications des répondants, dans leurs choix, tournent globalement autour de leurs performances techniques dans la couverture d'un aussi large espace qu'est l'Afrique et de leurs « prouesses » professionnelles traduites par des efforts inouïs dans la recherche, le traitement et la transmission, avec compétence, des informations de n'importe quel coin de la région troublée des Grands Lacs.

Les limites de RPA, Radio Maendeleo et Kivu 1 face à la demande de leurs publics en « informations de la région » : nécessité d'une solution régionale

Les résultats obtenus à travers les réponses des répondants de Bujumbura, de Bukavu et de Goma aux deux dernières questions de l'enquête exploitée nous renseignent sur les limites soulevées qui sont de deux ordres : organisationnel et professionnel.

Limites d'ordre organisationnel ou l'absence d'un accompagnement politique des radios

La première de deux questions annoncées, celle qui planche sur « Des informations importantes reçues sur les pays voisins », nous a fourni des réponses faisant état de l'incapacité des radios en question de récolter les informations « sensibles » qui « dérangent » les pouvoirs dans les pays voisins. Leurs journalistes, bien que dotés de la vertu de courage, ne peuvent aller s'aventurer chez les voisins faute de moyens et surtout d'un « accompagnement politique ou diplomatique » pouvant leur permettre au moins de franchir facilement des frontières. C'est un problème crucial des médias africains à l'opposé des médias occidentaux qui reçoivent un tel accompagnement de leurs gouvernements et, aussi, curieusement, des gouvernements d'Afrique et des « mouvements rebelles » dans les théâtres de guerres à l'intérieur des Etats.

Cette faille explique le fait que, selon les résultats analysés, l'ensemble des répondants des trois pays reçoit ces informations sensibles sur leurs voisins essentiellement de RFI et BBC. Celles-ci, dotées d'équipements performants et de personnels capables de s'émouvoir facilement, fournissent suffisamment d'informations, mais sans amener les récepteurs à avoir une connaissance objective et utilitaire sur la marche de leurs sociétés. Ceci à cause de la loi implicite, de la recherche effrénée du sensationnel au détriment de l'information « utile » qui « régit » les médias occidentaux.

Limites d'ordre professionnel ou l'expression d'une crise de modèles d'information

Les réponses fournies sur la toute dernière question « Des informations manquantes reçues sur les pays voisins » nous montrent indirectement le caractère nocif des informations sensationnelles. Les répondants des trois pays en ont avancé les éléments contraires, ceux de l'« information utilitaire » convenables aux sociétés instables, à l'instar des leurs. C'est en fait celle que les médias occidentaux « négligent », mais qui rend compte des problèmes essentiels de la société. Exemples : « *L'exploitation des richesses minières de la RDC : comment un pays aussi riche en minerais reste pauvre ?* », « *La situation de la liberté d'expression et d'opinion (Pourquoi la liberté de presse est-elle freinée au Rwanda?)* », « *Les vrais auteurs du massacre de Gatumba...* ».

Il y a lieu de reconnaître cependant que cette faille reprochée aux médias occidentaux est naturellement aussi celle des radios des Grands Lacs et d'Afrique en général, celles-ci étant les vrais « prolongements », en termes de modèles de médias et de système de production des informations, de ce que sont les radios occidentales. D'où, des stratégies curieuses de nos trois radios à succès comme celle d'user de son courage pour parvenir à satisfaire tant soit peu la demande de ses auditeurs, doivent être vues comme des « tentatives » réussies d'invention d'un modèle circonstanciel de l'« éthique de journalisme ». Il complété bien le « journalisme proactif », vu plus haut, qui s'adapte aux pays ou régions à instabilité persistante.

Nos investigations sur le terrain nous ont amené toutefois à conclure que ces modèles circonstanciels ne peuvent perdurer dans les contextes de la région des Grands Lacs qui ne fait que s'enfoncer sur le plan sécuritaire. Tout laisse croire en la nécessité, si l'on tient à une stabilité durable, d'une implication impérative des forces sociales en vue (gouvernements, sociétés civiles, organismes internationaux..) dans la construction des modèles concertés qui s'imposent (à court, à moyen, à long terme) pour créer les conditions rêvées d'un apaisement progressif des esprits. Pour cela, un « Plan d'action régional concerté pour la promotion de la culture de la paix par la radio » serait d'une grande utilité.

Conclusion

Promouvoir la culture de la paix à l'aide de la radio est une entreprise réalisable dans les Grands Lacs, si l'on s'y prend avec intelligence. Les radios à succès qui s'y sont investies (à Bukavu, Bujumbura Goma) en fournissent des preuves à la mesure de l'ampleur de leurs actions et de leur « force de frappe ». Elles sont, pour cela, bien appréciées par les populations qui trouvent une certaine satisfaction dans leurs prestations, non sans démontrer leur dégoût face aux insuffisances constatées en matière d'information sur les pays voisins. Cette faille est compensée par le recours aux sources « sûres » que sont les radios internationales (RFI, BBC, Radio Okapi..). Cela pose problème pour deux raisons : 1) il y a cette question de la recherche du sensationnel par ces dernières sources, ce qui est susceptible d'altérer encore le climat de compréhension entre les gens ou les communautés ; 2) il y a le risque de perturber davantage la psychologie des populations si ce climat s'accroît réellement dans les contextes en présence de conflictualité à ramifications au-delà des frontières des Etats concernés.

Ainsi, notre étude aboutit à la conclusion selon laquelle il faut un accompagnement politique et diplomatique des radios et autres médias de masse de la région, qui ajouterait un second souffle à ces médias, à l'instar de ce dont bénéficient les radios internationales captées en Afrique. Un accompagnement consensuel à la mesure des exigences du « vivre ensemble » dans la région que les forces sociales et politiques de la région doivent assurer aux médias qui se distinguent déjà dans leurs prestations. Ainsi, une action sociologiquement dosée, dans le sens souhaité, pourrait nous édifier sur le pouvoir tant discuté des médias, de la radio.

Références

- Académie Des Sciences Morales Et Politiques (France), 2003, *Ethique et qualité de l'information*, Groupe de travail sur la presse écrite. [En ligne], consulté le 13/02/2015. URL: <http://www.asmp.fr/travaux/gpw/pbpresse/pig3.pdf>
- Conseil National de la Communication du Burundi, 2013, *Rapport annuel 2013*.

- Courbet Didier, 2004, *Communication médiatique : les apports de la psychologie sociale. Pour une pluralité épistémologique, théorique et méthodologique en SIC.*, Note de synthèse des travaux pour l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Provence- Aix-Marseille 1.
- Derville Gregory, 2005, *Le pouvoir des médias. Mythes et réalités*, 2^e éd. revue et augmentée, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fall Jean-Karim, 2011, « La radio média préférée de l'Afrique », in « Une analyse du paysage médiatique africain », *Les Cahiers de l'U.A.*, vol. 1. [En ligne], consulté le 2/9/2013. URL: http://www.au.int/SP/auherald/sites/default/files/AUHerald_Design_Volume_010/pdf
- Frère Marie-Soleil (dir.), 2005, *Afrique centrale : médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, coll. « Les livres de GRIP », co-édition GRIP – Éditions Complexe.
- Frère Marie-Soleil, 2008, « Le paysage médiatique congolais : état des lieux, enjeux et défis », France Coopération Internationale. [En ligne], consulté le 2/9/2010. URL: http://www.fci.gouv.fr/IMG/pdf/Paysage_mediatique_congolais-2.pdf
- Frère Marie-Soleil, 2012, « Etude d'auditoire. Synthèse des résultats provisoires », consulté le 13/6/2013. URL : <http://www.panoseurope.org/projets/afrique-centrale-ondes-des-grands-lacs-ogl>
- FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG, 2012, *Baromètre des médias africains, RDC 2012*, [En ligne], consulté le 17 septembre 2014. URL: www.fesmedia-africa.org/.../AMB_DRC_2012_and_English.pdf
www.fes-kamerun.org
- Gahama Joseph, 2006, « Les causes des violences ethniques contemporaines dans l'Afrique des Grands Lacs : une analyse historique et socio-politique », *Afrika Zamani*, n^{os} 13 & 14, pp.101–115.
- INSTITUT PANOS PARIS, s.d, « Quand l'information dépasse les frontières », *Le Cahier Médias pour la paix*. [En ligne], consulté le 24 août 2013. URL : www.panosparis.org
- IREX, 2008, « Développement des médias indépendants viables en Afrique », *Index de viabilité des médias/2006-2007*. [En ligne], consulté le 11/9/2013. URL : www.irex.org.
- Meadel Cécile, 1986, *Publics et mesures, une sociologie de la radio*, Rapport CSI-CNRS, [En ligne], consulté le 14/11/2011. URL : <http://halsh.archives-ouvertes.fr/docs/00/08/16/78/PDF/PublicsetMesures.pdf>
- Mwaka Buenge Arsène, 2010, *Conflits, conflictualité et processus identitaires au Nord-Kivu. Comprendre l'institutionnalisation des violences*, thèse de doctorat en science politique, EHESS.
- RADIO KIVU 1, *Grilles de programmes*, 2013.
- RADIO MAENDELEO, *Grilles de programmes*, 2013.
- RADIO PUBLIQUE AFRICAINE, *Grilles de programmes*, 2013, 2014.
- Thiaw Marie-Louise, 2010, *Les ondes de paix en Afrique. L'exemple de Radio Okapi en République démocratique du Congo (RDC)*, mémoire de maîtrise en communication publique, Université Laval, Québec.
- Tudesq André-Jean, 2002, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), 1980, *Voix multiples, un seul monde. Vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace*, Unesco, Paris.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), 1998, « Communication pour la paix : cadre conceptuel et stratégie », Unesco, Paris.

- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture), 2012, *Les textes fondamentaux*, Unesco, Paris.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture), 2013, *Rapport final du Forum panafricain « sources et ressources pour une culture de la paix » (Luanda, Angola, 26-28 mars 2013)*, Unesco, Paris.
- Verschave François-Xavier, 1998, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Editions Stock.
- Vittin Théophile, 1995, *Les radios internationales en Afrique noire : l'exemple de RFI dans les pays francophones*, thèse de doctorat en science de l'information et de la communication, Université de Bordeaux.
- www.okapi.net*, 2002, « Radio Okapi: Un projet commun entre la MONUC et la Fondation Hirondelle en République Démocratique du Congo ».

Conclusion: Where Do We Go from Here?

Joseph Gahama and Tukumbi Lumumba-Kasongo.

Achievements and Areas Worrisome

The situation in the Great Lakes region is still worrisome. By early 2000, hopes were still running high. This was six years after the death of President Juvenal Habyarimana of Rwanda and President Cyprien Ntaryamira of Burundi, and six years after the genocide against the Tutsi (1994). This was followed by Mobutu's forced departure, the installation of a new regime in the Democratic Republic of Congo, and the Arusha Agreement that allowed a political transition in Burundi. Indeed, by early 2000, peace had been restored everywhere, and the whole region was calm, except in the eastern Democratic Republic of Congo where armed groups and *les Forces de Libération du Rwanda* (FDLR) continued to commit war crimes and human rights violations.

Several reconciliation and reconstruction initiatives had been made: in Rwanda, the Gacaca courts had allowed a peaceful coexistence between the perpetrators of genocide and their victims, while in Burundi, the Burundian Armed Forces had successfully merged with the former rebel movements. Ugandan President Yoweri Kaguta Museveni had managed, since he took power in 1986, to assert himself, inside his country¹ and in the region. Kenya and Tanzania had no particular problems regarding security. In short, there was relative progress as far as governance was concerned.

Meanwhile, there has been very significant economic progress, due, in part, to the East African Community (EAC), a regional² organisation which is currently considered by the African Union (AU) as one of the best on the continent, insofar as it had an average growth of 4 per cent per annum and that Uganda, Rwanda and Tanzania were, between 2005 and 2009, ranked among the best in the world (IMF, 2011:57). This outstanding performance was a result of deep reforms undertaken since the early 1990s, including the restructuring and privatisation

of banks and the launch of programmes to improve the investment climate. This performance had allowed individual states to invest heavily in health and education (Gahama 2015:72).

These hard-won achievements seem to be seriously jeopardised by a return to authoritarian rule that the international community is watching, powerless, throughout the region. In this regard, Burundi is a good example of regression. When in 2005, Pierre Nkurunziza, one of the former rebel leaders of the National Council for the Defense³ of Democracy – Forces for the Defence of Democracy (CNDD-FDD) – came to power after long negotiations and under strong international pressure that led to the Peace and National Reconciliation Agreement signed in 2000 in Arusha, no one ever could believe that he would lead the country into an impasse. Already in 2008, there were reports of extrajudicial executions in the National Liberation Forces (FNL), a rival movement that, unlike CNDD-FDD, had refused to lay down their arms. Corruption became rampant in all institutions, from top to bottom. The 2010 municipal elections were rigged massively, and this led the opposition to boycott the legislative and presidential elections.

A serious crisis – which is still ongoing – then erupted when Pierre Nkurunziza decided to violate the Constitution and the Arusha Agreement which forbade him to run for another term, despite the advice and warnings of the powerful Catholic Church, the civil society, one faction from his own party and the international community, including the United States and the European Union.

We will return to this shortly. A failed coup in May 2015 gave the authorities the opportunity to indulge in occasional bloody repressions⁴ against the opponents and to silence independent media. To restore peace, there must be an inclusive dialogue with all stakeholders in the conflict. But the regime that relies on a handful of ‘generals’ drags its feet and prefers to give the conflict⁵ an ethnic connotation (Larcher, 2016:2) and to accuse Rwanda and Belgium of being behind the mayhem in Burundi.

Insecurity is rampant everywhere in Burundi as much as calm prevails throughout Rwanda. The latter is nowadays well-known for being one of the most secure countries in the world, and yet, in 1994, it experienced a genocide which threw everything upside down. The organisation of a constitutional referendum on 19 December 2015 paved the way for Paul Kagame to seek another term in office in 2017. The revision of Article 101 of the Constitution by the Parliament enables him to stay in power until 2034. If the move reflects the will of the Rwandan people who had previously sent petitions to the National Assembly, it has not, however, gone down well with some international partners among which is the United States. Moreover, unlike in Burundi, Uganda, Kenya and the DRC, the Rwandan opposition grouped within the United Democratic Forces (UDF) and the Rwandan National Congress (RNC) are almost non-entities in the Rwandan political arena.

As for Yoweri Kaguta Museveni, he has been in power for over thirty years and he was re-elected in February 2016 as President of Uganda. While he is credited with stabilising the country after many years of dictatorship, his authority is increasingly being challenged. His authoritarian excesses pushed him as far as putting in jail his main opponent, Kizza Besigye, on the election day; and the elections were allegedly far from being free and peaceful. Many observers point out that he owes the little credibility he has left to his involvement against the Shebab militia in Somalia and to the fact he is often called upon to mediate in regional conflicts.

In the DRC, the presidential and legislative elections which are due in November 2016 constitute a great challenge and is already raising concerns. They will cost a mere sum of \$ US 1,145,408,680 , a sum that is raising serious concerns among some politicians. The confusion is not yet over because it is not yet certain whether Kabila will not be tempted to seek another term although he has completed his two terms. The coming months are likely to be very hot in Kinshasa.

The ongoing crises in the Great Lakes region, especially in Burundi, demonstrate the limits and contradictions of this cloudy entity called international community. Once Pierre Nkurunziza decided to go it alone, several international human rights have raised the alarm, suggesting a risk of genocide and a regional conflagration. The UN Security Council⁶ backed the solution proposed by the African Union (AU) and the EAC. The Heads of State of the sub-region have almost kept quiet over Nkurunziza's third term which violated the Arusha Agreement that they had themselves signed⁷. The AU Peace and Security Commission tried to send to Burundi a peacekeeping force to protect civilians. Surprisingly, the African Heads of States rejected the proposal in order to give a last chance to the Burundian Government to negotiate. However, all this was in vain. The delegation sent to Bujumbura returned empty-handed. The European Union alone has decided to take serious measures: it has suspended direct development assistance, and the impact is likely to be felt in the coming months. The mediation led by Yoweri Kaguta Museveni and the former Tanzanian President Benjamin William Mkapa, is struggling to get off the ground: the Bujumbura regime swears he will never negotiate with 'the pusichists'. Whether it is out of cynicism or not, the recent French proposal to send to Burundi a few policemen on a peace mission in a country controlled by *Imbonerakure* militia is somewhat surreal, and the fact that it was approved by all members of the UN Security Council simply makes it a sick joke. In any case, the inaction of the international community is disconcerting. Is it going to shed crocodile tears when the irreparable damage has been committed as it happened in Rwanda in 1994?

Toward Constructing a Preventive Conflict Paradigm

George Santayana's well-known adage – 'Those who cannot learn from history are doomed to repeat it (1924:284)' – provides a relevant historical perspective to contextualise the arguments, the analytical perspectives, and the recommendations to be made in this section of concluding chapter.

Furthermore, it should be added that people, nations, individuals, ethnic groups or social classes which do not have anything in common or do not imagine to have anything in common are not likely to go to war against one another. This is not a simplistic premise. People, states and ethnic groups in the Great Lakes region do have a lot in common as a matter of having similar histories, cultures, demographics, and sociology through extensive relationships and geopolitics. It is in their own being and their own interests to protect those of them and to imagine more new interests to be pursued and protected as part of globalism. The world of the states is the world of ideas, interests and powers. This is what this concluding remark is all about. Each contributor made specific recommendations in this book. They are not being repeated in this conclusion.

If the conditions and structures that have produced the conflicts are not systematically interrogated and eliminated, the region is likelihood to repeat similar outcomes in the future, despite the 'plastic' peace accords already secured.

A broader theoretical framework is examined in this chapter about the prevention of conflicts and the promotion of peace. Our working principles are obvious: There will be no peace without development; and there will be no development without peace. Furthermore, there will be no democracy with poverty. Poverty is the number one enemy of peace, democracy, and progress.

Conflict prevention is conceived here either as a policy strategy or a policy instrument, and a policy framework that can be used by the states, societies, and international institutions to think about how to produce a peaceful and sustainable development model.

Some of the important questions are: What kinds of states and the economies can produce the new paradigms that support a policy of conflict prevention? Moreover, what kind of roles should the African and international institutions play in supporting and sustaining policies that can lead to conflict prevention in the Great Lakes region? How can we move forward to reconstruct viable and reliable functioning institutions and build infrastructure through which the states, people and their cultures in the Great Lakes region can coexist in dignity and in mutual respect of laws and political rules and through social harmony that would help them progress individually and collectively? How can we imagine political regimes, democratic institutions, ethnic groups, economic and social actors and agencies of changes that can think differently based on a win-win theory of preventing the recurrence of conflicts? The intent is not to respond to

all these questions here but to take them as an analytical and policy framework in our efforts to make concrete recommendations.

For almost four decades, the commercial, economic, cultural and political activities, as well as the formal policies of states, the informal actions of various groups and people, including the activities of foreign powers and partners and those of multinationals in the Great Lakes region of Africa have directly or indirectly produced, by complicity, naivety, imposition or by choice, high levels of states and human political instability and social insecurity in this region. The region has produced violent politics: civil wars and wars of invasion, extreme ethnic politics that led to genocide and militia groups, which have almost permanently used child labour and child soldiers, extreme violence against women and girls, unprecedented environmental destruction, as well as incredible levels of poverty and economic stagnation. Furthermore, the dynamics of the region have produced intolerable degrees of internal refugees, and internal peoples' displacement, and fluid movements of small and mid-sized arms and drugs cartels. This region has also produced totalitarian, authoritarian, kleptocratic, extremely nationalistic and military regimes, which violated constitutional rights, human and social rights, and the basic of fundamental people's and individual rights.

It should also be noted, however, that the conditions and symptoms described here have not been produced in all the countries located in the region. In fact, African socialism and African humanism, as some of the major ideologies in Africa in the 1960s and 1970s, were produced in Tanzania and Zambia, respectively. Even the first experience of Afro-Marxist-Leninist political regime was produced earlier in the region (in then called People's Republic of Congo/Congo-Brazzaville). Recently, democratic governance practices and values also are being consolidated in some countries based on the principles of free and fair elections and citizen's fundamental freedoms in Tanzania and Zambia.

In our research projects, we have recognised what has been functioning well or better and what has not. We have also examined the causes of conflicts, their manifestations and consequences, as well as their policies and socio-economic implications based on the case studies. We avoided generalisations as we empirically focused on why and how intra- and inter-states conflicts occurred and how conflicts have emerged out of the political and economic dysfunctionality of the different polities.

In the research projects upon which each contributor has drawn his/her conclusions as well as our conclusions as co-editors, we all have engaged in the specific and empirical research projects dealing with the issues that have led to constantly violent conflicts.

All these issues raised above can be summarised under two sets of items or headings: (1) political governance systems, their forms, their organisation and their policies; and (2) extreme poverty.

To promote peace, maintain collective security and advance progress in the Great Lakes region of Africa, the main concern is about the mechanisms of formulating and implementing reforms with the intent of making political governance socially relevant, politically progressive and philosophically unifying for the people in the Great region and Africa.

Rethinking the reconstruction of the Great Lakes region of Africa is an analytical and political process through which one examines the historical facts and socio-political and economic projects as they support the system of political governance beyond the imperatives of its particularism. It requires a critical understanding of the meanings of facts based on the objective conditions as they are, as well as an attempt to comprehend the quality of relationships between facts and actors, as their dynamics should project the ultimate end of changing social phenomena.

We argue that politics and policy of reconstruction in the post-conflict Great Lakes region is extremely complex, a process that should be multilayered, gradual, yet daring, inclusive, thoughtful, pragmatic, and engaging. The reconstruction implies the following points:

1. The consolidation of real peace, physical and social security of people and groups (collective security),
2. The establishment of strong social, political and legal institutions, which can sustain peace and economic growth and development;
3. The promotion and protection of gender equality, civil and human right using the existing conventions;
4. The development of integrated and coherent regional programmes and priorities;
5. The distribution of national resources equitably; and
6. The protection of the environment.

Regionalism and regional consciousness will not work, unless national policies and politics effectively work and produce the outcomes that can alleviate extreme poverty as earlier indicated. Nothing meaningful can happen in this region unless people participate in the political process at the national level and unless national institutions are effective and efficient at that level first. All the above elements are part of the system of political governance. Thus, preventing conflicts implies setting up political governance systems in which people and states should reconcile with themselves on the principle, the values and importance political regionalism.

To prevent more conflicts, in addition to developing multilateral international cooperation schemes of relations, the African capacities concerning peacebuilding should be re-enforced and used. Furthermore, the usage of the African traditional systems of negotiation and peacebuilding should be projected into the preventive

mechanisms. Most of the traditional systems advocated a collective ethos of the nature of the African societies, the collective ownership of the land and natural resources. Most of these societies put emphasis on peaceful ways of solving problems and the maintenance of social harmony as an ultimate aim in itself. It is necessary to investigate the traditional African approaches in the face of failures of many mechanisms of peace prevention. African metaphysics and laws and African cosmology can also provide the principles and values to be pursued for conflict prevention. The palaver *à l'Africaine* may not lead to the punishment of criminals, as compared to the European and American court judiciary systems, as it puts more emphasis on reconciliation. However, it can break down the infernal circle of violence that has characterised most parts of the Great Lakes region. The African traditional systems of either delivering or supporting peace should be encouraged.

To prevent further violent conflicts, states in the region must reorganise with collective integrative purposes, their economies, the water from their rivers and lakes, their potential and real hydro-power, their timbers, their minerals, their arable lands and their human resources to avoid creating a situation that constitutes *un casus belli* in the future. If the countries in the Great Lakes region can sell their electricity among themselves first, this process would lessen their dependency on external sources of petroleum and thus projecting a different geopolitical role in the world.

Furthermore, to avoid the conflicts, it would be necessary to establish a strong level of interdependence in key areas such as education, security, commerce and economy, law, environment, banking, science and technology, socio-economic infrastructure and health. The areas of dependence on each other should be conceived as regional development priorities as well as peacebuilding strategies.

In regional and international areas, preventing conflicts means the establishment of a multilateral international cooperation through which real dialogues and regulated exchanges are established. Multilateralism implies that a collective agenda in development schemes, peacebuilding, and security is designed and implemented. This agenda has to be made regionally.

The region has to promote and protect the principles and the values of good governance. It means a governance system that has accepted norms that are politically participative, economically productive and reliable, and ideologically unifying.

The establishment of some forms of welfarist political regimes with an elaborate national development agenda based on social and democratic values and institutions is a very important step toward preventing conflicts in the Great Lakes region.

The introduction of peace education as a requirement in the school curriculum from the elementary school up to higher education systems will provide knowledge about peace and its values in the global system. When people think peace, they are likely to act in a peaceful manner.

Notes

1. Except in the northern part of the country which is controlled by a rebel group, the Lord's Resistance Army led by Joseph Koné.
2. EAC is one of the eight Regional Economic Communities (RECs) recognised by the African Union as associations representing States under the Treaty establishing the African Economic Community. This includes: the Arab Maghreb Union (UMA), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Community of Sahel-Saharan States, the East African Community (EAC), the Economic Community of West African States (ECOWAS), the Economic Community of Central African States (ECCAS), the Southern African Development Community (SADC) and the Intergovernmental Authority on Development (IGAD).
3. Most people from the opposition are in exile: many of them live in Rwanda and in Belgium.
4. The repression is organised by elements of the police and the secret service which are under Pierre Nkurunziza's direct authority. They are supported by CNDD-FDD youth militia. Persistent rumours also mention the presence of FDLR.
5. Whereas protesters against Pierre Nkurunziza's third term were young people from Bujumbura urban neighbourhoods and from all ethnic groups, the Tutsis are generally the most targeted. The highest authorities of the country, such as the president of the Senate and the National Assembly have increasingly been whipping up ethnic hatred. The vocabulary used is similar, in many ways, to the one used during the Rwandan genocide in 1994.
6. According to a UN confidential report, the organisation did not have the means to prevent genocide in Burundi.
7. All the EAC presidents endorsed the Arusha Agreement, but only Paul Kagame dared to denounce it, in an interview, a regime which kills its own people.

References

- Gahama, Joseph, 2015, « La communauté de l'Afrique de l'Est : une jeune organisation régionale promise à un bel avenir » ? pp. 64-77 in Gahama Joseph, *Les perspectives africaines au XXIe siècle*, Dakar : CODESRIA.
- Fonds monétaire international, 2011, *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne*, Washington DC : Fonds Monétaire International.
- Larcher, L., 2016, *Bujumbura, une répression à coloration ethnique*, <http://www.la-croix.com/Monde>, retrieved on 3/4/2016.
- Mudimbe V. Y., 1988, *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*, Bloomington: Indiana University Press.
- Santiyana, George, 1924, *The Life of Reason or The Phases of Human Progress: Reason in Common Sense*, 2nd ed., New York.: Charles Scribner's Sons.

Index

A

- abduction, 278, 282–83
absentee landlords, 160, 166, 178, 181–82
abundance, 165–67
ACCE (African Council for Communication Education), 237
accountability, 290, 292
accuracy, 211–14
Acholi, 184, 277, 280, 285, 291–93, 297
Acholiland, 277–78, 288, 292
Acholi Religious Leaders Peace Initiative (ARLPI), 290
Acholi sub-region, 276–78
Acholi tradition, 284, 288, 290, 293
actors, 30–35, 38, 43, 45, 219, 221–22, 227, 277, 288, 368
Africa, viii–x, 29–34, 36–38, 40, 42–47, 86–92, 102–5, 162–64, 168–70, 184–86, 234–36, 298–301, 366–68
Africa Command (AFRICOM), 279
African Council for Communication Education (ACCE), 237
African Experiences, 300
African Great Lakes Region, x, 276
African journalists, 227
African traditional systems, 368–69
African Union, 363, 365, 370
Africa Peace and Conflict Journal, 299
AFRICOM (Africa Command), 279
agencies, 30–31, 34, 44, 366
agenda, 221–22, 290, 298, 369
agreement, strong, 227, 229, 232–33
allies, 98–99, 286–87
archives, 94–96
ARLPI (Acholi Religious Leaders Peace Initiative), 290
armed conflict, 209, 277, 283
armed forces, 276–77, 279
arrival, 98, 284
Arusha Agreement, 363–65, 370
authorities, 174, 184, 298, 364–65

B

- Bafuruki, 98, 173, 175–76, 182
Bakiga, 165, 167–68, 173, 177–78
balance, 34–35, 164, 211, 213–14, 276, 285, 288
Banyoro, 85, 90–93, 96–98, 160–61, 163, 166–68, 173, 177–78, 180–82, 186
Baran, 219–21, 235
Barth, 85–86, 91–92
beliefs, 39–42, 176, 279, 296
biofuels, 87, 89–91, 103–4
Birungi, 212–13, 221–22, 234
borders, 90, 97, 99–102, 180, 278
Boston, 103, 237, 299–301
boundaries, 85–87, 92–93, 100, 102–4, 174, 182, 279, 292, 296
Buganda, 91, 159–60, 166, 175, 177, 181, 186
Bugangaizi counties, 159–61, 166
Bunyoro, 8, 85–87, 91–96, 98–103, 165–66, 176, 180, 182–84, 186
Bunyoro region, 97, 176, 181–82
Burton, 215–16
Burundi, 7, 59, 80, 211, 215–16, 219, 223–25, 227–28, 230–31, 233–34, 236, 238, 363–65, 370
Burundian, 212, 215, 230–31, 233–34

- Burundian journalists, 220, 225–26, 228–30, 232
- Buyaga, 159–61, 165–66, 172
- Buyaga County, 165–66, 169, 172, 177, 179, 183
- C**
- Cambridge, x, 47, 104, 184, 210, 238, 300
- Cambridge-Africa Programme for Research Excellence (CAPREx), 238
- campaigns, 172–73, 175, 177
- candidates, 172, 175, 179–80, 183
- CAPREx (Cambridge-Africa Programme for Research Excellence), 238
- Centre d'Etudes Politiques (CEP), ix–x, 329
- CEP (Centre d'Etudes Politiques), ix–x, 329
- chairman, 175–77, 181, 293
- citizens, 30, 33, 36, 88, 104, 214, 221, 367
- civil conflict, 90, 105, 169
- civilian populations, 276–77, 279, 287
- civil war, 79, 103–4, 208–10, 213, 215–16, 277, 296, 298, 367
- clan elders, 284, 286–87, 293–94
- clans, 275, 279–80, 283, 285–86, 288–89, 292–93
- classical realism, 33–34
- CODESRIA (Council for the Development of Social Research in Africa), ix–x, 46–47, 238, 370
- coexistence, peaceful, 277, 288, 294, 296, 299, 363
- Collier, 79, 83, 88, 90–91, 103–4, 208
- COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa), 370
- Commission, 167, 180–81, 186
- Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), 370
- communities, 36–37, 42, 87, 89, 91, 96–97, 100–101, 103, 218, 275–76, 279–80, 283–88, 292, 294, 296–98
- international, 364–65
- compensation, 161, 174, 285–87, 291, 293
- competition, 85–86, 92–95, 98, 172–74, 177, 179
- increased, 93, 164, 171
- Competitive electoral politics and conflict intensification, 171
- Competitive electoral politics and conflict intensification in Kibaale district, 171
- Conflict, 29–35, 37–39, 41–47, 90–91, 101–5, 159–86, 211–14, 221–23, 227–31, 233–34, 236–38, 284–87, 366–69
- bloody, 277, 296
- latent, 178, 294
- preventing, 368–69
- regional, 217, 365
- resolving, 215, 233
- zero-sum, 213
- Conflict & Communication Online Vol, 237
- Conflict.indd, 29–46
- Conflict Management, x, 35, 185, 237
- conflict prevention, 366, 369
- Conflict Resolution, 32, 103, 105, 184–85, 210, 236–37
- conflict resolution strategies, 179, 294
- Conflict Sensitive Journalism, 211, 236
- conflict-sensitive reporting, 217, 236
- conflits, 28, 199, 242
- consensus, 231, 233, 278
- constituencies, 36, 183
- Constitution, viii, 167–68, 174, 186, 364
- Contemporary Africa, 104, 185
- Contemporary Theories, 29–47
- content, 33, 94–95, 216, 289, 294, 296
- context, 30–31, 34, 47, 86–88, 90, 92–94, 100, 166, 237, 277, 285, 287–88, 293–94, 297–99
- control, 32, 36–37, 39, 170, 175, 217, 219
- cooperation, 43, 102, 231
- Council, x, 238
- Council for the Development of Social Research in Africa. *See* CODESRIA
- counties, 160, 166
- countries, 42, 45, 83–84, 89–91, 162, 169–71, 216–17, 224, 227, 230, 363–65, 367, 369–70
- developing, 38, 88
- neighboring, 84, 162, 164, 166
- crisis, global, 87–88
- cultures, 37, 39, 237, 366
- custodians, 292, 294

D

Daily Nation. *See* DNA
 Dakar, 46–47, 370
 Davis, 219–21, 235
 decolonisation, 44–45
 democracy, viii, 35–36, 43, 46–47, 105, 185, 217, 238, 300, 364, 366
 democratic peace theory, 35
 Democratic Republic of Congo. *See* DRC
 demonstration, 176, 181
 Department, viii–x, 43, 105, 184, 238
 destination, 163–64, 170, 277
 dialogue, 215, 279, 293, 295, 297, 301
 disciplines, 34, 44–47
 discoveries, 31, 83–86, 89–90, 94, 96–98, 100–101, 182
 disputes, x, 101, 174, 294
 district, 96, 159, 161, 171, 173–75, 178, 180–82, 276, 282, 289
 District Land Board. *See* DLB
 DLB (District Land Board), 174, 177
 DNA (Daily Nation), 83, 85, 100, 104
 dominant social paradigm (DSP), 42
 domination, 43–45, 242
 drama, 212–13, 222, 228, 230–31
 DRC (Democratic Republic of Congo), x, 84, 86, 101, 164, 169–70, 174, 215, 235, 279, 360, 363–65
 DSP (dominant social paradigm), 42
 dynamics, viii, 33, 36, 45, 84–87, 102, 104, 367–68

E

EAC (East African Community), 363, 365, 370
 East Africa, 89–90, 92, 104, 184
 East African Community. *See* EAC
 East African Locations, 8, 83
 Eastern Africa, 89, 103–5, 184
 Eastern African Studies, x, 104–5
 ECCAS (Economic Community of Central African States), 370
 Economic Community of Central African States (ECCAS), 370

editors, 212, 220–22
 education, viii, 44, 96–97, 172, 300, 364, 369
 elders, 95, 281, 284, 287, 292
 elections, x, 4, 162, 171–72, 174–75, 177–80, 183, 185, 365
 parliamentary, 172, 179–80
 emotions, 213, 225, 227
 Endangered Peace, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301
 enemies, humanisation of, 220, 231–33
 environment, 29, 42–44, 84, 86, 93, 184, 216, 264, 368–69
 equality, 35, 40
 establishment, 174, 183, 368–69
 Ethiopia, 84, 89, 98–99, 105
 ethnic conflicts, 93, 103, 184
 ethnic groups, 30, 32, 84, 86, 92, 97–98, 103–4, 177, 181, 215, 366, 370
 ethnicity, 85–86, 91–92, 102, 105, 162, 176, 180, 184–85
 Ethnic Mobilisation, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105
 ethnic mobilization, 84–87, 90–96, 98, 100, 102
 ethnocentricism, 229–31
 evaluation, 219–20, 222, 225–32
 evil, 35, 275, 280, 284–85, 293, 299
 exclusion, 84, 94, 100, 103, 162–63, 175–76, 184, 288
 experience, 33, 96, 161, 217, 225, 227–34, 237, 281, 367
 explorations, 83, 89–90, 99–100
 extremism, 212, 228, 230–31

F

Faculty of Peace and Conflict Studies, 235
 families, 164–67, 179, 282–84, 286
 feminists, 39–41
 feminist theory, 38–40
 fieldwork, 224, 276, 280, 282, 290–91, 294
 findings, 234, 281–82, 289
 Finnström, 278, 300
 food shortage, 164–65, 170, 173

forgiveness, 285, 287, 289, 299–300
 Fountain Publishers, 105, 184–85, 236–37, 300
 framing, 213, 222–25, 227, 234, 236, 279
 Freire, 295–96, 300
 Freire's Pedagogy, 294–95

G

Gahama, 364–65, 367, 369–70
 Galtung, 47, 211, 213, 220, 222, 228, 231, 233–34, 236, 297, 300
 gender, 30, 34, 40, 47, 225, 230–31, 233–34
 gender inequality, 40–41, 46
 gender relations, 40–41
 generations, 41, 230, 286
 younger, 34, 230
 genocide, 162, 170, 185, 221, 299, 363–65, 367, 370
 girls, 29, 40–41, 367
 globalisation, 37, 45
 Globalization, 33, 105, 209
 governance, political, 368
 government, 84–85, 88–91, 95–97, 100, 102, 166, 168, 170, 178, 180–81, 183–84, 219, 276, 288–89, 291
 central, 97, 160–61, 165, 285, 289
 Government of Uganda peace, 222
 Grands Lacs, 208–9
 Great Lakes, 29, 31, 41, 45, 83, 86, 100–101, 103, 161–63, 166, 170–71, 183–84, 363, 365–69
 Great Lakes Region, viii, x, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 104
 grievances, 30, 85, 87, 92, 94, 102, 180, 208
 ground, common, 211–12, 233
 Group, Francis, 104–5
 groups, 40, 85–87, 91, 93–95, 97–98, 102, 163–64, 167, 178, 180–81, 292–93, 296, 367–68
 growth, economic, 42–43, 368

H

Habermas, 287, 294–95, 300
 Hackett, 213–14, 225, 227, 234, 236
 Here.indd, 363–70

highlights, 163, 165, 171, 221–22
 history, x, 31–32, 44–45, 84, 86, 88, 99, 105, 184–85, 275, 366
 Hoefler, 79, 83, 88, 90–91, 103–4, 208
 homes, 164, 173, 179, 278–79, 284
 Howard, 211, 213–14, 236
 human rights, 104, 217, 298
 humans, 31–32, 43–44, 282
 Huyse, 276, 292, 298, 300

I

immigrants, 85, 98, 104, 172
 Imperialism, 45–47
 implications, 41, 43, 83, 85, 87–88, 92, 101–3, 287
 independence, 44–45
 individualism, 35–36, 38, 42
 individuals, 32–33, 36–38, 42, 86–87, 161, 166, 168, 174–75, 220, 275, 283, 287–88, 292, 297, 366
 in-group, 285, 287
 institutions, 29, 31, 34–35, 40–41, 43, 45, 95, 168, 220, 231–32, 288, 294, 364, 366, 369
 International Conflict, 209
 international relations, viii, x, 33–36, 41, 44, 47, 299
 inter-state conflicts, 90, 100, 367
 Interview, 95, 161, 164–65, 167, 169–70, 172–81, 235, 282, 290–91, 293, 370
 in-depth, 5, 161, 281, 283
 interviewees, 95, 161–62, 164–67, 178–80, 291

J

Journal, x, 79, 94, 103–5, 184–85, 208–10, 236
 journalism, ix, 211, 213–14, 227–28, 230–31, 233, 236, 238
 journalism norms, 211–12, 214
 journalists, ix, 211–25, 227–30, 232–34, 236–37
 male, 230–31, 233
 JRP (Justice and Reconciliation Project), 283, 286, 290, 300

Juba peace, 279–80, 292
 justice, 34, 217, 264, 275–77, 280, 285–89,
 291, 293, 296–99, 301
 social, 43, 219, 278, 286
 understanding of, 285–86, 297
 Justice and Reconciliation Project. *See* JRP
 justice mechanisms, traditional, 277, 280,
 292, 297

K

Kagadi, 165, 170, 172, 179–80
 Kakumiro, 180–81
 Kampala, ix, 47, 94, 101, 105, 180, 184–86,
 235–37, 299–301
 Karuguuza, 176–77, 179, 181
 Kenya, x, 83–87, 93, 98, 100–101, 104–5,
 162, 185, 363–64
 Kibaale district, 159–86
 Kibaale district land, 175, 181
 Kibaale Kagadi Community Radio (KKCR),
 174–75
 Kigezi, 164–65, 170–73, 175–76, 179, 184–
 85
 Kigezi region, 164–65, 173, 175–76, 178–79
 Kiiza, 83, 90, 96–97, 104
 killing, 278, 293–94
 KKCR (Kibaale Kagadi Community Radio),
 174–75
 knowledge, 29–30, 41, 293, 369–70
 Kyangwali, 161, 169–70

L

Lake Turkana, 84, 99, 101
 Land and Post-Conflict Peacebuilding, 184
 Land Conflicts, 184–85
 Land Grab, 88–89, 92, 105
 Land Politics, 5, 159–86
 land redistribution exercise, 174, 177
 land-related conflicts, 5, 162, 181, 184
 Land Resource, 83–106
 Latigo, 278, 292, 298, 300
 leaders, 176, 179, 181–82
 liberalism, 7, 34–35, 43, 47
 Livelihoods, 83–106

local communities, 84–85, 92, 97–100, 102–3
 locations, 30, 32–33, 39, 84–86, 88–91, 103,
 160–61, 163–64
 Lord's Resistance Army. *See* LRA
 LRA (Lord's Resistance Army), 98, 212, 216,
 218, 275–79, 282–83, 287, 299, 370
 LRA and Government of Uganda peace, 222
 LRA combatants, 216
 LRA-commanded massacre, 276, 283
 LRA rebels, 276, 282, 284, 287, 291–93
 Lumumba-Kasongo, 31, 33, 35, 37, 39, 41,
 43, 45, 47, 104, 267
 Lynch, 211–12, 214, 219–22, 228, 231, 233,
 237

M

mailo land, 159–60, 166, 181–82
 Makerere Institute of Social Research (MISR),
 x, 299
 Mamdani, 91, 104, 162–63, 169, 185–86,
 297, 301
 marginalization, 84–85, 94, 96, 99–100
 market, free, 36–38, 42
 Marxism, 34, 38–39
 massacre, 275–76, 279–80, 282–93, 296
 dreadful, 285, 287
 mass violence, 276–77, 280, 288, 296, 299
 Mato Oput, 292–93, 297
 Mato Oput tradition, 277, 292–93
 MBC (Mubende Banyoro Committee), 175,
 177, 181
 McGoldrick, 211–12, 214, 219–22, 228,
 231, 233, 237
 McGraw-Hill, 236–37
 media, 219–22, 236–38
 mass, 212, 216, 220–21, 234
 media frames, 214, 227–29
 mediation process, 289–90
 members, 36, 42, 93, 164, 173–77, 179, 182,
 275–76, 279, 283, 285–86, 295, 297, 365
 migrants, 161, 164–65, 167, 170, 173
 migration, 39, 91, 163–66, 170, 185
 MISR (Makerere Institute of Social Research),
 x, 299
 mobilization, 84, 86, 92, 96–97, 101–2, 176

- models, 41, 92, 213–14, 219, 221, 234, 294
 competitive, 86, 93
- Movements, 31, 33, 37, 41, 43, 47, 101, 277, 279
- Mubende Banyoro Committee. *See* MBC
- Mucwini, 276, 283, 285–91, 293, 296–97
- Mucwini massacre, 276–77, 292–93
- Muhooro, 176–77
- Museveni, 177, 180, 182, 185–86, 278
- N**
- Nationalism, 44, 103–5
- national level, 171, 179–80, 368
- National Resistance Army, 170, 277
- nations, 35, 83, 100, 104–5, 186, 210, 366
- nation-states, 30, 32, 34–35
- Natural Resource Conflicts, 104, 242, 267
- negative consequences, 97, 222
- New Frames of Peace, 211–26, 228–34, 236–38
- New Frames of Peace Journalism, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237
- New Jersey, 46–47
- New Vision, 175–77, 186
- New York, 46–47, 185, 236–38, 300–301, 370
- NewYork, 104–5, 209–10
- NGOs (non-governmental organisation), 215–16, 286, 290, 292–93
- Nkurunziza, Pierre, 364–65, 370
- non-governmental organisation. *See* NGOs
- Northern Uganda, 8, 179–80, 213, 216, 218, 221, 236–37, 275–80, 295–97, 299–300
- post-war, 276, 294–95
- Northern Uganda Social Action Fund (NUSAF), 290
- Northern Uganda Transition Initiative (NUTI), 290
- NRA, 277–78
- NUSAF (Northern Uganda Social Action Fund), 290
- NUTI (Northern Uganda Transition Initiative), 290
- O**
- oil, 83–86, 89–91, 94, 96–98, 100, 102–3, 105, 182, 210
- oil discoveries, 83–84, 86, 99–102, 104
- oil explorations, 89–91, 97, 100, 103
- oil revenues, 85, 96–97, 103
- Okello Manweri, 283–84
- organisation, 289–90, 363–64, 367, 370
- Otim Katende, 283, 291, 293
- ownership, 39, 41, 160, 163, 166–67, 182, 184, 219
- Oxford, 47, 103–5, 237–38
- Oxford University Press, 47, 103–4, 238, 301
- P**
- Pajong, 275, 277, 279–80, 282–84, 286–90, 293–96
- Pajong clan members, 275–76, 283, 285, 287, 289, 291, 295, 297
- Pajong clans, 276, 279, 282–87, 290–91
- Pajong-Pubec conflict, 283, 285
- parliamentary seats, 169, 172–73, 175, 180, 183
- parties, 211, 214, 218, 221, 280, 285, 287, 291, 293–94, 364
- pastoralists, 91–92, 94–95
- peace, viii, 32–34, 36, 42–44, 182–84, 209–22, 224–28, 230–38, 276–78, 286–90, 292–96, 298–301, 366, 368–70
- frames of, 212, 231–34
- sustainable, x, 277, 295, 299
- values of, 223, 233
- peace building, 186, 236, 277
- peacebuilding, 368–69
- peace-building, x, 214, 237, 277, 296
- peace coverage, 220, 228, 234
- Peace.indd, 211–26, 228–34, 236–38
- peace journalism, 211–17, 219, 221–23, 225, 227, 229, 231, 233–38
- peace journalism community, 211, 213
- peace journalism literature, 220, 228
- peace journalism model, 213–14, 219–22, 233–34
- peace journalism practice, 215–16, 219, 221
- peace journalism scholars, 225, 231, 233
- peace journalism workshops, 224, 230

peace negotiations, 220, 231
 peace processes, 212, 214, 220–22, 231–33
 peace radio programmes, 215, 217
 Peace Research, 79, 104, 208–9, 236
 Peasant Studies, 103–5
 perpetrators, 279, 292, 294, 297–99, 363
 person, 169, 174, 284, 292–95
 phase, 88, 217–18, 224, 370
 phenomena, 29, 33, 41–42, 44, 87–89, 101, 281
 Political Science, viii, 185, 210, 301
 politicians, 161–62, 165, 173, 176–77, 365
 politicization, 159, 161, 171, 178, 184
 politics, 34–35, 44, 47, 89, 100, 103, 159,
 162, 171, 183–85, 208–9, 238, 301, 368
 population, 30, 37, 86–87, 90, 102, 159,
 164–65, 167, 184, 223
 post-colonialism, 34, 44–45
 Post-Conflict Peacebuilding, 184
 Post-Conflict Uganda, 300
 Post-Massacre Mucwini, 8, 275, 277, 279–81,
 283, 285–91, 293–99, 301
 poverty, 44, 85, 88, 90, 99–100, 169, 277,
 366–67
 power, viii, 33–35, 86, 91, 96–97, 102, 177,
 209, 221, 235, 237, 277, 363–66
 political, 162, 171, 175, 181, 277
 President, 177, 180–82, 186, 365, 370
 President Museveni, 176–77, 181–82, 291
 probes, 212
 programmes, 38, 215–18, 364
 programming, 217, 219
 project, 216–17, 233, 299, 368
 Promoting Peace Journalism, 235, 237
 proponents, 213–14, 217, 220, 222, 234,
 288, 298
 proposition, 45, 227–28, 233
 prosecutions, 292, 298
 protracted conflicts, 86, 93
 Pubec, 275, 277, 279–80, 282, 285–86, 289–
 90, 293, 295
 Pubec clan members, 275, 283–84, 291, 293,
 295, 297
 Pubec clans, 275–76, 279, 282–83, 285, 289, 296
 Pubec-Pamong, 284–88, 291
 Pubec-Pamong members, 284–85, 287, 289, 291

Q

questionnaire, 223–24, 230

R

radio, x, 215–16, 219, 235, 237, 359
 radio stations, 215–17
 RC (Resistance Committee), 172
 rebels, 213, 216, 282–83, 286–87, 291
 recommendations, 5, 29, 181, 185, 291, 366
 reconciliation, 215, 276, 287–90, 292–93,
 299–301, 363, 369
 reconstruction, 32, 36–37, 368
 RECs (Regional Economic Communities), 370
 Recurrent Conflict in Kibaale District, 185
 redefinitions, regional, 85, 92, 102
 referendum, 160, 166, 179
 refugees, 161–62, 169–70, 184, 235, 290
 region, 3–5, 7, 29, 35, 83–87, 89–90, 96, 98–103,
 169, 171, 215, 217–18, 278–79, 363–64, 366–69
 Regional Economic Communities (RECs), 370
 reparations, 285–87, 290, 292–93
 Republic, 168, 174, 178, 180, 186
 researcher, 94–95, 161–62, 224, 281, 284
 research projects, 29, 46, 367
 resettlement, 179, 276, 279
 resettlement schemes, 167, 182
 resources, 30, 32, 44, 83, 85–87, 90–92, 94–
 102, 105, 162, 171
 local, 85, 91, 97, 102
 trans-boundary, 90, 100–102
 respective areas, 85–86, 90, 94–96
 respondents, 95, 161, 165, 176, 223–24, 227,
 281–82
 responsibility, 174, 212, 237, 284, 287–88
 restoration, 179, 181, 291, 297
 rootedness, 214, 225, 228, 234
 Routledge, 104–5, 236–37, 300
 Rukhsana, 213–14, 220, 222, 237
 Ruteete resettlement Scheme, 166–67
 Rwanda, x, 162–64, 169–70, 172, 174–75,
 185, 363–65, 370
 Rwandan refugees, 162, 169–70
 Rwandans, 163, 170, 363–64

S

SADC (Southern African Development Community), 370

SCG (Search for Common Ground), 23, 215

scholars, 31, 33, 40, 87, 89, 92, 162, 211, 213–14, 220, 234, 276

Search for Common Ground (SCG), 23, 215

security

collective, 368

land tenure, 173, 175, 178

Security Council, 365

settlement, 91, 166, 170, 286, 291, 293

settler lady, 180

settlers, 159, 161, 163, 166–68, 172–83

early, 166–67, 170, 172, 175–79, 181–83

Shinar, 212–14, 219, 221–22, 227, 233–34, 238

social conflict, 32, 39, 44

social relations, 38–40

social sciences, 30, 42, 45–46, 102, 224, 280, 299

society, 32, 38–40, 44, 211, 221, 238, 277, 289, 291, 297–98, 366, 369

Southern African Development Community (SADC), 370

South Sudan, 84, 86, 99, 101, 279

space, 32, 41, 45, 85–87, 92, 102, 105

State House, 177, 185–86

station, 216–19

strongly agreed, 230–31

strongly disagree, 223–24, 228, 230–31, 233

strongly disagreed, 228, 230–33

Sudan, 91, 105, 235, 278

T

Tanzania, 4, 28, 167, 169, 215, 235, 363, 367

Tayeabwa, 213, 215, 217, 219, 221, 223–25, 227, 229, 231, 233–35, 237–38

Taylor, 104–5

Tehrani, 211, 213, 222, 233, 237–38

tensions, 30, 35, 85–86, 92, 97–98, 100, 102, 174, 177, 214, 275, 285–86, 288–91, 295, 297

theme, x, 88–89, 95–96, 100

tolerance, 294, 296, 301

tradition, 104, 285, 287, 292, 294, 301

Traditional Justice in Post-Conflict Uganda, 300

trans-boundary conflicts, 90, 101

transitional justice, 276–77, 280, 292, 299–301

truth, 4, 212, 288–89, 291, 295

Tukumbi, 47, 104, 267

Turkana, 84–87, 89–96, 98–103

Turkana County, 83

U

Uganda, 84, 86–87, 96, 104, 159–61, 163–75, 177–86, 215–16, 218–19, 223–25, 227–30, 233–35, 237–38, 363–65

Uganda Constitution, 96, 167, 171–74

Uganda Electoral Commission, 179, 186

Uganda Government, 164, 167, 172, 174, 183, 186, 293

Uganda.indd, 159–86

Uganda Martyrs University (UMU), x, 299

Uganda Media Development Foundation. *See* UMDF

Ugandan, ix, 97, 179, 212, 220, 225–26, 230, 233

Uganda National Council for Science and Technology (UNCST), 282, 301

Ugandan journalists, 212, 228, 230–31, 234

Uganda People's Congress (UPC), 170, 179

Uganda People's Defence Forces. *See* UPDF

Uganda's Acholiland, 277

UMDF (Uganda Media Development Foundation), 216–17, 224, 230

UMDF-EED project, 217–18

UMU (Uganda Martyrs University), x, 299

UNCST (Uganda National Council for Science and Technology), 282, 301

United States, 36–37, 43, 215, 364

United States Agency for International Development (USAID), 215, 224, 290

University, viii–x, 28, 47, 104–5, 184–85, 209, 236, 238, 301

UPC (Uganda People's Congress), 170, 179

UPDF (Uganda People's Defence Forces), 216, 277–79

USAID (United States Agency for International Development), 215, 224, 290

V

values, 31, 40–42, 45, 211–12, 214, 219, 221, 224, 230, 232–34, 275, 367–69
 victims, 172, 181, 184, 276, 279, 283, 285, 291, 293–94, 297–99, 363
 village, 276, 279–80, 282–84
 violence, 7–8, 179–80, 209, 211–12, 214, 222–23, 225–31, 233–34, 237, 284–85, 287, 289, 291, 293–94, 298–300
 violence frames, 230, 234
 Violent conflict, 29, 97, 161–64, 169–80, 183–84, 275, 285–88, 294–98, 300, 367, 369
 voices, 43, 211, 214, 217–18, 276, 281
 votes, 172–73, 175, 179–80

W

war, 35–36, 39, 98–100, 211, 213–14, 221, 225–27, 237, 276–78, 293–94, 300, 366–67
 war journalism, 214, 225, 227–28
 Washington, 46–47, 104, 209, 236, 370

water, 32, 84–85, 90, 97, 99, 101, 369
 Webber, 285, 287, 301
 Wekesa, 85, 87, 89–91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105
 West Nile, 217–18
 Wolfsfeld, 212, 220, 222, 227–28, 231, 233–34, 238
 women, 29, 39–41, 43, 46, 95, 161, 166, 171–74, 180, 184–85, 281–82, 286, 295, 367
 world politics, viii, 34, 44, 47, 299
 World War II, 31, 35–36, 99
 www.cco.regener-online.de, 236–38
 www.internationalpeaceandconflict.org, 300

Y

youths, 95, 161, 171–72, 178, 181, 281

